This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

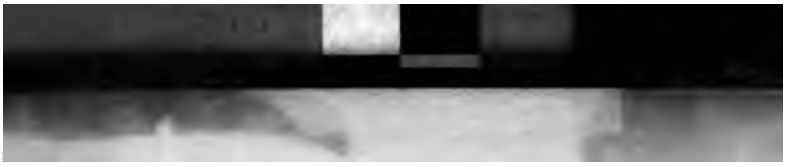
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



Per. L. Int. A. 69 d. 36 20.1.
2229 -e. 117/20(1)
= K. 7. 3

L.L.
Internat.
8b

SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Échange etc.

CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
QU'AVEC LES PUISSANCES ET ÉTATS
DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE;
depuis 1761 *jusqu'à présent.*

PRÉCÉDÉ
DE
TRAITÉS DU XVIIIème SIÈCLE,
antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
Mrs. DUMONT ET ROUSSET,
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS
PAR
GEORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS;
continué par
FRÉDÉRIC MURHARD.

Tome XX.
1830—1839.
Première Partie.

À GOETTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1841.

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE;

depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS;

continué par

FRÉDÉRIC MURHARD.

NOUVELLE SÉRIE.

Tome VII.

1830—1839.

Première Partie.

Á GOETTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1841.

NOUVEAU RECUEIL

DE

TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE;

depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS;

continué par

FRÉDÉRIC MURHARD.

Tome XVI.

1830—1839.

Première Partie.

À GOETTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1841.

1.

Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le royaume de Danemarc et le duché de Schleswig d'une part et la ville libre de Lübeck de l'autre part. En date du 30 *Novembre* 1830. 1830

(Declaration wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugsrechts zwischen dem Königr. Dänemark und dem Herzogth. Schleswig einer und der freien Hanse-Stadt Lübeck anderer Seits. Copenhagen, 1830).

Nachdem Seine Majestät der König von Dänemark mit dem Senate der freien Hanse-Stadt Lübeck dahin übereingekommen sind, die Aufhebung der Auswanderungssteuer und der Nachsteuer, welche zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817 zwischen den Herzogthümern Holstein und Lauenburg und der freien Hanse-Stadt Lübeck bereits festgesetzt worden, nunmehr auch auf die Königlich Dänischen nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Staaten auf der einen und die freie Hanse-Stadt Lübeck mit ihrem gesammten Gebiet auf der anderen Seite auszudehnen, so wird hierdurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dänemark erkläret, dass:

1. Von keinem Vermögens-Uebergang aus dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthume Schleswig in die freie Hanse-Stadt Lübeck und deren gesammtes Gebiet, — dieser Vermögens-Uebergang mag sich nun durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung oder auf andere Art ergeben, — soll irgend ein Abschoss oder Abfahrtsgeld, (jus detractus, census emigrationis) erhoben werden.

2. Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind beiderseitig nicht begriffen alle diejenigen Abgaben, welche,

1832 ohne Rücksicht darauf, ob das Object derselben im Lande bleibt oder nicht, von Einheimischen und Fremden gleichmässig zu erlegen sind.

3. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die Königlichen Kassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche sonst Individuen, Communen oder öffentlichen Stiftungen zufallen möchten.

4. Die Bestimmungen der obenstehenden Artikel treten von dem 1ten Januarii 1831 an in Kraft, wobey für Erbschaften nicht das Datum des Erbschaftanfalls, sondern der Exportation des Vermögens zu berücksichtigen sein wird.

5. Die durch obige Artikel bestimmte Freizügigkeit hat hinsichtlich der Personen keine Anwendung; sondern es verbleibt hierunter bey den zwischen Seiner Majestät dem Könige von Dänemark und der freien Hanse-Stadt Lübeck bestehenden Verträgen, so wie bey den beiderseitigen Gesetzen in ihrer jetzigen oder künftigen Modalität, welche die Person des Auswandernden und seine persönlichen Pflichten namentlich rücksichtlich des Kriegsdienstes betreffen.

Dessen zu Urkund ist gegenwärtige Declaration auf allerhöchstgedachter Seiner Majestät des Königs von Dänemark allergnädigsten Befehl unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel ausgestellt worden.

So geschehen zu Copenhagen, den 30sten November 1830. (L. S. R.) E. Gr. Schimmelmann.

2.

Convention sur l'abolition réciproque du droit de détraction, conclue entre le Royaume de Danemarc et la Principauté de Schaumbourg-Lippe. En date du 30 Juliet 1832.

(Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugs-Rechts zwischen den Königlich Dänischen und den Fürstlich Schaumburg-Lippischen Landen. s. d. Frederiksberg, den 30 Juli 1832. Copenhagen, gedruckt in der Königl. u. Universitäts-Buchdruckerei.)

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden König zu Dänemark, der Wenden und Gothen,

Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Ditmar- 1832
schen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, thun kund und bekennen hiedurch, dass zwischen Unserer und der Fürstlich Schaumburgischen Regierung folgender Freizügigkeits-Vertrag eingegangen und abgeschlossen ist:

Artikel 1. Bei einem Vermögens-Ausgang aus Unserem Königreiche Dänemark und Unserem Herzogthum Schleswig in die Fürstlich Schaumburgischen Lande, oder aus diesen in Unser Königreich Dänemark und Unser Herzogthum Schleswig soll (so wie solches bereits, zufolge des 18ten Artikels der deutschen Bundesacte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg bestimmt ist) irgend ein Abschoss (gabella haereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben.

Art. 2. Diese Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welches in die Landesherrlichen Kassen fliessen würde, als auf dasjenige Abschoss- und dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welches etwa in die Kassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonial-Gerichte und Corporationen fliessen würde.

Die Gutsbesitzer in Unserm Königreiche Dänemark und Unserm Herzogthum Schleswig, so wie in den Fürstlich Schaumburgischen Landen, werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoss noch Abfahrtsgeld fordern noch nehmen.

Art. 3. Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel 1 und 2. sollen sich auf alle jetzt pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken.

Art. 4. Die in den obigen Artikeln 1., 2. und 3. bestimmte Freizügigkeit soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es bleiben demnach, dieser Uebereinkunft ungeachtet, diejenigen Dänischen und Schaumburgischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten, seine Ver-

1832 pflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bei Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäss, zu bitten.

In dieser Hinsicht soll auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zum Kriegsdienst und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden keine der beiden, die gegenwärtige Convention abgeschlossen habenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Landen beschränkt werden.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und vorgedruckten Insiegel.

Gegeben auf Unserm Schlosse Frederiksberg, den dreizigsten Juli Eintausend Achthundert und Zwei und Dreizig.

Frederik R.
(L. S.)

Krabbe-Carisius.

3.

Circulaire de la chambre générale de douanes et du collège de commerce en Danemarc, concernant les bâtimens de l'état de l'Eglise. En date de Copenhague, le 7 Août 1832.

(Publication officielle faite à Copenhague).

Til Efterretning og Jagttagelse meldes Følgende:

1. Da det er Hans Majestæt Kongens allernaadigste Villie, at Collegiet skal, ved indeværende Aars Udgang, nedlægge allerunderdanigst Indberetning om hvilke og hvormange Varer, der i Løbet af samme ere blevne fortoldede til Forblivelse i Landet, vilde Toldstederne, med fuldkommen Noiagtighed, uddrage dette af Toldbogerne og, inden Udgangen af Januar Maaned 1833, indsende Beretning derom, affattet i alphabetisk Orden.

Forsaavidt der af deslige Varer igjen er skeet Forsendelse til fremmed Sted, vilde Toldstedet bemærke Qvantiteten.

2. Ifolge Meddelelse fra det Kongelige Departement for 1832
de udenlandske Sager, har det under 14de f. M. behaget Hans Majestæt Kongen allernaadigst at approbere, at Skibe fra Kirkestaten skulle i de Kongelige Staters Havne behandles som Landets egne, saalænge en lignende Behandling tilstaaes danske Skibe i de Pavelige Havne.

Overeensstemmende hermed vilde Toldstedet altsaa iagttage, at alle, i Kirkestaten beviisligen hjemmehorende, Skibe og Ladninger i dem blive, ved Ankomsten til Kongerigets Toldsteder, at behandle lige med indenlandske Skibe og Varer i disse.

General-Toldkammer- og Commerce-Collegium, den 7de August 1832.

Lowzow. Schleyer. Kirstein. v. Schmidt-Phiseldek. Lehmann. Thonning. Malling. Wedel. Garlieb. Jensen.

4.

Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les royaumes de Danemarc et de Wurtemberg. En date du 16 *Octobre* 1832.

(Declaration wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugsrechts zwischen den gesammten Königlich Dänischen und den gesammten Königlich Würtembergischen Landen. Copenhagen, 1832).

Seine Majestät der König von Dänemark haben Sich mit Seiner Majestät dem Könige von Würtemberg, in Betracht der Beschwerden, welche mit dem bisher von den um- und wegziehenden Landes-Eingesessenen, auch in Erbschafts- und andern Fällen, geforderten Abzugs- oder Abschoss-Gelde verknüpft sind, dahin vereinigt, dieses Abzugs- oder Abschoss-Recht nunmehr, zwischen den gesammten Königlich Dänischen Landen einer, und den gesammten Königlich Würtembergischen Landen (so wie solches bereits, zu Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesacte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer

1832 Holstein und Lauenburg geschehen) anderer Seits, gänzlich abzustellen und aufzuheben.

Demnach soll von den Königlich Dänischen Unterthanen, welche aus den gesammten Königlich Dänischen Landen, nach ihrem gegenwärtigen oder zukünftigen Umfange, mit ihren Gütern, künftig in die gesammten Königlich Würtembergischen Lande, nach ihrem gegenwärtigen oder zukünftigen Umfange, überziehen wollen, oder in diesen Erbschaften, Vermächtnisse, oder Schenkungen von Todeswegen zu erheben haben, und ebenso auch von Königlich Würtembergischen Unterthanen, welche aus den gesammten Königlich Würtembergischen Landen, nach ihrem gegenwärtigen oder zukünftigen Umfange, mit ihren Gütern, künftig in die gesammten Königlich Dänischen Lande, nach ihrem gegenwärtigen oder zukünftigen Umfange, überziehen wollen, oder in diesen Erbschaften, Vermächtnisse, oder Schenkungen von Todeswegen zu erheben haben, kein Abschoss, Nachsteuer, Zehent- oder Abzugs-Geld, unter irgend einer Benennung gefordert, noch eingezogen werden.

Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind jedoch beiderseits nicht begriffen alle diejenigen von Erbschaften, oder Vermächtnissen zu entrichtenden Abgaben, welche, ohne Rücksicht darauf, ob das Object derselben im Lande bleibt, oder nicht, von Einheimischen und Fremden, gleichmässig zu erlegen sind.

Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrts-Geld, welche in die Königlichen Kassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrts-Geld erstrecken, welche sonst Individuen, Gutsherrschaften, Corporationen, Communen, oder öffentlichen Stiftungen zufallen möchten.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Dänemark und Seiner Majestät des Königs von Würtemberg gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll von dem Tage der gegenseitigen Auswechselung an, sogleich Kraft und Wirksamkeit, in Beziehung auf alles Vermögen, wovon weder der Abzug bereits bezahlt, noch die Exportation schon erfolgt ist, erhalten, und in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Zu welchem Ende auf Seiner Majestät des Königs von Dänemark allergnädigsten Befehl, diese Erklärung,

unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel, ausgestellt 1832
worden ist.

So geschehen zu Copenhagen, den 16ten October 1832.

(L. S. R.) KRABBE-CARISIUS.

(L'échange des Déclarations respectives a eu lieu le 14 Décembre 1832.)

5.

Convention sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Royaume de Danemarc et le Duché d'Anhalt-Dessau. Signée à Copenhague, le 12 Novembre 1832.

(Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugsrechts zwischen den Königlich Dänischen und den Herzoglich Anhalt-Dessau'schen Landen. Copenhagen, 1832).

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden König zu Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Ditmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, Thun kund und bekennen hierdurch, dass zwischen Unserer und der Herzoglich Anhalt-Dessauischen Regierung folgender Freizügigkeits-Vertrag eingegangen und abgeschlossen ist:

Art. 1. Bei keinem Vermögens-Ausgang aus Unserem Königreiche Dänemark und Unserem Herzogthum Schleswig in die Herzoglich Anhalt-Dessauischen Lande, oder aus diesen in Unser Königreich Dänemark und Unser Herzogthum Schleswig soll (so wie solches bereits, zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundesacte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg bestimmt ist) irgend ein Abschoss (gabella haereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben.

1832 Art. 2. Diese Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welches in die Landesherrlichen Kassen fliessen würde, als auf dasjenige Abschoss- und dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welches etwa in die Kassen der Städte, Märkte, Kämmereyen, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonial-Gerichte und Corporationen fliessen würde.

Die Gutsbesitzer in Unserm Königreiche Dänemark und Unserm Herzogthum Schleswig, so wie in den Herzoglich Anhalt-Dessauischen Landen, werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoss- noch Abfahrtsgeld fordern noch nehmen.

Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind beiderseitig nicht begriffen alle diejenigen Abgaben, welche, ohne Rücksicht darauf, ob das Object derselben im Lande bleibt oder nicht, von Einheimischen und Fremden gleichmässig zu erlegen sind.

Art. 3. Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel 1 und 2 sollen sich auf alle jetzt pendente und auf alle künftige Fälle erstrechen.

Art. 4. Die in den obigen Artikeln 1, 2 und 3 bestimmte Freizügigkeit soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es bleiben demnach, dieser Uebereinkunft ungeachtet, diejenigen Dänischen, und Anhalt-Dessauischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bei Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäss, zubitten.

In dieser Hinsicht soll auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zum Kriegsdienst und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden keine der beiden, die gegenwärtige Convention abgeschlossen habenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Landen beschränkt werden.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und vorgedruckten Insiegel.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Copenhagen, den 12ten November 1832.

Frederik R. L. S. Krabbe-Carisius.

6.

Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les royaumes de Danemarc et de Bavière. En date de Copenhague, le 4 Décembre 1832.

(Declaration wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugsrechts zwischen den Königlich Dänischen Landen und dem Königreiche Baiern. Copenhagen, 1832.)

Seine Majestät, der König von Dänemark, haben Sich mit Seiner Majestät, dem Könige von Bayern, in Betracht der Beschwernisse, welche mit dem bisher von den um- und wegziehenden Landes-Eingesessenen, auch in Erbschafts- und anderen Fällen, geforderten Abzugs- oder Abschoss-Gelde verknüpft sind, dahin vereinigt, dieses Abzugs- oder Abschoss-Recht nunmehr zwischen den gesammten Königlich Dänischen Landen einerseits, und dem Königreiche Bayern (so wie solches bereits, zu Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesacte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg geschehen) andererseits, gänzlich abzustellen und aufzuheben.

Demnach soll von keinem künftigen Vermögens-Uebergang aus den gesammten Königlich Dänischen Landen in das Königreich Bayern, gleichwie aus diesem in die gesammten Königlich Dänischen Lande, — solcher Vermögens-Uebergang mag sich nun durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung oder auf andere Art ergeben, — so wie auch von den Königlich Bayerischen Unterthanen, welche in den gesammten Königlich Dänischen Landen künftig Erbschaften zu erheben haben, und solche in das Königreich Bayern ziehen und transportiren, und gengenseitig ebenso bei Vermögens-Ausgang aus dem Königreich Bayern in die Königlich Dänischen Staaten, kein Ab-Abschoss-, Nachsteuer-, Zehnt- oder Abzugs-Geld, unter irgend einer Benennung, gefordert noch beigetrieben werden.

1833 Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind beiderseitig nicht begriffen alle diejenigen Abgaben, welche, ohne Rücksicht darauf, ob das Object derselben im Lande bleibt oder nicht, von Einheimischen und Fremden, gleichmässig zu erlegen sind.

Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrts-Geld, welche in die beiderseitigen Königlichen Kassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und unf dasjenige Abfahrts-Geld erstrecken, welche sonst Individuen, Communen oder öffentlichen Stiftungen zufallen möchten.

Die sämmtlichen in der gegenwärtigen Declaration enthaltenen Bestimmungen treten von dem Tage der Auswechselung der gegenseitigen Declarationen in Kraft*), wobei die Abzugsfreiheit sich jedoch auch auf die noch pendenten Erbschaftsfälle erstrecken soll, insofern der Abschoss nicht bereits gesetzmässig erhoben seyn möchte.

Dessen zu Urkund ist gegenwärtige Declaration auf allerhöchstgedachter Seiner Majestät, des Königs von Dänemark, allergnädigsten Befehl, unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel ausgestellt worden.

So geschehen zu Copenhagen, den 4ten December 1832. (L. S. R.) Krabbe-Carisius.

*) Die Auswechselung der Erklärungen hat den 21sten Januar 1833 Statt gefunden.

7.

Pièces concernant l'arrangement entre la Porte Ottomane et Mehemed Ali, Viceroy d'Egypte en 1833.

(Publiées par ordre du Parlament d'Angleterre. London, printed by T. R. Harrison, 1839).

No. 1.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (Received March 15, 1833).

(Extract.) Therapia, February 23, 1833.

A Few days after the departure of my despatch, of the 15th Instant, I received an official memorandum from the Reis Effendi, stating that Ibrahim Pasha persists in remaining at Kutaya, his

troops are spreading in the neighbourhood of that town, and he 1833
has sent for the remainder of his forces, which were lying in the rear of his army, to join him, although the Caimacan Pasha had engaged him to retire from Kutaya, because as long as he occupied that position the Porte could not consider themselves in safety. His Highness has again written to him and to Mehemet Ali, with the view of obtaining the departure of Ibrahim, and the cessation of the disorders which the presence of his army occasions in that part of the country.

In consequence, the two Embassies are requested to write to Ibrahim Pasha, to engage him to retire with his army from Kutaya, and to send their letters by a person belonging to the Embassy, as had been previously agreed upon.

Before giving an official answer to this paper, I desired the interpreter to point out to the Reis Effendi a grave error which bears a conspicuous part in it. It is there said that the Porte has received from me assurances that Mehemet Ali would make his submission to the Sultan, and come to an understanding with the Porte; whereas, his Excellency well knew that I never made any such assurances. I referred to the assurances which the Porte had received from Mehemet Ali, of his submission to his Sovereign, which were confirmed to them by General Mouravieff upon his return from Alexandria, as well as to the halt of Ibrahim Pasha's army at Kutaya: but asking me to require of him to retire from that place, was asking me to do that which I feared would be of little avail, and would only expose me to a refusal; but, nevertheless, I should not refuse to write to Ibrahim Pasha in the manner which the Reis Effendi has requested of me.

I have accordingly addressed a letter to Ibrahim Pasha, which has been approved of by the Porte, and which will be accompanied by a Turkish translation. I have the honour to inclose a copy to your Lordship. It will be delivered to his Highness by the French Ambassador's Aide-de-Camp, who is the bearer of the letter which his Excellency has written to Ibrahim upon this occasion.

Inclosure 1 in No. 1.

Official Memorandum given by his Excellency the Reis Effendi to Mr. Mandeville, on the 17th of February, 1833. — Translated from the Turkish.

(Extract.)

La Sublime Porte a informé les légations de France et d'Angleterre, qu'elle s'est fiée aux assurances, fondées comme elles sónt sur de simples paroles, qu'elle a reçues de leur part, que Méhémed Ali Pacha doit sans faute s'arranger avec nous et faire sa soumission.

Le fait est, cependant, que non seulement les assurances données et qui n'ont eu aucun résultat, ni la réponse vague d'Ibrahim Pacha, qui se borne à dire qu'il s'arrêtera à Kutahia, ne sont de nature à rassurer la Sublime Porte pleinement; mais malgré

1833 que ce Pacha affecte dans ce moment-ci de vouloir rester à Kutahia, on entend dire comme une chose certaine, que ses gens avancent, en se répandant aux environs, et qu'il fait même venir auprès de lui les troupes qui étaient restées en arrière. M. le Ministre, notre ami, conviendra donc sans doute que les faits, quand on considère la conduite d'Ibrahim Pacha, n'affaiblissent que trop les assurances en simples paroles données par les deux légations.

Mais la Sublime Porte qui a agi dans toute cette affaire avec la plus grande franchise, a pris sur elle de donner sans cesse des conseils énergiques à Méhémed Ali Pacha, ainsi qu'à Ibrahim Pacha. Entr'autres conseils, Son Altesse le Caimacan Pacha a écrit dernièrement à Ibrahim Pacha, pour l'engager à se porter en arrière, en lui faisant sentir que tant qu'il est dans ces environs, et surtout tant qu'il reste à Kutahia, nous ne pouvons pas nous croire tout-à-fait en sûreté. Mais Ibrahim Pacha ne parle pas de retraite, et ne dit rien de rassurant dans sa réponse. C'est pourquoi Son Altesse le Caimacan a écrit de nouveau aux deux Pachas, il y a quelques jours, dans l'objet qu'Ibrahim quitte absolument Kutahia pour s'en retourner, et que l'on fasse cesser les désordres qui ont eu lieu dans les environs. On attend leur réponse.

Si Ibrahim Pacha prolonge son séjour à Kutahia, s'il continue d'agir de la manière qu'il agit à présent, la Sublime Porte est excusable de ne pas mettre une véritable confiance dans les assurances en paroles données, soit par lui, soit par les Ambassades.

Les deux Ambassades sont donc priées d'écrire à Ibrahim Pacha, d'une manière analogue aux circonstances, et de lui faire parvenir leurs lettres, après s'être concertées ensemble, par un Employé envoyé exprès, ainsi que le projet en était arrêté dernièrement.

Inclosure 2 in No. 1.

Mr. Mandeville to Ibrahim Pasha.

(Extract.) Therapia, February 23, 1833.

The Sublime Porte having represented to me the extreme danger to which they are exposed by the continuance of your army in the neighbourhood of this capital, and having called upon me to use my best endeavours to engage your Highness to put an end to their well-founded apprehensions, by withdrawing your army from Kutaya, I consider it my duty to accede to their request.

Under these circumstances I cannot too strongly urge upon your Highness the necessity of retiring with the troops under your command from Kutaya, since by persisting in occupying your present position, and by a non-compliance with the request of the Sublime Porte, you endanger the tranquillity of the country in the neighbourhood of the capital, and raise doubts in the minds of the Turkish Ministers, of the sincerity of your professions of concurring with His Highness Mehemet Ali in his devotion and submission to his Sovereign.

No. 2. 1833

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (*Received April* 1, 1833.)

My Lord, Therapia, March 7, 1833.

I have the honour to inclose to your Lordship a translation of the answer to the letter which, at the request of the Sublime Porte, I addressed to Ibrahim Pasha on the 23rd February.

In this letter his Highness accounts for his advance from Konia to Kutaya, as being the consequence of the instructions which he had received from his father Mehemet Ali. Upon his arrival in this city, he received an order from his father not to advance, and there he has remained; and whether he advances or retires from the position which he at present occupies, his conduct will be regulated by the Pasha of Egypt's will and pleasure. In the meantime he has been written to on this subject, and an answer will soon come, and whatever may be the orders which it contains, he will not long delay the execution of them.

When I yielded to the repeated request of the Reis Effendi, of writing to Ibrahim Pasha, I never anticipated that I should have a more satisfactory answer than the one which I have now received, and my repugnance to accede to his Excellency's desire has been justified by the little success of the undertaking.

I have, etc.

Viscount Palmerston, G. C. B. etc. etc. etc. (Signed) J. H. MANDEVILLE.

Inclosure in No. 2.

Ibrahim Pasha to Mr. Mandeville, dated 10th Schewal, 1248. — (*March* 1, 1833.)

Très-estimable, très-bien aimé et bienveillant Ami!

J'ai pris connaissance du contenu de la lettre amicale que vous m'avez écrite le 3 Schewal (23 Février) pour me dire de me retirer, loin d'avancer.

Mon armée était encore à Konia lorsqu'un Aide-de-Camp Russe y arriva de la part de M. l'Envoyé de Russie, et me dit de ne pas avancer. Ma réponse fut, que d'après les devoirs que ma commission m'imposait, je ne pouvais m'arrêter sans en avoir reçu l'ordre.

Arrivé à Kutahia, j'y ai reçu de la part de mon père l'ordre de ne pas avancer. Pour obéir à ses ordres je me suis arrêté sur-le-champ, et j'en ai donné l'avis tant à la Sublime Porte qu'au Chargé d'Affaires de France, M. le Baron de Varenne.

Voilà Monsieur, ce qui en est, et soit que j'avance, soit que je me retire, je ne puis agir que conformément à la volonté de mon père, aux ordres duquel ma conduite est, comme vous ne l'ignorez pas, toujours assujettie.

D'ailleurs, on a écrit sur ce point à mon père, et sa réponse ne peut pas tarder d'arriver. Quant au soupçon qu'on a que je marcherai en avant, ce que j'ai dit plus haut doit le faire cesser.

1833 J'attendrai les ordres de mon père et quand je les aurai reçus, je les mettrai à exécution sans perte de tems.

En vous informant de tout ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire, je saisis cette occasion pour demander l'état de votre santé.

{ L Ibrahim S }

No. 3.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (*Received April 8, 1833.*)

(Extract.) Therapia, March 19, 1833.

The Reis Effendi proposed that the French Ambassador and I should try again to prevail upon Ibrahim Pasha to retire with his army from Kutaya. I told his Excellency, in reply, that this was impossible: that Ibrahim Pasha had refused to comply with the request that we had addressed to him, upon this subject, and that I for one would not expose myself to another refusal.

No. 4.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (*Received May 2, 1833.*)

(Extract). Therapia, March 31, 1833.

The late intelligence from Alexandria, of the rejection of the terms proposed by the Sultan to Mehemed Ali, and of his preparations to renew hostilities if his proposals were not accepted by his Highness, has caused the Sublime Porte to direct the Reis Effendi to confer with the Representatives of the Three Great Powers, in order to ascertain from them their private opinions with respect to the best means of averting the dangers which threaten with ruin this empire.

I accordingly, on the 27th instant, waited upon the Reis Effendi, who said he had called me to him, as he had invited the Representatives of France and Russia, to make me acquainted with the state of the question between Mehemet Ali and the Porte, as it at present stands, for the purpose of obtaining from us our counsel and opinions, upon the measures which it would be necessary for the Porte to adopt under their trying circumstances.

I replied, that I was well aware how inadequate I was in ordinary matters, to give advice to the Sublime Porte, and still less at this juncture could I presume to offer my counsel to his Excellency; but if he was desirous of having my private opinion upon any particular question, and did me the honour to ask it of me, in this as in all things, I should be always happy to comply with his wishes; that I had felt the deepest sorrow at the unfortunate issue of the arrangement which his Excellency and the French Ambassador had entered into for the final settlement of the dispute between the Sublime Porte and the Pasha of Egypt, and in assuming the considerable demands of territory which Mehemet Ali had made, and which consisted, as I was informed, of all

Syria, the towns of Damascus and Aleppo, of the Pashalics of Adana and Itcheli, and the ports of Selefkeh and Alaya. His Excellency assured me that it was true, and that he did not ask the government of these provinces as a favour granted by a sovereign to a subject, but that he had told the Amedgi, upon his departure from Alexandria, that if what he had asked was not immediately made over to him, he had directed his son Ibrahim, into whose hands he had put the negotiations, to march his army upon Constantinople, and that he would obtain it by force of arms; „And now," addressing himself to me, his Excellency said, "I beg of you to tell me what measure you think will be most advisable to adopt in the present situation of affairs." 1833

I had considerable hesitation in giving an answer upon so momentous a subject, and I assured his Excellency, that I should have the greatest reluctance in complying with his desire, if I thought that the conduct which the Porte would pursue, could be regulated at all by my opinion; but before I expressed it I wished to have it clearly explained to me whether Mehemet Ali sought to obtain possession of these Governments in perpetuity, or upon the same terms as he held the command of the different provinces in Turkey by the Governors named to them by the Sultan. The answer was, upon the same conditions as those granted to other pashas; then I said, that since his Excellency insisted upon my giving my sentiments, they were these: that as long as resistance could be made with any chance of success, I would be the last person to counsel submission to the demands of Mehemet Ali, and the Sublime Porte were alone able to judge if the means which they possessed were sufficient to stop any further advance of the Egyptian army; if this were not the case it seemed to me that hard as would be the necessity of yielding to these demands, the evil, great as it is, would be less than that of making this country the seat of a long and sanguinary struggle, and of risking the existence of the capital. But were they reduced to these cruel extremities? was there no middle measure capable of preventing these calamities, that had occurred to his Excellency's enlightened mind?

The Reis Effendi after a short pause said, „I think, although I am not authorised to declare it to you, that the Sublime Porte would make a great sacrifice for peace and tranquillity, and would give to Mehemet Ali a considerable part of the country which he requires; for instance were we to add to the concessions which we have already granted, the Governments of Aleppo and Damascus, but not Adana and Itcheli, and the ports; these we never can give up; and were these propositions supported by the French Ambassador, and by you, we think that Ibrahim Pasha, into whose hands the negotiations have been placed by his father, would hardly venture to refuse the acceptance of them; I therefore request of you to go with this proposal to the French Ambassador, to confer with his Excellency and to take the affair into your hands; I do not ask either his Excellency or you to go to Ibrahim Pasha, but it appears to me that he ought to make no difficulty to send the late Chargé d'Affaires, Monsieur de Varenne, who, in presenting this final offer, should back it with such language explanatory of

1833 the feelings of England and France with respect to this country, as will prevail upon Ibrahim to conclude the negotiations upon these terms, and I will ask permission of the Government to send the Amedgi and Prince Vogoridi to take his Excellency's final resolution upon the subject."

I agreed to this proposal and promised that my best endeavours should not be wanting to induce Admiral Roussin to consent to it.

Upon my return to Therapia the following morning, I saw the French Ambassador, and laid before his Excellency in detail the proposals of the Reis Effendi. He told me that he was not taken by surprise, and that he had been prepared for them, and, more, was very ready to adopt them; that he should be very happy to see M. Vogoridi and the Amedgi upon this business; and that we could prepare our letters to Ibrahim Pasha, and M. de Varenne should set out immediately for the head-quarters of the Egyptian army.

On the 29th the Amedgi and Prince Vogoridi went to the French Ambassador at Therapia, and it was then settled that M. de Varenne should accompany the Amedgi to Kutaya, or wherever the head-quarters of Ibrahim Pasha were, with instructions to support the negotiations which the Turkish Plenipotentiary was authorised to enter into with Ibrahim Pasha, and to declare, that his Highness could never expect the acquiescence of the French Government to the cession of the Pashalics of Adana and Itcheli with the ports of Selefkeh and Alaya, and that his refusal to conclude peace upon the conditions now offered to him by the Sultan, namely, the cession of the Government off all Syria, with the towns of Damascus and Aleppo, would highly offend the Government of France.

M. de Varenne has also been furnished with a letter from me to Ibrahim Pasha, in which I acquaint his Highness that the Amedgi is the bearer of the Hatti Scheriff, or grant of the Pashalics of Syria; that M. de Varenne has been instructed by the French Ambassador to point out to his Highness, the danger that he will incur by irritating the French Government by a refusal to conclude peace upon these terms, and that with respect to His Majesty's Government, their sentiments are too well known to Mehemet Ali to leave any doubt with him of the sensation which such a refusal would cause in the minds of His Majesty's Ministers. I therefore urged a prompt acceptance of these conditions as a measure the most advantageous to his interests and to those of his father. I have the honour to inclose to your Lordship a copy of this letter.

The Amedgi and M. de Varenne left Constantinople on the 30th. They went by water to Mondania, from which place they are to proceed together to Ibrahim's head-quarters; and intelligence from them may be expected about the 5th or 6th of next month.

Inclosure in No. 4.

Mr. Mandeville to Ibrahim Pasha.

General, Therapia, March 29, 1833.

The Sublime Porte has informed me, that your Highness has

been authorised to conclude the negotiations which Halil Pasha was charged with at Alexandria, to put an end to the hostilities which have too long carried desolation into the heart of the Ottoman Empire. 1833

The Sultan has deigned to concede to His Highness Mehemet Ali, the government of the whole of Syria, with the towns of Aleppo and Damascus; and the Amedgi Reschid Bey is to be the bearer of this grant to your Highness.

Baron de Varenne, late French Chargé d'Affaires, has been commissioned by the French Ambassador to accompany the Amedgi, and to represent to your Highness the danger which you will incur from irritating the French Government, were you to refuse to conclude peace upon the terms which are now offered to you.

With respect to Great Britain, the sentiments of His Majesty's Government are by this time too well known to His Highness Mehemet Ali, to leave any doubt in his mind of the sensation which such a refusal would cause to the British Government, and of the consequences which would inevitably ensue from it.

In counselling, therefore, your Highness to a prompt acceptance of the honourable and advantageous conditions which have been granted to you, I am urging you to adopt a measure the most salutary to your interests, and to those of His Highness the Pasha of Egypt.

I avail myself, etc.

IBRAHIM PASHA. (Signed) J. H. MANDEVILLE.

etc. etc. etc.

No. 5.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (Received May 4, 1833.)

(Extract). Therapia, April 14, 1833.

I told Admiral Roussin that I had already written to Ibrahim, as he knew, for the purpose of inducing him to accede to the terms which the Amedgi was the bearer of from the Porte, and that more would be superfluous on my part; and with respect to any guarantee from Great Britain to the concession of Syria to Mehemet Ali, according to my knowledge of the sentiments of His Majesty's Government, there never could be a question of it.

Soon after the arrival of M. de Varenne's letters, I received an application from the Reis Effendi to write again to Ibrahim Pasha, to urge him to conclude the negotiation with the Amedgi, and, that no further difficulty should remain in the way of its termination, I should be authorised to say to His Highness, that the Porte would consent to add Adana to the Government of Syria, which had been already granted.

It was evident by this proposal, that the object of the Reis Effendi was to have my support for the concession of Adana, which I always opposed; and the Porte having already made up their mind to the sacrifice of this territory, it was clear that it was only asked for, of me, to countenance the transaction. I therefore begged leave to decline acceding to his Excellency's request, upon the ground of the uselessness of the measure.

1833

No. 6.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (*Received May* 4, 1833.)

(Extract). Therapia, April 15, 1833.

M. de Varenne has informed me that when he applied to Ibrahim Pasha for an answer to the letter of which he was the bearer, from me to His Highnes, he told him, my retreat is the best answer that I can give or you can carry to the English Minister.

No. 7.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (*Received May* 4, 1833).

(Extract). Therapia, April 16, 1833).

The inclosed list, which is annually published, of the grant or confirmation of the Governments of the Ottoman Empire to the different persons on whom they are bestowed, appeared yesterday at the Porte.

Inclosure in No. 7.

General List of the Pashas of the Ottoman Empire, the 24 *Zilkadé,* 1248. *April* 15, 1833.

Les Eyalets (Grand-Gouvernements) de Natolie, de Sivas et d'Adana; ainsi que les Sandjacks (districts), de Brousse, d'Eskishehr, de Castamouni, de Boli, de Tchermen, de Hamid, de Veranshehr, de Karasi, d'Angora, de Kiangari, de Laroukhan, d'Aidin, de Tchouroum, de Nighdé, de Beyshehri, de Kir-Shehri, d'Ak-Serai, de Codja-ili et de Sagkia, étant placés sous la dépendance du Trésor des Fermes de l'Empire, et le Sandjack de Bozouk étant annexé à l'administration Impériale des métaux et devant être géré par la direction de la Monnaie, il n'y a pas eu lieu à pourvoir aux fonctions supérieures dans ces provinces.

Eyalets.	*Noms des Pachas.*
Abyssinie avec le Sandjack de Djidda et le Chéikhul-Naremlik (administration des fonds pieux affectés à l'entretien du Temple) de la Mecque	Ibrahim Pacha, confirmé *).
Séraskier des troupes régulières et Gouverneur-Général de Constantinople	Méhémed Hosrew Pacha, confirmé.
Archipel et Capitan Pacha	Tahir Pacha, confirmé.
Conseiller Militaire du Palais	Fevzi Ahmed Pacha, confirmé.

*) Il est entendu que sa réintégration a été faite par Halil Pacha

Eyalets.	*Noms des Pachas.* 1833
Directeur-Général de l'Artillerie	Halil Rifat Pacha, confirmé.
Roumélie et Garde des Défilés.	Houssein Pacha, confirmé.
Damas avec la charge de conduire les Pélérins à la Mecque.	Halil Rifat Pacha, nommé.
Bagdad	Ali Riza Pacha, confirmé.
Chehrezor (dans le Curdistan)	Méhémed Pacha, ci-devant Gouverneur de Bassora, nommé.
Bassora, annexé au Pachalic de Bagdad	Ali Riza Pacha, nommé.
Egypte	Méhémed Ali Pacha, confirmé.
Alep	Méhémed Ali Pacha nommé.
Bosnie	Mahmoud Hamdi Pacha, confirmé.
Safad, Seyde, et Beyrout	Méhémed Ali Pacha, confirmé.
Tripoli de Syrie	Méhémed Ali Pacha, confirmé.
Erzeroum	Essad Pacha, confirmé.
Silistrie	Méhémed Pacha, confirmé.
Crête, avec le Commandement Militaire de la forteresse de Candie	Méhémed Ali Pacha, confirmé.
Trébizonde	Osman Pacha, confirmé.
Caramanie	Hadji Ali Pacha, confirmé.
Diarbekir, avec le Gouvernement de Rikka et la direction des Mines Impériales	Ishak Pacha, confirmé.
Marrash (Mouhassil) Fermier-Général	Suleyman Pacha, confirmé.
Tchilder, avec l'adjonction du Gouvernement de Kars	Idjareli Ahmed Pacha, confirmé.
Van, avec le Commandement Militaire de la Forteresse de ce nom et l'adjonction du Gouvernement d'Erzeroum	Essad Pacha, confirmé.
Moussoul	Yahia Pacha, confirmé.
Alger	(Laissé en blanc.)
Tunis.	Ahmed Fethi Pacha, Général de Division de la Garde, confirmé.
Tripoli de Barbarie.	Méhémed Pacha, Général de Division de la Ligne.
Jérusalem, Naplouse	Méhémed Ali Pacha, confirmé *).
Vidin et Nicopolis avec le Commandement Militaire de Vidin	Izzet Méhémed Pacha, Nncien Grand Vizir, confirmé.
Tricala	Moustafa Nouri Pacha, confirmé.
Yanina, avec l'adjonction des districts de Delvino et d'Avlonia	Emin Pacha, confirmé.
Scutari d'Albanie, avec les districts d'Ilbessan et d'Ochri	Ali Namick Pacha, confirmé.

*) Cette concession a été faite par Halil Pacha. Acre est compris dans ce Pachalic.

1833	*Eyalets.*	*Noms des Pashas.*
	Semendria, avec le Commandement Militaire de Belgrade	Vedjihi Pacha, confirmé.
	Cara-Hissar Sahip, avec le district de Menteche	Hadji Osman Pacha, nommé.
	Bigah, avec le Commandement des Dardanelles	Salik Pacha.
	Salonique et Cavala	Omer Pacha, confirmé.
	Césarée	Osman Nouri Pacha, nommé.
	Zekké	Osman Hairi Pacha, nommé.
	Uskub	Seyd Méhémed Yechar Pacha, confirmé.
	Kustendil, avec l'adjonction de Ducahiah et le Commandement Militaire de Nich	Salik Pacha, confirmé.
	Perzerin	Mahmoud Pacha, confirmé.
	Kelis en Bosnie	Mahmoud Hamdi Pacha, confirmé.
	Isvornik	Idem.
	Hersek	Istolidjeli Ali Pacha, confirmé.
	La Canée et Retimo, avec le Commandement Militaire de ces Forteresses	Méhémed Ali Pacha, confirmé *).
	Ak-Shekr	V. Caramanie.
	Alaya	Halil Rifaat Pacha, Directeur-Général de l'Artillerie, confirmé.
	Itchil	Youssouf Pacha, nommé.
	Guennish en Caramanie	V. Trébizonde, confirmé.

No. 8.

Mr. Mandeville to Viscount Palmerston. — (*Received May* 28, 1833).

(Extract). Therapia, May 4, 1833.

I have the honour to inform your Lordship, that the Sultan yesterday graciously conceded the administration of the Pashalic of Adana to Ibrahim Pasha, by appointing him Mouhassil, or Collector of the revenues of the Crown, of that district, and an additional value has been given to this favour, by the Sultan having sent to Ibrahim one of the officers of the Divan, a man of rank, and brother to the Minister of the Interior, to announce to him the communication of this concession.

*) Réintégration faite par Halil Pacha.

8.

Ordonnance du gouvernement danois concernant les malfaiteurs et vagabonds exilés du royaume de Hanovre. En date du 27 Juin 1833.

(Verfügung, betreffend das Verfahren bei der Annahme der aus dem Königr. Hannover verwiesenen Verbrecher und Landstreicher und bei dem Transport derartiger Personen aus dem hiesigen Lande über die Hannoversche Gränze. Glückstadt, 1833).

Namens Sr. Königlichen Majestät.

Unter Beziehung auf die Circulair-Verfügung vom 6ten December 1814, das Verfahren bei der Annahme der aus dem Königreich Hannover verwiesenen Verbrecher und Landstreicher und bei dem Transport derartiger Personen aus dem hiesigen Lande über die Hannöversche Gränze betreffend, wird hierdurch Folgendes festgesetzt:

1. Es sollen Personen, deren Transport in das hiesige Land beabsichtigt wird, von den diesseitigen Grenzbehörden nur dann angenommen werden, wenn durch beigebrachte glaubhafte Nachweisungen, wohin ganz besonders die schriftliche Erklärung der diesseitigen Obrigkeit des Bestimmungsorts über die unweigerliche Annahme gehört, in Gewissheit gesetzt worden ist, dass die zurückzuführende Person das Recht habe, ihren Aufenthalt in dem hiesigen Lande zu nehmen.

2. Personen, welche, um nach einem auswärtigen Staate zu gelangen, aus dem Königreich Hannover durch das hiesige Herzogthum geführt werden sollen, sind von den diesseitigen Gränzbehörden nur dann anzunehmen und weiter zu schaffen, wenn auf gleiche Weise feststehet, dass sie in dem Staate, wohin sie bestimmt sind, ihre Heimath haben, oder ihre Annahme nicht verweigert werden wird.

3. Bei entstehenden Zweifeln über die Annahme der zurückzuführenden Personen hat die diesseitige Gränzbehörde, welcher eine Ablieferung geschehen soll, unverzüglich an das Holsteinisch-Lauenburgische Obergericht Bericht zu erstatten und bis nach erfolgter Ver-

1833 haltungs-Vorschrift die Annahme der abzuliefernden Person abzulehnen.

4. Dagegen wird allen diesseitigen Behörden zur Pflicht gemacht, in den Fällen, wenn von hieraus Verbrecher und Landstreicher in das Königreich Hannover oder in solche Länder, wohin der kürzeste Weg durch die Hannöverschen Lande führt, transportirt werden sollen, solche nicht eher abführen zu lassen, als bis die Heimath dieser Personen, oder dass sie von einer auswärtigen Behörde unweigerlich werden angenommen werden, durch Correspondenz mit der betreffenden auswärtigen Behörde, oder durch glaubhafte Papiere, welche der zu verweisende bey sich führt, oder auf eine sonstige Weise, in Gewissheit gestellt worden ist.

5. Die vorstehenden Bestimmungen finden auf solche Personen, welchen nur leichte polizeyliche Vergehungen oder Mängel im Passe zur Last fallen, die jedoch nicht verdächtig, noch weniger aber der öffentlichen Sicherheit gefährlich sind, keine Anwendung. Diese Personen sind vielmehr mit einem auf den zur Rückkehr nach der Heimath, oder doch zur Räumung der hiesigen Lande nöthigen Zeitraume beschränkten Passe fortzuschaffen.

Urkundlich unterm vorgedruckten Königlichen Insiegel. Gegeben im Königlichen Holsteinisch-Lauenburgischen Obergericht zu Glückstadt den 27sten Juni 1833.

(L. S. R.) Leysen. J. G. v. Rönne. Seidel.

9.

Ordonnance royale donné en Suede le 27 Juillet 1833, *relative à l'admission du pavillon belge.*

(Publication officielle imprimée à Stockholm).

Nous, Charles-Jean, par la grâce de Dieu, roi de Suède, de Norwège, de Gothie et des Vandales, faisons savoir que, puisqu'il nous a été rapporté que les bâtimens suédois ne paient dans le port d'Anvers le droit de last (de tonnage) qu'à l'égal des navires belges, et

que désormais ils n'y sont plus tenus à payer l'augmen- 1833
tation de 25 pour cent en frais de lamanage, comme autrefois, ce qui fait qu'ils sont favorisés à l'égal des navires du pays; nous ordonnons, par conséquent, et en considérant les autres avantages dont jouissent les bâtimens suédois dans les autres ports de la Belgique, que les bâtimens du susdit pays, ainsi que leurs cargaisons, ne seront désormais, en arrivant dans les parages ou les ports de Suède, assujétis à d'autres droits, de nature quelconque, qus ceux que paient les navires et chargemens suédois. Ce que nous ordonnons à tous à qui il appartient. Sur ce, nous avons, etc.

Au château de Stockholm, le 27 juillet 1833.

Signé: CHARLES-JEAN.

10.

Convention entre la Prusse et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les relations réciproques de jurisdiction. En date de Berlin, le 23 Décembre 1833.

(Gesetz-Sammlung für die Königlich Preussischen Staaten. Jahrg. 1834. Nro. 43).

Zwischen der Königlich-Preussischen und Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Regierung, ist zur Beförderung der Rechtspflege folgende Uebereinkunft getroffen worden:

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Die Gerichte beider Staaten leisten sich gegenseitig alle diejenige Rechtshülfe, welche sie den Gerichten des Inlandes, nach dessen Gesetzen und Gerichtsverfassung, nicht verweigern dürfen, inwiefern das gegenwärtige Abkommen nicht besondere Einschränkungen feststellt.

Art. 2. Die Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse wird gegenseitig anerkannt, dafern diese nach den näheren Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens von einem beiderseits als kompetent aner-

1833 kannten Gerichte gesprochen worden sind, und nach den Gesetzen des Staats, von dessen Gericht sie gefällt worden, die Rechtskraft bereits beschritten haben.

Solche Erkenntnisse werden an dem in dem andern Staate befindlichen Vermögen des Sachfälligen unweigerlich vollstreckt.

Art. 3. Ein von einem zuständigen Gerichte gefälltes rechtskräftiges Erkenntniss begründet vor den Gerichten des andern Staates die Einrede des rechtskräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen wäre.

II. Besondere Bestimmungen.

1) *Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten.*

Art. 4. Keinem Unterthanen ist es erlaubt, sich durch freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des anderen Staates, dem er als Unterthan und Staatsbürger nicht angehört, zu unterwerfen.

Keine Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts, um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnisses statt zu geben, vielmehr wird jedes von einem solchen Gerichte gesprochene Erkenntniss in dem anderen Staate als ungültig betrachtet.

Art. 5. Beide Staaten erkennen den Grundsatz an, dass der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu folgen habe; es wird daher das Urtheil der fremden Gerichtsstelle nicht nur, sofern dasselbe den Beklagten, sondern auch sofern es den Kläger, z. B. rücksichtlich der Erstattung von Gerichtskosten, betrifft, in dem anderen Staate als rechtsgültig anerkannt und vollzogen.

Art. 6. Für die Widerklage ist die Gerichtsbarkeit des über die Vorklage zuständigen Richters begründet, dafern nur jene mit dieser im rechtlichen Zusammenhange steht, und sonst nach den Landesgesetzen des Vorbeklagten zulässig ist.

Art. 7. Die Provokationsklagen (ex lege diffamari oder ex lege si condendat) werden erhoben vor dem persönlich zuständigen Gerichte der Provokanten, oder da, wohin die Klage in der Hauptsache selbst gehörig

ist; es wird daher die von diesem Gerichte, besonders 1833
im Falle des Ungehorsams, rechtskräftig ausgesprochene Sentenz vor der Obrigkeit des Provozirten als vollstreckbar anerkannt.

Art. 8. Der persönliche Gerichtsstand, welcher entweder durch den Wohnsitz in einem Staate, oder bei denen, die einen eignen Wohnsitz noch nicht genommen haben, durch die Herkunft in dem Gerichtsstande der Eltern begründet ist, wird von beiden Staaten in persönlichen Klagsachen dergestalt anerkannt, dass der Unterthan des einen Staates von den Unterthanen des andern nur vor seinem persönlichen Richter belangt werden darf. Es müssten denn bei jenen persönlichen Klagsachen neben dem persönlichen Gerichtsstande noch die besonderen Gerichtsstände des Kontraktes oder der geführten Verwaltung konkurriren, welchen Falls die persönliche Klage auch vor diesen Gerichtsständen erhoben werden kann.

Art. 9. Die Absicht, einen beständigen Wohnsitz an einem Orte nehmen zu wollen, kann sowohl ausdrücklich, als durch Handlungen, geäussert werden.

Das Letztere geschieht, wenn Jemand an einem gewissen Orte ein Amt, welches seine beständige Gegenwart daselbst erfordert, übernimmt, Handel oder Gewerbe daselbst zu treiben anfängt, oder sich daselbst Alles, was zu einer eingerichteten Wirthschaft gehört, anschafft. Die Absicht muss aber nicht bloss in Beziehung auf den Staat, sondern selbst auf den Ort, wo der Wohnsitz genommen werden soll, bestimmt geäussert seyn.

Art. 10. Wenn Jemand, sowohl in dem einen als in dem anderen Staate, seinen Wohnsitz in dem landesgesetzlichen Sinne genommen hat; so hängt die Wahl des Gerichtsstandes vom Kläger ab.

Art. 11. Der Wohnsitz des Vaters, wenn dieser noch am Leben ist, begründet zugleich den ordentlichen Gerichtsstand des noch in seiner Gewalt befindlichen Kindes, ohne Rücksicht auf den Ort, wo dasselbe geboren worden, oder wo das Kind sich nur eine Zeit lang aufhält.

Art. 12. Ist der Vater verstorben, so verbleibt der Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit seines Ablebens seinen Wohnsitz hatte, der ordentliche Ge-

1833 richtsstand des Kindes, so lange dasselbe noch keinen eigenen ordentlichen Wohnsitz rechtlich begründet hat.

Art. 13. Ist der Vater unbekannt, oder das Kind nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt, so richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes auf gleiche Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande der Mutter.

Art. 14. Diejenigen, welche in dem einen oder dem andern Staate, ohne dessen Bürger zu seyn, eine abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzen, sollen wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Gewerks-Anstalten sich befinden, als vor dem Gerichtsstande des Wohnortes belangt werden können.

Art. 15. Die Uebernahme einer Pachtung, verbunden mit dem persönlichen Aufenthalte auf dem erpachteten Gute, soll den Wohnsitz des Pächters im Staate begründen.

Art. 16. Ausnahmsweise sollen Studirende und Dienstboten auch in demjenigen Staate, wo sie sich in dieser Eigenschaft aufhalten, während dieser Zeit noch einen persönlichen Gerichtsstand haben, hier aber, so viel ihren persönlichen Zustand und die davon abhangenden Rechte betrifft, ohne Ausnahme nach den Gesetzen ihres Wohnortes und ordentlichen Gerichtsstandes beurtheilt werden.

Art. 17. Erben werden wegen persönlicher Verbindlichkeiten ihres Erblassers vor dessen Gerichtsstande so lange belangt, als die Erbschaft ganz oder theilweise noch dort vorhanden, oder, wenn der Erben mehrere sind, noch nicht getheilt ist.

Art. 18. Im Konkurse wird der persönliche Gerichtsstand des Schuldners auch als Allgemeines Gantgericht anerkannt, ausgenommen wenn der grössere Theil des Vermögens bei dessen Bestimmung das über die Vermögensmasse aufzunehmende Inventarium und Taxe zum Grunde zu legen ist, in dem andern Staate sich befindet, wo alsdann dem letztern unter der im Art. 22. enthaltenen Beschränkung das Recht des Allgemeinen Gantgerichts zugestanden wird.

Art. 19. Aktivforderungen werden, ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, angese-

hen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Ge- 1833
meinschuldners.

Art. 20. Einem Partikularkonkurse wird nicht Statt gegeben, ausgenommen, wenn ein gesetzlich begründetes Separationsrecht geltend gemacht wird, namentlich wenn der Gemeinschuldner in dem andern Staate, wo er seinen Wohnsitz nicht hatte, eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder ein anderes dergleichen Etablissement, welches als ein eigenes Ganzes, einen besonderen Inbegriff von Rechten und Verbindlichkeiten des Gemeinschuldners bildet, besitzt, welchen Falls zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung dieses Etablissements besonders kreditirt haben, ein Partikularkonkurs eröffnet werden darf.

Art. 21. Alle Forderungen, sie seyen auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem Allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, oder, wenn sie bereits klagbar gemacht worden, dort weiter zu verfolgen. Das ausserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird, nach vorgängiger Veräusserung der Grundstücke und Effekten, durch den Richter der gelegenen Sache dem Gantgerichte abgeliefert.

Art. 22. Dingliche Rechte werden nach den Gesetzen des Orts der belegenen Sache beurtheilt und geordnet; über die Rangordnung rein persönlicher Ansprüche und deren Verhältnisse zu den dinglichen Rechten entscheiden die am Orte des Gantgerichts geltenden Gesetze, und es findet kein Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern, als solchen, statt. Damit insbesondere bei der Eigenthümlichkeit der Preussischen Hypothekenverfassung die auf den im Preussischen Gebiete gelegenen Grundstücken eingetragenen Gläubiger in ihren Rechten keinen Schaden leiden, hat es in Rücksicht ihrer bei der Absonderung und Vertheilung der Immobiliarmasse nach den Vorschriften der Allgemeinen Gerichtsordnung Theil I. Titel 50. §§. 489—522. sein Bewenden.

Art. 23. Alle Realklagen, desgleichen alle possessorische Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae, müssen, dafern sie eine unbewegliche Sache betreffen, vor dem Gerichte, in dessen Bezirk sich die Sache befindet — können aber, wenn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem persönlichen Gerichtsstande des Beklagten — erhoben werden, vor-

1833 behältlich dessen, was auf den Fall des Konkurses bestimmt ist.

Art. 24. In dem Gerichtsstande der Sache können keine blos (rein) persönliche Klagen angestellt werden.

Art. 25. Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch statt, wenn gegen den Besitzer unbeweglicher Güter eine solche persönliche Klage angestellt wird, welche aus dem Besitze des Grundstücks, oder aus Handlungen fliesst, die er in der Eigenschaft als Gutsbesitzer vorgenommen hat. Wenn daher ein solcher Grundbesitzer

1) die mit seinem Pachter, oder Verwalter eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen oder
2) die zum Besten des Grundstücks geleisteten Vorschüsse, oder gelieferten Materialien und Arbeiten, zu vergüten sich weigert, oder
3) die Patrimonial-Gerichtsbarkeit, oder ein ähnliches Befugniss missbraucht, oder
4) seine Nachbarn im Besitz stört,
5) sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm zustehenden Rechts berühmt, oder
6) wenn er das Grundstück ganz, oder zum Theil veräussert, und den Kontrakt nicht erfüllt, oder die schuldige Gewähr nicht leistet,

so muss derselbe in allen diesen Fällen bei dem Gerichtsstande der Sache Recht nehmen, wenn sein Gegner ihn in seinem persönlichen Gerichtsstande nicht belangen will.

Art. 26. Eben so begründet ausnahmsweise auch der Besitz eines Lehn-Gutes, oder die gesammte Hand daran, zugleich einen persönlichen Gerichtsstand.

Art. 27. Erbschaftsklagen werden da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben und zwar dergestalt, dass, wenn die Erbschaftsstücke zum Theil in dem einen, zum Theil in dem andern Staatsgebiete sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist, ohne Rücksicht, wo der grösste Theil der Erbschaftssachen sich befinden mag.

Doch werden alle bewegliche Erbschaftsstücke angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers.

Aktivforderungen werden ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, den beweglichen Sachen beigezählt.

Art. 28. Ein Arrest darf in dem einen Staate und 1833
nach den Gesetzen desselben, gegen den Bürger des anderen Staates ausgebracht und verfügt werden, unter der Bedingung jedoch, dass entweder auch die Hauptsache dorthin gehöre, oder dass sich eine wirkliche gegenwärtige Gefahr auf Seiten des Gläubigers nachweisen lasse. Ist in dem Staate, in welchem der Arrest verhangen worden, ein Gerichtsstand für die Hauptsache nicht begründet; so ist diese nach vorläufiger Regulirung des Arrestes an den zuständigen Richter des anderen Staates zu verweisen. Was dieser rechtskräftig erkennt, unterliegt der allgemeinen Bestimmung im Art. 2.

Art. 29. Der Gerichtsstand des Kontraktes, vor welchem eben sowohl auf Erfüllung, als wie auf Aufhebung des Kontraktes geklagt werden kann, findet nur dann seine Anwendung, wenn der Kontrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichtsbezirke sich anwesend befindet, in welchem der Kontrakt geschlossen worden ist, oder in Erfüllung gehen soll.

Dieses ist besonders auf die, auf öffentlichen Märkten geschlossenen Kontrakte, auf Viehhandel und dergleichen anwendbar.

Art. 30. Die Klausel in einer Wechselverschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechselgerichts, in dessen Gerichtszwang er zu der Verfallzeit anzutreffen sey, unterworfen hat, wird als gültig, das hiernach eintretende Gericht, welches die Vorladung bewirkt hat, für zuständig, mithin dessen Erkenntniss für vollstreckbar an den in dem anderen Staate belegenen Gütern anerkannt.

Art. 31. Bei dem Gerichtsstande, unter welchem Jemand fremdes Gut oder Vermögen bewirthschaftet oder verwaltet hat, muss er auch auf die aus einer solchen Administration angestellten Klagen sich einlassen, es müsste denn die Administration bereits völlig beendigt und dem Verwalter über die gelegte Rechnung quittirt seyn. Wenn daher ein aus der quittirten Rechnung verbliebener Rückstand gefordert, oder eine ertheilte Quittung angefochten wird, so kann dieses nicht bei dem vormaligen Gerichtsstande der geführten Verwaltung geschehen.

Art. 32. Jede echte Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einen schon anhängigen Prozess einmischt, sie sey principal oder

1833 akzessorisch, betreffe den Kläger oder Beklagten, sey nach vorgängiger Streit-Ankündigung oder ohne dieselbe geschehen, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staates, in welchem der Haupt-Process geführt wird.

Art. 33. Sobald vor irgend einem in den bisherigen Artikeln bestimmten Gerichtsstande eine Sache rechtshängig geworden ist, so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dass die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit einzelner Klagsachen wird durch Insinuation der Ladung zur Einlassung auf die Klage für begründet erkannt.

2) *In Hinsicht der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Rechtssachen.*

Art. 34. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Orts beurtheilt, wo sie eingegangen sind.

Wenn nach der Verfassung des einen oder des andern Staates die Gültigkeit einer Handlung allein von der Aufnahme von einer bestimmten Behörde in demselben abhängt, so hat es auch hierbei sein Verbleiben.

Art. 35. Verträge, welche die Begründung eines dinglichen Rechtes auf unbewegliche Sachen zum Zweck haben, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Ortes, wo die Sachen liegen.

3) *In Rücksicht der Strafgerichtsbarkeit.*

Art. 36. Verbrecher und andere Uebertreter von Strafgesetzen werden, so weit nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahmen bestimmen, von dem einen Staate dem sie angehören, zur Untersuchung gezogen und nach dessen Gesetzen gerichtet. Daher findet denn auch ein Kontumazialverfahren des andern Staates gegen sie nicht statt.

Rücksichtlich der Forstfrevel in den Grenzwaldungen hat es bei dem Abkommen vom 4ten Dezember 1821. und 26sten November 1824. sein Bewenden; in solchen Fällen jedoch, wo der Holzdieb nicht vermögend ist, die Geld-Strafe ganz oder theilweise zu erlegen, und wo Gefängnissstrafe eintritt, soll letztere nie-

mals nach der Wahl des Wald-Eigenthümers in Forst- 1833
Arbeit verwandelt werden können. Für Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den offiziellen Angaben und Abschätzungen der kompetenten Forst- und Polizeibeamten des Ortes des begangenen Frevels die volle gesetzliche, zur Verurtheilung des Beschuldigten hinreichende, Beweiskraft von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigelegt werden, wenn dieser Beamte, der übrigens keinen Denunzianten-Antheil an den Strafgeldern und keine Pfandgelder zu geniessen hat, nach Massgabe des Königlich-Preussischen Gesetzes vom 7ten Juni 1821., vor Gericht auf die wahrheitmässige, treue und gewissenhafte Angabe seiner Wahrnehmung und Kenntniss eidlich verpflichtet worden ist.

Art. 37. Wenn der Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern sich eines Vergehens oder Verbrechens schuldig gemacht hat, und daselbst ergriffen und abgeurtheilt worden ist, so wird, wenn der Verbrecher vor der Strafverbüssung sich in seinen Heimathsstaat zurückbegeben hat, oder vor der Aburtheilung gegen juratorische Kaution entlassen worden ist, von diesem das Erkenntniss des ausländischen Gerichts, nach vorgängiger Requisition und Mittheilung des Urtheiles, sowohl an der Person, als an den im Staatsgebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen, vorausgesetzt, dass die Handlung, wegen deren die Strafe, erkannt worden, auch nach den Gesetzen des requirirten Staates als ein Vergehen oder Verbrechen erscheint, und nicht zu den blos polizei-finanzgesetzlichen Uebertretungen gehört, von welchen der nächstfolgende Artikel handelt. Im Falle einer eigenmächtigen Flucht des Verbrechers, vor der Aburtheilung, soll es dem untersuchenden Gerichte nur frei stehen, unter Mittheilung der Akten bei dem Gerichte des Wohnortes auf Fortsetzung der Untersuchung und Bestrafung nach Art. 36. anzutragen. In solchen Fällen, wo der Verbrecher nicht vermögend ist, die Kosten der Strafvollstreckung zu tragen, hat das requirirende solche zu ersetzen.

Art. 38. Hat ein Unterthan des einen Staates Strafgesetze des andern durch solche Handlungen verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, gar nicht verpönt sind, z. B. durch Uebertretung eigenthümlicher

1833 Abgaben-Gesetze, Polizeivorschriften und dergleichen, und welche demnach von diesem Staate auch nicht bestraft werden könnten, so soll auf vorgängige Requisition zwar nicht zwangsweise der Unterthan vor das Gericht des andern Staates gestellt, demselben aber sich selbst zu stellen verstattet werden, damit er sich gegen die Anschuldigungen vertheidigen und gegen das in solchem Falle zulässige Kontumazial-Verfahren wahren könne.

Doch soll, wenn bei Uebertretung eines Abgaben-Gesetzes des einen Staates dem Unterthan des andern Waaren in Beschlag genommen worden sind, die Verurtheilung, sey es im Wege des Kontumazial-Verfahrens oder sonst insofern eintreten, als sie sich nur auf die in Beschlag genommenen Gegenstände beschränkt.

Art. 39. Der zuständige Strafrichter darf auch über die aus dem Verbrechen entsprungenen Privat-Ansprüche mit erkennen, wenn wegen derselben von dem Beschädigten abhärirt worden ist.

Art 40. Unterthanen des einen Staates, welche wegen Verbrechen oder anderer Uebertretungen ihr Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgenommen worden zu seyn, werden nach vorgängiger Requisition, gegen Erstattung der Kosten, und zwar, wenn wegen Unvermögenheit der Inquisiten oder sonst die Untersuchungskosten niedergeschlagen werden müssen, nur der baaren Auslagen, z. B. für Atzung, Transport, Porto und Kopialien, ausgeliefert.

Art. 41. Solche, eines Verbrechens oder einer Uebertretung verdächtige Individuen, welche weder des einen noch des anderen Staates Unterthanen sind, werden, wenn sie Strafgesetze des einen der beiden Staaten verletzt zu haben beschuldigt sind, demjenigen, in welchem die Uebertretung verübt wurde, auf vorgängige Requisition, gegen Erstattung der Kosten, wie diese im vorigen Artikel bestimmt ist, ausgeliefert; es sey denn, dass der Staat, welchem er als Unterthan angehört, auf die vorher von dem requirirten gemachte Anzeige der Verhaftung, jene Uebertreter selbst reklamirt, und ihre Auslieferung zur eigenen Bestrafung in Antrag bringt.

Art. 42. In denselben Fällen, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Beschuldigten zu

mals nach der Wahl des Wald-Eigenthümers in Forst- 1833
Arbeit verwandelt werden können. Für Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den offiziellen Angaben und Abschätzungen der kompetenten Forst- und Polizeibeamten des Ortes des begangenen Frevels die volle gesetzliche, zur Verurtheilung des Beschuldigten hinreichende, Beweiskraft von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigelegt werden, wenn dieser Beamte, der übrigens keinen Denunzianten-Antheil an den Strafgeldern und keine Pfandgelder zu geniessen hat, nach Massgabe des Königlich-Preussischen Gesetzes vom 7ten Juni 1821., vor Gericht auf die wahrheitmässige, treue und gewissenhafte Angabe seiner Wahrnehmung und Kenntniss eidlich verpflichtet worden ist.

Art. 37. Wenn der Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern sich eines Vergehens oder Verbrechens schuldig gemacht hat, und daselbst ergriffen und abgeurtheilt worden ist, so wird, wenn der Verbrecher vor der Strafverbüssung sich in seinen Heimathsstaat zurückbegeben hat, oder vor der Aburtheilung gegen juratorische Kaution entlassen worden ist, von diesem das Erkenntniss des ausländischen Gerichts, nach vorgängiger Requisition und Mittheilung des Urtheiles, sowohl an der Person, als an den im Staatsgebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen, vorausgesetzt, dass die Handlung, wegen deren die Strafe, erkannt worden, auch nach den Gesetzen des requirirten Staates als ein Vergehen oder Verbrechen erscheint, und nicht zu den blos polizei-finanzgesetzlichen Uebertretungen gehört, von welchen der nächstfolgende Artikel handelt. Im Falle einer eigenmächtigen Flucht des Verbrechers, vor der Aburtheilung, soll es dem untersuchenden Gerichte nur frei stehen, unter Mittheilung der Akten bei dem Gerichte des Wohnortes auf Fortsetzung der Untersuchung und Bestrafung nach Art. 36. anzutragen. In solchen Fällen, wo der Verbrecher nicht vermögend ist, die Kosten der Strafvollstreckung zu tragen, hat das requirirende solche zu ersetzen.

Art. 38. Hat ein Unterthan des einen Staates Strafgesetze des andern durch solche Handlungen verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, gar nicht verpönt sind, z. B. durch Uebertretung eigenthümlicher

1833 Abgaben-Gesetze, Polizeivorschriften und dergleichen, und welche demnach von diesem Staate auch nicht bestraft werden könnten, so soll auf vorgängige Requisition zwar nicht zwangsweise der Unterthan vor das Gericht des andern Staates gestellt, demselben aber sich selbst zu stellen verstattet werden, damit er sich gegen die Anschuldigungen vertheidigen und gegen das in solchem Falle zulässige Kontumazial-Verfahren wahren könne.

Doch soll, wenn bei Uebertretung eines Abgaben-Gesetzes des einen Staates dem Unterthan des andern Waaren in Beschlag genommen worden sind, die Verurtheilung, sey es im Wege des Kontumazial-Verfahrens oder sonst insofern eintreten, als sie sich nur auf die in Beschlag genommenen Gegenstände beschränkt.

Art. 39. Der zuständige Strafrichter darf auch über die aus dem Verbrechen entsprungenen Privat-Ansprüche mit erkennen, wenn wegen derselben von dem Beschädigten adhärirt worden ist.

Art 40. Unterthanen des einen Staates, welche wegen Verbrechen oder anderer Uebertretungen ihr Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgenommen worden zu seyn, werden nach vorgängiger Requisition, gegen Erstattung der Kosten, und zwar, wenn wegen Unvermögenheit der Inquisiten oder sonst die Untersuchungskosten niedergeschlagen werden müssen, nur der baaren Auslagen, z. B. für Atzung, Transport, Porto und Kopialien, ausgeliefert.

Art. 41. Solche, eines Verbrechens oder einer Uebertretung verdächtige Individuen, welche weder des einen noch des anderen Staates Unterthanen sind, werden, wenn sie Strafgesetze des einen der beiden Staaten verletzt zu haben beschuldigt sind, demjenigen, in welchem die Uebertretung verübt wurde, auf vorgängige Requisition, gegen Erstattung der Kosten, wie diese im vorigen Artikel bestimmt ist, ausgeliefert; es sey denn, dass der Staat, welchem er als Unterthan angehört, auf die vorher von dem requirirten gemachte Anzeige der Verhaftung, jene Uebertreter selbst reklamirt, und ihre Auslieferung zur eigenen Bestrafung in Antrag bringt.

Art. 42. In denselben Fällen, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Beschuldigten zu

fordern, ist er auch verbunden, die ihm von dem an- 1833
dern Staate angebotene Auslieferung anzunehmen.

Art. 43. In Kriminalfällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, soll die Stellung der Unterthanen des einen Staates vor das Untersuchungsgericht des andern, zur Ablegung des Zeugnisses, zur Konfrontation oder Rekognition, gegen vollständige Vergütung der Reisekosten und der Versäumniss, nie verweigert werden. Auch in solchen Fällen, wo die Zeugen vor dem requirirten Gerichte abgehört werden, hat das requirirende Gericht die Entschädigung der Zeugen zu bezahlen. Uebrigens verbleibt es bei dem, wegen der gegenseitigen Kostenvergütung unter dem 8ten Mai 1819. mit der Herzoglich-Sachsen-Gotha- und Altenburgischen Regierung getroffenen Uebereinkommen.

Art. 44. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt sind, in welchen die Auslieferung der Angeschuldigten oder Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden soll, so hat im einzelnen Falle die Behörde, welcher sie obliegt, weder vorgängige reversales de observando reciproco zu erfordern, noch, dafern sie nur eine Provinzialbehörde ist, in der Regel erst die besondere Genehmigung der ihr vorgesetzten Ministerialbehörde einzuholen, es sey denn, dass im einzelnen Falle die Anwendung des Abkommens noch Zweifel zuliesse, oder sonst ganz eigenthümliche Bedenken hervorträten. Unterbehörden bleiben aber unter allen Umständen verpflichtet, keinen Menschen ausser Landes verabfolgen zu lassen, bevor sie nicht zu dieser Auslieferung die Autorisation der ihnen unmittelber vorgesetzten Behörde eingeholt haben.

Art. 45. Sämmtliche vorstehende Bestimmungen gelten nicht in Beziehung auf die Königlich-Preussischen Rheinprovinzen. Rücksichtlich dieser hat es bei der Verordnung vom 2ten Mai 1823. sein Bewenden.

Art. 46. Die Dauer dieses Abkommens wird auf zwölf Jahre, vom 1sten Januar 1834. an gerechnet, festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe keine Aufkündigung von der einen oder der andern Seite, so ist es stillschweigend als auf noch zwölf Jahre weiter verlängert, anzusehen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Durchlaucht des Herzogs

1834 von Sachsen-Koburg-Gotha zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 23sten Dezember 1833.

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) Ancillon.

11.

Convention entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen pour prévenir et punir les délits forestiers et de chasse. En date de Berlin, le 1 Mai 1834.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1834. Nro 13).

Nachdem die Königlich-Preussische Staatsregierung und die Fürstlich-Reussische Regierung zu Gera übereingekommen sind, wirksamere Maassregeln zur Verhütung der Forst- und Jagdfrevel gegenseitig zu treffen, so erklären dieselben Folgendes:

I. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich-Preussische als die Fürstlich Reussische Regierung, die Forst- und Waldfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen und Jagdrevieren des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntniss erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten und Jagdrevieren begangen worden wären.

II. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dass die Spur der Frevler durch die Förster und Waldwärter etc. bis auf eine Stunde Entfernung von der Grenze verfolgt, und dass, wenn die auf der Verfolgung eines Wald- und Jagdfrevlers begriffenen Förster oder Waldwärter eine Haus-

suchung in dem jenseitigen Gebiete vorzunehmen für 1834
nöthig finden, sie solches an den Orten, wo der Sitz einer Gerichts-Obrigkeit ist, bei dieser, an anderen Orten aber dem Bürgermeister oder Ortsschultheissen anzuzeigen haben, von welchen alsdann unverzüglich und zwar im letzteren Falle, mit Zuziehung eines Gerichtsschöppen, die Haussuchung im Beiseyn des Requirenten vorgenommen werden dürfe.

III. Bei diesen Haussuchungen muss der Ortsvorstand sogleich ein Protokoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Thalern für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Wenn der Ortsvorsteher nicht im Stande seyn sollte, das Protokoll gehörig aufzunehmen, und kein Forst-Offiziant daselbst befindlich ist, so hat der Ortsvorsteher die betreffenden Umstände doch so genau zu untersuchen und zu beobachten, dass er nöthigen Falls ein genügendes Zeugniss darüber ablegen könne, weshalb er auch eine sofortige mündliche Anzeige bei der vorgesetzten Behörde zu machen hat. Auch kann der Angeber verlangen, dass, wenn in dem Orte, worin die Haussuchung vorgenommen werden soll, ein Förster, Holzwärter, Holzvogt etc. wohnhaft oder gerade anwesend ist, ein solcher Offiziant zugezogen werde.

IV. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich-Preussischen Staaten und in den Fürstlich-Reussischen Landen jüngerer Linie wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forst- und Jagdfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich seyn wird.

V. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa stattgehabten Gerichtskosten, soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntniss stattgefunden hat, und nur der Betrag des Schaden-Ersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staates abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

VI. Für die Konstatirung eines Frevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Ge-

1834 biete des andern verübt worden, soll den offiziellen Angaben und Abschätzungen, welche von den kompetenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen worden, jener Glaube von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigemessen werden, welchen die Gesetze den offiziellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

VII. Es wird in der Regel nicht erforderlich seyn, die denunzirenden Forstbedienten in den ausländischen Gerichten zur Bestätigung ihrer Anzeigen erscheinen zu lassen, sondern das requirirende Gericht wird in den mehrsten Fällen bloss die Rüge nebst Beschreibung des Pfandes und den übrigen Beweismitteln, dem requirirenden Gerichte mitzutheilen haben.

VIII. Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Ihrer Durchlauchten der regierenden Fürsten Reuss jüngerer Linie, zweimal gleichlautend ausgefertigte Konvention soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, am 1ten Mai 1834.

(L. S.)

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

Vorstehende Uebereinkunft wird, nachdem sie gegen ein übereinstimmendes Exemplar der Fürstlich-Reuss-Plauischen der jüngeren Linie gemeinschaftlichen Regierung ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 28sten Juni 1834.

Ancillon.

12.

Publication d'une convention conclue entre la Prusse et la Saxe royale concernant les biens féodaux et allodiaux dans les territoires ci-devant saxons cedés à la Prusse. En date de Dresde, du 12 Mai 1834.

(Sammlung der Gesetze und Verordnungen für das Königreich Sachsen. Jahrg. 1834. Stück 15).

Bekanntmachung,

die Uebereinkunft zwischen der Königl. Sächsischen und Königl. Preussischen Regierung, wegen der durch die Landesabtretung an Preussen betroffenen, in Zinsen, Diensten oder andern Rechten bestehenden Zugehörungen der Lehn- und Allodialgüter betreffend;

vom 12 Mai 1834.

Im Verfolg des zwischen Sachsen und Preussen abgeschlossenen Staatsvertrags vom 18. Mai 1815. und der Hauptconvention vom 28. August 1819. (Gesetzsammlung vom Jahre 1819. S. 237. ff.) sind zeither die zu preussisch gewordenen Lehngütern als Pertinenzien gehörigen Parcellen oder Beigüter, welche sächsisch verblieben sind, wie sächsische Lehne und die zu sächsisch gebliebenen Lehngütern als Pertinenzien gehörigen Parcellen oder Beigüter, welche preussisch geworden sind, wie preussische Lehne angesehen worden. Hierbei hat es nun auch für die Folge sein Bewenden.

Dagegen ist im Uebrigen zwischen der Königlich Sächsischen und der Königl. Preussischen Regierung, gegen Ende vorigen Jahres folgende Vereinbarung getroffen worden:

I. Zinsen und Dienste, welche einem im Verfolg der angeführten Staatsverträge an Preussen gelangten oder Sächsisch verbliebenen Lehngute von Grundstücken oder Unterthanen des andern Landestheils zu leisten sind, sollen nicht wie besondere Lehne und nicht als der Lehnsherrlichkeit desjenigen Landesherrn unterworfen betrachtet werden, unter den die Grundstücke oder

1834 Personen gehören, von welchen jene Zinsen oder Dienste zu leisten sind.

II. Der nur gedachte Grundsatz soll auch ausgedehnt werden:

1) auf andere Rechte, welche zu einem dies- oder jenseitigen Gute gehören und in dem andern Gebiete ausgeübt werden, (vergl. die Hauptconvention vom 28. August 1819. Art. II. §. 13—19.) jedoch
   a) unbeschadet der besonderen, etwas Andres feststellenden Bestimmungen in der Hauptconvention, z. B. in Ansehung der Gerichtsbarkeit, Art. II. §. 11. und
   b) mit der Beschränkung, dass
      α) Processe über jene Rechte (§. I und II. sub. 1.) nur bei den Gerichten des Gebiets der Pflichtigen geführt werden und auch nur von diesen Gerichten die Execution gegen die Pflichtigen geschehen darf,
      β) bei der Subhastation eines Guts, wozu Rechte der fraglichen Art gehören, die etwa nöthige Taxation solcher Rechte von den unter α. erwähnten Gerichten geschehe,
2) auf die zu Allodialgütern gehörigen Rechte der gedachten Art in dem andern Gebiete.

III. Nicht zu erstrecken aber ist diese Vereinigung auf selbstständige, nicht zu einem Gute gehörige Rechte, welche in beiden Gebieten ausgeübt werden, z. B. auf das einer Corporation oder einzelnen Berechtigten, ohne Rücksicht auf ein Gut zustehende Recht, Zinsen in mehrern Dörfern, von welchen einige preussisch geworden, andere sächsisch verblieben sind, zu erheben.

Auf Sr. Königl. Majestät und Sr. des Prinzen Mitregenten Königl. Hoheit Befehl wird Vorstehendes hiermit zur Nachachtung bekannt gemacht.

Dresden, den 12. Mai 1834.

Die Ministerien der Justiz und des Innern.

VON KÖNNERITZ VON CARLOWIZ

HAUSMANN.

13.

Convention entre la Prusse et la Bavière concernant la correspondance des autorités judiciaires respectives. En date de Berlin, le 17 Mai 1834.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1834. Nro 12.)

Nachdem die Königlich-Preussische Regierung mit der Königlich-Bayerischen Regierung übereingekommen ist, zur Erleichterung und Sicherung der Rechtspflege das Verfahren bei Korrespondenz der beiderseitigen Gerichtsbehörden zweckgemäss festzustellen; erklärt das Königlich-Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten hiermit Folgendes:

Art. 1. Was die Beförderungs-Mittel der beiderseitigen gerichtlichen Korrespondenz anbelangt, so verbleibt es für die Rheinprovinzen beider Staaten vor der Hand bei den betreffenden Bestimmungen der in dieser Beziehung unterm $\frac{1}{20}$ Oktober 1819. getroffenen Uebereinkunft.

Für die übrigen Provinzen ist bei jeder Korrespondenz eine gegenseitig unmittelbare Kommunikation der beiderseitigen Gerichtsbehörden zulässig.

Art. 2. Bei allen Requisitionen, welche bloss die Insinuation von Ladungen und Verfügungen betreffen, sollen gegenseitig keine baaren Auslagen und sonstige Kosten berechnet, Requisitionen dieser Art vielmehr unbedingt kostenfrei befördert und erledigt werden. Es bleibt jedem Staate überlassen, ob und welche Kosten er von seinen Unterthanen für Bewirkung der Insinuation einziehen will.

Art. 3. Bei anderen Requisitionen findet gegenseitig Einziehung sämmtlicher erwachsenen Kosten Statt, wenn und inwiefern

a) in Untersuchungssachen der Angeschuldigte zur Zahlung von Kosten rechtskräftig verurtheilt worden und vermögend ist;

b) in den übrigen gerichtlichen Angelegenheiten der Extrahent der Requisition zur Zahlung von Kosten vermögend und gesetzlich verpflichtet ist.

1834 Art. 4. Für unvermöglich zur Bezahlung von Kosten ist derjenige zu achten, welcher durch ein Zeugniss seiner betreffenden Domizils-Behörde darzuthun vermag, dass er durch Entrichtung von Kosten ausser Stande gesetzt werden würde, sich und die Seinigen nothdürftig zu ernähren.

Es ist hierbei kein hinlängliches Vermögen für vorhanden anzunehmen, wenn der Wohnsitz des fraglichen Individuums in einem dritten Staate belegen, und die Einziehung von Kosten dorther mit Schwierigkeiten verknüpft ist.

Art. 5. Für den Fall, dass nach Maassgabe der Artikel 3 und 4. von den Partheien die Kosten nicht eingezogen werden können, sind die unvermeidlich gewesenen baaren Auslagen, aber keine andere Kosten, gegenseitig zu erstatten.

Zu den jedenfalls zu erstattenden baaren Auslagen sind zu rechnen Atzung, Transport, Kopialien, Reise- und Zehrungskosten der Gerichtsbeamten und Zeugen, Botenlohn (Meilengelder), Dolmetschergebühren u. s. w., nicht aber Stempel und das Porto von Schreiben und Paketen.

Art. 6. An Reise- und Zehrungskosten können die Gerichtsbeamten nur diejenigen Sätze fordern, welche ihnen im Inlande als Auslagen aus Staatskassen vergütigt werden. Den Zeugen gebühren dergleichen Kosten nach den bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxsätzen; doch haben dieselben, wenn sie im Auslande vernommen worden, die Wahl zwischen den Taxsätzen ihres und denen des auswärtigen Staates. Uebrigens ist den Zeugen ihre Vergütung unverzüglich, sey es von dem requirirten Gerichte, sey es von dem requirirenden nach der vom requirirten Gerichte übergebenen Liquidation, zu verabreichen, und hierbei erforderlichen Falls von dem requirirten Gerichte die nöthige Auslage vorschussweise zu übernehmen, solche jedoch von dem requirirenden Gerichte sofort auf erhaltene Benachrichtigung zu erstatten.

Art. 7. Sowohl die gegenseitig freie als die gegenseitig zahlbare Gerichts-Korrespondenz ist als solche „frei G. S." (freie Gerichts-Sache) oder durch „zahlb. G. S." (zahlbare Gerichts-Sache) unter Angabe der aufgebenden Gerichtsstelle auf dem Kouverte zu bezeichnen, und mit dem Amtssiegel der letzteren

zu verschliessen. Ausserdem ist der Gegenstand 1834
der portofreien Korrespondenz, (Gerichtliche Insinuations- Vorladungs- Armen- Fiskal-Sache) genau und deutlich auf dem Kouverte zu vermerken.

Art. 8. In Betreff der gegenseitig frei zu befördernden Gerichts-Korrespondenz werden zur Beförderung mit den Reitposten nur Briefe bis zum Gewichte von 2 Loth als geeignet erachtet. Alle schwereren Schriften Aktenpakete sind mit den Fahrposten zu befördern. Bei Mittheilung von Kriminal-Akten können Corpora delicti nur insofern übersendet werden, als solches überhaupt nach den gegenseitig bestehenden gesetzlichen Vorschriften nothwendig, auch der Gegenstand zur Beförderung mit den Posten nach den allgemeinen Verordnungen angethan ist.

In Sachen, wo die Parthei zur Zahlung von Kosten gesetzlich verpflichtet oder rechtskräftig verurtheilt, und dazu vermögend ist, hat die betreffende Gerichtsbehörde dieser Parthei für Entrichtung des Postporto, sowohl wegen der abzusendenden Briefe und Pakéte als wegen der zu empfangenden, Sorge zu tragen; bei der Aufgabe wird nicht nur das inländische Postporto bis zur Grenze, sondern auch das ausländische bis zum Bestimmungs-Orte, letzteres als Weiter-Franko, erhoben; und bei dem Empfange wird von der ausländischen Aufgabs-Postbehörde das Porto bis zur Grenze als Zutaxe zugerechnet, und von der anderseitigen Postanstalt vergütet.

Art. 9. Nach den in vorstehenden Artikeln 2—8. enthaltenen Bestimmungen modifizirt und erweitert sich die Anordnung sub No. 3. der oben angeführten Uebereinkunft von $\frac{4}{80}$ Oktober 1819.

Art. 10. Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Königlich-Bayerischen Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten ausgewechselt worden, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 17ten Mai 1834.

(L. S.)

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

1834 Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Königlich-Bayerischen Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 12ten Juni 1834.

Ancillon.

14.

Convention entre la Prusse et la Principauté de Reuss-Plauen sur l'accélération de l'exercise réciproque de l'administration de la justice. En date de Berlin, le 5 Juillet 1834.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1834. Nro 17).

Zwischen dem Königlich-Preussischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten zu Berlin und der Fürstlich-Reussischen Regierung zu Gera ist zu Beförderung der Rechtspflege folgende Uebereinkunft getroffen worden.

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Die Gerichte beider Staaten leisten sich gegenseitig alle diejenige Rechtshülfe, welche sie den Gerichten des Inlandes, nach dessen Gesetzen und Gerichtsverfassung, nicht verweigern dürfen, inwiefern das gegenwärtige Abkommen nicht besondere Einschränkungen feststellt.

Art. 2. Die Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse wird gegenseitig anerkannt, dafern diese nach den näheren Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens von einem beiderseits als kompetent anerkannten Gerichte gesprochen worden sind, und nach den Gesetzen des Staats, von dessen Gericht sie gefällt worden, die Rechtskraft bereits beschritten haben.

Solche Erkenntnisse werden an dem in dem andern Staate befindlichen Vermögen des Sachfälligen unweigerlich vollstreckt.

Art. 3. Ein von einem zuständigen Gerichte ge-

fälltes rechtskräftiges Erkenntniss begründet vor den 1834
Gerichten des andern Staates die Einrede des rechtskräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen wäre.

II. Besondere Bestimmungen.

1) *Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten.*

Art. 4. Keinem Unterthanen ist es erlaubt, sich durch freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des anderen Staates, dem er als Unterthan und Staatsbürger nicht angehört, zu unterwerfen.

Keine Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts, um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnisses statt zu geben, vielmehr wird jedes von einem solchen Gerichte gesprochene Erkenntniss in dem anderen Staate als ungültig betrachtet.

Art. 5. Beide Staaten erkennen den Grundsatz an, dass der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu folgen habe; es wird daher das Urtheil der fremden Gerichtsstelle nicht nur, sofern dasselbe den Beklagten, sondern auch sofern es den Kläger, z. B. rücksichtlich der Erstattung von Gerichtskosten, betrifft, in dem anderen Staate als rechtsgültig anerkannt und vollzogen.

Art. 6. Für die Widerklage ist die Gerichtsbarkeit des über die Vorklage zuständigen Richters begründet, dafern nur jene mit dieser im rechtlichen Zusammenhange steht, und sonst nach den Landesgesetzen des Vorbeklagten zulässig ist.

Art. 7. Die Provokationsklagen (ex lege diffamari oder ex lege si condendat) werden erhoben vor dem persönlich zuständigen Gerichte der Provokanten, oder da, wohin die Klage in der Hauptsache selbst gehörig ist; es wird daher die von diesem Gerichte, besonders im Falle des Ungehorsams, rechtskräftig ausgesprochene Sentenz vor der Obrigkeit des Provozirten als vollstreckbar anerkannt.

Art. 8. Der persönliche Gerichtsstand, welcher entweder durch den Wohnsitz in einem Staate, oder bei denen, die einen eignen Wohnsitz noch nicht genom-

1833 men haben, durch die Herkunft in dem Gerichtsstande der Eltern begründet ist, wird von beiden Staaten in persönlichen Klagsachen dergestalt anerkannt, dass der Unterthan des einen Staates von den Unterthanen des andern nur vor seinem persönlichen Richter belangt werden darf. Es müssten denn bei jenen persönlichen Klagsachen neben dem persönlichen Gerichtsstande noch die besonderen Gerichtsstände des Kontraktes oder der geführten Verwaltung konkurriren, welchen Falls die persönliche Klage auch vor diesen Gerichtsständen erhoben werden kann.

Art. 9. Die Absicht, einen beständigen Wohnsitz an einem Orte nehmen zu wollen, kann sowohl ausdrücklich, als durch Handlungen, geäussert werden.

Das Letztere geschieht, wenn Jemand an einem gewissen Orte ein Amt, welches seine beständige Gegenwart daselbst erfordert, übernimmt, Handel oder Gewerbe daselbst zu treiben anfängt, oder sich daselbst Alles, was zu einer eingerichteten Wirthschaft gehört, anschafft. Die Absicht muss aber nicht bloss in Beziehung auf den Staat, sondern selbst auf den Ort, wo der Wohnsitz genommen werden soll, bestimmt geäussert seyn.

Art. 10. Wenn Jemand, sowohl in dem einen als in dem anderen Staate, seinen Wohnsitz in dem landesgesetzlichen Sinne genommen hat; so hängt die Wahl des Gerichtsstandes vom Kläger ab.

Art. 11. Der Wohnsitz des Vaters, wenn dieser noch am Leben ist, begründet zugleich den ordentlichen Gerichtsstand des noch in seiner Gewalt befindlichen Kindes, ohne Rücksicht auf den Ort, wo dasselbe geboren worden, oder wo das Kind sich nur eine Zeit lang aufhält.

Art. 12. Ist der Vater verstorben, so verbleibt der Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit seines Ablebens seinen Wohnsitz hatte, der ordentliche Gerichtsstand des Kindes, so lange dasselbe noch keinen eigenen ordentlichen Wohnsitz rechtlich begründet hat.

Art. 13. Ist der Vater unbekannt, oder das Kind nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt, so richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes auf gleiche Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande der Mutter.

Art. 14. Diejenigen, welche in dem einen oder

dem andern Staate, ohne dessen Bürger zu seyn, eine 1833
abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzen, sollen wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Gewerks-Anstalten sich befinden, als vor dem Gerichtsstande des Wohnortes belangt werden können.

Art. 15. Die Uebernahme einer Pachtung, verbunden mit dem persönlichen Aufenthalte auf dem erpachteten Gute, soll den Wohnsitz des Pächters im Staate begründen.

Art. 16. Ausnahmsweise sollen Studirende und Dienstboten auch in demjenigen Staate, wo sie sich in dieser Eigenschaft aufhalten, während dieser Zeit noch einen persönlichen Gerichtsstand haben, hier aber, so viel ihren persönlichen Zustand und die davon abhangenden Rechte betrifft, ohne Ausnahme nach den Gesetzen ihres Wohnortes und ordentlichen Gerichtsstandes beurtheilt werden.

Art. 17. Erben werden wegen persönlicher Verbindlichkeiten ihres Erblassers vor dessen Gerichtsstande so lange belangt, als die Erbschaft ganz oder theilweise noch dort vorhanden, oder, wenn der Erben mehrere sind, noch nicht getheilt ist.

Art. 18. Im Konkurse wird der persönliche Gerichtsstand des Schuldners auch als Allgemeines Gantgericht anerkannt, ausgenommen wenn der grössere Theil des Vermögens bei dessen Bestimmung das über die Vermögensmasse aufzunehmende Inventarium und Taxe zum Grunde zu legen ist, in dem andern Staate sich befindet, wo alsdann dem letztern unter der im Art. 22. enthaltenen Beschränkung das Recht des Allgemeinen Gantgerichts zugestanden wird.

Art. 19. Aktivforderungen werden, ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Gemeinschuldners.

Art. 20. Einem Partikularkonkurse wird nicht Statt gegeben, ausgenommen, wenn ein gesetzlich begründetes Separationsrecht geltend gemacht wird, namentlich wenn der Gemeinschuldner in dem andern Staate, wo er seinen Wohnsitz nicht hatte, eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder ein anderes derglei-

1834 chen Etablissement, welches als ein eigenes Ganzes, einen besonderen Inbegriff von Rechten und Verbindlichkeiten des Gemeinschuldners bildet, besitzt, welchen Falls zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung dieses Etablissements besonders kreditirt haben, ein Partikularkonkurs eröffnet werden darf.

Art. 21. Alle Forderungen, sie seyen auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem Allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, oder, wenn sie bereits klagbar gemacht worden, dort weiter zu verfolgen. Das ausserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird, nach vorgängiger Veräusserung der Grundstücke und Effekten, durch den Richter der gelegenen Sache dem Gantgerichte abgeliefert.

Art. 22. Dingliche Rechte werden nach den Gesetzen des Orts der belegenen Sache beurtheilt und geordnet; über die Rangordnung rein persönlicher Ansprüche und deren Verhältnisse zu den dinglichen Rechten entscheiden die am Orte des Gantgerichts geltenden Gesetze, und es findet kein Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern, als solchen, statt. Damit insbesondere bei der Eigenthümlichkeit der Peussischen Hypothekenverfassung die auf den im Preussischen Gebiete gelegenen Grundstücken eingetragenen Gläubiger in ihren Rechten keinen Schaden leiden, hat es in Rücksicht ihrer bei der Absonderung und Vertheilung der Immobiliarmasse nach den Vorschriften der Allgemeinen Gerichtsordnung Theil I. Titel 50. §§. 489—522. sein Bewenden.

Art. 23. Alle Realklagen, desgleichen alle possessorische Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae, müssen, dafern sie eine unbewegliche Sache betreffen, vor dem Gerichte, in dessen Bezirk sich die Sache befindet — können aber, wenn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem persönlichen Gerichtsstande des Beklagten — erhoben werden, vorbehältlich dessen, was auf den Fall des Konkurses bestimmt ist.

Art. 24. In dem Gerichtsstande der Sache können keine blos (rein) persönliche Klagen angestellt werden.

Art. 25. Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch statt, wenn gegen den Besitzer unbeweglicher Güter eine solche persönliche Klage angestellt wird, welche aus dem Besitze des Grundstücks, oder aus

Handlungen fliesst, die er in der Eigenschaft als Gutsbesitzer vorgenommen hat. Wenn daher ein solcher Grundbesitzer 1834

1) die mit seinem Pachter, oder Verwalter eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen oder
2) die zum Besten des Grundstücks geleisteten Vorschüsse, oder gelieferten Materialien und Arbeiten, zu vergüten sich weigert, oder
3) die Patrimonial-Gerichtsbarkeit, oder ein ähnliches Befugniss missbraucht, oder
4) seine Nachbarn im Besitz stört,
5) sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm zustehenden Rechts berühmt, oder
6) wenn er das Grundstück ganz, oder zum Theil veräussert, und den Kontrakt nicht erfüllt, oder die schuldige Gewähr nicht leistet,

so muss derselbe in allen diesen Fällen bei dem Gerichtsstande der Sache Recht nehmen, wenn sein Gegner ihn in seinem persönlichen Gerichtsstande nicht belangen will.

Art. 26 Eben so begründet ausnahmsweise auch der Besitz eines Lehn-Gutes, oder die gesammte Hand daran, zugleich einen persönlichen Gerichtsstand.

Art. 27. Erbschaftsklagen werden da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben und zwar dergestalt, dass, wenn die Erbschaftsstücke zum Theil in dem einen, zum Theil in dem andern Staatsgebiete sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist, ohne Rücksicht, wo der grösste Theil der Erbschaftssachen sich befinden mag.

Doch werden alle bewegliche Erbschaftsstücke angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers.

Aktivforderungen werden ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, den beweglichen Sachen beigezählt,

Art. 28. Ein Arrest darf in dem einen Staate und nach den Gesetzen desselben, gegen den Bürger des anderen Staates ausgebracht und verfügt werden, unter der Bedingung jedoch, dass entweder auch die Hauptsache dorthin gehöre, oder dass sich eine wirkliche gegenwärtige Gefahr auf Seiten des Gläubigers nachweisen

1834 lasse. Ist in dem Staate, in welchem der Arrest verhangen worden, ein Gerichtsstand für die Hauptsache nicht begründet; so ist diese nach vorläufiger Regulirung des Arrestes an den zuständigen Richter des anderen Staates zu verweisen. Was dieser rechtskräftig erkennt, unterliegt der allgemeinen Bestimmung im Art. 2.

Art. 29. Der Gerichtsstand des Kontraktes, vor welchem eben sowohl auf Erfüllung, als wie auf Aufhebung des Kontraktes geklagt werden kann, findet nur dann seine Anwendung, wenn der Kontrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichtsbezirke sich anwesend befindet, in welchem der Kontrakt geschlossen worden ist, oder in Erfüllung gehen soll.

Dieses ist besonders auf die, auf öffentlichen Märkten geschlossenen Kontrakte, auf Viehhandel und dergleichen anwendbar.

Art. 30. Die Klausel in einer Wechselverschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechselgerichts, in dessen Gerichtszwang er zu der Verfallzeit anzutreffen sey, unterworfen hat, wird als gültig, das hiernach eintretende Gericht, welches die Vorladung bewirkt hat, für zuständig, mithin dessen Erkenntniss für vollstreckbar an den in dem anderen Staate belegenen Gütern anerkannt.

Art. 31. Bei dem Gerichtsstande, unter welchem Jemand fremdes Gut oder Vermögen bewirthschaftet oder verwaltet hat, muss er auch auf die aus einer solchen Administration angestellten Klagen sich einlassen, es müsste denn die Administration bereits völlig beendigt und dem Verwalter über die gelegte Rechnung quittirt seyn. Wenn daher ein aus der quittirten Rechnung verbliebener Rückstand gefordert, oder eine ertheilte Quittung angefochten wird, so kann dieses nicht bei dem vormaligen Gerichtsstande der geführten Verwaltung geschehen.

Art. 32. Jede echte Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einen schon anhängigen Prozess einmischt, sie sey principal oder akzessorisch, betreffe den Kläger oder Beklagten, sey nach vorgängiger Streit-Ankündigung oder ohne dieselbe geschehen, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staates, in welchem der Haupt-Process geführt wird.

Art. 33. Sobald vor irgend einem in den bisheri- 1834
gen Artikeln bestimmten Gerichtsstande eine Sache rechtshängig geworden ist, so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dass die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit einzelner Klagsachen wird durch Insinuation der Ladung zur Einlassung auf die Klage für begründet erkannt.

2) *In Hinsicht der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Rechtssachen.*

Art. 34. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Orts beurtheilt, wo sie eingegangen sind.

Wenn nach der Verfassung des einen oder des andern Staates die Gültigkeit einer Handlung allein von der Aufnahme von einer bestimmten Behörde in demselben abhängt, so hat es auch hierbei sein Verbleiben.

Art. 35. Verträge, welche die Begründung eines dinglichen Rechtes auf unbewegliche Sachen zum Zweck haben, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Ortes, wo die Sachen liegen.

3) *In Rücksicht der Strafgerichtsbarkeit.*

Art. 36. Verbrecher und andere Uebertreter von Strafgesetzen werden, so weit nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahmen bestimmen, von dem einen Staate dem sie angehören, zur Untersuchung gezogen und nach dessen Gesetzen gerichtet. Daher findet denn auch ein Kontumazialverfahren des andern Staates gegen sie nicht statt.

Rücksichtlich der Forst- und Jagdfrevel in den Grenzwaldungen hat es bei dem Abkommen vom 4ten Dezember 1821. und 26sten November 1824. sein Bewenden; in solchen Fällen jedoch, wo der Holzdieb nicht vermögend ist, die Geld-Strafe ganz oder theilweise zu erlegen, und wo Gefängnisstrafe eintritt, soll letztere niemals nach der Wahl des Waldeigenthümers in Forstarbeit verwandelt werden können.

1834 Für die Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den offiziellen Angaben und Abschätzungen des kompetenten Forst- und Polizeibeamten des Ortes des begangenen Frevels, die volle gesetzliche, zur Verurtheilung des Beschuldigten hinreichende Beweiskraft von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigelegt werden, wenn dieser Beamte, der übrigens keinen Denunzianten-Antheil an den Strafgeldern und keine Pfandgelder zu geniessen hat, nach Maassgabe des Königlich-Preussischen Gesetzes vom 7ten Juni 1821., vor Gericht auf die wahrheitsmässige, treue und gewissenhafte Angabe seiner Wahrnehmung und Kenntniss eidlich verpflichtet worden ist.

Art. 37. Wenn der Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern wegen eines in diesem letzteren verübten Vergehens oder Verbrechens ebendaselbst zur Untersuchung gezogen worden, vor Abbüssung der Strafe jedoch in seinen Heimathsstaat zurückgekehrt ist, so finden folgende Bestimmungen Anwendung:

a) Ist diese Rückkehr des Angeschuldigten erst nach Abfassung des rechtskräftigen Erkenntnisses erfolgt, so wird letzteres auf vorgängige Requisition und Mittheilung von dem Heimathsstaate sowohl an der Person, als an den in dem Staatsgebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen, vorausgesetzt, dass die Handlung, wegen deren die Strafe erkannt worden, auch nach den Gesetzen des requirirten Staats als ein Vergehen oder Verbrechen erscheint, und nicht bloss zu den polizei- oder Finanzgesetzlichen Uebertretungen gehört, von welchen der nächstfolgende Artikel handelt.

b) Ist die Rückkehr des Angeschuldigten aber vor der rechtskräftigen Entscheidung geschehen, so steht es dem untersuchenden Gerichte nur frei, unter Mittheilung der Akten bei dem Gerichte der Heimath des Verbrechers auf Fortsetzung der Untersuchung und Bestrafung nach Artikel 36. anzutragen.

Die Kosten der Strafvollstreckung müssen in beiden Fällen (a und b.), wenn der Verbrecher unvermögend ist, von dem requirirenden Gerichte ersetzt werden.

Art. 38. Hat ein Unterthan des einen Staates Strafgesetze des andern durch solche Handlungen verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, gar nicht ver-

pönt sind, z. B. durch Uebertretung eigenthümlicher 1834
Abgaben-Gesetze, Polizeivorschriften und dergleichen, und welche demnach von diesem Staate auch nicht bestraft werden könnten, so soll auf vorgängige Requisition zwar nicht zwangsweise der Unterthan vor das Gericht des andern Staates gestellt, demselben aber sich selbst zu stellen verstattet werden, damit er sich gegen die Anschuldigungen vertheidigen und gegen das in solchem Falle zulässige Kontumazial-Verfahren wahren könne.

Doch soll, wenn bei Uebertretung eines Abgaben-Gesetzes des einen Staates dem Unterthan des andern Waaren in Beschlag genommen worden sind, die Verurtheilung, sey es im Wege des Kontumazial-Verfahrens oder sonst insofern eintreten, als sie sich nur auf die in Beschlag genommenen Gegenstände beschränkt.

Uebrigens soll durch gegenwärtige Uebereinkunft den Bestimmungen des Zoll-Kartels, welches am 11ten Mai 1833. zwischen Preussen, Kurhessen und dem Grossherzogthum Hessen, ferner Bayern und Würtemberg, sodann Sachsen einerseits, und den zu dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten andererseits abgeschlossen worden ist, nichts an Kraft entzogen seyn, es vielmehr bei diesen Bestimmungen durchgehends bewenden.

Art. 39. Der zuständige Strafrichter darf auch über die aus dem Verbrechen entsprungenen Privat-Ansprüche mit erkennen, wenn wegen derselben von dem Beschädigten adhärirt worden ist.

Art. 40. Unterthanen des einen Staates, welche wegen Verbrechen oder anderen Uebertretungen ihr Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgenommen worden zu seyn, werden nach vorgängiger Requisition, gegen Erstattung aller baaren Auslagen, ingleichen sämmtlicher nach der, bei dem requirirten Gerichte üblichen, Taxe zu liquidirenden Gerichtsgebühren aus dem Vermögen des reklamirten Delinquenten, wenn solches dazu hinreicht, ausgeliefert.

Hat aber der Delinquent kein hinreichendes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts weg und es werden nur die baaren Auslagen, welche durch die Verhaftnehmung und Unterhaltung des Delinquenten bis zur erfolgten Abholung desselben veranlasst worden sind, vergütet.

1834 Art. 41. Solche, eines Verbrechens oder einer Uebertretung verdächtige Individuen, welche weder des einen noch des anderen Staates Unterthanen sind, werden, wenn sie Strafgesetze des einen der beiden Staaten verletzt zu haben beschuldigt sind, demjenigen, in welchem die Uebertretung verübt wurde, auf vorgängige Requisition, gegen Erstattung der Kosten, wie diese im vorigen Artikel bestimmt ist, ausgeliefert; es sey denn, dass der Staat, welchem er als Unterthan angehört, auf die vorher von dem requirirten gemachte Anzeige der Verhaftung, jene Uebertreter selbst reklamirt, und ihre Auslieferung zur eigenen Bestrafung in Antrag bringt.

Art. 42. In denselben Fällen, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Beschuldigten zu fordern, ist er auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung anzunehmen.

Art. 43. In Kriminalfällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, soll die Stellung der Unterthanen des einen Staates vor das Untersuchungsgericht des andern, zur Ablegung des Zeugnisses, zur Konfrontation oder Rekognition, gegen vollständige Vergütung der Reisekosten und der Versäumniss, nie verweigert werden. Auch in solchen Fällen, wo die Zeugen vor dem requirirten Gerichte abgehört werden, hat das requirirende Gericht die Entschädigung der Zeugen zu bezahlen.

Bei Gestellung der Zeugen an das requirirende Gericht hat die requirirte Behörde die demselben gebührende Vergütungssumme zu verzeichnen und Ersteres bei erfolgter wirklicher Sistirung der Zeugen die Gebühren sofort an diese zu verabreichen. Sofern sie deswegen eines Vorschusses bedürfen, wird das requirirte Gericht zwar die Auslagen davon übernehmen; es sollen selbige jedoch vom requirirenden Gericht auf erhaltene Benachrichtigung ungesäumt wieder erstattet werden.

Art. 44. Ueberhaupt soll in allen strafrechtlichen Fällen, wo die Kosten niedergeschlagen oder auf die Kasse des Staats oder der Gerichtsherren übernommen werden müssen, die requirirende Stelle des einen Staats lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Atzungs- und Verpflegungsgebühren (im weiteren Sinne des Wortes, wo namentlich auch Arzt

und Kurkosten, Lagerstroh, Wäsche und nothdürftige 1834
Bekleidungsgegenstände, darunter begriffen sind), Transport und Bewachung der Gefangenen, so wie für Kopialien zu berechnen und zu erstatten haben; wogegen alle andere Kosten für Protokollirung, Ausfertigung und Mittheilungen, so wie für die an die Gerichts-Besitzer oder an das Gericht und die Kassen sonst zu entrichtenden Sporteln bei Requisitionen gegenseitig nicht in Anspruch zu nehmen sind.

Art. 45. Zu Entscheidung der Frage, ob der Delinquent hinreichendes eigenes Vermögen zu Bezahlung der Gerichtsgebühren besitze oder nicht, soll in den beiderseitigen Landen nichts weiter, als das Zeugniss derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher der Delinquent seine wesentliche Wohnung hat. Sollte er diese in einem dritten Lande gehabt haben und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden seyn, so wird es so angesehen, als ob er kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

Art. 46. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt sind, in welchen die Auslieferung der Angeschuldigten oder Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden soll, so hat im einzelnen Falle die Behörde, welcher sie obliegt, weder vorgängige reversales de observando reciproco zu erfordern, noch, dafern sie nur eine Provinzialbehörde ist, in der Regel erst die besondere Genehmigung der ihr vorgesetzten Ministerialbehörde einzuholen, es sey denn, dass im einzelnen Falle die Anwendung des Abkommens noch Zweifel zuliesse, oder sonst ganz eigenthümliche Bedenken hervorträten. Unterbehörden bleiben aber unter allen Umständen verpflichtet, keinen Menschen ausser Landes verabfolgen zu lassen, bevor sie nicht zu dieser Auslieferung die Autorisation der ihnen unmittelbar vorgesetzten Behörde eingeholt haben.

Art. 47. Sämmtliche vorstehende Bestimmungen gelten nicht in Beziehung auf die Königlich-Preussischen Rheinprovinzen. Rücksichtlich dieser hat es bei der Königlich-Preussischen Verordnung vom 2ten Mai 1823. sein Bewenden.

Art. 48. Die Dauer dieses Abkommens wird auf 12 Jahre, vom 1ten September 1834. an gerechnet, festgesetzt.

Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe keine Aufkündi-

1834 gung von der einen oder der andern Seite, so ist es stillschweigend als auf noch zwölf Jahre weiter verlängert anzusehen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Ihrer Durchlauchten der regierenden Fürsten Reuss, jüngerer Linie, zweimal gleichlautend ausgefertigte, Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, am 5ten Juli 1834.

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung der Fürstlich-Reuss-Plauenschen der jüngeren Linie gemeinschaftlichen Regierung ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 4ten August 1834.

Ancillon.

15.

Décret de la Diète germanique, refusant aux Puissances étrangères le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de la confédération germanique. En date de Francfort, le 18 *Septembre* 1834.

(v. Meyer's Staatsakten für Geschichte und öffentliches Recht des deutschen Bundes. Fortsetzung zum 2ten Theil. Frankf. a. M. 1840. S. 475.)

XXXIVte Sitzung der deutschen Bundesvers. v. 18ten Sept. 1834.

Es wurde einhellig beschlossen:

In Erwägung, dass der deutsche Bund ausschliessend nur von den souverainen Fürsten und freien Städten

Deutschlands errichtet worden ist (Art. 1. der Bundes- 1834
Akte), —

dass durch die Einverleibung des Bundesvertrags in die Kongress-Akte den fremden Mächten, welche die Kongress-Akte mit unterzeichnet haben, weder ein Recht, die Aufrechthaltung der in der deutschen Bundes-Akte sanktionirten Grundsätze zu beaufsichtigen, eingeräumt, noch eine Verpflichtung, die Unabhängigkeit der einzelnen Glieder des deutschen Bundes zu beschützen, übertragen worden, —

dass vielmehr daraus für gedachte Mächte die Verbindlichkeit, sich vermöge der vertragsmässigen Grundverfassung des Bundes jeder Einmischung in dessen innere Angelegenheiten zu enthalten, hervorgegangen ist, —

dass es dagegen der eigentliche Zweck des deutschen Bundes ist, die innere und äussere Sicherheit Deutchlands, und die Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen deutschen Staaten selbst zu erhalten (Art. 2 der Bundes-Akte);

in fernerer Erwägung,

dass der Bundesversammlung das Recht zusteht, die Grundgesetze des Bundes abzufassen und abzuändern (Art. 6),

und dass die Bundesglieder unter sich über diejenigen Fälle übereingekommen sind, in welchen die Bundesversammlung durch Stimmenmehrheit und Stimmeneinhelligkeit gültige Beschlüsse zu fassen berechtigt ist (Art. 7.), —

dass ferner die organische Einrichtung des Bundes, in Rücksicht auf seine militairischen, inneren und auswärtigen Angelegenheiten, ausdrücklich der Bundesversammlung zugewiesen ist (Art. 10), —

dass alle Mitglieder des Bundes in der Bundes-Akte (ohne irgendwo und irgendwie die Garantie fremder Mächte in Anspruch zu nehmen) versprochen haben, sowohl ganz Deutschland, als jeden einzelnen Bundesstaat gegen Angriff in Schutz zu nehmen und sich gegenseitig ihre sämmtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen zu garantiren (Art. 11.), —

in Erwägung endlich,

dass Deutschland mittelst der Bundesverfassung ein eigner, durch sich selbst entstandener, für innere und äussere Zwecke so vollständig gebildeter und so fest begründeter politischer Körper geworden ist, dass es

1834 als ein Hauptbestandtheil des Europäischen Staatengebäudes alle Mittel besitzt, um ohne fremde Beihülfe seine innere Ruhe ebenso, als die unverbrüchliche Sicherheit und Selbstständigkeit der im Bunde vereinten souverainen Fürsten und freien Städte zu verbürgen; —

in Erwägung aller dieser Verhältnisse kann der deutsche Bund in dem Inhalte der Note des Königlich Französischen bevollmächtigten Ministers v. 30. Juni, und jener des Königlich Grossbritannischen bevollmächtigten Ministers v. 18. Juli d. J. nur eine fremde Einmischung in seine inneren Angelegenheiten und eine Anforderung von Rechten und Befugnissen erkennen, welche, wenn sie, dem Bundesvertrage und der Kongress-Akte zuwider, zugestanden würde, das ganze Verhältniss des Bundes verrücken, seine Selbstständigkeit gefährden, und dem Bunde eine den Absichten und Zwecken seiner Stifter widerstrebende Abhängigkeit gegen das Ausland geben würde.

Diesemnach beschliesst die Bundesversammlung:

1) Dass der deutsche Bund sich gegen die in den Noten des Königlich-Französischen und des Königlich-Grossbritannischen Ministers v. 30. Juni und 18. Juli d. J. aufgestellten Theorien, als mit der deutschen Bundesakte im direkten Widerspruche stehend, feierlich verwahre; dass derselbe den fremden Mächten, als Mitunterzeichnern der Kongress-Akte, in Bundesangelegenheiten niemals Rechte zugestehen werde, welche, nach dem Wortlaute des Bundesvertrags und eben so nach dem Inhalte der Kongress-Akte, ausdrücklich nur den Gliedern des deutschen Bundes und dessen Gesammtheit zustehen; dass der wahre Schutz und Schirm der einzelnen Bundesstaaten gegen Verletzung ihrer Unabhängigkeit in der ausschliessend nur von den Bundesgliedern gegenseitig übernommenen Garantie ihrer im Bunde begriffenen Besitzungen liege, und dass der Bund in der ruhigen und konsequenten Entwickelung und Ausbildung seiner Gesetzgebung nach Maassgabe der Bundeszwecke, und in der gewissenhaften und treuen Anwendung der im Bundesvertrage zwischen den Gliedern des deutschen Bundes festgesetzten Grundsätze, sich durch keinen Versuch irgend einer Einmischung stören lassen werde.

2) Der Bundesversammlung und besonders dem Präsidium dient gegenwärtiger Beschluss zur Richtschnur

für die Fälle, wenn wider Vermuthen von Seiten frem- 1834
der Mächte sich ähnliche Einschreitungen in die inneren Angelegenheiten des Bundes oder eine Bestreitung der Competenz der Bundesversammlung erneuern sollten; und es werden sonach Noten solchen Inhalts diesen Grundsätzen gemäss behandelt werden, ohne sich in weitere Erklärungen einzulassen.

3) In der durch das Präsidium zu bewirkenden Mittheilung von Abschriften dieses Beschlusses an die Gesandtschaften von Frankreich und Grossbritannien, werden die bevollmächtigten Minister genannter Höfe die Beantwortung ihrer Noten v. 30. Juni und vom 18ten Juli d. J. finden.

16.

Circulaire de la chambre générale de douanes et du collège de Commerce à Copenhague, concernant les bâtimens grecs et leurs cargaisons. En date du 21 Juillet 1834.

(Publication officielle).

Ifolge Meddelelse fra det Kongelige Departement for de udenlandske Sager, har det under 14de d. M. behaget Hans Majestæt Kongen allernaadigst at resolvere, at græske Skibe og Ladninger skulle i de Kongelige Staters Havne indtil videre med Hensyn til Afgifter behandles lige med Landets egne.

Hvilket tilmeldes Toldstedet til Jagttagelse.

General-Toldkammer- og Commerce-Collegium, den 21de Juli 1835.

Lowzow. Thonning. Bech.
Malling. Wedel. Garlieb. Rathgen. Francke.

17.

Convention d'étappes entre la Prusse et le Duché de Brunswick. En date de Berlin, du 8 *Septembre* 1835.

(Gesetz-Sammlung für die Königlich-Preussischen Staaten. Jahrg. 1835. Nro 20).

Das unterzeichnete Königlich-Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, dass, nachdem die zwischen der Königlich-Preussischen und der Herzoglich-Braunschweig-Lüneburgischen Regierung unterm 23sten Dezember 1817. abgeschlossene und am 12ten Januar 1818. ratifizirte Durchmarsch- und Etappen-Konvention bereits mit dem Jahre 1827. abgelaufen ist, und seitdem nur stillschweigend fortgedauert hat, das gegenseitige Bedürfniss aber eine Modifikation mehrerer darin enthaltener Bestimmungen erheischt, die beiderseitigen betreffenden Ministerien, kraft der ihnen von ihren Gouvernements ertheilten Autorisation, nachstehende anderweite Uebereinkunft verabredet und geschlossen haben:

§. 1. Die Militairstrassen, welche für das marschirende Königlich-Preussische Militair durch die Herzoglich-Braunschweigischen Lande führen, begreifen folgende Linien in sich:

A. die Hauptstrasse, welche über Halberstadt und Hildesheim führt, und den Haupt-Etappenort Wolfenbüttel mit den dazu gehörigen Etappen-Bezirken berührt; derselben werden

a) für kleinere Durchmärsche unter dem Bestande eines ganzen Bataillons oder Eskadrons der Etappe Wolfenbüttel folgende Ortschaften zugelegt, nämlich Linden, Wendessen, Halchter, Monplaisir, Gross-Stöckheim, Thiede, Fümmelse, Atzum und Ahlum;

b) für Durchmärsche eines oder mehrerer Bataillone werden ausserdem noch hinzugefügt, die Ortschaften Gross-Denkte, Klein-Denkte, Apelnstedt, Neindorf, Leinde, Immendorf, Adersheim, Drütte, Beddingen, Geitelde, Steterburg und Nortenhof, Blekenstedt, Sauingen und Uesingen.

Auf derselben kann, erforderlichen Falls, für Artillerie die Strasse über Braunschweig benutzt werden. 1835

Die Entfernung beträgt von

Wolfenbüttel nach { Gross-Lafferde 3½ Meilen, Dardesheim 4 „ Osterwieck 3 „

B. Strasse, welche von Gross-Lafferde über Lehndorf nebst Oelper, so wie über Lehre und Vorsfelde nach Oebisfelde führt, und für Remonte-Kommando's des 7ten und 8ten Armeekorps nach den Marken und nach Pommern einzig und allein bestimmt ist.

Die Entfernung beträgt:

von Gross-Lafferte nach Oelper 3 Meilen,
von Oelper nach Lehre 2¼ „
von Lehre nach Oebisfelde 4¼ „

C. Strasse, welche von Höxter nach Hildesheim führt und den Haupt-Etappenort Eschershausen berührt. Derselben werden bei kleineren Durchmärschen bis zu einem Bataillon oder einer Eskadron, die im Umkreise von ½ Stunde, bei grösseren Durchmärschen die im Umkreise von 1 Stunde von Eschershausen belegenen Ortschaften nach jedesmaliger Designation der Herzoglichen Kreisdirektion zugelegt.

Die Entfernung beträgt:

von Höxter üb. Holzminden nach Eschershausen 3½ Meilen,
von Höxter üb. Holzminden nach Stadtoldendorf 3½ „
von Eschershausen (auf der Route nach Hildesheim) nach Alefeld 3 „
von Stadtoldendorf (auf der Route nach Hildesheim) nach Alefeld 4 „

§. 2. Die durchmarschirenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann, sind gehalten, nach jedem, als zum Bezirk gehörig, bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird, es sey denn, dass dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militairstrasse liegen. Andere Ortschaften, als die eben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeekorps in starken Echelons marschiren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislokation beauftrag-

1835 ten Offiziere mit den Etappen-Behörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

§. 3. Die durchmarschirenden Truppen können bloss Ein Nachtquartier verlangen. Ruhetage, oder noch längere Aufenthalte finden nicht statt, mit Ausnahme der Remonte-Kommando's, für welche zu Wolfenbüttel oder Lehndorf ein Ruhe-Tag bewilligt wird.

§. 4. Sämmtliche durch die Herzoglich-Braunschweigischen Lande marschirenden Truppen müssen auf vorgenannten Militairstrassen mit genauer Berücksichtigung der §. 1. festgestellten Etappen-Hauptörter instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können.

§. 5. Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können die Marschrouten für die Königlich-Preussischen Truppen, welche durch die Herzoglich-Braunschweigischen Lande marschiren, nur von dem Königlich-Preussischen Kriegs-Ministerio und dem General-Kommando in Sachsen und Westphalen mit Gültigkeit ausgestellt werden. In den, von den eben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Portd'épée-Fähnrichs, Kompagnie-Chirurgen, Feldwebel, Unteroffiziere, Soldaten, Frauen und Kinder) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung, und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen.

§. 6. Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Behörden von den Truppen-Märschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden.

Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei den Etappen-Behörden das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eskadron müssen die Etappen Behörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtiget werden. Wenn ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappen-Behörden wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtiget werden, sondern es soll auch die Herzoglich-Braunschweigische Regierung wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtiget und requirirt werden. Ausserdem soll, wenn ein oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Korps ein kommandirender Offizier wenigstens 3 Tage zuvor vorausgehen, um wegen der

Dislokation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direktion über die Militairstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen am Etappen-Hauptorte für das ganze Korps zu treffen. Dieser kommandirte Offizier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt seyn. Auch kleine Detaschemente unter 20 Mann sollen nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. 1835

§. 7. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienste befindlichen Militair-Personen, wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben, wenn sie sich nicht durch Marschrouten als dazu berechtigt ausweisen; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern oder in den Baracken oder Ordonnanzhäusern, deren Anlage der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken oder Ordonnanzhäusern bestehen für den Unteroffizier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen, oder hinreichenden Bänken. Jeder Unteroffizier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken oder Ordonnanzhäusern zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmässig zu fordern berechtigt ist.

§. 8. Die auf den Durchmarsch, Verquartierung u. s. w. bezüglichen Geschäfte, werden auf der Haupt-Etappenstrasse (§. 1. A.) durch eine eigene, von dem Herzoglich-Braunschweigischen Gouvernement dazu bestellte Etappen-Behörde zu Wolfenbüttel, und auf den andern beiden Etappen-Strassen (§. 1. B. und C.) durch die betreffenden Kreisdirektionen und Ortsobrigkeiten besorgt.

Die durchmarschirenden Truppen, welche, der Marschroute gemäss, bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der vorgenannten Behörden und gegen auszustellende Quittungen der Kommandirenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll.

Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, dass der Offizier sowohl als der Soldat mit dem Tische seines Wirthes zufrieden seyn muss. Um

1835 jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirthe wie übermässigen Forderungen von Seiten der Soldate vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt.

Der Unteroffizier und Soldat und jede zum Militai gehörige Person, die nicht den Rang eines Offiziers hat kann in jedem Nachtquartier, sey es bei dem Einwoh ner oder in den Baracken (Ordonnanzhäusern) verlan gen: 2 Pfund gut ausgebackenes Roggenbrot, ½ Pfun Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abend zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zu Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, s wenig er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Brann wein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen di Ortsobrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vo rath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhan den ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wir Die Subaltern-Offiziere bis zum Kapitain exclusive erha ten, ausser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Bro Suppe, Gemüse und ½ Pfund Fleisch, Alles vom Wirth gehörig gekocht, auch Mittags und Abends, bei jede Mahlzeit; eine Bouteille Bier, wie es in der Gegen gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Bu terbrot und ⅛ Quart Branntwein. Der Kapitain kan ausser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noc ein Gericht verlangen.

§. 9. Für diese Verpflegung wird nach vorgäng ger Liquidation von dem Königlich-Preussischen Gou vernement folgende Vergütung bezahlt:

für den Soldaten	4	gGr.	in	Gold
für den Unteroffizier	4	„	„	„
für die Frauen dieser beiden Branchen	4	„	„	„
für deren Kinder, dafern sie zur Verquartierung und Verpflegung durch eine Marschroute überall legitimirt sind	2	„	„	„
für den Subaltern-Offizier	12	„	„	„
für den Kapitain	16	„	„	„

Staabsoffiziere, Obristen und Generale beköstige sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; solchen Orten, wo dieses nicht thunlich seyn sollte, b zahlt der Staabsoffizier 1 Rthlr. Gold, der Obrist un General 1 Rthlr. 12 gGr, wogegen der Quartierträg für reichliche und anständige Kost sorgen muss.

Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabs- 1835
offizieren unmittelbar berichtigt.

§. 10. Frauen und Kinder der durchmarschirenden Offiziere haben keinen Anspruch auf Quartier und Verpflegung, sondern müssen auf eigene Kosten für ihr Unterkommen sorgen.

§. 11. Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden, dergestalt, dass sie nicht gleich füglich weiter transportirt werden könnten, sollen dieselben auf Kosten des Königlich-Preussischen Gouvernements in einem dazu geeigneten Hospitale untergebracht, verpflegt und ärztlich behandelt werden, worüber man sich mit dem Königlich-Preussischen Etappen-Inspektor zu Hildesheim berechnen wird.

§. 12. Die Etappen-Behörden und Orts-Obrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird.

Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nich zufrieden, so hat er seine Beschwerden bei der Orts-Obrigkeit vorzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass die Militairpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen und ihre Pferde hineinbringen lassen.

§. 13. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappen-Behörde und gegen Quittung des Empfängers, aus den in den Etappen-Hauptorten zu etablirenden Magazinen in Empfang genommen, und die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten werden von den Etappen-Behörden sofort regulirt.

Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit frei steht, oder machen es die Umstände in den zu den Etappen-Bezirken gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus den Etappen-Magazinen nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Kommandirter des Detaschements die Fourage zur weiteren Distribution von der Orts-Obrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden.

§. 14. Die Lieferung der Rationen soll in einem von dem Königlich-Preussischen Etappen-Inspector zu Hildesheim zu bestimmenden Zeitraume in desselben

1835 oder seines Bevollmächtigten Gegenwart, durch die Herzoglich-Braunschweigische Behörde lizitirt und dem Mindestfordernden übertragen werden.

Der Königlich-Preussische Etappen-Inspektor kann darauf antragen, dass ein zweiter Lizitations-Termin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welches ihm die Herzoglich-Braunschweigische Behörde nicht verweigern kann.

In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus den Magazinen genommen, sondern besonderer Umstände wegen von der Orts-Obrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre.

§. 15. Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappen-Behörden und gegen Quittung nur insofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militair-Personen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem und zwar gegen Quittung und nachdem die Unfähigkeit zum Marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel, zur Fortschaffung in das nächste Etappen-Hospital Anspruch machen.

§. 16. Wenn bei Durchmärschen starker Armeekorps der Bedarf der Transport-Mittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Kommandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren, dieses muss aber durch eine schriftliche, an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren gegen die bei der Gestellung sogleich zu ertheilende Quittung sorgen wird.

Die Quartier machenden Kommandirten, dürfen auf keine Weise Wagen- oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, dass sie sich durch eine schriftliche Order des Regiments-Kommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

§. 17. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum anderen, das heisst, von dem Etappen-Bezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Gestellung bleibt den Herzoglich-Braunschweigischen

Behörden gänzlich überlassen. Die durchmarschierenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen, dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. 1835

§. 18. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militair-Personen, welche auf der Etappe eintreffen, werden den anderen Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

§. 19. Den betreffenden Offizieren wird es, bei eigener Verantwortung, zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

§. 20. Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königlich-Preussischen Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von 6 gGr. Gold bezahlt.

§. 21. Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte, wird nicht mit in Anrechnung gebracht.

§. 23. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militair nicht eigenmächtig genommen, viel weniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von der Obrigkeit des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Das Botenlohn wird Königlich-Preussischer Seits für jede Meile mit 4 gGr. Gold vergütet, wobei der Rückweg nicht gerechnet wird.

§. 22. Die Liquidationen der Kosten für Verpflegung des durchmarschirten Königlich-Preussischen Militairs in den verschiedenen, §. 1. genannten, Etappen-Bezirken, so wie für die gestellten Transportmittel, (mit

1835 Ausschluss der Kosten für die Fourage-Rationen, welche von Seiten des Lieferanten direkt bei der Königlich-Preussischen Etappen-Inspektion zu liquidiren sind,) werden von dem Herzoglich-Braunschweigischen Kriegskollegio quartaliter in einer Hauptrechnung zusammengestellt, und nebst den Belegen an die Königlich-Preussische Etappen-Inspection zu Hildesheim eingesandt, worauf von Seiten des Königlich-Preussischen Gouvernements die Zahlung erfolgt.

§. 24. Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu erhalten, ist in Hildesheim ein Königlich-Preussischer Etappen-Inspektor angestellt worden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwaigen Beschwerden so viel wie möglich abzuhelfen.

Besagter Etappen-Inspektor wird auch die §. 1. genannten Etappen unter seiner Inspektion haben. Er hat aber keine Autorität über die Herzoglich-Braunschweigischen Unterthanen.

Dem Etappen-Inspektor wird die Portofreiheit bei Dienstsiegel und Konsignatur der Briefe zugestanden.

§. 25. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen, so werden dieselben von den Etappen-Behörden und den kommandirenden Offizieren, wie auch von dem Etappen-Inspektor gemeinschaftlich beseitigt.

Die Etappen-Behörden sind berechtigt, jeden Unteroffizier und Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirthes oder eines anderen Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Kommandirenden zur weiteren Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

§. 26. Die Herzoglich-Braunschweigischen Etappen-Behörden haben ihre stete Sorgsamkeit darauf zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an Nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenstand der Königlich-Preussische Etappen-Inspektor zu Hildesheim gleichfalls zu wachen hat, und bei den Landesbehörden Beschwerde führen kann.

§. 27. Die kommandirenden Königlich-Preussischen Offiziere sowohl, als die Etappen-Behörden, sind anzuweisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten,

dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner in Beziehung auf ihre Deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können. 1335

§. 28. Die vorstehende Etappen-Konvention wird von dem 1sten Juli 1835. angerechnet und soll auf zehn Jahre vom besagtem Dato als gültig abgeschlossen seyn.

Es wird damit festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

§. 29. Ausfertigungen der gegenwärtigen Uebereinkunft sollen zwischen den beiderseitigen betreffenden Ministerien baldmöglichst ausgewechselt und alsdann den Staats-Behörden und Unterthanen zur Nachachtung gehörig bekannt gemacht werden.

Die Bestimmungen vorstehender erneuerter Durchmarsch- und Etappen-Konvention haben die Genehmigung Seiner Majestät des Königs erhalten, und ist demzufolge gegenwärtige Ausfertigung derselben vollzogen worden, um gegen eine gleichmässige Erklärung des Herzoglich-Braunschweig-Lüneburgischen Staats-Ministeriums ausgewechselt zu werden, welchemnächst die erforderlichen Bekanntmachungen zur Ausführung und Nachachtung erfolgen sollen.

Berlin, den 8ten September 1835.

(L. S.)

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Herzoglich-Braunschweig-Lüneburgischen Staatsministeriums ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntnis gebracht.

Berlin, den 8ten September 1835.

Ancillon.

18.

Convention entre les royaumes de Prusse et de Saxe concernant les délits forestiers commis dans les forêts de leurs frontières respectives. En date de Dresde, le 22 Septembre et de Berlin, le 12 Octobre 1835.

(Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen. 1836. Stück 26. Gesetzsammlung für die Königlich Preussischen Staaten. 1835. Nro. 22.)

Verordnung

zu Bekanntmachung der mit der Königl. Preussischen Regierung abgeschlossenen Uebereinkunft, die Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen betreffend; vom 28sten October 1835.

Zwischen der Königl. Sächsischen und Königl. Preussischen Regierung ist wegen gemeinschaftlicher Maasregeln zu Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen eine Uebereinkunft abgeschlossen, darüber diesseits die nachstehende Ministerialdeclaration vom 22sten September dieses Jahres ausgestellt und gegen eine gleiche Königl. Preussische Declaration vom 12ten dieses Monats ausgewechselt worden.

Auf Befehl Sr. Königl. Majestät und Sr. des Prinzen Mitregenten Königl. Hoheit, wird diese Uebereinkunft zu genauer Befolgung hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Dresden, am 28sten October 1835.

Ministerium der Justiz.

VON KÖNNERITZ. HAUSMANN.

Nachdem die Königlich Sächsische Regierung mit der Königlich Preussischen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zu Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Theile Folgendes:

I. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Sächsische, als auch die Königlich Preussische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Wal-

dungen des andern Gebiets verübt haben möchten, so- 1835
bald sie davon Kenntniss erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

II. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dass die Spur der Frevler durch die Förster, Waldwärter etc. bis auf eine Stunde Entfernung von der Grenze verfolgt werde, und dass, wenn die auf der Verfolgung eines Waldfrevlers begriffenen Förster und Waldwärter eine Haussuchung in dem jenseitigen Gebiete vorzunehmen für nöthig finden, sie solches an den Orten, wo der Sitz einer Gerichtsobrigkeit ist, bei dieser, an andern Orten aber den Ortsgerichtspersonen (dem Bürgermeister oder Ortsschultheissen) anzuzeigen haben, von welchen sodann unverzüglich, — und zwar im letztern Falle mit Zuziehung eines Gerichtsschöppen — die Haussuchung im Beiseyn des Requirenten vorgenommen werden darf.

III. Bei diesen Haussuchungen muss der Ortsvorgesetzte über den Erfolg der geschehenen Haussuchung dem requirirenden Förster oder Waldwärter eine schriftliche Ausfertigung ausstellen und demnächst an die ihm vorgesetzte Behörde in gleicher Maasse Bericht erstatten, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von ein bis fünf Thalern für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dass der Förster oder, in dessen Abwesenheit, der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

IV. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa Statt gehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt und in welchem das Erkenntniss Statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Casse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

V. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Sächsischen und in den Königlich Preussischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem ein-

1835 zelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich seyn wird.

VI. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs und Seiner Königlichen Hoheit des Prinzen Mitregenten von Sachsen und Seiner Majestät des Königs von Preussen zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

19.

Déclarations données par le gouvernement du royaume de Danemarc et celui de la ville libre anséatique de Brème, concernant le traitement des bâtimens danois et de Brème dans les ports respectifs. En date du 5 Novembre 1835.

(Publication officielle).

Nachdem Seine Majestät der König von Dänemark und der Senat der freien Hansestadt Bremen in dem Wunsche übereingekommen sind, durch gegenseitige Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in ihren respectiven Häfen, zur Beförderung des zwischen Dänemark und der freien Hansestadt Bremen bestehenden Handelsverkehrs beizutragen, so erklärt der unterzeichnete Senat der freien Hansestadt Bremen hiedurch in Erwiederung der von dem Königlich Dänischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten rücksichtlich der Bremischen Schiffe ausgestellten gleichen Zusicherung:

Dass in den Bremischen Häfen die Dänischen Schiffe, bei ihrem Einlaufen wie bei ihrer Abfahrt, hinsichtlich aller Zoll-, Hafen-, Tonnen-, Leuchtthurm-, Lootsen- und Bergegelder und überhaupt hinsichtlich aller anderen jetzt oder künftig der Staatscasse, der Stadt, den Communen oder Privatanstalten zufliessenden Lasten oder Abgaben irgend einer Art oder Benennung auf ganz gleichem Fusse mit den Bremischen Schiffen behandelt, auch die auf Dänischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren, deren Einfuhr in die Häfen der

So geschehen Dresden, am 22sten September 1835. 1835
(L. S.)
Königlich Sächsische Ministerien der Justiz und der auswärtigen Angelegenheiten.
(gez.) Julius Traugott Jacob von Könneritz.
Heinrich Anton von Zeschau.

La déclaration de la part de la Prusse est datée de Berlin, le 12 Octobre 1835.

19.

Deklaration von der Königlich Dänischen Regierung und der freien Hansestadt Bremen, betreffend die Behandlung der Dänischen und Bremischen Schiffe in den beiderseitigen Häfen. Vom 5ten November 1835.

(Officielle Bekanntmachung).

Nachdem Seine Majestät der König von Dänemark und der Senat der freien Hansestadt Bremen in dem Wunsche übereingekommen sind, durch gegenseitige Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in ihren respectiven Häfen, zur Beförderung des zwischen Dänemark und der freien Hansestadt Bremen bestehenden Handelsverkehrs beizutragen, so erklärt das unterzeichnete Ministerium hiedurch, in Folge allerhöchsten Auftrags, und in Erwiederung der von dem Senate der freien Hansestadt Bremen rücksichtlich der Dänischen Schiffe ausgestellten gleichen Zusicherung:

Dass in den Dänischen Häfen, mit Ausnahme der Dänischen Colonien (Grönland, Island und die Färöer mit darin begriffen) die Bremischen Schiffe bei ihrem Einlaufen wie bei ihrer Abfahrt hinsichtlich aller Zoll-, Hafen-, Tonnen-, Leuchtthurm-, Lootsen- und Bergegelder, und überhaupt hinsichtlich aller anderen jetzt oder künftig der Staatskasse, den Städten, den Communen oder Privat-Anstalten zufliessenden Lasten oder Abgaben irgend einer Art oder Benennung, auf ganz gleichem Fusse mit den Dänischen Schiffen behandelt, auch die auf Bremischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren, deren Einfuhr in die Häfen des König-

1835 freien Hansestadt Bremen in Bremischen Fahrzeugen gesetzlich erlaubt ist oder erlaubt werden wird, keinen höheren oder anderen Abgaben irgend einer Art, als die auf Bremischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren zu erlegen haben, unterworfen werden sollen.

Die Wirksamkeit dieser Gleichstellung soll von dem 1sten Januar 1836 an beginnen und sich bis zum 1sten Januar 1846 erstrecken, und selbst über diese Zeit hinaus, es sei dann, dass später die eine oder andere der contrahirenden Parteien ausdrücklich ihre Absicht erklären möchte, die Wirkung derselben aufhören zu lassen.

In diesem Falle wird auf die von einer der contrahirenden Parteien der anderen gemachte offizielle Anzeige, dass die Gleichstellung aufgehoben werden soll, diese nichts desto weniger bis nach Verlauf von zwölf auf jene Anzeige folgenden Monaten verbindlich bleiben.

Bremen, den 5 Novbr. 1835.

Der Senat der freien Hansestadt Bremen.

Der Präsident des Senats.

(L. S.) (unterzeichnet) Smidt.

20.

Traité entre la Prusse d'une part et les Duchés d'Anhalt-Coethen et d'Anhalt-Dessau de l'autre part, concernant le renouvellement des Traités subsistans entre ces États sur les relations de commerce et de douane et les droits auxquels seront soumis les produits des dits Duchés. En date de Berlin, le 26 Janvier 1836.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. Jahrg. 1836. Nro. 8).

Da die Dauer der zwischen Preussen einerseits und Anhalt-Köthen ingleichen Anhalt-Dessau andererseits,

reichs Dänemark in Dänischen Fahrzeugen gesetzlich 1835
erlaubt ist oder erlaubt werden wird, keinen höheren oder anderen Abgaben irgend einer Art als die auf Dänischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren zu erlegen haben, unterworfen werden sollen, so wie dass die Bremischen Schiffe und deren Ladungen bei der Fahrt durch den Sund oder durch die Belte keine höhere oder andere Abgaben und Gefälle zu entrichten haben werden, als diejenigen, die von den begünstigsten Nationen jetzt oder künftig erlegt werden.

Die Wirksamkeit dieser Gleichstellung soll von dem 1sten Januar 1836 an beginnen und sich bis zum 1sten Januar 1846 erstrecken, und selbst über diese Zeit hinaus, es sei dann, dass später die eine oder andere der contrahirenden Parteien ausdrücklich ihre Absicht erklären möchte, die Wirkung derselben aufhören zu lassen.

In diesem Falle wird auf die von einer der contrahirenden Parteien der anderen gemachte offizielle Anzeige, dass die Gleichstellung aufgehoben werden soll, diese nichts desto weniger bis nach Verlauf von zwölf auf jene Anzeige folgenden Monaten verbindlich bleiben.

Copenhagen den 5. Novbr. 1833.

Königlich Dänisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S. R.) (unterzeichnet) Krabbe-Carlsins.

---

in Betreff der beiderseitigen Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse unterm 17ten Juli 1828. abgeschlossenen Verträge mit dem Ende dieses Jahres abläuft, so haben in der Absicht diese Verträge zu erneuern, dabei aber diejenigen Abänderungen zu vereinbaren, welche die seitdem zwischen Preussen und mehreren deutschen Staaten abgeschlossenen Zollvereinigungen nöthig machen, zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Carl Ludolph Windhorn, Ritter des Königlich-Preus-

1886 sischen Rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich-Bayerischen Krone und des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens;

Seine Hochfürstliche Durchlaucht der Herzog von Anhalt-Köthen:

Höchst-Ihren Minister-Residenten am Königlich-Preussischen Hofe, den Kammerherrn Ludwig August von Rebeur, Ritter des Königlich-Preussischen Rothen Adler-Ordens dritter Klasse, Komthur zweiter Klasse des Herzoglich-Sächsischen Ernestinischen Haus-Ordens;

Seine Hochfürstliche Durchlaucht der Herzog von Anhalt-Dessau:

Höchst-Ihren Kammerrath und Steuer-Direktor, Dr. Friedrich von Basedow,

welche nach vorausgegangener Unterhandlung, über nachstehende Artikel, unter Vorbehalt der Genehmigung, übereingekommen sind.

Art. 1. Die wegen des Beitritts Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten zu Anhalt mit den verschiedenen Theilen der Herzogthümer Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau zu dem Preussischen Zollsysteme abgeschlossenen Verträge, namentlich:

1) der Vertrag vom 17ten Juli 1828. wegen der Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse zwischen Preussen und den Herzoglichen Hauptlanden;

2) der Vertrag vom 17ten Juli 1828. wegen Beitritts Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht des Herzogs von Anhalt-Köthen zum Preussischen indirekten Steuersystem mit der Hohen Grafschaft Warmsdorf;

3) der Vertrag vom $\frac{\text{30sten März}}{\text{5ten April}}$ 1827. wegen desselben Beitritts Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht des Herzogs von Anhalt-Dessau mit dem Amte Sandersleben.

4) der Vertrag vom $\frac{\text{30sten März}}{\text{5ten April}}$ 1827. wegen desselben Beitritts mit dem Herzoglich-Anhalt-Dessauischen Amte Gross-Alsleben,

sollen vom 1sten Januar d. J. ab mit nachstehenden Abänderungen und Zusätzen verlängert werden.

Art. 2. In Betracht, dass die Bestimmungen der

bisherigen Verträge, nach welchen der Antheil Ihrer 1836
Hochfürstlichen Durchlauchten an den Zoll-Einkünften in Verhältniss dieses Einkommens der zu den 7 östlichen Preussischen Provinzen gehörigen Landestheile und nach Maassgabe der Bevölkerung der betreffenden Anhaltschen Lande zu der Bevölkerung der gedachten 7 östlichen Preussischen Provinzen regulirt worden, nach Eintritt der Zollvereinigung mit anderen Deutschen Staaten, in Folge welcher der Zoll-Ertrag dieser Provinzen von dem Zoll-Einkommen des Gesammtvereins nicht mehr geschieden werden kann, als Maassstab jener Antheilberechnung fernerhin nicht mehr anwendbar sind, soll das für die gesammten Herzoglich-Anhalt-Köthischen und Anhalt-Dessauischen Lande den Herzoglichen Kassen in Beziehung auf die Zollgefälle zu gewährende jährliche Einkommen vom 1sten Januar d. J. an nach Maassgabe des Reinertrages, welcher in dem Gebiete des zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten bestehenden Gesammt-Zollvereins aufkommen wird, anweit regulirt werden und der Betrag desselben in gleichen Viertheilen, in den Monaten März, Juni, September und Dezember, nach Abrechnung der darauf bereits in Gemässheit der nachfolgenden Artikel in die Herzoglichen Kassen geflossenen Zollgefälle, zur Verfügung Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten in der bisherigen Weise bereit stehen.

Art. 3. Alle für die Herzoglichen Lande bestimmten fremden zollpflichtigen Waaren können, so weit deren unverzollte Abfertigung von der Grenze aus nach den allgemeinen zollgesetzlichen Vorschriften überhaupt zulässig ist, jedoch mit Ausschluss von Schnittwaaren, auf gewissen näher zu verabredenden Strassen sowohl zur Elbe als zu Lande von den daran belegenen Hauptämtern an der Gränze und in den Packhofsstädten, unter spezieller Begleitschein-Kontrole unverzollt auf das in Rosslau bestehende gemeinschaftliche Herzoglich-Anhalt-Köthensche und Anhalt-Dessausche Steueramt abgefertigt und dort erst alsbald oder nach vorausgegangener Lagerung in amtlichen Niederlagen verzollt werden.

Art. 4. Sobald diese Waaren in dem einen oder dem anderen Falle in den freien Verkehr übergehen sollen, muss davon die in völliger Uebereinstimmung mit dem für Preussen publizirten Tarif gesetzlich bestimmte Abgabe zur herzoglichen Steuerkasse entrichtet werden.

1886 Art. 5. Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten werden in dieser Hinsicht über die unverzollt lagernden Waaren von Seiten Ihrer Behörden Buch und gehörige Aufsicht führen lassen.

Die übrigen Bestimmungen des Artikels 7., welche sich nicht auf diese Aufsicht beziehen, ingleichen die Artikel 4. 5 und 6. des älteren Hauptvertrages vom 17ten Juli 1828. treten ausser Kraft.

Art. 6. Die mit den Fahrposten vom Auslande nach Anhalt gelangenden Waaren aller Art, unterliegen den bisherigen Bestimmungen. Der dafür eingehende dem gemeinschaftlichen Herzoglichen Steueramte zufliessende Zollbetrag wird auf den jährlichen Zollantheil Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten abgerechnet.

Art. 7. Die Bestimmungen des Artikels 10. des älteren Hauptvertrages wegen der alljährlich stattfindenden Abrechnung kommen mit denjenigen Modifikationen ferner in Anwendung, welche aus der Abänderung des Artikels 7. desselben und aus Artikel 2. des gegenwärtigen Vertrages folgen.

Art. 8. Damit die gegenseitige Freiheit des Verkehrs nicht durch eine Ungleichheit der Besteuerung der inneren Erzeugnisse eine störende Ausnahme ferner erleide, ist hierüber Folgendes verabredet worden:

A. Wegen des Branntweins soll die in dem grössten Theile des Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Gebiets bereits bestehende Besteuerung desselben spätestens vom 1ten Juli d. J. an in sämmtlichen Herzoglichen Landen mit der in Preussen auf der Fabrikation dieses Getränkes ruhenden Steuer, sowohl dem Steuersatze als den Erhebungs- und Kontrolformen nach, in völlige Uebereinstimmung gebracht werden. Zu diesem Ende wollen Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten eine, dem entsprechende Verordnung für die Herzoglichen Lande ergehen lassen.

Unter Zusammenrechnung des Ertrages der Branntweinsteuer in der Preussischen Monarchie und in denjenigen Staaten oder Gebietstheilen von Staaten, mit welchen Preussen vertragsmässig in Gemeinschaft des Aufkommens von der Branntweinsteuer steht, mit dem Ertrage derselben Steuer in den Herzoglichen Landen wird alsdann eine Theilung dieses Gesammt-Ertrages zwischen beiden kontrahirenden Theilen nach dem Verhältniss der Bevölkerung der Preussischen Monarchie

und der übrigen vorgedachten Staaten oder Gebietstheile 1836
zu der Anhaltschen Bevölkerung, am Schlusse eines jeden Jahres in der Art stattfinden, dass die danach auf der einen oder andern Seite sich ergebenden Mindererträge durch nachträgliche Vergütung von dem andern Theile ausgeglichen werden.

Was die Beaufsichtigung der Branntweinsteuer in den Herzoglichen Landen betrifft, so treten dabei die Bestimmungen des Art. 11. ein.

B. Wegen des Biers wollen Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten die dermalen in den Städten des Herzoglichen Gebietes schon vor der Fabrikation dieses Getränkes zu entrichtende Abgabe, nicht unter den Betrag der dieserhalb in Preussen bestehenden Steuer herabsetzen, Falls anderswo in den Herzoglichen Landen aber dergleichen auf einen Absatz nach ausserhalb berechnete Anstalten entstehen sollten, die Bierfabrikation derselben mindestens so hoch wie in Preussen besteuern.

C. Wegen der Besteuerung des inländischen Tabacksbaues wollen Seine Hochfürstliche Durchlaucht der Herzog von Anhalt-Dessau die dort schon in Uebereinstimmung mit den Preussischen Steuergesetzen bestehende Verordnung während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages nicht ändern, Seine Hochfürstliche Durchlaucht der Herzog von Anhalt-Köthen aber dieselbe Besteuerung in Höchst-Ihren Landen einführen, wenn innerhalb derselben Taback gebauet werden sollte.

D. Wegen der Steuer von inländischem Wein übernehmen Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten dieselbe oben zu C. ausgesprochene Verpflichtung für den Fall, dass innerhalb der Herzoglichen Lande Weinbau zur Kelterung von Most von Privaten betrieben werden möchte.

E. Bei der Einfuhr von Mehl aller Art, Graupen, Gries, Nudeln und Stärke, desgleichen Fleisch, es sei frisch, gesalzen, oder geräuchert, in Preussische Städte, wo Mahl- und Schlachtsteuer besteht, ist diese Abgabe eben so wie von inländischen gleichartigen Erzeugnissen zu entrichten, und es ist gleichmässig auch bei der Einfuhr Preussischer Erzeugnisse der eben bezeichneten Art oder von gewöhnlichen Viktualien, als Butter, Käse, Eier, Obst und dergleichen in Herzoglich-Anhaltsche Ortschaften zu halten, in welchen die gedachten Gegenstände mit einer Verbrauchssteuer belegt sind, so also,

1836 dass diese Artikel den inländischen vollkommen gleich behandelt werden müssen.

Art. 9. In Rücksicht des Salzes und der Spielkarten bewendet es bei den Bestimmungen des Artikel 13. des älteren Hauptvertrages.

Art. 10. Die Herzoglichen Regierungen gestehen Preussen das Recht zu, dem gemeinschaftlichen Herzoglichen Steueramte zu Rosslau einen Kontroleur beizuordnen, welcher von den Geschäften desselben und der übrigen Steuerstellen in den Herzoglichen Landen sowohl in Beziehung auf die Zollerhebung und Kontrole, als insbesondere auf die Beaufsichtigung der Branntweinfabrikations-Steuer Kenntniss zu nehmen und auf Einhaltung eines gesetzlichen Verfahrens, ingleichen auf die Abstellung etwaniger Mängel einzuwirken, übrigens sich jeder eigenen Verfügung zu enthalten hat.

Ihren Hochfürstlichen Durchlauchten verbleibt die Befugniss, einem Preussischen Haupt-Steueramte ebenfalls einen solchen Beamten beizuordnen, der dieselbe Kontrole und in gleichem Umfange wahrnehmen kann.

Art. 11. Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten die Herzöge von Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau treten für ihre sämmtlichen Lande den Verabredungen bei, welche von Preussen in den mit andern Deutschen Staaten abgeschlossenen und den Herzoglich-Anhaltschen Regierungen mitgetheilten Zollvereinigungs-Verträgen wegen folgender Gegenstände getroffen worden sind:

a) wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Maass- und Gewicht-Systems,

b) wegen Beförderung der Gewerbsamkeit durch Annahme gleichförmiger Grundsätze und der Befugniss der Unterthanen des einen Staats in dem Gebiete des andern Arbeit und Erwerb zu suchen; sodann wegen der von den Unterthanen, welche in dem Gebiete des andern Staats Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben und der freien Zulassung von Fabrikanten und Gewerbtreibenden, welche bloss für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, nach vorheriger Entrichtung der auf die Berechtigung zu diesem Gewerbe ruhenden Abgaben in dem eigenen Lande,

c) wegen der Höhe und Erhebung der Chaussee-, Damm-, 1836
Brücken- und Fährgelder, der Thorsperr- und Pflastergelder, ohne Unterschied ob alle diese Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeine bisher stattfanden,

d) wegen des Besuches der Märkte und Messen.

Art. 12. In Folge der, in dem vorhergehenden und dem Art. 8. getroffenen Vereinbarung, insbesondere aber nach Einführung der im Art. 8. litt. A. vorbehaltenen Besteuerung der Branntweinfabrikation in den Herzoglichen Landen wird nicht nur der im Art. 11. des ältern Hauptvertrages den Unterthanen der Hohen Kontrahenten gegenseitig zugesicherte freie Verkehr auch auf die inneren Erzeugnisse ausgedehnt werden und mit alleiniger Ausnahme des Salzes und der Spielkarten so wie der Fälle, wo nach litt. E. des Art. 8. eine Besteuerung der dort benannten Erzeugnisse eintritt, zwischen den Herzoglich-Anhaltschen und Königlich-Preussischen Landen, nebst den in letzteren eingeschlossenen souverainen Landen und Landestheilen ein völlig freier und unbelasteter Verkehr mit den gegenseitigen Erzeugnissen und Waaren stattfinden, sondern es wird auch sowohl in dieser Beziehung als rücksichtlich des Gewerbsbetriebes eine völlige Gleichstellung der Anhaltschen mit den Preussischen Unterthanen gegenseitig im Verhältniss der Herzoglichen Lande zu allen mit der Preussischen Monarchie durch Zoll-, Steuer- und Handelsverträge verbundenen Staaten eintreten.

Art. 13. Die Allerhöchsten und Höchsten kontrahirenden Souveraine erneuern insbesondere das im Art. 15. des ältern Hauptvertrages enthaltene Versprechen, Sich in den zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und zur Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maassregeln einander gegenseitig freundschaftlich zu unterstützen und wollen die Anwendung der zu diesem Zweck führenden, in dem vorgedachten Artikel vereinbarten Mittel in ihrem ganzen Umfange statt finden lassen.

Art. 14. Die Bestimmungen des Artikel 16. des ältern Haupt-Vertrages wegen Untersuchung und Bestrafung der Zollvergehen etc. finden auch auf Vergehen gegen die Branntweinsteuer-Gesetze Anwendung.

Art. 15. Wegen gegenseitiger Befreiung von dem

1836 traktatenmässigen Elbzolle bewendet es bei dem deshalb besonders abgeschlossenen Vertrage vom 17ten Juli 1828.

Art. 16. Der gegenwärtige Vertrag soll vorläufig bis zum 1sten Januar 1842. gültig seyn, und wenn er nicht spätestens Neun Monate vor dem Ablaufe gekündigt wird, als auf zwölf Jahre und sofort von 12 zu 12 Jahren verlängert angesehen werden. Derselbe soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratifikation vorgelegt und nach Auswechselung der Ratifikations-Urkunden sofort zur Vollziehung gebracht werden.

Dessen zu Urkund ist derselbe von den gegenseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 26sten Januar 1836.

C. L. Windhorn. (L. S.) L. v. Rebeur. (L. S.) Fr. v. Basedow. (L. S.)

Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 27sten Februar d. J., imgleichen von Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Köthen am 18ten Februar d. J., und von Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Dessau am 14ten Februar d. J. ratifizirt, auch sind die Ratifikations-Urkunden am 23sten März d. J. ausgewechselt worden.

21.

Déclaration du gouvernement danois sur l'abolition réciproque du droit de détraction et d'aubaine entre le royaume de Danemarc et le Duché de Schleswig d'une part et la ville libre anséatique de Breme de l'autre part. En date de Copenhague, le 28 Mars 1836.

(Publication officielle).

Nachdem Seine Majestät der König von Dänemark mit dem Senate der freien und Hanse-Stadt Bremen

hin übereingekommen sind, die Aufhebung der Aus- 1836
anderungssteuer und der Nachsteuer, welche zufolge
s 18ten Artikels der Deutschen Bundesacte vom 8ten
nii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundes-
rsammlung vom 23sten Junii 1817 zwischen den Her-
gthümern Holstein und Lauenburg und der freien
nd Hanse-Stadt Bremen bereits festgesetzt worden,
nnmehr auch auf die Königlich Dänischen nicht zum
eutschen Bunde gehörigen Staaten auf der einen und
e freie und Hanse-Stadt Bremen mit ihrem gesamm-
n Gebiet auf der anderen Seite auszudehnen, so wird
edurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dä-
emarkt erkläret, dass:

1. Von keinem Vermögens-Uebergang aus dem
önigreiche Dänemark und dem Herzogthume Schles-
ig in die freie und Hanse-Stadt Bremen und deren
esammtes Gebiet, — dieser Vermögens-Uebergang mag
ch nun durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat,
rautschatz, Schenkung oder auf andere Art ergeben, —
ll irgend ein Abschoss oder Abfahrtsgeld, (jus detrac-
s, census emigrationis) erhoben werden.

2. Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind bei-
erseitig nicht begriffen alle diejenigen Abgaben, welche
ne Rücksicht darauf, ob das Object derselben im
ande bleibt oder nicht, von Einheimischen und Frem-
en gleichmässig zu erlegen sind.

3. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich
wohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Ab-
hrtsgeld, welche in die Königlichen Kassen fliessen
ürden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige
bfahrtsgeld erstrecken, welche sonst Individuen, Com-
ünen oder öffentlichen Stiftungen zufallen möchten.

4. Die Bestimmungen der obenstehenden Artikel
eten von dem 1sten Januarii 1836 an in Kraft, wo-
ei für Erbschaften nicht das Datum des Erbschaftsan-
lls, sondern der Exportation des Vermögens zu be-
icksichtigen seyn wird.

5. Die durch obige Artikel bestimmte Freizügig-
eit hat hinsichtlich der Personen keine Anwendung;
ndern es verbleibt hierunter bei den beiderseitigen
esetzen in ihrer jetzigen oder künftigen Modalität,
elche die Person des Auswandernden und seine per-
önlichen Pflichten namentlich rücksichtlich des Kriegs-
ienstes betreffen.

1836 Dessen zu Urkund ist gegenwärtige Declaration a
allerhöchstgedachter Seiner Majestät des Königs von D
nemark allergnädigsten Befehl unter vorgedrucktem K
niglichen Insiegel ausgestellt worden.

So geschehen zu Copenhagen, den 28sten März 183

(L. S. R.) KRABBE-CARISIUS.

22.

Déclaration ministérielle tenant lieu de Convention de parfaite réciprocité entre le Grand-Duché d'Oldenbourg et le Royaume de Suède pour les droits à payer par les navires de chaque pays dans les ports de l'autre, et d'entière assimilation des deux Pavillons. Datée d'Oldenbourg, le 1 Octobre 1836 et de Stockholm, le 7 Novembre 1836.

(Copie authentique).

Son Altesse Royale, le Grand-Duc d'Oldenbourg d'une part, et Sa Majesté, le Roi de Suède et de Norvège, de l'autre, étant convenus dans l'intérêt des relations commerciales existantes entre Leurs Etats respectifs, d'établir une parfaite réciprocité et une entière assimilation des Pavillons Oldenbourgeois et Suédois sous le rapport des droits de douane, de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage etc., de manière que les navires de l'un des deux Etats seront traités dans les ports de l'autre à l'égal des nationaux;

Le Soussigné Conseiller-privé chargé du Département des Affaires Etrangères de Son Altesse Royale, Monseigneur le Grand-Duc d'Oldenbourg, autorisé à cet effet par son Auguste Souverain, déclare par la présente que les navires Suédois jouiront dorénavant dans les ports du Grand-Duché des mêmes avantages que les nationaux, pour les droits susmentionnés tant à l'importation qu'à l'exportation des marchandises en se confor-

mant toutefois aux stipulations des Ordonnances Grand- 1336
Ducates qui régissent la navigation et le commerce maritime de ce pays.

En foi de quoi le Soussigné a muni de sa signature et du sceau du Cabinet Grand-Ducal la présente déclaration destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, assurant aux bâtimens Oldenbourgeois une parfaite réciprocité dans les ports du Royaume de Suède.

Fait à Oldenbourg, le 1 Octobre 1836.

(L. S.) (signé) DE BERG.

Sa Majesté, le Roi de Suède et de Norvège d'une part, et Son Altesse Royale, le Grand-Duc d'Oldenbourg, de l'autre, étant convenus dans l'intérêt des relations commerciales existant entre Leurs Etats respectifs, d'établir une parfaite réciprocité et une entière assimilation des pavillons Suédois et Oldenbourgeois, sous le rapport des droits de douane, de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage etc., de manière que les navires de l'un des deux Etats seront traités dans les ports de l'autre à l'égal des nationaux; le Soussigné, Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, autorisé à cet effet par Son Auguste Souverain, déclare par la présente, que les navires Oldenbourgeois jouiront dorénavant dans les ports de Suède des mêmes avantages que les nationaux pour les droits susmentionnés, tant à l'importation qu'à l'exportation des marchandises, en se conformant toutefois aux stipulations des Ordonnances Royales touchant les bâtimens étrangers qui importent d'autres produits que ceux du sol ou de l'industrie de leur propre pays.

En foi de quoi le Soussigné a muni de sa signature et du cachet de Son Ministère la présente Déclaration, destinée à être échangée contre une Déclaration semblable de la part du Gouvernement de Son Altesse Royale, le Grand-Duc d'Oldenbourg, assurant aux bâtimens Suédois une parfaite réciprocité dans les ports du Grand-Duché.

Fait à Stockholm, le 7 Novembre 1836.

(L. S.) (signé) G. Comte DE WETTERSTEDT.

23.

Traité de commerce entre la Hollande et la Grande-Bretagne, conclu à la Haye, le 27 Octobre 1837.

(Handelsblad v. 27. November 1837. Cölner Zeitung 1837).

Se. Majestät der König der Niederlande einerseits, und Ihre Maj. die Königin des vereinigten Königreichs Grossbritannien und Irland andererseits, gleich sehr wünschend, ihren mit einander in Handelsverbindungen stehenden Unterthanen alle Bequemlichkeit und Ermuthigung zu verschaffen, und in der Meinung, dass nichts mehr zur Erreichung dieses wünschenswerthen Zieles beitragen werde als eine gegenseitige Abschaffung aller Unterscheidungs- und Vergeltungsabgaben, die von den Schiffen der hohen contrahirenden Parteien oder von den Ladungen jener Schiffe in den europäischen Häfen der beiden Reiche erhoben werden, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt, um dieserhalb eine Uebereinkunft zu schliessen: Se. Majestät der König der Niederlande Herrn J. G. Baron Verstolk van Soelen, Staatsminister der auswärtigen Angelegenheiten etc. etc., und Ihre Maj. die Königin des vereinigten Königreichs Grossbritannien und Irland den Sir E. C. Disbrowe, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. Maj. dem Könige der Niederlande etc. etc.; welche, nachdem sie einander die wechselseitigen, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten mitgetheilt, wegen folgender Artikel übereingekommen sind.

Art. 1. Es soll gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt zwischen den Unterthanen der beiden hohen contrahirenden Parteien stattfinden, und die Unterthanen der beiden Souveraine sollen gegenseitig in den Häfen, Ankerplätzen, Rheden, Städten, Flecken und Orten, wie auch immer genannt, in beiden Reichen, keine andern und höhern Abgaben, Steuern und Lasten, unter welchem Namen auch angedeutet oder begriffen, bezahlen als Diejenigen, die daselbst durch die Unterthanen der am meisten begünstigten Nation entrichtet werden, und die Unterthanen von jeder der

beiden hohen contrahirenden Parteien sollen dieselben 1337
Rechte, Vorrechte, Freiheiten, Begünstigungen, Befreiungen und Privilegien in Betreff des Handels und der Schifffahrt geniessen, welche den Unterthanen der am meisten begünstigten Nation in jedem Königreiche zugestanden sind oder später zugestanden werden möchten. Keine Mauthabgabe oder eine andere Belastung soll auf Güter, die Erzeugnisse eines der Reiche sind, bei der Einfuhr zur See oder zu Lande aus einem Reiche ins andere gelegt werden, höher als die Belastungsabgabe, die auf dergleichen Güter gelegt ist, wenn dieselben das Erzeugniss irgend eines andern Landes sind oder aus solchem eingeführt werden, und Se. Maj. der König der Niederlande und Ihre Maj. die Königin des vereinigten Königreichs Grossbritannien und Irland verbinden und verpflichten sich hiermit, keine Begünstigung, Vorrecht oder Befreiung in Handels- und Schifffahrtsangelegenheiten den Unterthanen irgend eines andern Staates zugestehen zu wollen, die nicht ebenfalls und zu gleicher Zeit auf die Unterthanen der andern hohen contrahirenden Partei soll ausgedehnt werden, damit nicht, falls die Begünstigung zu Gunsten eines andern Staates unentgeldlich ist gegeben worden oder gegen eine Entschädigung oder ein möglichst genaues Aequivalent, auf solche Art die Begünstigung bindungsweise zugestanden werde.

Art. 2. Keine Tonnen-, Hafen-, Baken-, Lootsen-, Quarantainegelder oder andere dergleichen, oder damit gleichlautende Gebühren, von welcher Art oder unter welchem Namen auch immer, sollen in einem der beiden Länder auf die Schiffe des andern in Bezug auf Reisen zwischen den beiden Ländern mit einer Ladung, oder in Bezug auf alle Reisen mit Ballast gelegt werden, die nicht gleichfalls in denselben Fällen auf Nationalschiffe gelegt seyn sollten, und in keinem der beiden Länder soll irgend ein Recht, Steuer, Einschränkung oder Verbot gelegt werden auf Güter, noch irgend eine Rückzahlung von Gebühren, Prämien oder Nachlass entzogen werden bei Gütern, die eingeführt werden aus, oder ausgeführt werden nach dem einen Lande mit den Schiffen des andern Landes, die nicht gleichfalls auf derartige Güter gelegt oder bei denselben entzogen werden soll, wenn dieselben auf diese Art mit Nationalschiffen ein- oder ausgeführt werden.

1837 Art. 3. Um jedes Missversändniss hinsichtlich der Verordnungen zu vermeiden, welche die Bedingungen festsetzen, die ein britisches oder ein niederländisches Schiff bezeichnen, ist man hiermit übereingekommen, dass alle in den Staaten Ihrer britischen Majestät gebaute, alle durch Ihrer Maj. Kriegsschiffe, oder durch mit von den Lordcommissaren der Admiralität ausgestellten Kaperbriefe versehene Unterthanen Ihrer genannten Maj. dem Feinde genommenen Schiffe, die durch einen königlichen, über Priseangelegenheiten urtheilenden Hof rechtmässig als gesetzliche Prise erklärt sind, und alle Schiffe, die durch einen berechtigten Hof wegen Verletzung der Gesetze zur Hinderung des Sklavenhandels verurtheilt sind, als britische Schiffe betrachtet werden, wenn dieselben als Eigenthum besessen oder befahren werden, und gleichlautend mit den britischen Gesetzen eingeschrieben sind; und dass alle Schiffe, die in den Staaten des Königs der Niederlande gebaut sind oder die durch Sr. Maj. Kriegsschiffe oder durch mit Kaperbriefen versehene Unterthanen Sr. genannten Maj. dem Feinde genommen und durch einen der niederländischen, über Priseangelegenheiten urtheilenden Höfe rechtmässig als gesetzliche Prise erklärt sind, und alle Schiffe, die durch einen berechtigten Hof wegen Verletzung der Gesetze zur Hinderung des Sklavenhandels verurtheilt sind, als niederländische Schiffe betrachtet werden, wenn dieselben gänzlich als Eigenthum durch einen Unterthan des Königs der Niederlande besessen werden, und wenn der Befehlshaber, so wie drei Viertel der Mannschaft niederländische Unterthanen sind.

Art. 4. Ferner ist man übereingekommen, dass in allen Fällen, wo in einem der beiden Reiche die zu hebende Abgabe auf einige einzuführende Güter nicht nach einem festen Massstabe festgestellt ist, sondern mit dem Werthe der Güter in Verhältniss steht, diese Abgabe ad valorem in folgender Weise soll bestimmt und festgesetzt werden, nämlich: Der Einführende soll, bei der Anmeldung wegen Bezahlung der Abgaben bei den Zollbureaus eines der beiden Reiche, eine, die Angabe des Werthes der Güter bis zu einem ihm genügend scheinenden Betrage enthaltende Erklärung zeichnen, und falls der dabei interessirte Zollbeamte oder die Zollbeamten der Meinung seyn möchten, dass jene Werthschätzung ungenügend ist, soll er, oder sollen sie be-

rechtigt seyn, die Güter gegen Zahlung des Werthes an 1837
den Einführer gemäss dessen Erklärung an sich zu ziehen, mit Hinzufügung von zehn Procent und unter Zurückgabe der bezahlten Abgabe. Der Betrag dieser Summen muss durch den oder die genannten Beamten bei Uebergabe der Güter an ihn oder sie bezahlt werden und muss diess binnen funfzehn Tagen nach dem ersten Anhalten der Güter geschehen.

Art. 5. Gleichwie alle Waaren, wessen Ursprungs sie auch immer seyen, sey nun die Einführ zum inländischen Verbrauche erlaubt oder nicht, in allen Häfen des vereinigten Königreiches Grossbritannien und Irland, die gesetzlich zu Niederlagen für solche Artikel bestimmt sind, zugelassen und gelagert werden dürfen, die Anmeldungen derselben, sey es zum inländischen Verbrauch oder zur Wiederausfuhr, nach Umständen, mit Wahrnehmung der darauf bezüglichen Bestimmungen, und ohne dass derartige Artikel unterdessen der Bezahlung einer der Rechte, womit dieselben sollten belastet werden, schwebend bleiben, im Falle dieselben bei der Ankunft zum Verbrauche in dem vereinigten Königreiche angegeben wären; auf gleiche Weise vergönnt und bewilligt der König der Niederlande, dass alle Häfen in den Staaten Seiner niederländischen Majestät, die gegenwärtig gesetzlich zu Niederlagen erklärt sind oder als solche später erklärt werden möchten, Freihäfen für den Empfang und das Lagern aller mit britischen Schiffen eingeführten Waaren, und aller Artikel, wie sie immer heissen, Erzeugnisse und Fabrikate der britischen Staaten seyn sollen mit welchen Schiffen sie auch eingeführt werden, es sey zum inländischen Verbrauch oder zur Wiederausfuhr, nach Massgabe der Umstände, und die jetzt empfangenen und gelagerten Artikel sollen, vorbehaltlich der Beobachtung gebräuchlicher Formalitäten, unterdessen einem der Rechte, womit dieselben belastet werden sollten, nicht unterworfen seyn, indem dieselben bei ihrer Ankunft in den Niederlanden zum Verbrauche bezeichnet waren.

Art. 6. Sollten Kriegsschiffe oder Handelsfahrzeuge an den Küsten einer der beiden hohen contrahirenden Parteien Schiffbruch leiden, so sollen solche Schiffe oder Fahrzeuge oder Theile derselben, sowie auch alles zur Ausrüstung und Proviantirung Gehörige, nebst allen Gütern und Handelswaaren, die aus denselben soll-

1837 ten geborgen werden, oder der Ertrag derselben beim Verkaufe getreulich den Eigenthümern zurückgegeben werden, wenn dieselben durch ihren oder durch ihre gehörig ermächtigte Schiffsmäkler reclamirt sind; sollten sich jedoch an dem Orte keine solchen Eigenthümer oder Schiffsmäkler befinden, dann sollen die genannten Güter und Handelswaaren oder deren Ertrag, sowie alle an Bord solcher verunglückten Schiffe oder Fahrzeuge sich vorfindenden Papiere, dem niederländischen oder britischen Consul, in dessen Bezirke der Schiffbruch stattgehabt hat, eingehändigt werden, und sollen der Consul, die Eigenthümer oder Schiffsmäkler allein die zur Erhaltung des Gutes gemachten Unkosten nebst dem Bergelohne, der im Falle des Schiffbruches eines Nationalschiffes zu bezahlen gewesen seyn möchte, bezahlen, und die von dem Wrak geborgenen Güter und Handelswaaren sollen keiner andern Bezahlung von Abgaben unterworfen seyn, es sey denn, dass dieselben zum Verbrauche angemeldet werden.

Art. 7. Der gegenwärtige Vertrag soll für die Zeit von zehn Jahren, vom Tage der Unterzeichnung ab, und ferner bis zum Ablauf von zwölf Monaten in Kraft seyn, nachdem eine der hohen contrahirenden Parteien die andere in Kenntniss von ihrer Absicht gesetzt haben wird, denselben aufzuheben; jede der hohen contrahirenden Mächte behält sich das Recht vor, solche Mittheilung der andern bei Ablauf der genannten Zeitfrist von zehn Jahren zu machen. Und ist man gegenseitig übereingekommen; dass bei Ablauf von zwölf Monaten, nachdem solche Mittheilung durch eine der beiden Parteien von der andern erhalten worden, dieser Vertrag und alle dessen Bestimmungen aufhören und enden sollen.

Art. 8. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt werden und die Ratificationen sollen im Haag binnen einem Monate nach Unterzeichnung dieses oder, wo möglich, früher ausgewechselt werden. — Zur Urkunde dessen haben die gegenseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihr Siegel aufgedrückt. So geschehen im Haag, den 27. Oct. 1837. Verstolk van Soelen. — Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten bescheinigt, dass die Ratificationen des vorstehenden Vertrages am 22. Nov. 1837 im Haag ausgewechselt worden sind.

Verstolk van Soelen.

Déclaration faite par le plénipotentiaire, de Sa Maj. Britannique, lors de l'échange des ratifications du traité conclu le 27 octobre 1837 entre les Pays-Bas et la Grande-Bretagne.

1837

En procédant à l'échange des ratifications du traité de commerce et de navigation conclu et signé à La Haye, le 27 octobre 1837, entre S. Maj. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et Irlande et S. Maj. le roi des Pays-Bas, le soussigné, plénipotentiaire de S. Maj. B., a reçu l'ordre d'expliquer et de déclarer que S. M. a ratifié ledit traité, bien que son préambule renferme les mots „*en Europe*" que le gouvernement de S. M. a trouvés superflus; mais qu'elle considère ces mêmes mots comme n'ayant aucune valeur en tant que s'appliquant aux possessions de S. M., attendu que ces mots semblent établir une distinction entre un royaume en Europe et un royaume hors d'Europe; tandis que par ce mot „*royaume*" employé dans ledit traité, S. M., quant à ce qui concerne ses propres territoires, n'entend parler que du royaume-uni de la Grande-Bretagne et Irlande, que l'on sait bien être situé en Europe, et non d'aucune possession de sa couronne au-delà des mers. La ratification de S. M. dudit traité est échangée sous la déclaration explicite et avec l'explication susmentionnée.

A La Haye, le 22 novembre 1837.

Signé: Ed. Cromwell Disbrowe.

Contre-Déclaration du plénipotentiaire de Sa Maj. le Roi des Pays-Bas.

M. le plénipotentiaire de Sa Maj. Britannique ayant, avant de procéder à l'échange des ratifications du Traité de commerce et de navigation, conclu le 27 Octobre 1837 entre S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, remis au soussigné plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas une déclaration portant que S. M. n'a point eu en vue dans ledit Traité les possessions d'outre mer de sa couronne: le soussigné se trouve chargé par S. M. le Roi des Pays-Bas, de déclarer que sadite Majesté accepte la déclaration sus-mentionnée, et qu'également,

1838 de son côté, elle n'a point entendu comprendre dans le dit Traité les possessions d'outre mer de sa couronne

Quant aux observations faites sur l'emploi des mots „en Europe", le cabinet de la Haye est d'opinion qu'elles trouvent leur solution dans la circonstance que les termes „en Europe" s'appliquent au mot „ports" et non au mot „royaume."

La Haye, le 22 Novembre 1837.

Signé: VERSTOLK DE SOELEN.

24.

Traité conclu à Buffalo, le 15 Janvier 1838 entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et plusieurs tribus d'Indiens dans l'Etat de New-York et amendé le 11 Juin 1838 par le Sénat des Etats-unis.

(Acts and Resolutions passed at the first Session of the 26 Congress of the United States. Append. p. 119).

Treaty with the New-York Indians as amended by the Senate of the United States and assented to by the several Tribes.

Articles of a Treaty made and concluded at Buffalo Creek in the State of New-York, the 15 day of January 1838, by Ransom St. Gillet, a Commissionner on the part of the United States, and the chiefs, headmen and warriors of the several tribes of New-York Indians assembled in council witnesseth:

Whereas the six nations of New-York Indians, not long after the close of the war of the Revolution, became convinced from the rapid increase of the white settlements around, that the time was not far distant when their true interest must lead them to seek a new home among their red brethren in the west; and whereas this object was agitated in a general council of the six nations as early as 1810 and resulted in sending a memorial to the President of the United States, inquiring whether the government of the United States would

consent to their leaving their habitations and their re- 1838
moving into the neighborhood of their western brethren, and if they could procure a home there, by gift or purchase, whether the government would acknowledge their title to the lands so obtained in the same manner it had acknowledged it in those from whom they meight receive it; and further, whether the existing treatics would, in such a case, remain in full force and their annuities be paid as heretofore; and whereas, with the approbation of the President of the United States purchase were made by the New-York, Indians from the Menomonie and Winnebago Indians of certain lands at Green Bay in the Territory of Wisconsin, which after much difficulty and contention with those Indians concerning the extent of that purchase, the whole subject was finally settled by Treaty between the United Staates and the Menomonie Indians, concluded in February 1831, to which the New-York Indians gave their assent on the 17 October 1832; and whereas, by the provisions of that Treaty, 500,000 acres of land are secured to the New-York Indians of the six Nations and the St. Regis tribe, as a future home, on condition that they all remove to the same within three years or such reasonable time as the President would prescribe; and whereas the President is satisfied that various considerations have prevented those still residing in New-York from removing to Green Bay, and among other reasons, that many who where in favor of emigration, preferred to remove at once to the Indian territory, which they were fully persuaded was the only permanent and peaceable home for all the Indians. And they therefore applied to the President to take their Green Bay lands and provide them a new home among their brethren in the Indian territory. And whereas the President being anxious to promote the peace, prosperity and happiness of his red children and being determined to carry out the humane policy of the Government in removing the Indians from the east to the west of the Mississippi, within the Indian territory by bringing them to see and feel by his justice and liberality that it is their true policy, and for their interest to do so without delay.

Therefore taking into consideration the foregoing premises, the following articles of a Treaty are entered

1838 into between the United States of America and the several tribes of the New-York Indians, the names of whose chiefs head-men and warriors are hereto subscribed, and those who may hereafter give their assent to this treaty in writing, within such time as the President shall appoint.

General Provisions.

Art. 1. The several tribes of the New-York Indians, the names of whose chiefs, head-men and warriors and representatives are hereunto annexed, in consideration of the premises above recited, and the convenants hereinafter contained, to be performed on the part of the United States, hereby cede and relinquish to the United States all their right, title and interest to the lands secured to them at Green Bay by the Menomonie treaty of 1831, excepting the following tract, on which a part of the New-York Indians, now reside: beginning at the southwesterly corner of the French grants at Green Bay and running thence southwardly to a point on a line to be run from the Little Cocaclin, parallel to a line of the French grants and six miles from Fox River; from thence on said parallel line northwardly six miles; from thence eastwardly to a point on the northeast line of the Indian lands and being at right angles of the same.

Art. 2. In consideration of the above cession and relinquishment on the part of the tribes of the New-York Indians, and in order to manifest the deep interest of the United States in the future peace and prosperity of the New-York Indians, the United States agree to set apart the following tract of country situated directly west of the State of Missouri, as a permanent home for all the New-York Indians now residing in the State of New-York or in Wisconsin, or elsewhere in the United States, who have no permanent homes, which said country is described as follows, to wit: Beginning from the west line of the State of Missouri at the northeast corner of the Cherokee tract, and running thence north along the west line of the State of Missouri 27 miles to the southerly line of the Miami lands; thence west, so far as shall be necessary, by running a line at right angles, and parallel to the west line aforesaid, to the Osage lands, and thence easterly along the Osage and Cherokee lands to the place of beginning

to include one million 824,000 acres of land, being 1838
320 acres for each soul of said Indians as their numbers are at present computed. To have and to hold the same in fee simple to the said tribes or nations of Indians, by Patent of the President of the United States, issued in conformity with the provisions of the third section of the Act entitled „An Act to provide for an exchange of lands with the Indians residing in any of the States or Territories, and for their removal west of the Mississippi;" approved on the 28th day of May 1830 with full power and authority in the said Indians to divide said lands among the different tribes, nations or lands, in severalty, with the right to sell and convey to and from each other, under such laws and regulations as may be adopted by the respective tribes, acting by themselves or by a general council of the said New-York Indians, acting for all the tribes collectively. It is understood and agreed that the above described country is intended as a future home for the following tribes, to wit: the Senecas, Onondagas, Cayugas, Tuscavoras, Oneidas, St. Regis, Stockbridges, Munsees and Brothertowns, residing in the State of New-York, and the same is to be divided equally among them, according to their respective numbers, as mentioned in a schedule hereunto annexed.

Art. 3. It is further agreed that such of the tribes of the New-York Indians as do not accept and agree to remove to the country set apart for their new homes within five years or such other time as the President may, from time, appoint, shall forfeit all interest in the lands so set apart to the United States.

Art. 4. Perpetual peace and friendship shall exist between the United States and the New-York Indians; and the United States hereby quaranty to protect and defend them in the peaceable possession and enjoyment of their new homes, and hereby secure to them in said country the right to establish their own form of government, appoint their own laws; subject however to the legislation of the congress of the United States, regulating trade and intercourse with the Indians. The lands secured to them by patent under this treaty shall never be included in any State or Territory of this Union. The said Indians shall also be entitled in all respects to the same political and civil rights and privileges,

1838 that are granted and secured by the United States to any of the several tribes of emigrant Indians settled in the Indian Territory.

Art. 5. The Oneidas are to have their lands in the Indian Territory in the tract set apart for the New-York Indians, adjoining the Osage tract and that hereinafter set apart for the Senecas; and the same shall be so laid off as to secure them a sufficient quantity of timber for their use. Those tribes, whose lands are not specially designated in this treaty, are to have such as shall be set apart by the President.

Art. 6. It is further agreed that the United States will pay to those who remove west, at their new homes all such annuities; as shall properly belong to them. The schedules hereunto annexed shall be deemed and taken as part of this treaty.

Art. 7. It is expressly understood and agreed, that this treaty must be approved by the President and ratified and confirmed by the Senate of the United States, before it shall be binding upon the parties to it. It is further expressly understood and agreed that the rejection by the President and Senate of the provisions thereof, applicable to one tribe or distinct branch of a tribe, shall not be construed to invalidate as to others, but as to them it shall be binding and remain in full force and affect.

Art. 8. It is stipulated and agreed that the accounts of the commissioner and expenses incurred by him in holding a council with the New-York Indians and concluding treaties at Green Bay and Duck Creek in Wisconsin and in the State of New-York 1836, and those for the exploring party of the New-York Indians in 1837, and also the expenses of the present treaty, shall be allowed and settled according to former precedents.

Special provisions for the St. Regis.

Art. 9. It is agreed with the American party of the St. Regis Indians, that the United States will pay to the said tribe, on their removal west, or at such time as the President shall appointed, the sum of 5000 dollars or a remuneration for moneys laid out by the said tribe and for services rendered by their chiefs and agents in securing the title to the Green Bay lands, and

in removal to the same, the same to be apportioned 1838
out the several claimants by the chiefs of the said party and a United States Commissioner, as may be deemed by them equitable and just. It is further agreed that the following reservation of land shall be made to the Rev. Eleazer Williams of said tribe, which he claims in his own right and in that of his wife, which he is to hold in fee simple by patent from the President, with full power and authority to sell and dispose of the same, to wit: beginning at a point in the west bank of Fox River, 13 chains above the old milldam at the rapids of the little Kockalin; thence north 52° 30′ west, 250 chains, thence north 37° 30′ east 250 chains to the bank of Fox river; thence up along the bank of Fox river to the place of beginning.

Special Provisions for the Senecas.

Art. 10. It is agreed with the Senecas that they shall have for themselves and their friends, the Cayugas and Onondagas, residing among them, the easterly part of the tract set apart for the New-York Indians, and to extend so far west, as to include one half section (320 acres) of land for each soul of the Senecas, Cayugas and Onandagas, residing among them; and if, on removing west, they find there is not sufficient timber on this tract for their use, then the President shall add thereto timber land sufficient for their accomodation, and they agree to remove from the State of New-York to their new homes within 5 years and to continue to reside there. And whereas at the making of this treaty, Thomas L. Ogden and Joseph Fellows the assignees of the State of Massachusetts, have purchased of the Seneca nation of Indians, in the presence and with the approbation of the United States Commissioner, appointed by the United States to hold said treaty or convention, all the right, title, interest, and claim of the said Seneca nation to certain lands, by a deed of conveyance, a duplicate of which is hereunto annexed; and whereas the consideration money mentioned in said deed, amounting to 200 and 2000 dollars, belongs to the Seneca nation, and the said nation agrees that the said sum of money shall be paid to the United States, and the United States agree to receive the same, to be disposed of as follows: the sum of

1838 100,000 dollars is to be invested by the President of the United States, in safe stocks, for their use, the income of which is to be paid to them at their new homes annually, and the balance, being the sum of 100 and 2000 dollars is to be paid to the owners of the improvements and a distribution and award of said sum of money among the owners of said improvements, to be made by appraisers, hereafter to be appointed by the Seneca nation, in the presence of the United States Commissioner, hereafter to be appointed, to be paid by the United States to the individuals who are entitled to the same, according to said apprisal and award, on their severally relinquishing their respective possessions to the said Ogden and Fellows.

Special Provisions for the Cayugas.

Art. 11. The United States will set apart for the Cayugas, on their removing to their new homes at the west, 2000 dollars, and will invest the same in some safe stocks, the income of which shall be paid them annually at their new homes. The United States further agree to pay to the said nation on their removal west 2000 dollars, to be disposed as the chiefs shall deem just and equitable.

Special Provisions for the Onondagas residing on the Seneca reservations.

Art. 12. The United States agree to set a part for the Onondagas, residing on the Seneca reservations, 2500 dollars, on their removing west, and to invest the same in safe stocks, the income of which shall be paid annually at their new homes. And the United States further agree to pay to the said Onondagas, on their removal to their new homes in the west, 2000 dollars, to be disposed of as the chiefs shall deem equitable and just.

Special Provisions for the Oneidas residing in the State of New-York.

Art. 13. The United States will pay the sum of 4000 dollars, to be paid to Baptista Powlis, and the chiefs of the first Christian party residing at Oneida, and the sum of 2000 Dollars shall be paid to William Day and the chiefs of the Orchand party residing there, for expenses incurred and services rendered in securing

the Green Bay country and the settlement of a portion 1838
thereof, and they hereby agree to remove to their new homes in the Indian Territory, as soon as they can make satisfactory arrangements with the Governor of the State of New-York for the purchase of their lands at Oneida.

Special Provisions for the Tuscaroras.

Art. 14. The Tuscarora nation agree to accept the country set apart for them in the Indian Territory and to remove there within five years and continue to reside there. It is further agreed that the Tuscaroras shall have their lands in the Indian country, at the forks of the Neasha river, which shall be so laid off as to secure a sufficient quantity of timber for the accommodation of the nation: But if on examination they are not satisfied with this location, they are to have their lands at such place as the President of the United States shall designate. The United States will pay to the Tuscarora nation, on their settling at the west, 3000 Dollars, to be disposed of, as the chiefs shall deem equitable and just. Whereas the said nation owns in fee simple, 5000 acres of land, lying in Niagara country, in the State of New-York, which was conveyed to the nation by Henry Dearborn and they wish to sell and convey the same before they remove west: Now therefore, in order to have the same done in a legal and proper way, they hereby convey the same to the United States and to be held in trust for them, and they authorize the President to sell and convey the same, and the money which shall then be received for the said lands, exclusive of the improvements, the President shall invest in save stocks for their benefit, the income from which shall be paid to the nation at their new homes annually; and the money, which shall be received for improvements on said lands shall be paid to the owners of the improvements when the lands are sold. The President shall cause the said lands to be surveyed and the improvements shall be appraised by such persons as the nation shall appoint; and said lands shall also be appraised, and shall not be sold at a less prize as the apprisal, without the consent of James Cusick, William Mount pleasant and William Chew, or the survivor or survi-

1838 vors of them; and the expenses incurred by the United States in relation to this trust are to be deducted from the moneys received before investment.

And whereas, at the making of this Treaty, Thomas L. Ogden and Joseph Fellows, the assignees of the State of Massachusetts, have purchased of the Tuscarora nation of Indians, in the presence and with the approbation of the Commissioner appointed on the part of the United States to hold said treaty or convention, all the right, title and interest and claim of the Tuscarora nation to certain lands by a deed of conveyance, a duplicate of which is hereunto annexed; and whereas the consideration money for said lands has been secured to the said nation to their satisfaction, by Thomas L. Ogden and Joseph Fellows, therefore the United States hereby assent to the said sale and conveyance and sanction the same.

Art. 15. The United States hereby agree that they will appropriate the sum of 400,000 Dollars, to be applied from time to time, under the direction of the President of the United States, in such proportions, as may be most for the interest of the said Indians, parties to this treaty, for the following purposes, to wit: To aid them in removing to their homes, and supporting themselves the first year after their removal; to encourage and assist them in education, and in being taught to cultivate their lands; in erecting mills and other necessary houses; in purchasing domestic animals and forming utensils and acquiring a knowledge of the mechanic arts.

In testimony whereof the Commissioner and the Chiefs, headmen and people, whose names are hereto annexed, being duly authorized, have hereunto set their hands and affixed their respective seals, at the time and place above mentioned.

R. H. Gillet, Commissioner.

Suivent les signatures des Indiens:

Senecas	43
Tuscaroras	19
Oneidas residing in the State New-York, for themselves and their parties	2
Oneidas at Green Bay	4
St. Regis	1

Oneidas residing on the Seneca reservation, 1838
for themselves and in behalf of their nation 3
Principal Onondaga warriors, in behalf of themselves and the Onondaga warriors . . 2
Cayugas, for themselves and in behalf of the nation 4
Principal Cayuga Warriors in behalf of themselves and the Cayuga warriors . . 13

Témoins: *James Stryker*, Sub-Agent, Six Nations, New-York Indians.
Nathaniel T. Strong, United States Interpreter, New-York agency, et 9 autres.

Schedule annex. au Traité précédent.

Census of the New-York Indians as taken in 1837.

Number residing on the Seneca reservations.

Senecas	2309
Onondagas	194
Cayugas	130
Sa	2,633
Onondagas at Onondaga	300
Tuscaroras	273
St. Regis in New-York	350
Oneidas at Green-Bay	600
Oneidas in New-York	620
Stockbridges	217
Munsees	132
Brothertowns	360

The above was made before the execution of the treaty.

R. H. Gillet, Commissioner.

At a Treaty held under the authority of the United States of America, at Buffalo Creek in the county Erie and State of New-York between the chiefs and ad-men of the Seneca nation of Indians, duly assemed in council and representing and acting for the id nation on the one part, and Thomas Ludlow, Og-n of the city of New-York and Joseph Fellows of eneva in the county of Ontario, on the other part, ncerning the purchase of the right and claim of the id Indians in and to the lands within the State of ew-York, remaining in their possession: Ransom H. illet Esquira, a Commissioner appointed by the Presi-

1838 of the United States to attend and hold the said Treaty, and also Josiah Trowbridge Esquira, the Superintendent on behalf of the Commonwealth of Massachusetts, being severally present at the said Treaty, the said chiefs and headmen, on behalf of the Seneca nation, did agree to sell and release to the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows, and they the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows did agree to purchase all the right, title and claim of the said Seneca nation of, in and to the several tracts, pieces or parcels of land mentioned and described in the instrument of writing next here inafter set forth, and at the price or sum therein specified, as the consideration or purchase money for such sale and release; which instrument being read and explained to the said parties and mutually agreed to, was signed and sealed by the said contracting parties, and is in the words following:

This indenture, made this 15 day of January 1838, between the chiefs and head-men of the Seneca nation of Indians, duly assembled in council and acting for and on behalf of the said Seneca nation of Indians, of the first part, and Thomas Ludlow Ogden of the city of New-York, and Joseph Tellows of Geneva in the county of Ontario, on the other part withnesseth: That the said Chiefs and head-men of the Seneca nation of Indians, in consideration of the sum of 2200 Dollars to them in hand paid by the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows, the receipt whereof is hereby acknowoledged, have granted, bargained, sold released and confirmed, and by these presents do grant, bargain, sell, release and confirm unto the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows and to their heirs and assigns, all that certain tract or parcel of land situate, lying and being in the County of Erie and State of New-York, commonly called and known by the name of Buffalo Creek reservation, containing by estimation 49920 acres be the contents thereof more or less. Also all that certain other tract or parcel of land, situate, lying and being in the counties of Erie, Chatauque and Cattaravgus in said State, commonly called and known by the name of Cattaraugus reservation, containing by estimation 21680 acres, be the contents thereof more or less. Also all that certain other tract or parcel of land, situate, lying and being in the said county of

Cattaraugusin said State, commonly called and known 1838
by the name of the Allegany reservation, containing by estimation 30469 acres, be the contents more or less. And also all that certain other tract or parcel of land, situate, lying and being partly in said county of Erie and partly in the county of Genesee in said State, commonly called and known by the name of the Tonawando reservation, and containing by estimation 12800 acres, be the same more or less; as the said several tracts of land have been hereto fore reserved and here held and occupied by the said Seneca nation of Indians or by individuals thereof, together with all and singular the rights, privileges, hereditaments and appertenances to each and every of the said tracts or parcels of land belonging or appertaining; and all the estate, right, title, interest, claim and demand of the said party of the first part and of the said Seneca nation of Indians of, in and to the same and to each and every part and parcel thereof; to have and to hold all and singular the above described and released premises unto the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows, their heirs and assigns, to their proper use and behoof for ever, as joint tenants, and not as tenants in common.

In witness whereof the parties of these presents have hereunto and to three other instruments of the same tenor and date one to remain with the United States, one to remain with the State of Massachusetts, one to remain with the Seneca nation of Indians, and one to remain with the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows, interchangeably set their hands and seals the day and year first above written.

(Suivent les Signatures des Indiens et des témoins).

At the before mentioned Treaty, held in my presence, as Superintendent on the part of the commonwealth of Massachusetts, and this day concluded, the foregoing instrument of writing was agreed to by the contracting parties therein named, and was in my presence executed by them, and being approved by me, I do hereby certify and declare such my approbation thereof.

Witness my hand and seal, at Buffalo Creek, this 15 January 1838.

Josiah Trowbridge (L. S.)

1838 I have attended a Treaty of the Seneca nation of Indians, held at Buffalo Creek in the county of Erie, in the State of New-York, on the 15 January 1838, when the within instrument was duly executed, in my presence, by the chiefs of the Seneca nation, being fairly and properly understood by them. I do therefore certify and approve the same.

R. H. GILLET, Commissioner.

At a Treaty held under and by the authority of the United States of America, at Buffalo Creek in the county of Erie and State of New-York, between the sachems, chiefs and warriors of the Tuscarora nation of Indians, duly assembled in council and representing and acting for the said nation, on the one part, and Thomas Lugdow Ogden of the city of New-York and Joseph Fellows of Geneve in the county of Ontario, on the other part, concerning the purchase of the right and claim of the said nation of Indians in and to the lands within the State of New-York, remaining in their occupation: Ranson H. Gillet Esq., a Commissioner appointed by the President of the United States, to attend and hold the said Treaty, and also Josiah Trowbridge Esq., the Superintendent on behalf of the commonwealth of Massachusetts, being severally present at the said Treaty, the said sachems, chiefs and warriors on behalf of the said Tuscarora nation of Indians, did agree to sell and release to the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows, and they, the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows did agree to purchase all the right, title and claim of the said Tuscarora nation of, in and to the tract, piece or parcel of land mentioned and described in the instrument of writing next hereinafter set forth, and at the price or sum therein specified, as the consideration or purchase money for such sale and release; which instrument being read and explained to the said parties, and mutually agreed to, was signed and sealed by the said contracting parties, and is in the words following:

This indenture made this 15 January 1838 between the sachems, chiefs and warriors of the Tuscarora nation, duly assembled in council, and acting for and in behalf of the said Tuscarora nation of the first part, and Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows of the

second part witnesseth: That the said sachems, chiefs 1838
and warriors of the Tuscarora nation, in consideration of the sum of 9600 Dollars, to them in hand paid by the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows the receipt whereof is hereby acknowledged, have granted, bargained, sold released and confirmed, and by these presents do, grant, bargain, sell, release and confirm to the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows and to their heirs and assigns, all that tract or parcel of land situate, lying and being in the county of Niagara and State of New-York, commonly called and known by the name of the Tuscarora reservation or Seneca grant, containing 1920 acres, be the same more or less, being the lands in their occupancy and not included in the land conveyed to them by Henry Dearborn together with all and singular the rights, privileges, heridaments and appurtenances to the said tract or parcel of land belonging or appertaining, and all the estate, right, title, interest, claim and demand of the said party of the first part, and of the said Tuscarora nation of, in and to the same, and to every part and parcel thereof: To have and to hold all and singular the above described and released premises unto the said Thomas Ludlow Ogden and Joseph Fellows, and their heirs and assigns, to their proper use and behoof for ever, as joint tenants and as not tenants in common.

In witness whereof the parties to these presents have hereunto and to three other instruments of the same tenor and date, one to remain with the United States one to remain with the State of Massachusetts, one to remain with the Tuscarora nation and one to remain with the said Thomas Ludlow Ogden et Joseph Fellows, interchangeably set their hands and seals, the day and year first above written.

(Suivent les Signatures des Indiens et des témoins).

At the abovementioned Treaty, held in my presence, as Superintendent on the part of the commonwealth of Massachusetts, and this day concluded, the fore going instrument was agreed to by the contracting parties therein named, and was in my presence executed by them and being approved by me, I do hereby certify and declare such my approbation thereof.

Witness my hand and seal, at Buffalo Creek, the 15 January 1838. J. Trowbridge (L. S.), Superind.

1838 I have attended a Treaty of the Tuscarora nation of Indians, held at Buffalo Creek in the county of Erie in the State of New-York, on the 15 January 1838 when the within instrument was duly executed in my presence, by the sachems, chiefs and warrios of the said nation, being fairly and properly understood and transacted by all the Indians concerned, and declared to be done to their full satisfaction. I do therefore certify and approve the same.

R. H. Gillet, Commissioner.

Supplemental article to the Treaty concluded at Buffalo on the 15 January 1838 between Ranson H. Gillet, Commissioner on the part of the United States and the chiefs and headmen of the St. Regis Indians, dated St. Regis, 13 February 1838.

The Undersigned chiefs and headmen of the St. Regis Indians, residing in the State of New-York, having heard a copy of the treaty concluded at Buffalo Creek on the 15 January 1838, read by Ramson H. Gillet, the Commissioner who concluded that treaty on the part of the United States, and he having fully and publicly explained the same, and believing the provisions of the said treaty to be very liberal on the part of the United States and calculated to be highly beneficial to the New-York Indians, including St. Regis, who are embraced in its provisions do hereby assent to every part of the said treaty and approve the same. And it is further agreed, that any of the St. Regis Indians who wish to do so, shall be at liberty to remove to the said country at any time hereafter within the time specified in this treaty, but under it the government shall not compel them to remove. The United States will, within one year after the ratification of this treaty pay over to the American party of said Indians 1000 Dollars, part of the sum of 5000 Dollars mentioned in the special provisions for the St. Regis Indians, any thing in the article containing to the contrary notwithstanding.

Done at the council house of St. Regis, this 13 February 1838. Witness our hands and seals.

(L. S.) R. H. Gillet, Commissioner.

(Suivent les signatures des chefs des Indiens de St. Regis et des témoins).

We the undersigned chiefs of the Seneca tribe of 1838
ew-York Indians residing in the State of New-York,
e hereby give our free and voluntary assent to the
oregoing Treaty as amended by the resolution of the
enate of the United States on the 11 June 1838 and
o our contract therewith the same having been sub-
nitted to us by Ransom H. Gillet, a Commissioner on
he part of the United States, and fully and fairly ex-
lained by him to our said tribe, in council assembled.

Dated Buffalo Creek, 28 September 1838.

Suivent les signatures de 31 chefs de cette tribu indienne).

The above signatures were freely and voluntary iven after the treaty and amendments had been fully nd fairly explained in open Council.

R. H. Gillet, Commissioner.

Suivent les Signatures de 10 autres Chefs des Indiens).

H. A. S. Dearborn, Superintendent of Massachusetts.

James Striker, U. S. Agent.

We the undersigned Chiefs of the Oneida tribe of New-York Indians do hereby give our free and voluntary assent to the foregoing treaty as amended by the esolution of the Senate of the United States on the 1 June 1838, the same having been submitted to us y Ransom, H. Gillet, a Commissioner on the part f the United States and fully and fairly explained y him to our said tribe in council assembled. Dated th August 1838, at the Oneida council house.

Executed in the presence of

Timothy Jenkins.

Suivent les Signatures des Indiens: First Christian arty 11 Sign. - Orchard Party 4 Sign. - Second Christian Party 5 sign.)

The above assent was voluntary freely and fairly iven in my presence, after being fully and fairly ex- lained by me.

R. H. Gillet, Commissioner.

Suivent des Déclarations de la même teneur de la part de la tribu indienne des Tuscaroras, du 24 Août 1838; de la tribu indienne des Cayugas, du 30 Août 1838; de la tribu indienne des Onondagas, du 31 Août 1838 et de la tribu indienne de St. Regis, du 9 Octobre 1838).

1838 *Extrait du Décret du Sénat des Etats-unis de l'Amérique, en date de Washington, le 25 Mars 1840.*

That in the opinion of the Senate the Treaty between the United States and the six nations of New-York Indians, together with the amendments proposed by the Senate of the 11 June 1838, have been satisfactorly acceded to and approved of by said tribes, the Seneca tribe included, and that in the opinion of the Senate the President is authorized to proclaim the Treaty as in full force and operation.

(La Proclamation du Président van Buren, portant la ratification de ce Traité, est datée Washington, le 4 Avril 1840).

25.

Correspondance diplomatique entre Lord Palmerston et le Colonel Campbell à Alexandrie, sur Ali Mehemed, Vice-roi d'Egypte. Fevrier-Août 1838.

(Communications with Mehemet Ali, presented to both houses of Parliament by Command of Her Majesty. Lond. 1839.)

No. 1.

Viscount Palmerston to Colonel Campbell.

Sir, Foreign Office, February 6, 1838.

With reference to your despatch of the 27th December, 1837, from which it appears that the Pasha of Egypt is exerting himself to increase his army in Syria, I have to direct you to state to the Pasha, that you are instructed to warn him against the evil consequences which will result to himself, if he recommences an attack upon any part of the Sultan's forces. You will also represent to the Pasha that his extensive conscription, his active military preparations, and his concentration of troops in Syria, are all calculated to excite great distrust as to his intentions with respect to the Porte.

No. 2.

Viscount Palmerston to Colonel Campbell.

(Extract.) Foreign Office, March 16, 1838.

The reports which continue to reach Her Majesty's Government of the extensive military preparations making by Mehemet

Ali in Syria, render it necessary that I should instruct you to 1838
state to that Pasha, that Her Majesty's Government cannot any longer delay asking him for a distinct explanation, as to the intention with which those preparations are made.

No. 3.

Viscount Palmerston to Colonel Campbell.

Sir, Foreign Office, March 29, 1838.

With reference to your despatch of the 7th February, reporting the assurances, given to you by Mehemet Ali, that he had not the most remote view of conquest on any part of the Sultan's territory, beyond the limits of his own Government, I have to instruct you to state to Mehemet Ali, that you have been ordered by your Government seriously to warn him of the consequences to himself, which will follow any attempt on his part to extend his authority, by force of arms, in any direction.

You will point out to the Pasha, that he ought to be sensible that his talents and energies, great as all the world know them to be, will find ample scope for their exertion in establishing a good system of administration in the countries already subject to his rule, and in relieving the people of those countries from the evils of various kinds under which they at present labour.

I have further to instruct you specially to state to the Pasha, that the frightful atrocities committed in Syria by his troops, under the pretext of enforcing the conscription, have produced in all Europe the most unfavourable and painful impression.

No. 4.

Viscount Palmerston to Colonel Campbell.

(Extract.) Foreign Office, June 9, 1838.

I have to acquaint you that reports have reached Her Majesty's Government from various quarters, tending to show that the Pasha of Egypt has it in contemplation to throw off his allegiance to the Sultan, and to declare himself independent. The Pasha may have been led to imagine that Great Britain would view with passive acquiescence such a proceeding on his part; and as it is of the utmost importance that no illusion should exist in the mind of the Pasha, upon a matter so pregnant with serious consequences to himself, you are instructed to lose no time in dispelling any error under which the Pasha may labour, as to the course which Great Britain would take in any conflict which might arise between him and the Sultan upon such a ground.

I shall send you fuller instructions and information on this matter by an early opportunity.

No. 5

Colonel Campbell to Viscount Palmerston. — (Received June 17.)

(Extract.) Alexandria, May 25, 1838.

I have had the honour to report to your Lordship, in several despatches since my arrival in this country, my opinions as to the

1838 intentions of Mehemet Ali, to endeavour by every means to throw off his allegiance to the Porte, and that sooner or later he would declare himself independent; and in my despatches of the 19th and 20th of the present month, I have entered more into detail on this important subject; and the intended realization by Mehemet Ali of his long-mediated plan to declare his independence, has at length been unequivocally communicated by him both to M. Cochelet, the Consul-General of France, and myself.

This forenoon I called on M. Cochelet, who informed me, that he had that morning had a long interview with the Pasha, who had told him in positive and most unequivocal terms, that he was resolved to declare himself independent of the Porte; but that, although his resolution was taken, he would give time to the agents of the Great Powers here, to communicate his resolve to their governments.

M. Cochelet appeared surprised at this step of the Pasha; but I had lately often told him, that I felt positive, that before long, Mehemet Ali would throw off his vassalage of the Sultan, but I thought it probable, that he would wait the entire subjection of the insurgents in Syria.

M. Cochelet admitted, that the language held to both himself and to me, for some time back, by Mehemet Ali, had evinced a strong desire, and even an intention, to free himself from the Porte; but he had not thought that he would attempt to carry it into effect.

About noon I received a message from Boghos Bey, to say, that the Pasha requested to see me about five o'clock in the evening, if not inconvenient to me.

I went to the palace, and after about half an hour's general conversation, chiefly on the subject of a steam carriage, which had arrived for the Pasha from England, and which was then being put up near his windows, he dismissed his attendants, and remained alone with Artin Bey (his interpreter) and myself.

He at once entered upon the subject of his independence, and which seemed to engross all his thoughts and feelings.

He said, that he had requested me to call on him in order to communicate to me his fixed resolve, and from which nothing should divert him, to declare his independence of the Porte. That he was between two swords, his family and the Great Powers; that the interests of his children and family imperiously called upon him to fix their future state; that it was with tears in his eyes, and an oppressed heart, *(les larmes aux yeux, et le coeur serré)* that he had taken his present resolution, from which he would not swerve; but that the interests of his family demanded it; and that he was now an old man of seventy years of age, and as he might soon be carried off by death, he could not any longer delay the settlement of the question; and he then requested me to inform my government, as early as possible, of his communication to me, and of his fixed determination; and that he would wait a reasonable time for a reply, in the full persuasion and hope, that the British Government would take such measures, as would permit an amicable and satisfactory arrangement of this af-

fair, so as to preserve peace, at the same time that his (Mehemet Ali's) independence should be established and recognized.

I replied, that it was a very grave and serious determination, and that he knew the communications which had already been made to him by my government on the subject of Syria; that I should not fail to report the present conversation, but that some time must elapse before I could receive any reply, as I never sent my despatches by any other channel than Her Majesty's steamer, and that the next would not leave this till the 19th of June; that in the meantime, I trusted, that he would not take any step in the affair, or attempt to pass his frontiers, or commit any hostile act of any nature; and also, that he would pay the tribute due. To this he replied in the affirmative, and gave me the strongest assurances that he would neither pass his frontiers, nor commit any act of hostility of any sort; and that he meant very shortly to send to Constantinople all the money due for arrears of tribute; but, he added, do not omit to inform your Government, that I have taken my determination, as I have before said to you.

He told me, that he had made in the morning to M. Cochelet a communication similar to that now made to me; and had told M. Cochelet, that Egypt and the interests of his family were his first and dearest consideration; and that he could not, and would not wait, as M. Cochelet wished him to do; and that he would not give up a single village, of what he possessed, to the Porte.

P.S. May 26. Since closing this despatch, I have learnt that the Pasha has made to Count Medem and M. de Laurin a communication similar to that made to myself and to M. Cochelet.

No. 6.

Viscount Palmerston to Colonel Campbell.

Sir, Foreign Office, July 7, 1838.

Her Majesty's Government have received the communication made through you, of the intention of the Pasha of Egypt to throw off his allegiance to the Sultan, and to declare himself the independent Sovereign of those provinces of the Turkish empire, which he has been appointed by the Sultan to govern.

The British Government have received this announcement with extreme regret, and you are instructed to express to the Pasha the deep concern which this intelligence has occasioned them, but at the same time to state that Her Majesty's Government do not yet abandon the hope, that fuller consideration of the subject, and more mature reflection, both upon the nature of the contemplated step, and upon its inevitable consequences, may lead the Pasha to come to a more just and prudent resolution.

Two motives are represented as impelling the Pasha thus to rebel against his Sovereign, and to attempt to dismember the Turkish empire. The one is a regard for his own fame, the other an anxiety for the future fate of his family. But in the opinion of Her Majesty's Government, both these motives ought, on the contrary, strongly to operate to dissuade the Pasha from adopting the contemplated course.

1838 For, with respect to this own fame, he ought to recollect, that if he has hitherto risen progressively in the esteem of the nations of Europe, it has been in consequence of the pains he has taken to establish the authority of the law among the people whom he has governed, and by reason of his successfull exertions to give the ascendancy to justice, in all the transactions between man and man, so as to secure to every man the possession and enjoyment of what rightfully belongs to him.

But, if now the Pasha should himself set all these principles at naught, and should give to the world, by his own conduct, a signal example of violent injustice, and of wrong deliberately done, instead of leaving behind him a name to be respected by future ages, he will tarnish the reputation he has already acquired and be included in the list of men, who, according to the extent of their means, have, upon a larger or smaller scale, endeavoured to appropriate to themselves by force, things which belonged of right to others.

But equally erroneous would be the expectation, that by such an attempt, he would improve the condition of his family. Far different would be the result; for success in such an enterprize being impossible, he would involve his family in the inevitable ruin which he would bring upon himself, and thus he would destroy those very persons for whose future welfare he feels so strong an interest.

Her Majesty's Government at once, and decidedly, pronounce the successful execution of the attempt to be impossible; and its inevitable consequence to be ruin to the Pasha; because they know that the conflict which must necessarily be brought on by such an attempt, would not be between the Pasha and the Sultan single-handed, but between the Pasha and the Sultan, aided and supported by all the Powers of Europe.

Were the contest, indeed, to lie between the Turkish and Egyptian forces left to themselves, it would not, in the present state of things, be safe for the Pasha to reckon upon obtaining the same success as that which attended his arms in 1832. But it is needless to say, that if the Great Powers of Europe shall determine to assist and uphold the Sultan, the result of the contest must be the overthrow and expulsion of the Pasha.

The British Government, however, speaks only for itself, but feels itself bound, in return for the frank and unreserved communication which it has received from the Pasha, to declare to him, in a manner equally unreserved and explicit, that if he should unfortunately proceed to execute his announced intentions, and if hostilities should, (as they indisputably would,) break out thereupon between the Sultan and the Pasha, the Pasha must expect to find Great Britain taking part with the Sultan, in order to obtain redress for so flagrant a wrong done to the Sultan, and for the purpose of preventing the dismemberment of the Turkish empire; and the Pasha would fatally deceive himself, if he were to suppose that any jealousies among the Powers of Europe, would prevent those Powers from affording to the Sultan, under such circumstances, every assistance which might be necessary for the purpose of upholding, enforcing, and vindicating his just and legitimate rights.

No. 7. 1838

Colonel Campbell to Viscount Palmerston. — (Received August 14).

(Extract.) Alexandria, July 9, 1838.

In obedience to your Lordship's despatch of the 9th June, I called on the Pasha on the 5th instant, to communicate it to Mehemet Ali.

Boghos Bey, who accompanied me to the palace, and the interpreter, Artin Bey, were present.

I had previously read the despatch to Boghos Bey, and I again read it over slowly to Mehemet Ali, and it was translated to him paragraph after paragraph.

The Pasha asked me what I understood by „the course which Great Britain would take in any conflict which might arise between him and the Sultan upon such a ground."

I replied to him, that my opinion was, from the whole context of your Lordship's despatch, that Great Britain would regard as an act of hostility on his part, any attempt to throw off his allegiance to the Sultan, and that it would not, as His Highness might see, view such a proceeding with passive acquiescence.

The Pasha said, that however your Lordship's despatch to me, was not in reply to his communication to me of the 25th May last, and which I had the honour to report to your Lordship in my despatch of that date.

That, in the meantime, he should not commit any aggression, and should await your Lordship's reply to the communication made by him.

The Pasha again repeated, that he hoped that I should shortly receive a reply from your Lordship to my communication of 25th May, and that he trusted that the dispositions of Great Britain would then be more favourable to him.

The activity of the Pasha in continuing to increase his navy, cannot have any other object in view, than to be able to oppose the Porte by sea, as he is quite aware that his means can never make him a Great Maritime Power.

This declaration of Independence may be retarded or set aside for a season, should he think the chances of success against him, but your Lordship may be assured, that Mehemet Ali will never abandon the intention which he has declared; and, that he will seize the first favourable opportunity, which any political events may hold out to him for the realization of his project; and, that he will risk every thing rather than descend to his grave as a vassal of the Porte, and than leave his family without an established succession.

I have learnt on the authority of an influential Turk, that an Ulema of Cairo, in whom much faith is placed as an Astrologer, has predicted that there will be great movements, and that Mehemet Ali will be independent in the year 1254, the present Turkish year.

1838

No. 8.

Colonel Campbell to Viscount Palmerston. — (*Received August* 14.)

(Extract.) Alexandria, July 12, 1838.

Some of the vessels of war of the Pasha having left this Port yesterday morning, I waited on the Pasha in the evening, in order to ascertain more fully the destination of those vessels, and the precise object of the Pasha in sending them to sea.

In reply to my questions on this head, the Pasha said to me, that he had no hesitation in telling me frankly his views and objects.

He said that the vessels of war were to cruize and exercise in the neighbourhood of Alexandria, and that he had sent to Candia to order the vessels of war in the Port of Suda, to join the others off Alexandria.

On my asking him what would be the entire force of the Squadron, he told me, that there would be eight ships of the Line, five heavy Frigates, and some Corvettes and Brigs.

On my mentioning to him my satisfaction at his having withdrawn his vessels from points where they were likely to meet the squadron of the Sultan, he told me that he had left a light vessel off Candia, and another off Rhodes, in order to give him notice of the movements of the Sultan's squadron; — „and," he said, „if the Sultan's squadron shall come in this neighbourhood, I shall embark in my steam-vessel, and go on board of my Admiral's ship; and I promise to you that you shall see all the Sultan's fleet brought into Alexandria, with the exception of such as may be sunk in action."

I told him that I thought that any attack on the Sultan's fleet would be considered as an aggression on his part. He said, certainly it could not be so considered, provided the Sultan's fleet should come off his coast in the way of bravado; and the more so, as he had withdrawn his ships from Candia.

The Pasha then said that he supposed the Consul-General of France and myself would receive instructions from our Governments by the French steamer, expected on the 14th instant; and on my replying that I thought it probable, the Pasha said that M. Cochelet and myself would most probably be directed to use very strong language towards him; but that he would give us in reply his reasons for his conduct, either verbally or in writing, as the case might require; but that the British Government did not appear to understand his position, and how impossible it was for him, after the sacrifices which he had made, and the ameliorations which he had introduced in the country, to go to the grave with the stain on his memory of having left his family without any provision, or any settled state, and exposed to every species of persecution.

I replied to him that I thought he ought to remain contented with the *status quo*, as settled at Kutayah, and trust to the Great Powers for any arrangement for the future; and that Her Majesty's Government had given to him every possible proof of their anxiety for his welfare, so long as he should dedicate the great powers and energies of his mind to the arts of peace, and to the introduction of prosperity and comfort among the people under his Go-

vernment; and I must frankly tell him, that I thought that the best 1838
means to be employed in obtaining the independence which he so much conveted, would have been by governing his country in such a manner, as to show all Europe the superiority of his Government over that of the other parts of the Turkish Empire, and the greater happiness and comfort enjoyed by the people under his rule; and that, above all, in England, such conduct would have been most warmly appreciated by the Government, and by every class of the people.

The Pasha replied to this, that the circumstances of his uncertain position had forced him to keep up a force rather disproportionate to his means, and had consequently obliged him to keep up heavy imposts; but that was in some measure the fault of the Great Powers who had placed him, and kept him in so difficult and unpleasant a position; and for which he did not see any remedy other than the step which he had communicated his intention to take.

No. 9.

Colonel Campbell to Viscount Palmerston.— (*Received August* 9.)

(Extract.) Alexandria, July 17, 1838.

Yesterday evening I called on the Pasha, with whom I found Count Medem, the Consul-General of Russia.

On my entrance the Pasha told me that he was glad to see me, as he had just been talking to Count Medem relative to the answer which he had given the day before to M. Cochelet, and which he would now repeat.

He said that he had told M. Cochelet, that he had been toiling during fifty-two years to arrive at his present name and power. That he had a large family for whose welfare he must think, as also a thousand *(un millier)* of adopted children to whom he acted as father, who were devoted to him, and whose fate was linked with his; that they had nobody else but him to look to in this world, and that he could not quit this life without having settled *(assuré)* their future state; that he could not permit that his name should be cursed after his death, and that it should be said, that Mehemet Ali had laboured for himself alone; that he would await the answer of the other Great Powers; that in the interval he would not exercise any hostility against the Sultan, either by land or sea, unless forced to it by acts of the Porte itself. That if the answer of all the Great Powers were negative, he would reiterate his demand, hoping from their justice, that they would end by granting him his request. Nevertheless, should he find that there were no hopes for him, patience could not be carried beyond certain bounds, and he would declare himself independent.

The Pasha then said, that it was in his power to raise up all Turkey, and that he had only to lift up his hand, and all Roumelia and Anatolia would follow him; he was glad, however, to say that he believed the Capitan Pasha was coming here from Constantinople, and he had reason to believe, that he would be the bearer of some propositions from the Porte, and which he hoped would arrange the whole difficulty.

1838

No. 10.

Colonel Campbell to Viscount Palmerston. — (Received Sept. 11.)

(Extract.) Alexandria, August 11, 1838.

On the receipt of your Lordship's despatch of the 7th July, I lost no time in making myself fully acquainted with its contents.

On the morning of its receipt I waited upon Boghos Bey, to whom I read it in French, and having explained to him the dangers which awaited the Pasha in the event of his declaring his independence, I impressed upon him the propriety of his supporting me in urging on the Pasha the necessity of his abandoning his views of independence, and of conforming to the desires expressed in your Lordship's despatch.

Boghos Bey did not appear to enter into my wishes, nor to hold out the least hopes of a possibility of change in the Pasha's intentions.

On the same evening I waited on the Pasha, whom I found with Artin Bey (his interpreter) alone.

I read to the Pasha your Lordship's despatch of the 7th July, which was translated to him, phrase by phrase, and to which he listened with very great attention.

I then recapitulated to the Vice-Roy the dangers to which he would infallibly be exposed should he persist in his views of independence, and my anxious hope that he would conform to the wishes expressed by your Lordship, which were intended not only to secure the peace of Europe, but also the permanent advantage of Mehemet Ali himself.

The Vice-Roy, after expressing generally to me, that he would not abandon his intention of independence, and repeating to me what he had said to M. Cochelet, as detailed in my despatch of the 7th July, requested me to give him a translation of your Lordship's despatch, in order that he might make himself more fully master of its contents, after which he would give me a positive reply to it.

I sent to him the translation on the following morning (14th instant), and upon the 17th instant, I again waited on the Pasha, who soon entered upon the subject of your Lordship's despatch.

He said, that he would not precipitate any thing, nor commit any act which could be considered by the Porte as hostile or aggressive; and that he would keep religiously within the bounds of his own frontiers; and in regard to his squadron, I myself could see that the whole of it was kept within sight of Alexandria, and entirely beyond a possibility of a collision with that of the Sultan; that he hoped and expected that the Great Powers would take a more equitable and just determination in his favour; but that he never would abandon or forego his intention of independence.

The Vice-Roy then mentioned to me his expectation of the arrival of the Capitan Pasha shortly at Alexandria, as his last news from Constantinople stated, that he might be expected with a mission from the Sultan. He added, that when the Capitan

Pasha should arrive here, he hoped to be able to arrange every 1838
thing amicably with him, without the necessity of co-operation by the Great Powers; and that if the Capitan Pasha came to negotiate, he (Mehemet Ali) would content himself with the succession *(l'hérédité)* in his family.

He then talked of undertaking a voyage to inspect the new gold mines in the Sennaar, and said, that if he returned with plenty of gold, he would not require friends or armies to arrange with the Porte. He said, that he would go in the month of October, and would be absent for some months, during which time affairs might assume a more favourable aspect.

The subject of his gold mines naturally elicited from me a question respecting the tribute, which he told me he considered as a sacred debt to the Sultan, which he would pay; but at present he found some difficulties on account of the exchange. I, however, believe, that he is taking measures to pay it, by way of Trieste, to which place he has sent a quantity of cotton.

The Pasha then began to comment on what he called the intrigues of the Porte against him. He said, that Kourshed Pasha had sent him from the Hedjas a letter written by Ali Pasha, of Bagdad, to stir up the tribes in the Nedjed against Mehemet Ali, and that he would send me, in proof of it, a copy of that letter.

I have since received it, and have now the honour to transmit to your Lordship a copy of it. This letter, however, does not appear to me to say much.

The Pasha added, that he was confident, that the Porte was concerned in the late affair of Syria; that he certainly had not the proofs of it; but that he is more than persuaded, that, but for the underhand proceedings of the Porte, that affair could not have lasted so long as it had; and that the menaces of the Porte on the Syrian frontiers against the Egyptian Government, was a palpable proof of it. He said, „Thank God, the affair of the Druses is terminated, and I hope to get possession of the letters which have been written to the Syrians, in order to show them to you. I have always told you, and I repeat it again, that my desire shall always be to avoid war, whenever my natural defence does not force me to it; but this desire shall not make me abandon my endeavour to ensure, during my life, the future fate of my family, as well as of those persons who are attached to me."

The Pasha concluded by saying, that all those circumstances obliged him to persist in his project, and to implore the justice of the Great Powers for its accomplishment.

Your Lordship will thus perceive, that Mehemet Ali persists in his intention, and which he has repeated to the Consuls-General of the Great Powers here, since my interview with him.

Inclosure in No. 10.

Traduction d'une lettre écrite par Ali Pacha de Bagdad, à Fayssel, fils de Turchi, en date du 1er Décembre, 1837.

Depuis longtems je n'ai pas reçu de vos nouvelles. J'ai su cependant votre destitution, et que Haled-el-Saut est venu vous

1838 attaquer, et qu'il a saccagé les provinces que vous gouverniez. Je fais des voeux pour que le bon Dieu vous donne la victoire sur vos ennemis. Comme je sais que vous êtes attaché à la Sublime Porte par devoir, et que vous faites grand cas de sa protection, je ne cesse en conséquence de former des voeux pour votre bien-être, et demander de vos nouvelles. Je souhaite que vous rendiez un service à la Sublime Porte en défendant contre l'ennemi, le pays soumis à votre jurisdiction. Quoique j'aie une pleine confiance dans vos forces et votre mérite, je désire pourtant que vous me teniez au courant de ce qui se passe chez vous, et que dans le besoin, vous disposiez de notre appui à tems pour l'entière et prompte réussite des affaires. Par ce moyen vous remplirez votre devoir envers la Sublime Porte.

26.

Convention entre le Grand-duché de Hesse, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort sur la construction de chemins de fer pour faciliter la communication entre les villes de Francfort et de Mayence, celle entre Darmstadt et Mayence et celle de Bieberich et Wiesbaden avec Mayence. Signée à Francfort sur le Mein, le 10 *Février* 1838.

(Frankfurter Jahrbücher 1838. Nro. 2. v. 10. Juli).

Die unterzeichneten zur Regulirung derjenigen Eisenbahnen, durch welche die Städte Frankfurt und Mainz, Darmstadt und Mainz, so wie Bieberich und Wiesbaden mit Mainz in Verbindung gesetzt werden sollen, von ihren höchsten und hohen Gouvernements ernannten Kommissarien, nämlich:

Von Seiten des Grossherzogthums Hessen der Grossherzogliche Geheime Staatsrath Dr. Knapp;

Von Seiten des Herzogthums Nassau, der Herzogliche Regierungsrath Vollprecht;

und

Von Seiten der freien Stadt Frankfurt, der jüngere Bürgermeister, Senator Dr. Souchay,

haben nachstehende Bestimmungen verabredet:

Art. 1. Die herzoglich Nassau'scher Seits und von 1838
Seiten der freien Stadt Frankfurt bereits vorläufig concessionirte Taunus-Eisenbahn soll von Frankfurt, an Höchst, Hattersheim und Flörsheim vorbei, zwischen der Anhöhe von Hochheim und den Main in das grossherzoglich Hessische Gebiet, an Kostheim vorüber in das Innere von Kastel, von da weiter nach Wiesbaden geführt werden und eine Seitenbahn nach Bieberich enthalten.

Die Grossherzogl. Hessische Regierung gibt ihre Zustimmung zu dem Bau dieser Eisenbahn innerhalb ihres Gebiets in der Voraussetzung, dass die direkte Verbindung der Taunusbahn mit der von Darmstadt nach Frankfurt zu bauenden Eisenbahn durch eine weitere Eisenbahn, welche in der Gegend von Flörsheim in die erstere einmündet, gestattet wird.

Art. 2. Da sich die Eisenbahn-Comités zu Frankfurt und Wiesbaden mit der Mainzer Eisenbahngesellschaft durch Vertrag d. d. Mainz den 31 Oktober 1837, Wiesbaden den 2 November 1837 und Frankfurt a. M. den 6. November 1837 dahin vereinigt haben, den Bau der im Artikel 1. bezeichneten Taunus-Eisenbahn auf gemeinschaftliche Rechnung zu unternehmen, so werden die höchsten und hohen kontrahirenden Staatsregierungen denselben in Bezug auf den allegirten Vertrag die definitiven Concessionen, mit Gestattung der Anwendung der bestehenden Expropriationsgesetze, für die betreffenden Gebietstheile ertheilen.

Art. 3. In den, nach Art. 2. zu ertheilenden Concessionen sollen den Unterzeichnern der Taunus-Eisenbahn folgende Bedingungen vorgeschrieben werden:

1) Hauptstationsplätze der Bahn müssen angelegt werden zu Frankfurt, Kastel und Wiesbaden.

2) Der Bau der Bahnstrecken zwischen Frankfurt und Höchst, und zwischen Wiesbaden und Kastel ist binnen sechs Monaten nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft zu beginnen und möglichst gleichzeitig zu vollenden. Die ganze Bahn muss um so gewisser binnen vier Jahre, vom Tage der Ratifikation dieser Uebereinkunft an gerechnet, vollendet werden, als man im entgegengesetzten Falle die Concessionen für erloschen erklären wird.

3) Die Bahn darf nicht eher zum Gebrauch des Publikums eröffnet werden, als bis die contrahirenden

1838 höchsten und hohen Staatsregierungen, nach vorgängiger Prüfung der anzuwendenden Maschinen, Wagen und der Construction der Bahn, die Erlaubniss dazu ertheilt haben. Zur Vornahme dieser Prüfung werden die betreffenden Regierungen gemeinschaftlich eine technische Commission bestellen.

Ohne eine solche vorgängige Prüfung darf auch späterhin keine neue Maschine in Gebrauch gesetzt oder eine wesentliche Abänderung in der Construktion der Bahn vorgenommen werden.

4) Die Gesellschaft ist verbunden, die Bahn, die Wagen und Maschinen, die Beiwerke der Bahn und die für den Betrieb der Bahn selbst erforderlichen Anstalten und Einrichtungen stets in vollkommen brauchbaren und ihrem Zwecke entsprechenden Zustande zu erhalten. Um sich hievon zu überzeugen, werden die betreffenden Staatsregierungen von Zeit zu Zeit, oder so oft sich eine besondere Veranlassung dazu gibt, den Zustand der Maschinen, der Wagen, so wie der Bahn selbst untersuchen und die erkannten Mängel auf Kosten der Gesellschaft, wenn sie dieses nicht sogleich selbst bewirkt, verbessern lassen.

5) Die zur Erhaltung und zum Schutze der Bahn erforderliche Anzahl tauglicher Personen muss von der Gesellschaft auf ihre Kosten angestellt werden.

Die Gesellschaft ist überdies verpflichtet, sich denjenigen Anordnungen zu unterwerfen, welche jede der contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen zur Ausübung des Staatsaufsichtsrechts über die Gestion der Gesellschaft, so wie zur Ausübung der Polizei in Bezug auf den Gebrauch und den Schutz der Bahn innerhalb ihres Gebietes vorschreiben wird.

6) Das Reglement des Dienstes, so weit solches die Fahrten betrifft, ebenso die Tarife für Personen- und Waaren-Transporte sollen den contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen zur Genehmigung vorgelegt und die erwähnten Tarife mit Rücksicht auf die Interessen des Handelsverkehrs festgesetzt werden.

Eine Erhöhung dieser Tarife von Seiten der Unternehmer darf nicht ohne Consens der höchsten und hohen Staatsregierungen geschehen.

Die Beförderung der Personen und Transporte muss nach der Reihenfolge, wie die Anmeldungen Statt gefunden haben, erfolgen.

7) Während der Dauer der Concession dürfen ohne 1838
Zustimmung der contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen keine Veränderungen, Destruktionen, wesentliche Direktionsveränderungen einzelner Bahnstrecken, so wie der ganzen Bahn vorgenommen und keine Seitenbahnen angelegt werden.

8) und 9) Rücksichtlich der speciellen Direktion, welche die Taunusbahn innerhalb der verschiedenen Gebiete gegeben werden soll, ist die Genehmigung der betreffenden Staatsregierung einzuholen.

10) Wird der Fiscus eines der contrahirenden Staaten wegen der Anlage oder des Gebrauchs der Eisenbahn oder ihrer Beiwerke in irgend einen civilrechtlichen Anspruch genommen, es sey, von wem es wolle, so ist die Gesellschaft in ihrer Gesammtheit verbunden, denselben vor Gericht zu vertreten, ihn in jeder Beziehung auch hinsichtlich der Kosten, schadlos zu halten, und deshalb auf fiskalisches Verlangen genügende Caution zu leisten.

11) Die Taunusbahn muss in der Gegend von Flörsheim so dirigirt werden, dass die Einmündung der Verbindungsbahn zwischen Darmstadt und Mainz ohne besondere Schwierigkeiten bewerkstelliget werden kann.

Können sich die Unternehmer dieser beiden Bahnen hierüber nicht vereinigen, so müssen sie sich den Bestimmungen unterwerfen, welche die grossherzogl. hessische und herzogl. nassauische Regierungen ihnen gemeinschaftlich vorschreiben werden.

12) Die Unternehmer der Taunusbahn dürfen die stipulirte Einmündung der erwähnten Verbindungsbahn, so wie die Weiterbeförderung der darauf hin und her zu transportirenden Personen und Waaren zu keiner Zeit und unter keinem Vorwande weder verweigern noch aufkündigen, oder sich dieser Verpflichtung auf sonstige Weise entziehen. Sie sind verbunden, solche Anstalten und Einrichtungen zu treffen, dass die Militairbeförderung auf die schnellste Weise bewirkt wird, widrigenfalls sie sich denjenigen Anordnungen unterwerfen und dieselben ausführen müssen, welche ihnen deshalb von der grossherzogl. hessischen Regierung in Gemeinschaft mit der herzogl. nassauischen Regierung werden vorgeschrieben werden.

13) Die Taunuseisenbahn muss mit der in dieselbe bei Flörsheim einmündenden Verbindungsbahn gleiche

1838 Gleise haben auch soll das Betriebsmaterial dieser beiden Bahnen Behufs der wechselseitigen Aushülfe, möglichst gleich seyn.

14) Die Tarifsätze für Personen und Waaren, welche von Darmstadt kommen oder dahin bestimmt sind, und die Taunusbahn passiren, dürfen von der Gesellschaft nicht höher festgesetzt werden, als diejenigen, welche für Güter und Personen, die von Frankfurt nach Mainz oder umgekehrt bestimmt sind, für dieselbe Strecke gelten.

15) Die Dauer der Concession wird auf 99 Jahre festgesetzt. Wird nach Ablauf der Concessionszeit die Concession nicht erneuert oder verlängert, oder sollte die Taunuseisenbahn Gesellschaft während der Dauer der Concession aus finanziellen Gründen den Betrieb der Bahn nicht fortsetzen können, oder sich freiwillig auflösen; so sind die höchsten und hohen contrahirenden Staatsregierungen befugt, entweder

a) das Eigenthum der Bahn mit Grund und Boden und allen Zubehörungen, und namentlich mit den Gebäuden, Beiwerken, Maschinen und den Vorräthen an Betriebsmaterial gegen gleichzeitig zu leistenden baaren Ersatz des Werthes dieser Gegenstände an sich zu ziehen — in welchem Falle die Ausmittelung der Ersatzsumme durch gerichtliche Texation und zwar in der Weise geschieht, dass bei der Schätzung nur auf den Preis zu sehen ist, den jeder Gegenstand, würde er einzeln und nicht als Bestandtheil oder Zugehör einer Eisenbahn verkauft, erreichen könnte; oder

6) zu verfügen, dass die Bahn als solche mit allen oben genannten Zubehörungen zum ferneren Betrieb veräussert werden darf, und die Bedingungen festzusetzen, unter welchen sie diese Erlaubniss zu geben sich bewogen finden. Erklären die Regierungen, von diesen Befugnissen keinen Gebrauch machen zu wollen, so können die im Eigenthum der Gesellschaft befindlichen Gegenstände einzeln, aber nicht als Eisenbahn, für Rechnung der Gesellschaft oder ihrer Creditoren veräussert werden.

Art. 4. Was die Bestätigung der Statuten der Taunuseisenbahn Gesellschaft betrifft, so bleibt weiteres Benehmen darüber unter den contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen vorbehalten, es wird aber jede derselben den betreffenden Eisenbahn-Comité auf-

gegeben, die gedachten Statuten mit den Unterschriften 1838
der Mitglieder der drei Comité's versehn, officiell binnen vier Wochen vorzulegen. Vorläufig wird übrigens festgesetzt, dass eine Abänderung der Statuten überhaupt und namentlich eine Erhöhung des Aktienkapitals, so wie eine Verminderung der statutenmässig bestimmten Procente vom reinen Gewinne zu einem Reserve-Fonds jederzeit nur mit Genehmigung der contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen erfolgen kann.

Art. 5. Die im Art. 3. unter Nro. 11-14. bemerkten Verpflichtungen wird die grossherzogl. hessische Regierung auch derjenigen Gesellschaft auflegen, welche die zum Bau der mehrerwähnten Verbindungsbahn zwischen Mainz und Darmstadt concessioniren wird. Dagegen ertheilt die herzogl. nassauische Regierung die verbindliche Versicherung ihrerseits, der gedachten Gesellschaft zum Bau der nöthigen Brücke über den Main und der Bahnstrecke, die von dieser Brücke in der Richtung nach Kastel, bis zu dem Einmündungspunkte, anzulegen ist, nebst den nöthigen Beiwerken, die landesherrliche Concession, mit Gestattung der Anwendung des Expropriationsgesetzes, geben zu wollen, unter der Voraussetzung, es werde dieser Brückenbau so ausgeführt werden, dass derselbe die gehörige Sicherheit verspricht, die Schifffahrt nicht hindert und dass dabei auf das Austreten des Flusses die gehörige Rücksicht genommen.

Sollte die grossherzogl. hessische Regierung den Unternehmern der oftgedachten Verbindungsbahn gestatten wollen, den Uebergang über den Main, statt mittelst einer Brücke durch eigends dazu eingerichtete Fahrzeuge zu bewirken, so verspricht die herzoglich nassauische Regierung dieser Einrichtung dieselben Vortheile zuzugestehen, welche hinsichtlich der Einmündung der Verbindungsbahn in dieser Uebereinkunft überhaupt stipulirt worden sind.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll von den höchsten und hohen Contrahenten ratificirt werden und die Auswechselung der Ratificationsurkunden binnen 8 Tagen erfolgen.

Frankfurt, am 10ten Februar 1830.

Hier folgen die Unterschriften.

27.

Actes et documens concernant les relations entre la Grande-Bretagne et la Perse. Avril-July 1838.

(Correspondence relating to Persia and Afghanistan, presented to both Houses of Parliament. Lond. 1839. p. 96 sq.)

I.

Note adressée aux Ministres de S. Maj., le Roi de Perse (Shah Mohammed) par l'Envoyé et Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne (Mc Neill). En date du 24 Avril 1838.

The undersigned, Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of Persia, has the honour to inform His Persian Majesty's Ministers, that having endeavoured by the desire of both parties, and in conformity with the terms of the Treaty of Tehran, to mediate between the Persian Government and the Affghan Government of Herat, for the purpose of terminating by an amicable adjustment, and by the conclusion of an equitable Treaty, the differences which unhappily exist between these high Parties; and finding that the only impediment to the success of his mediation is the demand of the Persian Government, that Herat and its dependencies shall be aknowledged to be Persian territory, and that the Sovereign and the people of Herat shall acknowledge themselves to be Persian subjects, it becomes the duty of the Undersigned to state with frankness and perfect sincerity, that the British Government having in times past contracted alliances with the Sovereigns of Affghanistan, by which it recognized their independence, and that of the Affghan nation; finding also that the Government of Affghanistan is mentioned in the Treaty of Tehran in terms which leave no doubt that the Affghan nation, at the time of concluding that Treaty, was regarded by the Persian Government as an independent State; and keeping in mind that the affairs of Herat have, *de facto*, been administered up to this time by a Government exercising an independent jurisdiction over its own subjects; Her Britannic Majesty's Government can neither take part in, nor countenance any attempt to subvert the independence of a State, however small may be the extent of its territory, which, like Herat, has sought an equitable adjustment of its differences with the Persian Government, and has repeatedly offered, through the channel of the Undersigned, to make to His Persian Majesty every reasonable concession, and to satisfy every just demand.

The British Government sees, with extreme regret, that His

Persian Majesty is wasting in enterprises which, even if successful, can neither contribute to the stability of his Throne, nor to the prosperity of his kingdom, resources which every friend of Persia must desire to see employed in maintaining the internal tranquillity, and providing for the security of His Persian Majesty's Empire; and notwithstanding the desire which the British Government has ever felt and substantially evinced to add to the strength and security of Persia, Her Britannic Majesty would not consider herself justified in continuing to afford assistance to Persia if it is to be directed by the Persian Government against its neighbours, and to be employed, not for purposes of defence, for which alone it was intended, but for purposes of aggression or territorial aggrandisement. 1838

The Undersigned has the honour further to state, that the British Government cannot view with indifference the persevering attempt of His Persian Majesty to subdue, to overturn, or to disturb all the existing Governments in the various States or Principalities which intervene between the Persian frontier and the British dominions in India; and that it cannot regard the policy which the Persian Government has lately pursued in these parts, as conducive to the true interests of Persia, consistent with the spirit of her Treaty with England, or calculated to give a character of cordiality or stability to the alliance which has so long, and hitherto so happily, subsisted between the Sovereigns of Great Britain and Persia. His Persian Majesty's Ministers are well aware that the object which Great Britain proposed to herself in her alliance with Persia, and the purpose of the stipulations of the Treaty which established that alliance, were the tranquillity and security of these frontiers, and their protection from the disturbing attempts of other nations; but now the Persian Government itself becomes the cause of producing the very evils which it was the object of the alliance, and the chief purpose of the Treaty to prevent.

The Undersigned is unwilling in this place to touch on a variety of circumstances not unknown to the Persian Government, which have occurred within the last two years, and which assuredly have not tended to give the British Government greater confidence in the feelings or intentions of the Government of Persia; but the Undersigned feels himself called upon especially to mention an official letter from the Persian Deputy-Minister for Foreign Affairs, in which it is distinctly announced, in the name of the Shah, that the Persian Government no longer considers itself bound to fulfil the stipulations of the Treaty with England. The Undersigned was willing to believe, that this statement was made by mistake; but to the letter in which he required an explanation of this remarkable assertion, the Persian Government did not even deign to vouchsafe a reply. Nevertheless, it is still the anxious desire of Her Britannic Majesty's Ministers to see every cause of coldness and alienation between the Governments speedily removed, and to feel themselves again at liberty, without fear of injuring the interests of their own nation, to afford to Persia the full support and the assistance which they are reluctantly compelled in the present position of affairs to withhold.

1838 In conclusion, the Undersigned begs leave to express a hope that His Persian Majesty, consulting the real interests of his own kingdom and those of his alliance with England, may still be induced to conclude an equitable arrangement with the Government of Herat, and to abstain from causing further disorder on these frontiers; thus putting an end to hostilities, and preventing the effusion of much innocent blood, from which Persia can ultimately derive no advantage. He hopes that His Persian Majesty will prefer the ascertained advantages of a cordial alliance with Great Britain, to the very questionable and temporary gratification which His Persian Mejesty may hope to derive from prosecuting an enterprise, in which success could now bring him no accession of renown, but in which, if he presses it further, a failure, which is the more probable result, cannot but tarnish the reputation of his arms, and may not improbably lead to other evils of greater magnitude.

The Undersigned, at all times desirous not only to preserve entire, but to draw more close the bonds of friendship and unity between the British and Persian nations, which he has spent the greater part of his life in endeavours to strengthen and improve, trusts that the reply of the Persian Ministers to this communication will be such as to give him confidence in the cordiality and stability of the friendship which has hitherto united the two nations, and will relieve him from the anxiety he feels lest his zealous labours for twenty years in the service of this State should prove to have been of no avail.

The Undersigned, with sentiments of the highest consideration for His Persian Majesty's Ministers, has the honour to be, etc.

Camp before Herat, April 24, 1838.

(Signed) JOHN MC NEILL.

II.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc. Neill.

The Ministers of the Persian Government in answer to the Letter of His Excellency Mr. Mc Neill, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary from the Government of Great Britain and India, beg leave to state, that in respect to the question with the Afghans of Herat, the Persian Government was not willing that His Excellency should take the trouble of coming to, or remaining in the royal camp, or of discussing these matters either verbally or by written official communications: according to the existing Treaty it is necessary that the Ministers of the Persian Government should furnish His Excellency with an official document to enable him to mediate in these matters; but nothing of this kind has been done.

His Excellency himself proposed to visit the fortress in order to ascertain the views and desires of the Affghans, and to hear what they had to say for themselves, who had inflicted so much injury of all kinds on the Persian Government, carrying off its subjects into slavery, plundering its property, removing its wande-

ring tribes; and who had never ceased to do all in their power 1838
to ruin Khorassan. The Persian Government, after the urgent requests of His Excellency, consented to his making these inquiries in consideration of the friendship between the States. After His Excellency's return from the fortress, it became apparent that this permission had become the means of increasing the strength of the Affghans. Formerly they had consented to give indemnity for injuries, which they now refused.

With regard to what His Excellency has written respecting Prince Kamran acknowledging Herat to be a dependence of Persia, it is indeed evident and apparent to the whole world that Herat is one of the cities of Khorassan, and is represented as such in the maps of all countries, and this fact is stated without concealment in the histories of all States.

Amongst the evidences of this are their own papers which were brought to Tehran by Futteh Mahommed Khan; and the authority of Prince Kamran is derived from a Firman of His late Majesty Futteh Ali Shah. The Affghans themselves do not deny that Prince Kamran came to the presence of His late Majesty Futteh Ali Shah, at Tehran, and after making submission, received by Firman the Government of Herat. If the friendship of the British Government with the Affghans be made the means of separating this country from Persia, so, as the British Government, in consequence of the friendship between the States, has intercourse with all parts of Persia, ought all those parts in like manner to be separated from Persia?

Although it is stipulated in the existing Treaty that the British Government shall not, in the event of a war, concern itself with the Affghans, nevertheless the Persian Government, in consideration of the friendship between the States, remained silent, and did not forbid communication.

Hitherto the Affghans have never regarded themselves as an independent State, having repeatedly made submission, and given Peesh-kush.

In like manner, in the year of the decease of the late heir apparent, when His present Majesty succeeded as heir to the throne, he came to these parts, and at that time never did they (the Affghans of Herat) assert such pretensions, nor did other Governments put forward such statements as these.

The Persian Government has never requested the British Government to become a party in obtaining the restitution of prisoners (slaves) or tribes, or in relieving these countries from the disturbances of this people, although it (the Persian Government) is always desirous in time of need, when any one without just cause should attack the Persian Territory, that the British Government, in consideration of the friendship between the States, should to the utmost of its ability prevent the aggression, and render assistance to the Persian Government.

The British Government, in its exceeding kindness and anxiety on our account, have not deemed it advisable that the resources of the Persian Government should be expended on trifling occasions. This is supposing that the territory of Persia be secure from plunder and rapine, slavery, massacre, and destruction, that

1838 then the Government should occupy itself in the improvement of other places.

At the present moment, when one hundred thousand Persian subjects are in the slave markets of Toorkistan, and countries have been utterly destroyed, delay in punishing the offenders would be to sacrifice the existing resources of the country, and to diminish its resources for the future.

How can the British Government, notwithstanding the present friendship and alliance between the States, consent to this disturbance and ruin in the Persian territory, that there should be not repose in the country, which is conquered, and trodden down, and oppressed on all sides?

If it (the British Government) is satisfied with this state of things, it is evident that it has some other object. It will then be necessary for the Persian Government to consider by what means it can remedy the evil, and after it has dispatched a judicious and intelligent Envoy, and having heard such statements from the Ministers of the British Government, to take some other means for its own protection and security. The Persian Government has no other object in view at present, than the tranquillity of its frontiers, and the prevention of plunder and slavery. In the same manner as it did last year with the Turcomans of the Goorgaun and the Attruck, so this year it must carry into effect its determination of preventing the disturbances of the Affghans of Herat, and the Turcomans of Merve and the adjacent parts.

If the execution of these designs should be regarded by foreign States as contrary to the true interests of Persia, and a cause of offence to themselves, to what can this be attributed?

If in consequence of these trifling matters, with which other Governments are undoubtedly acquainted, the British Government should feel a want of confidence and security, and should attribute them to other intentions, it will be apparent that the British Government does not desire the stability of this Government, and it (the British Government) will become the cause of bad feeling between the Governments. Let it not be supposed that the Persian Government will let this matter remain unknown, or fail to communicate it to other Governments. With regard to certain writings, although the writer failed to express himself accurately, and to convey his meaning distinctly, yet as the words he used contained nothing that could evince unfriendly feeling on our part, it should not be attributed to any unfriendly motive. The true meaning was, that the Ministers of the British Government, without the sanction of their Government, with a view to their own interests, will not carry into effect certain stipulations of the existing Treaty; but whenever it is to their interest, they say that they are ordered to carry them into effect, and without any bond or obligation from this Government. But on the part of the Ministers of the Persian Government, thanks be to God, no word or letter of the existing Treaty has been perverted or violated; and henceforth, so long as this Government shall exist, nothing shall be done contrary to existing Treaties with any Government; indeed it is evident that to act in violation of a Treaty is unworthy of the dignity of mighty sovereigns.

If certain Ministers and Envoys, for their own purposes, should 1838
isrepresent things to their own Governments, no doubt the mis-
derstanding will be easily removed, and no signs of coolness
r decrease of friendship will at any time, or in any way be dis-
ayed.

With regard to the request which His Excellency has made
the Ministers of the Persian Government, that just and equi-
ble terms may be accorded to the people of Herat, and that
us hostilities may be terminated, and the shedding of innocent
ood prevented, the plain answer is this, that in perfect friend-
ip between the States, and His Excellency, a wise and learned
rson, being on the spot, if the object be to put an end to the
ar, it is necessary that the Ministers of the Persian Govern-
ent should acquire a feeling of perfect security with respect to
ese parts, and then return; and that is conditional upon the re-
itution of prisoners; the restoration to their own land of the
ndering Tribes that have been removed from (Persian) Khoras-
n; the giving security to the Persian Government, either by
stages or trustworthy guarantee, that whether in prosperity or
lversity, in tranquillity or trouble, the Affghans shall take no
ep that may cause uneasiness to our minds, and that they shall
t be rebellious subjects: otherwise so long as it may be in the
wer of the Persian Government, it will not cease its endeavours
obtain this security.

And on this account no diminution or loss of friendship shall
any way be caused. Indeed after these hostilities have been
t a stop to, they (the British Ministers) will have reason to
e assured, that in consideration of the extreme friendship be-
reen the States, they ought to have afforded us ample assistance
d support in the prosecution of this enterprise; now that they
ve withheld it, they are themselves the best judges.

His Excellency need feel no anxiety or uneasiness on this ac-
unt. Let him consider the stipulations of the existing Treaty
ore binding than in former times, and let him feel assured that
ery day of the twenty years during which His Excellency has
ithfully served the two States, will in the eye of affection ap-
ar as one or even two hundred years, and will all be accepta-
le and agreeable to the exalted States.

(Sealed by) MEERZA ALI.

Month of Suffer, A.H., 1254. corresponding with April 27. 1838.

III.

Letter addressed by His Excellency Mr. Mc Neill to the Ministers of the Persian Government.

I have had the honour to receive the answer of the Ministers of the Persian Government to my letter, and have thoroughly understood its contents.

My object in writing that letter was to afford information to the Ministers of the Persian Government, in consequence of my instructions to that effect; and now that my communication has been answered in this manner, I shall of course forward the an-

1838 swer to the Ministers of my own Government, that they may give their especial consideration to its meaning.

But as there are certain things in the answer which call for reply, I proceed to state, First, the Ministers of the Persian Government have declared that they had not in any way consented to my coming to or remaining in the royal camp. If is for the Ministers of the British Government, to decide whether this statement indicates extreme friendship of the part of the Persian Government or unfriendly feeling towards the British Government. If the Ministers of the Persian Government had not some object in view, and did not wish to change their conduct towards the British Government, why should they prohibit Persian subjects, contrary to former usage, from visiting its Minister? This prohibition proves that the Ministers of the Persian Government have in view some object, regarding which they do not deem it advisable to have information conveyed to the agents of the British Government. There can be no other construction put upon it; but there have been so many similar signs and evidences given of the friendship of this Government towards the British Government, that these now amount to demonstration.

Secondly; With regard to my not having permission to mediate, which has been stated, the truth is this; that although I have no written paper from the Ministers of the Persian Government to this effect to produce as my authority, yet if the Ministers of the Persian Government place the same reliance on their own words that I did, the powers instrusted to me by the Persian Government exceeded those of a mediator.

It is also stated that my visit to the fortress was the cause of strengthening the Affghans. I had two objects to carry into effect, one was to induce Shah Kamran to relinquish the title of Shah, and to content himself with that of Shahzadeh (Priace); the other was to persuade Yar Mahommed Khan to come to the presence of His Majesty. Neither of these was without difficulty; but both were amongst the principal requirements of the Persian Government.

If to evince a desire to carry these into effect, and to induce the Affghans to accede to these two demands, could be the means or cause of strengthening the Affghans of Herat, then the statement of the Ministers of the Persian Government is true.

Thirdly; It is stated that in histories and maps, Herat is described and laid down as belonging to the territory of Persia. The statement is correct; but Georgia, Shukee, Shumakhee, Erivân, Karabaugh, and even Mosul, and Baghdad, have been also numbered amongst the hereditary dominions of Persia; but these places are now in the possession of others, and no longer belong to the Persian Government.

This fact is certain, that from the period of the accession of the dynasty of Kujurs to the throne of Persia, up to the present time, the Affghans have been independent.

Suppose that in consequence of the kingdom of the descendants of Ameer Timoor having come into the possession of the Monarch of Great Britain and India, the British Government were to take possession of the whole of the territories which had been

subject to Ameer Timoor, would they be justified in doing so, 1838
or not?

Fourthly; With regard to what is stated respecting the writings which were brought to Tehran by Futteh Mahommed Khan, the Envoy from Herat: if the Ministers of the Persian Government believed these writings to be true and authentic, it is evident there would have been no necessity for this advance and movement of troops; but after the Ministers of the Persian Government themselves did not believe these writings to be true or worthy of credit, and in consequence of their disbelief in, and discredit of, these writings, they marched an army in this direction, what possible reliance or confidence can be placed in these writings that they should be produced as evidence or testimony? However the contents of the Treaty concluded between the two Governments afford a clear demonstration that the Ministers of the Persian Government acknowledged the independence of the Affghans.

Fifthly; It is stated with regard to the Envoys of the British Government that they do certain things for their own ends and purposes. Should it be known, or become known to the Ministers of the British Government that their Envoys or Agents in Persia, or elsewhere, have acted contrary to established rule, or, without the consent of their own Government, have attempted to arrange any affair, such conduct will be investigated and disapproved of; but the investigation of such matters is with their own Government.

Sixthly; With regard to the statement regarding an arrangement with the Affghans of Herat; if the wish and desire of the Ministers of the Persian Government be really the tranquillity of the people, and the peace of the country subject to Persia, and the restitution of prisoners as far as may be practicable, and the possession of security against the disturbances of the Affghans on the frontiers of Persia, and the assistance and endeavours of that people to prevent others from disturbing or injuring the hereditary dominions of Persia, these objects would be gained and this tranquillity secured by the very Treaty the draft of which I laid before His Majesty a few days ago, and the conclusion of which I was desirous to mediate.

The only apparent obstacle to the arrangement of these matters are certain unreasonable propositions, impossible to be caried into effect, which have been made by the Ministers of the Persian Government to the Affghans.

It appears probable that every delay and procrastination that occurs in settling this affair will render the ultimate arrangement of it more difficult and troublesome, and may be the cause of still farther loss to the Persian Government.

In conclusion; if the wish and desire of the Ministers of the Persian Government be to obtain security from the Affghans, and to put an end to disturbance and aggression on their part in the hereditary dominions of Persia, the matter can be arranged with facility; but if the Persian Government has other objects, that is a separate affair.

Written on the 7th of the month, Suffer-ool Muzuffer, A. H. 1254. Corresponding with May 1, 1838.

1838

IV.

Rapport de Mr. Mc Neill au Vicomte de Palmerston (Arrivé à Londres le 11 Août 1838.)

(Extract.) Camp, before Herat, May 17, 1838.

I requested an audience of the Shah, and yesterday afternoon I had a long conversation with His Majesty, too long to be given in detail. I presented to him a memorandum, stating the demands I made on the part of my Government, a translation of which I inclose. This, as I expected, led him to comment on the state of affairs, and especially on the question of Herat, which he persisted in regarding as the only real question at issue: the others, he said, arose out of it. I expressed my extreme anxiety lest the friendship between the Governments should be interrupted, and my conviction, that if he persevered in the course he had lately been pursuing, it must terminate in a rupture with England: that I had come out to Persia, in my present situation, rejoicing in the hope that I should have it in my power to strengthen Persia, and to contribute to the preservation of her independence; and that such having been my own wish, and the intention of the British Government, it was most painful to me, personally, to see His Majesty permit himself to be urged on from one step of an unfriendly character to another, till now I could not venture to say, or pretend to feel, that with any exertion I could make to preserve this ancient friendship, there was not imminent danger of its being lost for ever. The Shah complained of our opposing him in Affghanistan, whereas in the days of his grandfather we had taken no interest in Herat. I told him that in the days of his grandfather we felt confident in the feelings and views of the Persian Government, and considered its strength or weakness as our own: but that now it was different, and that I hoped he would not so act as to force us to regard his weakness as our strength. I urged him for his own sake to conclude an equitable arrangement with Herat, telling him his doing so would be acceptable to the British Government, and the first step towards the restoration of confidence. He said if they would acknowledge themselves Persian subjects, he would conclude the agreement on the terms I had proposed. I replied that the Heratees would not consent to this; that I could take no part in urging them to surrender their independence, which they had so gallantly defended, and that such acknowledgment would, I feared, cause embarrassment even to the Shah, for that as soon as Herat was acknowledged to be Persian territory, all the rights and privileges which Foreign Powers had acquired by Treaty in those territories, would extend to Herat; and that this would involve him in fresh discussions. At length he admitted that he would be unable to keep Herat, if he took it, and that it was his intention to give it, when taken, to Kohundil Khan, the Chief of Kandahar, with whom he had concluded an agreement to that effect under the guarantee of Russia. I expressed without reserve the mortification which this announcement caused me, and the apprehensions I felt that he had already placed himself in a position in respect to the British Go-

vernment, from which it would be very difficult to extricate him. 1838
The conversation terminated in his agreeing to abandon his claim to the sovereignty of Herat, and accept the Treaty which I had proposed, if he could be furnished with any reason which would enable him to withdraw with honour. I told him that no reason could be better than the fear of losing the friendship of England. He said if he was at liberty to announce that we would attack him, if he did not retire, no one could find fault with him. I said he was at liberty, of course, to say to his own subjects whatever he might think proper; but that it appeared to me the fear of losing the friendship of England, was a reason for abandoning the enterprise which every one must admit to be valid. To this he assented, and promised to conclude the agreement with Herat, assigning that reason for his doing so.

The question of most immediate urgency, however, appears to me to be the Treaty with Kandahar, by which Russia acquires a right to interfere directly in the affairs of that country, and to force Persia to defend it against us or any one else who may attack it. But Persia cannot defend it; and I am of opinion that the Indian Government must feel the necessity of putting an end to this Treaty on any terms.

If the Shah is forced to retreat without having taken Herat, or if he concludes the Treaty as he has promised, I do not apprehend that there will be any great difficulty in recovering our proper position in Affghanistan; but if Herat falls, and becomes united, as it then must, with Kandahar, in one Principality, nominally subject to Persia, but actually under the protection of Russia, I confess I can see no prospect of tranquillity for India, and no way but one of dealing with such a Gordian knot. I would, therefore, if I could venture to do so, save Herat, which would be saving all Affghanistan.

V.

Memorandum of the Demands of the British Government presented to the Shah.

1st. That the Persian Government shall conclude an equitable arrangement with the Government of Herat, and shall cease to weaken and disturb these countries.

2d. That the Persian Government, according to the stipulations of the general Treaty, shall conclude a commercial Treaty with Great Britain, and that it shall place the commercial agents of Great Britain on the same footing with respect to privileges, etc. as the Consuls of other Powers.

3d. That the persons who seized and ill-treated Ali Mahommed Beg, a messenger of the British mission, shall be punished; and that a Firman shall be issued, such as may prevent the recurrence of so flagrant a violation of the laws and customs of nations.

4th. That the Persian Government shall publicly abandon the pretension it has advanced, to a right to seize and punish the Persian servants of the British mission, without reference to the British Minister.

1838 5th. That the Governor of Bushire, who threatened the fety of the British resident there, shall be removed; that other persons concerned in that transaction shall be punished; that measures shall be taken to prevent the recurrence of proceedings.

VI.

Letter addressed to His Majesty the Shah by Excellency Mr. Mc Neill.

May it please your Majesty,

Two days ago I had the honour to present to your Maj a memorandum of certain demands on the part of the British vernment, which have doubtless received your Majesty's ser consideration. I trust that your Majesty has come to the res tion to comply with demands so just on the part of a Gov ment which has never ceased to evince the most lively intere the security of the Persian throne and the prosperity of the Per nation.

A series of events which have occurred within the last years, and the general course of policy lately pursued by Persian Government have destroyed, I hope only for a time, confidence which the British Government had, up to that per reposed in the sentiments, views, and intentions of Persia.

The march of Persian troops against Herat, after its Gov ment had offered, through me, a Treaty which secured to Pe every advantage she had a right to demand, and perhaps more, was an act of aggression on a weaker neighbour; and perseverance of the Persian Government in this course after repeated remonstrances which I had the honour to present on part of the British Government, evinced a disposition to in the interests of the British Government, and to frustrate the pose of its Treaty of Alliance with Persia; for it was obv that the expedition promised to Persia, even if Herat should taken, no avowed advantage beyond what would have been secu to her by the proposed Treaty.

In the general Treaty between England and Persia, it is nounced that a Treaty of Commerce will hereafter be conclud but the Persian Ministers, on various pretexts and after repea promises to conclude it on equitable terms, have hitherto eva the conclusion of this Treaty, and, in the course of the nego tions on the subject, have even made propositions of an offen description.

A messenger of the British Government, bearing official c munications from a foreign Government to the British Ministe Tehran, while peaceably prosecuting his journey, has been sei and publicly treated with gross insolence and violence by the vants of the Persian Government. Yet every demand for redr or satisfaction for this public insult and flagrant violation of law of nations has been disregarded by the Persian Governm

A pretension has been advanced by the Persian Governm to a right to seize and punish or put to death, without refere

to the British Minister, the Persian servants who may be employed by him; and hitherto, notwithstanding the remonstrances which have been addressed to the Persian Ministers, no reply has been given; and this pretension, which is at variance with the laws and usages of all nations, has not been renounced. 1838.

A letter, threatening violence, has been addressed by the Governor of Bushire to the British resident there, and that too in reference to circumstances in which the Governor had no right to interfere. Yet no answer has hitherto been returned to the demand for redress which I considered it my duty to transmit to the Persian Ministers several months ago.

I earnestly hope that, by an early compliance with these just demands, your Majesty will restore to its ancient cordiality and intimacy the alliance between the two States, and thus furnish the British Government with an opportunity, of which it would gladly avail itself, to afford to Persia the support and assistance which it so long continued to offer, and which the course lately pursued by the Persian Government has compelled it for some time to withhold. But my duty to your Majesty, as well as to my own Government, makes it imperative on me to warn your Majesty, that, in the event of a refusal to comply with these demands, the British Government can pursue no other course than, by employing the ample means at its command, to oblige the Persian Government to render it justice, and to abstain from further injuring its interests and frustrating the objects of the alliance between the two States. But I feel the greatest confidence that your Majesty's wisdom, sense of justice, and regard for the welfare of your Majesty's loyal subjects, will induce your Majesty rather to preserve the ancient and beneficial alliance with Great Britain; and that, by concluding a Treaty with the Government of Herat and withdrawing the Persian forces from this territory, as well as by speedily satisfying the other just demands of the British Government, your Majesty will relieve it from the necessity of having recourse to measures which it would resort to with extreme reluctance.

(Sealed) JOHN MC. NEILL.

May 18, 1838. 25th Suffer, A. H., 1254.

VII.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

A. C.

Remarques de Mr. Mc Neill.

I am commanded by the Shah to return the following answer to the letter Your Excellency addressed to His Majesty.

This is an allusion to the dismissal of General Gardanne's mission.

In the year 1222, 1223 of the Hejira, the late Shah, with the concurrence of the late Prince Royal, broke off his connection with other Governments, whether

1838

The assertion that Russia sought a quarrel with Persia, *because* Persia was in intimate alliance with England, would seem to imply that that intimacy cannot be renewed without incurring the hazard of similar consequences. In a subsequent part of his letter, the Deputy-Minister asks, „Who interferes in the friendship between the Governments?" He has here stated that other Powers (Russia) attacked Persia because of this friendship.

1st. Whatever claim Persia may have to this sum of money, on the ground that she holds an obligation of Sir John Macdonald's for 250,000 tomauns, nothing can be more distinct than the terms in which it is stated

near or distant, and concluded a firm Treaty with the King of England. In consideration of this existing Treaty, whatever description or manner of demands were made by the British Government, the Ministers of this State agreed to them. In consequence of this, other powerful States, which had no friendly feelings towards the British Government, commenced hostilities with the Persian Government and inflicted on Persia all the injury they could, both by destroying life, and seizing property; and at length reduced this State to such a condition that it had no longer power to resist, or strength to endure. The Persian Ministers, from that time till now (which is the year 1254) have not withdrawn themselves from the friendship of the British Government, and have submitted to the evils which have been inflicted upon them from within and from without, and have not exhibited the slightest particle of opposition to England, but have been stable in their friendship, and in their views, that no violation of this existing Treaty should occur.

The Ministers of the British Government have done some things which were directly and positively at variance with the engagements of the Treaty, as is evinced by corroborating, and collateral circumstances. Nevertheless, the Persian Government never permitted itself to suspect the British Government of dubious views, or to lose confidence in its intentions.

1st. In regard to the 50,000 tomauns, the debt of the high in rank, etc. etc. the Ambassador Macdonald, for which we have now his obligation in due form with his seal: they have not attended to it; but have even said,

is the late Prince Royal's ruckum, agreeing to abrogate the Articles, that this change in the Treaty is agreed to, in consideration of a payment of 200,000 tomauns. Persia therefore, though she may have a claim to consideration, in consequence of the circumstances attending the transaction, cannot by any means establish a *right* to the greater sum, when she subsequently agreed to accept, and acknowledges that she has accepted, the less sum as the price of the sacrifice she made.

2nd. The war commenced in the summer of 1826, and the Treaty of Toorkmantchai was signed in February, 1828, being about one year and a half.

This statement is incorrect. I admitted, and who can deny, that the Russian troops had occupied a portion of uninhabited ground, which by right belonged to Persia, but I combated the opinion that this insulated fact constituted the case of aggression contemplated in the Treaty of Tehran.

3rd. The circumstances here alluded to appear to be these: — When the Russian army entered Tabreez, the muskets remaining in store there were in the custody of Major Hart, who, on being called upon by the Russian officer commanding, was of course obliged to surrender them. The Persian Government now wishes to make the British Government responsible for arms which could have been in Major Hart's custody only in his quality of servant to the Persian Government. The arms were bonâ fide the property of the Prince, and therefore lawful prize.

4th. The Persian Government has all along insisted on that as it bore no signature, it 1838
was not valid, notwithstanding that the British Ministers had themselves made the abrogation of the two Articles of the Treaty conditional, on the payment of 250,000 tomauns in cash. If, therefore they have paid the money, let them produce a receipt; and if they have no receipt, the Articles are still binding upon them, and remain part of the Treaty.

2d. In regard to the 600,000 tomauns for the three years of War which was stipulated in the existing Treaty: your Excellency yourself acknowledged to the Persian Ministers, in presence of Major Todd, that the aggression was made by them (the Russians); and they themselves do not deny this fact. Your Excellency ought at least, during these ten years, to have solicited this Government in a becoming manner to forgive the British Government the payment of this sum; but during all this time you have taken notice of it.

3rd. In regard to the muskets and military stores which were entrusted to Major Hart as a deposit for which he was responsible, and which were all carried off by force: it was incumbent on the British Government to replace less or more of these articles, that it might be relieved from the responsibility for their security which it had incurred, and thus have given support to this Government, which had for years been subjected to injury, in consequence of its friendship with England; and, at the same time, have taken the best means to protect the British frontiers; for this Government was at least a sentry in advance of the British Government.

4th. In regard to the Affghans, respecting whom it is

1838 regarding the terms of the Treaty, as prohibiting the British Government from holding any intercourse whatsoever with the Affghans; and the support here alluded to, refers to the Missions to Cabool and Kandahar, and to imputed proceedings of Colonel Taylor at Bagdad, as well as to my intercourse with the Government of Herat.

1st. These mortars were applied for by Sir H. Bethune, to enable him to reduce some of the hill forts in Fars, which however had surrendered before the mortars arrived at Bushire, where they were permitted to lie unnoticed by the Persian Government for several months; in fact, until they were carried back to India. I am unable to say, whether they were intended to be a present to the Persian Government, or were only to be lent for a particular service. From the fact of their having been carried back, it is fair to presume that the latter had been the intention of the Government of India.

2nd. The circumstances in which these rifles were retained are well known to the Persian Government; and it is perfectly aware, that they were not intended for sale. No proposition to purchase them was made by any one.

stated in the existing Treaty that the British Government shal have nothing to do with them nevertheless, though it has bee made obvious to every one fa and near, that it has given th greatest support, and that i has interfered everywhere, th Persian Government has in friend ship submitted to it, and ha not, in any way, withdrawn it friendship, nor stepped beyon the limits of the Treaty on hair's breadth; but to what is i to attribute such proceeding which are a direct violation c the terms of the Treaty?

But in regard to the evi dences of unkindness: —

1st. Six mortars were brough to Bushire to be presented t the Persian Government, but the were not given, and were car ried back to the ports of India and although, thank God, th Persian Government is not una ble to cast guns and mortar and has more than it require yet it was not becoming th name of the British Governmen that military stores of this kin should be carried back from on State to another. What ha happened, that the Persian Go vernment should receive thi insult?

2nd. Two thousand rifle were brought to the centre c Persia, and were not given t the Persian Government; al though it is in the power of th Persian Government to purchas 100,000 muskets at a small pric from other Governments. It i not known why the Persian Go vernment should have receive such an insult, in presence of al other Governments, which ever one far or near must attribut to unkindness. The utmost tha

3nd. The Persian Government does not affect to have any other grounds to go upon in this accusation, than its own conjectures as to the cause of Mr. Burgess's detention.

The allusion in the latter part of the paragraph, to the quarter from whence cheaper muskets might be procured, refers to Russia.

4th. It would appear from what the Shah stated to me verbally, that the Persian merchants at Bagdad had written to the Persian Ministers to this effect. I assured the Shah more than once, that I had not the slightest reason to regard these reports as well-founded.

could be expected was, that the price of these rifles should have been taken from the Persian Government. 1838

3rd. It is now nearly a year and a half, that Mr. Burgess received from the Persian Government goods and money, engaging in the space of six months to furnish the Persian Government with 25,000 stand of arms, and he has derived a large profit from that money and these goods; and numerous messengers have gone to England, but no inquiry has been made of him, why he has delayed to bring the arms. It is obvious that he is a merchant, and would not endeavour to injure his own credit. It is therefore thought probable that impediments have been thrown in the way by the British Ministers, and that thus an indignity has been offered to the Persian Government in the face of other States, notwithstanding that it was possible to have purchased the arms at a cheaper rate from other Governments. Now they say, what sort of transaction was this?

4th. According to letters which have been received, it would appear that the British Resident at Bagdad was the instigator of the Pasha of Bagdad's attack on Mahumrah. The Persian Government had hoped, that if he (the Pasha) had proposed to undertake such an expedition, the British resident would have forbidden him, and would have said, „The Shah of Persia is now engaged on an expedition, wait till His Majesty shall have returned to his Capital, and if then you have any political representations to make, prefer them, and afterwards show this boldness and attack Mahumrah." If such things are not to be attributed to unkindness, to

1838

what ought they to be attributed? Justice is the best of qualities. Notwithstanding all these occurrences, the Persian Government did not withdraw its friendship, and took no step beyond the bounds of the existing Treaty. The British Government, without cause, subjects the Persian Government to these indignities, and yet people write that no confidence (in the Persian Government) remains to the Government of Great Britain. What better grounds of confidence could there be than these trials, and who is there who interferes in the friendship between the Governments? If your Excellency had not written of want of confidence, the mention of these matters in a written document would not have been agreeable to the Ministers of this Government, that others might not become more fully acquainted with them, and consider them as indignities offered to this Government in the presence of all men far and near.

The answers to your Excellency have been given separately to the number of five.

The answer to the first matter is this, that the people of Herat have done everything in their power for a series of years by plunder and rapine, and removing the tented tribes, and the sale of captives and otherwise to injure the ryots and inhabitants of Khorassan. To call inflicting retribution and punishment on these people an aggression, is far from being just, and to consider this proceeding as injurious to the interests of England, is an act of oppression, and what result except concurrence in the ruin of Khorassan can be derived from your Excellency's coming and discussing these matters, notwithstanding

The Affghans of Herat offered Persia all she had a right to demand before the Shah set out on this expedition; and to commence a war after just terms and ample satisfaction had been offered is certainly of the nature of an aggression.

Deputy-Minister here
the assurance, that
ah is allowed to do
hooses in Affghanistan,
ot seek a quarrel with

is altogether a misstate-
whole correspondence
the Commercial Treaty
lence, that I not only
propose, but that I
ot consent to let the
al Agent, whom it was
to establish at Tabreez
it the rank and privile-
onsul.

this paragrah which
ouching on the most
part of the transaction,
necessary to offer any
The proposed apo-
Ali Khan was a mere
of redress, even for

the great losses which have been sustained from these people, who have been continually subject to the late Shah, and former sovereigns, and against whom, in consequence of their misconduct, armies have been continually employed which have punished them, and extorted Peeshkush, and returned. Let them restore the captives and the tented tribes, and give indemnity for the losses they have caused, and let them engage not again to be guilty of such conduct, and let the views of the Shah, in regard to the security and tranquillity of these countries be carried into effect, then certainly, without dispute, His Majesty will return. He will then neither injure the interests of any one, nor will he act in opposition to the will of any one. 1838

The answer to the second matter is this, that His Excellency Mr. Ellis came, and concluded and terminated the matter, and went away, and at this moment his letter expressing his satisfaction is in our hands, and the matter was well and agreeably settled. Afterwards when your Excellency came, you preferred another request, viz. that one Agent for Commercial Affairs should reside at Tabreez, and that he should not have the attributes and privileges of a Consul. In consideration of the friendship between the States, this too was agreed to. What other demand then is this that you make, and what further trouble is this that you give the Persian Ministers?

The answer to the third matter is this, that the high in rank, Ali Khan Badanloo, on the road, saw that a Persian was proceeding by bye-roads from Herat to Meshed. He seized him, and brought him to

1838 his share in the transactions, and that was a small and not by any means the most offensive part.

This answer was plainly intended as an evasion of the demand I had made, or at least to enable the Persian Government to evade immediate compliance.

The Deputy - Minister in here alluding to the „former words and suggestions," as he calls them, means the right to which the Persian Government pretended to punish its own subjects while serving a Foreign mission.

This answer would have been satisfactory, if other information had not led me to believe that there was no intention in any case to punish the Governor of Bushire in any manner whatsoever, but, on the contrary, that the Governor of Fars was to send a report exculpating him.

to camp. After his arrival at the royal camp, without having examined his letters, subsequent to the announcement of Colonel Stoddart, he was handed over to that officer. Ali Khan is present, and will repeatedly call on your Excellency, and in any way which may be agreeable to you will apologize for this act, which causes him to feel shame.

The answer to the fourth matter is this, that in every State there are many foreign Ministers who have employed servants belonging to the country in which they reside. Whatever rules they may have established will also be confirmed by this Government. Inquiries have been made of other Governments, and if this Government should deviate from these rules, your Excellency's complaints will then be well founded, and if, (God protect us) according to our former words and suggestions in regard to this matter, we had proceeded to act, and anything wrong had been done, then it would have been impossible in any manner to have satisfied your Excellency; but thank God up to this time nothing has occurred to cause your Excellency any annoyance.

The answer to the fifth matter is this, that the Governor of Bushire is distant two or three months' journey. If from folly he has written a threatening letter to the Resident, it is easy to punish and threaten him in a decided manner. Immediately on receiving your Excellency's intimation, repeated letters were addressed to the Firman Firma, of Fars, to ascertain the truth of the matter, and if the Governor of Bushire is in fault, to punish him, and to get a letter from the Resident, expressing his satisfaction; and if

this statement it would
hat the Persian Go-
did not regard the
ploy the ample means
mmand," as implying
› actual hostilities, but
›me other less violent
obliging the Persian
it to render us ju-

Persian Government
ctly well aware of the
e between Hajee Ibra-
m, Dost Mahommed
gent, and the Russian
at the Shah's Court.
ully aware of the Mis-
Vicovich; it employed
ation, and sought the
of Russia in its enga-
with Kandahar, and has
the advice and desire
ussian Minister in en-
n an expedition against
nd in rejecting all terms
modation with its Go-
. Although both the
his Ministers are aware,
prosecuting this enter-

the fault is on the side of the 1838
Resident, to represent it to this Government, that it may be explained to the British Government.

These matters have been easily arranged, and some of them, after the receipt of letters from Bushire and elsewhere, will be arranged in the best manner.

In short there was no cause why the British Government should have withheld, for these two years, its aid from the Persian Government, and the Persian Government has done nothing contrary to usage or to the existing Treaty, that the British Government should employ its ample means; and if without cause or reason, they should act on the threat which has been written, the Ministers of this Government on their side have no quarrel with any one, and they will not act in a manner contrary to the terms of the Treaty, until it shall be obvious to the whole world, that in regard to this matter, no impropriety has been committed, and that they have not from their own personal feelings converted the friendship of many years into resentment. Thereafter other means may be contemplated to make it known to the Ministers of the British Government, that no injury whatsoever has been done to the interests of the British Government and that we were in no wise willing to cause displeasure to the British Government; and if they consider the interference of persons belonging to other Governments in the affairs of Affghanistan, a cause of want of confidence, we have to state, first, that the Persian Government was not in the first instance aware of the intercourse between the Affghans and other Governments; and second, that

1838 prise, they are doing what is not only disagreeable to England, but also essentially injurious to British interests in the East.

The „stipulations" here referred to, are those of the abrogated articles of the Treaty of Tehran, in virtue of which Persia pretends to claim 600,000 tomauns or L300,000 subsidy. The smallest amount of indemnity she has demanded from the Affghans is L1,250,000, making together with the 50,000 toms, claimed on Sir John Macdonald's note, the sum of 1,600,000 pounds sterling, which Persia demands as the price of the return of her army from Herat. This sum exceeds the whole amount of revenue received by the Shah since he mounted the throne.

This invitation is equivalent to asking what proportion of the sums above mentioned I was prepared to give, to procure the arrangement of the affairs of Herat.

The Deputy-Minister affects to regard the whole demands as complied with, except those the decision on which awaits information from Bushire, and from the foreign Governments who have been applied to.

Translated by

26 Suffer, 1254.
May 19, 1838.

no one exercises any interf in the affairs of Affghai they have only called on (the Affghans) to serve th of Persia, and seek suppor him. Beyond this nothin been heard from others.

In fine, if the stipu of the existing Treaty ar filled, and if the captive restored, and indemnity pa losses sustained, if then th does not return, or if an cussion with others, or Foreign Powers should which should cause inju any one far or near, le Excellency then find fault.

I will trouble your l lency to devise the mea arranging the affairs of and intimate it in writing. five matters, the Persian G ment, according to the of the Treaty, has in pa ranged, and will arrang remainder in the best r after the receipt of the wi There is no more trouble t

(Signed) JOHN Mc

VIII.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Mi Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs

A. C.

I have received your friendly letter, written in detail, have perfectly understood its contents.

The exceptions which you have taken to the proceedi the British Government, and which you have thus commun are partly without foundation, partly in regard to matters

nected with the affairs of the Government, and partly such as have been repeatedly brought forward by the Persian Government, and to which specific answers have more than once been given by the British Government. I therefore consider it unnecessary to repeat those answers. 1838

From the nature of this communication it would appear, that the object of the Persian Government is to obtain money from the British Government, and from the Affghan people; and judging from the proceedings and measures of the Persian Ministers in the management of the affairs of the Government, and especially in regard to their receipts and expenditure, it was to be expected that in the end such must be the result; but if the Persian Ministers expect by taking these exceptions, and preferring unsubstantial claims, or by acting in opposition (to the British Government,) to reap advantage from the British Government, they can gain nothing by pursuing such a course.

I have communicated to this Government the demands of my own Government, and have requested that they might be complied with, and have pointed out to the Persian Government the advantages of compliance, and the disadvantages of rejecting them. No doubt, after taking into consideration these advantages and disadvantages, the Persian Government is at liberty to decide, and will pursue whatever course it may consider most beneficial to itself. My object has been, in conformity with the duties entrusted to me by my own Government, to give the Persian Government full information, that if hereafter anything should occur, the responsibility may rest on the Persian Ministers themselves, and I am relieved from it, for I have discharged my duty.

You have written respecting the affairs of Herat. The fact is that I arranged, and would have concluded the affair of Herat in a manner which the Persian Government itself agreed to; but afterwards the Persian Government changed its mind, and refused to conclude that arrangement which it had accepted. No doubt it expected to derive some advantage from this change of purpose; but even now, if it will permit me to conclude the matter in the same manner, there is reason to believe that, please God, I shall still be able so to conclude it. What more shall I write?

27 Suffer, 1254. (Signed) JOHN MC NEILL.
May 20, 1838.

IX.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

A. C.

As your Excellency has required a fresh answer to the written demands, therefore, by command of His Majesty the Shah, etc. etc. I write these lines.

In regard to the seizure of your Excellency's messenger, as the Persian Ministers have written letters in detail, it is unnecessary to say more than these few words. The Persian Government never intended, either in regard to this matter especially, or to

1838 any other, to offer an insult, or to cause displeasure, either to the British Government or your Excellency. In truth, the causes and circumstances which led to the seizure of Ali Mahommed Beg were the precautions, the observance of which in the vicinity of an enemy's country is necessary. Though His Majesty's army was in his own country, yet in consideration of the necessity of taking precautions in their march, the advanced guard of the army met three persons coming from the enemy's country, who wished to go by secret ways. Without knowing who they were they seized them and brought them to the Royal Camp. Two of them were people of Herat, and one was your Excellency's messenger. As soon as they were recognized, he was dismissed, and sent to Colonel Stoddart, with all the papers of which he was the bearer, without any one's having become acquainted with their contents. These are the facts of the case. If ill-disposed persons should desire to represent to your Excellency, in a contrary sense, the sincere and disinterested proceedings of this Government, your Excellency ought not to credit their statements: and the servants of the Government, in taking the steps they did, fulfilled their duty, and acted up to the orders of the Shah. It is therefore unnecessary that they should be found fault with or punished. If Colonel Stoddart, previous to the arrival of the Royal army at Toorbut Sheikh Jaum, had informed the Persian Ministers that a messenger of the Britsih Government was at Herat, and would return, or if the messenger himself had travelled by the direct and frequented road, and had presented himself at the outposts of the army, we should have escaped all these writings and arguments. His Majesty the Shah feels confident that after the perusal of these sincere statements, which by command of His Majesty I have written, all the feeling of irritation and dissatisfaction which had arisen will be removed, and that your Excellency will be entirely satisfied and gratified. Moreover, His Majesty has commanded that Ali Khan Badanloo should also, for the purpose of satisfying your Excellency, come and apologize.

In regard to the Commercial Treaty, on which subject your Excellency is urgent: Although His Majesty, by means of an arrangement which the Persian Ministers two years ago concluded with His Excellency Mr. Ellis, agreed to and complied with all the expectations of the British Government, and sent His Excellency away satisfied; nevertheless, solely in consideration of the request which your Excellency made, instructions for concluding the affairs connected with commerce, together with powers of agency were granted to the Minister for Foreign Affairs, that he might arrange the matter according to the fresh demands made by your Excellency. His Excellency the Minister for Foreign Affairs, after receiving the royal commands, proposed to your Excellency to conclude the business. Your Excellency did not agree to this, but made the discussion of this matter conditional on this, that the Persian Government should grant satisfaction for the seizure of your Excellency's messenger. From this it is apparent, that in regard to placing a Commercial Agent in Tabreez, according to your Excellency's desire, the Persian Government has in no wise delayed, or postponed, or procrastinated; and now, if your Ex-

cellency desires to conclude this matter, let him converse with the Minister for Foreign Affairs, who still retains the powers formerly granted him for that purpose; and, moreover, this matter has been arranged and adjusted here. 1838

You have written regarding the Governor of Bushire, that because he has written a threatening letter, in respect to a certain matter, to the British resident, he must be called to account and punished. His Majesty the Shah, has commanded, that we should never consent that the meanest subject of the British Government shall encounter, in our dominions, oppression or insult, still less the British resident. In regard to this matter, a special messenger has been sent, and his Highness Feridoon Meerza has been written to, to examine this affair with the greatest accuracy; and if the Governor of Bushire is in fault, to give your Excellency full satisfaction.

After all these written statements, which are evidences of the justice and candour of His Majesty, the shadow of God, and the boundless condescension of His Majesty towards your Excellency, His Majesty has ordered me to state, that in respect to the other matter mentioned in your Excellency's letter, His Majesty has given the answer, which you will regard as coming from His Majesty himself. Your Excellency requests, that His Majesty's army may return from this expedition; and states, that the advantages and benefits to be derived from complying with the wishes of the British Government, are greater than can be obtained from the capture of Herat. If your Excellency's statements had been confined to this one representation of the best policy to be pursued by the Persian Government, His Majesty would have attributed this representation to sincerity and goodwill; but your Excellency mixes up this representation with threatening expressions. Your Excellency states, that because the punishment of the mischievous inhabitants of Herat, who have committed numerous acts of plunder and slave dealing, is contrary to the views of the British Government, that Government, for the purpose of opposing and preventing this expedition, will employ its ample means. In all sincerity, I cannot see the justice of your Excellency's making such a representation, because this is an affair of State, which the Persian Government consider advisable, for the purpose of giving security and tranquillity to its own subjects. By the will of God, and his own fortunate star, His Majesty has been seated on the throne of his ancestors and predecessors; and he considers himself like other sovereigns independent and free to follow his own will, to put an end to the mischievous persons who have committed many acts of plunder, and rapine, and slave dealing; and in matters regarding which the Persian Government has contracted engagements with other States, no breach or violation shall occur. His Majesty will pursue his own views of what is the best policy. To make this proposition, is to change the accepted mode of proceeding between States which all other Governments have adopted; and it is obvious that the British Government will not sacrifice this honorable feeling for all the world; and the British Government is the oldest friend of Persia, and will never consent that those bonds of friendship and union, which His Majesty the

1838 Shah regards as firm and binding, and which have existed from ancient times, should be broken; and will not turn back from those usages and arrangements which their ancestors and predecessors established and acted upon. It is the wish of His Majesty's heart, that the ancient friendship between the States should day by day become more firmly established, and he will never forget the evidences of goodwill and kindness which the British Government has displayed towards the Government of Persia, more especially after the death of the late Shah, and the late Prince Royal; and as the punishment of the wicked Affghans, who have taken many captives and much plunder, especially concerns the Persian Government, that punishment can never cause a change in the ancient kindness and friendship. His Majesty the Shah, in regard to this question, has perfect confidence in his own justice and equity; and in the high and royal liberality of the Sovereingn of England, and consequently refers this matter to the Ministers of the British Government. I have, therefore, to request, that your Excellency will communicate this letter to Her Britannic Majesty's Ministers.

What more trouble shall I give?

9th Rubbee-ul-Avul, 1254.

June, 1, 1838.

X.

Letter from His Excellency Mr. Mc. Neill, to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

I have received your letter, and have understood its contents.

In reply I have to inform you, that certain indignities and insults have been offered to the British Government by the servants of the Shah, and certain just demands of the British Government have been evaded, or neglected, by the Government of Persia. I undertook a journey to the Shah's camp, for the purpose of endeavouring to induce the Persian Government to accede to these just demands, and to give the reparation and satisfaction for the insults that had been offered, which I had hitherto demanded in vain. When setting out on this journey, I announced to the Shah and his Ministers, that my object in proceeding to Camp was to prevent a misunderstanding between the Governments.

But when I arrived here, and even before my arrival, I found that fresh evidences of disrespect were prepared for me, and that the Persian Government had determined to subject me to unworthy treatment, such as no British Minister was ever before exposed to at the Court of a Shah of Persia. Nevertheless I persevered in my intention, to prevent, if possible, the interruption of friendly intercourse between the Governments, and with that view, I represented the whole state of affairs to the Shah in person; but unfortunately, on this, as on some former occasions, I found that whatever the Shah personally in conversation agreed to, the written communications of the Ministers invariably rejected.

Now, therefore, that the Persian Government continues to withhold the reasonable reparation and satisfaction which I demanded, for the first of this series of indignities it has offered

to the British Government, and evades or rejects the other just demands, I feel that it would be inconsistent with the honour or the interests of my own Government, that I should continue to maintain an official intercourse with this Court, and I therefore have to request that a Mehmendar may be appointed to conduct me, and the other Englishmen who accompanied me, in security to the frontiers of the Turkish territory, between Khoi and Bayaseed, where I shall await further instructions from England. 1838

It is my intention to set out to-morrow.

I feel myself called upon to inform you, that until the reparation and satisfaction I have demanded, for the indignities already offered, shall have been fully given, the Queen of England cannot receive at her Court any Minister who may be sent thither by the Shah of Persia.

Camp, before Herat, Sunday, June 3, 1838. (Signed) JOHN MC NEILL.

XI.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

A. C.

Your letter has been received, and has been laid before His Majesty the Shah. His Majesty has commanded me to communicate to your Excellency His Majesty's orders to this effect: — 1st. That we do not know what is your Excellency's object in all these writings, and what you propose to yourself, and what you desire: and, 2dly, that there has been no breach of Treaty, or engagement, on the part of the Persian Government; and no indignity or disrespect has been offered to your Excellency, which should cause you offence. In regard to the demands which your Excellency represented to his Majesty in the presence, one of them had reference to your Excellency's messenger, the details of which matter have repeatedly been written to your Excellency, and the truth of which has been stated by the Ministers of this haughty Government viz. that although it was contrary to the Treaty that your Excellency should hold intercourse with the Affghans, nevertheless no indignity or disrespect was offered to your Excellency's messenger: and as soon as he was recognized, he was sent to Colonel Stoddart. It is obvious to every one, that in regard to this matter, the Persian Government violated no Treaty or engagement: and if a violation of usage and of respect had occurred, the Ministers of this Everlasting Government have repeatedly apologized for it; and in the last letter which I wrote, by order of His Majesty, an ample apology was written. Moreover Ali Khan Badanloo, who seized the said messenger, was directed to wait on your Excellency, and apologize in any manner you might desire.

The second point was in regard to the Commercial Treaty, which the Ministers of this Government had arranged with his Excellency Mr. Ellis: and they have in their hands a letter from him expressing his satisfaction. Solely in consequence of your desire, his Excellency the Minister for Foreign Affairs, was or-

1838 dered to discuss the matter with your Excellency in the Capital and moreover your Excellency's request, which was, that a Commercial Agent should be placed at Tabreez, was merely from the favour of his Majesty agreed to.

The third point was, the threats and disrespect of the Governor of Bushire to the British Resident. Orders have been repeatedly issued by His Majesty, that in the event of the truth of these statements being established, the Governor of Bushire should make an apology, and give full satisfaction.

The fourth point was the matter of Herat; in respect to which the Ministers of this haughty State have repeatedly given their reply; and though the interference of your Excellency was not in conformity with the Treaty, still whatever your Excellency said in regard to this matter was agreed to, and we placed reliance on the loyalty and sincerity of your Excellency. His Majesty's return from these countries seeing they have always been dependencies of Persia, is conditional on the restitution of the captives and the tented tribes and our losses (or expenses). Surely the British Government will not consent to this loss and injury, and to the destruction of the Persian dominions, and as it has an ancient union with this Government, it will consider the gain and loss of this Government indirectly as gain or loss to itself. If they (the Affghans) will now give back the prisoners, and pay indemnity for the losses, the Persian Government will ratify the arrangement which it previously made with your Excellency. Notwithstanding all these things that your Excellency should complain and feel offended, is a cause of surprise and astonishment. His Majesty as soon as he read your Excellency's letter was exceedingly surprised, and issued his commands (as follows): — „God protect us, never and in no manner do I consent to his Excellency going away. After all the faithful services and loyal exertions of his Excellency, it is very strange that he should himself consent to take such a step. So long as these two stable Governments are in existence, the intercourse of friendship must daily be improved, and we do not in anywise consent to this measure. So long as we live, the standards of friendship and union must be raised, and the causes of difference must be removed." Independent of the friendship and union of the States your Excellency has rendered great services to this State. In regard to these demands which you have represented, His Majesty has issued orders in conformity with usage, and with the terms of the Treaty, and your Excellency ought to have no further complaint or grievance in regard to these matters. If any thing else besides these things has occurred, which has given offence to your Excellency, you will make it known, that the Ministers of this Government may exert themselves as much as possible to make reparation, and to apologize, and may preserve the friendship of these two stable Governments. What more trouble shall I give? I request that your Excellency will communicate this letter to the British Ministers.

11 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 3, 1838.

XII. 1838

Memorandum presented to the Shah on the 4th of June, 1838. by the British Plenipotentiary.

The Persian Ministers having written, stating that His Majesty the Shah has not fully understood the demands and wishes of this well-wisher of the State, I have therefore written my requests, one by one, in this memorandum, and represent them to His Majesty the Shah.

First. That the high in rank, Hajee Khan Karabaughee, who used violence towards Ali Mahommed Beg, the messenger of the British Government, shall be removed from his office, and shall not be reinstated until the British Government shall have forgiven his offence.

Second. That his Excellency Hajee Meerza Aghassee, who, knowing that Ali Mahommed Beg was a messenger of the British Government, ordered him to be placed under a guard, shall come to my tent and make a suitable apology.

Third. That a firman shall be issued, commanding the servants of His Majesty the Shah not in any way to interfere with the servants of the British mission, whether natives of Persia or foreigners, and ordering that if any of these servants should be guilty of an offence, they shall not be punished without the knowledge and concurrence of the British Minister.

Fourth. That after it shall have been ascertained that what the high in rank, the British Resident at Bushire, has written, respecting the conduct of Sheikh Nassir, is correct, Sheikh Nassir shall be removed from the Government of Bushire.

Fifth. That a Commercial Treaty, according to the Articles which are written separately, but which are presented to His Majesty the Shah along with this memorandum, shall be concluded and ratified.

Sixth. That the first, second, third, and fifth demands (or requests) shall be carried into effect in three days from this day; and that the fourth demand, after the accuracy of the statement of Sheikh Nassir's conduct shall have been ascertained, shall be carried into effect without delay.

Articles of the Commercial Treaty referred to in the preceding Memorandum.

Art. I. The merchants of the two mighty States are reciprocally permitted and allowed to carry into each other's territories their goods and manufactures of every description, and to sell or exchange them in any town of the respective countries; and on the goods which they bring into or carry out of the country, the same amount of custom duties shall be demanded once for all, on entering the country, which is demanded from the most favoured European nations; and in like manner on goods taken out of the country; and, except this, no demand shall be made on the merchants of the High Contracting Parties, in each other's dominions, on any pretext or under any denomination; and the merchants

1838 and other persons dependent on or connected with the High Contracting Parties in each other's dominions, mutually, shall enjoy the same aid and support and the respect (or honours) which are enjoyed by the subjects of the most favoured European nations.

Art. II. As it is necessary for the purpose of attending to the affairs of the merchants of the two parties, respectively; that from both Governments Commercial Agents should be appointed to reside in stated places; it is therefore arranged that two Commercial Agents on the part of the British Government shall reside, one in the Capital, and one in Tabreez, and in those places only; and on this condition, that he who shall reside at Tabreez, and he alone, shall be honoured with the rank and privileges of Consul: and as for a series of years a Resident of the British Government has resided at the Port of Bushire, the Persian Government grants permission that the said Resident shall reside there as heretofore; and in like manner two Commercial Agents on the part of the Persian Government shall reside, one in the capital of London, and one in the Port of Bombay, and shall enjoy the same rank and privileges which the Commercial Agents of the British Government shall enjoy in Persia.

This Commercial Treaty we, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties, have agreed to, and in witness thereof thereunto set our hands and seals.

XIII.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

His Majesty, the Shah, in answer to the writing which you just now presented to His Majesty, has issued his commands, that in respect to the affairs (Treaty) of commerce, which your Excellency comprised in two Articles, there is no ground for objection to the first Article; but in the second Article, what you have written, that a Commercial Agent should be resident at the Capital in the same manner as at Tabreez, is contrary to the former arrangement, and your Excellency yourself, in the presence of His Majesty, represented that as this was copied from a document formerly written, it was here inserted by mistake; therefore, let your Excellency change this, and let it be written in the form in which the Persian Government formerly agreed to it, and it shall be ratified; and the answer to the remainder of the written demands also, by God's will, I shall send according to the commands of His Majesty to morrow.

What more shall I write?

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.

June 4, 1838.

XIV.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

I have received your friendly note, and have become fully acquainted with the commands of His Majesty the Shah. I will

ispense with the placing a commercial Agent at the Capital, on 1838
ondition that the Persian Ministers will arrange the other matters
a question, and carry them into effect. In the event of the other
lemands being accomplished, I shall not press the placing a Com-
nercial Agent at the Capital Tehran. What more shall I write?
12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

XV.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs. to His Excellency Mr. Mc Neill.

I have received your Excellency's note, and I have laid it before His Majesty, the Shah. His Majesty has issued his commands, that according to what was formerly arranged and to what the Persian Government agreed to, and settled at the request of your Excellency, and to what your Excellency, heard verbally from His Majesty; and your Excellency admitted that it had been written by mistake; the two Articles of the commercial affairs, (Treaty) in conformity with what was formerly arranged, viz. the placing a Commercial Agent in Tabreez only, must be written anew and sealed, that the answer to the other matters also, in the manner in which it has frequently been given, may be given, that this affair may be settled.
12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

XVI.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

In regard to the affairs of commerce, the objection which His Majesty the Shah made was just, and I also adhere to what I said, and agree to sustain His Majesty's objection; and I have written a sealed note to that effect. If His Majesty is prepared to conclude it (the Commercial Treaty) in this manner let me know, and if not, also inform me; and in regard to the other matters likewise, if His Majesty agrees to them, let me know; and if His Majesty will not agree to them, write to me to say so. What more shall I write?
12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

XVII.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc. Neill.

I have received your note, and I have submitted it to His Majesty the Shah. His Majesty has issued his commands, that

1838 although your Excellency adheres to the statement you made, and though you have avowed that it was there written by mistake, but your Excellency must write the commercial affairs in two Articles in a separate paper, and in the second Article distinctly state that there shall be one Commercial Agent at Tabreez, and one at Bushire, and there only, and having sealed it, send it, that that draft which your Excellency yesterday presented to His Majesty may be changed, and that this one may be ratified, and that the answer to the other demands also, according to the positive orders of His Majesty the Shah, may be sent.

My haste in regard to this matter is in consequence of your Excellency's request, that in the space of three days the answers to all demands may be given. What more shall I write?

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

XVIII.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

I inclose the Articles of the Treaty of Commerce written in the manner you desired, but it is very necessary that the Persian Ministers, in conformity with what His Majesty the Shah commanded, should write to me to-day, stating that they agree to the remainder of my demands and will carry them into effect. Certainly after the promise you gave me yesterday, and what you have written to-day, you will not disappoint me.

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 4, 1838.

Inclosure.

Written on the margin of the amended draft of the Commercial Treaty.

These two Articles on commercial affairs I agree to substitute for the two Articles on commercial affairs which, together with the other demands I presented to His Majesty, the Shah, yesterday; on this condition that the other demands which yesterday I submitted to His Majesty the Shah, and the whole of which His Majesty agreed to, shall have been carried into effect at the time appointed.

12 Rubbee-ul-Avul, 1254. JOHN Mc. NEILL.
June 4, 1838.

XIX.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

I have received your Excellency's note, together with the Articles of the Treaty of Commerce, and I have submitted them to

the analyzing glance of His Majesty the Shah; His Majesty has 1838
issued his commands, that your Excellency has again, in the second Article, written what is at variance with what has hitherto been written and spoken, and to what your Excellency represented in the presence; for it has been frequently written, that the Commercial Agent established at Tabreez shall not have the privileges and rank of Consul; and your Excellency also, in the presence of His Majesty the Shah, agreed that the flag of the Mission should be only on the Mission-house. In the second Article you have again written what is contrary to this, and have specially stated that he shall be honoured with the rank of Consul. After that this expression shall have been changed, and according to what you yourself agreed to, and to what has repeatedly been written and sent, stating that the Commercial Agent at Tabreez shall *not* have the privileges and rank of Consul, we shall give a reply on the affairs of commerce and other affairs. What more shall I write?

12 Rubbee-ul-Avul, 1234.
June 4, 1838.

XX.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

I have received your note and have understood its contents. I never represented to His Majesty in the presence, that the Commercial Agent of the British Government, who should be established at Tabreez, should not have the rank and privileges of Consul; and I have no authority from my own Government to agree to such an arrangement. And it is apparent, from His Britannic Majesty's commission to Mr. Bonham, which I placed before His Majesty the Shah, that the British Commercial Agent, established at Tabreez, should have the rank and privileges of Consul; but as I perceived that the Persian Government entered into discussions on the question of his hoisting a flag, and even objected to his doing so, I stated that the British Commercial Agent who should reside at Tabreez, should not hoist a separate flag, that thus there should be more flags than one; but that he should content himself with the flag which is now hoisted over the Mission-house, and that it should be exclusively his.

But the arrangement of the commercial matter (Treaty) appears to me to be of small importance, compared with making reparation and giving satisfaction, for the indignity and disrespect which has been shown towards the British Government; and that in the manner stated in the written demands which I submitted to His Majesty the Shah. I will take upon myself to separate the present conclusion of the Commercial Treaty from the other matters; and I shall not make the conclusion of this matter, at the present time, a condition of my remaining; that it may be made apparent and obvious, whether or not it is the intention of the Persian Government, to persevere in the indignity and disrespect it has offered to the British Government.

1838 Finally, I shall write no more, and I shall engage in no further verbal discussion regarding the matters (demands) which I submitted to His Majesty the Shah. If, by the day after to-morrow, which will be Thursday, they (the Persian Government) shall have carried into effect those demands which are required to be immediately complied with, and shall have agreed to carry the others into effect, it will have accomplished my most anxious wish, and if not, I shall set out on my journey and go away.

If it is the intention of the Persian Government to comply with these demands, I beg they will state it, that I may be informed; and if they have not the intention to comply with them, I beg they will also acquaint me with it, and that, according to my former request, they will appoint a Mehmendar.

12 Rubbee-ul-Avul, 1254.
Tuesday, June 5, 1838.

XXI.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to His Excellency Mr. Mc Neill.

I have received your note, and I have laid it before His Majesty, the Shah. His Majesty issued his commands, that your Excellency, in the presence of His Majesty, represented, that the mission flag should be considered sufficient; and besides it, that there should not be another flag; and I also wrote exactly this in my letter; and your Excellency's representation in the presence was confined to this, and I did not write more than this.

And in regard to what you have written, stating that indignity and disrespect has been offered to the British Government, His Majesty has issued his commands, that until this time no indignity has been offered, and no insult has occurred; and of the things which you have written, not one of them has taken place, and they have not been proved in our presence; but because it was a hostile expedition, and because, according to the existing Treaty, it was not to be expected that your Excellency should hold any intercourse with the Affghans, the outposts of the army, in conformity with discipline, seized a person who was coming from the enemy's country, and brought him to the Royal Camp; and they did not know that he was your Excellency's man; after it was ascertained that he was a person sent by your Excellency, he was subjected to no insult or indignity, and was not put in the guard, and he was not stripped of his clothes. They all deny these things; and without our having done anything contrary to rule and custom, he was handed over to Colonel Stoddart. Your Excellency must prove these things which you assert.

What more trouble shall I give?

His Majesty the Shah issues his commands that your Excellency shall transmit this letter to the British Ministers.

13 Rubbee-ul-Avul, 1254.
June 6, 1838.

XXII.

1838

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

I have received that kind friend's note, and I have apprehended its meaning. I have to request, that a Mehmendar may be appointed to-day; that he may be ready and in attendance, and to-morrow, please God, accompany me on my departure. As it was necessary to mention this, I have acquainted you with it.

13 Rubbee-ul-Avul, 1254.

June 6, 1838.

XXIII.

Letter from Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs, to his Excellency Mr. Mc Neill.

I have received your Excellency's note, and I have submitted it to His Majesty the Shah. His Majesty issued his commands that, „No, never shall we consent to the departure of His Excellency, let him by all means lay aside this intention, and let him not allow this idea to enter his mind." Let your Excellency fix some time that His Excellency, etc. etc. the Hajee, may meet your Excellency, and in respect to all the demands he will arrange in some manner, which shall be the means of removing your Excellency's displeasure. I expect your Excellency will take the trouble to fix a time, and acquaint me with it, that I may represent it to His Majesty the Shah.

13 Rubbee-ul-Avul, 1254.

June 6, 1838.

XXIV.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to His Majesty the Shah.

After thanks and compliments.

I have the honour to represent to your Majesty, that I had the greatest desire and anxiety to have the honour of being presented to your Majesty, for the purpose of begging, in all sincerity and attachment, that your Majesty and the Persian Government would forgive me all the trouble I have given for nearly twenty years, and of expressing my gratitude for all the favor I have experienced from your Majesty. But as it was to be feared lest during my audience certain commands of your Majesty, or certain representations from me on public affairs might occur, which might cause additional vexation and annoyance between the Governments, I therefore did not take the liberty of seeking an audience. I have the strongest hopes from the condescension and liberality of your Majesty, that if during these twenty years, there has been any defect or imperfection in my services to this Government, your Majesty, from your Majesty's generosity and kindness, will forgive it.

I shall not intrude further.

14 Rubbee-ul-Avul, 1254.

June 7, 1838.

1838

XXV.

Letter from His Excellency Mr. Mc Neill to Meerza Ali, Deputy-Minister for Foreign Affairs.

As the Persian Government has not thought fit to make reparation and give satisfaction for the indignities offered to the British Government, it became necessary for me to leave the Court of His Majesty the Shah. I have therefore relieved you from further trouble, for I felt unable any longer to endure or submit to the indignities offered to my Government; therefore to maintain the honor and dignity of the British Government, and to protect its interests, I have considered it advisable, for a time, to put an end to my official intercourse, on behalf of my own Government, with the Government of Persia, and to my mission, and to proceed to the frontiers of Turkey, there to await further instructions from my own Government, that I may thereafter proceed according to directions they may contain.

Finally, I have still the desire that the Persian Government should, by favourable circumstances, come to a right understanding of its own true interests, and that it should not so act as to subject itself to serious loss and injury.

What more shall I write?

14, Rubbee-ul-Avul, 1254.

June 7, 1838.

XXVI.

Mr. Mc Neill to Viscount Palmerston. — (Received at London August 24, 1838).

(Extract.) Meshed, June 25, 1838.

After having exhausted all the means I could devise to induce the Persian Government to grant me reparation and satisfaction for the violence offered to the messenger; and finding that I could obtain nothing, I felt compelled, not only in consequence of the evident determination of the Persian Government not to grant what I demanded, but also because of its perseverance in a course of proceeding towards me in camp, which I felt was lowering the character of the mission in the estimation both of Persians and of Affghans, to quit the Court; and I am now on my way to the Turkish frontier, where I shall hope to receive further instructions from your Lordship. What course the Persian Government will now pursue, I know not; some public act of reparation, which will prove to the people of Persia and of Central Asia, that we are not with impunity to be insulted, is, in my opinion, indispensably necessary — I will not say to restore us to our former position — but to enable us to retain one of any credit or respectability. Both the Persians and the Affghans in the Shah's camp saw with amazement the Persian Government treating a British Mission as a proscribed body, and punishing persons who ventured to hold even a casual intercourse with it; while some of the members of the Russian Mission took to task, and threatened to get punished for that offence, persons who occasionally visited at my tent, taking some precautions to prevent their being discovered.

I feel, that by remaining so long as I did in such a position, I 1838
lost something in the estimation of all the Asiatics who witnessed the state of things; but I was determined not to precipitate anything; and, in my Despatch of the 14th May, I had announced to your Lordship my intention to await the decision on the course I had taken in the affair of the messenger, before resorting to any decided measure. It is a remarkable fact, that neither verbally nor in writing have the Persian Government ever used to me any expression of regret for what had occurred; and they have continued to intercept Captain Burnes's at Cabool cossids, and to open the packets of private letters of which they were the bearers, but which, until they were opened, they could not certainly have pronounced not to be official communications. I demanded the release of two of these cossids, who had been seized between Furrah and Herat before my arrival in camp; but though I was well informed, that they were then in confinement in camp, the Minister declared there were no such persons, and next day removed them from the camp to a more distant place of confinement; and I was at length deterred from pressing the matter any further by the fear that the men might be destroyed the more effectually to conceal their capture. Had the Persian Government felt any regret for the offence it had given, it would have endeavoured, I must presume, to have in some degree removed the unfavourable impression it had made; which it might have attempted to do by treating me with more than usual personal kindness, or still more effectually by a display of greater public consideration for the Mission; but it took the opposite course, and seemed to have no other object in its proceedings than to place me in as depressed a position as possible, and to show its total indifference to the displeasure of my Government.

The key of all Affghanistan towards the north is Herat; and though I can have no right to press my personal opinions upon your Lordship after having already stated them, and although I must necessarily be ignorant of the many important considerations not immediately connected with this question, which must influence the policy of Her Majesty's Government, still I cannot refrain from saying a few words more regarding the importance of preserving the independence of Herat.

I have already informed your Lordship publicly, that the country between the frontiers of Persia and India is far more productive than I had imagined it to be: and I can assure your Lordship that there is no impediment, either from the physical features of the country, or from the deficiency of supplies, to the march of a large army from the frontiers of Georgia to Kandahar, or, as I believe, to the Indus. The Russian Plenipotentiary count Simonich being lame from a wound, drove his carriage from Tehran to Herat, and could drive it to Kandahar; and the Shah's army has now for nearly seven months subsisted almost exclusively on the supplies of the country immediately around Herat and Ghorian, leaving the still more productive districts of Subzar and Furrah untouched. In short, I can state from personal observation, that there is absolutely no impediment to the march of an army to Herat; and that, from all the information I have received,

1838 the country between that city and Kandahar not only presents no difficulty, but affords remarkable facilities for the passage of armies. There is, therefore, my Lord, no security for India in the nature of the country through which an army would have to pass to invade it from this side. On the contrary, the whole line is peculiarly favourable for such an enterprise; and I am the more anxious to state this opinion clearly, because it is at variance with my previous belief, and with statements which I may have previously hazarded, relying on more imperfect information.

Under such circumstances, it appears to me that it would be a most hazardous policy to allow Persia to act as the pioneer of Russia, and, under protection of the Article of the Treaty, to break down the main defence of Affghanistan, and thereby make the country untenable to us, at a moment when the concert between Persia and Russia in these operations is avowed. I shall therefore urge Lord Auckland, by every argument I can call to mind, to take a decided course, and to save Herat.

In the meantime, I have every confidence that Herat will continue to defend itself; and I have not only not called on Mr. Pottinger to leave Herat, where his presence appeared to me to be an immense advantage, but I have written to him, recommending him to remain, and I have officially announced to the Persian Government, that he is there as agent for the Indian authorities.

It is currently reported, and believed here, though I cannot say on what grounds, that there is a secret arrangement between Persia and Russia, to exchange Herat for some of the districts beyond the Arras, which formerly belonged to Persia. This report was first mentioned to me at Tehran, in march last; but I then paid no attention to it, because I could not see how Russia was to get at Herat; and I still am inclined to regard it as probably unfounded, though Count Simonich certainly threatened Mahommed Ameen, 'a servant of the Vezier of Herat Yar Mahommed Khan, (who was sent with a message from his master to the Persian camp,) that, if Herat did not surrender to the Shah, he would march a Russian army against it.

I mentioned some time ago, in a letter to Lord Auckland, of which I think I sent your Lordship a copy, that, in a conversation with a Persian gentleman at Tehran, Count Simonich had stated his having advised the Shah after the fall of Herat, to turn his attention to Sinye. This advice, at the time I first heard of it, appeared to me to be unintelligible; but, after I became acquainted with the arrangements entered into with Kandahar, the mystery was solved.

XXVII.

Viscount Palmerston to Mr. Mc Neill.

Sir, London, Foreign Office, August 24, 1838.

I lose no time in acquainting you that Her Majesty's Government entirely approve the course which you pursued, as reported in your despatch of the 25th of June, both in having remained at the Camp of the Shah so long as there was the least chance of a

change of conduct on the part of His Persian Majesty; and in having left the Camp, when it became apparent that the Shah was only trifling with you, and endeavouring to expose you to degradation, by inducing you to prolong your stay, although the Persian Government had taken its determination not to grant your demands. 1838

I am, etc.

(Signed) PALMERSTON.

XXVIII.

Message delivered by Lieutenant-Colonel Stoddart to the Shah of Persia.

I am directed by Her Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary to state that he has been entrusted by Her Majesty's Ministers to inform Your Majesty, that the British Government look upon this enterprise in which Your Majesty is engaged against the Affghans, as being undertaken in a spirit of hostility towards British India, and as being totally incompatible with the spirit and intention of the alliance which has been established between Great Britain and Persia. That consequently if this project is persevered in, the friendly relations which up to this time have so happily subsisted between Great Britain and Persia, must necessarily cease, and that Great Britain must take such steps as she may think best calculated to provide for the security of the possessions of the British Crown.

I am further directed to inform Your Majesty, that if Herat should have surrendered to Your Majesty, the British Government will consider Your Majesty's continuing to occupy, that or any other portion of Affghanistan, as a hostile demonstration against England.

Her Majesty's Minister Plenipotentiary anxiously hopes that by speedily withdrawing the Persian army into Your Majesty's own dominions, Your Majesty will avert the inevitable consequences of persevering in a course of hostility to England.

The British Government also demands reparation for the violence offered to its messenger, which is a matter quite distinct from the question of Herat. Her Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary trusts Your Majesty will grant that reparation in the manner which he pointed out, and thus relieve the British Government from the necessity of having recourse to other measures to exact it.

Your Majesty is no doubt informed by the Government of Fars, that a body of British troops, and a naval armament consisting of five ships of war, have already arrived in the Persian Gulf, and that for the present the troops have been landed on the Island of Karrak. The measures Your Majesty may adopt in consequence of this representation will decide the future movements and proceedings of that armament; but Your Majesty must perceive from the view which Her Majesty's Government has taken of the present state of affairs, and from the effect which must have been produced on the minds of Her Majesty's Ministers and

1838 the British authorities in India by the subsequent proceedings of the Persian Government, with which they were not then acquainted, that nothing but the immediate adoption of measures to comply with the demands of the British Government can induce the authorities acting under the order of that Government to suspend the measures which are in progress for the defence of British interests, and the vindication of British honour.

In the meantime Her Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary will pursue his journey to the Turkish frontier, and will remove all the English from the Persian territory; but he trusts that the bad counsel of the ill-disposed persons who have induced Your Majesty to persevere in a course which has placed affairs in this position will no longer influence Your Majesty; and that guided by your own wisdom, and by a regard to the true interests of Persia, Your Majesty will adopt such measures as will enable Her Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary to return to Your Majesty's Court, and to restore to its former footing of cordiality the alliance between the two Governments.

Your Majesty has seen that all Her Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary has stated to Your Majesty in regard to these matters, has been dictated by sincerity and truth, and by an anxious desire to avert the evils which it was obvious must result from a perseverance in the course which the Persian Goverment was pursuing; and he again assures Your Majesty that nothing but immediate danger and injury to Persia can result from rejecting the demands of the British Government.

That God may guide Your Majesty to a wise decision, and that he may forgive those whose evil counsels have led to such a state of things, is the earnest prayer of an old and faithful servant, who has ever been a sincere wellwisher of the Shah and the Persian Government.

28.

Décret du Roi de Danemarc sur l'organisation des Douanes dans les Duchés de Schleswig et de Holstein. En date de Copenhague, le 1 Mai 1838.

(Publication officielle).

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden König zu Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg. Thun kund hiemit:

Die über die bisherige Einrichtung des Zollwesens

in Unseren Herzogthümern Schleswig und Holstein wie- 1838.
derholt zu Unserer Kunde gekommenen Beschwerden haben Uns allerhöchst bewogen, die sorgfältigsten Untersuchungen darüber anstellen zu lassen, welche Mängel in dieser Beziehung Statt finden, und wie denselben abgeholfen werden könne.

Es ist daraus hervorgegangen, dass namentlich die seitherigen vielfachen Exemtionen von der Zollerlegung bis jetzt der Einrichtung eines dem Zwecke entsprechenden Zollwesens entgegen gestanden haben, und dass eine verbesserte Organisation des Zollwesens, die auf eine für die Sicherung Unserer Intraden und den Schutz der Interessen Unserer Unterthanen gleich wirksame Controle gestützt ist, durch die Verlegung der Zollgrenze an die Landesgrenze, und die Erstreckung der Zollpflichtigkeit auf sämmtliche Districte und Einwohner innerhalb der Zollgrenze bedingt wird. Ausserdem hat sich gezeigt, dass die bisherigen Zolltarife und die Taxen für die Schiffsabgaben den jetzigen Waarenpreisen und Handelsverhältnissen nicht mehr völlig entsprechen, dass bei einer zeitgemässen Aenderung derselben ein freierer Verkehr zwischen Unseren Herzogthümern und Unserem Königreiche hergestellt werden kann, und dass ebenfalls die Einrichtung in Ansehung der Zollsporteln einer Verbesserung bedarf. Dabei haben eine gleichmässige Regulirung der Durchgangsabgaben auf allen Transitwegen Unserer Herzogthümer, eine grössere Begünstigung der Creditauflagefreiheit, ein einfacheres Verfahren in der Erhebung der Abgaben und eine angemessenere Regulirung der Controle über den innern Verkehr als Förderungsmittel für die Erreichung der hier vorliegenden Zwecke sich ergeben; so wie die Mitwirkung der Gerichte hinsichtlich der Entscheidungen wegen Uebertretungen der Zollgesetze, zur Sicherung der Gerechtsame der Beikommenden in erhöhetem Grade beizutragen geeignet befunden ist.

In Erwägung dieser Resultate der angestellten Untersuchung hat Uns Unsere landesväterliche Fürsorge für das Wohl Unserer sämmtlichen lieben und getreuen Unterthanen nicht länger Anstand nehmen lassen können, sowohl die ausgemittelten Hindernisse einer besseren Organisation des Zollwesens hinwegzuräumen, als auch die übrigen Mittel wirksam zu machen, welche sich zu diesem Zwecke darbieten, damit der rechtliche

1838 Handel mehr belebt werde, das inländische Gewerbe besser gedeihe und eine Gleichmässigkeit in der Zollbesteuerung herbeigeführt werde.

Wir haben daher nach eingegangenen Gutachten Unserer getreuen Provinzialstände des Herzogthums Schleswig und des Herzogthums Holstein, gegenwärtige Zollverordnung zu erlassen Uns allerhöchst bewogen gefunden, und verordnen und gebieten demgemäss wie folgt:

I. Von den Zollgrenzen und der Zollpflichtigkeit.

§. 1. Die Landesgrenze Unserer Herzogthümer bildet zugleich die Zollgrenze gegen das Ausland, insoweit nicht die Organisirung der Zollaufsicht an der südlichen Landesgrenze des Herzogthums Holstein die Ausschliessung einzelner Landestheile dieses Unsers Herzogthums mit sich bringen sollte. Die Stadt Altona ist wie bisher, so auch fernerhin wegen ihrer besonderen Lage und Verhältnisse als ausserhalb der Zollgrenze belegen zu betrachten. Auch gestatten Wir, dass der Flecken Wandsbeck wegen seiner Lage ausserhalb der Zolllinie verbleibe.

§. 2. Die, einzelnen Districten, den adeligen Gütern, Klöstern und Corporationen sammt einzelnen Beamten und den Predigern seither zustehende Zollfreiheit wird unter Vorbehalt der dafür auszumittelnden Entschädigung aufgehoben, und werden vom Tage der Einführung des Gesetzes an alle innerhalb der Zollgrenzen belegenen Districte, Städte und Oerter mit allen Bewohnern derselben der Zollpflichtigkeit in gleichem Maasse unterworfen.

II. Von der Freiheit des Handels und Verkehrs.

Von der Einfuhr.

§. 3. Die Einfuhr aller Waaren aus der Fremde in die Herzogthümer ist, mit alleiniger Ausnahme

1. des gebrannten Caffee und aller Arten gebrannter Gewächse, welche, wie namentlich Cichorien, als Caffee-Surrogate dienen können und
2. der Spielkarten,

gegen Erlegung der tarifmässigen Abgaben, oder, soweit der Tarif solches ausdrücklich besagt, abgabefrei erlaubt.

Von der Ausfuhr. 1838

§. 4. Ebenso ist die Ausfuhr aller Waaren aus den Herzogthümern in die Fremde erlaubt. Indessen dürfen Feldsteine lediglich als Ballast für Schiffe ausgeführt werden.

Nur diejenigen Waaren, welche dazu im Tarif ausdrücklich angesetzt worden, sind bei der Ausfuhr einem Zolle unterworfen.

Unter dem Ausdruck „Waaren" sind hier, wie überall, wo derselbe in dieser Verordnung vorkommt, auch rohe Landesproducte, ingleichen Vieh und Pferde zu verstehen.

Von der Durchfuhr.

§. 5. Die Durchfuhr durch hiesiges Territorium ist für alle Waaren, welche von fremden Orten nach fremden Orten transportirt werden, gegen Erlegung tarifmässiger Durchgangsabgaben, oder soweit der Tarif solches ausdrücklich besagt, abgabefrei erlaubt.

Bei der Passage durch den Oeresund, die Belte und den Schleswig-Holsteinischen Canal werden die Abgaben nach den desfallsigen besonderen Zollrollen erhoben. Für alle ohne Strom- oder Canalclarirung transitirenden Waaren kommt der allgemeine Transitzolltarif zur Anwendung.

Von dem Verkehr zwischen den Herzogthümern und dem Königreich Dänemark.

§. 6. Ebenso wie nach Unserer Verordnung für das Königreich Dänemark vom 1. Mai 1838 alle Waaren, welche innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer verfertigt und zum Beweise dessen von Zollpassirzetteln begleitet, auch soweit solches vorgeschrieben, mit Fabrikzeichen oder dem Stempel versehen sind, zollfrei in Dänemark eingehen, sollen auch gegenseitig alle Fabrik-, Manufactur- und Handwerkerwaaren, welche im Königreich Dänemark verfertigt und gleichfalls zum Beweise dessen mit Zollpassirzetteln, auch soweit solches vorgeschrieben, mit Fabrikzeichen oder dem Stempel versehen sind, zollfrei in die Herzogthümer eingeführt werden.

Eine Ausnahme von dieser Regel machen lediglich die Fabrikate der Zuckerraffinaderien in den Herzogthümern, für welche bei der Einfuhr derselben in das Königreich während einer Zeit von drei Jahren, vom

1838 1. Januar 1839 angerechnet, die Hälfte des für fremde in die Herzogthümer einzuführende Fabrikate dieser Art festgesetzten Einfuhrzolls zu entrichten ist.

§. 7. Alle Landesproducte des Königreichs und die dort aus selbigen bereiteten Waaren gehen unter Begleitung von Zollpassirzetteln zollfrei in die Herzogthümer ein, sowie umgekehrt alle innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer gewonnenen Landesproducte und die dort aus selbigen bereiteten Waaren zollfrei in das Königreich eingeführt werden können. Jedoch erlegen diejenigen der zuletzt erwähnten Producte und Waaren, welche in Dänemark einer Consumtionsabgabe unterworfen sind, bei ihrer Einfuhr aus den Herzogthümern in consumtionspflichtige Städte des Königreichs diejenigen Consumtionsabgaben, welche von gleichen Producten und Waaren des Königreichs zu erlegen sind. Von Korn- und anderem inländischen Branntwein, sowie von Bier und Essig, ist diese Abgabe zu entrichten, ohne Rücksicht darauf, ob diese Waaren in die Städte oder die Landdistricte des Königreichs eingeführt werden.

§. 8. Für alle fremden verzollten Waaren, welche in Dänemark und in den Herzogthümern zu gleichem Einfuhrzoll angesetzt sind, ist der Verkehr zwischen beiden Landestheilen gänzlich zollfrei und auch für diejenigen Waarenartikel, deren Zollsätze in beiden Tarifen von einander abweichen, ist ein gegenseitiger Verkehr unverwehrt, wenn der Unterschied zwischen den beiderseitigen Zollsätzen insoweit, als am Ankunftsorte der höhere Zoll Statt hat, daselbst durch Nachlegung des Differenzzolles ausgeglichen wird. Wie aber bei Versendung inländischer Waaren von einem Landestheile nach dem andern die inländische Qualität aus dem mitfolgenden Zollpassirzettel erhellen muss, so muss auch bei Versendung verzollter fremder Waaren die geschehene Verzollung allemal durch mitfolgende Zollpassirzettel dargethan werden.

Von dem Verkehr innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer.

§. 9. Waarentransporte innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer sind bei ihrer Versendung zu Wasser von Zollstätte zu Zollstätte der Zollangabe unterworfen und mit Passirzetteln zu versehen.

§. 10. Bei Versendungen zu Lande bedarf es da-

gegen für folgende Waaren weder der Zollangabe noch 1838
der Passirzettel oder sonstiger Zolldocumente:

1. Waaren, welche eben so wenig einem Ein- als Ausfuhrzolle unterworfen sind;
2. Kornwaaren, Rapsaat, Butter, Vieh und Pferde;
3. alle inländische Fabrikate, deren inländische Verfertigung aus den mitfolgenden Begleitscheinen der Fabrikanten hervorgeht und die, soweit solches vorgeschrieben, mit Fabrikzeichen oder Fabrikstempel versehen sind;
4. alle fremde Waaren, wenn der Transport derselben in Quantitäten geschieht, für welche zusammen der Zoll nicht über 5 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 ß vorm. Cour. beträgt.

§. 11. Alle sonstigen Waaren sind bei dem Transport zu Lande innerhalb der Zollinie mit Folgezetteln der Absender zu versehen, worin der Bestimmungsort zu nennen ist. Einer vorgängigen Zollangabe derselben bedarf es indessen nicht und sind die Folgezettel lediglich mit dem Product der Aufsichtsbeamten zu bezeichnen.

§. 12. Eine Ausnahme von vorstehender Vorschrift (§. 11) machen folgende fremde Waaren, hinsichtlich deren bei Versendungen von Zollstätte zu Zollstätte und bei Versendungen vom Lande nach einem Zollort, sofern der Zollbetrag für die Gesammtquantität der mittelst Eines Transports zu versendenden Waaren die Summe von 5 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 ß vorm. Cour. übersteigt, eine Zollangabe und ein Passirzettel erforderlich ist.

Band aller Art, Bobinet und Tüll, Baumwollengarn, Baumwollenmanufacturwaaren, Branntwein, Cichorienkaffee, Cochenille, Eisenwaaren (Stangen- und Bandeisen ausgenommen), Essig, Felle und Häute, gegärbte und bereitete, sammt Corduan und Saffian, getrocknete Früchte, Glaswaaren, Handschuhmacherarbeit, Hopfen, Indigo, Kaffee, Leinengarn und gewebte Leinenwaaren, Mandeln, Messing- und Gürtlerarbeit, Papier, Porcellain, Posamentirmacherarbeit, Reis, Rosinen und Corinthen, Segel- und Raventuch, Seidenwaaren, Seife, Steinzeug, Taback, Thee, Wein, Wollenwaaren und Zucker.

Bei Waarenversendungen von anderen Zollstätten als Kopenhagen ist, wie bisher, jedoch nur für das laufende Jahr, Verzollungsnummer und Datum in den Pas-

1838 sirzetteln anzuführen. Hat der Handeltreibende beim Ausgang des Jahres Waaren in Behalt, welche er später als verzollt versenden zu können wünscht, so hat er darüber eine förmliche Angabe zu machen, deren Richtigkeit vom Zollwesen zu untersuchen und zu attestiren ist.

§. 13. Die einmal geschehene Berichtigung des Einfuhrzolles für eine Waare berechtigt zu jeder ferneren zollfreien Versendung derselben innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer unter Beobachtung der vorgeschriebenen Controle (§§ 9, 12), und die bisherige Beschränkung in der Wirksamkeit einer einmal geschehenen Verzollung auf ein Jahr hört auf.

§. 14. Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium soll autorisirt sein, fernere Erleichterungen im inländischen Verkehr, soweit sie das Zollinteresse nicht gefährden, den Umständen nach eintreten zu lassen.

Ausserhalb der Zollgrenze belegene Orte.

§. 15. Diejenigen Landstrecken und Orte, welche bei Organisirung des Grenzzollwesens ausserhalb der Zollgrenze bleiben, sind in Rücksicht der Ein- und Ausfuhr sowie überhaupt im Zollwesen, als fremd zu betrachten. Rücksichtlich Altonas und Wandsbecks bleiben die früheren Verfügungen und Anordnungen bis weiter in Kraft.

Fremde Besitzungen.

§. 16. Die hinsichtlich des Handels mit Unseren Westindischen Colonien, Unseren Besitzungen in Ostindien und Afrika, sowie mit Grönland, Island und den Färöern geltenden Bestimmungen bleiben unverändert und nehmen die innerhalb der Zollgrenze wohnenden Unterthanen Unserer Herzogthümer mit denselben Berechtigungen, wie die Unterthanen Unsers Königreichs, an diesem Handel Theil. Auch in Ansehung der Stadt Altona bleibt es in dieser Beziehung bei den bestehenden allgemeinen und speciellen Vorschriften.

Stempelung.

§. 17. Zur Erleichterung des Verkehrs mit Dänemark sind auch in den Herzogthümern diejenigen Wollenwaaren und Baumwollenwaaren, welche im Einfuhrzolltarif mit einem * näher bezeichnet worden, wenn solche zur Versendung nach Dänemark bestimmt sind,

bei ihrer Verzollung zu mehrerem Beweise der geschehenen Berichtigung mit einem Zollstempel zu versehen. 1838

Binnenlandesfracht.

§. 18. Die Schifffahrt von und nach der Fremde, sowie von einem inländischen Orte zum andern steht den Schiffen aller Nationen frei; doch ist die Binnenlandesfrachtfahrt von einem Orte Dänemarks und der Herzogthümer zum andern mit Fahrzeugen von 15 Commerzlasten und darunter, sowie auch Böten ausschliesslich Unseren Unterthanen, unter gleichen Rechten für die Schiffe Dänemarks und der Herzogthümer, vorbehalten.

III. Von der Zollangabe.

§. 19. Soweit in dieser Verordnung nicht Ausnahmen gemacht werden (§§ 10—12) sind alle Waaren, solche mögen zollfrei oder zollpflichtig sein, welche aus der Fremde und dem Königreich Dänemark in die Herzogthümer eingehen, oder von den Herzogthümern in die Fremde oder nach Dänemark ausgehen oder durch die Herzogthümer transitiren oder innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer versandt werden, am Zoll anzugeben.

§. 20. Nach Verschiedenheit der von den Zollbeamten mit den gemeldeten Waaren anzustellenden Untersuchung ist entweder eine generelle oder specielle Angabe zu beschaffen.

Die generelle muss enthalten:

Namen und Heimath des Schiffers und des Fahrzeuges, sowie dessen in dem anzuführendem Messbriefe nahmhaft gemachte Gattung und Lastträchtigkeit, oder bei Versendung zu Lande den Namen und Wohnort des Fuhrmanns und die Zahl der Pferde, womit sein Fuhrwerk bespannt ist;

Namen und Wohnort des Empfängers eingehender und des Absenders ausgehender Waaren;

Zahl und Art der Verschläge nach deren im Handel gebräuchlichen Benennungen, nebst deren Brutto-Gewicht, Merkzeichen und Nummer;

Inhalt dieser Verschläge nach der Qualität oder Gattung der Waaren;

Aus der speciellen Angabe muss aber hervorgehen: die Quantität der Waaren nach Gewicht, Maass oder

1838 Stückzahl, jenachdem der Zoll nach Gewicht, Maass oder Stückzahl bestimmt ist oder die Quantität der Waaren nach der einen oder anderen Rücksicht im Verkehr bezeichnet wird.

Ueber die Fassung dieser verschiedenen Angaben geben die unter Litr. K. angehängten Formulare die nähere Anweisung.

§. 21. Ist derjenige, welcher eine Waare am Zoll speciell anzugeben hat, von der Menge und Beschaffenheit derselben nicht so genau unterrichtet, dass er die vorschriftsmässige Angabe zu machen sich getrauet, so kann er die Waare, nachdem solche zuvor in Zollverwahrsam genommen, vor der Angabe in Gegenwart der Zollbeamten nachsehen und ist nur zur Erlegung der tarifmässigen Zollabgaben rücksichtlich des Vorgefundenen pflichtig. Macht er von dieser Erlaubniss keinen Gebrauch, so wird er nachher mit keiner Entschuldigung wegen etwaniger Unrichtigkeiten seiner Angabe gehört. Auch wird durch Ueberlassung der Waaren in vorstehender Weise zur Nachsicht der Zollbeamten die Erkennung der wegen etwaniger Unrichtigkeit der bereits gemachten generellen Angabe verwirkten Strafen gegen die Contravenienten, nicht ausgeschlossen.

§. 22. Wenn die Richtigkeit der bei den Zollämtern auszustellenden oder einzuliefernden Angaben und Bescheinigungen nach den Vorschriften dieser Verordnung von den Ausstellern noch besonders zu versichern ist, so sollen solche Versicherungen nicht eidlich oder an Eidesstatt, sondern nur bei Verlust Ehre und guten Leumunds ertheilt werden. Auch ist es nicht erforderlich, dass diese Versicherung vor der Obrigkeit abgeleistet werde. Findet des Zollamt Zweifel an der Richtigkeit der Unterschrift, so steht es dem Aussteller frei, solche entweder von der Obrigkeit beglaubigen zu lassen, die dies Geschäft unentgeldlich zu besorgen hat, oder die Versicherung am Zollamt auszustellen.

Vorgedachte Befreiung von der förmlichen Eidesleistung ist auf die obigen Angaben und Bescheinigungen beschränkt und kommt auf diejenigen gerichtlichen Verhandlungen und Untersuchungen, welche zur Entdeckung begangener Zollunterschleife Statt finden, nicht zur Anwendung.

Vielmehr soll es in solchen Fällen nach den allge-

neinen Landesgesetzen und Prozess-Vorschriften ver- 1838
ıalten werden.

IV. Von der Zollaufsicht, dem Wägen und Messen der Waaren, sowie von der Tara.

Von der Zollaufsicht.

§. 23. Alle Waaren, sowohl zollpflichtige als zollfreie, es mögen solche aus der Fremde und dem Königreich einkommen oder dahin ausgehen oder durch die Herzogthümer transitiren oder innerhalb der Zollgrenze der Herzogthümer transportirt werden, sind der Aufsicht der Zollbeamten unterworfen. Es sind daher Frachtfuhrleute, Packenträger, sowie diejenigen, welche zollpflitige Waaren auf bepackten Wagen fahren, verpflichtet, den Zollbeamten auf Befragen die gehörige Auskunft zu ertheilen, denselben auch die zu den im Transport begriffenen Waaren gehörenden Zollpassirzettel und sonstigen Zollexpeditionen oder Bescheinigungen auf Verlangen vorzuweisen.

§. 24. Von allen Waaren, für welche der Einfuhrzoll nach Gewicht zu entrichten ist, soll bei der ersten See- oder Land-Zollstätte, wo sie bei ihrem Eintritt ins Land anzugeben sind die Richtigkeit des in der generellen Angabe angeführten Brutto-Gewichts ermittelt, und dasselbe in die Angabe, sowie ebenfalls in die für den etwanigen Weitertransport zu ertheilenden Passirzettel eingetragen werden. Bei den Durchgangs-Seezollstätten, wohin auch die Zollstätte zu Rendsburg insofern zu rechnen ist, als Schiffe bloss die Zollstätte passiren und ihre Ladungs-Documente produciren, ohne dahin bestimmt zu sein, ist jedoch das Gewicht lediglich nach dem Manifeste des Schiffers anzuführen und eine Ausladung behuf wirklicher Ermittelung des Gewichts tritt nur wegen verdächtiger Umstände ein, welche sich aus einer erwiesenen oder erweislichen Thatsache ergeben. Wenn daher der Verdacht sich nicht bestätigt, und zugleich die Thatsache, welche ihn veranlasst hat, nicht erwiesen worden, so ist das Zollwesen verpflichtet die Kosten zu tragen, der Schiffer daher mit denselben gänzlich zu verschonen.

Ausgehende Waaren aber, soweit dafür nach dem Gewicht eine Zollerlegung oder Zollvergütung Statt findet, werden da gewogen, wo der Ausfuhrzoll für sie

1838 berichtigt oder die Vergütung ausbezahlt wird. In allen Fällen, wo gewogen werden soll, sind die Eigner der Waaren schuldig, dieselben auf ihre Kosten nach und von der Waage bringen zu lassen.

Von dem Wägen.

§. 25. Um in Hinsicht des Wägens zollpflichtiger Waaren Gleichförmigkeit herzustellen und einer verschiedenartigen Erlegung der Zollabgaben vorzubeugen, wollen Wir, dass dasselbe künftig überall von den Zollbeamten, und zwar unentgeldlich vorgenommen werde.

Von dem Messen.

§. 26. Trockne Waaren, welche nach Tonnenzahl zu verzollen sind, müssen bei dem Aus- und Einladen mit den angeordneten Messgefässen gemessen werden, jedoch ohne Kosten für das Zollwesen.

In den Städten, wo beeidigte Messer vorhanden sind, geschieht das Messen, auf Verlangen des Zollwesens, durch diese, gegen das an jedem Orte gebräuchliche Messgeld. Wo es an autorisirten Messern fehlt, können andere zuverlässige Leute zum Messen genommen werden.

§. 27. Wenn für flüssige Waaren der Zoll nach dem Maasse der Fustagen zu entrichten ist, so hängt es, wenn letztere nicht voll sind, von demjenigen, der die Verzollung beschafft, ab, sie vor der Angabe unter Zollaufsicht aufzufüllen. Den Inhalt der Fustagen hat das Zollwesen erforderlichenfalls durch Visirung näher zu bestimmen, und bei Spirituosen, die nach dem Alkoholgehalt verzollt und zur Auflage genommen werden, selbigen durch Gradirung zu ermitteln, zu welchem Ende Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium die Zollstätten mit den zum Visiren und zum Gradiren nöthigen Geräthschaften und mit der zu deren Gebrauch erforderlichen Anweisung versehen wird.

Von der Tara.

§. 28. Die Tara ist nach den im Tarif bei den einzelnen Waarenartikeln angeführten Grössen zu berechnen. Im übrigen dienen in Ansehung der Tara die in der Anlage unter Litr. D enthaltenen Vorschriften zur Nachachtung.

V. Vom Ein- und Ausfuhrzoll und sonstigen Abgaben von Waaren. 1838

Allgemeine Bestimmungen.

§. 29. Die von Waaren an Unsere Zollcasse zu erlegenden Abgaben sind:

der Einfuhrzoll von fremden Waaren, welche zum Verbleiben im Lande eingeführt werden (§. 3);

der Ausfuhrzoll, insonderheit von inländischen Waaren, die nach der Fremde ausgeführt werden (§. 4);

der Transitzoll von aus der Fremde eingehenden Waaren, die entweder wiederum in die Fremde, oder nach Unseren aussereuropäischen Besitzungen oder nach Island und den Färöern ausgeführt werden (§ 5).

Für die Erlegung dieser Abgaben gelten bis weiter die dieser Verordnung unter Litr. A, B und C angehängten Tarife. Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium hat am Ende eines jeden dritten Jahres, von der Publication der neuen Tarife angerechnet, allerunterthänigst Bericht an Uns abzustatten, in wie weit wegen veränderter Handelsverhältnisse Modification in den bemeldeten Tarifen erforderlich sein möchten, so wie auch Unser genanntes Collegium, wenn eintretende Conjuncturen es dringend nothwendig machen sollten, in den Tarifen enthaltene Abgabenbestimmungen provisorisch zu ändern, die desfallsigen allerunterthänigsten Vorschläge Uns vorzulegen hat.

§. 30. Sowohl der Ein- und Ausfuhrzoll, als alle andere bei den Zollstätten in Unseren Herzogthümern zu erlegenden Abgaben sind in Reichsbankgeld Silber, nach dem Münzfuss von 18½ Reichsbankthalern oder 11 Rthlr. 27 ß vorm. Cour. auf die Mark fein gerechnet, in den in den Herzogthümern gesetzlich autorisirten Geldsorten zu entrichten.

In Schillingen werden nur Summen von ½ Reichsbankthaler oder 15 ß vorm. Cour. und darunter angenommen.

Sicherstellung der Abgaben.

§. 31. Für die angeordneten Zollabgaben haften zunächst die Waaren selbst. Demnächst haftet aber derjenige, welcher die Zollangabe beschafft hat und soll Unserer Zollcasse in dessen Vermögen ein Pfand-

1838 recht nach den protocollirten Forderungen mit einer Priorität vom Tage der Angabe zustehen.

Erlegung des Zolles für Materialien und Maschinen.

§. 32. Soweit für Materialien, welche zur Fabrikation und Verarbeitung im Lande eingehen, ein Einfuhrzoll angesetzt ist; wird derselbe wie in Dänemark so auch in den Herzogthümern von allen ohne Unterschied, mithin auch von denjenigen, welchen bisher durch allerhöchste Resolutionen oder Privilegien eine gänzliche oder theilweise Zollfreiheit bis weiter zugestanden wurde, hinfüro dem Tarife gemäss erhoben, und auch diejenigen, welche nach Inhalt ihrer Privilegien im Besitze von Zollbegünstigungen für gewisse Materialien noch fernerhin verbleiben, haben den tarifmässigen Zoll bei der Einfuhr zu erlegen und die Rückzahlung am Schlusse des Jahres zu empfangen, wenn sie die in Gemässheit der Privilegien geschehene Anwendung derselben erweisen.

§. 33. Auch für Maschinen und Einrichtungen zu industriellem und landwirthschaftlichem Gebrauche ist der tarifmässige Einfuhrzoll der Regel nach zu erlegen. Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium ist jedoch autorisirt, für neuerfundene Maschinen, welche in industrieller Beziehung für die Unterthanen von besonderer Wichtigkeit sein können, die zollfreie Einfuhr zu gestatten.

Zollvergütungen.

§. 34, Für raffinirten Zucker, den inländische Raffinadeure unter Versicherung bei Verlust Ehre und guten Leumunds als eignes Fabrikat zur Ausfuhr nach fremden oder ausserhalb der Zollinie belegenen Orten declariren, wird zur Vergütung des Einfuhrzolles für den im Fabrikat enthaltenen rohen Zucker die Rückzahlung von 3 Rbthlr. 62 ß oder 2 Rthlr. 13⅔ ß vorm. Cour. à 100 Pfd. des Fabrikats aus der Zollcasse zugestanden, wenn die Ausfuhr in nicht kleineren Quantitäten als 100 Pfd. auf's Mal geschieht und die Rückzahlung innerhalb 3 Monaten, vom Tage der Ausfuhr angerechnet, verlangt wird.

Für Sirup wird in gleicher Weise, jedoch nur für Quantitäten von 100 Pfd. und darüber, eine Rückzahlung von 13 Rbthlr. oder 8 Rthlr. 6 ß vorm. Cour. à 1000 Pfd. aus der Zollcasse zugestanden.

Bei der Ausfuhr von inländischer Butter nach frem-

den und ausserhalb der Zolllinie belegenen Orten wird 1838
der Einfuhrzoll für das darin enthaltene Salz nach dem Verhältniss von 1 Tonne Salz auf 25 Tonnen Butter zurückbezahlt, wenn die Ausclarirung in nicht kleineren Quantitäten als 25 Tonnen auf's Mal geschieht und die Rückzahlung innerhalb 3 Monaten, vom Tage der Ausfuhr angerechnet, verlangt wird.

Einfuhr unberichtigter Waaren von Dänemark und Tarifirung unbenannter Waaren.

§. 35. Den im Tarif angeordneten Einfuhrzoll haben gleicher Weise diejenigen fremden Waaren zu erlegen welche aus Unserem Königreiche in die Herzogthümer eingehen, ohne bei ihrer Einfuhr in Dänemark mit dem Einfuhrzoll berichtigt zu sein. Für Waaren, welche in diesem Tarif nicht ausdrücklich aufgeführt sind, ist der Einfuhrzoll nach der Schlussclausel desselben zu entrichten.

Für das Königliche Haus und Staatsanstalten.

§. 36. Auch für diejenigen Waaren, welche sowohl zu Unserem Eigenen Gebrauche und für Unser Königliches Haus, als für Unseren See- und Landkriegsetat aus der Fremde eingehen, soll der Einfuhrzoll entrichtet werden.

Unprivilegirte Nationen.

§. 37. Von Waaren, welche in Schiffen unprivilegirter Nationen zur Verzollung oder zur Creditauflage eingehen, desgleichen von Salz, welches zur Verzollung oder Creditauflage in schwedischen Schiffen eingeführt wird, ist ausser dem tarifmässigen Einfuhrzolle der halbe Betrag desselben als Erhöhungszoll zu erlegen, welcher letztere für Creditauflagewaaren sogleich bei der Aufnahme zur Auflage entrichtet wird, so dass nur der tarifmässige Zoll zu creditiren ist.

Waaren, welche in Schiffen unprivilegirter Nationen direct von Orten ausserhalb Europa eingeführt werden, desgleichen Waaren in gestrandeten unprivilegirten Schiffen sind indessen von diesem Erhöhungszoll befreit.

Erlegung des Einfuhrzolles.

§. 38. Der Einfuhrzoll ist nach der Wahl dessen, der ihn zu erlegen hat, entweder bei der Zollstätte, welche die Waaren bei ihrem Eintritte in's Land berühren oder an deren Bestimmungsorte, wohin sie von

1838 der ersten Zollstätte unter Zollverschluss gegen Rückattest abgefertigt werden, zu entrichten.

Befindet sich am Bestimmungsorte keine Zollstätte, so geschieht die Verzollung, insofern sie nicht bei dem Eintritt in das Land bewerkstelligt ist, bei der letzten Zollstätte, welche die Waaren auf ihrem Transport nach dem Bestimmungsorte passiren.

Indessen sind Kleinigkeiten, für welche der Zoll nicht über 2 Rbthlr. oder 1 Rthlr 12 ß vorm. Cour. beträgt, stets sofort bei der Grenzzollstätte zu berichtigen.

Auch sind die von den sogenannten Karrenführern eingeführten Artikel, als Hopfen, Kienruss u. s. w. schon bei der ersten Eingangszollstätte speciell anzugeben und zu verzollen.

Ebenso ist allezeit bei der Grenzzollstätte der Einfuhrzoll für die Waaren zu berichtigen, wenn sie auf dem Transport nach ihrem Bestimmungsorte keine andere Zollstätte berühren und zugleich an dem Bestimmungsorte selbst eine solche nicht vorhanden ist.

Für wieder ausgeführte Waaren.

§. 39. Der Einfuhrzoll, welcher für fremde, zur Verzollung angegebene Waaren einmal erlegt ist, wird nicht wieder zurüchgegeben, wenn gleich diese Waaren später wieder nach der Fremde ausgeführt sind.

Ausnahmen.

§. 40. Eine Ausnahme von dieser Regel machen Pferde, welche von Rosshändlern ins Land gebracht und nach einiger Zeit wiederum ausgeführt werden.

Diese sollen zwar bei ihrem Eintritt ins Land den Einfuhrzoll für ihre Pferde bei der ersten Zollstätte erlegen. Wenn sie aber sofort anzeigen, dass ihre Pferde nicht zum Verbleiben im Lande bestimmt sind und sie selbige innerhalb 6 Monaten entweder bei derselben oder bei einer andern See- oder Landzollstätte wiederum zur Ausfuhr angeben, so ist der erlegte Einfuhrzoll von dem Zollbeamten des Orts, wo die Ausfuhr geschieht, zurückzuzahlen. Die Zollstätte, wo solche Pferde eingehend angegeben werden, hat daher in den darüber zu ertheilenden Passirzetteln (§§ 9—12) die Pferde nicht nur nach der Anzahl, sondern auch nach Farbe, Geschlecht und anderen Kennzeichen möglichst genau zu

schreiben und zugleich den Betrag des erlegten Zol- 1838
s mit Zahlen und Buchstaben deutlich darin anzufüh-
n. Für Pferde und anderes Zugvieh wird jedoch dann
berall nicht Zoll bezahlt, wenn aus dem Gebrauch,
r von ihnen beim Eingang gemacht wird, nach der
eberzeugung der Zollbeamten hervorgeht, dass sie als
ug- oder Lastthiere zum Angespann eines Reise- oder
rachtwagens gehören, oder zum Waarentragen dienen,
der die Pferde von Reisenden zu ihrem Fortkommen
eritten werden müssen.

Gebrauchte Sachen.

§. 41. Für gebrauchte Sachen, als Kleidungsstücke, Mobilien, Instrumente und dergleichen, die aus der Fremde eingehen, wird kein Einfuhrzoll erlegt, insofern sie als Umzugs- oder Reisegut für Rechnung und zum Gebrauch solcher Personen eingeführt werden, welche sich dieser Sachen schon bedient haben.

Einfuhrzoll für Gegenstände von inländischen ausserhalb der Zolllinie belegenen Orten.

§. 42. Dahingegen ist der tarifmässige Einfuhrzoll von allen Producten, Fabrikaten und Waaren ohne Unterschied zu entrichten, welche von einem ausserhalb der Grenzzollinie des Herzogthums Holstein belegenen inländischen Ort über diese Zollgrenze geführt werden. (§. 15).

Vom Ausfuhrzoll.

§. 43. Alle Waaren, welche in dem dieser Verordnung angehängten Ausfuhrtarif sich nicht namentlich aufgeführt finden, können zollfrei ausgeführt werden.

§. 44. Der Ausfuhrzoll wird bei Versendungen zu Wasser stets an der Zollstätte des Orts, von welchem aus die Einschiffung geschieht, entrichtet, bei Versendungen zu Lande aber, entweder bei der Zollstätte des Orts, von welchem die Waaren ausgehen, und wo stets die Angabe zur Ausfuhr geschehen muss, oder bei der Grenzzollstätte erlegt, welche dieselben bei ihrer Ausfuhr nach der Fremde passiren.

Das zur Ausfuhr nach den Herzogthümern in die Fremde bestimmte Vieh ist dagegen der Zahl, Farbe und dem Geschlechte nach stets am Orte der Absendung, wenn daselbst eine Zollstätte ist, sonst aber bei der ersten Zollstätte, welche dasselbe auf ordentlicher, zum

1838 Transport solchen Viehes allein gestatteter Landstrasse berührt, anzugeben und mit dem Ausfuhrzoll zu berichtigen.

Alles Vieh, welches zur weiteren Ausfuhr in die Fremde, an der Grenzzolllinie ankommt, ohne nach Maassgabe dieser Vorschrift verzollt zu sein, wird als zur heimlichen Ausfuhr bestimmt angesehen und demgemäss behandelt.

Für zollpflichtige Waaren und Vieh, welche aus dem Distrikt einer Grenzzollstätte ausgeführt werden, ist der Ausfuhrzoll immer bei dieser zu entrichten. Die Bestimmungen dieses § rücksichtlich der Ausfuhr von Vieh kommen auch bei der Ausfuhr von Pferden zur Anwendung.

§. 45. Der einmal erlegte Ausfuhrzoll wird, insofern nicht nach Maassgabe der §§ 46, 47 und 116 der gegenwärtigen Verordnung in besonderen Fällen etwas Anderes gestattet ist, nicht wieder zurückbezahlt, wenngleich die Waare, für welche derselbe entrichtet, später wieder eingeführt wird.

§. 16. Eine Ausnahme von dieser Regel machen jedoch Pferde, welche von Rosshändlern und Anderen aus dem Lande geführt und nach Verlauf einiger Zeit wieder zurückgeführt werden. Wenn nämlich solches bei der Erlegung des Zolles angezeigt wird und die ausgeführten Pferde innerhalb 6 Monaten entweder bei derselben Zollstätte bei welcher die Verzollung geschehen oder bei einer anderen wiederum zur Einfuhr angegeben werden, so ist der erlegte Ausfuhrzoll von der Zollstätte, wo die Einfuhr geschieht, zurückzuzahlen. Die Ausgangszollstätte hat es daher mit den über solche Gegenstände zu ertheilenden Zollzetteln ebenso zu halten, wie im §. 40 rücksichtlich der zur Wiederausfuhr eingehenden Pferde vorgeschrieben worden und dient auch für die Ausfuhr im übrigen die Schlussbestimmung des §. 40 zur Richtschnur.

§. 47. Auch in dem Falle mag der erlegte Ausfuhrzoll zurückbezahlt werden, wenn Waaren, welche bei einer Zollstätte zur Ausfuhr in die Fremde expedirt sind, im Lande bleiben, dieses auch bei der Zollstätte, wo die Verzollung geschehen ist, mit einem Rückattest von einer anderen Zollstätte in Dänemark oder den Herzogthümern innerhalb 4 Wochen dargethan wird, und der Absender zugleich bei Verlust Ehre

und guten Leumunds versichert, dass die Waaren, wor- 1838
auf er den Rückattest einliefert, dieselben sind, welche
er an dem von ihm anzugebenden Tage bei gedachter
Zollstätte verzollt hat. Nach Verlauf von 4 Wochen
darf jedoch eine solche Zurückzahlung nicht ohne be-
sondere Genehmigung Unsers General-Zollkammer- und
Commerz-Collegii Statt finden.

§. 48. Für alle mit einem Ausfuhrzoll belegten Waaren und Producte der Herzogthümer ist dieser Zoll zu entrichten, wenn sie nach einem ausserhalb der Zollgrenze belegenen Ort, er mag einheimisch oder fremd sein, geführt werden, und kommt dasselbe auch hinsichtlich der Producte des Königreichs zur Anwendung. (§. 15). Für gebrauchte Sachen der Reisenden wird kein Ausfuhrzoll erlegt.

§. 49. Die dem Ausfuhrzoll unterworfenen Producte und Waaren der Herzogthümer, welche nach Unseren Besitzungen in Westindien oder nach Grönland, Island und den Färöern versandt werden, sind von Erlegung desselben frei, wenn dargethan wird, dass sie dort angekommen sind. Der Ausfuhrzoll für solche Waaren wird daher einstweilen creditirt.

§. 50. Isländische-, Grönländische- und Färöische Waaren, welche von zollpflichtigen inländischen Orten in Dänemark oder den Herzogthümern nach der Fremde geführt werden, unterliegen keinem Ausfuhrzolle, erlegen aber, sie mögen zu den im Tarife genannten Artikeln gehören oder nicht, bei der Ausgangszollstätte eine Recognition von Einem Procent ihres Werths.

Fristen wegen Rückatteste.

§. 51. Zur Beibringung von Rückattesten oder Bescheinigungen, dass zollpflichtige Producte und Waaren der Herzogthümer, so wie unberichtigte fremde Waaren und unter Zollversiegelung gesetzte Verschläge überhaupt, imgleichen Schiffe an dem Orte, wohin sie gemeldet worden, angekommen sind, werden folgende Fristen bewilligt:

von Orten der Herzogthümer, Altona exclusive	1 Monat
- Altona	2 —
- Dänemark	2 —
- Island und den Färöern, wie auch Grönland	1 Jahr
- Westindien.	1½ —

Gehen solche Rückatteste nicht innerhalb dieser Fristen

1838 ein, so ist derjenige, welcher den Passirzettel ausgebracht hat, für inländische zollpflichtige Waaren den Ausfuhrzoll, für fremde unberichtigte Waaren den Einfuhrzoll sofort zu erlegen schuldig, und wegen zu wenig erlegter Schiffsabgaben, so wie wegen etwaniger Siegelverletzung oder nicht geschehener Meldung und Abhandenkommens versiegelter Verschläge nach Maassgabe der desfälligen Vorschriften in Anspruch zu nehmen.

Der Zollrechnungsführer haftet für die Entrichtung der wegen fehlender Rückatteste zu erlegenden Zollabgaben und hat solche gleich nach Ablauf der bewilligten Frist in Einnahme zu stellen, wogegen es ihm frei steht, sich bei solchen Waarenversendungen wegen Nachlage des Zolles Sicherheit bestellen zu lassen.

Vom Transitzoll.

§. 52. Von allen durch hiesiges Territorium von und nach der Fremde gehenden Waaren wird, sofern sie nicht den Strom- oder Canalzoll bereits erlegt oder noch zu erlegen haben (§. 5), der Transitzoll nach dem angehängten Tarif erlegt.

Der Transitzoll wird beim jedesmaligen Durchgang einer Waare von und nach der Fremde, jedoch nur einmal für jeden Durchgang erhoben, und alle Waaren, welche die für die Sund- und Canal-Passage angeordneten Abgaben erlegt haben, entrichten, wenn sie bei der Ankunftszollstätte als Transit angemeldet und demnächst wieder nach der Fremde ausgeführt werden, keinen Transitzoll.

Die Erhebung des Transitzolles geschieht bei der Zollstätte, welche die Waaren beim Ausgang in die Fremde zuletzt berühren. Es soll aber demjenigen, welcher Waaren von der Transit- oder Creditauflage ausmeldet, auch unverwehrt sein, die Transitabgaben sofort bei der Zollstätte zu erlegen, bei welcher die Waaren von der Auflage ausgemeldet werden.

Stempel-Papier.

§. 53. Alle Ausfertigungen, welche im Zollcomtoir geschehen oder zur Einlieferung in dasselbe bestimmt sind, mögen, mit alleiniger Ausnahme der Schiffsmessbriefe (§. 150), auch fernerhin auf ungestempeltem Papier geschrieben werden.

Kanalzollwesen.

§. 154. In Ansehung des Kanalzollwesens wird durch die gegenwärtige Verordnung nichts geändert.

VI. Von landwärts ein- oder ausgehenden Waaren. 1838

Erlaubte Strassen.

§. 55. Für den Transport von fremden Waaren, welche über die Landeszollgrenze eingehen, sowie von einheimischen zollpflichtigen Waaren, welche nach der Fremde ausgehen, sind nur diejenigen ordentlichen Landstrassen zulässig, an denen Grenzzollstätten belegen sind.

Die Landstrassen, welche zur Einfuhr fremder, sowie zur Ausfuhr einheimischer zollpflichtiger Waaren und Producte über die Landeszollgrenze und zum Transit erlaubt sind, sollen öffentlich bekannt gemacht und als solche gehörig bezeichnet werden.

§. 56. Frachtfuhrleute, Packenträger, oder Diejenigen welche zollpflichtige Waaren auf bepackten Wagen fahren, sollen, wenn sie mit zollpflichtigen Waaren bei ihrem Transport auf den erlaubten Strassen eine Zollstätte passiren, insofern eine zollpflichtige Waare schon früher angegeben ist, den darüber ertheilten Zollpassirzettel auf Verlangen vorzeigen. Alle zollpflichtigen Waaren, welche auf Wegen betroffen werden, die um die Grenzzollstätte herumführen, oder welche denselben auf der erlaubten Strasse unangegeben vorbeigeführt sind, werden als verschwiegen angesehen und demgemäss behandelt.

Von eingehenden Waaren.

Fracht- oder Adress-Briefe und Zollangabe.

§. 57. Alle landwärts eingehenden fremden Waaren sollen von Fracht- oder Adress-Briefen begleitet sein, aus denen ausser dem Namen des Fuhrmanns, die Zahl und Art der Verschläge nach der Benennung, die sie im Handel führen, deren Inhalt, Bruttogewicht, Merkzeichen und Nummer, Bestimmungsort und Empfänger hervorgeht. Auch über diejenigen Waaren, welche dem Fuhrmann, der sie transportirt, eigenthümlich gehören, müssen, wenn sie nicht mit Fracht- oder Adress-Briefen versehen sind, wenigstens Verzeichnisse vorhanden sein, welche über die eben erwähnten Gegenstände die nämliche Auskunft, wie die Fracht- und Adress-Briefe geben. Fehlt es an solchen Verzeichnissen, Fracht- oder Adress-Briefen, so tritt das § 60 vorgeschriebene Verfahren ein.

1838 Der Fuhrmann ist unbedingt dafür verantwortlich, dass er nicht mehr Colli und Waaren, als worüber er die Frachtbriefe und Verzeichnisse einliefert, auf seinem Wagen habe, und es ändert namentlich nichts in seiner Verantwortlichkeit, ob er die Frachtbriefe offen, oder etwa versiegelt mit der Aufschrift an die Zollstätte bei sich führt.

Sollte er auf seinem Wagen Colli haben, für welche er keine Frachtbriefe oder Verzeichnisse bei sich führt, so muss er solche Colli bei Ablieferung der vorhandenen Frachtbriefe oder Verzeichnisse sofort im Zollcomtoir angeben (§ 60) und unterliegt überdies den Umständen nach einer Ordnungsstrafe von 1—2 Rthlr. oder 30 β. — 1 Rthlr. 12 β vorm. Cour. für jedes Colli.

Unterlässt er diese Angabe, so treten überdies die auf heimliche Einfuhr gesetzten Strafen ein.

§. 58. Sofort nach Ankunft der Waaren an der Grenzzollstätte sind diese Documente den Zollbeamten zu übergeben, und wird auf den Grund derselben die generelle Angabe ausgestellt, welche auf Verlangen von der Zollbehörde unentgeldlich zu entwerfen ist.

Revision.

§. 59. Nach dieser generellen Angabe haben die Zollbeamten sofort die Visitation vorzunehmen und soweit das Gewicht der angegebenen Waaren bei der Zollberichtigung derselben in Betracht kommen kann, das Bruttogewicht jedes einzelnen Verschlags zu ermitteln.

Durch die Visitation sollen die Zollbeamten sich von der Richtigkeit der generellen Angabe, namentlich rücksichtlich der Gattung der Waaren, überzeugen, soweit solches ohne eine eigentliche Eröffnung und Auspackung der Verschläge geschehen kann. Wenn indessen die Zollbeamten Grund zu haben glauben, die Richtigkeit der Angabe rücksichtlich der Gattung der Waaren zu bezweifeln, so steht ihnen die Eröffnung frei. Jedoch müssen sie, wenn die nähere Nachsicht die Richtigkeit der Angabe bestätigt, die geöffneten Verschläge ohne Kosten für die Eigner und ohne Beschädigung der Waaren, für welche sie verantwortlich sind, gehörig wiederum emballiren.

§. 60. Waarenverschläge aber, die nicht mit den in dem vorhergehenden § 57 vorgeschriebenen Documenten versehen sind, müssen jedesmal von den Zoll-

beamten an der Grenzzollstätte geöffnet, rücksichtlich 1838
ihres Inhalts speciell untersucht, und der Einfuhrzoll
dafür berichtigt werden, welchemnächst darüber ohne
weitere generelle Angabe ein Passirzettel ertheilt wird.

Die Expedition solcher Waaren muss der Expedition derer, die mit gehörigen Fracht- oder Adress-Briefen oder Verzeichnissen versehen, angekommen sind, nachstehen, und hat derjenige, welcher die Waaren transportirt, mit Vorbehalt seines Regresses an den Eigner oder Absender, die aus der Eröffnung und dem Wiedereinpacken entstehenden Kosten abzuhalten.

Verzollung an der Grenze.

§. 61. Soll die Verzollung eines Theils der Ladung eines Frachtfuhrmanns an der Grenzzollstätte geschehen, so ist über solche Waaren, ausser der generellen Angabe, auch noch eine von dem Empfänger, wenn dieser zugegen ist, sonst aber von dem Fuhrmann, auszustellende specielle Angabe und eine darnach von den Zollbeamten vorzunehmende specielle Nachsicht erforderlich. Giebt aber der Fuhrmann seine sämmtlichen geladenen Waaren zum Zweck der Zollberichtigung speciell an, so kann die generelle Angabe wegfallen.

Weiterer Transport und Expedition am Bestimmungsorte.

§. 62. Ueber diejenigen Waaren, welche nach anderen Zollstätten bestimmt sind, wird dem Fuhrmann übereinstimmend mit seiner generellen Angabe und dem Befund der Zollnachsicht unter Zurücklieferung der mit dem Product der Grenzzollstätte bezeichneten Fracht- oder Adress-Briefe oder Verzeichnisse ein Passirzettel ertheilt und ihm der weitere Transport der Waaren gestattet.

§. 63. Den Passirzettel (§ 62) hat der Fuhrmann bei der Zollstätte am Bestimmungsorte der Waaren, oder, wenn sich an diesem keine Zollstätte befinden sollte, bei der letzten Zollstätte, welche sie auf ihrem Transport berühren, sofort nach seiner Ankunft zugleich mit den Frachtbriefen oder Verzeichnissen einzuliefern. Mit dem Abladen darf aber nicht eher angefangen werden, als bis der Zollbeamte, welcher die Nachsicht verrichten soll, angekommen ist. Die Waaren sind hierauf von dem Empfänger am Zoll speciell anzugeben; wenn dies aber nicht sofort geschieht, im

1838 Zollpackhause, oder sofern ein solches nicht vorhanden, sonst an einem sichern Orte unter Schloss oder Siegel des Zolles bis zur Beschaffung der speciellen Angabe aufzubewahren. Bei dieser Angabe ist das an der Grenzzollstätte ermittelte Brutto-Gewicht zum Grunde zu legen und hiernach das Netto-Gewicht, so weit nur von diesem der Zoll zu erlegen ist, in Gemässheit des Taratarifs zu bestimmen. Bei Verschlägen mit Waaren verschiedener Gattung, muss das Netto-Gewicht durch specielle Untersuchung ermittelt werden.

Erst wenn die Angabe nach stattgehabter specieller Nachsicht, rücksichtlich der angegebenen Waarengattung richtig befunden und entweder der Zoll, soweit dessen Erlegung Statt findet, entrichtet, oder die Waare zur Creditauflage notirt ist, wird dieselbe dem Empfänger ausgeliefert.

§. 64. Findet sich es aber bei dieser Untersuchung, dass Waaren, die ihrer Qualität nach einem höheren Zoll erlegen, als solche angegeben sind, die einen geringeren Zoll entrichten, oder befinden sich mehr Waaren auf einem Wagen, als an der Grenzzollstätte angegeben worden, so sind solche als verschwiegen anzusehen. Doch soll, wenn das Uebergewicht nicht mehr als 4 pCt. von dem angegebenen Quanto beträgt, eine solche Unrichtigkeit ausser der Erlegung des Zolles keine weitere Folge haben.

Fehlen dahingegen Verschläge, die sich auf dem Passirzettel befinden, so ist für solche, in Gemässheit des ermittelten Gewichts, nach Abzug der tarifmässigen Tara, der höchste für Manufacturwaaren im Tarif vorkommende Zollsatz zu berichtigen; es wäre denn, dass über den Inhalt eines solchen nicht mehr vorhandenen Verschlags mit Gewissheit constirte, da es dann genügen mag, wenn hiernach der Zoll entrichtet wird. Ist das Gewicht eines Verschlags leichter, als es von der Grenzzollstätte ermittelt worden, so wird solches bei Berechnung des Zolles nicht weiter berücksichtigt. Vielmehr ist dieser nach Maassgabe des an der Grenze ermittelten Brutto-Gewichts, wenn davon die tarifmässige Tara abgezogen worden, zu erlegen. Ist aber von verschiedenen in Einer Verpackung befindlichen Waarengattungen nur das Gesammtgewicht aus dem Passirzettel zu ersehen, soll für das Mindergewicht allemal der

öchste im Tarif für Manufacturen vorkommende Zoll- 1838
tz erhoben werden.

Wird das Brutto-Gewicht eines Verschlags am Orte
er Verzollung mit dem bei der generellen Angabe an
er Grenze ermittelten übereinstimmend befunden: so
eht es dem Empfänger frei, zum Behufe der Ermitte-
ng des Netto-Gewichts, den Verschlag in Gegenwart
er Zollbeamten im Zollpackhause auszupacken und
ach dem auf diese Weise ermittelten Netto-Gewicht
en Einfuhrzoll zu entrichten, wobei jedoch die hinsicht-
ch der Tara vorgeschriebenen näheren Bestimmungen
ets zur Richtschnur zu nehmen sind.

§. 65. Wenn die Ablieferung aus der Fremde ein-
eführter Waaren an mehreren, zu verschiedenen Zoll-
istricten gehörigen Orten geschieht, so wird es bei je-
er der letzteren auf die im vorhergehenden § 63 an-
egebene Weise verhalten, und dem Fuhrmann statt
es abgelieferten Passirzettels über seine ganze Ladung
n neuer ertheilt, welcher auf den Rest lautet, unter
urückgabe der betreffenden, jedesmal zu producirenden Frachtbriefe oder Verzeichnisse.

Ausgehende Waaren.

§. 66. Landwärts ausgehende zollpflichtige Waaren
nd entweder von dem Fuhrmann, welcher sie trans-
ortirt oder von dem Eigner oder Commissionair nach
rer Menge und Beschaffenheit speciell anzugeben. Erst
achdem hierauf von dem Zollbeamten eine specielle Un-
rsuchung der angegebenen Waaren angestellt und ein
assirzettel darüber ertheilt worden, darf der Fuhrmann
ch von der Zollstätte, wo die Angabe geschehen ist,
ntfernen.

§. 67. Ist die Zollberichtigung für solche Waaren
ei der Zollstätte des Orts der Absendung oder der
ieser zunächst belegenen geschehen, so hat der Fuhr-
ann die geladenen Waaren bei der Grenzzollstätte,
ie er auf seiner Reise berührt, zur Nachsicht zu stel-
n und den darüber erhaltenen Passirzettel abzuliefern.
eber die geschehene Ablieferung des Passirzettels wird
r von der Grenzzollstätte nach befundener Richtigkeit
u seiner ferneren Legitimation mit einer Bescheinigung
ersehen.

Damit obige Bestimmungen gehörig zur Ausführung

1838 gebracht werden können, muss jeder Frachtwagen mit seinem besonderen Passirzettel versehen sein.

§. 68. Ladet ein Fuhrmann zollbare Waaren zur Ausfuhr in die Fremde in verschiedenen Zolldistricten, so ist über die in jedem District geladenen Waaren eine specielle Angabe bei der beikommenden Zollstätte auszustellen, und die vorschriftsmässige Nachsicht von den Zollbeamten vorzunehmen. Die spätere Zollexpedition ist jedoch mit der früheren dergestallt zu verbinden, dass über die mehreren Expeditionen nur ein Document entsteht, zu welchem Ende nöthigenfalls mehrere Bogen Papier an einander zu heften und mit dem Zollsiegel zu versehen sind.

Binnen-Controle.

§. 69. Jeder Frachtfuhrmann, Packenträger, oder wer sonst zollpflichtige Waaren auf bepackten Wagen fährt, ist verbunden, bei den Zollstätten, welche er passirt, auf Verlangen seinen Passirzettel vorzuzeigen, und schuldig, jedem Zollbeamten von dem er unterwegs befragt wird, über die geladenen Waaren Rede und Antwort zu geben, demselben seine Zollexpedition vorzuzeigen und ihm eine Nachsicht der Waaren, soweit sie ohne Abladen derselben geschehen kann, zu gestatten.

§. 70. Wenn es sich bei einer solchen Nachsicht sofort klar ergiebt, dass Waaren verschwiegen oder unrichtig angegeben worden, so hat der Zollbeamte solche Waaren sofort anzuhalten und den Wagen nach der nächsten Zollstätte, oder wenn diese zu weit entfernt ist, nach der nächsten Polizeibehörde zu bringen, wohin der Fuhrmann ihm unweigerlich zu folgen verpflichtet ist. Sofern aber solche Unrichtigkeit nicht offen zu Tage liegt, der Zollbeamte aber Gründe hat, eine Unrichtigkeit zum Nachtheil des Zollinteresse zu vermuthen, so hat er den Wagen bis zur nächsten auf dem Wege zum Bestimmungsorte belegenen Zollstätte oder bis zur Zollstätte an diesem selbst zu begleiten und derselben seine Gründe mitzutheilen. Von selbiger ist dann die nähere Untersuchung durch Abladen der Waaren vorzunehmen. Werden bei einer solchen Untersuchung keine verschwiegenen oder der Gattung nach zum Nachtheil des Zollwesens unrichtig angegebenen Waaren gefunden, so müssen die Verschläge sofort wieder gehörig aufgeladen werden, ohne dass dem Fuhr-

mann daraus Kosten erwachsen. Finden sich dahinge- 1838
gen bei der Nachsicht Unrichtigkeiten der gedachten Art, so werden die verschwiegenen oder unrichtig angegebenen Gegenstände angehalten, und der Fuhrmann hat sich den daraus entstehenden Aufenthalt nebst Kosten selbst beizumessen. Reisende (zu Wagen oder zu Pferde) dürfen von den Zollbeamten innerhalb der Zolllinie auf den Landstrassen überall nicht angehalten werden.

Fährböte.

§. 71. Fährböte und Fährprahme, welche zum Uebersetzen von einem Orte der Herzogthümer zu einem andern dienen, sind zwar zur Angabe bei den Zollstätten nicht verpflichtet. Sie sind aber nichts destoweniger der besonderen Aufsicht der Zollbeamten unterworfen und alle Waaren, welche nach den Bestimmungen der gegenwärtigen Verordnungen bei ihrem Transport innerhalb der Zollgrenze mit Zolldocumenten, oder Bescheinigungen, soweit solche überall erforderlich (§§ 9—12), versehen sein müssen, unterliegen der Anhaltung, wenn sie ohne dieselben in einem solchen Fahrzeuge angetroffen werden.

Behandlung der Postgüter.

§. 72. Ueber alle mit der ordentlichen fahrenden oder Frachtpost aus der Fremde eingehenden zollpflichtigen Waaren, sollen die im § 57 vorgeschriebenen Fracht- oder Adressbriefe oder Verzeichnisse bei den Grenzzollstätten producirt werden, und ist von diesen zugleich eine allgemeine Nachsicht der Postgüter, der Stückzahl nach, unter Benutzung der Postcharte, vorzunehmen.

Befinden sich unter den Postgütern solche, über welche zwar keine Fracht- oder Adress-Briefe vorhanden sind, die aber doch in der Postcharte aufgeführt stehen, so sind solche zur Sicherung des Zollinteresse sofort mit dem Zollsiegel sorgfältig zu versiegeln und demnächst am Bestimmungsorte der genauesten Nachsicht zu unterwerfen.

Sind aber die Verschläge, über welche es an Fracht- der Adressbriefen oder Verzeichnissen mangelt, in der Postcharte nicht aufgeführt, so sind sie, als zur heimlichen Einfuhr bestimmt, von den Zollbeamten anzuhalten.

§. 73. Für alle Waaren, welche mit der ordent-

1838 lichen fahrenden oder Frachtpost aus der Fremde oder von Orten ankommen, die ausserhalb der Zolllinie belegen sind, muss an der Zollstätte des Orts, wo sie von der Post abgegeben werden, der Einfuhrzoll berichtigt werden. Zu dem Ende sind die Waaren, soweit es nicht schon geschehen ist, sofort mit dem Zollsiegel zu versehen, auch, wenn die Zollstätte es erforderlich hält, nach dem Zollpackhause zu bringen und daselbst zu untersuchen.

§. 74. Es haben daher die Postämter gleich nach Ankunft der Frachtposten der Zollstätte beglaubigte Abschriften der Postcharten zuzustellen und die angekommenen Waaren, bis die Zollbeamten ihre amtlichen Verrichtungen beginnen können, in Verwahrsam zu behalten.

§. 75. Die Eigner oder Empfänger solcher Waaren haben darüber, unter Production der Connossemente, Fracht- oder Adressbriefe oder Verzeichnisse, specielle Angaben am Zolle auszustellen, oder es wird, wenn sie es vorziehen, der Inhalt der Verschläge durch deren Eröffnung in Gegenwart der Zollbeamten ermittelt und demgemäss die Zollangabe beschafft. Wenn hiernächst im ersten Falle die Nachsicht geschehen und in dem einen wie in dem anderen Fall der Zoll erlegt worden, so wird dem Empfänger ein Zollzettel ertheilt, gegen dessen Vorzeigung die Waaren erst an ihn verabfolgt werden dürfen.

§. 76. Von dieser Angabe mit den Frachtposten aus der Fremde und über die Zollgrenze eingehender Waaren, sind jedoch Kleinigkeiten unter 2 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 12 β vorm. Cour. an Werth, als wovon die Zollbeamten sich bei der Visitation zu überzeugen haben, nicht minder gedruckte Sachen, Rechnungen und Documente befreiet, und können selbige, wenn die Zollbeamten jenen geringeren Werth oder die zuletzt gedachte Qualität der Gegenstände auf der Abschrift der Postcharte attestirt haben, ohne weitere Angabe und Zollerlegung von den Postämtern an die Eigner ausgeliefert werden. Es dürfen aber Paquete mit gedruckten Sachen, Rechnungen und Documenten nur in Gegenwart des Eigners oder dessen Stellvertreters, so wie des Postmeisters von den Zollbeamten geöffnet und müssen in deren Gegenwart auf Verlangen wieder versiegelt werden.

§. 77. Alle nach der Fremde ausgehenden, mit

einem Ausfuhrzoll nicht belegten inländischen und fremden Waaren können zur Versendung mit den ordentlichen fahrenden oder Frachtposten ohne weitere Zollangabe von den Postcomtoiren angenommen werden. 1838

§. 78. Bei den Binnenzollstätten, wo die Posten nur durchpassiren, ohne etwas abzuladen, sind sie keiner Zollvisitation unterworfen.

§. 79. Bei Versendungen mit der Frachtpost innerhalb der Zollgrenze gelten die für anderweitige Versendungen dieser Art vorgeschriebenen Regeln (§§ 9—12).

Behandlung der Reisenden.

§. 80. Reisende, welche nicht als Gewerbtreibende ins Land kommen, sollen bei der Grenzzollstätte, die sie bei ihrem Eintritt ins Land berühren, anhalten. Sie haben die freie Wahl, ob sie ihre Effecten sofort zur Nachsicht der Zollbeamten stellen oder eine Zollangabe machen und sich der auch nach beschaffter Angabe zulässigen Zollnachsicht unterwerfen wollen.

Auf diese Bestimmungen haben die Zollbeamten die Reisenden jederzeit ausdrücklich aufmerksam zu machen.

§. 81. Im Fall die Effecten sofort zur Nachsicht gestellt werden, sind die bei der Nachsicht vorgefundenen zollpflichtigen Gegenstände sofort zu verzollen, die zur Einfuhr verbotenen aber anzuhalten, und Zollstrafen werden nur für diejenigen Waaren verwirkt, welche die Reisenden durch die getroffenen Anstalten zu verheimlichen bemüht gewesen sind.

§. 82. Zieht der Reisende es vor, eine Zollangabe zu machen, so kommen die in dieser Beziehung vorgeschriebenen allgemeinen Regeln zur Anwendung. Der Reisende hat also, nach gemachter Angabe, seine Effecten der Nachsicht zu unterwerfen, bei deren Bewerkstelligung indessen Kleinigkeiten, die nicht in Handelsgegenständen bestehen und wovon der Einfuhrzoll nicht über 2 Rthlr. oder 1 Rthlr. 12 β vorm. Cour. beträgt, wenn sie anzugeben versäumt sind, nicht angehalten, sondern gegen Entrichtung des Einfuhrzolles sogleich ausgeliefert werden sollen. Nach geschehener Nachsicht wird ihm ein Zollpassirzettel ertheilt (§§ 9—12), rücksichtlich dessen Producirung und Ablieferung am Bestimmungs- oder Ausgangs-Orte die allgemeinen Vorschriften gelten.

§. 83. Bei den zur Nachsicht gestellten Kleinigkeiten, für welche zusammen der Zoll nicht über 2 Rthlr.

1838 oder 1 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. beträgt, sowie, wenn Waaren, welche der Reisende mit sich führt in dem zur Grenzzollstätte gehörigen Zolldistrict verbleiben sollen, muss die Zollberichtigung immer sofort bei der Grenzzollstätte geschehen.

§. 84. Hinsichtlich gebrauchter Sachen der Reisenden wird auf die Vorschrift des § 41 verwiesen.

§. 85. Für Waarenproben von Werth, womit Reisende ins Land kommen, um sich darnach Absatz zu verschaffen, ist allemal bei der Grenz- oder ersten Zollstätte der Einfuhrzoll zu erlegen und nicht nur solche Waarenproben von Werth, sondern auch die, welche als ohne Werth, bezeichnet worden, dürfen nur in ordentlicher, unter Zollversiegelung gesetzter Emballage von einem Zollorte in den Herzogthümern und in Dänemark zum andern geführt werden.

Zum Beweise der mit unverletztem Zollsiegel erfolgten Ankunft der Proben an den respectiven Bestimmungsörtern, ist von dem Anmelder durch Deponirung eines Geldbetrags von wenigstens 20 Rbthlr. oder 12 Rthlr. 24 ß vorm. Cour. und wenn die Waare diesen Werth übersteigt, bis zu 40 Rbthlr. oder 25 Rthlr. vorm. Cour. Bürgschaft zu leisten und der bei der Eingangszollstätte zu ertheilende Passirzettel, worin der solchergestallt deponirte Betrag mit Zahlen und Buchstaben anzuführen, ist bei den verschiedenen Zollstätten vorzuzeigen und mit dem Product zu bezeichnen, damit die Rückzahlung des Depositums demnächst bei der Grenzzollstätte, wo die Proben wieder ausgeführt werden, gegen Zurücklieferung des Passirzettels und gegen darauf ertheilte Quittung geschehen könne.

Zur Vermeidung möglicher Unzuträglichkeiten für die Reisenden sind übrigens Waarenproben und Pferde, wofür selbige den Einfuhrzoll zu entrichten haben, nicht auf einem und demselben Zollpassirzettel anzuführen, sondern darüber separate Angaben und Passirzettel auszustellen und zu ertheilen.

VII. Von seewärts ein- oder ausgehenden Waaren.

Allgemeine Bestimmungen rücksichtlich der Zollaufsicht.

§. 86. So bald oder so lange ein Schiff oder Fahr-

eug dem Seeufer eines Zolldistricts oder dem Ufer ei- 1838
es inländischen Flusses so nahe ist, dass eine Auf-
icht von Seiten des Zollwesens darüber geführt wer-
en kann, ist dasselbe dieser Aufsicht unterworfen, es
ei einheimisch oder fremd, beladen oder geballastet.

§. 87. Es soll daher der Schiffer und die Schiffs-
annschaft den Zollbeamten, welcher sich, um diese
ufsicht zu führen, dem Fahrzeuge nähert, unweiger-
ich an Bord lassen oder ihn auf seinen Anruf an Bord
olen und auf Verlangen wieder ans Land setzen, so-
ie überhaupt demselben, behuf der ihm obliegenden
ufsichtsführung, alle mögliche Hülfe leisten und ihm
ber die Ladung des Schiffes, über dessen Abgangs-
nd Bestimmungsort u. s. w. diejenigen Nachrichten und
ufklärungen ertheilen, welche derselbe von Amtswe-
en von ihm fordert.

Von eingehenden Waaren.

Landungsdocumente.

§. 88. Jeder aus der Fremde oder von Altona
ommende, nach einem zollpflichtigen Orte bestimmte
chiffer muss über seine gesammte Ladung mit Connos-
ementen und eventuell mit einem Verzeichnisse, sowie
ugleich mit einem Manifeste versehen sein.

§. 89. In den einzelnen Connossementen, welche
it einer Laufnummer zu versehen und deren Gesammt-
ahl mit einer Schnur zu durchziehen ist, sind ausser
em Namen des Schiffers und dem Abgangsorte, die
ahl und Art der Verschläge, nach der Benennung, die
e im Handel führen, deren Inhalt, Brutto - Gewicht,
erkzeichen und Nummer, so wie der Bestimmungs-
rt und Empfänger anzugeben. Ueber die von dem
chiffer oder seiner Mannschaft für eigene Rechnung
itgebrachten Waaren müssen, in Ermangelung von
onnossementen, Verzeichnisse vorhanden sein, welche
ber die ebenerwähnten Gegenstände die nämliche Aus-
unft wie die Connossemente geben.

§. 90. Das Manifest ist nach dem unter Litr. K
V. angefügten Formular einzurichten und von dem
chiffer eigenhändig zu unterschreiben. Es muss zu-
örderst den Namen des Schiffers und Fahrzeuges nebst
essen Lastträgtichkeit, sowie Abgangs - und Bestim-
ungsort enthalten, ausserdem muss der Inhalt sämmt-

1838 licher Connossemente, so wie der erwähnten Verzeichnisse, in das Manifest aufgenommen werden.

§. 91. Die zu einer Ladung gehörenden Connossemente und Verzeichnisse sind, nebst dem Manifeste, und zwar letzteres in duplo vor der Abfahrt Unserem Consul oder Agenten am Abgangsorte, oder wo ein solcher nicht vorhanden, der Ortsobrigkeit vorzulegen, welche, nach Vergleichung der Connossemente und Verzeichnisse mit dem Manifeste und dessen Duplicat, die erstgenannten Documente mit dem Product versehen und das Manifest nebst Duplicat durch ihre Namensunterschrift unter Beidruckung des Amtssiegels fidimiren. Während das erwähnte Duplicat des Manifestes bei dem Consul oder Agenten oder der Ortsobrigkeit bis auf weitere Verfügung zurückbleibt, werden die übrigen Ladungsdocumente dem Schiffer wiederum eingehändigt.

§. 92. Hat ein Schiffer in mehreren Häfen Ladung eingenommen, so wird es rücksichtlich der Connossemente und Verzeichnisse in jedem einzelnen Hafen nach der Vorschrift des vorstehenden § verhalten und die neu eingenommenen Waaren sind in dem, am jedesmaligen Abgangsorte vorgeschriebenermaassen zu beglaubigenden Manifeste nachzutragen. Auch von diesem Nachtrag zum Manifeste ist ein Duplicat einzureichen, womit nach Maassgabe des § 91 verfahren wird.

§. 93. Dem Consul oder Agenten am Abgangsorte hat der Schiffer für die Durchsicht, das Produciren und die Beglaubigung der genannten Documente nur die im § 19 der Verordnung vom 26. August 1824 betreffend das Verhalten der dänischen Schiffer und Seefahrenden in fremden Häfen, wo dänische Consuln oder Viceconsuln angestellt sind, angeordnete Gebühr von 12 Rbfs. oder 3 β Hamb. Bco. von jeder Commerzlast der Trächtigkeit des Schiffs nach dem Messbriefe zu entrichten. Die im § 15 der genannten Verordnung vorgeschriebenen Certificate fallen nunmehr weg.

§. 94. Damit Niemand sich mit Unkunde entschuldigen könne, sind Unsere in fremden Seestädten angestellten Consuln und Agenten beauftragt, die hiernach den Schiffern obliegenden Verpflichtungen und die Folgen, denen sie sich durch Nichtbeachtung vorstehender Vorschriften aussetzen, in gehöriger Weise bekannt zu machen.

§. 95. Ist das Schiff oder Fahrzeug nach der Zoll-

stätte, in deren District es angekommen, bestimmt, so 1838
soll es sich, wenn Wind und Wetter es erlauben, unverzüglich dahin begeben. Dem Zollwesen steht es von dem Augenblick der Ankunft eines Schiffes in einem Zolldistrict frei, sämmtliche Ladungsdocumente einzusehen und zu versiegeln, die Ladung, soweit es, ohne dieselbe zu brechen, geschehen kann, einer generellen Nachsicht zu unterwerfen, sowie das Schiff zu versiegeln, oder unter Zollschloss zu legen, oder bis zur Ankunft bei der Zollstätte oder am Löschplatze selbst oder bis zur geschehenen Löschung am Bord zu bleiben.

§. 96. Auch werden gleiche Berechtigungen rücksichtlich der Einsicht und Versiegelung der Ladungsdocumente, der generellen Nachsicht der Ladung, sofern solche ohne Eröffnung der etwa verschalkten Lucken geschehen kann, der Versiegelung und ferner der Begleitung in Ansehung aller Schiffe, welche vor Anker liegen oder segelnd angetroffen werden, den Kreuzzollbedienten beigelegt, auf deren Verlangen der Schiffer die für erforderlich erachteten Reverse zu unterzeichnen hat.

§. 97. Die von fremden oder ausserhalb der Zolllinie belegenen Orten kommenden Schiffer, welche mit ganz oder theilweise beladenen Fahrzeugen in die Pinnaue, Krückaue, Stör, Eider, Schlei, Flensburger, Hadersiebener oder Alsener Föhrde einlaufen, sollen sich bei der ersten an diesen Gewässern angelegten Zollcontrole oder Zollstätte setzen und ihre Ladungsdocumente übergeben. Die Zollbeamten haben darauf die Ladung einer generellen Nachsicht zu unterziehen und den Umständen nach das im §. 24 für die Durchgangs-Seezollstätten angeordnete Verfahren zu beobachten.

Finden sich keine Unrichtigkeiten, so sind die Ladungsdocumente, mit dem Product versehen, zurückzugeben, widrigenfalls aber ist die vorgefundene Unrichtigkeit auf dem Manifeste zu notiren und gleichzeitig der Zollstätte des Bestimmungsortes anzuzeigen. In jedem Falle ist das Schiff für die weitere Binnenfahrt zu versiegeln und die Anzahl der Siegel in dem Manifeste zu bemerken. Falls die Zollbeamten solches für erforderlich erachten, haben sie die nach §. 95 gestattete Begleitung zu beschaffen.

§. 98. Ledige oder geballastete Schiffe sind bei der ersten Zollcontrole oder Zollstätte auf den §. 97 genann-

1838 ten Gewässern schriftlich anzugeben und werden nach befundener Richtigkeit mit einem Passirzettel versehen. Kommt aber ein solches Fahrzeug von einer inländischen Zollstätte, so zeigt der Schiffer den daselbst erhaltenen Passirzettel vor und erhält ihn, nach Ausstellung der im §. 100 vorgeschriebenen Bescheinigung, mit dem Product der Zollbehörde versehen, zurück.

§. 99. Nach Ankunft des Schiffs auf der Rhede oder im Hafen des Orts wohin es bestimmt ist, muss der Schiffer sich unaufhältlich mit sämmtlichen, das Schiff und die Ladung betreffenden, Documenten auf dem Zollamte einfinden und auf den Grund derselben seine generelle Angabe ausstellen, welche auf Verlangen von der Zollbehörde unentgeldlich zu entwerfen ist.

§. 100. Der von einer Zollstätte der Herzogthümer oder des Königreichs kommende Schiffer hat dagegen seinen Passirzettel sofort am Zoll abzugeben und zugleich, jenachdem er beladen oder ledig ist, falls dies nicht schon geschehen, eine schriftliche Versicherung auf demselben dahin auszustellen, dass sich ausser der im Passirzettel angeführten Ladung, keine Güter in seinem Fahrzeuge befinden, oder, dass er nichts geladen habe.

§. 101. Nach der von dem Schiffer beschafften generellen Angabe wird das Schiff, wenn es ganz oder zum Theil beladen ist, von den Zollbeamten, insofern dies nicht schon früher geschehen war, versiegelt, und der Schiffer soll verpflichtet sein, die Zollbeamten zur Wahrnehmung dieses Geschäfts an Bord zu holen und wiederum ans Land zu setzen, auch ihnen alle Lucken und Zugänge zur Ladung und alle Behältnisse worin Waaren befindlich sind oder sein können, anzuweisen.

§. 102. Ausser den vorerwähnten Documenten hat der Schiffer bei Ausstellung seiner generellen Angabe oder Einlieferung des von einer inländischen Zollstätte erhaltenen Zollpassirzettels zugleich den Messbrief seines Schiffs vorzuzeigen, nicht minder, wenn er aus dem Oeresund, den Belten oder dem Schleswig-Holsteinischen Canal kommt, den Strompass oder das Abfertigungsdocument für den Canal abzuliefern.

§. 103. Der Schiffer entrichtet hierauf sogleich die auf dem Schiffe haftenden Abgaben. Ist aber das Schiff mit keinem verordnungsmässigen Messbriefe versehen, so mag die Bezahlung dieser Abgaben, soweit sie nach

der Lastträchtigkeit des Schiffs zu erlegen sind, bis zur 1838
erfolgten Messung des Schiffs oder Ausstellung des Messbriefes, jedoch nicht länger, Anstand haben.

§. 104. Schiffe, welche widrigen Windes, Havarie halber, oder um Proviant einzunehmen, in den District einer Zollstätte der Herzogthümer einlaufen und, ohne zu löschen, demnächst wieder absegeln, sind zu einer Angabe ihrer Ladung nicht verpflichtet. Zur Sicherung des Zollinteresse sind aber solche Fahrzeuge sofort unter Zollversiegelung und nöthigenfalls unter specielle Zollaufsicht zu stellen.

§. 105. Erst nach beschaffter generellen Angabe oder nach Ablieferung des Passirzettels (§ 100) kann mit dem Ausladen unter Aufsicht der Zollbeamten der Anfang gemacht werden. Es muss dann aber auch sofort mit dem Ausladen begonnen und solches ohne Zögerung bis zur beendigten Löschung fortgesetzt werden. Es ist hierbei das Bruttogewicht eines jeden Verschlags, insofern dessen Gewicht bei der Verzollung in Betracht kommt oder das sonstige Maass oder die Stückzahl jeder aus dem Schiffe gelöschten Waare zu ermitteln. Hiernächst sind die aus der Fremde eingeführten oder von inländischen Zollstätten kommenden unverzollten Waaren, worüber nicht sofort von dem Empfänger eine specielle Angabe geschieht, im Zollpackhause, oder, wenn ein solches nicht vorhanden, in der Wägebude oder an einem andern sichern Orte unter Schloss oder Siegel des Zolles so lange aufzubewahren, bis die specielle Angabe geschieht, als bis wohin die solchergestalt aufgelegten Waaren als Transitgut anzusehen und zu behandeln sind.

§. 106. Eine andere, als die einmal bei Einlieferung der Schiffs- und Ladungsdocumente ausgestellte Angabe darf von den Zollbeamten nicht angenommen werden. Alle vorgefundene Waaren, rücksichtlich deren Quantität und Qualität die generelle Angabe und die gedachten Documente sich als unrichtig ausweisen, werden daher als zum Einschleichen bestimmt angesehen und demgemäss behandelt. Von der hiefür bestimmten Strafe kann namentlich auch der Umstand nicht befreien, dass vom Absender mehrere oder andere Waaren, als vom Empfänger bestellt, beigepackt oder mitgegeben worden. Eben so wenig kann dieser Umstand die Befugniss, solche Waaren sofort wieder retour zu

1838 senden, oder zur Transit, oder Creditauflage zu nehmen, begründen.

§. 107. Dasselbe gilt rücksichtlich der von einer Zollstätte der Herzogthümer oder des Königreichs eingehenden Waaren.

§. 108. Ausserdem ist für diejenigen Waaren, in Ansehung deren die vorgeschriebenen Documente fehlen oder nicht vollständig abgefasst sind, die in den §§. 247 und 248 bestimmte Mulct zu entrichten.

§. 109. In Ansehung der Zollexpedition solcher Waaren (§§. 105, 106, 107) ist es nach der Bestimmung des §. 60 zu verhalten.

§. 110. Verschläge mit unverzollten Waaren, welche richtig am Zoll angegeben sind, die aber nicht an dem Orte, wo sie gelöscht worden sind, verbleiben, sondern weiter ins Land versandt werden sollen, sind von den Zollbeamten zu versiegeln und werden alsdann mit Passirzetteln, welche übereinstimmend mit der generellen Angabe ausgefertigt sind und in welchen immer das bei der Löschung ermittelte Brutto-Gewicht nebst Waarengattung anzuführen ist, versehen, nach dem Orte ihrer Bestimmung abgesandt, von woher durch einen Zoll-Rückattest die zum Behuf der Zollberichtigung dort geschehene Meldung darzuthun ist.

Ergeben sich dabei Unrichtigkeiten, so kommen die in dem §. 64 gegebenen Vorschriften zur Anwendung.

Von ausgehenden Waaren.

§. 111. Ein Schiffer, welcher Waaren in sein Fahrzeug einnehmen will, hat solches der Zollstätte des Districts, worin dasselbe liegt, vorher mündlich anzuzeigen.

§. 112. Er hat demnächst, bevor mit dem Einladen der Anfang gemacht werden darf, eine specielle Angabe über die Waaren, welche er einnehmen will, entweder selbst auszustellen oder von dem Absender einzuliefern.

§. 113. Geschieht die specielle Angabe von dem Absender, so muss der Schiffer, nachdem diese am Zolle eingeliefert ist, annoch eine generelle Angabe über seine ganze Ladung ausstellen. Wird aber die specielle Angabe von dem Schiffer selbst beschafft, so kann die generelle Angabe unterbleiben.

§. 114. Das Einladen kann nach geschehener Ausstellung der speciellen Angaben an den verschiedenen erlaubten Ladungsstellen des Zolldistricts Statt finden,

und hat unter diesen der Ablader oder Schiffer die 1838
Wahl. Wenn das Einladen vollbracht, alles von dem die Aufsicht führenden Zollbeamten richtig befunden und die Berichtigung des Zolles, soweit ein solcher zu erlegen, geschehen ist, so wird dem Schiffer ein Zollpassirzettel ertheilt. Diejenigen Waaren, welche mit einem bereits ausclarirten Schiffer ausgemeldet werden, sind von ihm in Continuation seiner ersten Angabe am Zoll zu melden und demnächst entweder auf dem ihm ertheilten Passirzettel hinzuzufügen, oder es ist ein neuer Passirzettel über die ganze Ladung zu ertheilen, dergestalt, dass die ganze Zollexpedition nur in Einem Documente besteht.

§. 115. Wenn der Schiffer oder Ablader nicht sofort im Stande ist, eine specielle Angabe auszustellen, weil er nicht weiss, wie viel das Fahrzeug einnehmen kann, so mag zwar das Einladen vor Ausstellung der speciellen Angabe geschehen, es soll aber dann der beim Einladen die Aufsicht führende Zollbeamte über die eingeladenen Waaren ein genaues Verzeichniss führen, nach welchem die demnächst einzuliefernde Angabe zu beurtheilen ist.

§. 116. Weder der Schiffer noch der Ablader ist durch seine specielle Angabe verpflichtet, die zur Ausfuhr angegebenen Waaren auszuführen. Es steht ihnen vielmehr frei, wenn sie es ihrem Interesse gemäss finden, das Einladen zu unterlassen, oder die bereits eingeladenen Waaren wiederum zu löschen. Jedoch ist darüber eine neue Angabe auszustellen und solche rücksichtlich ihrer Richtigkeit nicht nur vom Controleur, sondern auch vom Zollinspector oder Zollverwalter selber zu attestiren, worauf denn der Ausfuhrzoll, wenn solcher bereits erlegt, gegen Quitung zurückgegeben wird.

§. 117. Die Schiffe, welche von der Flensburger, Alsener und Haderslebener Föhrde, der Schlei, der Eider, der Stör, der Krückaue und der Pinnaue ausgehen, sollen sich bei den an diesen Gewässern errichteten Zollcontrolen, zum Behufe einer generellen Nachsicht unter Vorweisung ihrer Passirzettel mündlich melden und zu dem Ende daselbst anlegen.

§. 118. Die in den §§. 95 — 97 den Zollbeamten beigelegten Befugnisse finden auch Anwendung auf ausgehende Warentransporte, welche nach dem Ermessen der Zollbeamten bis in die offene See begleitet werden können.

1838 §. 119. Etwanige Weigerungen der Schiffer und ihrer Mannschaft, dem auf die §§. 87, 95—99 begründeten Verlangen der Land- und Seezollbeamten Folge zu leisten, werden mit der im §. 279 bestimmten Strafe geahndet.

Von Postfahrzeugen und Fähren.

§. 120. Postfahrzeuge, Fährschiffe und Fährböte, welche zum Transport von Personen und Sachen von Dänemark oder der Fremde nach Orten der Herzogthümer und umgekehrt gebraucht werden, sind bei ihrer Ankunft und Abfahrt der Angabe am Zoll und der Nachsicht von Seiten desselben unterworfen.

Reisende.

§. 121. In Ansehung der seewärts ankommenden oder abgehenden Passagiere gelten dieselben Vorschriften, welche in den §§. 80—85 für die landwärts ankommenden Reisenden angeordnet sind. Die Schiffer dürfen die Sachen der Passagiere nicht eher vom Bord bringen lassen, als bis selbige von der Zollstätte nachgesehen sind. Eben so wenig soll der Schiffer beim Ausgehen die Sachen der mit ihm absegelnden Passagiere vor geschehener Untersuchung von Seiten der Zollbeamten annehmen.

Sonstige Bestimmungen wegen seewärts ein- und ausgehender Waaren.

§. 122. Seewärts ein- oder ausgehende Waaren dürfen nur bei Tage, vom Aufgang der Sonne bis zu deren Untergange aus- oder eingeladen werden. Zur Nachtzeit, sowie an Sonn- und Festtagen, ist das Aus- und Einladen verboten. In besonderen Nothfällen mag jedoch, wenn den Zollbeamten vor dem Ein- oder Ausladen davon Nachricht gegeben wird, eine Ausnahme von dieser Vorschrift Statt finden.

§. 123. Seewärts eingehende Waaren dürfen nur an den dafür bestimmten Löschplätzen ausgeladen werden.

§. 124. Eine Ausnahme von dieser Regel machen Kalk, Mauer- oder Ziegelsteine, Torf, Bauholz, Brennholz, Steinkohlen, Korn, Kartoffeln, Rapp-, Hanf- und Leinsaat, Sämereien und Obst, welche Waaren, wenn sie, sei es aus der Fremde oder von einem inländischen Orte kommend, zum Gebrauch ausserhalb der Zollstätte bestimmt sind, unter gehöriger Zollaufsicht an der dem

Empfänger am bequemsten belegenen Stelle ausgeladen 1838
werden mögen.

§ 125. Dieselbe Vergünstigung steht in Rücksicht aller zollfreien Waaren, welche seewärts ausgeführt werden sollen, den Abladern zu. Es muss sich aber der Schiffer auch in diesem Falle zuvor bei der beikommenden Zollstätte melden und darf mit dem Einladen erst dann den Anfang machen, wenn von dieser wegen der dabei zu führenden Aufsicht die erforderliche Vorkehrung getroffen ist. Dem Zollbeamten, welcher in solchen Fällen die Aufsicht führt, soll, wenn der Loss- oder Ladeplatz eine halbe Meile oder weiter von seinem Wohnorte entfernt ist, ausser freier Beförderung, falls er nicht mit einem Dienstpferde versehen ist, für jeden Tag, welchen er bei diesem Geschäft zubringt, 1 Rbthlr. oder 30 β vorm. Cour. an Diäten von dem Schiffer oder Eigner der Ladung entrichtet werden.

§. 126. Würde ein Schiffer durch einen Nothfall gezwungen, Waaren vor geschehener Zollangabe auszuladen oder ans Land zu werfen, so muss er solches der nächsten Zollstätte oder, wenn diese nicht näher belegen ist, der nächsten obrigkeitlichen Behörde, sobald die Umstände es gestatten, unverzüglich anzeigen und die Nothwendigkeit dieses Ausladens hinlänglich darthun, auch für die ausgeladenen Waaren gehörige Richtigkeit am Zolle machen.

§. 127. Der Vorrath an Lebensmitteln für die Schiffsmannschaft oder die sogenannte Schiffsprovision, welche sich auf einem aus der Fremde ankommenden Schiffe befindet oder mit einem von einem inländischen Orte kommenden Fahrzeuge, als daselbst von der Fremde eingebracht und noch unberichtigt, eingeht, ist der Verzollung unterworfen. Will aber der Schiffer seine Provision lieber unter Zollaufsicht auflegen, um sie demnächst beim Aussegeln wieder mitzunehmen, so erlegt er dafür keinen Einfuhrzoll.

§. 128. Die Provisionen, welche einheimische Schiffe nach der Fremde mitnehmen, sind von Erlegung des Ausfuhrzolles befreiet.

§. 129. Ein Schiffer, welcher mit seinem Fahrzeuge ledig nach einem anderen innerhalb des Districts der Zollstätte oder Zollcontrole, bei welcher er einclarirt ist, belegenen Orte gehen will, hat solches der Zollstätte nur mündlich anzuzeigen.

1838 §. 130. Wenn Lootsen und Fischer mit ihren ledigen Fahrzeugen ihrem Gewerbe nachgehen, so sind sie von der Angabe befreiet. In anderen Fällen, da offene Böte zur Fahrt über See gebraucht werden, sind sie, auch wenn sie ledig ausgehen, am Zolle anzugeben.

Ausnahme rücksichtlich der Inseln an der Schleswigschen Westküste und der Halligen.

§. 131. Eine Ausnahme von der letzteren Regel machen jedoch Fahrzeuge, welche zwischen der Westküste des Herzogthums Schleswig und den gegenüberliegenden Inseln und Halligen ledig hin- und hergehen oder zur Beförderung von solchen Waaren und Producten gebraucht werden, welche nach §§. 10—12 bei ihrem Landtransport innerhalb der Zollgrenze keiner Zollangabe unterworfen sind. Diese Fahrzeuge geniessen dieselbe Befreiung von der Zollmeldung, welche nach § 71 den Fährböten und Fährprahmen zugestanden ist. Sie sind aber auch derselben Aufsicht der Zollbeamten wie diese, unterworfen, und alle angabepflichtigen Waaren, welche ohne Passirzettel oder Folgezettel, sofern solche überall erforderlich, auf denselben angetroffen werden, sind daher als in einem unerlaubten Verkehr begriffen anzusehen und demgemäss zu behandeln.

VIII. Von gestrandeten Waaren.

§. 132. Sowie es rücksichtlich der Strandfälle im Allgemeinen und soweit nicht im Folgenden Veränderungen getroffen sind, bei der Strandverordnung vom 30. December 1803 sein Verbleiben behält, so haben auch künftig, sobald ein Schiff gestrandet ist, die Strandvögte solches ohne Aufenthalt nach Maassgabe des §. 14 der Strandverordnung dem ihnen vorgesetzten Justizbeamten melden zu lassen. Eine gleichzeitige Meldung ist indessen von nun an, dem nächsten Zollbeamten zu machen, damit auch dieser, sobald als thunlich, sich am Strande einfinden und während der Bergung das zur Sicherung des Zollinteresse Erforderliche wahrnehme.

§. 133. Derjenige von beiden Beamten, welcher zuerst am Strande anlangt, hat sich darnach zu erkundigen, ob dem andern die gehörige Mittheilung von dem Strandfalle gemacht ist, event. solche zu veranlassen, mittlerweile aber auch Namens des Abwesenden das Nöthige zu besorgen.

§. 134. Alles Geborgene hat der die Aufsicht füh- 1838
rende Zollbeamte für sich zu verzeichnen und zugleich das im § 16 der Strandverordnung erwähnte Verzeichniss, nach Conferirung desselben, mitzunterschreiben.

§. 135. Soweit der Zollbeamte nicht mit einem Dienstpferde versehen ist, hat er Behuf seiner Anwesenheit bei der Bergung Vergütung für die Beförderung und in allen Fällen für jeden Tag den er mit diesem Geschäft zubringt, 2 Rbthlr. S. M. oder 1 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. an Diäten zu geniessen, welche Kosten aus Unserer Casse abgehalten werden. Fungirt ein Unterzollbeamter bei der Strandung, so liegt es ihm ob, sofort nach Beendigung des Geschäfts der beikommenden Zollstätte bei abschriftlicher Mittheilung des Verzeichnisses, eine Anzeige von dem Strandfalle zu machen.

§. 136. Rücksichtlich dieser, so wie aller sonstigen Strandfälle hat der Beikommende, mit der Auslieferung und dem Verkauf gestrandeter Waaren beauftragte Hebungsbeamte (§. 19 der Strandverordnung), je nachdem die Waaren öffentlich verkauft oder ohne solchen öffentlichen Verkauf dem Eigenthümer oder Reclamanten überliefert werden sollen, der Zollstätte des Districts vorgängig die Entwürfe zu Auctionsprotocollen und Ueberlieferungsprotocollen zuzustellen.

§. 137. Diese Protocolle sind so einzurichten, dass sie der Berechnung der davon zu erlegenden Zollabgabe zur Grundlage dienen können und zu dem Ende die Waaren von der beikommenden Zollstätte nachzusehen, die Protocolle erforderlichenfalls in Gemeinschaft mit dem Hebungsbeamten zu rectificiren und nachdem der Betrag der Zollabgaben auf selbigen verzeichnet worden, dem Hebungsbeamten wiederum zuzustellen. Für etwanige desfällige Reisen gebührt dem Zollbeamten, nach Maassgabe des § 135 Vergütung für die Beförderung, jedoch nur 1 Rbthlr. oder 30 ß vorm. Cour. Diäten. Zu den Auctionen wird er dagegen nicht zugezogen.

§. 138. Vor Auslieferung der verkauften oder reclamirten Waaren hat der Hebungsbeamte, sofern die Waaren im Lande verbleiben sollen, den Zoll einzufordern und solchen mit einer Abschrift der vollzogenen Protocolle, worin zugleich die Namen der Käufer oder Reclamanten und ihrer Wohnörter anzuführen, sofort der beikommenden Zollstätte gegen Quittung zu übersenden, letztere aber den Zollbetrag gehörigen Orts

1838 in Einnahme zu stellen. Sollen die Waaren indessen wieder ausgeführt werden, so haben resp. die Käufer sofort nach erfolgtem Zuschlage, und die Eigenthümer oder Reclamanten, sobald die Auslieferung geschehen kann, diese Bestimmung der Waaren anzuzeigen und sind solche alsdann unter Zollversiegelung im Zollpackraum oder einem andern sicheren Orte bis zur Wiederausfuhr aufzubewahren. Erfolgt diese innerhalb 6 Monaten vom Tage des abgehaltenen Verkaufs oder der geschehenen Auslieferung derselben an den Reclamanten so ist dafür weder Transitzoll noch eine andere Abgabe zu bezahlen. Der Hebungsbeamte hat daher dem Zollbeamten eine Anzeige über die wieder auszuführenden Waaren zu machen und der Zollbeamte das nach den Vorstehenden in dieser Beziehung Erforderliche wahrzunehmen.

§. 139. Nach Ablauf dieser 6 Monate werden wieder auszuführende gestrandete Waaren in aller Hinsicht als Transitwaaren nach der im XIIten Abschnitt dieser Verordnung enthaltenen Vorschrift behandelt und rücksichtlich der Entrichtung und Vereinnahmung des Transitzolls wird es nach Maassgabe der vorstehenden §. 138 verhalten.

§. 140. Sind keine Strandungsfälle vorgekommen so hat der Strandbeamte vor Ablauf des Januar Monats der Zollstätte solches rücksichtlich des verflossenen Jahres anzuzeigen und unter Benutzung dieser Anzeige sowie der eventuell eingegangenen Protocolle, welche Documente sämmtlich der Zollrechnung anzulegen sind, formirt die Zollstätte am Schlusse der Rechnung ein eigenes Conto über Strandungsfälle.

§. 141. Für beschädigte Strandwaaren, welche im Lande verbleiben, kann auf Verlangen der Betheiligten der Einfuhrzoll mit 12½ pCt. vom Brutto-Belaufe der vollen Auctionssumme entrichtet werden, wenn sowohl die obrigkeitliche Behörde, welche die Auction über solche, an den hiesigen Küsten gestrandete Waaren abhält, als die Zollaufsicht die wirklich statthabende Beschädigung mittelst schriftlicher Attestation bezeugt.

Sind gestrandete Waaren so beschädigt, dass die Obrigkeit den Verkauf derselben zum Verbleiben im Lande aus Gründen der Medicinal-Polizei nicht gestatten kann, so ist dafür weder Einfuhr- noch Transitzoll zu entrichten.

§. 142. Gestrandete Dänische, Schleswigsche und Holsteinische Landesproducte und Waaren sind, wenn sie in den Herzogthümern verbleiben, frei von allen Abgaben, vorausgesetzt, daß auf Verlangen die nöthigen Beweisthümer über ihren inländischen Ursprung beigebracht werden. 1838

IX. Von der Abgabe von Schiffen, die aus der Fremde angekauft und eingeführt werden.

§. 143. Von Schiffen und Fahrzeugen, welche Unsere Unterthanen aus der Fremde ankaufen, oder welche auf andere gesetzliche Weise aus fremdem Eigenthum in das Eigenthum Unserer Unterthanen übergehen und als inländische in Fahrt gesetzt werden, sind:

I. Für Schiffe aus Eichenholz, d. h. solche Schiffe, in denen sowohl die Inhölzer als die Aussen- und Binnenbordsbekleidung aus Eichen- oder Tiekholz besteht, oder auch solchen, die Inhölzer aus Eichen- oder Tiekholz haben, deren Aussen- oder Binnenbordsbekleidung aber theils aus Eichen- und Tiekholz, theils aus anderen Holzarten besteht,

sofern sie unter 10 Commerzlasten trächtig, 20 Rbthlr. oder 12 Rthlr. 24 ß vorm. Cour. pr. Com. Last.

wenn sie aber 10 Commerzlasten und darüber trächtig sind, 10 Rbthlr. oder 6 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. pr. Com. Last.

II. Für Schiffe aus Föhrenholz, d. h. solche Schiffe, in denen sowohl die Inhölzer als Bekleidungen allein aus Föhrenholz bestehen, sowie auch solche, die aus verschiedenen Holzarten in anderen Zusammensetzungen als den unter Schiffen aus Eichenholz genannten, erbaut sind

sofern solche unter 10 Commerzlasten trächtig, 14 Rbthlr. oder 8 Rthlr. 36 ß vorm. Cour. pr. Com. Last,

sofern solche 10—50 Lasten trächtig sind 7 Rbthlr. oder 4 Rthlr. 18 ß vorm. Cour. pr. Com. Last,

sofern solche 50 Commerzlasten und darüber trächtig sind, 2 pCt. des Werths an Unsere Zollcasse zu entrichten

und erst nach geschehener Erlegung dieser Abgabe wird solchen Schiffen, anderen inländischen gleich,

1838 das Zeichen „Dansk Eiendom" eingebrannt und der erforderliche Messbrief ertheilt.

§. 144. Die genannten 2 pCt. werden entweder nach der in dem Kaufbriefe, der Schöte oder der sonstigen Erwerburkunde benannten Kaufsumme, oder, wenn eine solche aus den erwähnten Documenten nicht constirt, nach der auf Veranlassung der Obrigkeit oder des beikommenden Consulats durch dazu berufene Sachverständige vorgenommenen Taxation berechnet.

§. 145. Fischerquasen oder sogenannte Brunnschiffe, welche mit lebendigen Fischen fahren, imgleichen alle Fahrzeuge, welche zum Herings- und sonstigen Fischfang gebraucht werden, und die Fische gesalzen oder lebendig ins Land bringen, erlegen ohne Rücksicht auf ihre Trächtigkeit die solchergestalt angeordnete Abgabe immer nur mit resp. 10 Rbthlr. oder 6 Rthlr. 12 β vorm. Cour. und 7 Rbthlr oder 4 Rthlr. 18 β vorm. Cour pr. Com. Last.

§. 146. Werden sie jedoch zu anderweitigen Fahrten eingerichtet, so tritt, sofern ihre Trächtigkeit alsdann weniger als 10 Commerzlasten beträgt, die für Schiffe bis zu dieser Grösse angeordnete Abgabe, von resp. 20 Rbthlr. oder 12 Rthlr. 24 β vorm. Cour. und 14 Rbthlr. oder 8 Rthlr. 36 β vorm. Cour. pr. Com. Last ein, und ist mithin die andere Hälfte derselben bei der Zollstätte, bei welcher sie in ihrer anderweitigen Einrichtung zuerst ein- oder ausclarirt werden, mit resp. 10 Rbthlr. oder 6 Rthlr. 12 β vorm. Cour. und 7 Rbthlr oder 4 Rthlr. 18 β vorm. Cour. pr. Com. Last nachzulegen.

§. 147. Eine gänzliche Befreiung von dieser Abgabe wird bewilligt:

1. für alle Schiffe und Fahrzeuge, welche Unsere Unterthanen von Fremden ankaufen und zum Wallfisch-, Robben- und Wallrossfang gebrauchen;
2. für alle Fahrzeuge von 16 Commerzlasten und darunter, so lange selbige erweislich nur auf Island zur Fischerei und zum inländischen Verkehr gebraucht werden;
3. für alle Schouten und Ewer ohne Verdeck und Steuerruder, wenn sie allein zum Waarentransport im Altonaer Hafen, sowie zwischen Altona und Hamburg benutzt werden.

Werden die gedachten Fahrzeuge nachher zu anderen 1838
Zwecken in Fahrt gesetzt, so ist die Ankaufsabgabe nachzulegen.

X. *Von dem Messen der Schiffe und der Ertheilung von Messbriefen.*

§. 148. Um die Lastträchtigkeit der Schiffe, wornach die Schifffahrtsabgaben zu erlegen sind, zu ermitteln, sollen alle Fahrzeuge, sowohl fremde als einheimische, wenn selbige nicht schon bei anderen Zollstätten in dem Königreich oder den Herzogthümern gemessen und mit gültigen Messbriefen versehen sind, von den Zollbeamten des Orts, wo sie ein- oder ausclariren, wenn sie 2 Commerzlasten und darüber trächtig sind, nach der diesen Beamten dazu ertheilten Instruction gemessen und mit Messbriefen versehen werden.

§. 149. Wird die Lastträchtigkeit eines Fahrzeuges durch Umbauen oder veränderte Einrichtung vergrössert, so hat der Eigner oder Führer des Schiffes diese Veränderung den Zollbeamten sofort anzuzeigen, damit sie von diesen auf dem Messbriefe bemerkt werde. Ist aber durch eine solche Veränderung das Schiff um Eine Commerzlast und darüber grösser geworden, so muss es umgemessen und mit einem neuen Messbriefe versehen werden. Bei Verringerung der Trächtigkeit durch Umbau oder veränderte Einrichtung steht es dem Eigner oder Führer frei, die Ummessung und Ertheilung eines neuen Messbriefes gegen die vorgeschriebene Gebühr zu verlangen.

Der Name eines dänischen Schiffes darf, so lange es dänisches Eigenthum ist, ohne Vorwissen und Genehmigung Unseres General-Zollkammer- und Commerz-Collegii nicht verändert werden.

§. 150. Die Messbriefe werden auf Stempelpapier angefertigt und sind für das signirte Papier die in dem Anhange Litr. F, welcher zugleich die Taxa für das Messen der Schiffe, die Ausfertigung des Messbriefes, das Einbrennen der Commerzlastenzahl und des Zeichens: „Dansk Eiendom" enthält, näher angegebenen Gebühren zu entrichten.

XI. *Von den Schifffahrtsabgaben.*

§. 151. Die Schifffahrtsabgaben, nemlich Lastgelder, Feuergelder und Clarirungssporteln werden nach

1838 dem Maassstabe der dänischen Commerzlast berechnet und in Gemässheit der in Folgendem enthaltenen näheren Bestimmungen entweder von der Commerzlastenzahl der ganzen Trächtigkeit eines Schiffes oder nur der gelöschten oder geladenen Waaren gehoben. Die Trächtigkeit des Schiffes ist aus dessen Messbriefe zu entnehmen, der Betrag der gelöschten oder geladenen Waaren an Commerzlasten aber nach Anleitung des demnächst zu publicirenden Bestauungsreglements zu ermitteln.

§. 152. Bei Berechnung der Schifffahrtsabgaben nach der ganzen Trächtigkeit eines Schiffes ist die im Messbriefe angegebene Zahl der Commerzlasten unverändert — mit oder ohne Bruch — zum Grunde zu legen; bei Berechnung derselben vom Betrage gelöschter oder geladener Lasten aber wird, sofern die Ladung nicht die volle ausgemessene Trächtigkeit des Schiffes erreicht, nur auf ganze Commerzlasten gesehen, so dass unter $\frac{1}{2}$ Commerzlast nicht gerechnet, $\frac{1}{2}$ Commerzlast und darüber aber für eine volle Commerzlast genommen wird. In keinem Falle aber können die von der gesammten Ladung eines Schiffes zu erlegenden Abgaben eine grössere Commerzlastenzahl ausmachen, als die, zu welcher das Schiff gemessen ist.

§. 153. Bei den Schifffahrtsabgaben wird zwischen in- und ausländischer Fahrt unterschieden.

Die inländische Fahrt befasst alle Schiffsreisen von Ort zu Ort in den Herzogthümern und Dänemark, wie auf Island, Grönland und die Färöer. Auch wird die Fahrt zwischen der Westküste der Herzogthümer und fremden Elborten nebst Helgoland, hinsichtlich der Schifffahrtsabgaben der inländischen Fahrt gleichgeachtet.

Die ausländische Fahrt befasst alle Schiffsreisen zwischen inländischen und fremden Orten. Dieser wird auch die Fahrt auf Unsere Besitzungen in Ostindien, Westindien und Guinea gleich behandelt.

§. 154. Dampfschiffe sind, wenn sie bloss Postgut oder Reisende, sammt deren Wagen und Gepäck befördern, von Erlegung aller Schifffahrtsabgaben befreiet; löschen oder laden sie aber sonst Waaren, so erlegen sie für diese, ausser den vorgeschriebenen Lastgeldern, das Feuergeld und die Clarirungssporteln in allen Fällen nur nach dem Commerzlasten-Betrage dieser Waaren.

§. 155. Schiffe, welche, es sei in der in- oder

ausländischen Fahrt, bei einer inländischen Zollstätte 1838
nicht so viele Waaren löschen oder laden, dass dieselben ½ Commerzlast ausmachen, sind von den nach der Ladung zu erlegenden Abgaben gänzlich befreit.

§. 156. Ist aus dem mitgebrachten Passirzettel eines von einer inländischen Zollstätte kommenden Schiffes zu ersehen, dass die Schifffahrtsabgaben nicht mit dem vorschriftsmässigen Betrage erlegt worden sind, so ist das zu wenig Erlegte nachzufordern und zu berechnen.

A. Schiffslastgelder.

§. 157. Das Lastgeld wird unter Berücksichtigung der am Schlusse des § 152 enthaltenen Bestimmung nur für so viele Commerzlasten berechnet, als die bei einer inländischen Zollstätte ausgeladenen oder eingenommenen Waaren betragen und für die verschiedenen Fahrten nach der unter Litr. G. angehängten Taxe gehoben.

Von Waaren, welche bei der Einclarirung eines Schiffes vom Auslande ungelöscht im Schiffe verbleiben und später an anderen inländischen Orten gelöscht werden, ist an letzteren das für die ausländische Fahrt angeordnete Lastgeld zu erlegen.

§. 158. Von Erlegung des Lastgeldes sind gänzlich befreiet:

a) Fahrzeuge, welche wegen widrigen Windes, Eisgangs- oder Seeschadens oder um Winterlager zu halten, in einen Hafen der Herzogthümer einlaufen und — ohne zuzuladen — mit ihrer eingebrachten (gelöscht gewesenen oder im Schiffe behaltenen) Ladung wiederum absegeln;

b) Fährfahrzeuge, insoweit als sie zur ordentlichen Fährfahrt gebraucht werden;

c) Fahrzeuge und Böte von 2 Commerzlasten und darunter für Reisen in der inländischen Fahrt;

d) Fahrzeuge von 5 Commerzlasten und darunter für Reisen von Ort zu Ort an der Elbe und der Holsteinischen Westküste, bis zur Eider incl.;

e) alle Fahrzeuge für Reisen von Ort zu Ort innerhalb eines und desselben Zolldistricts;

f) alle Fahrzeuge für Reisen von Ort zu Ort auf der Eider und dem Canal, an der Stör, der Hever, der Schlei, der Flensburger-, Eckernförder- und Kieler Föhrde und anderen ähnlichen Binnenlandsflüssen und Gewässern, imgleichen für Reisen zwischen den Inseln und Halligen an der Schleswigschen Westküste,

1838 sowie zwischen jenen und den Häfen und Plätzen dieser Küste;

g) alle Fahrzeuge, welche auf den Fischfang in offener See, namentlich auch auf den Wallfisch-, Robben- und Wallrossfang ausgehen und ohne an anderen Orten gelöscht oder geladen zu haben, ihren Fang in's Land zurückbringen; nicht minder alle Fahrzeuge, welche Muschelschaalen, Seetang und Sand herbeiführen, sowie alle diejenigen, welche Brennhólz, Torf, Gras, Heu, Stroh, Dünger, Dachreth, Feldsteine, Busch und Pfähle in der inländischen Fahrt transportiren;

h) Fahrzeuge, soweit sie leere gebrauchte Fustagen führen, jedoch immer nur für den in solchen leeren Gebinden bestehenden Theil der Ladung.

§. 159. Auch sollen Waaren, welche von der Transit- oder Creditauflage ausgeführt werden, von Erlegung des Lastgeldes befreit sein, dergestalt, dass von dem in solchen Waaren bestehenden Theil der Ladung eines Schiffes kein Lastgeld berechnet wird.

Ueberdies soll bei der Ausclarirung von Transitwaaren, es sei von der Transit- oder Creditauflage, insofern die auf einmal ausgemeldete Quantität einer Waare oder mehrerer Waarensorten nicht unter 1 Commerzlast und im letzteren Falle jede einzelne darunter begriffene Waare nicht unter $\frac{1}{4}$ Commerzlast ausmacht, der volle Belauf des beim Eingehen erlegten Lastgeldes aus der Zollcasse zurückbezahlt werden. Indessen findet eine solche Vergütung hinsichtlich der Creditauflagewaaren nur dann Statt, wenn die Wiederausfuhr innerhalb Jahresfrist geschieht und von dem Auflagehaber Nummer und Datum, unter welchen die Waare zur Creditauflage eingeführt ist, aufgegeben wird. Geschieht die Ausfuhr nicht vor Ablauf des ersten Jahres nach dem Tage der Einfuhr oder beschafft der Absender keine solche bestimmte Aufgabe über die Einfuhr der Waare, so wird kein Lastgeld vergütet.

B. Feuergeld.

§. 160. Das Feuergeld ist von allen Schiffsreisen, welche nicht in den nachstehenden §§ ausdrücklich davon befreit sind und zwar in der ausländischen Fahrt vom Schiffe und zugleich von der Ladung, in der inländischen Fahrt aber vom Schiffe allein nach der dieser Verordnung unter Litr. H. angehängten Taxe zu erlegen.

§. 161. Das Feuergeld für die Ladung in der aus- 1838
ländischen Fahrt wird jedesmal da, wo die von der Fremde eingehenden oder dorthin versandten Waaren gelöscht oder geladen werden, nach dem Commerzlastenbetrage der gelöschten oder geladenen Waaren, unter Berücksichtigung der am Schlusse des §. 152 enthaltenen Bestimmung entrichtet.

§. 162. Das Feuergeld für das Schiff in der ausländischen Fahrt aber, wie auch das Feuergeld für die inländische Fahrt, wird nach der gemessenen Trächtigkeit des Schiffes, jedoch für jede Reise nur ein Mal gehoben, und zwar für Reisen in der inländischen Fahrt, ingleichen vom Inlande nach dem Auslande, bei der ersten Ausclarirungszollstätte, für Reisen von der Fremde nach dem Inlande, bei der ersten inländischen Zollstätte, welche ein Schiff anläuft, für Reisen endlich auf Altona von der Westküste der Herzogthümer auf die fremden Elborte nebst Helgoland, ferner auf Island, Grönland und die Färöer sowie auf den Fischfang in offener See, sowohl bei der Einclarirung als bei der Ausclarirung.

§. 163. Um indessen den Commerzirenden die Benutzung gelegentlicher Waarenbeförderungen zu erleichtern, sollen zu diesem Zwecke folgende Modificationen hinsichtlich der Erlegung des inländischen Feuergeldes, sowie des ausländischen für das Schiff eintreten.

§. 164. Wenn ein Schiff in der inländischen Fahrt zwischen seinem ordentlichen Abgangsorte, von welchem es Ausclarirung erhalten, und seinem ordenlichen Bestimmungsorte, wohin es, dem ertheilten Passirzettel zufolge, ausclarirt worden, einen andern inländischen Ort anläuft und daselbst weitere Ladung einnimmt, oder mitgebrachte Waaren löscht, so ist, wenn die gelöschten Waaren weniger als $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit vom Commerzlastenbetrage ausmachen, kein ferneres Feuergeld zu erlegen. Löscht ein Schiff dahingegegen an einem solchen Orte Waaren, welche $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit oder mehr ausmachen, so wird die Reise als vollendet angesehen und deshalb bei vollständiger Ausclarirung auch von Neuem Feuergeld erlegt.

§. 165. In der Fahrt vom Inlande nach dem Auslande wird, nachdem das angeordnete Feuergeld bei der Ausclarirung erlegt worden (§. 162) beim Einlaufen in anderen Häfen behuf Ladens und Löschens kein fer-

1838 neres Feuergeld für das Schiff erlegt, sofern dasselbe dort nicht Waaren zum Betrage von ¼ der Trächtigkeit und darüber zum Ausladen an einem anderen inländischen Orte einnimmt, in welchem Falle das ordentliche inländische Feuergeld nach der ganzen Trächtigkeit des Schiffs zu erlegen ist.

§. 166. In der Fahrt vom Auslande nach dem Inlande soll ein Schiff, nachdem es in dem ersten Hafen, in welchen es, um Waaren zu löschen, einläuft, das ausländische Feuergeld für das Schiff erlegt hat, kein ferneres Feuergeld für dasselbe erlegen, wenn es den Rest der Ladung in anderen inländischen Häfen löscht und tritt überall nur das Feuergeld für die Ladung nach dem jedesmaligen Betrage der gelöschten Lasten ein. Nimmt ein solches Schiff indessen auf dieser Fahrt in einem inländischen Orte Waaren ein, um sie an einem anderen inländischen Orte zu löschen und machen diese ¼ der Trächtigkeit des Schiffes und darüber aus, so muss auch mit vollständiger Clarirung das inländische Feuergeld und zwar nach der Gesammtträchtigkeit des Schiffs erlegt werden.

§. 167. Wenn das Feuergeld für das Schiff in der inländischen Fahrt oder in der Fahrt vom Inlande nach dem Auslande bei der ersten Zollstätte, die ein Schiff anläuft, aus dem Grunde nicht hat gefordert werden können, weil das Schiff auf der angegebenen Route kein Feuer passirte, letzteres aber nachher bei etwaniger Abänderung der Route, der Fall ist, so wird das Feuergeld bei der nächsten Zollstättte den allgemeinen im Obigen enthaltenen Vorschriften zufolge zu dem Betrage nachgefordert, mit welchem dasselbe hätte erlegt werden müssen, wenn die eingeschlagene Route des Schiffs sofort vollständig angegeben wäre.

§. 168. Wenn ein Schiff in der Fahrt zwischen fremden Orten eine hiesige Zollstätte anläuft und daselbst nicht so viel Waaren löscht oder mit der Bestimmung nach dem Auslande ladet, dass dieselben an Commerzlastenbetrag den vierten Theil der Trächtigkeit ausmachen, so wird das ausländische Feuergeld für das Schiff (gleich dem für die Ladung) nur nach dem Commerzlastenbetrage der gelöschten oder geladenen Waaren entrichtet. Sind die umgeladenen Waaren in diesem Falle nach einem inländischen Orte bestimmt, so wird ausgehend auch das inländische Feuergeld nur

nach dem Commerzlastenbetrage der eingenommenen 1838
Waaren gehoben. Machen die auf einer solchen Fahrt bei einer hiesigen Zollstätte gelöschten oder geladenen Waaren aber ¼ der Trächtigkeit des Schiffs oder mehr aus, so wird das Schiff denen gleich behandelt, welche vom Auslande nach dem Inlande in ordentlicher Fahrt einclarirt worden sind und ist mithin die Feuerabgabe für das Schiff sowohl ausgehend als eingehend nach der gemessenen Trächtigkeit desselben zu zahlen. Doch soll in diesem Abgabenbelaufe das gekürzt werden, was bei einer etwa vorhergegangenen unvollständigen Clarirung auf derselben Reise bei einer anderen inländischen Zollstätte an Feuergeld für das Schiff bereits erlegt worden ist.

§. 169. Die Vorschriften hinsichtlich des Canalfeuergeldes werden durch die gegenwärtige Verordnung nicht geändert.

§. 170. Gänzlich befreit von der Feuerabgabe sind:

1) alle Schiffe in der inländischen Fahrt für solche Reisen, auf welchen sie keine Feuer passiren;
2) alle Schiffe für Reisen von und nach Häfen an der Westküste der Herzogthümer und Jütland, insofern sie auf der bevorstehenden oder zurückgelegten Reise kein anderes Feuer als das Canalfeuer passiren;
3) die Schiffe in der Fahrt von Neustadt auf Lübeck und weiter längs der mecklenburgischen Küste bis nach Rostock incl.;
4) gestrandete Schiffe, sofern sie ledig oder blos mit ihrer eingebrachten oder an hiesigen Küsten gestrandeten Ladung wieder abgehen, in welchem Falle auch für die Ladung keine Feuerabgabe zu erlegen ist;
5) alle Fahrzeuge von 2 Commerzlasten und darunter;
6) alle Fährfahrzeuge, jedoch nur insoweit, als sie zur ordentlichen Fährfahrt benutzt werden;
7) alle Schiffe, die wegen Havarie einen inländischen Hafen anlaufen.

§. 171. Ferner sollen die Transitwaaren, welche von der Transit- oder Creditauflage ausgeführt werden, vom Feuergelde dergestalt befreit sein, dass für so viele Commerzlasten von Schiff und Ladung, als diese Waaren ausmachen, nicht nur kein Feuergeld bei deren Wiederausschiffung entrichtet, sondern auch das für solche bei ihrer Ausfuhr von Schiff und Ladung erhobene Feuergeld mit dem doppelten Betrage dessen,

1838 was nach der Commerzlastenbestauung der Waaren von diesen allein erlegt ist, aus der Zollcasse zurückgezahlt und es dabei in aller Weise ebenso verhalten wird, wie es in Ansehung des Lastgeldes im §. 159 bereits näher festgesetzt worden ist.

C. Schiffsclarirungssporteln.

§. 172. Die Clarirungssporteln sind von Schiffen und Fahrzeugen ohne Unterschied, ob sie beladen oder ledig sind, nach der unter Litr. E angehängten Taxe zu entrichten.

§. 173. Diese Sporteln sind bei vollständiger Einclarirung, sowie bei vollständiger Ausclarirung eines Schiffs immer nach der Commerzlastenzahl der Trächtigkeit desselben zu erlegen. Der vollständigen Clarirung unterliegt das Schiff beim Ausgehen allemal da, wo es Waaren von $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit und darüber eingenommen hat, so wie da, wo es zuvor vollständig einclarirt worden. Die vollständige Einclarirung muss aber nicht nur dann, wenn das Schiff sich an seinem Bestimmungsorte einmeldet, sondern auch wenn es an einem anderen Orte Waaren von $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit und darüber löscht oder ladet, mit Ausnahme des im §. 176 gedachten Falles, eintreten.

§. 174. Zur Erleichterung des Handels und der Schifffahrt soll es indessen allen Schiffen gestattet sein, sowohl auf Reisen in der inländischen Fahrt, als auch auf Reisen zwischen inländischen und fremden Orten, sowie auf Reisen von und nach der Fremde bei inländischen Zollstätten anzulaufen und daselbst Waaren bis zu $\frac{1}{4}$ Trächtigkeit zu löschen oder zu laden, ohne dadurch zu einer vollständigen Ein- und Ausclarirung genöthigt zu werden, und tritt in diesem Falle eine Ermässigung der Clarirungssporteln dahin ein, dass dieselben nur nach dem jedesmaligen Commerzlastenbetrage der gelöschten oder geladenen Waaren erlegt werden.

§. 175. Diese Ermässigung soll ferner auch für den Fall Statt finden, wenn ein vom Inland nach dem Auslande vollständig ausclarirtes Schiff bei anderen inländischen Zollstätten anläuft und dort zur Completirung seiner Ladung Waaren selbst über $\frac{1}{4}$ der Trächtigkeit nach dem Auslande einnimmt.

§. 176. Von Schiffen, welche Havarie halber oder um Winterlager zu halten, eine Zollstätte anlaufen, sind

die Sporteln beim Eingehen und beim Ausgehen eben 1838
so zu erlegen, wie von Schiffen, welche sonst vollständige Clarirung beschaffen.

Wenn jedoch ein Schiff, welches nach der Fremde clarirt worden, wegen erlittener Havarie zum Abgangsorte oder nach einem anderen inländischen Hafen zurückkehrt, so soll dasselbe sowohl beim Eingehen als beim Ausgehen nur die für die inländische Fahrt angeordneten Sporteln zu erlegen schuldig sein.

§. 177. Von Erlegung der Schiffsclarirungssporteln sind gänzlich befreit:

1) alle Fahrzeuge von 2 Commerzlasten und darunter in der inländischen Fahrt;
2) die Fährfahrzeuge, soweit sie zur ordentlichen Fährfahrt gebraucht werden, sowie andere Fahrzeuge, welche keiner schriftlichen Schiffsexpedition bedürfen.

XII. Von der Auflagefreiheit.

§. 178. Von der Regel, dass der Einfuhrzoll sofort bei der Einfuhr der Waaren, soweit sie nicht unmittelbar durchgeführt werden, erlegt wird, macht die Auflagefreiheit eine Ausnahme, die Wir zur Begünstigung des Handelsstandes und insonderheit zur Beförderung des Handels mit fremden Waaren nach der Fremde auch fernerhin gestatten und überdies nachstehendermaassen erweitern wollen.

A. Creditauflage.

Allgemeine Bestimmungen.

§. 179. Wir bewilligen die Creditauflagefreiheit in demselben Umfange, wie solche im Königreich ausgeübt wird, sämmtlichen Städten und Flecken Unserer Herzogthümer, so weit sich Zollstätten daselbst befinden.

§. 180. Einem jeden angesessenen, zum Handel berechtigten Bürger und Einwohner gedachter Städte und Flecken, welcher ordentliche Handelsbücher führt und die zu einer ordentlichen Sortirung und Untersuchung der Waaren erforderlichen Packräume besitzt, soll es demnach gestattet sein, von der Fremde zu Lande oder zu Wasser mit einheimischen oder fremden Schiffen eingehende zollbare Waaren, soweit sie nicht ausdrücklich von der Creditauflage ausgeschlossen sind, nach geschehener Angabe, Zollnachsicht und Eintragung in sein Creditauflageconto zur eigenen Aufbewahrung und

1838 Verfügung dergestalt in Empfang zu nehmen, dass die Waaren erst demnächst, soweit sie im Lande verbleiben, mit dem Einfuhrzoll berichtigt, soweit sie aber nach fremden Orten wieder ausgeführt sind, gegen Entrichtung des tarifmässigen Transitzolles und ohne fernere Erlegung der bisher stattgefundenen Recognition, die Wir hiemittelst ausdrücklich aufheben, in dem Auflageconto abgeschrieben werden, wobei indessen die in den nachfolgenden Paragraphen dieses Abschnitts enthaltenen Vorschriften zu beobachten sind.

Unter Beobachtung dieser Vorschriften mögen auch in gleicher Weise, wie bei der Ausfuhr von Creditauflagewaaren nach der Fremde, solche bei deren Ausfuhr nach Unserer Stadt Altona, imgleichen nach Unseren aussereuropäischen Besitzungen und nach Island und den Färöern gegen blosse Entrichtung des Transitzolles vom Creditauflageconto abgeschrieben werden.

§. 181. Die Zu- und Abschreibung kann nicht in geringeren Quantitäten geschehen, als welche in dem Einfuhrtarif, der diejenigen Waaren bezeichnet, welche zugleich zur Creditauflage zugelassen werden dürfen, für jede einzelne Gattung der Creditauflagewaaren angegeben sind. Indessen mögen Waaren, welche von Creditauflagen nach den Colonien, den Färöern, nach Grönland und Island ausgehen, in Quantitäten von $\frac{1}{4}$ des im Tarif bestimmten Abschreibungsminimi von der Auflage abgeschrieben werden. Auch soll Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium autorisirt sein, für einzelne Städte und Flecken, deren Handelsverhältnisse solches wünschenswerth machen, den Umständen nach, die Abschreibung einzelner Waarengattungen in geringeren Quantitäten zu gestatten.

Die zur Creditauflage eingehenden Waaren sind mit Rücksicht auf Angabe und Untersuchung ganz wie die zur Verzollung angegebenen Waaren zu behandeln.

§. 182. Wenn der Auflagehaber die gehörige Ordnung beobachtet, so können die Waaren ohne Zeitbeschränkung auf der Creditauflage verbleiben.

§. 183. Die zur Creditauflage gegebenen Waaren werden nach vorgenommener genauer Untersuchung von Seiten des Zollwesens und befundener Richtigkeit auf dem Auflageconto des Empfängers verzeichnet und ihm hiernächst gegen seine Verantwortlichkeit für die darauf haftenden Zollabgaben und unter seiner Verpflichtung,

die Zollbehörde von dem Aufbewahrungsort zu unterrichten und sie von jeder damit vorgenommenen Veränderung in Kenntniss zu setzen, zur eigenen Disposition überlassen. 1838

Uebertragung und Versendung der Creditauflagewaaren.

§. 184. Es dürfen Creditauflagewaaren unter den in Folgendem festgesetzten näheren Bestimmungen mit den darauf haftenden Abgaben und mit dem fortgesetzten Auflagerecht von einer Creditauflage auf eine andere an demselben oder an einem anderen inländischen Orte, mag letzterer sich in den Herzogthümern oder im Königreiche befinden, übertragen werden; nicht minder können Waaren von der Transitauflage auf die Creditauflage übergehen, wenn der Zollbehörde davon zuvor die erforderliche schriftliche Angabe (§. 185) gemacht wird.

Bei blosser Translocation von Creditauflagewaaren mittelst Transports von einer inländischen Creditauflage auf die andere richtet sich das hier gemeinschaftliche Minimum der Abschreibung auf dem einen und der Zuschreibung auf dem andern Conto nach dem für die Zuschreibung bestimmten Quantitätsminimo.

§. 185. Wenn Waaren von der Creditauflage nach fremden Orten oder nach einem anderen inländischen Orte an eine dortige Creditauflage oder überhaupt als unberichtigt gegen Rückattest nach anderen inländischen Orten (§. 206) versandt werden sollen, so ist über die Versendung eine förmliche Angabe bei der rechnungsführenden Zollbehörde einzureichen und selbige demnächst mit Attestation des beikommenden Zollaufsichtsbeamten über die geschehene Einladung oder Versendung zu versehen. Einer Anmeldung für diejenigen Waaren aber, welche zum Verbleiben und zum Verbrauch im Lande von der Creditauflage genommen oder von einer Creditauflage auf eine andere an demselben Orte (ausser dem §. 191 gedachten Zeitpunct) gebracht werden, bedarf es nur am Schlusse eines jeden Vierteljahrs, wo denn von der Zollstätte mit dem Auflagehaber über diejenigen Abgaben Abrechnung gehalten wird, welche er für das letztverflossene Quartal von seiner Creditauflage zu entrichten hat.

§. 186. Bei Waaren, die Jemand von der Creditauflage nimmt, um sie als zollberichtigte Waare nach

1838 anderen Orten zu versenden, wird ihm auf desfallsige schriftliche Angabe ein Passirzettel, sofern ein solcher überhaupt erforderlich, dahin ertheilt, dass die Waare als verzollte Creditauflagewaare frei passire; die Erhebung der davon zu entrichtenden Zollabgaben erfolgt dann bei der nächsten Quartalsabrechnung.

Quartalsabrechnung.

§. 187. Die Quartalsabrechnung findet zu Anfang Januars, Aprils, Julius und Octobers eines jeden Jahres Statt, und gleichzeitig mit dieser geschieht die Erlegung der Einfuhrabgaben für die von der Auflage zum Verkauf oder Verbrauch im Lande entnommenen Waaren.

Bei Veränderung des Zollsatzes für einen Waarenartikel ist jedoch jedesmal eine sofortige Nachsicht und Untersuchung der von selbigem auf der Auflage befindlichen Vorräthe, auf welche der neue Zollsatz anzuwenden, vorzunehmen, um die solchergestalt nach dem früheren Zollsatze annoch zu berichtigenden abgesetzten Auflage-Quantitäten zu ermitteln.

§. 188. Zur Quartalsabrechnung wird von jedem Auflagehaber der beikommenden Zollstätte eine von ihm eigenhändig unterschriebene Angabe in Folioformat nach dem dieser Verordnung unter Litr. L angehängten Schema (No. I. XIX. XXVI.) eingeliefert, enthaltend:

Auf der ersten Seite:

a) Namen der Artikel,
b) Behalt der letzten Quartalsabrechnung,
c) Ueberführung von anderen Creditauflagen am Orte,
d) Einfuhr im verflossenen Quartal,
e) Summe der Rubriken b, c und d,

auf der anderen Seite:

a) die Waaren, welche nach Maassgabe der darüber ausgestellten Angaben (§§ 197 und 204) im verflossenen Quartal nach fremden Orten ausgeführt,
b) die Waaren, welche im vorhergegangenen Quartal an andere Auflagehaber an demselben Orte abgesetzt,
c) die Waaren, welche im abgewichenen Quartal nach anderen inländischen Orten zur dortigen Creditauflage oder Verzollung gegen Rückattest versandt,
d) die Waaren, welche in dem Quartal von der Creditauflage zum Verkauf und Verbrauch (am Orte oder an anderen inländischen Orten) entnommen sind,
e) die Quantität jeder Auflagewaare, die im Behalt ver-

blieben, verbunden mit der Anzeige des Orts, wo 1838
sich dieselbe befindet, und
die Summe der Rubriken a—e.

§. 189. Nach dieser, unter gehöriger sofortiger
Nachweisung in der Zollrechnung, derselben anzulegen-
den Angabe hat der Zollrechnungsführer dem beikom-
menden Zollaufsichtsbeamten ein Verzeichniss über den
Waarenbehalt des Auflagehabers zuzustellen, (Schema II.
XVIII. XXVIII.) um darnach so bald als thunlich die
Nachsicht vorzunehmen und das Verzeichniss, gehörig
attestirt und mit Hinzufügung des Datums, wann die
Untersuchung beendigt, dem Rechnungsführer zum Be-
leg seiner Rechnung zurückzuliefern.

§. 190. Bei dieser Nachsicht, welche an den von
der Zollaufsichtsbehörde dazu bestimmten Tagen und
Stunden geschieht, ist von Seiten des Auflagehabers fol-
gendes zu beobachten:

1) Es müssen die Waaren so sortirt hingelegt sein, dass jede Waarenart für sich bequem übersehen und untersucht werden kann, und soll dem fungirenden Zollaufsichtsbeamten dabei jede Willfährigkeit und Hülfe zur Beförderung und Beschleunigung des Geschäfts gewährt werden.

2) Als Behalt werden nur Waaren in unangebrochenen Tonnen, Fässern, Oxhoften, Pipen, Körben, Ballen, Matten, Bünden, Säcken und dergleichen im Handel üblichen Einpackungen angenommen. Für die bei der Quartalsnachsicht in angebrochener Emballage vorgefundenen Waarenreste ist der Zoll sofort in Einnahme zu stellen, so wie auch in allen Fällen, wenn das ganze auf der Auflage vorräthige Quantum einer Waarensorte bei der Nachsicht geringer, als das für selbige bestimmte Minimum der Abschreibung gefunden wird, dieser Waarenrest, er mag in angebrochener oder unangebrochener Emballage enthalten sein, sofort zur Verzollung anzusetzen ist.

3) Sind in dem Zeitverlauf zwischen dem Tage, an welchem die Angabe gemacht ist, und dem, an welchem die Nachsicht geschieht, Waaren aus dem angegebenen Behalt abgesetzt, so dass dieser dadurch verringert worden, so hat der Auflagehaber der Zollstätte darüber vor Beginn der Nachsicht eine schriftliche Erklärung zur Nachricht für den fungirenden Nachsichtsbeamten zu übergeben.

1838 Für die Quartalsabrechnung ist jedoch die am Ablauf des Quartals ausgestellte Angabe zu Grunde zu legen und die nach dieser Angabe bis zur Nachsicht vorgenommenen Veränderungen in der Auflage gehen, gleich allen anderen Lagerveränderungen im Quartalslaufe, in die nächste Quartalsangabe über.

§. 191. In dem Zeitraume, wo die Quartalsnachsicht vorgenommen wird, dürfen, bei Strafe der Confiscation, keine Waaren von einer Creditauflage zur andern am Orte geführt werden, ohne dass zuvor eine von der beikommenden Aufsichtsbehörde mit dem Product zu versehende und dann als Legitimations- oder Begleitschein dienende schriftliche Anzeige darüber bei der Zollstätte gemacht worden.

§. 192. Spätestens innerhalb 8 Tage nach abgehaltener Quartalsnachsicht, hat der Auflagehaber für die zum Verkauf und Verbrauch im Lande von seiner Auflage versandten und genommenen Waaren die Einfuhrabgaben und für die wieder in die Fremde geführten Waaren den Transit-Zoll zu erlegen.

§. 193. Hinsichtlich derjenigen Waaren, welche an eine andere Creditauflage ausserhalb des Orts, oder sonst als unberichtigt abgesetzt sind, muss bei der Abrechnung die Abschreibung derselben vom Auflageconto zwar sogleich geschehen, von dem versendenden Auflagehaber aber die Einclarirung der Waaren am Bestimmungsorte, entweder zur sofortigen Ausfuhr oder zur ferneren Auflage oder zur Verzollung, mittelst Zollrückattestes, dessen Bewirkung ihm stets überlassen bleibt, erwiesen werden; und kann überhaupt nur für denjenigen Theil der solchergestalt versandten Waaren der Zoll ungefordert bleiben, auf welchen der beigebrachte Rückattest lautet.

Ist ein Rückattest über solchergestalt versandte Waaren zur Zeit der Abrechnung noch nicht eingegangen, so hat der Auflagehaber jedenfalls im Laufe des nächstfolgenden Quartals denselben beizubringen, widrigenfalls er dafür dieselben Abgaben, wie für im Lande verbliebene Waaren erlegen muss.

§. 194. Für den Fall, wo ein Auflagehaber für die Quartalsberechnung einen grösseren Waarenbehalt angegeben, als unter Zugrundelegung der Angabe und der über den Absatz in der Zwischenzeit bei der Zoll-

stätte eingereichten Anzeige bei der Nachsicht vorge- 1838
funden wird, treten die Strafbestimmungen des § 255 ein.

§. 195. Bleibt ein Auflagehaber nach dem Quartalsschluss länger als 4 Tage mit seiner Auflageangabe aus, so büsst er diese Versäumniss für den ersten Tag nach Ablauf dieser Frist mit 1 Rbthlr. oder 30 ß vorm. Cour., für den zweiten mit 3 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 42 ß vorm. Cour. und für den dritten mit 5 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 ß vorm. Cour. Ordnungsstrafe. Am vierten Tage ist für sämmtliche Waaren, welche nach dem Auflageconto bei dem Auflagehaber noch unberichtigt lagern, der Einfuhrzoll zu erlegen, und wenn die Berichtigung desselben alsdann nicht erfolgt, durch die Zollbehörde der gerichtliche Verkauf so vieler Auflagewaaren zu veranlassen, als zur Deckung der Abgaben und der verwirkten Ordnungsstrafe nebst Kosten erforderlich sind.

§. 196. Gleichergestalt hat der Auflagehaber, welcher nach vorgenommener Quartalsuntersuchung länger als 8 Tage mit den von ihm zu erlegenden Abgaben ausbleibt, solches mit Einem Procent vom Betrage dieser Abgaben für jeden Tag seines längeren Ausbleibens zu büssen. Nach achttägiger Versäumniss hat die Zollstätte den gerichtlichen Verkauf so vieler Auflagewaaren des säumigen Debitors zu veranstalten, als zur Deckung der Abgaben, sammt der Mulcten und Kosten erforderlich sind.

Angaben bei Versendungen von Creditauflagewaaren.

§. 197. Wenn Creditauflagewaaren nach fremden oder den im §. 180 bezeichneten Orten versandt werden sollen, so sind darüber zwei gleichlautende Angaben, die eine mit „Prima" die andere mit „Secunda" bezeichnet, von dem Auflagehaber eigenhändig zu unterzeichnen, worin jede Waare nach ihrer Benennung, Stückzahl, Maass, Gewicht, Merkzeichen, sowie der Ort, wohin sie bestimmt ist, aufgeführt sein muss.

Sowohl Prima als Secunda werden als specielle Angaben bei der Zollstätte eingeliefert und hier nach geschehener sofortiger Eintragung in die Zollrechnung dem Zollinspector oder demjenigen Beamten behändigt, welcher über die Verladung zu wachen hat.

§. 198. Vor der geschehenen Einlieferung der förmlichen Angabe darf weder eine Zollversiegelung zu ver-

1838 sendender Creditauflagewaaren, noch eine anderweitige Untersuchung derselben von Seiten des Zollwesens vorgenommen werden.

§. 199. In der Prima-Angabe (Schema X^1) versichert der Auflagehaber oder Absender bei Verlust Ehre und guten Leumunds, dass es mit der angegebenen Ausfuhr seine Richtigkeit habe, und dass die Waaren mit seinem Wissen und Willen nicht unangegeben in Unsere Lande zurückgeführt werden sollen. In der Secunda-Angabe (Schema X^2) bedarf es der Wiederholung dieser Versicherung nicht.

§. 200. Will der Creditauflagehaber selbst Waaren von seiner Auflage versenden, so hat er die Angabe nach dem Formular X abzufassen.

Werden dagegen von dem Creditauflagehaber im Lande Auflagewaaren an einen Andern zur Ausfuhr in die Fremde verkauft, so ist hierüber sowohl abseiten des Verkäufers als Käufers eine Zollangabe zu beschaffen. Der Creditauflagehaber als Verkäufer hat seine Angabe dem Formular XI gemäss einzurichten, während der Käufer solcher Waaren, wenn er nicht der Schiffer selbst ist, eine dem Formular XII entsprechende Angabe auszustellen hat. Ist der Käufer aber selbst der Schiffer, so hat er die erforderliche Zollangabe in Uebereinstimmung mit dem Formular XIII zu beschaffen.

§. 201. In beiden Fällen — es mag der Auflagehaber selbst Absender sein oder nicht — hat der Schiffer, mit welchem die Waaren abgehen, gleichmässig bei Verlust Ehre und guten Leumunds auf seiner beim Ausgehen zu beschaffenden Angabe zu versichern, dass die betreffenden in sein Fahrzeug geladenen Waaren nicht unangegeben wieder ausgeladen und mit seinem Wissen und Willen nicht unangegeben in Unsere Lande zurückgeführt werden sollen. Hat der Schiffer als Käufer bereits die obgedachte Angabe beschafft, so bedarf es in der ausgehend zu beschaffenden Gesammtangabe nicht der Wiederholung der Versicherung, sondern nur der Bezugnahme darauf, dass sie in der erstgedachten separaten Angabe ausgestellt sei.

§. 202. Hat Jemand von seiner Creditauflage Waaren zur Ausfuhr nach der Fremde verladen, sie aber vor der Einschiffung als solche anzugeben versäumt, so soll eine Abschreibung dieser Waaren von seinem Auflageconto nicht zugestanden werden.

Zollnachsicht. 1838

§. 203. Emballirtes Gut, welches von der Creditauflage ausgeführt werden soll, muss schon beim Verpacken selbst, wenn die Zollbeamten es verlangt haben, speciell nachgesehen und untersucht sein; auch soll es mit Merkzeichen, welche in den Angaben ausgeführt sein müssen, versehen sein.

Sind die Merkzeichen des Waarenverschlages in der Angabe ausgelassen, oder stimmen die angegebenen mit den auf dem Verschlage befindlichen nicht überein, so wird die Angabe — auch wenn sie sonst richtig sein sollte — von dem Aufsichtsbeamten nicht attestirt, und es findet dann für eine solche Waarenversendung keine Abschreibung von dem Auflageconto Statt.

§. 204. Wenn die zur Verschiffung in die Fremde angegebenen Waaren von Zollwegen nachgesehen und bei dieser Nachsicht und der damit zu verbindenden Messung, Wägung oder sonstigen genauen Untersuchung mit der Angabe übereinstimmend gefunden sind, so soll die Einladung unverzüglich und jedenfalls an demselben Tage, an welchem die Angabe ausgestellt ist, vorgenommen, und wenn sie geschehen ist, auf beiden Angabeexemplaren die Richtigkeit der Angabe und die geschehene Einladung bezeugt werden.

Das mit „Prima" bezeichnete Angabeexemplar wird der generellen Angabe des Schiffers als Beleg angefügt, das mit „Secunda" bezeichnete dahingegen dem Auflagehaber zugestellt, um es bis zu seiner Quartalsrechnung aufzubewahren.

§. 205. Beschafft der Absender die Einladung nicht sofort, oder wird sie, obgleich angefangen, an dem zur Abführung von der Creditauflage bestimmten Tage nicht vollendet, so hat er des Abends vor Ablauf der Clarirungszeit eine schriftliche Anzeige, welche ihm, mit dem Product versehen, zurückzuliefern, auf dem Zollcomtoir dahin abzugeben, dass die Einladung am Tage der Angabe nicht geschehen oder nicht vollendet worden, mit hinzugefügter Erklärung darüber, ob er entweder überall die betreffenden Waaren nicht ausführen, oder an welchem anderen Tage er solche einladen wolle, in welchem letzteren Falle dann die Abgabe für den namhaft gemachten Tag annoch gelten mag. Die gedachte auf dem Zollcomtoir producirte Anzeige wird dem bei der Einladung die Aufsicht führenden Beamten

1838 zugestellt, und mit der Prima-Angabe, dem Befunde nach attestirt, der generellen Angabe des Schiffers angelegt. Versäumt der Absender es, seine Angabe solchergestalt deliren oder auf einen andern Tag überführen zu lassen, so hat er nicht nur die Einfuhrabgaben von den angegebenen nicht eingeladenen und nicht abzuschreibenden Waaren als Ordnungsstrafe zu erlegen, sondern auch den Umständen nach dieselbe Strafe zu gewärtigen, welche auf unangemeldete Zurückbringung ausclarirter Creditauflagewaaren gesetzt ist.

§. 206. Das vorhin angegebene Verfahren wird auch beobachtet, wenn Auflagewaaren nach inländischen Orten entweder zur ferneren Auflage oder zur Verzollung gegen Rückattest geführt werden sollen; nur mit der Abweichung, dass es dabei der Versicherung bei Verlust Ehre und guten Leumunds nicht bedarf, und dass die Waaren nur dann, wenn der aufsichtsführende Zollbeamte es nöthig findet, gemessen oder gewogen werden.

§. 207. Werden Creditauflagewaaren zur Versendung nach fremden oder den in im §. 180 angegebenen Orten mit einem bereits ausclarirten Schiffe angegeben, so sind solche einer geschärften Zollaufsicht unterworfen und der Zollaufsichtsbeamte muss sich vollkommen davon vergewissern, dass solche Waaren wirklich eingeladen und nicht wieder ans Land zurückgebracht und eingeschlichen werden.

§. 208. Für Creditauflagewaaren, welche landwärts nach der Fremde versandt werden, wird die Abschreibung unter Beobachtung des nemlichen Verfahrens zugestanden, wie solches für seewärts stattfindende Versendungen vorgeschrieben ist.

Es muss daher die Emballirung nach vorgängiger Zollangabe im Beisein eines Zollbeamten vorgenommen, von diesem der Verschlag versiegelt und die Angabe attestirt werden.

Sicherstellung der Zollcasse.

§. 209. Unsere Zollcasse wird wegen der Einfuhrabgaben für Creditauflagewaaren aus diesen Waaren vor allen andern Creditoren befriedigt; und überdies soll ihr dieser Abgaben halber das im § 31 bestimmte Pfandrecht an allen übrigen, sowohl beweglichen als unbeweglichen Gütern, Waaren und Effecten des Auflage-

habers und zwar von der Zeit der letzten Quartalsnach- 1838
sicht angerechnet, jedoch immer erst nach den den protocollirten Pösten, zustehen.

§. 210. Ausserdem soll es der Zollbehörde unverwehrt sein, den Behalt der Auflage eines Creditauflagehabers, so oft sie es erforderlich hält, zwischen den Abrechnungsterminen nachzusehen, von welcher Nachsicht nur derjenige befreit ist, welcher andere hinreichende Sicherheit bestellt, dass seine Auflageabgaben am Schlusse eines jeden Quartals richtig abgetragen werden.

§. 211. Wenn bei einer solchen Nachsicht eine Gefahr für Unsere Zollcasse sich zeigt, so ist der Auflagehaber zur sofortigen Entrichtung der schuldigen Abgaben aufzufordern und die Zollbehörde für den Fall der Erfolglosigkeit dieser Aufforderung ermächtigt, unter obrigkeitlicher Assistenz die vorgefundenen Creditauflagewaaren, oder so viele davon als ihr zur Deckung der Forderung Unserer Zollcasse und der Gerichtskosten nöthig scheinen, in ihren Verwahrsam zu nehmen und deren fördersamsten gerichtlichen Verkauf zu veranstalten.

Die Obrigkeit des Orts ist verpflichtet, die von der Zollbehörde unter Mittheilung eines Extracts aus dem Auflageconto — aus welchem die Art und Quantität der unberichtigten Creditauflagewaaren und die Forderung Unserer Zollcasse zu ersehen ist — nachgesuchte Assistenz unverzüglich zu leisten und bei der Inventur und Schätzung der von der Zollbehörde in Verwahrsam zu nehmenden Waaren das Protocoll zu führen. Zur Sicherung Unserer Zollcasse sind in solchem Falle alle bei dem Auflagehaber vorgefundenen Waaren, die von der nemlichen Art sind, welche nach dem Creditauflageconto bei demselben noch unberichtigt lagern, ohne Rücksicht darauf, ob sie sich noch in der ursprünglichen Verpackung befinden, als Creditauflagewaaren anzusehen und wie im Eingange dieses §. vorgeschrieben zu behandeln.

§. 212. Das nemliche Verfahren und dieselben Grundsätze kommen zur Anwendung, wenn in dem in den §§. 195 und 196 vorausgesetzten Fällen zum gerichtlichen Verkauf von Creditauflagewaaren geschritten werden muss, um die Forderung Unserer Zollcasse zu befriedigen.

§. 213. Wenn ein Creditauflagehaber mit Tode ab-

1838 geht, so hat die Zollbehörde den Behalt der Auflage sofort nachzusehen. Wird das Handlungsgeschäft des Verstorbenen ohne Unterbrechung und ohne gerichtliche Behandlung des Nachlasses durch die Erben fortgesetzt und ist nach dem Ausfall der von der Zollbehörde vorgenommenen Nachsicht keine Gefahr für Unsere Zollcasse zu besorgen, so kommen hinsichtlich der Zollerlegung und der Quartalsabrechnung die allgemeinen Vorschriften über die Creditauflage zur Anwendung, tritt aber eine gerichtliche Behandlung des Nachlasses ein, oder wird das Handlungsgeschäft des verstorbenen Creditauflagehabers nicht fortgesetzt, oder hat die Nachsicht des Behalts Anlass zur Besorgniss für die Forderung Unserer Zollcasse gegeben, so ist es nach den Vorschriften des §. 211 zu verhalten, falls nicht die Auflageabgaben unverzüglich berichtigt werden oder für dieselben anderweitige genügende Sicherheit bestellt wird.

§. 214. Vom Ausbruche eines Concurses über das Vermögen eines Creditauflagehabers hat das beikommende Gericht die Zollbehörde sofort in Kenntniss zu setzen. Dieser liegt es dann ob, dem Gericht einen nach Maassgabe des §. 211 eingerichteten Extract aus dem Auflageconto einzuliefern, welcher, wenn zur Inventur der Masse geschritten wird, die Aufzeichnung der vorhandenen Creditauflagewaaren zum Grunde zu legen ist. Die Zollbehörde ist, um die erforderlichen Aufklärungen und Nachweisungen zu ertheilen, von dem Gericht aufzufordern, bei diesem Act zugegen zu sein, und als Creditauflagewaaren sind in diesem Falle gleichfalls alle vorgefundenen Waaren zu behandeln, welche der Art nach, mit den im Auflageconto als unberichtigt aufgeführten Waaren übereinstimmen (§. 211).

Demnächst werden die verzeichneten Creditauflagewaaren auf Antrag der Zollbehörde vom Gerichte bis zum Betrage der Auflageabgaben öffentlich verkauft und der Erlös an die Zollcasse abgeliefert, ohne dass diese wegen ihrer Forderung und deren Befriedigung aus den gedachten Waaren mit den übrigen Concursgläubigern sich einzulassen und zu den Concurskosten beizutragen hat.

Wegen des durch den Verkauf der vorgefundenen Creditauflagewaaren etwa nicht gedeckten Theils der Auflageabgaben, sowie wegen Geltendmachung des auf solchen Fall der Zollcasse zustehenden Pfandrechts (§. 209)

kommen die allgemeinen Rechtsgrundsätze über das Ver- 1838
fahren im Concurse zur Anwendung.

§. 215. Würde es sich beim Ausbruch eines Concurses über das Vermögen eines Creditauflagehabers finden, dass er von seinen Creditauflagewaaren so viele veräussert hätte, dass Unsere Zollcasse, ihres Vorzugs- und Pfandrechts ungeachtet, nicht befriedigt werden könnte, so ist er nicht nur des Rechts zur Creditauflage auf immer verlustig, sondern soll auch den Umständen nach, als böslicher Güterverschlepper zur Untersuchung und Bestrafung gezogen werden.

§. 216. Um das beikommende Gericht stets in Kunde zu erhalten, welche Einwohner des Gerichtsbezirks von der Creditauflagefreiheit Gebrauch machen, hat die Zollstätte ein Verzeichniss derselben dem Gerichte mitzutheilen und selbiges von den hinsichtlich der Creditauflagehaber eintretenden Veränderungen in Kenntniss zu setzen.

B. Transitauflage.

§. 217. Die Transitauflage findet Statt bei allen Waaren, welche von einem fremden oder ausserhalb der Zolllinie befindlichen inländischen Orte kommen und nach einem solchen Orte oder nach Island, den Färöern, Grönland, wie auch Unseren anderen aussereuropäischen Besitzungen bestimmt sind, wenn diese ihre Bestimmung gleich bei der Einfuhr am Zolle angegeben wird.

Ueberdies sind alle eingehende fremde Waaren bis dahin, dass der Eigner oder Commissionair solche zur Vollziehung oder zur Creditauflage declarirt, als auf der Transitauflage befindlich anzusehen.

Von der Transitauflage ausgeschlossene Waaren.

§. 218. Zur Transitauflage können alle Waaren, auch solche, deren Einfuhr sonst verboten ist, angenommen werden. Jedoch sind Pulver und andere leicht Feuersgefahr bringende Waaren ausgeschlossen. Desgleichen kann Holz nicht auf die Transitauflage genommen werden, es wird aber für alles bei der Einfuhr verzollte Föhren- und Tannenholz, wenn solches in Quantitäten, die nicht weniger als 1 Com. Last (150 Cubikfuss Schiffsraum) bestauen, oder 100 Cubikfuss Holz enthalten, seewärts wieder ausgeführt wird, der

1838 erlegte Einfuhrzoll zurückbezahlt. Jedoch sind 20 Rbss. oder 6¼ β vorm. Cour. à Com. Last, oder à 100 Cubikfuss Holzmaass als Transitzoll zu kürzen, sofern der Strom- oder Canalzoll nicht erlegt wird.

Expedition.

§. 219. Transitgüter sind wie andere landwärts oder seewärts aus der Fremde eingehende Waaren unter Einlieferung vorschriftsmässiger Ladungsdocumente generell anzugeben. Nach geschehener Angabe ist das Bruttogewicht derselben zu ermitteln und sind die Waaren der generellen Nachsicht, sowie im Falle des sofortigen weiteren Transports der für erforderlich erachteten Controle zu unterziehen.

§. 220. Wird der weitere Transport nicht sofort beschafft, so müssen solche bis zu ihrer Wiederausfuhr oder anderweitigen Zollberichtigung entweder im Zollpackhause oder anderen unter Aufsicht des Zollwesens stehenden öffentlichen Packräumen, so lange dort Raum ist, gegen Entrichtung der vorgeschriebenen Packhausmiethe, versiegelt oder plombirt aufbewahrt werden.

§. 221. Für die solchergestalt im Verwahrsam der Zollbeamten befindlichen Transitgüter haften diese als für anvertrautes Gut nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen.

§. 222. Kann aber die Zollaufsicht solche Waaren nicht in ihren Verwahrsam nehmen, so werden dieselben dem Spediteur oder Commissionair nach vorgängiger Versiegelung, soweit diese nicht schon Statt gefunden hat, zur eigenen Aufbewahrung übergeben.

In diesem Falle steht der Spediteur oder Commissionair für die auf den Waaren haftenden Abgaben ein. Dieser muss daher ein am Orte wohnhafter Mann sein, welcher überdies, wenn die Zollaufsicht es verlangt, für die Abgaben Bürgschaft zu bestellen hat.

Von der Packhausmiethe.

§. 223. Die Transitauflagewaaren sind von Erlegung einer Lagermiethe befreit, wenn sie innerhalb 14 Tage nach ihrer Ankunft im Zollpackhause wieder aus demselben genommen werden. Für ein längeres Lagern in den Zollpackhäusern oder auf deren Plätzen ist monatlich, vom Ablauf der ersten 14 Tage angerechnet, an Lagermiethe ⅛ vom Betrage des Transitzolles zu

berechnen (Anl. Litr. C) und bei demnächstiger Decla- 1830
ration der Waare zur Einfuhr oder Ausfuhr zu erheben.

Für Waaren, welche zu einem Transitzoll nicht angesetzt sind, ist die Packhausmiethe ebenfalls monatlich nach den in der Anlage unter Litr. J bestimmten Ansätzen zu erheben.

Verstehen die Handelnden sich zu einer solchen Einrichtung von Packhäusern unter Aufsicht des Zollwesens, wodurch das Zollinteresse als gegen Beeinträchtigung sichergestellt betrachtet werden kann, so mag die §. 220 gedachte Versiegelung oder Plombirung der Transitgüter unterbleiben. Auch sind die darin aufbewahrten Waaren von der Lagermiethe befreit.

§. 224. Bei der Wiederausfuhr von Transitwaaren nach der Fremde wird dafür, soweit nicht etwa in Folge der §§. 5 und 52 eine Befreiung eintritt, der in dem dieser Verordnung angehängten Tarif bestimmte Transitzoll entrichtet, und zwar nach dem bei der Einfuhr an der Grenze ermittelten Bruttogewicht.

Ausser dem Transitzoll und der vorgeschriebenen Packhausmiethe wird übrigens nichts entrichtet und die in den §§1. 66 und 167 der Zollverordnung vom 8. Juli 1803 und in dem §. 2 der Verordnung vom 30. September 1825 festgesetzten Abgaben und Recognitionen werden hierdurch ausdrücklich aufgehoben.

§. 225. Wenn Transitwaaren von den Herzogthümern nach Dänemark ausgeführt werden, so ist bei dieser Ausfuhr kein Transitzoll zu entrichten; die Waaren müssen aber gegen Rückattest expedirt und in dem sie begleitenden Passirzettel als Transitgüter ausdrücklich bezeichnet sein, damit dann in Dänemark, jenachdem sie daselbst verbleiben oder von dort in die Fremde gehen, die Zollberichtigung geschehen könne.

§. 226. Für Ladungen solcher Schiffe, welche um Winterlager zu halten, oder widrigen Windes wegen in einen Hafen der Herzogthümer einlaufen, ohne zu löschen, ist kein Transitzoll zu entrichten. Von der Entrichtung dieses Zolles sind auch die Ladungen solcher Schiffe frei, welche Havarie halber einen Hafen der Herzogthümer suchen, es mögen solche Ladungen in denselben Schiffen oder in andern wiederum nach der Fremde ausgeführt werden.

§. 227. Bleiben aber solche Waaren bis zum Ab-

1838 lauf eines vollen Jahres auf der Transitauflage liegen, so sind die Transitabgaben dafür zu erlegen.

§. 228. Findet sich nach Ablauf dieser Zeit kein Eigenthümer oder Commissionair, der für diese Berichtigung sorgt, so wird nach vorgängiger Inventur der Waaren eine öffentliche Bekanntmachung von der Zollstätte erlassen, in welcher die Waaren nach ihren Merkzeichen, Maass und Gewicht zu bezeichnen sind und worin zugleich anzugeben ist, woher und mit welchem Schiffer oder Fuhrmann sie eingeführt sind. Diese Bekanntmachung ist gleich den Edictalladungen in öffentliche Blätter einzurücken. Meldet sich hierauf Niemand innerhalb der festgesetzten Angabefrist, so werden die Waaren nach vorgängiger ordnungsmässiger Bekanntmachung verkauft und aus der Verkaufssumme die verfallenen Transitabgaben nebst Lagermiethe und Kosten entrichtet. Der etwanige Rest wird in Unserer Zollcasse aufbewahrt und verfällt an dieselbe, wenn der Eigner der Waaren sich nicht innerhalb 3 Jahre, von dem Tage des öffentlichen Verkaufs angerechnet, am Zoll meldet und legitimirt.

XIII. Von den Zollstrafen.

A. Allgemeine Bestimmungen.

Strafgattungen. Gegenstände ihrer Wirksamkeit.

§. 229. Wegen der Uebertretung der Zollgesetze haften theils die Waaren, welche den Gegenstand der Contravention ausmachen, theils die Transportmittel, als Schiffe und Fuhrwerke, mittelst deren und in Beziehung auf welche die Contravention verübt worden, theils bestehen die Strafen in Freiheitsberaubungen oder Geldmulcten, die im Unvermögensfalle der Schuldigen körperlich abzubüssen sind.

§. 230. Der Verlust der Waaren oder die Confiscation, nicht minder das Haften derselben, sowie der Transportmittel für die angedrohten Geldstrafen ist als eine Folge der mit diesen Strafen bedrohten Handlungen anzusehen.

Es kommt also nicht darauf an, ob solche Handlungen ohne Wissen des Eigners der Waaren oder Transportmittel vorgenommen sind. Diesem bleibt es indessen unbenommen, sich an denjenigen zu halten,

elcher durch seine Handlungen den Verlust der Waa- 1838
n herbeigeführt hat. Es gelten diese Vorschriften für
achtfuhrleute und deren Knechte, so wie für Schiffer
id deren Bootführer. Allen übrigen Eignern von
ansportmitteln bleibt jedoch, wenn sie nicht bei der
haltung betroffen werden, der Beweis frei, dass die
andlung ohne ihr Wissen geschehen. Nach darüber
führtem Beweise soll das Transportmittel wieder zu-
ckgegeben, oder die bei sofortiger Rückgabe des Trans-
rtmittels bestellte Caution wieder aufgehoben werden.

§. 231. Die Geldmulcten, die aus den Waaren
er Transportmitteln nicht realisirt werden können,
er die an deren Stelle tretenden körperlichen Strafen
ffen nur den Urheber der Handlungen, welche mit
lchen Strafen bedroht sind.

Wenn jedoch dieser beweisen kann, dass er die
afbare Handlung auf das Geheiss einer Person be-
ngen hat, zu welcher er in einem solchen Verhält-
ss steht, dass er im Allgemeinen deren Aufträge Folge
leisten hat, z. B. Schiffsleute, Fuhrknechte, Hand-
ngsdiener, Dienstboten, Kinder, so wird die ordent-
he Strafe den Umständen nach für ihn herabgesetzt
er wegfällig, und trifft dagegen denjenigen, von wel-
em das Geheiss ausgegangen ist.

Im Uebrigen kommen bei der Theilnahme mehrerer
einer Zollcontravention die allgemeinen Grundsätze
s Strafrechts zur Anwendung.

Straferhöhung im Wiederholungsfalle.

§. 232. Eine Zolldefraudation, auf welche ein-
heil des Werths der Waaren oder der mehrfache Zoll
s Mulct angedroht ist, wird, wenn sie zum zweiten
ale von Jemandem begangen worden, mit einer um die
älfte höheren Mulct gebüsst.

Eine nach zweimaliger Bestrafung zum drittenmale
gangene Contravention dieser Art hat die zweifache
ulct und so jede fernere Wiederholung eine neue
eigerung der Mulct um 50 pCt. zur Folge. Die här-
e Bestrafung eines jeden Rückfalls setzt indessen vor-
s, dass die Strafe der vorhergegangenen Contraven-
n nicht allein erkannt, sondern auch vollzogen wor-
n. Im entgegengesetzten Falle wird die früher nicht
strafte Contravention oder nicht bestrafte Wiederho-

1838 lung zur Schärfung der Strafe einer späteren Contravention nicht angerechnet.

Für alle sonstigen mit einer Mulct bedrohten Uebertretungen der Zollgesetze gilt, unter Beobachtung der vorstehenden Vorschrift, gleichfalls die Regel, dass die Strafe bei dem zweiten Vergehen um die Hälfte, bei der dritten Uebertretung um das Doppelte, und bei jeder ferneren Wiederholung um 50 pCt. der angedrohten Mulct gesteigert wird.

Eine nach vorheriger dreimaliger Bestrafung zum vierten Male begangene Contravention der obgedachten Art ist jedoch stets mit körperlicher Strafe zu ahnden, deren Dauer sich nach der Grösse der Mulcten, wie sie den obigen Bestimmungen gemäss eintreten, und den im §. 234 enthaltenen Vorschriften richten soll.

Der Name eines solchen Defraudanten ist in einer inländischen Zeitung bekannt zu machen.

§. 233. Eine Ausnahme von obiger Vorschrift machen jedoch alle Contraventionsfälle, in welchen die zu erkennende Strafe, sie bestehe in Confiscation oder Mulcten, den Betrag von 16 Rbthlr. oder 10 Rthlr. vorm. Cour. nicht übersteigt, und sollen solche Contraventionen, sowie die im §. 282 genannten Ordnungsstrafen, welche der Cognition Unseres General-Zollkammer- und Commerz-Collegii ausschliesslich vorbehalten sind, dem Contravenienten zur vorgedachten Schärfung der Strafe im Wiederholungsfalle nicht angerechnet werden.

Abbüssung mittelst körperlicher Strafen.

§. 234. Können erkannte Zollmulcten aus den Waaren oder Transportmitteln nicht beigetrieben werden, oder werden dieselben von dem Verurtheilten innerhalb der ihm gesetzten Frist nicht bezahlt, so sind solche in körperliche Strafen und zwar nach Maassgabe der Grösse, entweder in Gefängnissstrafe bei Wasser und Brodt, so dass mit jedem Tage der Detention 2 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 12 β vorm. Cour. abgebüsst werden, oder insofern die Mulct grösser ist, als dass sie mit Gefängnissstrafe bei Wasser und Brodt abgebüsst werden kann, rücksichtlich des Mehrbetrags in andere Gefängniss- oder Festungsstrafe nach dem richterlichen Ermessen, welchem auch die Bestimmung des Grades und der Dauer der Festungsstrafe nach den jedesmaligen Umständen überlassen bleibt, zu verwandeln.

Es dürfen jedoch die Freiheitsstrafen, in welche 1838
Zollmulcten zu verwandeln sind, wie gross auch der Belauf der letzteren sein mag, die Dauer von 5 Jahren nicht übersteigen.

Inwiefern statt der Gefängnissstrafe bei Wasser und Brod eine Gefängnissstrafe bei gewöhnlicher Gefangenkost eintreten könne, ist nach allgemeinen gesetzlichen Vorschriften zu beurtheilen.

Für die subsidiäre Verpflichtung zur Abhaltung der mit der Detention des Verurtheilten verbundenen Kosten, falls derselbe nicht des Vermögens ist, solche zu bezahlen, kommen, bei Concurrenz eines Criminalverbrechens mit einer Zolldefraudation die allgemeinen Vorschriften in Betreff der Criminalkosten, zur Anwendung. Bei blossen Zollcontraventionen werden die Kosten, für den Fall des Unvermögens der Contravenienten zu deren Erstattung, aus der Zollcasse abgehalten.

Verbindlichkeit zum Haften für die Zollgefälle und Schiffsabgaben.

§. 235. Von den auf Zolldefraudation gesetzten Mulcten sind die Zollgefälle und etwanigen Schiffsabgaben ganz unabhängig, für welche zunächst Waaren und Schiffe, jeder Theil, soweit er davon betroffen wird, demnächst aber auch die Contravenienten nach den allgemeinen Regeln über die Verpflichtung zum Schadenersatz haften.

In Confiscationsfällen werden die Zollgefälle, abgesehen von den Fällen, in welchen der mehrfache Betrag derselben als Mulct zu erlegen ist, aus der Verkaufssumme der confiscirten Waaren Unserer Zollcasse berechnet (§ 309).

Surrogat der Confiscation.

§. 236. Die Confiscation tritt nur dann ein, wenn der Gegenstand einer damit bedrohten Contravention im Besitz des Zollwesens sich befindet oder mit Beschlag hat belegt werden können. Sonst wird als Betrag der Confiscation auf eine dem achtfachen Einfuhrzolle, oder falls die Quantität und Qualität der Waaren nicht mit Sicherheit zu ermitteln steht, auf eine Mulct von 50—500 Rbthlr. oder 31 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. erkannt, für welche die Contravenienten solidarisch haften, die aber ebensowenig wie die Zollabgaben ein Ge-

1838 genstand der Verwandlung in körperliche Strafen ist. Sofern es constirt, dass die Waare wenigstens einen 500 Rbthlr. oder 312 Rthlr. 24 β vorm. Cour. übersteigenden Werth gehabt, ist die Geldsumme nicht nach dem Maximum der Geldstrafe, sondern nach dem mit Gewissheit ermittelten Minimum des Werths der Waaren zu bestimmen.

Hat der Gegenstand einer Contravention darum nicht zur vorschriftsmässigen Behandlung gebracht werden können, weil er, nachdem er bereits abgehalten worden, der Zollbehörde mit List oder Gewalt wieder entzogen ist, so ist gleichfalls nach Maassgabe obiger Vorschriften zu erkennen, insofern nicht nach allgemeinen straftrechtlichen Bestimmungen eine schwere Strafe verwirkt ist. Aber auch in den Fällen kommen diese Vorschriften zur Anwendung, in welchen der Gegenstand der Contravention, in dessen Verfolgung die Zollbeamten begriffen sind, von den Inhabern ruinirt oder gänzlich vernichtet worden, es mag dies nun in der Absicht, um den für sie oder den Eigenthümer als verloren angesehenen Gegenstand entweder überhaupt oder in seiner bisherigen Eigenschaft und Güte dem Zollwesen zu entziehen oder zu einem anderen Zwecke geschehen sein.

Concurrenz der gesetzwidrigen Handlungen.

§. 237. Concurriren mit Zollcontraventionen, auf welche der Verlust der Waaren angedroht ist, andere gesetzwidrige Handlungen, welche ebenfalls den Verlust der letzteren zur Folge haben, so schliesst die Prävention der einen Behörde die andere von Erkennung oder Bewirkung der Confiscation aus.

Cumulation der Strafen.

§. 238. Wenn von dem nemlichen Contravenienten verschiedene Zollstrafgesetze übertreten sind, so findet die Anwendung der in diesen Gesetzen angedrohten Strafen nach Maassgabe allgemeiner Rechtsgrundsätze Statt.

B. Specielle Bestimmungen.

Uebertretung der Ein- oder Ausfuhr-Verbote.

§. 239. Waaren, welche gegen die bestehenden Ein- oder Ausfuhr-Verbote heimlich ein- oder ausgeführt werden, verfallen zur Confiscation.

Jeder, welcher sich mit der Ein- oder Ausfuhr 1838
solcher Waaren befasst, erlegt überdies eine Mulct von 25 pCt. des Werths derselben.

Diese Mulct findet jedoch für die heimliche Einfuhr von Spielkarten nicht Statt, als in welcher Hinsicht das Placat vom 24. Januar 1827, demzufolge für jedes Spiel solcher Karten ein Mulct von 8 Rbthlr. oder 5 Rthlr. vorm. Cour. zu erlegen ist, zur Anwendung kommt.

Bestrafung der Defraude.

§. 240. Alle mit einem Ein- oder Ausfuhrzoll oder Transitzoll belegten Waaren verfallen zur Confiscation, wenn sie bei der Ein- oder Ausfuhr oder Durchfuhr der Erlegung dieses Zolles, entzogen werden; überdies erlegt der Fuhrmann, Schiffer oder jeder Andere, welcher sich mit dem heimlichen Ein- oder Ausbringen oder Durchführen solcher Waaren befasst, das Zweifache des tarifmässigen Ein- oder Ausfuhr- oder Transitzolles als Mulct.

§. 241. Wer Waaren zur Schmälerung der Zollabgaben der Gattung nach unrichtig angiebt, hat die Confiscation der unrichtig angegebenen Waaren zu gewärtigen (§ 245).

§. 242. Eine zum Nachtheil der Zollcasse beschaffte, der Quantität nach unrichtige Angabe über zollpflichtige Waaren hat die Confiscation des zu wenig Angegebenen zur Folge (§ 245).

§. 243. Fremde und einheimische zollpflichtige Waaren, soweit es zu deren Versendung innerhalb der Zollgrenze eines Zollpassirzettels oder eines Folgezettels bedarf, unterliegen der Confiscation, wenn sie ohne einen solchen im Transport, wohin auch die Versendung mit Fährböten oder Fährschiffen gehört, betroffen werden. Ueberdies hat der Fuhrmann oder jeder Andere, der solche Waaren transportirt, desgleichen die Führer der genannten Fahrzeuge, das Zweifache des Einfuhrzolles als Mulct zu erlegen.

§. 244. Wer einheimische Fabrik- oder Manufacturwaaren ohne den für deren Transport innerhalb der Zollgrenze vorgeschriebenen Begleitschein der Fabrikanten transportirt, erlegt den einfachen Betrag des für ähnliche fremde Waaren angeordneten Einfuhrzolles als Mulct.

1838 §. 245. Wenn in den in den §§ 241—243 bezeichneten Fällen die Umstände ergeben, dass der unrichtigen Angabe oder des Mangels an einem Passirzettel oder eines Folgezettels ungeachtet, keine Defraudation beabsichtigt worden, so mag statt der Confiscation auf eine Mulct erkannt werden, welche dem doppelten Betrage des Zolles für die Waaren gleichkommt, in Beziehung auf welche die Contravention vorkommt.

Strafe wegen mangelnder Ladungsdocumente.

§. 246. Rücksichtlich fehlender Frachtbriefe oder Verzeichnisse für landwärts eingehende Waaren kommt der § 57 zur Anwendung.

§. 247. Fehlen beim Eingang der Waaren zur See von der Fremde oder von Altona sämmtliche im §. 88 vorgeschriebene Ladungsdocumente, so hat der Schiffer eine dem sechsfachen Betrage des Einfuhrzolles für die Waaren gleichkommende Mulct zu entrichten.

§. 248. Sind Connossemente und Verzeichnisse vorhanden, fehlt aber das Manifest, so ist der einfache Betrag, und fehlen die Connossemente und Verzeichnisse, der zweifache Betrag des Einfuhrzolles als Mulct zu entrichten.

§. 249. Ein Schiffer, welcher bei Ausstellung seiner generellen Angabe oder Einlieferung des von einer inländischen Zollstätte erhaltenen Passirzettels, seinen Messbrief nebst dem Strompass oder dem Abfertigungsdocument im Canal (§ 102) nicht zu produciren vermag, hat eine Mulct von 2 bis 10 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 12 ß bis 6 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. zu entrichten.

Strafe der Zollsiegelverletzung.

§. 250. Der Schiffsführer, dessen Fahrzeug versiegelt oder anderweitig unter Verschluss gesetzt ist, sowie der Inhaber eines unter Zollversiegelung oder Zollschloss gesetzten Packraums und der Schiffer, Fuhrmann oder jeder Andere, dem ein Waarenverschlag nach geschehener Zollversiegelung oder Plombirung von Zollwegen überliefert worden, ist stets dafür verantwortlich; dass Versiegelung und Verschluss nicht verletzt werden.

§. 251. Die Erbrechung der Zollversiegelung, sowie die Verletzung des Apparats, worauf die Versiegelung angebracht ist, imgleichen die Eröffnung eines

unter Zollversiegelung gesetzen Fahrzeuges ohne Ver- 1838
letzung der Versiegelung, soll von dem Schiffsführer, es mag die That von ihm selbst herrühren oder von Dritten mit seinem Vorwissen und Willen verübt sein, wenn das Schiff 22 Commerzlasten oder weniger trächtig ist, mit einer Brüche von 300 Rbthlr. oder 187 Rthlr. 24 ß vorm. Cour.; wenn es aber über 20 Commerzlasten gross ist, mit 16 Rbthlr. oder 10 Rthlr. vorm. Cour. mehr für jede über diese Grösse hinausgehende Commerzlast gebüsst werden.

Die Erbrechung der Zollsiegel oder Zollschlösser an Packräumen, welche unter Zollversiegelung oder Zollverschluss gesetzt sind, oder die Eröffnung derselben ohne Verletzung des Zollverschlusses, wird mit einer Mulct von 300 bis 800 Rbthlr. oder 187 Rthlr. 24 ß bis 500 Rthlr. vorm. Cour. geahndet.

Durch die Erbrechung eines Zollverschlusses an einem Waarenverschlage, sowie durch die gänzliche oder theilweise Herausnahme des Inhalts eines solchen Verschlags, ohne Verletzung des Zollverschlusses, ist eine Mulct von 100 Rbthlr. oder 62 Rthlr. 24 ß vorm. Cour. für jeden Verschlag verwirkt.

Die aus versiegelten oder anderweitig unter Zollverschluss gesetzten Fahrzeugen, Packräumen oder Verschlägen herausgenommenen Waaren verfallen zur Confiscation (§. 236).

§. 152. Würde indessen von demjenigen, welcher dafür verantwortlich ist, dass die Zollversiegelung oder Zollverschluss nicht verletzt werde, bewiesen werden, dass die Erbrechung oder Verletzung des Zollsiegels oder Zollverschlusses unvorsätzlich, ohne sein Wissen und Willen geschehen und zu Defraudationen benützt sei, so mag statt der in dem § 251 angedrohten Strafen nach dem Grade der in jedem einzelnen Falle bezeigten Unachtsamkeit und Nachlässigkeit eine ermässigte Mulct von 2 — 50 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 12 ß bis 31 Rthlr. 12 ß vorm. Cour eintreten.

Eröffnung unversiegelter Verschläge.

§. 253. Wenn am Zollwesen angegebene Verschläge, welche mit keinem Zollsiegel versehen sind, eröffnet werden, bevor solches durch den Zollbeamten, dem die Untersuchung und Nachsicht obliegt, gestattet oder vorgenommen ist, so ist dadurch eine Brüche von 2 bis

1838 50 Rthlr. oder 1 Rthlr. 12 β bis 31 Rthlr. 12 β vorm. Cour. verwirkt.

Vergehen wider Auflage-Anordnungen.

§. 254. Creditauflagewaaren, welche in dem Zeitraum, wo die Quartalsnachsicht vorgenommen wird, ohne vorgängig darüber bei der Zollstätte gemachte schriftliche Angabe oder ohne Mitfolge derselben als Legitimationsschein, von einer Creditauflage zur andern am Orte geführt werden, (§. 191) verfallen zur Confiscation.

§. 255. Hat ein Auflageinhaber für die Quartalsrechnung einen grösseren Waareninhalt angegeben, als unter Zugrundelegung der Angabe und der über den Absatz in der Zwischenzeit (§. 194) bei der Zollstätte eingereichten Anzeige, bei der Nachsicht vorgefunden wird, (§. 194) so soll derselbe für die nicht vorgefundenen Waaren, ausser dem Einfuhrzoll eine der Hälfte desselben gleichkommende Geldsumme als Strafe entrichten.

§. 256. Wer von seiner Creditauflage mehr Waaren zur Versendung in die Fremde angiebt, als sich bei der Nachsicht von Seiten des Zollwesens vorfinden, erlegt für die zuviel angegebenen Waaren den achtfachen Einfuhrzoll als Betrag der Confiscation.

§. 257. Würde ein Auflagehaber Waaren von seiner Creditauflage zur Versendung in die Fremde angeben, bei deren Nachsicht von Seiten des Zollwesens andere Waaren oder Sachen vorgefunden werden, als angegeben sind, so sind nicht nur die solchergestalt untergeschobenen Sachen, soweit sie einen Werth haben, zur Confiscation verfallen, sondern es erlegt der Auflagehaber überdies das achtfache des Einfuhrzolles, wozu Waaren der angegebenen Art angesetzt sind, als Betrag der Confiscation, während er sowohl in diesem als in dem im vorhergehenden §. 256 erwähnten Fall für die angegebenen, aber bei der Nachsicht nicht vorgefundenen Waaren, als noch auf seiner Auflage befindlich, verantwortlich bleibt.

§. 258. Wenn zur Ausfuhr angegebene Credit- oder Transitauflagewaaren nach Statt gehabter Clarirung und Nachsicht von Seiten des Zollwesens heimlich in einen zollpflichtigen District Unserer Herzogthümer zurückgebracht werden, so verfallen sie zur Confiscation, und derjenige, welcher das heimliche Zurückbringen

bewerkstelligt, hat den zweifachen Einfuhrzoll als Mulct 1838
zu entrichten.

Den Auflagehaber oder Schiffer trifft überdies in diesem, wie in den Fällen, von welchen die beiden vorhergehenden §§. 256 und 257 handeln, der Verlust der Auflagefreiheit und die Strafe der fälschlichen Versicherung nach Maassgabe seiner ausgestellten Angabe, weshalb auf desfällige Anzeige Unsers General-Zollkammer- und Commerz-Collegii von dem beikommenden Criminalgericht wider ihn zu verfahren ist.

Producirung falscher Documente.

§. 259. Ebenso ist wider den Aussteller einer Versicherung bei Verlust Ehre und guten Leumunds zu verfahren, welche beim Zoll eingeliefert wird, um Waaren von Erlegung der Zollabgaben zu befreien oder die Zurückgabe erlegter Zollabgaben zu bewirken, wenn eine solche Versicherung unwahr befunden oder derselben entgegengehandelt wird.

Als Zollstrafe erlegt aber der Aussteller einer solchen Versicherung den achtfachen Betrag dessen, was er dadurch Unserer Casse entzogen oder zu entziehen gesucht hat und verliert überdies das Recht zur Ausstellung ähnlicher Versicherungen für die Zukunft.

§. 260. Wenn zur Schmälerung des Zollinteresse ein Document am Zoll eingeliefert wird, welches entweder seinem ganzen Inhalte nach falsch oder sonst verfälscht oder worin die Bezeichnung der Quantität oder Qualität einzelner Waaren verfälscht ist, so ist nicht nur das ganze Waarenquantum, worauf ein solches seinem Inhalte nach falsches oder verfälschtes Document oder die einzelne Waare, worauf der verfälschte Theil des Documents lautet, der Confiscation zu unterziehen und der zweifache Einfuhrzoll als Mulct zu erlegen, sondern es ist überdies von dem beikommenden Criminalgericht auf desfällige Anzeige Unsers General-Zollkammer- und Commerz-Collegii wider den Urheber der Fälschung und die etwanigen Theilnehmer in Gemässheit allgemeiner Strafbestimmungen zu verfahren.

§. 261. Wird ein Zollpassirzettel oder ein anderes Document über Waaren producirt, zu denen das Document nicht gehört, so ist ebenso zu verfahren, als wenn überall kein Document über dieselben producirt wäre.

Es tritt mithin nach Beschaffenheit des Falles die

1838 in den §§. 241 und 242 angeordnete Strafe ein, und der Producent hat überdies das Zweifache der auf solchen Waaren haftenden Zollabgaben zu entrichten.

Die Strafe mag jedoch wegfallen oder den Umständen nach ermässigt werden, wenn nachgewiesen wird, dass die Producirung des nicht zur Waare gehörigen Documents lediglich aus Versehen geschehen sei.

Einzelne Strafbestimmungen wegen anderweitiger Vergehen der Fuhrleute und Schiffer gegen die Vorschriften dieser Verordnung.

§. 262. Wenn Frachtfuhrleute, Packenträger, und diejenigen, welche zollpflichtige Waaren auf bepackten Wagen fahren, sich weigern, einen Zollbeamten, welcher sich durch Vorzeigung seines Zollzeichens gehörig legitimirt hat, über die geladenen Waaren die verlangte Auskunft zu geben, so verfallen sie in eine Brüche von 2—20 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 12 ß bis 12 Rthlr. 24 ß vorm. Cour. unter Vorbehalt sonstiger Strafen, welche durch Contraventionen mit den transportirten Waaren verwirkt sein möchten.

§. 263. Ein Schiffs- oder Bootführer, welcher sich weigert, dem Zollbeamten, der solches von ihm verlangt und sich durch Vorzeigung seines Zollzeichens legitimirt hat, die demselben behuf der zu führenden Aufsicht erforderliche Hülfe zu leisten oder ihm über Schiff und Ladung gehörige Auskunft zu geben, verfällt in eine Mulct von 4—40 Rbthlr. oder 2 Rthlr. 24 ß bis 25 Rthlr. vorm. Cour.

§. 264. Ein Schiffsführer, welcher es unterlässt bei seiner Ankunft an einer Aussenzollstätte oder Aussencontrole des Orts, von dem er ausgeht oder wohin er bestimmt ist, sein Fahrzeug zu setzen und seine Ladungspapiere vorzuzeigen, verfällt, wenn sein Fahrzeug ganz oder zum Theil beladen ist, in eine Brüche von 1 Rbthlr. oder 30 ß vorm. Cour., wenn es aber geballastet ist, von ½ Rbthlr. oder 15 ß vorm. Cour. für jede Commerzlast der Trächtigkeit desselben.

§. 265. Ein Schiffer, welcher nach Ankunft des Schiffs auf der Rhede oder im Hafen des Orts, wohin es bestimmt ist, nicht unaufhältlich mit seinen, das Schiff und die Ladung betreffenden Documenten nach Vorschrift des §. 99 am Zoll sich einfindet, hat eine

Mulct von 2—10 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 12 ß bis 6 Rthlr. 1838
12 ß vorm. Cour. verwirkt.

§. 266. Ein Schiffer oder Bootführer, welcher vor beschaffter Zollangabe und ohne dazu von der Zollstätte erhaltene Erlaubniss, Waaren ein- oder ausladet, soll, wenn sein Fahrzeug nur eine Commerzlast und darunter trächtig ist, eine Mulct von 5 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 ß vorm. Cour., wenn es aber über eine Commerzlast trächtig ist, ausserdem noch 1 Rbthlr. oder 30 ß vorm. Cour. für jede fernere Commerzlast der Trächtigkeit erlegen.

Sind die solchergestalt aus- oder eingeladenen Waaren mit einem Ein- oder Ausfuhrzoll belegt, so verfallen sie zur Confiscation.

§. 267. In dieselbe Strafe von 5 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 ß vorm. Cour., wenn sein Fahrzeug nur eine Commerzlast und weniger trächtig ist, und von 1 Rbthlr. oder 30 ß vorm. Cour. mehr für jede Commerzlast, die es grösser ist, verfällt ein Boot- oder Schiffsführer, welcher nach beschaffter Angabe Waaren ohne Erlaubniss der Zollstätte ein- oder ausladet.

Auch in diesem Falle sind die aus- oder eingeladenen Waaren, soweit sie mit einem Ein- oder Ausfuhrzoll belegt sind, der Confiscation zu unterziehen.

§. 268. Unterlässt ein Schiffer dem Zollbeamten, welcher sich zur Untersuchung und Versiegelung seines Fahrzeuges einfindet, alle Lucken und Zugänge zur Ladung anzuweisen, so verfällt er in eine Mulct von 1—10 Rbthlr. oder 30 ß bis 6 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. für jede Commerzlast der Trächtigkeit seines Schiffs.

Eine Strafe von 10—50 Rbthlr. oder 6 Rthlr 12 ß bis 31 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. für jede Commerzlast der Trächtigkeit des Schiffes trifft den Schiffsführer, wenn die Lucken seines Schiffes mit losen Rahmen oder solchen Bolzen versehen sind, vermittelst deren die Lucken ohne Verletzung der Zollversiegelung weggenommen werden können.

§. 269. Für die unterlassene Angabe von solchen verborgenen Behältnissen in Fahrzeugen, welche zur Aufbewahrung von Waaren geeignet sind, erlegt der Schiffsführer eine Mulct von 2—20 Rbthlr. oder 1 Rthlr. 12 ß bis 12 Rthlr. 24 ß vorm. Cour. für jeden Cubikfuss des Raums solcher Behältnisse, es mögen darin Waaren angetroffen werden oder nicht.

1838 Die in solchen Behältnissen vorgefundenen oder daraus ans Land geschlichenen Waaren verfallen überdies zur Confiscation.

§. 170. Ein Schiffsführer, welcher es gestattet, dass den in dieser Verordnung enthaltenen Vorschriften zuwider die Sachen der Passagiere, bevor solche von den Zollbeamten nachgesehen sind, vom Bord seines Fahrzeuges gebracht werden, verfällt in eine Mulct von 1—10 Rbthlr. oder 30 ß bis 6 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. und haftet überdies für die von solchen Waaren etwa zu entrichtenden Zollabgaben.

§. 271. Würde ein Schiffer Waaren, die er vor geschehener Zollangabe in einem Nothfall am Strande ausgeladen oder ans Land geworfen hat, nicht unverzüglich, nachdem die Gefahr vorüber ist, am Zoll oder bei der nächsten obrigkeitlichen Behörde angeben, so erlegt er nach Beschaffenheit des Falles eine dem doppelten bis vierfachen Zoll derselben gleichkommende Mulct.

§. 272. Würde ein Schiffsführer den im §. 86 dieser Verordnung angegebenen Bereich der Zollstätte seines Bestimmungsortes mit seinem Fahrzeuge verlassen, ohne am Zoll gehörige Richtigkeit gemacht zu haben, so verfällt er in eine Mulct von 1 bis 2 Rbthlr. oder 30 ß bis 1 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. für jede Commerzlast der Trächtigkeit desselben, unter Vorbehalt der nachzulegenden Abgaben vom Schiff und von der Ladung, so wie etwa sonst verwirkter Strafen.

§. 273. Ein Schiffsführer, welcher den Ort, woher er kommt, oder wohin er bestimmt ist, zur Schmälerung des Lastgeldes und anderer Schiffsabgaben, unrichtig angiebt, hat ausser der Nachlage desjenigen, was er unsern Intraden durch seine unrichtige Angabe zu entziehen gesucht hat, den vierfachen Betrag desselben als Mulct zu entrichten.

§. 274. Würde ein Schiffsführer bei der Zollangabe seines Fahrzeuges zur Schmälerung Unserer Intraden einen zu demselben nicht gehörigen Messbrief produciren, so hat er, ausser der Nachlage derjenigen Schiffsabgaben, welche Unserer Casse dadurch haben entzogen werden sollen, den vierfachen Betrag derselben als Mulct zu entrichten.

§. 275. Der Eigner eines Schiffes, welcher eine durch Umbauung entstandene Vergrösserung desselben anzuzeigen unterlässt, hat eine Mulct von 4 Rbthlr. oder

2 Rthlr. 24 ß vorm. Cour. für jede Commerzlast der Vergrösserung zu entrichten. 1838

Strafen wegen Vergehen der Postillone.

§. 276. Ein Postillon, welcher mit Extrapost Reisende der Grenzzollstätte, die sie beim Eintritt ins Land berühren, ohne Zollmeldung vorbeifährt, hat eine Mulct von 10 Rbthlr. oder 6 Rthlr. 12 ß vorm. Cour. zu erlegen. Hinsichtlich der solchergestalt der Grenzzollstätte vorbeigeführten Waaren kommt die allgemeine Bestimmung der §§. 56, 230 und 231 zur Anwendung und steht dem Reisenden wegen des in solchem Falle sie betreffenden Verlustes ihrer Waaren nach ihrer Wahl der Regress gegen den Postillon oder denjenigen zu, für dessen Rechnung die Post befördert ist, ohne dass Letzterem die etwa ohne sein Wissen und Willen verübte Contravention des Postillons zur Entschuldigung gereicht. Ihm bleibt es jedoch unbenommen, sich an den Postillon zu halten.

§. 277. Wenn ein Postillon Waaren, die nicht auf der Postcharte verzeichnet sind, ins Land führt oder bei Beförderung der Briefpost mitnimmt, oder Waaren, welche beim Transport innerhalb der Zollgrenze eines Legitimationsdocuments bedürfen, ausser den chartirten Postgütern ohne ein solches befördert, so unterliegen solche Waaren der Confiscation, und der Postillon hat ausser der durch die begangene Postcontravention verwirkten Strafe, den zweifachen Zoll der Waaren als Mulct zu erlegen.

Ueberdies ist der Postillon von dem Postmeister sofort zu entlassen und darf überhaupt von keinem Postmeister zur Beförderung der Posten weiter gebraucht werden.

Beleidigungen und Widersetzlichkeiten gegen die Zollbeamten.

§. 278. Wer einen Zollbeamten in seinen Amtsverrichtungen mit Worten beleidigt oder sich ungeziemender Ausdrücke gegen ihn bedient, erlegt eine Mulct von 5 bis 50 Rbthlr. oder 3 Rthlr. 6 ß bis 31 Rthlr. 12 ß vorm. Cour.; hat Jemand ehrenrührige Beschuldigungen wider den Zollbeamten in Beziehung auf seine Amtsführung erhoben, so hat Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium zu entscheiden, ob der

1838 Zollbeamte ihn auf gesetzliche Genugthuung bel solle; seine Privatgerechtsame sind demselben in Hinsicht jedenfalls vorbehalten.

§. 279. Wer sich einem in der Ausübung Amts begriffenen Zollbeamten widersetzt oder den an der Ausführung seiner amtlichen Function hi soll nach Beschaffenheit der Umstände mit einer von 50 bis 200 Rbthlr. oder 31 Rthlr. 12 ß bi Rthlr. vorm. Cour. belegt werden.

Sind mit einer solchen Widersetzlichkeit ode hinderung, Thätlichkeiten oder Misshandlungen ve den, so kommen die für solche Fälle geltenden meinen Strafbestimmungen zur Anwendung, jedocl gestalt, dass wenigstens eine dreimonatliche Zuch strafe eintritt.

§. 280. Jede Zolldefraudation, bei deren A rung die Contravenienten mit Waffen oder anderen derischen Instrumenten versehen waren, hat für d ben ausser den sonstigen gesetzlichen Strafen ein bis zweijährige Zuchthausstrafe zur Folge.

Haben sie aber von den Waffen gegen die Z amten Gebrauch gemacht, so kommen die Vorsch des allgemeinen Strafrechts mit der näheren Bestim zur Anwendung, dass keine geringere als eine zw rige Zuchthausstrafe eintritt.

§. 281. Diejenigen, welche sich zu dem Z ausdrücklich mit einander verbunden haben, um pflichtige Waaren dem Ein- oder Ausfuhrzolle z ziehen und von dem Schleichhandel ein Geschä machen, sind schon im ersten Betretungsfalle, den sonstigen verwirkten Strafen, mit ein- bis jähriger Zuchthausstrafe zu belegen, die in Wied lungsfällen zu erhöhen ist.

Ordnungsstrafen.

§. 282. Jede Uebertretung der Vorschriften Zollverordnung und der gehörig bekannt gemachten waltungsvorschriften, worauf eine besondere Strafe gesetzt ist, wird mit einer von Unserem Genera kammer- und Commerz-Collegio zu erkennenden nungsstrafe von 1 bis 16 Rbthlr. oder 30 ß bis 10 l vorm. Cour. geahndet.

Verjährung der Zollcontraventionen. 1838

§. 283. Sind nach einer begangenen Zollcontravention 3 Jahre verflossen, bevor eine Untersuchung zur Ermittelung der Thäter begonnen hat, so soll dieselbe als verjährt betrachtet werden und eine Untersuchung darüber nicht weiter Statt finden.

§. 284. Da derjenige, welcher zollpflichtige Waaren der angeordneten Abgabe entzieht, nicht nur Unsere Staatscasse der ihr nöthigen Einnahme beraubt, sondern auch, so viel an ihm ist, den redlichen Handel seiner Mitbürger untergräbt, so erwarten Wir von jedem guten Bürger, dass er zur Vorbeugung solcher Unterschleife und deren Entdeckung beitragen werde.

XVI. Vom Verfahren in Zollcontraventions- und Strafsachen.

Anzeige von der Contravention und Wahl zwischen der Erledigung der Sache im gerichtlichen oder administrativen Wege.

§. 285. Von der geschehenen Anhaltung von Waaren zur Confiscation, sowie von den abseiten des Zollwesens gegen einen Contravenienten erhobenen Ansprüchen auf das Eintreten einer sonstigen Strafe hat die Zollstätte Unserem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio sofort Bericht zu erstatten.

§. 286. Nicht minder hat die Zollstätte demjenigen, welchem Waaren zur Confiscation angehalten worden, über den Grund der geschehenen Anhaltung eine Mittheilung zu machen, wenn er sich deshalb binnen 14 Tagen bei selbiger meldet. Werden aber von Zollwegen gegen Jemanden Ansprüche auf das Eintreten einer sonstigen Strafe erhoben, so hat die Zollstätte ihn von dem Grunde derselben sofort in Kenntniss zu setzen. Uebrigens steht es der Zollstätte zu, sich in Defraudationsfällen, behuf der vorläufigen Untersuchung des in Betracht kommenden Thatbestandes, sofort an das beikommende Gericht zu wenden, welches diesem Verlangen ohne Aufenthalt zu entsprechen hat.

§. 287. Innerhalb 14 Tage nach der solchergestalt geschehenen Mittheilung oder, falls der Betheiligte eine solche binnen der im vorhergehenden Paragraphen vorgeschriebenen Frist nicht verlangt hat, innerhalb 4 Wo-

1838 chen vom Tage der stattgehabten Anhaltung oder des dem Betheiligten bekanntgemachten erhobenen Anspruchs, muss er sich, und zwar im ersten Fall bei der beikommenden Zollstätte, im zweiten Fall bei dem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio schriftlich darüber erklären, ob er die Entscheidung der Sache im gerichtlichen oder im administrativen Wege erwähle. Eine solche Erklärung ist bei der Zollstätte in duplo einzureichen und hat diese dem Producenten das eine Exemplar derselben, mit ihrem Product versehen, zurückzuliefern.

Die Wahl der Betheiligten zwischen der Erledigung der Sache im gerichtlichen oder im administrativen Wege ist jedoch in den Fällen ausgeschlossen, wo die gesetzliche Strafe die Summe von 16 Rbthlr. oder 10 Rthlr. vorm. Cour. nicht übersteigt, oder die blosse Erlegung oder Nachlegung von Zollgefällen in Frage steht. In diesen Fällen steht die Entscheidung allein Unserem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio zu, an welches der Betheiligte sich daher ausschliesslich zu wenden hat und zwar im ersten Fall innerhalb 4 Wochen.

§. 288. Unterlässt der Betheiligte es, mittelst der vorhin erwähnten Erklärung innerhalb der vorgeschriebenen Frist auf gerichtliches Gehör zu provociren, so kann er ein solches nicht mehr in Anspruch nehmen, sondern es hängt dann von Unserem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio ab, die Sache eventuell nach verfügter näherer Untersuchung zur gerichtlichen Entscheidung zu verweisen, oder durch eine von ihm ausgehende Entscheidung, bei der die für die gerichtlichen Entscheidungen geltenden Bestimmungen zur Anwendung kommen sollen, zu erledigen.

Gerichtliche Entscheidung.

§. 289. Ist die Provocation auf eine gerichtliche Entscheidung gehörig eingelegt, oder hat Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium eine Sache zur Entscheidung an die Gerichte verwiesen, so ertheilt dasselbe dem Obersachwalter den Auftrag, eine Klage wider den Angeschuldigten bei dem Obergericht des Herzogthums, wo die Contravention vorgefallen ist, zu überreichen, und dieses hat, unter Mittheilung derselben zur weiteren Untersuchung und Erörterung der Sache, entweder eine Commission aus seiner Mitte zu

ernennen, oder eine demselben untergeordnete Justiz- 1838
behörde nach seiner Wahl zu committiren.

§. 290. Die committirte Behörde hat zu diesem Behuf dem Gegentheil die erhobene Klage abschriftlich mitzutheilen, zugleich aber einen Termin anzusetzen und darauf beide Theile vorzuladen, wobei es dem Beklagten frei zu lassen ist, ob er zu dem Termin, in welchem er übrigens persönlich erscheinen und Rede und Antwort geben muss, seine Vertheidigung schriftlich mitbringen, oder seine Einwendung mündlich zu Protocoll geben will. Auch soll es demselben gestattet sein, sich in dem Termin eines Anwalds zu bedienen, sowie die Obersachwalter befugt sein sollen, wenn der Termin nicht an ihrem Wohnorte abgehalten wird, zur Wahrnehmung ihres Amts einen Advocaten an dem Ort des Gerichts zu substituiren.

§. 291. Im Fall des ungehorsamen Ausbleibens des einen oder anderen Theils ist, unter Verurtheilung desselben in die Terminskosten, Citation zu einem neuen Termin abzugeben, und beim nochmaligen Ausbleiben der Ausgebliebene nicht weiter zu hören, sondern die Klage nebst den, den Ungehorsam ergebenden Protocollextracten an das beikommende Oberdicasterium einzusenden, welches demnächst ein definitives Erkenntniss abzugeben hat.

§. 292. Erscheinen die Parteien, so hat die committirte Behörde die schriftliche Klage im Termin zu verlesen, die Vertheidigung des Beklagten, oder in deren Ermangelung die mündlich angebrachten Einwendungen (§. 290) zu Protocoll zu nehmen, beide Theile weiter mündlich zu hören, das Wesentliche ihrer Replik und Duplik gleichfalls zu protocolliren und die in termino erwachsenden Acten nebst der Klage an das Oberdicasterium einzusenden, welches demnächst ein Erkenntniss abgiebt.

§. 293. Findet das Oberdicasterium die relevanten Thatsachen durch die eingesandten Acten und Protocolle nicht in gehörige Gewissheit gesetzt, so ist das Erkenntniss auf eine Bescheinigung solcher Thatsachen zu richten und der committirten Behörde unter Beifügung der erwachsenden Acten zuzustellen.

Diese hat hierauf unter Mittheilung der erkannten Bescheinigung an beide Theile einen Termin anzuberaumen, zu welchem selbige ihre Bescheinigungs- und

1838 Gegenbescheinigungsmittel bei Verlust derselben mitzubringen und die etwa nöthig gewordene Adcitation der Zeugen so zeitig, dass sie im Termin erscheinen können, zu bewirken haben.

Nach beigebrachter Bescheinigung und Gegenbescheinigung, wobei die Zeugen, wenn nicht die eidliche Abhörung vom Gegner ausdrücklich verlangt wird, durch Versicherung bei Verlust Ehre und guten Leumunds verpflichtet und ihre Aussagen kurz registrirt werden, sind sämmtliche Acten und Protocolle an das Oberdicasterium zur Abgebung eines schliesslichen Erkenntnisses einzusenden.

Gerichtsgebühren.

§. 294. Die für die Obergerichtlichen Ausfertigungen und die in den Terminen, welche von den committirten Behörden abgehalten werden, zu erlegenden Gerichtsgebühren sind die sonst gewöhnlichen.

Unsere Obersachwalter sind jedoch von der Erlegung dieser Gebühren befreit, und selbige nur von denjenigen Angeschuldigten nachzulegen, welche zur Erstattung der Kosten schuldig erkannt werden.

Alternative Fassung der Erkenntnisse.

§. 295. Jedes in Zollstrafsachen abzugebende Brüch-erkenntniss muss alternative auf die der Mulct correspondirende Gefängniss- oder Festungsstrafe lauten und eine Frist von 6 Wochen, binnen welcher die Mulct zu erlegen ist, festsetzen. Ist das mit einer Strafe belegte Vergehen von der Art, dass die Wiederholung eine Schärfung der Strafe nach sich zieht, so ist der Verurtheilte in dem Erkenntniss auf diese Strafe aufmerksam zu machen.

Nicht weniger ist die Bekanntmachung des Namens eines nach dreimaliger Bestrafung zum vierten Male verurtheilten Zollcontravenienten (§. 232) in dem Sraferkenntniss zu verfügen. Der nicht beizutreibende Theil der Brüche ist im Fall des Unvermögens in Gemässheit der im §. 234 enthaltenen Bestimmung körperlich abzubüssen.

Supplication.

§. 296. Von den Erkenntnissen Unserer Oberdicasterien soll auch in solchen Zollcontraventions- und

Strafsachen ein Recurs an Unser Schleswig-Holstein- 1838
Lauenburgisches Oberappellationsgericht, und zwar stets in der Form der Supplication zulässig sein, wenn die Erkenntnisse auf eine schwerere Strafe, als auf eine Mulct von 40 Rbthlr. oder 25 Rthlr. vorm. Cour. oder als auf eine Gefängnissstrafe von 2mal 5 Tagen bei Wasser und Brod, oder als auf eine Gefängnissstrafe von 40 Tagen bei gewöhnlicher Gefangenkost, lauten. Für das Verfahren in Fällen einer solchen Recursnahme dienen die in der provisorischen Gerichtsordnung für das Schleswig-Holstein-Lauenburgische Oberappellationsgericht rücksichtlich der Supplication in Strafsachen gegebenen Vorschriften bis weiter zur Richtschnur.

Vollziehung der Erkenntnisse.

§. 297. Für die Vollziehung rechtskräftiger Straferkenntnisse in Zollsachen gelten die allgemeinen gesetzlichen Vorschriften.

Erkannte Geldstrafen sollen indessen nie executivisch beigetrieben, sondern, wenn der Verurtheilte sie nicht in der ihm gesetzten Frist bezahlt, sofort durch die alternativ erkannte Freiheitsstrafe abgebüsst werden.

Erledigung auf administrativem Wege.

§. 298. Unserem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio steht die Verweisung einer Sache, auch, wenn der Betheiligte dieselbe auf administrativem Wege erledigt wünscht, zur gerichtlichen Entscheidung frei. Findet dasselbe sich aber veranlasst, in diesem Falle, oder wenn die Provocation auf eine gerichtliche Entscheidung binnen der vorgeschriebenen Frist (§. 287) nicht eingelegt ist, nach etwa verfügter näherer Untersuchung die Sache selbst zu entscheiden, so tritt diese Entscheidung sowohl gegen den Angeschuldigten als gegen das Zollwesen sofort in Rechtskraft.

§. 299. In allen Fällen sind die Entscheidungen des General-Zollkammer- und Commerz-Collegii alternative auf die verwirkte Mulct oder die derselben entsprechende körperliche Strafe (§. 234) oder auf die ausschliesslich zu erkennende körperliche Strafe (§. 232) zu richten, überhaupt aber nach den Vorschriften des §. 395 abzufassen und zugleich auf den Kostenpunct zu erstrecken.

§. 300. Bei allen Entscheidungen in Zollstrafsachen

1838 ist zum Zwecke der Schärfung der Strafe auf frühere Bestrafungen, sie mögen von dem Gericht oder vom General-Zollkammer- und Commerz-Collegio ausgegangen seyn, Rücksicht zu nehmen, soweit diese Verordnung nicht Ausnahmen statuirt (§. 233).

§. 301. Die vom General-Zollkammer- und Commerz-Collegio abgegebenen Strafentscheidungen sind durch selbiges, zur weiteren Bekanntmachung an den Verurtheilten, der Obrigkeit desselben zuzustellen und von dieser in derselben Weise, wie die gerichtlichen rechtskräftigen Straferkenntnisse zur Vollziehung zu bringen.

Recurs.

§. 302. Von den solchergestalt abgegebenen Entscheidungen des General-Zollkammer- und Commerz-Collegii kann nur an Uns um Begnadigung oder Milderung der erkannten Strafe supplicirt werden.

Wenn in einem solchen Falle die Absicht des Betheiligten, sich an Unsere Gnade zu wenden, entweder sofort nach Eröffnung der Entscheidung zu Protocoll gegeben, oder binnen einer präclusivischen Frist von 10 Tagen durch eine bei der Obrigkeit einzubringende schriftliche Anzeige, wovon bei der Zollstätte ein von dieser sofort an das General-Zollkammer- und Commerz-Collegium einzusendendes Duplicat einzureichen ist, erklärt und die Absendung des desfälligen Gesuchs binnen 4 Wochen docirt wird, so ist bis zur erfolgten Entscheidung über selbiges mit der Vollziehung der Strafe Anstand zu nehmen, wogegen, wenn diese Vorschriften nicht befolgt werden, die erkannte Strafe ohne Aufenthalt zur Vollstreckung zu bringen ist.

Untersuchungen wegen Widersetzlichkeiten oder Gewaltthätigkeiten gegen die Zollbeamten und wegen versuchter Waarenanhaltungen.

§. 303. In den in den §§. 279—281 gedachten Fällen haben die Zollbeamten, zum Zweck der zu bewirkenden gerichtlichen Untersuchung sich sofort mit einer Anzeige, wovon eine Abschrift mit Bericht gleichzeitig an das General-Zollkammer- und Commerz-Collegium einzusenden ist, an die beikommende gerichtliche Behörde zu wenden. Letztere hat sodann unaufhältlich und ohne erst einen Auftrag des General-Zollkammer- und Commerz-Collegii oder des Obercriminalgerichts ab-

uwarten, nach den Vorschriften des Criminalprocesses, 1838
vider die Schuldigen eine Untersuchung anzustellen und
ach Beendigung derselben eine Abschrift des abgege-
enen Erkenntnisses Unserem General-Zollkammer- und
Commerz-Collegio wie auch der betreffenden Zollstätte
ofort mitzutheilen.

§. 304. Wenn Zollbeamte die Anhaltung verdächtiger Waaren versucht haben, daran aber verhindert sind, so sollen sie befugt sein, auf frischer That die zu Ermittelung der beim Transport betheiligten Personen erforderlichen Wahrnehmungen bei den Polizei- oder richterlichen Beamten des Orts zu veranlassen, wo die Anhaltung versucht oder wohin die Waaren gebracht worden oder die Personen sich begeben haben.

Verfahren der Zollbeamten rücksichtlich angehaltener Waaren.

§. 305. Wenn es den Zollbeamten nicht gelingt, betroffene verdächtige Waaren zur Anhaltung zu bringen, so haben sie sich zur Sicherheit für die Abgaben der Transportmittel der Contravenienten zu versichern, sofern nicht der am Schluss des §. 230 gedachte Fall vorliegt. Diese werden jedoch sofort freigegeben, wenn für den Betrag der Abgaben und der etwa verwirkten Mulcten Sicherheit bestellt wird.

§. 306. Die angehaltenen Waaren haben die Zollbeamten sofort genau nach der Quantität und Qualität zu verzeichnen, auch eine Taxation derselben vorzunehmen. Dem Eigner oder demjenigen, welchem die Waaren angehalten sind, und dem, wenn er zur Stelle ist, von der Zeit der Inventur und Taxation eine Anzeige zu machen ist, steht es frei, bei der Inventur und Taxation gegenwärtig zu sein. Ist der Eigner mit der Schätzung nicht zufrieden, so ist es ihm unbenommen, auf seine Kosten eine gerichtliche Taxation zu verlangen.

Von dem aufgenommenen Inventar- und Taxations-Instrument erhält der Eigner auf Verlangen eine vom Zollwesen beglaubigte Abschrift.

§. 307. Dem Eigner steht es frei, die Waaren, soweit es nicht Contrebande sind, gegen Entrichtung der Zollabgaben und baare Deposition des taxirten Werths in Empfang zu nehmen.

Im entgegengesetzten Falle bleiben die Waaren, bis deren Freigabe oder Confiscation erkannt worden, im

1838 Verwahrsam der Zollstätte, und diese haftet dafür als für anvertrautes Gut.

Angehaltenes lebendiges Vieh ist, zur Ersparung der Unterhaltungskosten, wenn nicht binnen 24 Stunden der taxirte Werth deponirt oder für denselben Sicherheit gestellt und respective die darauf haftende Zollabgabe sowie die aufgewandten Kosten entrichtet worden, nach vorgängigem Ausruf zu verkaufen und die Verkaufssumme bis zu ausgemachter Sache in der Zollcasse zu deponiren. Ebenso ist mit anderen zur Confiscation angehaltenen Waaren zu verfahren, wenn sie bei längerem Liegen dem Verderb ausgesetzt sind.

§. 308. Der Verkauf angehaltener und confiscirter Waaren geschieht nach vorgängiger öffentlicher Bekanntmachung von dem Zollhebungsbeamten im Beisein einer Gerichtsperson oder eines anderen Beamten, welcher jedoch kein Zollbeamter desselben Zolldistricts sein darf, in welchem die Auction gehalten wird.

Das Auctionsprotocoll ist gleich nach beendigter Auction von gedachten beiden Beamten zu unterschreiben und an Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium einzusenden.

§. 309. Von der Auctionssumme ist, ausser den etwa aus der Anhaltung und aus der Bekanntmachung erwachsenen Kosten, und Einem Procent, welches Wir der Gerichtsperson oder dem Beamten für die Beiwohnung der Auction (§. 308) bewilligen, der Zoll nebst den Gebühren, ersterer jedoch nur mit 10 Procent vom Belauf jener Summe, abzuziehen.

§. 310. Wenn den Zollbeamten eine beabsichtigte Zollcontravention durch einen Angeber entdeckt wird, so sollen sie einem solchen, wenn er es verlangt, von dem ihnen zufliessenden Antheil an den Confiscations- und Brüchgeldern gegen seine an Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium einzusendende Quittung die Hälfte zufliessen lassen.

§. 311. Würde aber ein Angeber sich mit einer Anzeige unmittelbar an Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium wenden, und dieses Departement über den Gegenstand der Angabe eine Untersuchung verfügen, soll derselbe, gleichwie sonst der Anhalter, die Hälfte der Confiscations- und Brüchgelder, welche bei der Entscheidung der Sache erkannt werden möchten, zu geniessen haben.

§. 312. Auf die Theilnahme an den Confiscations- und Brüchgeldern erhalten die Zollbeamten und andere Betheiligte erst durch das dessfällige rechtskräftige Erkenntniss einen Anspruch, und auch dieser fällt insofern weg, als die erkannten Geldstrafen durch die entsprechende Gefängnissstrafe abgebüsst werden, oder Wir eine etwanige Milderung oder Erlassung der erkannten Strafe aus allerhöchster Gnade eintreten zu lassen Uns veranlasst finden möchten. 1838

XV. Von den Pflichten und Gerechtsamen der Zollbeamten.

Allgemeine Bestimmungen.

§. 313. Sämmtliche Zollbeamten stehen in Sachen, die ihre Amtsgeschäfte und deren Verwaltung betreffen, lediglich unter Unserem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio, welches wider dieselben, wegen Vernachlässigung und Uebertretung ihrer amtlichen Pflichten und Befugnisse, mit Verweisen, Mulcten oder Suspension zu verfahren hat. Wegen gänzlicher Remotion vom Amte oder wegen gerichtlicher Belangung auf solche oder andere Strafen ist Unsere allerhöchste Genehmigung einzuholen. Kein Gericht darf daher Klagen gegen Zollbeamte, die auf Verletzung ihrer Amtspflicht oder auf Ueberschreitung ihrer amtlichen Befugnisse gebaut sind, ohne Zustimmung Unsers General-Zollkammer- und Commerz-Collegii annehmen. Solches hat auf Verfolgung von Privatgerechtsamen gerichtete Beschwerden entweder sofort oder nachdem vorgängig das amtliche Verhalten der Beamten von Seiten des Collegii beurtheilt ist, der gerichtlichen Erledigung zu überweisen.

§. 314. Die Zollbeamten sollen ihre Dienstverrichtungen sowohl nach Vorschrift dieser Verordnung und der für dieselben besonders zu erlassenden und zu publicirenden Instruction, als nach den ihnen aus Unserem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio künftig zugehenden näheren Verfügungen aufs Genaueste wahrnehmen, sich die Entdeckung einer jeden Uebertretung der Zollanordnungen sorgfältigst angelegen sein lassen und in Verfolgung entdeckter Uebertretungen nicht eigenmächtig nachgeben.

1838 §. 315. Die Zollbeamten sollen sich gegen einen jeden, mit dem sie in Zollsachen zu verhandeln haben, anständig und bescheiden betragen, Niemanden ungebührlich aufhalten oder mit Worten oder gar thätlich beleidigen.

§. 316. Kein Zollbeamter soll sich bei Verlust seiner Bedienung mit einem bürgerlichen Gewerbe, mit Commissions- oder Speditionshandel befassen, Schiffe halten oder daran Antheil haben, wie Uns denn wegen einer etwanigen Abweichung von dieser Regel überall keine Vorstellung geschehen darf.

§. 317. Würde Jemand einem Zollbeamten eine Zolldefraudation anzeigen, oder ihn benachrichtigen, dass und wie eine solche bewerkstelligt werden solle, so hat derselbe zur Anhaltung der Defraudanten und der Waaren die geeigneten Vorkehrungen zu treffen und des Angebers Namen, wenn er es verlangt, geheim zu halten.

§. 318. Die Zollbeamten sind nicht nur zur Anhaltung verschwiegener Waaren verpflichtet, mit welchen sie Zollcontravenienten auf frischer That ertappen, oder die sie antreffen, nachdem sie von denselben verlassen worden, sondern sie sind auch berechtigt, solche Waaren, wenn deren Anhaltung ihnen vor der Einbringung in Häuser, Scheunen, Packräume, Gärten u. s. w. nicht möglich ist, bis an und in den Ort, wohin diese Waaren gebracht werden, zu verfolgen und sie daselbst anzuhalten. Werden sie aber mittelst Verschliessung der Thüren von den Waaren, in deren Verfolgung sie begriffen, abgeschnitten oder wird ihnen sonst der Eintritt ins Haus verwehrt, so haben sie mit Zuziehung der nächsten obrigkeitlichen Person, der es überlassen bleibt, erforderlichenfalls bei dem Commandirenden des in der Nähe befindlichen Militärs Hülfe zu suchen, eine Haussuchung vorzunehmen.

Auch sollen alle einzeln liegenden Wohnungen und Packhäuser, sowie sonstige Räume, die weniger als $\frac{1}{8}$ Meile vom Ufer oder von Uferdeichen des Meeres oder der schiffbaren Flüsse entfernt liegen, der Haussuchung unterworfen sein, welche von den Zollbeamten zu welcher Zeit sie wollen, jedoch immer nur mit Zuziehung der nächsten obrigkeitlichen Person vorgenommen werden darf.

In anderen Fällen ist es den Zollbeamten nicht ge-

attet, Haussuchungen nach verschwiegenen Waaren 1838
nzustellen.

Es ist den Zollbeamten erlaubt, Waaren in den assen von Städten und Flecken anzuhalten, wenn sie lche auf frischem Fuss dahin verfolgt haben. Wer- en aber sonst verdächtige Waarentransporte innerhalb er Städte und Flecken betroffen und von den Zollbe- mten angehalten, so sind sie dem Eigenthümer allen achtheil, der ihm aus solcher Anhaltung erwachsen öchte, zu erstatten schuldig, wenn nicht von dem An- alter erwiesen wird, dass die Waaren eingeschlichen der sonst mit selbigen contravenirt worden.

§. 319. Lässt ein Zollbeamter sich Nachlässigkei- n in seiner Amtsverrichtung zu Schulden kommen, odurch Zolldefraudationen veranlasst oder befördert erden, so soll er desshalb mit einer dem Grade des ergehens angemessenen Mulct belegt oder nach Be- haffenheit der Umstände auf eine gewisse Zeit von inem Amte suspendirt oder gänzlich removirt werden.

§. 320. Würde ein Zollbeamter zur Ausübung ner Zolldefraudation selbst behülflich sein, so hat er in Amt verbrochen und ist überdies der sonst ver- irkten Strafe zu unterziehen, auch den Umständen ach mit Zuchthausstrafe zu belegen.

§. 321. Sowie Wir Unsere Zollbeamten zur ge- uen Erfüllung aller und jeder ihnen vorgeschriebe- n Amtspflichten anhalten lassen werden, so wollen Wir sie dahingegen auch aufs Nachdrücklichste in dem ntlichen Ansehen und in der gesetzmässigen Wirk- mkeit schützen, welche die pflichtmässige Wahrneh- ung Unseres Dienstes erfordert.

§. 322. Keiner soll daher sich bei Vermeidung r in den §§. 278–281 dieser Verordnung angedroh- n Strafen unterstehen, Unseren Zollbeamten in ihren rufsgeschäften ungeziemend zu begegnen, vielweniger nen in der Ausführung ihres Amts Hindernisse in den eg zu legen, oder wohl gar Gewalt gegen sie zu rüben.

§. 123. Ueber dasjenige, was Unseren Zollbeam- n in ihren Dienstgeschäften begegnet, soll, wenn es cht durch Zeugen erwiesen werden kann, ihr amts- llicher Bericht oder Rapport eben die Glaubwürdig- it haben, welche der Aussage eines vollgültigen Zeu- n beigelegt wird.

1838 §. 324. Wenn Unsere Zollbeamten zur Wahrnehmung ihrer Amtsverrichtungen bei der Obrigkeit oder dem Höchstcommandirenden des am Orte befindlichen Militärs Unterstützung requiriren, so soll ihnen solche unverzüglich geleistet werden. Es gilt dies namentlich alsdann, wenn die Zollbeamten, zur Ausübung der im §. 318 ihnen beigelegten Befugniss, auf ihre Verantwortlichkeit die Assistenz der Civil- und Militärbeamten verlangen.

§. 325. Insonderheit sind Unsere Oberbeamten, so wie die klösterlichen und Gutsobrigkeiten, die Magistrate und Polizeibehörden in den Städten verpflichtet, den in ihrem amtlichen Bezirke angestellten Zollbeamten allen zur Wahrnehmung ihres Berufs erforderlichen Beistand zu leisten. So wie die genannten Behörden, so haben insbesondere auch die Postbeamten Uebertretungen der Zollanordnungen, welche bei Ausübung ihrer Dienstgeschäfte zu ihrer Kunde gelangen, möglichst zu hindern und auf jeden Fall zur näheren Untersuchung sofort anzuzeigen.

Von der Zollhebung und Zollinspection.

§. 326. So wie Unsere Zollverwalter als Hebungsbeamte das ihnen anvertraute Hebungs- und Rechnungswesen nach den ihnen ertheilten Vorschriften gehörig zu besorgen haben, so haben sie zugleich, oder, wo eigene Zollinspectoren angestellt sind, diese, die genaueste Aufmerksamkeit auf alles dasjenige zu richten, was ausserhalb des Zollcomtoirs im Zollwesen vorfällt.

Die Zollverwalter, oder da, wo eigene Zollinspectoren angestellt sind, diese, sollen daher den Geschäften der ihnen untergebenen Beamten fleissig beiwohnen, auf das Betragen derselben im Amte genau Acht haben, ihnen bei den Visitationen erforderlichenfalls nicht nur zu Hülfe kommen, sondern auch diese Verrichtungen, so oft die Umstände es nöthig machen, allein wahrnehmen.

§. 327. Die Zollhebungsbeamten sollen wegen der ihnen anvertrauten Hebung die Caution bestellen, die Wir von ihnen verlangen zu lassen für gut befinden werden.

§. 328. Die bei ihnen einkommenden Gelder dürfen sie auf keine Weise mit ihren eigenen vermischen, noch weniger damit irgend einen Umsatz machen, viel-

mehr haben sie solche dergestalt für sich besonders auf- 1838
zubewahren, dass sie selbige sofort auf Erfordern vorzeigen können.

Welcher Zollhebungsbeamter hierwider gehandelt zu haben betroffen wird, der soll nach den bestehenden Anordnungen, mithin nach Beschaffenheit des Falles, mit Remotion bestraft werden.

§. 329. Wenn ein Zollhebungsbeamter die von ihm erhobenen, Unserer Casse zu berechnenden Gelder sowie die bei der Zollstätte etwa deponirten Summen nicht in der bestimmten Zeit abliefert, oder ein Cassemangel bei ihm vorgefunden wird, so hat Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium denselben sofort von seiner Bedienung zu suspendiren, und den Fall Uns zur näheren Verfügung vorzutragen. Derjenige aber, der in solchem Fall nicht nur nicht das Fehlende ersetzen, sondern auch für dessen Erstattung mit den doppelten Zinsen, vom Tage der gesetzlich angeordneten oder besonders vorgeschriebenen Ablieferung an, nicht einmal hinreichende Sicherheit bestellen kann, der hat ohne weitere von Uns zu erwartende Resolution seine Bedienung verbrochen, und soll noch überdies von Unserem Obersachwalter angeklagt und den Rechten gemäss bestraft werden.

§. 330. Wegen unrichtiger Rechnung, Laterirung und Summirung in den Zollrechnungen hat Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium den Umständen nach, ausser der Nachlegung des dadurch zu wenig abgelieferten Geldes, auch auf Erlegung doppelter Zinsen zu erkennen.

§. 331. Die Zollhebungsbeamten sollen einem jeden in der Ordnung, in welcher er sich meldet, die verlangte Zollexpedition ertheilen und zwar an allen Werktagen, eine Stunde in der Mittagszeit ausgenommen, in folgenden Stunden:

in den Monaten October, November, December, Januar und Februar von 7 Uhr Morgens bis 7 Uhr Abends;

in den Monaten März, April, August und September von 5 Uhr Morgens bis 8 Uhr Abends;

in den Monaten Mai, Juni und Juli von 4 Uhr Morgens bis 9 Uhr Abends.

An Sonn- und Festtagen sind die Zollbeamten nur in den Stunden des Gottesdienstes Zollexpeditionen zu er-

1838 theilen nicht verpflichtet. Die Expedition der Reisenden ist indessen auf gewisse Stunden überall nicht beschränkt.

§. 332. Einem jeden, der eine Angabe am Zoll zu beschaffen hat, steht es frei, solche selbst abzufassen, oder zu verlangen, dass sie im Zollcomtoir nach seiner mündlichen oder schriftlichen Erklärung abgefasst werde. Dabei sollen die Zollhebungsbeamten die gegenwärtige Verordnung und die künftig zu erlassenden auf das Zollwesen sich beziehenden Verordnungen und Verfügungen, bei Vermeidung einer Brüche von 10 Rthlr. oder 6 Rthlr. 12 β vorm. Cour. allezeit im Zollcomtoir zur Hand haben, um auf Erfordern die nöthigen Aufklärungen daraus ertheilen zu können. Sie sollen den Angaben die von den Schiffern und Fuhrleuten eingelieferten Manifesten, Connossemente, Frachtbriefe und Verzeichnisse zu Grunde legen und hierauf in allen Fällen denjenigen, der die Angabe ausstellt oder dem sie zur Unterschrift vorgelegt wird, sie nicht eher unterschreiben lassen, als bis er erklärt, dass alles, was er anzugeben habe, darin richtig enthalten sei.

§. 333. Bei der einmal geschehenen Angabe hat es sein Bewenden. Es wird daher den Zollbeamten untersagt, über eine und dieselbe Waare eine andere, als die einmal ausgestellte Angabe anzunehmen.

§. 334. Ueber Waaren, welche vor der Abführung bei der Zollstätte des Orts, wovon sie abgeführt sind, nicht angegeben worden, soll nachher bei dieser Zollstätte kein Passirzettel ertheilt werden.

§. 335. Auf Zollabgaben und andere zur Zollhebung gehörigen Gefälle wird, wenn die Waaren, für welche solche zu entrichten sind, nicht zur Credit- oder Transitauflage eingehen, kein Credit verstattet, vielmehr sind diese Abgaben gleich bei der Ein- oder Ausfuhr der Waaren zu erheben und zu berechnen.

Für diese Abgaben haftet zunächst die Waare, nicht minder aber auch derjenige, welcher die Angabe darüber beschafft hat.

Wegen zu wenig erhobener Zollgefälle haftet der Zollhebungsbeamte Unserer Casse. Ihm steht jedoch gegen denjenigen, welcher die Angabe beschafft hat, der eventualiter auf gerichtlichem Wege geltend zu machende Regress offen.

Nach Ablauf von 2 Jahren nach dem Tage der

Angabe erlöscht aber das Recht des Zollbeamten zu 1838
dieser Regressnahme.

§. 336. Die Zollstätten der Herzogthümer sollen sich gegenseitig monatlich über diejenigen im Laufe des Monats eingegangenen zollpflichtigen Waaren Rückatteste zustellen, für welche solche erforderlich sind.

Dabei ist es die Pflicht der Zollbeamten, denen, welche solcher Atteste bedürfen und welche sie fordern, solche unaufhältlich zu ertheilen. Wenn aber eine Waare nicht gleich bei der Ankunft am Orte, von dessen Zollbeamten der Rückattest ertheilt werden soll, am Zoll angegeben und mit Beziehung auf den darüber ausgestellten Passirzettel den Zollbeamten vorgezeigt wird, so soll darüber kein Rückattest ausgefertigt werden.

§. 337. Für Creditauflagewaaren, welche nach einer anderen Stadt zur Creditauflage gebracht werden, hat jedoch der Auflageliaber zur Bewirkung der Abschreibung selbst die erforderlichen Rückatteste beizubringen.

§. 338. Wenn ein Zollverwalter oder Zollinspector mit Tode abgeht oder auf andere Weise an der Wahrnehmung seines Amts behindert wird, so ist solches von einem der sonstigen bei der Zollstätte Angestellten nicht nur unverzüglich an Unser-General-Zollkammer- und Commerz-Collegium einzuberichten, sondern auch dem Oberbeamten des Zolldistricts sofort anzuzeigen. Dieser hat hierauf entweder den Zollgevollmächtigten oder wenn ein solcher nicht vorhanden ist, einem anderen tauglichen und zuverlässigen Mann, der keinen Handel treibt, zur Wahrnehmung der Zollgeschäfte sogleich zu constituiren.

Vorgängig ist jedoch eine generelle Nachsicht der mit der Unterschrift des Beamten zu versehenden Rechnungsbücher und eine Vergleichung derselben mit dem Cassebehalt vorzunehmen. Das Resultat dieser Nachsicht wird demnächst mit einer Anzeige rücksichtlich der geschehenen Constituirung an Unser General-Zollkammer- und Commerz-Collegium einberichtet.

Von der Zollaufsicht und dem Wägen und Messen.

§. 339. Für die Wahrnehmung der Visitationsgeschäfte beim Löschen und Laden der Schiffe, sowie beim Auf- und Abladen der Frachtwagen und in allen

1838 übrigen Fällen gelten dieselben Regeln, welche im §. 31 für die Zollexpedition vorgeschrieben sind.

§. 340. Bei den Zollstätten, wo keine Unterzollbeamten angestellt sind, haben die daselbst bestellten Zollverwalter oder Zolleinnehmer alle Visitationsgeschäfte, welche nach dieser Verordnung den Unterzollbeamten obliegen, genau und sorgfältig wahrzunehmen, und sind bei Vernachlässigung dieser ihrer Pflicht eben den Strafen unterworfen, welche für die Unterzollbeamten in solchen Fällen festgesetzt worden.

§. 341. Die Zollaufsichtsbeamten sollen das ihnen zugestellte, mit Unserem Königlichen Wappen versehene Zeichen allezeit bei sich führen, um es behuf ihrer Legitimation sogleich vorzeigen zu können.

§. 342. Diejenigen Zollbeamten, zu deren Geschäft das Wägen der Waaren gehört, sollen bei diesem Geschäfte nach den ihnen als Beamten gegen Uns obliegenden Pflichten und ihrem geleisteten Eide die genaueste Aufmerksamkeit anwenden und sich die Verhütung der Zollunterschleife ernstlich angelegen sein lassen.

§. 343. So wie durch das Wägen der in Gefässen befindlichen oder auf andere Weise verpackten Waaren das Bruttogewicht derselben ermittelt wird, so haben auch die Zollbeamten, welche das Wägen besorgen, die Tara nach Anleitung der desfallsigen Vorschriften jedesmal gewissenhaft zu bestimmen und solchergestalt das Nettogewicht der Waaren ausfindig zu machen und das Bruttogewicht immer in dem Passirzettel mit anzuführen.

§. 344. In Ansehung des Messens gilt der §. 26 dieser Verordnung als Norm.

Von der Hebung der Gebühren.

§. 345. Die in dieser Verordnung, Anhang Litr. E, bestimmten Gebühren werden lediglich an den Zollhebungsbeamten einbezahlt, welcher solche bis auf nähere Verfügung in Einnahme stellt. Derselbe hat sowohl auf den der Zollrechnung anzulegenden Angaben wie auf dem anzustellenden Zoll- und Passirzettel den Betrag der erhobenen Gebühren zu specificiren.

§. 346. Die Inspectoren und Unterzollbeamten dagegen sollen in keinem Falle und unter keinem Vorwande irgend eine Gebühr von den Schiffern, Commerzirenden oder sonst Jemandem fordern oder annehmen.

Der Inspector oder Unterzollbeamte, welcher diese 1838
Anordnung übertritt, soll, wenn es der erste Fall ist, mit einer von dem General-Zollkammer- und Commerz-Collegio zu bestimmenden Mulct oder Suspension belegt werden. Würde er aber zum zweiten Male sich eines ähnlichen Vergehens schuldig machen, so ist er seiner Bedienung für verlustig und für unwürdig zu achten, je wieder in Unseren Diensten gebraucht zu werden.

§. 347. Eben diese Bestrafung hat auch der Zollverwalter oder Zollcassirer oder sonstige Einnehmer zu gewärtigen, welcher andere oder mehr Gebühren erhebt, als in der Sporteltaxe bestimmt worden.

Dieselbe Strafe tritt endlich ein, wenn ein Zollbeamter irgend ein Entgeld oder Geschenk, es habe Namen wie es wolle, für ein Dienstgeschäft verlangt oder annimmt.

§. 348. Die Zollverwalter oder Zolleinnehmer, welche Gevollmächtigte oder Schreiber zur Hülfe in ihren Amtsverrichtungen halten, sollen auf's Genaueste dahin sehen, dass diese ihre Bediente von keinem Schiffer, Commerzirenden oder Anderen irgend einige Sporteln oder Geschenke für sich erheben.

Ein Zollhebungsbeamter, der seinen Comtoirbedienten das Erheben von unerlaubten Sporteln oder irgend einem Entgeld oder Geschenk für ein Dienstgeschäft gestattet, soll ebenso bestraft werden, als wenn er diese gesetzwidrige Handlung selbst begangen hätte. Findet aber ein solches Sportuliren ohne seine Einwilligung oder ohne seine Wissenschaft Statt, so soll er dennoch, wenn er solches durch eine pflichtmässige genaue Aufsicht hätte verhüten können, eine Mulct von 10—100 Rbthlr. oder 6 Rthlr. 12 ß — 62 Rthlr. 24 ß vorm. Cour. nach dem Ausspruche Unsers General-Zollkammer- und Commerz-Collegii entrichten.

Der Comtoirbediente aber, der sich des verbotenen Sportulirens, es mag mit oder ohne Vorwissen seines Principals geschehen sein, schuldig gemacht hat, ist nicht nur sogleich aus dem Zollcomtoir zu verabschieden, sondern er soll auch weder auf diesem, noch bei einer andern Zollstätte je wieder gebraucht werden, noch weniger aber darf auf Beförderung eines solchen Comtoirbedienten in Unseren Dienst angetragen werden.

§. 349. Ausser vorgedachter Bestrafung soll das von einem Zollhebungsbeamten oder seinen Comtoirbe-

1838 dienten oder von einem Inspector oder Controleur, oder anderen Aufsichtsbeamten unrechtmässiger- oder unerlaubterweise Erhobene nicht nur demjenigen, dem es abgefordert ist, erstattet, sondern auch noch eine Mulct, die dem vierfachen Betrage des Erhobenen gleichkommt, an die Unterstützungscasse des General-Zollkammer und Commerz-Collegii entrichtet werden.

XVI. Von den Zollsporteln.

§. 350. Statt der Sporteln, die bisher für Zollexpeditionen erhoben worden, sind künftig nur die in der unter Litr. E und F angehängten Taxe bestimmten Zollclarirungs-, Schiffsclarirungs- und Schiffsmessungsgebühren zu entrichten.

§. 351. Ausser diesen Gebühren, welche stets auf dem Zollcomtoir, wo die Clarirung geschieht, erhoben werden, sind überall keine Sporteln bei Verzollung und Versendung von Waaren zu entrichten.

Es fallen demnach die Gebühren, welche für die Ausfertigung der Zollangaben, für die Ertheilung von Passirzetteln und Rückattesten, für die Attestirung von Passirzetteln und deren Bezeichnung mit dem Product, imgleichen für die Versiegelung von Schiffen und Waarenverschlägen bisher erlegt sind, für die Zukunft gänzlich weg.

Auch soll in Zukunft das Wägen der nach dem Gewichte zu verzollenden Waaren von der Zollbehörde ohne eine desfällige Gebühr geschehen.

Im übrigen werden die Zollsporteln auch in den Fällen erlegt, wo die Zollabgaben, mit welchen sie in Verbindung stehen, erlassen werden, und vorschriftsmässig erhobene Sporteln können nicht aus dem Grunde zurückgefordert werden, weil die Rückzahlung gesetzlich erlegter Zollabgaben, mit denen sie zugleich erhoben sind, durch specielle Resolutionen bewilligt worden ist.

Schluss.

§. 352. Die Vorschriften dieser Verordnung treten mit dem ersten Januar 1839 in Kraft.

§. 353. Alle älteren dieser Verordnung widerstreitenden Bestimmungen allgemeiner und localer Verfügungen, sowie alle in dieser Verordnung nicht genannten

Zollabgaben, namentlich der Wagenzoll, die ausseror- 1838
entliche Abgabe, die Verkaufsabgabe von Schiffen,
werden hiedurch ausdrücklich aufgehoben.

Wornach Alle, die es angeht, sich allerunterthänigst
zu achten haben.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Ko-
penhagen, den 1. Mai 1838.

Urkundlich unter Unserem Königlichen Handzeichen
und beigedrucken Insiegel.

Frederik R.
(L. S.)

Rowzow. Lehmann. Thonning. Bech.
C. Warnstedt.

29.

Convention entre les Royaumes de Bavière et de Würtemberg, les Grands-Duchés de Bade et de Hesse-Darmstadt, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort d'une part et le Duché de Saxe-Meiningen de l'autre part, sur l'admission de celui-ci aux conventions de monnoie conclues le 25 Août 1837 entre ceux-ci. En date de Munic, le 8 Juin 1838.

(Amtsblatt der freien Stadt Frankfurt v. 13. Juli 1838).

Nachdem die Herzoglich Sachsen-Meining'sche Regierung die Absicht zu erkennen gegeben hat, den zwischen den Staaten von Bayern, Würtemberg, Baden, Hessen-Darmstadt und Nassau, dann der freien Stadt Frankfurt am 25. August 1837 abgeschlossenen Münzconventionen, welche also lauten:

(Suit le texte des conventions du 25 Août 1837).

beizutreten, und nachdem die Regierungen von Würtemberg, Baden, Hessen-Darmstadt und Nassau, so wie Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt, das Königlich Bayerische Staats-Ministerium des Königlichen

1838 Hauses und des Aeussern ermächtiget haben, in ihrem Namen über den Beitritt des Herzogthums Sachsen-Meiningen zu dem durch die erwähnten Conventionen gegründeten Münzverein zu unterhandeln und einen eigenen Vertrag abzuschliessen, so ist in Folge dessen zwischen dem Königlich Bayerischen Staats-Ministerium des Königlichen Hauses und des Aeussern für sich, und im Namen der genannten Vollmachtgeber einerseits, dann dem unterzeichneten Bevollmächtigten Namens des Herzoglich Sachsen-Meiningischen Landes-Ministeriums andererseits, vorbehaltlich der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen worden:

Art. I. Die Herzoglich Sachsen-Meiningische Regierung tritt mit dem ganzen Umfange des Herzogthums der zwischen den Königreichen Bayern und Würtemberg, den Grossherzogthümern Baden und Hessen-Darmstadt, dem Herzogthum Nassau und der freien Stadt Frankfurt abgeschlossenen Münz-Convention vom 25. Aug. 1837, und der an demselben Tage von den Bevollmächtigten der genannten Staaten abgeschlossenen besonderen Uebereinkunft, die Scheide-Münze betreffend, unter der Verbindlichkeit bei: die Bestimmungen dieser Conventionen in allen ihren Punkten zu vollziehen und vollziehen zu lassen.

Art. II. Ausserdem macht sich die Regierung des Herzogthums Sachsen-Meiningen verbindlich:

1) Die Bestimmungen des Art. VII. der Münz-Convention in der Art zu vollziehen, dass sie vom Tage der Ratification des gegenwärtigen Vertrages an und bis zum 1. Jänner 1839 eine auf ihren Antheil, nach dem Massstabe der Bevölkerung, respective der Zollrevenüen, betreffende Summe von fl. 106,400, wovon fl. 70,934 in ganzen Gulden- und 35,466 in halben Guldenstücken, ausprägen und in Umlauf setzen wird.

2) Der für das vorstehende Ausmünzungsquantum, so wie für ihre späteren Ausmünzungen, in dem Art. XII. der Münz-Convention vorgesehenen Controle, nach Vorschrift des nachstehenden Turnus, sich zu unterziehen und nach demselben die Ausmünzungen der betreffenden Vereinsstaaten von der Herzoglich Meiningischen Münzstätte controliren zu lassen.

1838

trolirender Staat.	*Zu controlirende Staaten.*		
	1838.	1839.	1840.
rn.	Würtemberg.	Baden.	Hessen.
temberg.	Baden.	Hessen.	Nassau.
n.	Hessen.	Nassau.	Frankfurt.
en.	Nassau.	Frankfurt.	Meiningen.
au.	Frankfurt.	Meiningen.	Bayern.
kfurt.	Meiningen.	Bayern.	Würtemberg.
ingen.	Bayern.	Würtemberg.	Baden.
	1841.	1842.	1843.
rn.	Nassau.	Frankfurt.	Meiningen.
emberg.	Frankfurt.	Meiningen.	Bayern.
n.	Meiningen.	Bayern.	Würtemberg.
n.	Bayern.	Würtemberg.	Baden.
u.	Würtemberg.	Baden.	Hessen.
kfurt.	Baden.	Hessen.	Nassau.
ngen.	Hessen.	Nassau.	Frankfurt.

) Bestimmungen des Art. V. der besonderen Ueeinkunft auch auf die vor dem Theilungs-Vertrag n Jahre 1826 von der Hildburghausischen Münzte ausgeprägten Sechs- und Drei-Kreuzerstücke zudehnen und vollziehen zu lassen.

Art. III. Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur cation der hohen contrahirenden Höfe vorgelegt lie Auswechslung der Ratifications-Urkunden spä- binnen drei Wochen in München bewirkt werden.

o geschehen München den 8. Juni 1838.

In Folge specieller Vollmacht

(L. S.) Frh. v. Giese. (L. S.) Vahl-Kampf.

30.

Convention spéciale entre les Royaumes de Prusse et de Saxe, l'Electorat de Hesse, le Grandduché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Coburg-Gotha et de Saxe-Altenbourg et les Principautés de Schwarzbourg et de Reuss, sur l'exécution de la convention de monnoie conclue à Dresde le 30 *Juillet* 1838. *En date du même jour.*

(Sammlung von Gesetzen für Preussen, Sachsen, Kurhessen etc. v. J. 1839.)

Besondere protocollarische Uebereinkunft zu der allgemeinen Münzconvention vom heutigen Tage. Dresden, am 30sten Juli 1838.

Verhandelt zwischen den bei der allgemeinen Münzconferenz legitimirten Bevollmächtigten

für Preussen,
Sachsen,
Kurhessen,
Sachsen-Weimar-Eisenach,
Sachsen-Coburg-Gotha, wegen des Herzogthums Gotha,
Sachsen-Altenburg,
Schwarzburg-Rudolstadt, wegen der Unterherrschaft,
Schwarzburg-Sondershausen,
Reuss älterer Linie,
Reuss-Schleitz und
Reuss-Lobenstein-Ebersdorf.

Bei dem heutigen Abschlusse der allgemeinen Münz-Convention unter den zum Zoll- und Handels-Vereine verbundenen Staaten sind die unterzeichneten Bevollmächtigten der nach dieser Convention zum Vierzehnthalerfusse sich bekennenden Staaten, vorbehältlich einer künftig nach Befinden zu treffenden umfassenderen Vereinbarung, zu vorläufiger Feststellung verschiedener

Punkte, welche die nähere Characteristik ihres Münz- 1838
fusses und Münzsystems bezwecken, über folgende Bestimmungen übereingekommen:

1) Sämmtliche Courantmünzen werden im Ringe geprägt werden und das Theilungsverhältniss zur feinen Mark auf dem Gepräge ausgedrückt enthalten.
2) Die Courantheilstücke des Thalers sollen nur in Einsechstel- und nach Befinden in Eindrittel- und Zweidrittel-Thalerstücken bestehen.
3) In Uebereinstimmung mit den im Königreiche Preussen bestehenden Vorschriften, wird:
   a) der Durchmesser
      für die Einthalerstücke auf 34 Millimeter,
      für die Einsechstelthalerstücke auf 23 Millimeter,
   b) Das Legirungsverhältniss
      für die Einthalerstücke auf: vier Theile Kupfer zu zwölf Theilen Silber (12löthig),
      für die Einsechstelthalerstücke auf: drei und zwanzig Theile Kupfer zu fünf und zwanzig Theilen Silber ($8\frac{1}{3}$löthig).
   c) die äussersten Falles zulässige Abweichung im Mehr oder Weniger:
      beim einzelnen Thalerstücke auf: ein Grän im Feingehalte und ein halb Procent im Gewichte, und
      beim einzelnen Einsechstelthalerstücke auf: ein und einhalb Grän im Feingehalte und ein Procent im Gewichte festgesetzt.
4) In der künftig auszuprägenden Scheidemünze soll die Mark feinen Silbers durchgehends zu Sechszehn Thalern ausgebracht werden.

Im Uebrigen wird verabredet, dass die gegenwärtige protocollarische Uebereinkunft, welche, insofern die in Aussicht stehende umfassendere Vereinbarung nicht zu Stande kommen würde, mit der Eingangsgedachten allgemeinen Münz-Convention gleiche Dauer und Gültigkeit haben soll, nur in Einem Exemplare ausgefertigt und in dem königlich sächsischen Hauptstaatsarchive zu Dresden verwahrlich niedergelegt, den betreffenden Bevollmächtigten aber beglaubter Abschrift mitgetheilt, ingleichen, dass dieselbe durch die landesherrliche Ratification der vorerwähnten allgemeinen Münz-Convention als mitratificirt angesehen werden soll.

Hier folgen die Unterschriften.

31.

Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et les Etats-unis de l'Amérique septentrionale, conclu à Gènes le 26 Novembre 1838.

(Publié officiellement à Turin).

S. M. le roi de Sardaigne et les Etats-Unis d'Amérique, desirant consolider les rapports de bonne intelligence qui ont si heureusement subsisté jusqu'ici entre leurs Etats respectifs, et faciliter et étendre les relations commerciales entre les deux pays, sont convenus d'entrer en négociation pour conclure un traité de commerce et de navigation.

A cet effet, S. M. le roi de Sardaigne a muni de pleins pouvoirs le comte Solar de la Marguerite, chevalier grand-cordon de l'ordre religieux et militaire de Saint-Maurice et Saint-Lazare, grand'croix de l'ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne et chevalier de l'ordre du Christ, son premier secrétaire d'état pour les affaires étrangères,

Et le président des Etats-Unis d'Amérique, a muni des mêmes pouvoirs Nathaniel Niles, leur agent spécial auprès de S. M. sarde;

Lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

Art. 1er. Il y aura, entre les territoires des hautes parties contractantes, liberté et reciprocité de commerce et de navigation. Les habitans de leurs Etats respectifs pourront entrer librement dans les ports des territoires de chacune d'elles partout où le commerce est permis. Ils pourront séjourner ou résider librement dans quelque partie que ce soit desdits territoires pour

31.

Treaty of commerce and navigation between the United States of America and the King of Sardinia, concluded 26th November 1838 *at Genoa.*

(Acts and Resolutions passed at the first Session of the 26th Congress of the U. St. Append. p. 91. Washingt. 1840.)

The United States of America and His Majesty the King of Sardinia desirous of consolidating the relations of good understanding which have hitherto so happily subsisted between their respective States and of facilitating and extending the commercial intercourse between the two countries, have agreed to enter into negotiations for the conclusion of a Treaty of commerce and navigation;

For which purpose the President of the United States has conferred full powers on Nathaniel Niles, their special agent near His Sardinian Majesty;

and His Majesty the King of Sardinia has conferred like powers on the Count Clement Solar de la Marguerite, Grand Cross of the military and religious order of St. Maurice and St. Lazarus, of Isabella the catholic of Spain, and knight of the order of Christ, his first Secretary of State for the foreign affairs;

And the said plenipotentiaries having exchanged their full powers found in good and due form, have concluded and signed the following articles.

Art. 1. There shall been between the territories of the high contracting parties a reciprocal liberty of commerce and navigation. The inhabitants of their respective States shall mutually have liberty to enter the ports and commercial places of the territories of each party, wherever foreign commerce is permitted. They shall be at liberty to sojourn and reside in all

1838 y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et protection que les habitans du pays dans lequel ils résident, à la condition toutefois de se soumettre aux lois et aux règlemens qui y sont en vigueur.

Art. 2. Les bâtimens sardes arrivant chargés ou sur lest dans les ports des Etats-Unis d'Amérique, et réciproquement les bâtimens des Etats-Unis d'Amérique arrivant chargés ou sur lest dans les ports de S. M. le roi de Sardaigne, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux venant des mêmes parages, par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, de péage; aux droits de port, vacation d'officiers publics, ainsi qu'à toutes les taxes et charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçues au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques.

Art. 3. Toute espèce de marchandises et objets de commerce provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique, ou de tout autre pays, qui pourront légalement être importés dans les ports des Etats de S. M. le roi de Sardaigne par des bâtimens sardes, pourront également y être importés par des bâtimens des Etats-Unis, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que ceux que ces mêmes marchandises ou produits paieraient dans le même cas, s'ils étaient importés sur des bâtimens sardes, et réciproquement toute espèce de marchandises et objets de commerce provenant du sol ou de l'industrie du royaume de Sardaigne ou de tout autre pays, qui pourront être également importés dans les Etats-Unis d'Amérique par des bâtimens de ces mêmes Etats, pourront également y être importés par des bâtimens sardes sans payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'un établissement particulier quelconque, que ceux que ces mêmes marchandises ou produits paieraient dans le même cas,

parts whatsoever of said territories in order to attend 1838
to their affairs and they shall enjoy to that effect the same security and protection as the natives of the country wherein they reside, on condition of their submitting to the laws and ordinances there prevailing.

Art. 2. Sardinian vessels arriving either laden or in ballast in the ports of the United States of America, and reciprocally vessels of the United States arriving either laden or in ballast in the ports of the dominions of His Sardinian Majesty, shall be treated on their entrance, during their stay and at their departure upon the same footing as national vessels coming from the same place, with respect to the duties of tonnage, light-houses, pilotage and port charges, as well as to the fees and perquisites of public officers and other duties or charges of whatever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever.

Art. 3. All kind of marchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or the industry of the United States of America or of any other country, which may be lawfully imported into the ports of the dominions of Sardinia in Sardinian vessels may also be so imported in vessels of the United States of America, without paying other or higher duties or charges of whatoever kind or denomination levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever, than if the same marchandise and articles of commerce, either the produce had been imported in Sardinian vessels: And reciprocally all kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or of the industry of the dominions of Sardinia or of any other country, which may be lawfully imported into the ports of the United States, in vessels of the said States may also be so imported in Sardinian vessels, without paying other or higher duties or charges of whatsoever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever, than if the same merchandise or produce had been imported in vessels of the United States of America.

1838 s'ils étaient importés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique.

Art. 4. Afin de prévenir toute espèce de malentendu, il est convenu que les dispositions contenues dans les art. 2 et 3 sont applicables dans toute leur étendue aux bâtimens sardes et à leurs cargaisons arrivant dans les ports des Etats-Unis d'Amérique, et réciproquement aux bâtimens desdits Etats et à leurs cargaisons arrivant dans les ports de S. M. le roi de Sardaigne, soit que ces bâtimens viennent directement des ports du pays auquel ils appartiennent, soit de ceux de tout autre pays étranger.

Art. 5. Toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports des Etats-Unis d'Amérique sur des bâtimens nationaux, pourront en être également exportés sur des bâtimens sardes, sans payer d'autres ou de plus forts droits, ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'un établissement particulier quelconque, que ceux qui seraient payés pour les mêmes marchandises et objets de commerce qui auraient été exportés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, et réciproquement toute espèce de marchandises ou objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports de S. M. le roi de Sardaigne sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés pour les mêmes marchandises ou objets de commerce, s'ils avaient été exportés sur des bâtimens sardes.

Art. 6. Il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans les Etats-Unis d'Amérique de tout article provenant du sol ou de l'industrie du royaume de Sardaigne, et il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans le royaume de Sardaigne de tout article provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis, que ceux qui sont ou seront imposés sur de semblables articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. De même

Art. 4. To provent the possibility of any misunderstanding, it is hereby declared that the stipulations contained in the two proceding articles are to their full extend applicable to Sardinian vessels and their cargoes arriving in the ports of the United States. And reciprocally to vessels of the said States and their cargoes arriving in the ports of the dominions of Sardinia, whether the said vessels clear directly from the ports of the country to which they respectively belong, or from the ports of any other foreign country.

Art. 5. All kind of merchandise and articles of commerce which may lawfully be exported from the ports of the United States of America in national vessels, may also be exported therefrom in Sardinian vessels without paying other or higher duties or charges of whatever kind or denomination levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever, than if the same merchandise or articles of commerce had been exported in vessels of the United States of America. And reciprocally all kind of merchandise and articles of commerce which may be lawfully exported from the ports of the kingdom of Sardinia in national vessels, may also be exported therefrom in vessels of the United States of America without paying other or higher duties or charges of whatever kind or denomination levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or to any private establishment whatsoever, than if the same merchandise or articles of commerce had been exported in Sardinian vessels.

Art. 6. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States of America of any article of the produces or manufactures of Sardinia; and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the kingdom of Sardinia of any article of the produces or manufactures of the United States, than are or shall be payable on the same article being the produce or manufacture of any other foreign country: Nor shall any prohibition be

1838 on ne mettra aucune entrave ou prohibition quelconque à l'importation ou à l'exportation de tout article provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique ou du royaume de Sardaigne, à l'entrée ou à la sortie des ports de chaque pays, qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Art. 7. Il est expressément entendu que les articles précédens ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage de chacun des deux pays, que l'une et l'autre des deux nations se réservent exclusivement.

Art. 8. Aucune priorité ou préférence quelconque ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent agissant en son nom ou par son autorité, pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé par considération ou préférence pour la nationalité du bâtiment qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des parties dans les ports de laquelle ces objets de commerce auront été importés, l'intention et la volonté précises des hautes parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 9. Si par la suite l'une des parties contractantes accordait quelque faveur spéciale à d'autres nations en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra immédiatement commune à l'autre partie, qui en jouira sans charge d'aucune espèce si elle a été accordée gratuitement à l'autre nation, ou en accordant la même compensation ou une autre équivalente si la concession a été conditionelle.

Art. 10. Les bâtimens de l'une des deux parties contractantes abordant à quelque côte de la dépendance de l'autre, mais n'ayant pas l'intention d'entrer au port, ou y étant entrés, ne voulant pas y décharger tout ou partie de leur cargaison, jouiront des mêmes privilèges, et seront traités à cet égard de la même manière que les bâtimens des nations les plus favorisées.

Art. 11. S'il arrivait qu'un vaisseau appartenant à l'une des deux parties contractantes, ou bien à ses citoyens ou sujets, fît naufrage, sombrât ou souffrît quelque autre dommage sur les côtes ou dans les Etats soumis à l'autre partie, il sera accordé à ces navires et à toutes les personnes qui seront à bord, le même secours

imposed on the importation or exportation of any ar- 1838
ticle of the produce or manufacture of the United States or of Sardinia, to or from the ports of the United States, or to or from the ports of the kingdom of Sardinia which shall not equally extend to all other nations.

Art. 7. It is expressly understood and agreed that the preceding articles do not apply to the coastwise navigation of either of the two countries, which each of the two high contracting parties reserves exclusively to itself.

Art. 8. No priority or preference shall be given directly or indirectly by either of the high contracting parties, nor by any company, corporation or agent acting in their behalf or under their authority in the purchase of any article of commerce lawfully imported on account of or in reference to the character of the vessel, whether it be one party or the other, in which such article was imported, it being the true intent and meaning of the contracting parties, that no distinction or difference what ever shall be made in this respect.

Art. 9. If either party shall hereafter grant to any other nation any particular favor in commerce or navigation, it shall immediately become common to the other party freely where it is freely granted to such other nation, or on yielding the same or an equivalent compensation when the grant is conditional.

Art. 10. Vessels of either of the high contracting parties arriving on the coasts of the other, but without the intention to enter a port, or having entered not wishing to discharge the whole, or any part of their cargoes, shall enjoy on this respect the same privileges, and be treated in the same manner, as the vessels of the most favored nations.

Art. 11. When any vessel belonging to either of the contracting parties or to their citiziens, or subjects shall be wrecked, foundered or otherwise suffer damage on the coasts, or within the dominions of the other, there shall be given to such vessel and all persons on board every aid and protection, in like manner as is

1838 et la même protection dont jouissent ordinairement les bâtimens de la nation où le naufrage a eu lieu ; et les vaisseaux naufragés, les marchandises ou autres effets qu'ils contiendront, ou leur produit, si ces objets avaient été déjà vendus, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs ayant-droit un payant un droit de sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même cas par un vaisseau national.

Art. 12. Tout bâtiment de commerce sarde entrant en relâche forcée dans un port des Etats-Unis d'Amérique, et réciproquement tout bâtiment de commerce desdits Etats entrant en relâche forcée dans un des ports de S. M. le roi de Sardaigne, y sera exempt de tout droit de port et de navigation, perçu ou à percevoir au profit de l'Etat, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu qu'ils ne se livrent dans le port de relâche à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises ; bien entendu toutefois que les déchargemens et rechargemens motivés par l'obligation de réparer le bâtiment ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant ouverture au paiement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, d'après les cas qui auront donné lieu à la relâche.

Art. 13. Vu l'éloignement des pays respectifs des deux hautes parties contractantes, et l'incertitude qui en résulte sur les divers événemens qui peuvent avoir lieu, il est convenu qu'un bâtiment marchand appartenant à l'une d'elles, qui se trouverait destiné pour un port supposé bloqué au moment du départ de ce bâtiment, ne sera cependant pas capturé ou condamné pour avoir essayé une première fois d'entrer dans ledit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé que ledit bâtiment avait pu et dû apprendre en route que l'état du blocus de la place en question durait encore. Mais les bâtimens qui, après avoir été renvoyés une fois, essayeraient pendant le même voyage d'entrer une seconde fois dans le même port bloqué durant la continuation de ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus ou condamnés.

Art. 14. Les articles de commerce produits du sol ou des manufactures des Etats-Unis d'Amérique, et des pêches de ce pays, excepté le sel, la poudre à ca-

usual and customary to vessels of the nation, where 1838
such shipwreck or damage happens and such shipwrecked vessel, its merchandize and other effects, or their proceeds, if the same shall have been sold, shall be restored to their owners or to those entitled to receive them upon the payment of such costs of salvage as would have been paid by national vessels in the same circumstances.

Art. 12. Sardinian merchant Vessels being forced from stress of weather or other unavoidable causes to enter a port of the United States of America, and reciprocally merchant vessels of the said States, entering the ports of his Sardinian Majesty from similar causes, shall be exempt from port charges and all other duties levied to the profit of the Government, in case the causes which have rendered such entry necessary, are real and evident, provided such vessels does not engage in any commercial operation while in port, such as loading and unloading merchandize, it being understood nevertheless that the unloading and reloading rendered necessary for the repair of the said vessel, shall not be considered as an act of commerce affording ground for the payment of duties, and provided also that the said vessel shall not prolong her stay in port beyond the time necessary for the repair of her damages.

Art. 13. Considering the remoteness of the respective countries of the two high contracting parties, and the uncertainty resulting therefrom with the respect to the various events which may take place, it is agreed, that a merchant vessel, belonging to either of them, which may be bound to a port supposed at the time of its departure to be blockaded, shall not however be captured or condemned for having attempted a first time to enter said port, unless it can be proved that said vessel could and ought to have learned during its voyage, that the blockade of the place in question still continued. But all vessels which after having been warned off once, shall during the same voyage attempt a second time to enter, the same blockaded port during the continuance of the said blockade, shall then subject themselves to be detained and condemned.

Art. 14. All articles of commerce the growth or manufacture of the United States of America, and the products of their fisheries, with the exception of salt,

1838 non et le tabac fabriqué, pourront librement passer du port franc de Gênes à travers le territoire de S. M. sarde, à un point quelconque de la frontière intérieure dudit territoire, et *vice versâ* tous les articles de commerce venant par un point quelconque de la frontière intérieure sarde qui seront destinés pour les Etats-Unis, pourront traverser les Etats de S. M. le roi de Sardaigne jusqu'au port franc de Gênes, sans être tenus de payer aucune espèce de droits perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'un établissement particulier quelconque, excepté ceux nécessaires pour couvrir les frais qu'exigent les précautions et les mesures contre la fraude et la contrebande, et qui ne seraient pas également applicables au transit des mêmes articles importés par les bâtimens de l'une ou l'autre des hautes parties contractantes. Mais si, par des circonstances et des motifs particuliers, il était jugé convenable ou nécessaire de rétablir des droits de transit sur les articles susmentionnés dirigés par un point de la frontière sarde, le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne s'en réserve le plein droit, s'engageant toutefois à notifier cette détermination au gouvernement des Etats-Unis six mois avant son exécution. Il est aussi convenu que tous les articles de commerce importés directement des Etats-Unis d'Amérique seront reçus et considérés comme des produits desdits Etats, et en cette qualité auront également droit au libre transit à travers les Etats de S. M. le roi de Sardaigne, sauf les exceptions mentionnées dans le présent article.

Art. 15. Les deux hautes parties contractantes s'accordent mutuellement le droit d'envoyer dans les ports et villes commerçantes de leurs Etats respectifs des consuls, vice-consuls et agens commerciaux nommés par elles, qui jouiront des mêmes priviléges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ceux des nations les plus favorisées. Mais dans le cas où quelques-uns de ces consuls voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation et les sujets des Etats les plus favorisés.

gunpowder and tabacco manufactured for use, shall be 1838
permitted to pass in transitu from the free port of Genoa through the territories of his Sardinian Majesty to any point of the inland frontier of the said territories, and *vice versa* all articles of commerce coming from any one point of the Sardinian inland frontier destined for the United States, shall be permitted to pass the territories of his Sardinian Majesty to the free port of Genoa without being liable to the payment of any duty whatever, levied in the name or to the profit of the government, the local authorities or of any private establishment whatsoever other than such, as are required to meet the expenses of the necessary precautionary measures against smuggling, which precautionary measures to be observed in regard to transit to the frontier shall be the same, whether the said articles of commerce are imported by the vessels of the one or the other of the high contracting parties. But if peculiar circumstances or considerations should render the re-establishment of transit duties necessary on the said articles of commerce directed to any one point of the Sardinian frontier, the Sardinian Government, in reserving to itself the full right to establish such duty, engages to notify to the Government of the United States such determination six months before any such transit duty shall be exacted. It is also understood that all articles of commerce imported directly from the United States of America shall be taken and considered as the products of the said States, and shall be entitled equally and in likemanner, with the exceptions above mentioned in the present article, to a free transit through the territories of his Sardinian Majesty.

Art. 15. The two high contracting Parties reciprocally grant to each other the liberty of having each in the ports and other commercial places of the other, Consuls, Vice-Consuls and commercial agents of their own appointment, who shall enjoy the same privileges, powers and exceptions as those of the most favored nations. But if any of such consuls shall exercise commerce, they shall be subjected to the same laws and usages to which the private individuals of their nation, or subjects or citizens of the most favored nations are subject in the same places, in respect to their commercial transactions.

1838 Art. 16. Il est spécialement entendu que lorsqu'une partie contractante choisira pour son agent consulaire pour résider dans un port ou une ville commerçante de l'autre partie, un sujet ou citoyen de celle-ci, ce consul ou agent continuera à être considéré, malgré sa qualité de consul étranger, comme sujet ou citoyen de la nation à laquelle il appartient, et qu'il sera par conséquent soumis aux lois et règlemens qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sans que cette obligation puisse cependant gêner en rien l'exercice de ses fonctions consulaires, ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives consulaires.

Art. 17. Lesdits consuls, vice-consuls et agens commerciaux seront autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des bâtimens de guerre et marchands de leur pays. Ils s'adresseront à cet effet aux tribunaux, juges et officiers compétens, et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnés, en prouvant par la communication des registres des bâtimens ou rôles des équipages, ou par d'autres documens officiels, que ces individus ont fait partie desdits équipages. Cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée. Ces déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition desdits consuls, vice-consuls ou agens commerciaux, et pourront être renfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être retenus jusqu'au moment où ils pourront être rendus aux bâtimens auxquels ils appartiennent, ou pour être renvoyés dans leur pays sur des bâtimens nationaux ou autres. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. 18. Les sujets ou citoyens de chacune des parties contractantes pourront librement disposer par testament, donation ou autrement, des biens personnels qu'ils posséderont dans les Etats de l'autre, et leurs

Art. 16. It is especially understood that whenever 1838
ither of the two contracting parties shall select for a
onsular agent to reside in any port or commercial
lace of the other party a subject or citizen of this last,
ich Consul or Agent shall continue to be regarded,
othwithstanding his quality of a foreign Consul, as a
ibject or citizen of the nation to which he belongs,
id consequently shall be submitted to the laws and
gulations to which natives are subjected in the place
his residence. This obligation however shall in no
spect embarass the exercise of his consular functions,
affect the inviolability of the Consular Archives.

Art 17. The said Consuls, Vice-Consuls and commercial Agents are authorized to require the assistance the local authorities for the search, arrest, detention id imprisonment of the deserters from the ships of ar and merchant vessels of their country. For this irpose they shall apply to the competent tribunals, dges and officers, and shall in writing demand said serters, proving by the exhibition of the registers of e vessels, the rolls of the crews, or by other official cuments that such individuals formed part of the ews; and this reclamation thus substantiated, the surnder shall not be refused. Such deserters when arsted shall be placed at the disposal of the said conls, vice-consuls or commercial Agents and may be nfined in the public prisons at the request and coasts those who shall claim them in order to be detained til the time when they shall be restored to the vesls to which they belonged, or sent back to their own untry by a vessel of the same nation or any other ssel whatsoever. But if not sent back within three onths from the day of their arrest, they shall be set liberty and shall not again be arrested for the same use: If however the deserter should be found to ve committed any crime or offence, his surrender ay be delayed until the tribunal, before which his se should be depending, shall have pronounced its ntence and such sentence shall have been carried into ecution.

Art. 18. The citizens and subjects of each of e contracting parties shall have power to dispose their personal goods within the jurisdiction of e other, by testament, donation or otherwise, and

1838 héritiers qui seront sujets ou citoyens de l'autre nation, pourront succéder à leurs biens personnels, soit en vertu d'un testament, soit *ab intestato*, et en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur nom; ils pourront, en outre, en disposer à leur gré, en ne payant à cet effet que les mêmes impositions, taxes ou droits auxquels sont assujétis dans des cas semblables les habitans du pays où se trouvent lesdits biens. En cas d'absence des héritiers, on ordonnera pour la conservation desdits biens les mêmes dispositions qu'on prendrait en pareil cas pour les propriétés des natifs du pays, jusqu'à ce que le propriétaire ait fait les arrangemens necessaires pour recueillir l'héritage. S'il s'élevait des contestations entre différens prétendans quant aux droits que chacun d'eux soutiendrait avoir sur la succession, elles seront décidées en dernier ressort par les juges et selon les lois du pays où ces biens seront situés; et si par la mort d'une personne possédant des biens fonds sur le territoire d'une des deux parties contractantes, ces biens fonds venaient à passer, par la dernière volonté de leur possesseur, à un citoyen ou sujet de l'autre partie, qui par sa qualité d'étranger serait inhabile à les posséder, on lui accordera un délai convenable pour les vendre, pour en retirer et emporter le produit sans obstacle d'aucune sorte, et sans qu'on lui impose au profit du gouvernement respectif aucune taxe, imposition ou droits plus forts que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les habitans du pays où ces biens sont situés.

Art. 19. Le présent traité sera en vigueur pendant dix années, à compter du jour de l'échange des ratifications; et si un an avant ce terme l'une des parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera obligatoire pendant douze mois au-delà de ce terme, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une semblable déclaration, quelle que soit l'époque à laquelle elle aurait eu lieu.

Art. 20. Le présent traité sera approuvé et ratifié par S. M. le roi de Sardaigne et par le président des Etats-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du sénat desdits Etats, et les ratifications en seront échangées à Washington dans dix mois de la date

their representatives, being citizens or subjects of 1838
the other party, shall succeed to their said personal goods, whether by testament or *ab intestato*, and may take possession thereof either by themselves or by others acting for them, and dispose of the same at will, paying such taxes and dues only as the inhabitants of the country wherein the said goods are, shall be subject to pay in like cases. And in case of the absence of the representatives such care shall be taken of the said goods as would be taken of the goods of a native of the same country in like case, until the lawful owner may take measures for receiving them. And if a question should arise among several claimants as to which of them said goods belong the same shall finally be decided by the laws and judges of the land wherein the said goods are. And where on the death of any person holding real estate within the territories of one of the contracting parties such real estate would by the laws of the land descend on a citizen or subject of the other party, who by reason of alienage may be incapable of holding it, he shall be allowed a reasonable time to sell such real estate and to withdraw and export the proceeds without molestation and without paying to the profit of the respective governments any other dues, taxes or charges than those to which the inhabitants of the country wherein said real estate is situated shall be subject to pay in like cases.

Art. 19. The present Treaty shall continue in force for ten years, counting from the day of the exchange of the ratifications, and if, twelve months before the expiration of that period, neither of the high contracting parties shall have announced to the other by an official notification its intention to arrest the operation of the said Treaty, it shall remain obligatory one year beyond that time and so on until the expiration of the twelve months which will follow a similar notification whatever is the time at which it may take place.

Art. 20. The present Treaty shall be approved and ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by his Majesty the king of Sardinia and the ratifications shall be exchanged in the city

1838 de la signature, ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Gênes, le 26 novembre 1838.

(L. S.) SOLAR DE LA MARGUERITE.
(L. S.) NATHANIEL NILES.

Article séparé. S. M. sarde jugeant convenable, par des motifs particuliers, de continuer à percevoir pour à présent des droits différentiels au détriment des pavillons étrangers sur les blés l'huile d'Olive et le vin importés directement de la mer noire, des ports de la mer Adriatique et de ceux de la mediterranée jusqu'au au Cap Trafalgar, non obstant les art. 2, 3 et 4, du présent Traité, il est spécialement entendu et établi entre les hautes parties contractantes, que les Etats-unis auront pleine et entière liberté d'établir des droits différentiels équivalens sur les mêmes articles importés des mêmes pays au détriment du pavillon sarde, dans le cas où la perception des droits différentiels continuerait à être exercée au détriment du pavillon les Etats-unis d'Amérique par S. M. le roi de Sardaigne au-delà de l'espace de quatre ans, à compter du jour de l'échange des ratifications des présens Traité et article séparé. Mais ces droits différentiels équivalens de quelque espèce qu'ils soient, sur, les dits articles de commerce, cesseront d'être perçus du moment où le gouvernement des Etats-unis aura été informé d'office de la cessation des droits differentiels de la part de S. M. Sarde.

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il avait été inséré mot à mot dans le Traité signé aujourd'hui et sera ratifié en même temps. En foi de quoi nous Soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs avons signé le présent article séparé, et avons apposé nos cachets respectifs.

Fait à Gènes, le 26 Novembre 1838.

(L. S.) SOLAR DE LA MARGUERITE.
(L. S.) NATHANIEL NILES.

of Washington within ten months from the date of the 1838
signature thereof or sooner if possible.

In faith whereof the plenipotentiaries of the contracting parties have signed the present Treaty and thereto affixed their respective seals.

Done at Genoa this 26th of November 1838.

NATHANIEL NILES (L. S.)
SOLAR DE LA MARGUERITE (L. S.)

Separate Article.

Circumstances of a peculiar nature rendering it necessary for his Sardinian Majesty to continue for a time differential duties to the disadvantage of foreign flags, on grain, olive oil and wine, imported directly from the Black Sea, the ports of the Adriatic and those of the Mediterranean, as far as Cape Trafalgar, notwithstanding the general provisions of the articles 2, 3 and 4 of the present Treaty, it is distinctly understood and agreed by the high contracting parties, that the United States shall have full and entire liberty to establish contrevailing differential duties on the same articles imported from the same places to the disadvantage of the Sardinian flag, in case the existing or any other differential duties on the said articles shall be continued in force to the disadvantage of the flag of the United States of America by his Sardinian Majesty, beyond a period of four years, counting from the day of the exchange of the ratifications of the present Treaty and Separate Article.

But all countervailing differential duties on the said articles shall cease to be exacted from the time the United States government shall have been informed officially of the discontinuance of differential duties on the part of his Sardinian Majesty.

The present separate article shall have the same force and value as if it were inserted word for word in the Treaty signed this day and shall be ratified in the same time.

In faith whereof, we the undersigned, by virtue of our full powers have signed the present separate article and thereto affixed our respective seals *).

Done at Genoa, the 26th Novembre 1838.

NATH. NILES. (L. S.) SOLAR DE LA MARGUERITE. (L. S.)

*) L'échange des ratifications respectives de ce Traité, ainsi

32.

Correspondance diplomatique entre les cabinets de Londres et de St. Petersbourg, concernant les relations de la Perse. Octobre 1838 — *Avril* 1839.

(Correspondence relating to Persia, presented to both Houses of Parliament by command of Her Majesty. London, printed by J. Harrison and Son 1839.)

I.

Note de Lord Palmerston adressée au cabinet de la Russie, remise au Comte de Nesselrode par le Marquis de Clanricarde, Ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne à St. Petersbourg.

The Undersigned, etc., is instructed by his Government to state to His Excellency Count Nesselrode, etc., that events which have lately occurred in Persia and in Affghanistan, render it necessary for the British Government to request from that of Russia, explanations with respect to certain circumstances which are connected with those events, and which have an important bearing upon the relations between Russia and Great Britain.

It is unnecessary for the Undersigned to remind Count Nesselrode that the British and Russian Governments have, for a long time past, and from similar motives, taken a deep interest in the affairs of Persia.

To Russia, Persia is an immediate neighbour; the frontiers of the two countries touch; and it is a legitimate object of solicitude to Russia that her neighbour should be friendly and tranquil; so that the Russian territory should be secure from attack, and the Russian population should be free from the uneasiness which civil commotions in an adjoining country have a tendency to create. Russia therefore must naturally desire that the Persian nation should be prosperous and contented; and that the Persian Government should abstain from all external aggression; should direct its at-

---

que de l'article séparé a eu lieu à Washington, le 18 Mars 1839 entre John Forsyth, Secretaire d'Etat des Etats-unis et Auguste Colombiano, chargé d'affaires de Sa Maj. le Roi de Sardaigne. La proclamation du Président des Etats-unis (van Buren) pour la publication officielle de ce Traité et de l'article séparé est datée de Washington, le 19 Mars 1839.

tention exclusively to internal improvement; and should occupy 1838
itself in the pursuits of peace.

Great Britain has regarded Persia as a barrier for the security of British India against attack from any European Power. With this defensive view, Great Britain has contracted alliance with Persia; and the object of that alliance has been, that Persia should be friendly to Great Britain, independent of foreign control, and at peace with all her neighbours.

The interests therefore of Great Britain and Russia, with regard to Persia, are not merely compatible, but almost the same; and hence the two Governments have felt, that having common objects to attain in Persia, they would find it for their mutual advantage to consult together upon matters connected with Persian affairs, and to endeavour to pursue, with respect to those affairs, a common course.

The expediency of such concert between Great Britain and Russia upon Persian affairs, has frequently been urged by the Russian Government, and acknowledged by that of Great Britain.

Upon this principle it was, that after the death of Abbas Meerza, in 1833, the two Governments came to an understanding with respect to the part they should take in regard to the succession to the Persian throne, whenever the then reigning Shah should die; and that they agreed together to give their support to the present Shah, whom the then reigning Monarch named as his successor. It is well known to the Russian Government how instrumental British influence was, in carrying that decision of the late Shah promptly into effect; and in preventing Persia from becoming the theatre of a protracted and ruinous civil war.

The two Governments continued for some time afterwards to maintain the same similarity in their respective courses of policy towards Persia; and the influence of both, as exerted by their missions at Tehran, appeared to be directed towards the same end, namely, to secure to Persia internal tranquillity, and external peace.

But in 1836, the Shah announced an intention of undertaking an expedition to attack and conquer Herat; founding that intention upon some antiquated and obsolete claims of a former dynasty of Persia upon Affghanistan.

The British Minister at Tehran was instructed to dissuade the Shah from such an enterprise; urging reasons of indisputable force, and founded upon the interests of the Shah himself.

But the advice given by the Russian Ambassador was all of an opposite tendency. For while Mr. Mc Neill was appealing to the prudence and the reason of the Shah, Count Simonich was exciting the ambition, and inflaming the passions of that Sovereign; while the one was preaching moderation and peace, the other was inciting to war and conquest; and while the one pointed out the difficulties and expense of the enterprise, the other inspired hopes of money and assistance.

This conduct on the part of Count Simonich, so much at variance with the professed policy of Russia, determined the British Government to seek explanations at St. Petersburgh. And accordingly in February, 1837, the Earl of Durham stated to

1838 Count Nesselrode what Count Simonich was doing; and inquired whether that Ambassador was acting in pursuance of instructions from his Government.

The answer of Count Nesselrode to this inquiry was plain, direct, and unequivocal. He stated indeed that he could not but entertain some doubt of the accuracy of the reports which had reached the British Government; but he declared that if Count Simonich had acted in the manner represented, he had done so in direct opposition to his instructions, which distinctly enjoined him to dissuade the Shah from making war against Herat, at any time, and under any circumstances. And the Earl of Durham having read to Count Nesselrode a despatch which he had received from his Government, stating the reasons why the British Cabinet considered the undertaking of the Shah to be impolitic and unwise, Count Nesselrode said, that he entirely concurred in the opinions thus expressed by the British Government.

Shortly after this interview, the Earl of Durham had a conversation on the same subject with M. Rodofinikin, in the course of which, M. Rodofinikin offered to produce the original book, in which all the instructions given to Count Simonich were entered; and which he said, would prove to the Earl of Durham, how little Count Simonich had attended to his instructions, if he had really acted in the manner stated by the Earl of Durham.

Such were the professions and declarations of the Russian Government at St. Petersburgh; but very different have been the proceedings of the Russian agents in Persia.

Those reports from Mr. Mc Neill, of which the accuracy was doubted by Count Nesselrode, in February, 1837, have been fully confirmed by subsequent information. For not only did the Prime Minister of the Shah state that Count Simonich had urged His Persian Majesty to undertake an expedition to Herat, but Count Simonich himself admitted to Mr. Mc Neill that he had done so; though he added, that in so doing he had disobeyed his instructions, which directed him not to urge the Shah to prosecute the war against Herat.

It has been further stated to Her Majesty's Government that Count Simonich, during the last twelve months, has advanced to the Shah the sum of 50,000 Tomauns to enable His Persian Majesty to prosecute with vigour the war against Herat; and that the Count has also announced to the Shah, that if His Persian Majesty should succeed in taking Herat, the Russian Government would release Persia from the payment of the balance of its debt to Russia; and would consider this balance, thus given up, as a contribution on the part of the Russian Government towards the expenses of the Persian compaign against Herat.

The Shah, as is well known, persevered in his march to Herat, notwithstanding all the representations of the British Minister; and commenced his operations against the place in the month of November last. A member of the Russian mission in Persia was then appointed to accompany the Shah; and Her Majesty's Government have been informed that this individual, who is reported to have habitually held language encouraging the Persian Government in its proceedings, addressed in the month of February

last, a letter to Chief Ruler of Kandahar, holding out to him an expectation of obtaining from Persia, through the intervention of Count Simonich, the cession of Herat; assuring that Chief of the friendship of the Count, and urging him to send his son to the camp of the Shah. In the month of March last, when the state of the relations between Great Britain and Persia, compelled the British Minister to proceed to the camp of the Shah before Herat, Count Simonich is understood to have urged the Persian Minister for Foreign Affairs, to remonstrate with Mr. Mc Neill, in order to dissuade him from taking his intended journey. The ground upon which the Persian Minister rested his objections to that journey, being, that if the British Minister, who was known to disapprove the operations of the Shah, were to arrive at the camp, his presence there would serve to encourage and strengthen the Affghans, and would therefore be injurious to the designs of the Shah. 1838

The British Minister, nevertheless, proceeded on his journey; but he had not advanced far, when intelligence reached him that Count Simonich was following him to the royal camp.

One object which the British Minister proposed to accomplish by going to the Shah's camp, was to bring about an accommodation between the Persians and the Affghans, upon terms equitable for both parties. And his first endeavours after his arrival, were industriously applied to persuade the Shah to consent to such an arrangement as it was reasonable to expect that the Government of Herat might accept.

Mr. Mc Neill was at last authorized by the Shah to go into the town, and to negotiate with the Government of Herat, — the Persian Minister assuring him that he was at liberty to conclude the matter in any manner that he might think advisable, and that he had as full power to act for the Persian Government, as he had for his own. The Shah, in order to give time for this negotiation, suspended a general assault, for which every preparation had been made; and Mr. Mc Neill on entering the town, had the satisfaction to feel, that even should he not succeed in making peace between the contending parties, he had at least, by his unremitting exertions, prevented for the moment that effusion of blood, and that sacrifice of life, which was otherwise about to ensue.

The night which the Shah had destined for a bloody assault, was successfully spent by Mr. Mc Neill in pacific negociation; and before the next day's sun had risen, he had obtained the assent of Kamran Shah, to terms which gave to the Shah of Persia every satisfaction and security which he had demanded, reserving only the independence of the Government of Herat.

The British Minister was returning in the morning to the camp of the Shah, believing that he was thus about to terminate the war in a manner satisfactory and honourable to both parties, when on his way back out of the town, he was informed that Count Simonich had, in the course of the night, arrived in the Persian camp. But the arrival of the Russian Ambassador was not the only event which had happened while Mr. Mc Neill was employed in this negociation. For simultaneously with that arrival, a change had come over the mind of the Shah, who was no

1838 longer animated by the pacific spirit which he had manifested on the former evening; and notwithstanding the declaration of the Persian Minister that Mr. Mc Neill had full power to negotiate for the Persian Government, this Treaty was at once rejected by the Shah, because it did not contain a surrender of that independence which the Heratees had so long and so bravely been fighting to maintain. The hostilities which had been suspended at the entreaty of Mr. Mc Neill, were now re-commenced; and Count Simonich, assuming a part the very reverse of that which the British Minister had acted, appeared publicly as the military adviser of the Shah; employed a Staff Officer attached to the Russian Mission to direct the construction of batteries, and to prosecute the offensive operations; furnished a further sum of money for distribution to the Persian soldiers; and by his countenance, support, and advice, confirmed the Shah in his resolution to persevere in his hostilities.

But in about ten days after his time, the progress made by the Persians in the siege not corresponding with the expectations which they had been led to form, the Persian Minister sent to Mr. Mc Neill, requesting him again to take up the negotiation, and to arrange matters between Persia and Herat in any manner he might think proper. An interview took place thereupon between Mr. Mc Neill and the Persian Minister, at which the latter accepted, with some trifling modifications, the Treaty to which Mr. Mc Neill had obtained the consent of the Government of Herat during his visit to the town.

The British Minister now a second time flattered himself that he had succeeded in his endeavours to restore peace, and nothing remained to be done for the full accomplishment of that object but that he should carry back the Treaty into the town, and get it signed by the Shah of Herat; but again some unknown and secret cause interfered to disappoint his well-founded hopes. The Persian Government again suddenly changed its purpose, and after having agreed to accept the Treaty, refused, upon various pretences, to permit Mr. Mc Neill to carry it into the town, in order to communicate to Kamran Shah its acceptance by the Persian Government; and afterwards the Persian Minister declared his acceptance of the Treaty as no longer binding, because the Affghans still continued to carry on their defensive hostilities notwithstanding a Treaty, the acceptance of which by the Persian Government had been studiously concealed from their knowledge.

Her Majesty's Government have, moreover, been informed in a manner which seems to entitle the report to some credit, that Count Simonich announced to the Shah that a Russian army was about to march on Khiva and Bokhara; and, it is said, that he also held out to the Shah the prospect, that an eventual adjustment of the frontiers between Persia and Russia in the direction of Khiva and Bokhara, would be the consequence of a successful issue of the operations of the two Governments against Herat.

Later accounts which have reached Her Majesty's Government, represent Count Simonich as having counselled, planned, and personally superintended an assault which was made upon the town by the Shah's forces on or about the 23d June, and which

nded in the defeat of the Persians with considerable loss; and it 1839
i said, that among those who fell on the Persian side upon that ccasion, there were officers belonging to the Russian service.

The Undersigned is further instructed to state, that the Bri-sh Government possess a copy of a Treaty which has been con-luded between Persia and the Affghan Ruler of Kandahar, the xecution of which has been guaranteed by Count Simonich, and he stipulations of which are injurious and offensive to Great Bri-ain. The guarantee which Count Simonich has given to this Treaty, tends to afford Russia, if she adopts the guarantee, a retence to compel the Shah of Persia, not only to make himself naster of Herat, but to deliver over that city afterwards to the ulers of Kandahar, to be held by them, together with their other ossessions, in the capacity, which those Rulers engage by the Treaty to acknowledge, of tributaries to Persia.

The guarantee, moreover, contains a promise to compel Per-ia to defend the Rulers of Kandahar against attack from any uarter whatever. It is true, that in this stipulation no specific llusion is made to England; but the intention of the parties may e inferred from the original draft of this Treaty, of which, also, Her Majesty's Government have a copy, and which was less cau-iously worded, and in which specific allusion was made to Eng-and, as one of the Powers, against whom assistance was to be given by Russia to the Rulers of Kandahar.

The Undersigned is further instructed to state, that a Rus-ian agent of the name of Vicovich, but sometimes calling himself Omar Beg, and said to be attached to the Staff of the General commanding at Orenberg, was the bearer of letters from the Em-peror and Count Simonich to the Ruler of Cabool, copies of which are in the possession of the British Government; and that Count Simonich observed the most perfect silence towards the British Minister at Tehran with respect to the mission of this agent; a reserve which might seem unnecessary if this agent was merely to deliver the letters of which he was the bearer, and if his mission was to have no tendency prejudicial to British interests.

But the British Government have learned that Count Simo-nich announced to the Shah of Persia, that this Russian agent would counsel the Ruler of Cabool to seek assistance of the Per-sian Government to support him in his hostilities with the Ruler of the Punjaub; and the further reports which the British Govern-ment have received of the language held by this Russian agent at Kandahar and at Cabool, can lead to no other conclusion than that he strenuously exerted himself to detach the Rulers of those Affghan States from all connection with England, and to induce them to place their reliance upon Persia in the first instance, and ultimately upon Russia.

If the British Government could entertain a doubt of the correctness of the foregoing information, that doubt would, in a great measure, be removed by the unfriendly language with re-spect to the British Government which Count Simonich held some time ago to the agent of Cabool at the Court of Persia, and of which the British Government possess proof in the Report made by that agent to the Ruler of Cabool.

1839 It appears, then, from the foregoing statement, that on the last occasion when a communication took place between the Governments of Great Britain and of Russia upon the affairs of Persia, the Cabinet of St. Petersburgh unequivocally disavowed having advised the Shah to make war; and asserted, on the contrary, that its instructions to the Russian Ambassador at Tehran were, to dissuade that Sovereign from attacking Herat at any time, and under any circumstances; but that, nevertheless, the Russian Ambassador in Persia has, during the whole period which has elapsed since the above-mentioned communication, strenuously exerted himself to encourage the Shah in his aggressive undertaking; and has contributed his own assistance, and that of other officers under his orders, to promote the success of the enterprise; and it appears, moreover, that although Her Majesty's Government was led to think from what fell from Count Nesselrode in a conversation which he had on this subject with the Earl of Durham on the 1st May, 1837, that Count Simonich „would not long remain in Persia," that Ambassador, nevertheless, has continued to remain in Persia, pursuing, with increased activity, and in the most open manner, the conduct of which his Government had expressed such decided disapprobation.

It further appears from the foregoing statements, that whereas Russia has of late years invariably professed a desire to concert with Great Britain the course of policy which the two Governments should pursue with regard to Persia, so that the identity of their measures in that quarter might be a manifest proof of their friendship and union; Russian agents in Persia and Affghanistan have lately been engaged in measures studiously concealed from the British Government, and planned in a spirit unfriendly to Great Britain, and for objects hostile to her interests.

The British Government readily admits that Russia is free to pursue with respect to the matters in question, whatever course may appear to the Cabinet of St. Petersburgh most conducive to the interests of Russia; — and Great Britain is too conscious of her own strength, and too sensible of the extent and sufficiency of the means which she possesses to defend her own interests in every quarter of the globe, to regard with any serious uneasiness the transactions to which this note relates. But the British Government considers itself entitled to ask of the Cabinet of St. Petersburgh, whether the intentions and the policy of Russia, towards Persia and towards Great Britain, are to be deduced from the declarations of Count Nesselrode and M. Rodofinikin to the Earl of Durham, or from the acts of Count Simonich and M. Vicovich; and the British Government thinks itself also justified in observing, that if from any cause whatever, the Russian Government has, subsequently to the months of February and May, 1837, altered the opinions which were then expressed to the Earl of Durham; and if that Government has in consequence thought fit to give to its Ambassador in Persia instructions diametrically opposite to those which were then described by Count Nesselrode and M. Rodofinikin, and which M. Rodofinikin offered to exhibit to the Earl of Durham, then, and in such case, the system of unreserved reciprocal communication upon Persian affairs, which of late years has

been established between the two Governments, gave to the British Cabinet a good right to expect, that so entire a change of policy on the part of Russia, together with the reasons on which it was founded, would have been made known to Her Majesty's Government by the Cabinet of St. Petersburgh, instead of being left to be inferred from the acts of Russian agents in Persia and Affghanistan. 1839

The Undersigned in conclusion is instructed to say, that Her Majesty's Government is persuaded that the Cabinet of St. Petersburgh will see in this communication, a fresh proof of the anxious desire of the British Government to maintain unimpaired the friendly relations which so happily subsist between the two countries; and to which the British Government justly attaches so great a value: because, explanations sought for with frankness and in a friendly spirit, tend to remove misunderstandings, and to preserve harmony between nations.

II.

Depêche transmise par le Comte de Nesselrode au Comte de Pozzo di Borgo, Ambassadeur de la Russie à Londres, en date de St. Petersbourg, 20 Octobre / 1 Novembre 1838.

Monsieur le Comte, St. Pétersbourg, le 20 Octobre, 1838.

L'empereur a voué une attention sérieuse à la lecture des Dépêches de Votre Excellence qui rendent compte de deux entretiens consécutifs, dans lesquels, Lord Palmerston, en parlant de la situation actuelle des affaires en Perse, a manifesté les appréhensions que l'expédition du Shah contre Hérat a fait naître dans le Gouvernement de la Compagnie des Indes.

A cette occasion, le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique, dirigeant le Département des Affaires Etrangères, ne vous a point dissimulé, M. le Comte, que l'opinion publique en Angleterre attribue à l'influence de la Russie, une part décisive aux évènemens qui se passent aujourd'hui en Perse, et prête à notre Cabinet des intentions dangereuses pour la sécurité des Possessions Britannique en Asie.

Cette considération est si grave, elle est faite pour influer d'une manière si fâcheuse sur toutes nos relations avec la Grande Btretagne, que nous n'hésitons pas un seul instant à aller au-devant du Cabinet Anglais par une explication franche et spontanée pour le rassurer complètement sur les intentions et les vues de notre Gouvernement à l'égard des Affaires d'Asie.

La politique que l'Empereur y poursuit, M. l'Ambassadeur, est guidée par les mêmes principes qui la dirigent en Europe. Loin de toute idée d'envahissement, cette politique n'a pour but que le maintien des droits de la Russie et le respect de ceux légitimement acquis à toutes les autres Puissances.

La pensée de porter atteinte à la sûreté et au repos de l'état de possession de la Grande Bretagne aux Indes, ne s'est donc jamais présentée, et ne se présentera jamais, à l'esprit de notre Au-

1839 guste Maître. Il ne veut que ce qui est juste, et ce qui est possible. Par ce double motif, il n'admet point une combinaison quelconque dirigée contre la Puissance Britannique aux Indes. Elle ne serait pas juste, parceque rien ne l'aurait provoquée. Elle ne serait pas possible, à cause des distances immenses qui nous séparent, des sacrifices qu'il faudrait faire, des difficultés qu'il faudrait vaincre, et tout cela pour réaliser une conception aventureuse qui ne saurait jamais s'accorder avec une politique saine et raisonnable. Un seul regard jeté sur la carte, devrait suffire pour dissiper à cet égard toute préoccupation, et pour convaincre chaque homme impartiel et éclairé que nul dessein hostile envers l'Angleterre, ne saurait diriger en Asie la marche politique de notre Cabinet.

Voilà, M. le Comte, ce que l'Empereur vient de déclarer lui-même à Lord Clanricarde, dès le premier entretien que Sa Majesté a eu avec lui, le jour de son audience de réception, qui a eu lieu le $\frac{16}{28}$ de ce mois, à Tsarskoyé-Sèlo.

Cet Ambassadeur ne manquera pas de rendre compte à son Gouvernement de tout ce que notre Auguste Maître a daigné lui dire. La confiance que nous aimons à accorder au Représentant de Sa Majesté Britannique, nous dispense d'ajouter un commentaire quelconque au récit qu'il va soumettre à son Cabinet. Nous nous bornons à y nous référer, dans l'entière persuasion qu'il aura rendu un juste hommage aux principes politiques que l'Empereur a daigné lui exposer de vive voix.

Si le Gouvernement Britannique accorde à ces principes la confiance qu'ils sont faits pour inspirer, il vous sera facile, M. l'Ambassadeur, d'éclaircir à ses yeux les doutes qu'il a conçus sur la conduite que nous avons tenue au milieu des derniers événemens en Perse, et nommément à l'égard de l'expédition de Mahommed Shah contre Hérat.

Afin de mettre Votre Excellence à même de rétablir ainsi dans leur exacte vérité, des faits qui paraissent avoir été étrangement dénaturés, je m'empresse, M. le Comte, de vous communiquer dans leur ensemble les détails que renferment la présente dépêche, en vous autorisant à la placer sans la moindre réserve sous les yeux du Cabinet Anglais.

Il connait, comme nous, l'origine de l'inimitié qui règne entre la Pérse et Hérat, partie la plus occidentale de l'Affghanistan. Cette inimitié date de loin. Le Gouvernement Persan se croit en droit d'exiger un tribut de cette contrée, et de faire valoir sur elle une suprématie que, déjà sous le règne de Feth-Ally-Shah, Abbas Mirzaet Mahommed Mirza (le Souverain actuel) vinrent soutenir, les armes à la main, jusque sous les murs de Hérat.

En dépit de ces droits sur lesquels la Cour de Téhéran se fonde, les Affghans de Hérat se livrent à des incursions continuelles en Perse, réduisent en esclavage les habitans qu'ils enlèvent des provinces orientales de ce pays, et y entretiennent sans cesse des élémens de trouble et de révolte.

Nul doute que la répression de ces brigandages ne fut hautement réclamée par l'intérêt bien entendu de la sûreté et du repos du Gouvernement Persan. Il était incontestablement en droit d'user pour sa propre défense des moyens qui appartiennent à

toute Puissance indépendante, et de porter les armes contre des voisins qui l'inquiétent et l'insultent. En s'engageant dans un conflit avec une province qui touche à ses frontières, la Perse ne faisait donc absolument rien de ce qui fût contraire à ses droits; elle ne donnait aucun motif de plainte fondée à une Puissance tierce étrangère à ce litige entre deux pays limitrophes. Encore moins devait elle s'attendre à irriter et à blesser le Gouvernement Britannique, qui, par ses transactions avec la Cour de Téhéran, s'est expressément engagée à n'intervenir *en faveur d'aucun parti*, si la guerre venait à éclater entre les Persans et les Affghans. 1839

Toutes ces considérations réunies mettent hors de doute que Mahommed Shah, en se déterminant à faire la guerre contre Hérat, a été complètement dans la limite de ses droits, comme Souverain indépendant, et qu'il n'a manqué d'aucune manière aux obligations que la foi des Traités lui impose.

Cependant, si cette guerre, comme nous venons de le dire, nous a paru complètement justifiée en principe, et par les droits incontestables que possède le Gouvernement Persan, et par les griefs continuels que lui donnent les déprédations d'une peuplade sans frein, nous n'avons jamais hésité, d'un autre côté, à considérer comme intempestive et comme dangereuse, toute expédition militaire que le Gouvernement Persan entreprendrait dans l'état de faiblesse et d'épuisement où il se trouve. Au lieu de le précipiter dans une entreprise qui, à nos yeux, ne présentait aucune chance de succès, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour l'en détourner, et pour le décider à préférer un accommodement à l'amiable avec le Chef de Hérat, à un ètat d'hostilité indéfiniement prolongé.

C'est dans ce sens qu'ont été rédigées toutes les instructions dont le Cabinet Impérial a muni son Représentant à la Cour de Téhéran, dès l'instant où nous avons été avertis de la résolution qu'elle avait prise de tourner de nouveau les armes contre Hérat.

En 1836 comme en 1837, les conseils de notre Cabinet, dictés par un véritable esprit de conciliation et de sincère bienveillance, ont constamment eu pour objet de consolider le repos de la Perse et des provinces voisines, par un accommodement qui mît fin à leurs dissensions et empêchât Mahommed Shah de s'engager dans une lutte sans espoir.

Durant l'hiver de 1837, l'arrivée à Téhéran d'un envoyé du Chef de Hérat, nous fit entrevoir la possibilité d'un arrangement pacifique entre les deux parties contendantes.

Le Comte Simonich reçut en conséquence l'ordre positif „d'em„ployer tout son crédit auprès du Shah pour le disposer à un ac„commodement formel." Tels sont les propres termes dans lesquels est conçue la dépêche que, d'ordre de l'Empereur, j'addressai à ce Ministre sous la date du 4 Mai, 1837.

Si nos conseils sont malheureusement restés sans effet, nous n'en avons pas moins la conscience d'avoir employé tous nos soins pour prévenir le renouvellement d'une guerre dont nous avions prévu d'avance la regrettable issue.

Certes, ce n'est point sur le Cabinet de Russie que retombe le reproche d'avoir suggéré, ni encouragé cette fatale entreprise.

1839 S'il fallait donner à cet égard une preuve de la sincérité de nos intentions, de la constance de nos principes, il nous suffirait de citer ce seul fait, que l'Empereur a sommé le Gouvernement Persan de renvoyer le bataillon formé de déserteurs Russes, et cela dans un moment où nous n'ignorions pas que ce bataillon constituait la principale force des troupes réunies au camp devant Hérat.

C'est précisément dans le but d'insister sur cette demande que notre Ministre a sollicité et obtenu l'autorisation de se rendre auprès du Shah.

Arrivé au camp, le Comte Simonich, témoin de la détresse dans laquelle se trouvait l'armée Persane, n'a pas cru devoir refuser son assistance au Shah, lorsque ce Souverain lui a adressé l'instante prière d'examiner les travaux du siège.

Assurément, nous ne nierons point la part que le Général Simonich a prise à ces travaux. Tout officier Anglais, placé sous des conditions semblables, en aurait sans contredit agi de même pour prêter à un Souverain ami l'assistance qu'il aurait réclamée dans une situation si critique.

Cependant lors même que le Shah aurait réussi à sortir victorieusement de cette situation dangereuse, lors même que la ville d'Hérat aurait été forcée de lui ouvrir ses portes, l'intention de notre Cabinet n'aurait jamais été de donner de ce côté à la Puissance Persane une extension qui aurait pu devenir un sujet d'appréhension pour les contrées voisines.

Loin de là, notre Ministre, dans la supposition d'une issue favorable, avait cru devoir suggérer éventuellement à la Cour de Téhéran, le projet d'un arrangement pacifique au moyen duquel Hérat aurait été remis par la Perse à Kohundil Khan, Chef du Kandahar.

Déjà une négociation avait été entamée à cet effet entre ce dernier et Mahommed Shah sous les bons offices de notre Ministre.

Cet arrangement, s'il avait effectivement eu lieu, aurait eu expressément pour base *l'indépendance* de *l'Affghanistan*, en imposant au Shah „l'obligation formelle de n'attenter d'aucune manière à *l'intégrité* du pays dont les Serdars se trouvent actuellement en possession, ni à la tranquillité des Tribus dont ils sont les chefs."

Une pareille transaction, pacifique et inoffensive, aurait servi, selon toute apparence, à raffermir la paix intérieure de l'Affghanistan, à faire cesser les dissensions qui n'ont que trop souvent agité ce pays; enfin à y faire reconnaître un état de prospérité et de calme qui aurait rendu cette contrée accessible au commerce et à l'industrie de toutes les nations intéressées à l'exploitation des ressources de l'Asie Centrale.

Selon l'intime conviction de notre Cabinet, les ressources de cette contrée sont assez vastes pour être librement ouvertes à l'activité commerciale de tous les pays, qui, sans vouloir s'exclure les uns les autres, doivent rivaliser entr'eux par une franche et honorable concurrence.

Pour notre part, M. l'Ambassadeur, nous considérons cette concurrence comme toute pacifique et industrielle, mais nullement comme politique ni comme hostile.

Forts de notre loyauté et de notre conscience, nous n'aurons 1839
jamais rien à cacher ni à dissimuler de ce que nous avons médité ou entrepris.

Nous sommes donc les premiers à convenir franchement envers l'Angleterre, qu'un employé Russe s'est rendu dernièrement à Caboul dans un but d'exploration commerciale.

Le fait de l'apparition de cet agent dont Lord Palmerston vous a parlé, M. le Comte, se trouve ainsi complètement exact. Mais l'origine et la tendance de son envoi semblent avoir été représentées au Ministère Anglais avec des commentaires dont il nous importe de démontrer l'exaggération et la fausseté.

Pour cela il nous suffira de dire que l'envoi d. M. Witkewitsch [Vicovich] à Caboul, a été motivé tout simplement par la mission d'un agent que Dost Mahomed Khan nous a envoyé en 1837, à St. Pétersbourg, dans l'intention de former avec la Russie des relations de commerce. Afin de reconnaître les avantages et le degré de sûreté qu'une paraille entreprise pourrait offrir à nos commerçans dans une contrée jusqu'ici inconnue à la Russie, notre Gouvernement a résolu avant tout d'y envoyer un Employé chargé de lettres en réponse à celles que Dost Mahommed Khan avait été le premier à nous adresser.

Tel est l'exposé clair et simple des circonstances qui ont amené l'apparition momentanée d'un voyageur Russe à Caboul. Elle n'a eu pour but ni Traité de Commerce, ni combinaison politique quelconque, dont une Puissance tierce ait lieu de se plaindre et de prendre ombrage. Elle n'a produit, et elle ne devait produire qu'un seul résultat; celui de mieux nous faire connaître une contrée séparée de nos frontières par de grandes distances qui obligent notre Gouvernement à redoubler de précautions, afin que l'activité de notre commerce ne risque point de s'y engager dans des entreprises ruineuses, sans avoir été éclairée d'avance sur les chances qu'elle peut courir.

En rétablissant ainsi les faits dans leur entière vérité, notre Cabinet peut offrir à celui de Londres, l'assurance positive que dans l'envoi de M. Witkewitsch [Vicovich] à Caboul, et dans les instructions dont il a été muni, il n'y a pas eu la moindre pensée hostile envers le Gouvernement Anglais, ni la moindre idée de nuire au repos des possessions Britanniques aux Indes.

S'il est une Puissance qui aurait quelque appréhension à nourrir, ou quelque plainte à former, ce serait la Russie, qui n'ignore point l'activité infatigable déployée par les voyageurs Anglais pour répandre l'inquiétude au milieu des peuplades de l'Asie Centrale, et pour porter l'agitation jusqu'au sein des contrées qui touchent à nos frontières.

Tandis que pour notre part nous ne demandons autre chose que d'être admis à participer par une franche concurrence aux avantages de commerce de l'Asie, l'industrie Anglaise, exclusive et jalouse, voudrait nous priver totalement des bénéfices qu'elle prétend recueillir sans partage; et faire disparaître s'il se pouvait, les produits de nos fabriques de tous les marchés du centre de l'Asie; témoin les reflexions de Burnes, et la tendance des voyageurs Anglais qui ont suivi ses traces sur la route de Bokhara et jusqu'aux portes d'Orenbourg.

1839 Si nous citons ces faits, si nous signalons l'inquiète activité de quelques individus sans mission et sans aveu, nous ne voulons certainement pas rejeter le blâme qu'ils méritent sur le Gouvernement auquel ils appartiennent. Au contraire, nous croyons le Cabinet Britannique entièrement étranger à la tendance que nous venons d'indiquer. Mais de même que nous plaçons une juste confiance dans la loyauté des intentions du Gouvernement Anglais, de même aussi nous avons le droit d'attendre qu'il n'élève pas de doute sur la nôtre.

La Grande Bretagne, comme la Russie, doit avoir à coeur le même intérêt, celui de maintenir la paix au centre de l'Asie, et d'éviter qu'il ne survienne dans cette vaste partie du globe, une conflagration générale. Or, pour empêcher ce grand malheur, il faut conserver soigneusement le repos des pays intermédiaires qui séparent les possessions de la Russie de celles de la Grande Bretagne. Consolider la tranquillité de ces contrées, ne point les exciter les unes contre les autres en nourissant leurs haines mutuelles, se borner à rivaliser d'industrie, mais non pas s'engager dans une lutte d'influence politique; enfin, plus que tout le reste, respecter *l'indépendance* des pays intermédiaires qui nous séparent; tel est, à notre avis, le système que les deux Cabinets ont un commun intérêt à suivre invariablement, afin d'empêcher la possibilité d'un conflit entre deux grandes Puissances qui, pour rester amies, ont besoin de ne pas se toucher et de ne pas se heurter au centre de l'Asie.

Ces réflexions, M. le Comte, que l'Empereur vous charge de communiquer au Ministère Anglais avec la plus entière franchise, serviront, j'espère, à le rassurer avant tout sur les intentions de notre Cabinet, et à replacer dans son vrai jour la politique conservatrice et désintéressée de notre Auguste Maître.

Après vous être acquitté de ce premier devoir, veuillez, M. l'Ambassadeur, aborder nettement les questions qui se rattachent plus spécialement à la situation actuelle de la Perse, et sur lesquelles se fixent en ce moment les regards attentifs de l'Empereur. Votre Excellence voudra bien rappeler d'abord à Lord Palmerston, que de toutes les affaires politiques que nous avons eu à traiter avec l'Angleterre, celle de la Perse est précisément celle où nous avons toujours été assez heureux pour établir un parfait accord entre notre Cabinet et celui de Londres, et cela par la simple raison que nos intérêts bien entendus sont les mêmes à l'égard de la Perse, vû que nous déplorerions autant que l'Angleterre, de voir ce pays redevenir le théatre d'une commotion politique à laquelle nous ne saurions rester étrangers. Pénétré de cette conviction, notre Cabinet a été le premier, avant l'avènement du Shah actuel, à aller au devant du Gouvernement Anglais pour aviser au moyens d'établir entre la Russie et la Grande Bretagne une parfaite entente au sujet des affaires de la Perse, afin de préserver ce pays des malheurs d'une succession contestée et d'une guerre civile.

Le résultat de cette ouverture a répondu alors complètement à notre attente. Les deux Cabinets, vous le savez, M. le Comte, ont agi dès-lors dans un esprit de conciliation et de bonne intelligence qui a pleinement assuré le succès de toutes leurs démar-

ches. Des instructions rédigées d'un commun accord, ont été 1839
envoyées à leurs Représentans à Téhéran; Mahommed Mirza, secondé par les deux Cours, est monté sur le Trône, et la paix intérieure de la Perse, malgré les élémens de trouble qui semblaient la compromettre alors, n'a pas été exposée un seul instant à la moindre altération, grâces à l'unanimité qui régnait entre la Russie et la Grande Bretagne.

Il ne sera pas sans utilité, M. le Comte, de replacer aujourd'hui sous les yeux de Lord Palmerston, la dépêche qu'il a adressée à cette époque au Ministre d'Angleterre à St. Pétersbourg, et que ce dernier a été chargé alors de nous communiquer.

Votre Excellence la trouvera ci-jointe en copie. Ce document à la main, vous voudrez bien, M. l'Ambassadeur, témoigner à Lord Palmerston, que les mêmes sentimens qui nous ont guidés en 1834, et qui nous ont porté alors à désirer une entente amicale avec l'Angleterre, sur les affaires de la Perse, sont encore aujourd'hui le motif de la présente démarche, et nous inspirent la pleine confiance de voir celle-ci amener des résultats tout aussi satisfaisans que celle qui l'a précédée.

Votre Excellence exprimera ensuite sans réserve, le regret que nous éprouvons de voir momentanément troublés les rapports de bonne intelligence entre la Cour de Londres et celle de Téhéran, ainsi que notre sincère désir de les voir promptement rétablis sur leur ancien pied.

Veuillez ajouter, M. le Comte, qu'il est loin des intentions de notre Cabinet de vouloir s'ériger en juge des griefs directs que la Grande Bretagne peut avoir à faire valoir contre le Gouvernement Persan. Ces griefs, ainsi que nous ne l'ignorons pas, se rapportent toutefois à des objets d'une importance secondaire. Il nous semblerait donc permis de croire que le Gouvernement Persan s'entendrait facilement avec le Ministère Anglais sur les moyens d'aplanir ces difficultés d'une manière équitable.

Mais il est une circonstance d'une nature plus grave, et une considération d'un ordre plus élevé, qui nous déterminent à nous ouvrir sans detour envers le Cabinet Britannique, et à lui communiquer amicalement, le jugement que nous portons sur la situation actuelle des affaires en Perse.

Cette situation se complique et s'aggrave à nos yeux par l'attitude menaçante que l'Angleterre a prise en dernier lieu envers la Cour de Téhéran.

En effet, la demonstration navale à laquelle le Gouvernement Britannique s'est porté dans le golfe Persique, l'occupation de l'île de Karrak, et les bruits repandus sur la ré-apparition prochaine de Zelly Sultan et des Princes Persans qui se seraient placés sous la protection Anglaise, sont autant de circonstances qui doivent nécessairement inspirer à Mahommed Shah des appréhensions sérieuses.

Dans cet état de choses, ce Souverain a cru devoir recourir à l'amitié de l'Empereur pour réclamer ses bons offices auprès de l'Angleterre, afin d'en venir à une entente à l'amiable, et de faire disparaître les motifs de crainte que l'attitude récemment adoptée par le Gouvernement Britannique, a dû donner à la Cour de Téhéran.

1839 L'Empereur, déférant au désir du Shah, n'hésite point aujourd'hui d'en appeler aux sentimens d'équité du Cabinet Anglais, pour l'engager à faire cesser un état de choses qui, s'il venait à se prolonger encore, finirait par compromettre gravement le repos de la Perse, et deviendrait ainsi pour la Russie elle-même un sujet d'inquiétude qui la forcerait de prendre à son tour des mesures de sûrreté et de prévoyance.

Afin de prévenir à tems toute complication ultérieure dont la Perse aurait infailliblement à regretter les consequences fâcheuses, le moyen le plus sûr serait, à notre avis, de voir les légations de Russie et de la Grande Bretagne se replacer sur la même ligne, et marcher de front pour raffermir l'autorité du Souverain que les deux Cours ont contribué d'un commun accord à élever sur le Trône.

Ainsi pour ne point agir aujourd'hui dans un but contraire à celui qu'elle a voulu atteindre en 1834, pour ne pas exciter les troubles qu'elle a voulu empêcher alors, l'Angleterre, selon notre intime conviction, devrait ne pas tarder à rétablir ses relations avec la Cour de Téhéran sur leur ancien pied, rappeler son escadre du golfe Persique, et évacuer l'île de Karrak que ses troupes y ont momentanément occupée.

En replaçant de cette manière les choses dans leur ordre habituel, l'Angleterre nous trouvera prêts à la seconder dans la tâche de maintenir désormais le Gouvernement Persan dans les limites que son propre intérêt lui conseille de ne pas dépasser, et de renoncer à l'avenir à toute expédition pareille à celle qu'il vient d'être forcé d'abandonner.

C'est dans ce sens que notre Légation à Téhéran recevra l'ordre d'agir dorénavant de concert avec celle d'Angleterre, dès que nous aurons acquis la certitude que la démarche dont Votre Excellence est chargée de s'acquitter actuellement, aura atteint son but, et que le Cabinet de Londres aura consenti à mettre fin à son attitude hostile envers la Perse.

La nôtre, M. le Comte, se réglera nécessairement d'après les déterminations définitives que le Gouvernement Britannique croira devoir adopter. Assurément il dépendra de lui seul de rétablir entre les Légations de Russie et de la Grande Bretagne à Téhéran, cet heureux accord de vues et d'action que nous avions eu si vivement à coeur de former en 1834, et qui avait été accompagné alors de conséquences si utiles pour l'affermissement de la tranquillité intérieure de la Monarchie Persane.

Si le Ministère Anglais, ainsi que nous le désirons sincèrement, se décide à rentrer dans cette voie, il pourra être pleinement assuré qu'il trouvera à cet effet dans le Représentant de l'Empereur à Téhéran, la coopération la plus active et la plus loyale. Le Colonel Duhamel, que notre Auguste Maître a daigné appeler à succéder au Comte Simonich, est suffisamment connu par la modération de son caractère, pour que sa nomination seule soit l'indice le plus sûr de la ligne de conduite qu'il est chargé de suivre, de même que ses antécédens honorables sont la meilleure garantie de la fidélité avec laquelle il saura remplir les intentions de notre Gouvernement par rapport aux affaires de la Perse.

Destiné depuis six mois à remplacer le Comte Simonich, le

Colonel Duhamel, dont le départ avait éprouvé des retards inévi- 1839
tables, doit être, à l'heure qu'il est, à la veille d'arriver à son poste. Sa présence ne saurait manquer d'agir utilement sur les conseils du Shah, pourvu que le Gouvernement Anglais veuille bien à son tour combiner ses efforts avec les nôtres, afin de rendre à la Perse ce repos qui est pour elle une première condition d'existence, en même tems qu'il est un gage de paix pour les deux Grandes Puissances appelées à influer mutuellement sur les destinées de l'Asie Centrale.

Votre Excellence est invitée, d'ordre de l'Empereur, à faire valoir ces réflexions auprès de Lord Palmerston, en lui remettant copie de la présente dépêche. Nous aimons à espérer que les sentimens qui l'ont dictée seront appreciés par le Cabinet Britannique, et qu'il voudra bien faire à cette communication un accueil conforme aux intentions sincèrement bienveillantes de notre Auguste Maître. Recevez, etc.

(Signé) Nesselrode.

III.

Lettre du Vicomte Palmerston au Comte de Pozzo di Borgo.

M. le Comte, London, Foreign Office, Decembre 20, 1838.

I have not failed to communicate to Her Majesty's Government the despatch upon Persian Affairs addressed to your Excellency by Count Nesselrode on the $\frac{\text{20th October,}}{\text{1st November,}}$ and of which your Excellency, by Instructions from your Government, gave me a Copy on the 11th of last month.

I can assure your Excellency that Her Majesty's Government have given to this important communication all the attention which it so justly demands; and I have great pleasure in being able to state to your Excellency that this communication has in its general result been highly satisfactory to Her Majesty's Government.

The leading principle which invariably directs the conduct of the British Government in the management of its relations with Foreign Powers, is an anxious desire to preserve for the British Nation the blessings of peace. This desire must inspire Her Majesty's Government with an earnest wish to maintain with all States the most friendly relations. But as regards Russia, this wish is peculiarly strong. Because an alliance of long standing between Great Britain and Russia; commercial intercourse valuable to both Countries; and common interests of the highest order; must necessarily lead Her Majesty's Government to deprecate as a great misfortune, any event which might tend to interrupt the good understanding which so happily subsists between the Cabinets of Petersburgh and London.

But all nations have interests which cannot be abandoned; and which must be protected at whatever hazard or sacrifice. And when those interests appear threatened with danger, it is the duty of the Government oft the Country concern ed, to seek explanations from that quarter from whence such danger appears likely to come.

The proceedings of Russian agents in Asia had for some con-

1839 siderable time been so much at variance with the professed policy of the Russian Government, and so inconsistent with the friendly relations subsisting between Great Britain and Russia, that the British Cabinet deemed it its duty to ascertain by frank explanations with that of St. Petersburgh, whether any change had taken place in the declared policy of the Imperial Government with regard to the affairs in question, or in its friendly disposition towards Great Britain.

The despatch from Count Nesselrode which your Excellency has communicated to me, contains upon these points assurances the most full and complete; and Her Majesty's Government accept as entirely satisfactory, the declarations of the Imperial Cabinet, that it does not harbour any designs hostile to the interests of Great Britain in India; that its own policy with respect to Persia remains unchanged, and is the same which in 1834 the two Powers agreed to adopt, (and which I must be allowed to remind your Excellency the British Government and its agents in Persia, have from that time to this, undeviatingly pursued); and that in future the Russian agents in Persia will unite themselves with those of Great Britain in earnestly dissuading the Shah from engaging again in any expedition similar to that which he has lately undertaken against Herat.

If such shall continue to be the policy of Russia, and if her agents in the East shall faithfully obey their instructions, there seems every reason to hope that nothing can hereafter occur in those quarters, that can be calculated to disturb the good understanding between the two countries; and I beg to assure your Excellency, that it is the most earnest wish of the British Government that this good understanding should be firmly and perpetually maintained.

The two Cabinets being thus entirely agreed as to the future, it appears to Her Majesty's Government that no good could result from any controversial discussion as to the past: and therefore although there are many passages in Count Nesselrode's despatch, to which, under other circumstances, Her Majesty's Government would have felt it their duty to reply, yet as matters stand, they prefer letting those passages go by, as belonging to discussions now happily closed; making however this reservation, that Her Majesty's Government desire that their silence may not be understood as implying acquiescence in the reasonings, the views, or the statements of any passages in that despatch, to which I have not specifically adverted in this letter.

With respect to the unfortunate change which of late has taken place in the relations between Great Britain and Persia, that change has been deeply regretted by the British Government. But it has not been of their seeking; and has been forced upon them by the conduct of the Shah, and by those evil advisers by whom he has allowed himself to be influenced.

It rests therefore with the Shah, and not with the British Government to determine when and how soon the relations between Great Britain and Persia shall be replaced upon their former footing of friendship; but Her Majesty's Government are led to hope from the last accounts which they have received from

Persia, that such a satisfactory arrangement may by this time have already been effected. 1839

IV.

Lettre du Comte de Nesselrode au Marquis de Clanricarde.

St. Pétersbourgh, $\frac{\text{30 Octobre}}{\text{11 Novembre}}$ 1838.

J'ai l'honneur, My Lord, de vous envoyer ci-joint, la dépêche que j'ai adressée au Comte Pozzo sur les affaires de la Perse, et qui se sera croisée, au milieu de la Baltique, avec la communication que j'ai reçue hier de votre part sur le même sujet. Ces deux pièces prouvent que nos Gouvernemens veulent la même chose. Il ne me paraît donc pas impossible de nous entendre. C'est dans cet espoir que je renouvelle à Votre Excellence mes plus sincères hommages.

(Signé) NESSELRODE.

V.

Rapport du Marquis de Clanricarde à Lord Palmerston.

(Extract). St. Petersburgh, November 20, 1838.

Count Nesselrode proceeded to talk of Persian affairs, and of the note which I had presented to him. He protested against the existence of the slightest intention on the part of Russia hostile to our Asiatic dominions. He said that naturally they desired to possess influence in Persia and in Turkey; but that such influence was not for the purpose of injuring British possessions or British interests. Count Nesselrode acknowledged that Count Simonich had certainly acted in a manner of which we had a right to complain; and therefore that functionary had been recalled.

VI.

Lettre du Comte de Nesselrode au Comte de Pozzo di Borgo à Londres.

Monsieur le Comte, St. Pétersbourg, le 29 Janvier, 1839.

J'ai eu l'honneur de placer sous les yeux de l'Empereur la communication que Lord Palmerston vous a adressée en date du 20 Décembre dernier, en réponse à celle dont votre Excellence s'était acquittée auprès du Ministère Anglais, au sujet des affaires de la Perse.

Notre Auguste Maître a vu avec satisfaction que nos ouvertures spontanées sur cette importante question, ont été accueillies par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique avec ce sentiment de confiance qu'un exposé aussi franc et positif des intentions pacifiques de l'Empereur était fait pour inspirer.

Notre Cabinet, tout autant que celui de Londres, a sincèrement à coeur d'éviter une controverse pénible entre les deux

1839 Gouvernemens dont l'Alliance, ainsi que Lord Palmerston l'a dit avec tant de vérité, est si ancienne, et dont les intérêts sont si étroitement unis.

A l'exemple du Ministère Britannique, nous nous abstiendrons de faire un retour sur le passé; et nous ne relèverons point les allégations contenues dans plus d'un passage de la note du 9 Novembre, que le Marquis de Clanricarde a été chargé de nous adresser, d'ordre de sa Cour, relativement aux derniers évènemens en Perse.

L'échange des communications qui a eu lieu dans l'intervalle, nous dispense de répondre aujourd'hui à celles des assertions de cette pièce auxquelles nous ne saurions souscrire.

D'accord avec le désir franchement énoncé dans la lettre de Lord Palmerston, nous considérons cette discussion comme fermée par les explications qui viennent d'être échangées à Londres.

Ces explications ont donné aux deux Cabinets, l'occasion de recevoir et d'offrir de part et d'autre, des assurances qui portent le caractère d'une juste réciprocité, et qui sont inséparables les unes des autres.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a reçu de notre part l'assurance formelle qu'il n'entre nullement dans les vues de notre Cabinet de vouloir diriger la moindre combinaison hostile contre la sécurité des possessions Anglaises aux Indes, et que, loin de là, notre politique à l'égard de la Perse, est demeurée invariablement telle qu'elle était en 1834, à l'époque où une entente parfaite s'est si heureusement établie à ce sujet entre la Russie et l'Angleterre.

En retour de cette déclaration claire et précise, nous croyons devoir compter, de notre côté, sur l'intention et sur le désir que le Cabinet Britannique a énoncé à son tour, à l'effet de replacer l'ordre des choses en Perse sur son ancien pied, en rétablissant avec elle ses relations d'amitié et de bonne intelligence.

Notre Cabinet en prenant acte de cette assurance, s'attend à recevoir la preuve de son entier accomplissement.

C'est cette attente que votre Excellence voudra bien exprimer itérativement à Lord Palmerston, en lui remettant copie de la présente dépêche.

Recevez, etc.

(Signé) NESSELRODE.

VII.

Lettre ultérieure du Comte de Nesselrode au Comte de Pozzo di Borgo.

Monsieur le Comte, St. Pétersbourg, $\frac{\text{21 Février,}}{\text{5 Mars,}}$ 1839.

Les dépêches de votre Excellence du 17 et du 27 Janvier, nous annoncent que les affaires de la Perse feront probablement l'objet d'une discussion sérieuse au Parlement, et que le Ministère Anglais pourra se trouver dans le cas de donner de la publicité aux communications échangées à ce sujet entre notre Cabinet et celui de Londres.

L'Empereur me charge de vous exprimer en son nom qu'il 1839
ne trouve aucun inconvénient à cette publicité. La politique de notre Auguste Maître ne craint pas le grand jour. Au contraire, Sa Majesté sera satisfaite de voir que les explications qu'elle a spontanément offertes à l'Angleterre, soient généralement connues. Cette communication en rétablissant les faits dans leur exacte vérité, eclairera l'opinion de tous les hommes de bonne foi, et dissipera les inquiétudes que la malveillance cherche à répandre sur les intentions de la Russie.

Dans cette conviction, L'Empereur vous autorise, Monsieur le Comte, à déclarer à Lord Palmerston, qu'il n'a pas la moindre objection contre la publication des dépêches que vous avez été chargé de remettre en copie au Ministère Anglais, relativement aux affaires de la Perse.

Conformément aux ordres de Sa Majesté, je vais résumer encore une fois, dans leur ensemble, les explications que nous avons données au Cabinet Britannique, et rendre ainsi les plus complètes possible, les informations que votre Excellence lui a communiquées successivement.

Je commencerai, Monsieur l'Ambassadeur, par vous retracer sommairement ce qui s'est passé à l'égard des affaires de la Perse.

C'est après le retour de l'Empereur de son dernier voyage en Allemagne, que l'attention de Sa Majesté a été appelée pour la première fois, sur les appréhensions sérieuses qu'inspirait au Ministère Anglais la part que notre gouvernement était censé avoir prise aux événemens en Perse, nommément à l'expédition du Shah contre Herat; entreprise que l'opinion publique en Angleterre tendait de plus en plus à considérer comme dirigée par notre influence, dans un but hostile envers la Grande Bretagne.

Dès que l'Empereur a été instruit de l'existence de ces appréhensions, son premier soin a été de les calmer. Aussitôt il est allè franchement au devant du Ministère Anglais par un exposé complet de sa politique à l'égard des affaires de l'Asie. Il a énoncé ses intentions, ses principes à cet égard, dès le premier entretien qu'il a accordé au Marquis de Clanricarde. De mon côté, je me suis acquitté auprès de Votre Excellence, des ordres de Notre Auguste Maître sur cette importante Question, par ma dépêche du 20 Octobre dernier.

Elle renferme l'assurance positive que jamais il n'est entré dans les vues de l'Empereur de porter la moindre atteinte à la sécurité des possessions Britanniques aux Indes. Elle exprime au contraire notre désir sincère de maintenir l'état des choses existant au centre de l'Asie, et de rétablir promptement sur leur ancien pied, les relations d'amitié entre l'Angleterre et la Perse. Elle annonce notre ferme intention de continuer, comme nous l'avons fait en 1834, à agir d'un commun accord avec le Gouvernement Britannique, pour assurer la tranquillité de ce pays, consolider l'autorité du Shah, et le maintenir dans les limites de ses vrais intérêts, en le détournant de toute nouvelle agression également compromettante pour sa propre sécurité, comme pour celle des Etats voisins. Finalement, elle exprime l'attente où nous sommes, de voir l'Angleterre rentrer, à son tour, dans l'ordre habituel et régulier des choses, rappeler son escadre, et abandonner l'île de

1839 Karrak, momentanément occupée par les troupes qu'elle a envoyées dans le Golfe Persique.

Cette ouverture précéda celle que le Marquis de Clanricarde fut chargé de nous faire sur la même question, et dont il s'acquitta par sa Note du 9 Novembre. Les éclaircissemens que le Gouvernement Britannique désirait obtenir, nous venions de les donner. Les doutes qu'il avait paru concevoir, nous avions été les premiers à les dissiper. Les explications rassurantes qu'il était en droit d'espérer de notre loyauté, il n'avait pas eu besoin de les attendre. L'Empereur venait lui-même de les offrir.

Voilà quelle a été notre conduite envers l'Angleterre.

Quant à la Perse, la marche que le Cabinet Impérial a suivie, a été tout aussi franche, et tout aussi correcte. Dès que nous avons eu connaissance des embarras dans lesquels le Shah s'était jeté, malgré nos voeux, malgré nos conseils, le Général Duhamel, qui se rendait alors à son poste, a reçu l'ordre d'adresser à ce Souverain les représentations qui nous semblaient les mieux appropriées à sa position et à ses vrais intérêts.

Nos conseils peuvent se résumer en deux mots; rétablir ses relations d'amitié avec l'Angleterre, abandonner l'expédition d'Hérat que nous avions toujours désapprouvée comme inopportune et comme dangereuse, enfin se replacer, sans le moindre retard, au centre de ses Etats, pour y maintenir l'ordre et le repos. Tel est le sens des instructions dont le Général Duhamel se trouvait muni en se rendant à Téhéran.

Au moment où il y arriva, la force des choses avait déjà réalisé nos prévisions, justifié nos remontrances; accompli notre attente.

Le siège de Hérat était levé; l'armée Persane dissoute; le Shah rentré dans sa Capitale.

Il ne nous restait plus qu'à employer nos efforts à rétablir la bonne intelligence entre les Cours de Londres et celle de Téhéran. C'est à cette oeuvre de conciliation que nous avons travaillé, et que nous continuerons à contribuer sans relâche. Certes, une politique exclusive, jalouse, et étroite, aurait pu nous conseiller de profiter de la circonstance présente, pour entretenir la querelle entre les deux Gouvernemens, afin d'exploiter à l'avantage de notre prépondérance, la rupture de leurs relations. Loin de nous une pareille pensée, que réprouve la Politique conservatrice de l'Empereur. Au lieu d'élargir la brèche que les derniers événemens ont faite dans les rapports mutuels des Cours de Londres et de Téhéran, notre Auguste Maître n'a eu d'autre soin, que de la fermer pour toujours; au lieu de perpétuer leur mésintelligence, il a sincèrement à coeur de la terminer une heure plus tôt. C'est vers ce but que les Représentans de l'Empereur ont reçu l'ordre de diriger leurs soins à Londres comme à Téhéran.

Leurs efforts semblent déjà ne pas être restés sans résultat.

Les premières démarches dont le Général Duhamel s'est acquitté depuis son arrivée à sa destination, ont été accueillies avec déférence. Le Shah a énoncé itérativement le désir de connaître le jugement que l'Empereur porte sur la situation actuelle des choses en Perse; l'intention de se conformer à nos conseils; et le voeu de voir nos bons offices activement employés à Londres

jugement que l'Empereur porte sur la situation actuelle des 1839
oses en Perse l'intention de se conformer à nos conseils; enfin
voeu de voir nos bons offices activement employés à Londres
ur applanir les différends survenus entre les deux Etats. Tel-
s sont les dispositions que notre Ministre a trouvées et qu'il
erche à entretenir à Téhéran.

De votre côté, Monsieur l'Ambassadeur, vous avez recueilli
s assurances satisfaisantes de la part du Ministre Anglais. Il a
çu notre communication du 20 Octobre, avec un juste sentiment
confiance. Appréciant les motifs qui l'ont dictée, il nous à té-
oigné à son tour, sa ferme intention de replacer les choses en
erse sur leur ancien pied, en rétablissant avec elle ses relations
paix et de bonne intelligence.

Par notre dépêche du 29 Janvier, vous avez été chargé,
onsieur le Comte, de faire connaître au Cabinet Britannique,
'en prenant acte de cette promesse, nous nous attendions à re-
voir la preuve de son entier accomplissement.

Depuis, j'ai eu l'occasion d'énoncer de vive voix cette at-
nte à Mr. Mc Neill à son passage par Pétersbourg.

Il m'a assuré, que le rétablissement des relations diplomati-
ues entre les deux Cours ne souffrirait aucune difficulté, dès
nstant où le Shah consentirait à offrir au Gouvernement Anglais,
satisfaction qu'il avait demandée et qu'il était en droit d'atten-
e, pour l'insulte faite à la Légation Anglaise, par l'arrestation
son courrier au camp devant Hérat.

Cette demande, Monsieur le Comte, nous a paru fondée en
stice. Dès le principe, nous n'avions pas hésité à déclarer à
otre Ministre en Perse, que les circonstances qui avaient accom-
agné l'arrestation du courrier Anglais, nous semblaient de nature
ne pouvoir pas être justifiées de la part du Ministère Persan, et
exiger une réparation équitable. Nous avions énoncé cette opi-
ion même avant l'arrivée de Mr. Mc Neill à St. Pétersbourg, en
fondant sur les renseignemens seuls que la correspondance de
otre Légation nous avait fournis.

Mais après les explications plus détaillées que le Ministre
'Angleterre m'a communiquées lui-même, et que je me suis fait
devoir de soumettre immédiatement à l'Empereur, Sa Majesté
daigné ordonner au Général Duhamel de conseiller formellement
la Cour de Téhéran de ne point différer la satisfaction que
'Angleterre est en droit de réclamer pour réparer un tort, qui
etombe évidemment à la charge du Gouvernement Persan.

Tel est, Monsieur l'Ambassadeur, l'exposé clair et net des
structions dont le Général Duhamel est muni quant aux affaires
la Perse.

Pour ce qui est de celles d'Affghanistan, ma dépêche du 20
ctobre vous a déjà fourni quelques informations préalables, que
e vais rendre aujourd'hui aussi complètes et aussi précises que
ossible, afin de ne rien laisser dans le doute ni dans le vague.

Je vous ai déjà fait connaître, Monsieur le Comte, que pen-
ant la durée du siège de Hérat, une négociation avait été en-
amée entre le Shah et le Serdar de Kandahar, à l'effet de met-
re ce dernier en possession de Hérat, lorsque cette ville aurait
té prise par les Persans.

1839 Je vous ai annoncé de plus, que cette négociation, à la demande du Shah, avait été appuyée des bons offices du Comte Simonich, alors notre Représentant à la Cour de Téhéran.

En effet, avec la coopération de ce Ministre, un Acte avait été rédigé et arrêté entre le Shah et Kohundil Khan dans le but de placer Hérat sous la dépendance de ce Chef, et d'assurer par là la tranquillité des frontières Orientales de la Perse, en mettant un terme aux brigandages qui ne cessent de la troubler.

Croyant agir dans les intérêts du Shah, le Comte Simonich prit sur lui de prêter à cet Acte une garantie que le Gouvernement Persan et le Serdar de Kandahar réclamaient unanimement de lui, comme un gage de confiance qu'ils auraient à placer désormais dans leurs obligations mutuelles. Pleins de soupçons, les uns envers les autres, ils éprouvaient également le besoin d'en appeler à l'impartialité d'un tiers. Ce motif décida notre Ministre à ne point refuser sa garantie, qui lui était demandée par les deux parties, comme une condition indispensable de leurs engagemens.

Le projet de Convention qui renfermait ces stipulations, nous parvint au mois d'Avril, 1838. Rien ne manifestait dans cet Acte une pensée agressive, ni hostile. Un système strictement défensif servait de base aux stipulations convenues de part et d'autre. Malgré cela, l'Empereur ne voulut point confirmer la garantie que notre Ministre avait prêtée à cet Acte. Bien que purement défensifs, les engagemens qu'il consacrait étaient placés en dehors des limites que notre Auguste Maître a posées à sa politique. En conséquence sa Majesté donna au Comte Simonich l'ordre de s'abstenir de se rendre garant d'une transaction, à laquelle notre Cabinet croyait devoir rester complètement étranger. Cet ordre fut expédié à notre Ministre en Perse, le 26 Avril, 1838, avant le départ de l'Empereur pour l'Allemagne.

Cependant, sans atteadre les décisions de la Cour Impériale, le Comte Simonich avait apposé son nom à l'Acte qui venait dans l'intervalle d'être signé entre le Shah et Kohundil Khan.

Ce fait n'a pu apporter aucun changement aux déterminations une fois arrêtées par l'Empereur. Il avait désapprouvé la garantie, lorsqu'elle avait été conçue et projetée. Il a refusé de la ratifier, dès qu'elle a été donnée sans son autorisation.

Le Général Duhamel a reçu l'ordre de déclarer en conséquence au Shah, comme aux Affghans, que la transaction dont son prédécesseur s'est porté garant, n'a point obtenu la sanction de notre Auguste Maître.

A cette déclaration, le Général Duhamel ajouta:

Que l'intention de l'Empereur a été et sera de n'entretenir avec l'Affghanistan que des relations purement commerciales;

Que ses volontés ont été mal rendues ou mal comprises, si l'on y a attaché une tendance politique quelconque; enfin

Que la Russie ne veut avoir aucune part aux guerres civiles des Chefs Affghans, ni à leurs haines de famille, qui n'ont nul droit à notre intervention.

Tel est le langage que le Général Duhamel a l'ordre de tenir aux Serdars de Caboul et de Kandahar. A son arrivée à Téhéran, il a trouvé que son prédécesseur, ainsi que Lord Palmer-

ston vous l'a dit, avait envoyé le Lieutenant Witkewitch [Vico- 1839
vich] à Kandahar.

Aussitôt, le Général Duhamel, sans demander et sans attendre de nouvelles instructions, mais agissant strictement en conformité aux volontés arrêtées une fois pour toutes par l'Empereur, a rappelé le Lieutenant Witkewitch [Vicovich] de Kandahar.

Voilà, Monsieur l'Ambassadeur, quelle a été la conduite de notre Cabinet, dans l'affaire de l'Affghanistan.

Nous laissons au Ministère Anglais le soin de juger, s'il peut encore s'élever le moindre doute sur la loyauté des intentions et des démarches de la Russie, dont nous venons de retracer ici l'ensemble. Résumons les faits tels qu'ils se sont passés.

En Angleterre, des inquiétudes se sont répandues sur nos prétendues vues d'agression dirigées contre les Indes. L'Empereur a calmé ces appréhensions par le langage le plus positif, par les assurances les plus franches.

En Perse, une contestation sérieuse s'est engagée entre le Shah et l'Angleterre. Le Ministre Britannique a quitté Téhéran. Une rupture a eu lieu. Loin de la faire servir à l'avantage de notre influence exclusive, nous ne visons qu'à rétablir la bonne intelligence entre les deux Cours.

L'Angleterre demande une satisfaction à la Perse. Au lieu d'empêcher cet acte de réparation, nous sommes les premiers à conseiller au Shah d'y acquiescer, parceque nous trouvons que la justice est en cela du côté de l'Angleterre, le tort du côté de la Perse.

Dans l'Affghanistan, une transaction est conclue sous la garantie du Ministre de Russie. L'Empereur refuse de la ratifier, parcequ'il ne peut et ne veut avoir avec les Affghans que des relations de commerce, et nullement des intérêts politiques. Un agent Russe parait à Kandahar sous l'apparence d'une mission diplomatique. Cet agent est rappelé.

Tout observateur réfléchi qui jetera un coup-d'oeil sur les faits que je viens de citer, sera forcé de convenir, Monsieur le Comte, que notre Cabinet a fait tout ce qui a dépendu de lui pour maintenir dans ses relations avec l'Asie Centrale cet état de paix qu'il est de l'intérêt mutuel de la Russie, comme de l'Angleterre, de préserver de toute atteinte.

Il appartient aujourd'hui au Gouvernement Britannique de concourir de son côté à ce résultat si nécessaire et si désirable: nous ne pouvons que nous référer à ce sujet à nos communications précédentes, et rappeler encore une fois au Cabinet Anglais, les voeux que nous lui avons exprimés par notre dépêche du 20 Octobre dernier.

Rétablir promptement les relations d'amitié entre les Cours de Londres et de Téhéran; faire cesser les mesures hostiles adoptées dans le Golfe Persique; ne pas troubler le repos des peuples du centre de l'Asie, en nourrissant leurs haines; se borner à rivaliser d'industrie dans ces vastes contrées, mais non pas s'y engager dans une lutte d'influence politique; respecter l'independance des Pays intermédiaires qui nous séparent, tel est, nous le répétons encore une fois, le système que l'Angleterre et la Russie ont un commun intérêt à suivre invariablement, afin d'empêcher la possibilité d'un conflit entre ces deux grandes Puissances, qui,

1839 pour continuer à être amies, ont besoin de rester chacune dans ses limites, et de ne pas avancer l'une contre l'autre au centre de l'Asie.

Nous abandonnons au jugement éclairé du Cabinet Anglais de peser ces réflexions dans sa sagesse. Il est trop intéressé lui-même à la conservation de l'ordre des choses existant pour ne pas se persuader que le repos de l'Asie, pour être assuré d'une manière durable, ne peut l'être que par un mutuel accord de vues et de démarches pacifiques. Il importe qu'il y ait à cet égard une complète réciprocité entre les deux Puissances qui influent en commun sur les destinées de cette vaste partie du globe. Nous soumettons ces considérations à l'esprit d'équité et de sagesse du Cabinet Anglais, en nous félicitant de lui offrir par les explications contenues dans la présente, une nouvelle preuve de nos sentimens de conciliation et de franchise.

C'est dans cette intention que votre Excellence voudra bien remettre à Lord Palmerston copie de cette dépêche, qui sert de complément à nos communications précédentes du 20 Octobre, et du 29 Janvier.

Recevez, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) NESSELRODE.

VIII.

Le Vicomte de Palmerston au Comte de Pozzo di Borgo.

Monsieur le Comte, London, Foreign Office, April 4, 1839.

I have the honour to acquaint your Excellency, that I have not failed to communicate to my colleagues the Despatch from Count Nesselrode of the $\frac{21 \text{ February}}{5 \text{ March}}$ on the affairs of Persia, of which your Excellency delivered to me a copy on the 25th of last month; and I feel great pleasure in expressing to your Excellency the satisfaction which the renewed assurances contained in that Despatch have afforded to Her Majesty's Government. Her Majesty's Government have also been much gratified by learning that one of the first acts of Colonel Duhamel, on entering upon his functions at Tehran, was to recall Captain Vicovich from Affghanistan.

With respect to the relations between Great Britain and Persia, I beg again to assure your Excellency, that Her Majesty's Government are waiting with great anxiety for the moment when Great Britain may be enabled to re-establish those relations upon their former footing of friendship; but it rests with the Shah, and not with Her Majesty's Government, to take the steps which are necessary for bringing about that result.

I have, etc.

(Signed) PALMERSTON.

33.

Tarif de Douanes mis en vigueur le 1 Janvier 1839 dans les Duchés de Schleswig et de Holstein.

(Publication officielle imprimée à Copenhague).

Allgemeine Bemerkungen.

1. Da bei gleichlautenden Tarifpositionen nur dann auch gleiche Abgaben in Dänemark und in den Herzogthümern erlegt werden, wenn zugleich der Verzollungsmaassstab in beiden Landestheilen der nämliche ist: so ist auch bei Berechnung der Zollabgaben in den Herzogthümern das schwerere dänische Gewicht und das stärkere dänische Maass zu Grunde zu legen, wobei bis weiter folgende Verhältnisse angenommen werden:

100 ℔ Zollgewicht	=	103 ℔ Schleswig-Holsteinisch Gewicht,	
100 Fuss Zollmass	=	109$\frac{1}{7}$ Fuss Schleswig-Holsteinisch Maass,	
100 [] Fuss	=	120 [] Fuss	
100 Cubikfuss	=	131$\frac{1}{4}$ Cubikfuss	
100 Pott	=	106$\frac{2}{3}$ Quartier	

2. Bei Waaren, deren Verzollungsmaassstab nach Viertein und Oxhoften gesetzt ist, werden 8 Potte auf 1 Viertel und 240 Potte auf 1 Oxhoft gerechnet.
3. Für trockene Waaren, die nach Tonnenmaass verzollt werden, ist mit Ausnahme von Steinkohlen, die in den Herzogthümern, wie in Dänemark, geltende gestrichene seeländische Tonne der Verzollungsmaassstab.
4. Steinkohlen können gleichfalls nach dieser Tonne gemessen werden. Es ist hierbei jedoch eine Reduction dergestalt vorzunehmen, dass 11 seeländische Tonnen = 9 Steinkohlentonnen gerechnet werden.
5. Die in Dänemark zu einem höheren Zolle als in den Herzogthümern angesetzten Artikel, wofür also, wenn solche in den Herzogthümern verzollte Waaren nach Dänemark geführt werden, zufolge §. 8 der Zollverordnung daselbst die Erhebung eines Differenzzolles eintritt, dergestalt, dass an dem Betrage des dort angeordneten Einfuhrzolles dasjenige gekürzt wird, was nach Ausweis des mitfolgenden Passirzettels bei der vorhergegangenen Verzollung der Waaren in den Herzogthümern erlegt ist, sind am Schlusse des Tarifs hinzugefügt.

Lit. A.

Tarif für den Einfuhr-Zoll.

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Gt.	Tara
Agarik (Lerchenschwamm)		frei		
Alaun, aller Art	100 ℔	— 24	— 7½	in Fust. v. c. br. in $\frac{1}{10}$ Tonnen in $\frac{1}{4}$ Tonnen in $\frac{1}{8}$ Tonnen in andern Fu
Aloe	„	frei		
Ambra	„	frei		
Ameiseneier	„	— 64	— 20	
Amidam	„	2. 48	1. 27	in Fustagen
Anis	„	— 88	— 27½	in Fust. u. Kist.
„ Stern-	„	3. 12	1 45¾	in Strohmatten in Emball. v. Le
Antimonium	„	frei		
Apothekerwaaren (simplicia und composita), welche nicht speciell genannt, auch unter anderen im Tarif genannten Classen nicht begriffen sind	„	8. 32	5. 10	
Arsenik, weisser, gelber rother		frei		
Asche, Pottasche, Soda und alle andere Asche		frei		
Asia (Achiar) aller Art (von Citronen, Limonen, Gurken etc.		1. 4	— 31¼	in Fustagen in Flaschen u. sern, verpac Kisten ohne diese packung
Bäume und Büsche, lebende		frei		
Balsam, Riga-	100 Gläser à $\frac{1}{8}$ Pott	2. 8	1. 14½	
„ alle andere Arten	100 ℔	2. 8	1. 14½	

Aal, s. Fische. — Aepfel, s. Obst. — Alabaster, s. Blockste
Allerhand, s. Piment. — Blauer Amidam, wie Lakmus. — Ana
Obst. — Angeln, Fisch-, s. Eisen (sub rubr. Eisen). — Angoraga
Wollengarn. — dito verarbeitetes (Arbeit aus Angoragarn), wie
waaren. — Anschovis, s. Fische. — Apfelsinen, s. Orangen. — Ap
s. Obst. — Aquavit, wie Branntwein. — Arak, s. Branntwein. —
tida, s. Teufelsdreck. — Atlas, s. Seidenwaaren. — Auripigment,
senik. — Austern, s. Fische.

Ballasteisen, s. Eisen. — Ballastschaufeln (Spaten von Holz
sen), wie Eisenkram (sub rubr. Eisen). — Bandholz, s. Weiden. —

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Bambus, Spanisches und anderes Rohr:			
„ rohes (unverarbeitetes)	frei		
„ verarbeitetes, als Spazierstöcke, Reitpeitschen etc. 100 ℔	16 64	10 20	
Band: Leinenband „	10 40	6 24½	
„ Baumwollenband „	15 —	9 18	
„ Wollenband „	25 —	15 30	Wenn von dem Holz oder der Pappe, worüber das Band gewunden, nichts hinweggenommen wird:
„ Seidenband „ Bänder aus verschiedenen dieser Stoffe sind mit dem höchsten Zolle eines derselben zu belegen.	30 —	18 36	fürs Holz 12 Pc. für die Pappe 5 „ fürs Holz u. die Pappe in Schachteln 40 „
Baumwolle und Baumwollenwaaren:			
„ Baumwolle	frei		
„ Baumwollengarn, gezwirntes und ungezwirntes			
„ ungefärbtes 100 ℔	2 48	1 27	in Packen 8 Pc.
„ gefärbtes „	5 20	3 12½	in Packen. 8 „
„ Sonstige Baumwollenmanufacte „	15 —	9 18	
„ Shawls und Shawlstücher „	1 24	— 37½	
Bernstein	frei		
Besen 100 Stiege	8 32	5 10	
Betten (ausgefüllte Federbetten) imgleichen Matratzen 100 ℔	8 32	5 10	
Bettbühren:			
„ aus Wolle und Wolle in Verbindung mit andern Materialien „	12 48	7 39	
„ alle andere (leinene etc.) „	10 40	6 24½	
Bibergeil	frei		

stöcke, s. Weiden. — Barattband, s. Band. — Barchend (Bettbarchend, Futterbarchend, Kleiderbarchend) oder Parchend, s. Baumwollenwaaren. — Barometer, s. Instrumente, physikalische. — Basthüte, s. Stroh- und Spanarbeit. — Bastmatten: zum Packen, s. Matten, andere, s. Stroh- und Spanarbeit. — Battist von Leinen, s. Leinen, dito von Baumwolle, s. Baumwollenwaaren. — Baumöl, s. Oel. — Baumwollen-Band, s. B. dito Posamentirwaaren, s. P. dito Haartuch, s. H. — Beeren, s. Obst. — Berberisholz, wie Färbeholz. — Berberiswurzeln, wie Färbekräuter. — Berlinerblau, s. Farben, Maler-. — Bestecke mit Instrumenten, wie Instrumente. — Bettbühren, ganz oder theilweise aus Baumwolle, s. Baumwollenwaaren. — Biber- oder Castorhaar, s. Haar. — Bieressig, s. Essig. — Bilderbogen, s. Papier, buntes. — Bindfaden, wie Seilerarbeit. — Birnen.

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Bbth.	Rth.Ct.	Tara.
Bier, aller Art:			
„ in Fässern 1 Tonne	3 —	1 42	
„ in Flaschen (mit Einschluss des Zolles für die Flaschen) 100 Bout. à $\frac{3}{4}$ Pott	4 16	2 29	
Bildhauer- und Steinhauerarbeit:			
„ Kunstsachen, als Statuen, Büsten, Basreliefs	frei		
„ Geräthe (Utensilien) mit gedrechselter und gravirter Arbeit, oder mit Figuren und andern Verzierungen, als Uhrfutterale mit und ohne Uhrwerk, Vasen, Lampen, Leuchter etc., auch mit einzelnen Theilen von Metall 100 ℔	33 32	20 40	in Kisten 16
„ simple Arbeit, als Leichensteine, Tischplatten, Mörser, Gesimse etc.			
„ von Marmor, Alabaster, u. Porphyr „	1 4	— $31\frac{1}{2}$	in Kisten 16
„ von Sandstein, Serpentinstein und anderen gröberen Steinarten. 1000 ℔	1 24	— $37\frac{1}{2}$	in Kisten 16
Bildschnitzerarbeit aus Holz 100 ℔	8 32	5 10	
Bimstein	frei		
Blaufarbe, Blausel, (Sächsisch Blau, Schmalte) „	3 72	2 $16\frac{1}{2}$	in Fust. u. Kist. 16
Blei in Blöcken und Mollen, sowie altes Bleigut, namentlich auch altes Futterblei	frei		
„ in Rollen und Platten „	— 64	— 20	
„ in Röhren „	— 80	— 25	
Bleierz „	— 64	— 20	in Fust. u. Kist. 1(
Bleifedern:			
„ grobe für Handwerker „	2 64	1 32	
„ feine und Mittelsorten „	33 32	20 40	
Bleiweiss „	1 4	— $31\frac{1}{2}$	in Fustagen 1(
Bleizucker „	1 4	— $31\frac{1}{2}$	in Fust. u. Kist. 1(
Blocksteine, Blöcke von Marmor und Alabaster, sowie alle andere Blocksteine	frei		

s. Obst. — Bisam, s. Moschus. — Bittererde, s. Magnesia. — Blätte Apotheken, s. Kräuter. — Blauholz, s. Färbeholz. — Blechplatten vo sen, s. Eisen, dito von Kupfer, s. Kupfer. dito von Messing, s. Messin Blechschlägerarbeit, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen) und Messing-Gürtlerarbeit (sub rub. Messing). Bleierne Waaren, soweit sie nicht ciell tarifirt sind, wie Zinngiesserarbeit.

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Blonden, Bobinett, Flor und Tüll, bordirte und unbordirte, von Seide, Baumwolle oder Leinen und von Gemischen aus diesen Materialien 100 ℔	30 —	18 36	
Blumen, gemachte:			
„ ohne Einpackung 1 ℔	5 —	3 6	
„ mit Einpackung (Schachtel etc.) 1 ℔ brutto	1 24	— 37½	
Blumen und Blumenpflanzen	frei		
Blumenzwiebeln	frei		
Blutstein	frei		
Böttcherarbeit, alle nicht unten angegebene, namentl. aptirte Stäbe u. Bodenstücke 100 ℔	1 4	— 31¼	
Bohnen 1 Tonne	— 24	— 7½	
„ Mehl 100 ℔	— 64	— 20	in Säcken von Leinen 3 Pc.
Bolus, weisser und rother, sammt terra sigillata	frei		
Bork oder Lohe	frei		
Borax, roher und raffinirter	frei		
Bouillontafeln 100 ℔	5 20	3 12¼	
Branntwein und Spirituosa aller Art:			
„ Genever in Flaschenkellern (mit Einschluss des Zolles für die Flaschen-Keller und Flaschen):			
„ in rothen, mit 15 Flaschen à 1¾ Pott 1 Stück	1 48	— 45	
„ in grünen, mit 12 Flaschen à 1¼ Pott „	— 88	— 27½	
„ Rum, von St. Croix ausklarirter, oder nach Zollzettel auf St. Thomas und St. Jan producirter, wenn derselbe in inländischen Schiffen von diesen Inseln eingeführt wird 30 Viertel	2 —	1 12	
„ aller andere Branntwein aus Trauben, Korn und Kartoffeln und aller andere Genever und Rum, auch Arack etc.			
Branntwein und Spirituosa aller Art:			
„ in Fässern:			

Blumen, aus Stroh gemachte, s. Stroharbeit. — Bobinet, s. Blonden. — Bodenstücke ohne Stäbe, wie Stäbe unter ⅘ Ellen, s. Stabholz (sub rubr. Holz). — Böcke, wie Schafe. — Böte, s. Schiffsböte. — Böttcherarbeit, innische (finnisches Holzgut), s. Holz. — Bouteillen, s. Glas.

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Branntwein, wenn der Alkoholgehalt 8 Grade od. weniger misst 30 Viertel sonst für jeden $\frac{1}{4}$ Grad höheren Stärkegehalts auf jede 30 Viertel 36 Rbfs. oder $11\frac{1}{4}$ β vorm. Cour. mehr, also für Spiritus von $8\frac{1}{4}$ Grad 12 Rbth. 36 β, von $8\frac{1}{2}$ Grad 12 Rbth. 72 β u. s. w.	12 —	7 24	
„ in Flaschen (mit Einschluss des Zolles für die Flaschen) 100 Bout. à $\frac{3}{4}$ Pott	8 —	5 —	
Braunstein	frei		
Brennholz	frei		
Brod, aller Art (hartes u. weiches) 100 ℔	1 4	— $31\frac{1}{4}$	in Fustagen 16 Pc.
Buchdruckerschwärze „	1 4	— $31\frac{1}{4}$	in Fustagen 16 „
Buchweizen 1 Tonne	— 24	— $7\frac{1}{4}$	
Bücher, gedruckte, mit dazu gehörigen Kupferstichen, gebundene und ungebundene	frei		
Büchsenschmiedearbeit: Flinten- und Pistolenläufe in roher Arbeit 100 ℔	3 12	1 $45\frac{3}{4}$	-
„ alle andere Büchsenschmiedearbeit, mit und ohne Schaft 100 ℔	12 48	7 39	in Kisten 16 „
Bürstenbinderarbeit, als: Theerquäste, Kehrbesen, Maurer- u. Malerquäste, Pinsel u. Bürsten aller Art:			
„ grobe in Verbindung mit unpolirtem und unlackirtem Holze oder Eisen 100 ℔	4 16	2 29	in Fust. u. Kist. 35 „
„ feine, in Verbindung mit polirtem oder lackirtem Holze, oder mit anderen Materialien 100 ℔	25 —	15 30	
Butter 1 Tonne (224 ℔ netto)	6 —	3 36	1 Ton. 36 ℔, $\frac{1}{2}$ T. 20 ℔ $\frac{1}{3}$ „ 16 „ $\frac{1}{4}$ „ 12 „ $\frac{1}{8}$ „ 7 „ $\frac{1}{16}$ „ 4 „ in Fust. v. d. Gehalt zweier Ton. à Fust. 60 ℔

(Wein, s. W.) — Brasilienholz, s. Färbeholz. — Braunroth, s. Farben, Maler-. — Brechwurzel, s. Wurzeln für Apotheker. — Brieftaschen, von Leder, s. Lederwaaren. dito von Papier, s. Pappwaaren. — Brillen, s. Instrumente, optische. — Bronze und Bronzewaaren, s. die Rubriken Metall und Messing. — Buchbinderarbeit, wie Pappwaaren (gebundene Bücher, s. Bücher). — Buchweizen-Grütze, s. Grütze. dito Mehl, s. Mehl. — Buntfutterarbeit, s. Kürschnerarbeit.

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Ct.	Tara.
Cacao	100 ℔	2 32	1 22	in Fustagen 12Pc. in Säcken v. Leinen 3 „ in Fust. u. Kisten: „ üb. 400 ℔ brto. 14 „ „ v. u. unter 400 ℔ brutto 17 „ in Säck. v. Leinen 3 „
Caffebohnen, mit u. ohne Schaale	„	2 8	1 14½	in einf. Gunnis. 2 „ in doppelten „ 4 „
Caffe, gebrannter, Cichoriencaffe und alle andere gebrannte Caffesurrogate		einzuführen verboten		in einf. Binsens. à St. 2 ℔ in dopp. Binsens. à St. 4 „
Campher, raffinirter und roher	„	frei		
Canariensaamen	„	— 80	— 25	in Emblge. v. L. 3Pc.
Caneel, ächter und unächter oder cassia lignea.	„	5 20	3 12½	Caneel, oh. Unterschied d. Emblg. 16 „ Cassia lignea: „ in Kisten 28 „ „ in Strohmatten 12 „
Canonen von Metall	„	8 32	5 10	in Fustagen 20 „
Capern	„	2 48	1 27	in Flasch. u. Gläs., „ verp. in Kisten 50 „ „ oh. diese Verp. 40 „
Cardamom: „ ächter	„	25 —	15 30	in Fust. u. Kisten 28 „ in Säcken v. L. 3 „ in einf. Gunnis. 2 „ in dopp. „ 4 „
„ wilder	„	5 20	3 12½	in einf. Binsens. à St. 2 ℔ in dopp. „ à St. 4 „
Carristoff	„	12 48	7 39	in Flasch. u. Gläs., „ verp. in Kist. 50Pc. „ oh. diese Verp. 40 „
Castanien	„	1 4	— 31½	in Fust. u. Kisten 16 „ in Emblge. v. L. 3 „

Cadmium, s. Galmei. — Kaffemühlen, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen). — Caleschen, s. Rademacherarbeit. — Calliatur, s. Färbeholz. — Cambricks, s. Baumwollenwaaren. — Cameelgarn, wie Wollengarn. — Cameelhaar, s. Haar. — Campescheholz, s. Färbeholz. — Candiszucker, s. Zucker. — Caneel, weisser, wie Rinden für Apotheker. — Caningarn, wie Wollengarn. dito verarbeitetes (Arbeit aus Caningarn), s. Wollenwaaren. — Canonen von Eisen, s. Eisen. — Cantillen, wie Goldzieherarbeit. — Carmin, s. Farben, Maler-. — Cascarilla, s. Rinden für Apotheken. — Casselergelb, s. Farben, Maler-.

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Ct.	Tara.
Cement	1 Tonne	— 48	— 15	in Flaschen, Gläs. u. Kruken.
Champignons	100 ℔	6 24	3 43½	„ verp. in Kist. 50Pc.
Charten, Land- und Seecharten		frei		„ oh. diese Verp. 40 „
Chocolade	„	15 —	9 18	in Fust. u. Kist. 16 „
Cichorienwurzeln	„	— 32	— 10	in Fust. u. Kist. 16 „ in Säcken
Cider- oder Obstwein	1 Tonne	2 —	1 12	
Cochenille.	100 ℔	25 —	15 30	in Fust. u. Kist. 20 „ in Seronen 16 „
Cölnische Erde, weisse		frei		in Säcken 3 „
Corinthen	„	1 16	— 35	in Fustagen 14 „ in Kisten 24 „ in einf. Binsens. à St. 2 ℔ in dopp. „ à St. 4 „ in Strohmatten 8 „
Cravatten	1 ℔	2 —	1 12	
Curcuma, Curcumei		frei		
Dachreth		frei		
Dachziegel:				
„ unglasirte	1000 Stück	2 8	1 14¼	
„ glasirte	1000 „	3 12	1 45¾	
Datteln	100 ℔	2 24	1 19½	in Fust. u. Kist. 16Pc. in Emblge. v. L. 3 „ in dopp. Binsens. à St. 4 ℔ in einf. „ à St. 2 „

Cassia fistula, s. Saamenarten für Apotheken. — Cassia lignea, s. Canecl. — Castorgarn, wie Wollengarn. dito verarbeitetes (Arbeit aus Castorgarn), s. Wollenwaaren. — Castorhaar, s. Haar. — Catharinenpflaumen, s. Obst. — Catun, s. Baumwollenwaaren. — Caviar, s. Fische. — Cedernholz, s. Holz. — Chagrin, s. Felle u. Häute. — Chemische Präparate, nicht speciell tarifirte, wie Apothekerwaaren. — Chinarinde, s. Rinden für Apotheken. — Chinawurzel, s. Wurzel für Apotheken. — Cichoriencaffe, s. Caffe. — Cideressig, s. Essig. — Cigarren, s. Taback. — Citronen und Citronensaft, s. Orangen. — Citron-Asia, s. Asia. — Claviere, s. Instrumente, musikalische. — Clavicrsaiten, s. Saiten. — Cocosnüsse, wie Nüsse. — Cokelkörner, s. Saamenarten für Apotheken, — Coloquinten, s. Saamenarten für Apotheken. — Cölnische Erde, braune, wie Umbra, s. Farben, Maler-. — Compasse, s. Instrumente, mathematische. — Confect u. Confituren, wie eingemachtes Obst, s. Obst. — Copaivabalsam, s. Balsam. — Copal, wie Gummi. — Corallen, ächte, wie Edelsteine. dito von Glas, s. Glasschmelz. — Corduan, s. Leder (sub rubr. Felle u. Häute). — Coriander, s. Saamenarten für Apotheken. — Cremor tartari, wie Weinstein. — Crepinen, wie Goldzieherarbeit. — Crevellen, wie Elephantenzähne. — Crystall tartari, wie Weinstein. — Cubeben, s. Saamenarten für Apotheken.

Damenputz, s. Putzsachen. — Darmsaiten, s. Saiten. — Degen, s.

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Ct.	Tara.	
Devisen (Conditorwaare)	100 ℔	5 20	3 12½	in Kisten	16Pc.
Dinte und Dintepulver	„	6 24	3 43½		„
Dochte:					„
„ Lampendochte, gewebte baumwollene, mit und ohne Wachs.		15 —	9 18		„
Drechslerarbeit:					„
„ grobe aus grobem Holze, namentlich auch sogenannte Schiffsblöcke	„	6 24	3 43½		„
„ Kunstdrechslerarbeit:					„
a. aus Horn, Knochen, Fischbein, Cocosnüssen, u. Holz, oder aus mehreren dieser Materialien zugleich, mit u. ohne Beschlag, imgleichen Kämme u. Knöpfe aus diesen Materialien	100 ℔	25 —	15 30		„
b. aus Elfenbein, Perlmutter, Bernstein u. Schildpatte, od. aus mehreren dieser Materialien zugleich, mit u. ohne Beschlag, imgleichen Kämme u. Knöpfe aus diesen Materialien	1 ℔	1 64	1 2		„
c. aus einer Verbindung der unter a. u. der unter b. rubricirten Materialklassen	100 ℔	13 32	20 40		„
Dünger		frei			„
Edelsteine, uneingefasste, ächte		frei			„
Eier	100 Stiege	3 12	1 45¾		„
Eisen:					„
„ Roheisen u. altes (nur zu weiterer Bearbeitung dienliches) Guss- u. Schmiedeeisen		frei			„
„ in Stangen u. Bänden	100 ℔	— 36	— 11½		„
„ in Ballasteisen	„	— 20	— 6¼		„
„ geschmiedetes Eisen:					„
„ Eisen u. Stahldraht	„	1 48	— 45		„
„ Nägel u. Spiker,					„
„ von 3 Zoll Länge u. darüber	„	1 32	— 30	in Fustagen	8Pc.
„ kleinere	„	2 8	1 14½	in Kisten	20 „

Schwerdtfegerarbeit. — Degenklingen, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen). — Dochtengarn, wie Garn. — Drachenblut, wie Gummi. — Drahtkörbe, s. Nadlerwaaren. — Drehorgeln, s. Instrumente, musikalische. — Drillich, s. Leinen. — Druckerschwärze, s. Buchdruckerschwärze. — Dunen, s. Federn.

Edelsteine, uneingefasste, unächte, wie Glasschmelz. dito eingefasste werden zugleich mit der Einfassung gewogen und wie diese verzollt. — Eiderdunen, s. Federn. — Eiergrütze, s. Grütze. — Eisen, andere, oben nicht specificirte Eisen- u. Stahlschmiedearbeit, s. unten sub. rubr. Eisen-

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rthl.	Rth-Gr.	Tara
Eisen: geschmiedetes.				
„ Platten auch gewalzte,				
„ von $\frac{1}{8}$ Zoll Dicke u. darüber	100 ℔	— 36	— $11\frac{1}{4}$	in Kisten 12
„ dünnere oder Blechplatten,				
„ schwarze oder unverzinnte	„	1 48	— 45	
„ weisse oder verzinnte	„	2 32	1 22	in Kisten ℔ 15
„ Schiffsanker.	„	1 54	— $46\frac{7}{8}$	
„ am inländ. Strande oder Fahrwasser geborgene Ankerketten, Wasserkisten, Dampfkessel, imgleichen Ambosse	„	frei 1 54	— $46\frac{7}{8}$	
„ gegossenes Eisen:				
„ Kanonen, Bomben, Granaten und Kugeln	„	1839.2.72 1840.2.32 1841.1.88	1. $34\frac{1}{2}$ 1. 22 1. $9\frac{1}{2}$	
„ sonstige Gusseisenwaaren:		v. 1. Jan.		
„ grobe, als: Oefen, Grapen, Kochtöpfe, Pfannen, Casserollen, Tiegel, Kessel, Comfore (Confords), Feuerheerdplatten, Ofenröste, Röhren, Retorten, Geländer u. Gitter, Wagen u. Gewichte etc.; imgleichen: grobe abgeschliffene, abgefeilte, abgedrechselte Gusseisenwaaren, namentlich abgedrehte Mörser, abgeschliffene Streich- u. Bügeleisen, Achsen u. Zapfen, Balancen, Sprossen zu Treppengeländern, abgeschliffene Ambosse u. Hämmer; ferner: Theile zu Maschinen, namentlich ausgebohrte Cilinder, abgedrechselte Walzen etc.	100 ℔	1842.1.54 1839.2.72 1840.2.32 1841.1.88 v. 1. Jan. 1842.1.54	— $46\frac{7}{8}$ 1. $34\frac{1}{2}$ 1. 22 1. $9\frac{1}{2}$ — $46\frac{7}{8}$	
„ feinere, abgefeilte, polirte, ciselirte Gusseisenwaaren, als: Leuchter, Gestelle zu Lichtschirmen, imgleichen zu Uhren; Lampen, Präsentir- u. andere Teller od. Becken, Schreibzeuge, Räuchergefässe Papierzwinger, Obstschaalen, Blumenvasen, Büsten, Statuen, Basreliefs, Medaillons etc.	100 ℔	12 48	7 39	
„ Bijouteriewaaren, als: Ringe, Tuch-				

kram. — Gegossene Nägel, wie Nägel und Spiker, s. geschmiedetes
sen. — Eisenfarbe, s. Graphit. — Eisen-Twist (Gewebe von Eisendra
wie Eisenkram, grober. —

llungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth-	Rth.Ct-	Tara.
gossenes.			
ıreuze, Pettschaften, Uhr-			
ılsketten, Uhrhaken, Strick-			
eib- u. Armbänder, Schnal-			
100 ℔	33 32	20 14	
n:			
sen- u. Stahlschmiedear-			
Schraubstöcke, Hämmer,			
, Hufeisen, Ofenröhre, u.			
ırbeit aus Eisenplatten;			
en, Spaten u. Schaufeln,			
Sicheln u. Häckselmesser,			
ı. Stemmeisen, Gesimsei-			
eleisen, Beile, Bohrer, Sä-			
Wollscheeren, Brodmesser,			
schenmesser (Einlegemes-			
heisen (Durchschläge) Sä-			
Degenklingen, Feile, Ra-			
euerzangen u. Schaufeln,			
eher grobe Feuerstähle,			
, Riegel, Thürbänder, Thür-			
olzschrauben, Caffemühlen,			
uhe, Säbel- (u. Degen)-			
Fischangeln, Segel-, Pack.,			
. Schnürnadeln, Spornen			
en aller Art (blanke, schwar-			
e u. verzinnte) 100 ℔	3 12	1 45½	
n- u. Stahlschmiedearbeit,			
ımesser, Rasirmesser Fe-			
u. feine Taschenmesser,			
Lichtscheeren, feine Feu-			
Stricknadeln, Carabinerha-			
urg. Instrumente, Knöpfe,			
u. andere incrustirte, fa-			
ı. plettirte Arbeit nebst			
waaren von Stahl 100 ℔	16 64	10 20	
Eisenblechwaaren (Blech-			
beit aus Eisenblech)			
gemalte, mit u. ohne Plet-			
100 ℔	16 64	10 20	
er unlakirte „	8 32	5 10	

schinen, s. Instrumente, physikalische. — Elfenbein, gebranntes, wärze, s. Knochen. — Elfenbeinplatten, wie Drechslerarbeit. — Glasschmelz. — Euglische Erde, s. Erde. — Enten, s. Vö- e, Cölnische, s. Cölnische Erde. — Essenzen, wohlriechende, wohlriechendes. — Etuis und Kästchen, als: Näh-, Barbier-, chen etc., wie Galanteriewaaren.

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Elephantenzähne oder Elfenbein	frei		
Erbsen 1 Tonne	— 48	— 15	
Erbsen.			
„ getrocknete grüne feine russische 100 ℔	8 32	5 10	in Fust. u. Kist. 16 Pc
Erde, als: Pfeifenthon, Mergel, englische Erde, Porzelanerde (Puzzolano, s. P.), Zuckererde und alle andere nicht speciell tarifirte Erd-, Thon- u. Mergelarten.	frei		
Erze, ungeschmolzene, aller Art	frei		
Esel und Maulesel 1 Stück	2 —	1 12	
Essig, Bieressig 1 Tonne (64 Kann.)	1 —	— 30	
„ Wein- u. Cideressig 1 Oxh. (30 Viert.)	3 72	2 16½	
„ Kräuteressig (mit Einschluss d. Zolles für die Flaschen) 100 Bout. à ¾ Pott	8 32	5 10	in Fust. u. Kist. 16 „
Färbeholz, aller Art in Stücken 100 ℔	— 16	— 5	in Emblge v. L. 3 „
„ in Spänen, geraspeltes, gemahl. „	— 32	— 10	in Matten à St. 4 ℔
Färbekräuter, soweit sie nicht speciell tarifirt sind „	frei		
Fajence (Steinzeug), weisse u. farb. „	3 —	1 42	in Fässern 35 Pc in Körben „ 22 „
Farben, Maler-, soweit sie nicht nach dem Alphabet tarifirt sind			
„ feinere, als: Neublau, Berlinerblau, Bremerblau, Bremergrün u. andere grüne Malerfarben, Berlinerroth, Florentinerlak, Kugellak u. andere Lakfarben, Carmin, Zinnober, Ultramarin u. dgl. imgl. Farben zum Zeichnen, als: Pastellfarben, Saftfarben, Tusche etc. in Blasen, Gläsern, Täfelchen u. Kästchen 100 ℔	8 32	5 10	in Fust. u. Kist. 16 „ für Farben zum Zeichnen in Blasen, Gläs. Täfelchen, Kästchen wird keine Tara zugestanden.
„ gröbere, als: Braunroth (Englisch-, Schwedisch-, Preussischroth (Oker, Umbra u. braune Cölnische Erde, s. C.) u. andere nicht namentlich genannte gröbere Malerfarben 100 ℔	— 64	— 20	in Fust. u. Kist. 10 Pc.
(Bleiweiss, Sittgelb, Schmalte, Kienruss, Mennig, Spanisch Grün sind nach dem Alphabet tarifit)			in Fust. u. Kist. 20 „ in Flaschen, Gläs. u. Kruken, „ verp. Kisten 50 „
„ bereitete Oel- u. Firnissfarben, nebst Firniss 100 ℔	5 20	3 12½	„ oh. diese Verp. 40 „

Fächer, wie Galanteriewaaren. — Fajence-Pfeifenköpfe, s. Pfeifenköpfe. — Federbälle, wie Nürnbergerwaaren. — Federvieh, s. Vögel. — Felle: Arbeit aus Leder, s. Lederwaaren, dito für Kürschnerarbeit, s. Rauchwerk. — Felleisen, wie Sattlerarbeit. — Fenchelsaamen, wie Saamenarten für Apotheker. — Ferkel, s. Schweine. — Fernambuk, s. Farbe-

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Federn, Bett-				
„ Flaumfedern oder Dunen:				
„ Eiderdunen	„	33 32	20 40	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
„ andere Dunen	„	8 32	5 10	in Emblge. v. L. 4 „
„ andere Bettfedern	„	4 16	2 29	in Emblge. v. L. 4 „
Schreib- (Federkiele, Federposen), ohne Unterschied präparirt oder roh.	„	40 —	25 —	in Kisten 45 „
Schmuck- (Plümagen),				
„ von Straussfedern	1 Dutzend	2 —	1 12	
„ von andern Federn	1 ℔	3 32	2 4	in Fust. u. Kist. 14 „
eigen	100 ℔	1 4	— 31½	in einf. Binsenm. à St. 2 ℔
eldspath		frei		in dopp. Binsenm.
eldsteine		frei		à St. 4 „
elle und Häute:				
Felle, unbereitete:				
Rennthierfelle, Elendsthierfelle, Hirsch- und Rehfelle		frei		
Schaaf- u. Lammfelle, Kalbsfelle, Schweinsfelle, Ziegenfelle		frei		
weissbereitete Felle, sämischgares Leder v. Rennthieren, Elendsthieren, Hirschen u. Rehen, imgl. v. Ziegen, sowie v. Schaafen u. Lämmern sammt von Kälbern	100 ℔	16 64	10 20	
gegerbte Felle (lohgares Leder):				
„ Kalbsleder,				
„ unlakirtes	„	16 64	10 20	
„ lakirtes	„	33 32	20 40	
„ Schweinsleder	„	33 32	20 40	
Häute von grossem Rindvieh u. Pferden,				
„ unbereitete:				
„ trockene unter 20 ℔ pro St.	„	4 16	2 29	
„ von und über 20 „ pro „	„	frei		
„ nasse u. gesalzene unter 40 ℔ pr. Stück u. mit Kopf, Hörnern u. Schwanz unter 48 ℔ pro St.	„	2 8	1 4½	
„ von u. über resp. 40 u. 48 ℔ pr. St.		frei		
„ bereitete Häute oder Leder:				
„ Sohlleder		8 32	5 10	

Holz. — Fernröhre, s. Instrumente, optische. — Fett, s. Schmalz. — Feuerschwamm, s. Schwämme. — Filz, wie Wollenwaaren. — Finnische Holzwaaren, s. Holz. — Firniss, s. Farben, Maler-. — Fischangeln, s

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Ct.	Tara.
Felle und Häute:			
„ anderes Leder v. grossem Rindvieh und Pferden:			
„ lohgares,			
„ unlakirtes	16 64	10 20	
„ lakirtes	20 80	13 1	
„ weissbereitetes	8 32	5 10	
„ Juchten	4 16	2 29	
„ Felle u. Häute, zubereitete, als: Corduan, Saffian, Chagrin, Maroquin, ferner: vergoldetes und versilbertes, auch mit Figuren verziertes Leder, imgleichen Pergament 100 ℔	41 64	26 2	
Feuerzeuge, chemische, aller Art	20 80	13 1	
Fischbarden, Wallfischbarden, ungespaltenes Fischbein	frei		
„ gespaltenes Fischbein	12 48	7 39	
Fische: frische:			
„ Austern 1 Tonne (c. 800 St.)	3 —	1 42	
„ andere	frei		
„ gesalzene oder eingemachte:			
„ Anschovis 100 ℔	4 16	2 29	in Tönnchen 2
„ Lampretten, Neunaugen, Muscheln, Sardellen, imgl. Caviar „	4 16	2 29	in Flasch. u. Gl „ verp. in Kist,
„ Austern „	4 16	2 29	„ ohne d. Verp.
„ Aale „	— 80	— 25	1 Tonne ½ Tonne ¼ Tonne ⅛ Tonne
„ Lachse „	3 12	1 45¾	
„ Heeringe 1 Tonne	1 —	— 30	
andere Arten			
„ in Tonnen gesalzene od. eingemachte (namentlich auch Rogen zum Fischköder), ohne Unterschied, ob das Gebinde ganz voll ist oder nicht 1 Tonne (5/4 3/4 1/2 1/4 1/8 1/16 1/32 Tonne verhältnissmässig.)	1 —	— 30	
„ trocken gesalzene 100 ℔	— 80	— 25	

Eisenkram (sub rubr. Eisen). — Fische: gedörrte, wie trocken gesa
Flachssaamen, s. Leinsaat. — Flämischtuch, Flämischleinen, wie
wand, s. Leinen. — Flaggentuch, wie Haartuch. — Flaschen, s. Gla
ren. — Flaschenfutter, leere (die Flaschen werden für sich verzollt),

ollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
herte:			
hse (auch im Dänischen s. g. raeset Lax") 100 ℔	5 20	3 12¼	
u. alle andere Arten „	— 80	— 25	
gehechelter „	1 4	— 31¼	in Matten à Stück 4 ℔
elter. „	3 12	1 45¾	in Matten à „ 4 „ in Emblge v. L. 4 Pc.
Hornvieh, Schaafen, , Schweinen etc.			
s	frei		
enes „	1 4	— 31¼	
hertes (namentlich auch herte Ochsenzungen) „	2 8	1 14½	in Fustagen 28 „ in Fustagen 16 „ in Emblge. v. L. 3 „
Marmor u. Alabaster 100 [] Fuss	3 32	2 4	
lische u. andere ders. Art 100 Stück	1 32	— 40	
e oder Feuersteine 100 ℔	2 8	1 14½	in Kisten 12 „
siä (Zimmtblumen).	frei		
gelfolie u. F. f. Tischler „	4 16	2 29	
. Kasten, leere, sofern sie cht Gegenstand des Han-	frei		
aaren aus verschiedenem , alle nicht namentlich ge- soweit sie nicht unter die Kunstdrechslerarbeit (s. arbeit) fallen 100 ℔	33 32	20 40	
und Knoppern	frei frei		
ichse:			
Kohlköpfe aller Art 1 Schock	— 20	— 6¼	

eit. — Flaumen, s. Schmalz. — Fleisch (Speck, s. S. Geflügel, tes, s. Vögel. — Wild, geschlachtetes s. Wild). — Fliesen, . Mauersteine. — Flinten, s. Büchsenschmiedearbeit. — Flöten, nte, musikalische. — Flor, s. Blonden. — Florband, s. Band. — lack, s. Farben, Maler-. — Floretwaaren, wie Seidenwaaren. — s. Zollholz. — Flügel, s. Instrumente, musikalische. — Folie zu ei, wie Goldzieherarbeit. — Fortepianos, s. Instrumente, musi- - Frangen, goldene und silberne, s. Goldzieherarbeit. dito an- samentirwaaren. — Früchte, s. Obst. , s. Vögel. — Galgantwurzel, s. Wurzel für Apotheken. — Gar- ch, s. Baumwollenwaaren. Garn, s. die einzelnen Arten, wie: n-, Wollen-, Leinengarn. dito Angora-, Caninchen- und Castor- Wollengarn. — Gartengewächse, eingemachte, nicht speciell ta- Obst, eingemachtes. — Gartensaamen, s. Saamen. — Gaze,

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct	Tara
Gartengewächse:			
„ gesalzener Kohl u. Sauerkohl 100 ℔	— 40	— 12½	
„ alle nicht speciell tarifirte (Küchen-) Wurzeln u. Rüben, als: gelbe Rüben, Petersilie-, Sellerie-Wurzeln, rothe Beeten 100 Tonnen	25 —	15 30	
„ alle andere, nicht speciell tarifirte, frische, getrocknete und gesalzene 100 ℔	— 40	— 12½	
Gemälde, imgleichen Kupferstiche, sowie Lithographien u. Stanograph.	frei		
Gerste 1 Tonne	— 24	— 7½	
Gips: pulverisirter 100 „	12 48	7 39	
Gipsfiguren, Gipsabgüsse	frei		
Glätte, Blei-, Silber-, Goldglätte 100 ℔	1 4	— 31¼	in Fust. u. Kist. 10Pc.
Glaswaaren: (Für den Bruch wird keine Vergütung gegeben).			
„ Fensterglas:			
„ Tafelglas aller Art (grünes u. weisses) 100 ℔	1 48	— 45	in Kist. in einf. Emballage 14 „ / „ in dopp. Emb. 22 „
„ Kronglas aller Art, mit Ausnahme von Scheiben „	2 58	1 30⅛	in Körben 23 „
„ in Scheiben „	4 16	2 29	in Kisten 27 „
„ Dachscheiben von Glas (grüne u. weisse) so wie Gläser zur Einfassung in's Verdeck etc. auf Schiffen, imgleichen Gläser zu Leuchtfeuern. 100 ℔	1 48	— 45	in Kisten 16 „
„ Spiegelglas,			
„ unfoliirtes, das St. zu 100 □ Zoll und darunter 100 St.	4 16	2 29	
von 101 bis 150 □ Zoll „	8 32	5 10	
„ 151 — 200 „ „	16 64	10 20	
„ 201 — 250 „ „	25 —	15 30	
„ 251 — 300 „ „	33 32	20 40	
„ 301 — 350 „ „	41 64	26 2	
„ 351 — 400 „ „	50 —	31 12	
„ 401 — 450 „ „	58 32	36 22	

von Baumwolle, s. Baumwollenwaaren. dito von Leinen, s. Leinen. — Gazehaartuch, s. Haartuch. — Geflügel, s. Vögel. — Geigen, s. Instrumente, musikalische. — Gelbholz, s. Färbeholz. — Genever, s. Branntwein. — Gerste, Graupen u. Grütze, s. G. dito Mehl, s. M. — Gewichte, wie das Metall, aus dem sie bestehen. — Gipssteine, s. Kalksteine. Glanzleinwand, wie Leinwand, gefärbte, s. Leinen. — Glasschmelz, Glasflüsse, Glastropfen,

ollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
ren:			
elglas, unfoliirtes.			
51 — 500 [] Zoll 100 St.	75 —	46 42	
01 — 550 „ 1 Stück	— 88	— 27 7/9	
51 — 600 „ „	1 8	— 32 1/2	
01 — 700 „ „	1 32	— 40	
01 — 800 „ „	1 64	1 2	
01 — 900 „ „	2 24	1 19 1/2	
01 —1000 „ „	2 64	1 32	
01 —1100 „ „	3 40	2 6 1/2	
01 —1200 „ „	3 80	2 19	
01 —1300 „ „	4 20	2 30 1/4	
01 —1400 „ „	5 —	3 6	
01 —1500 „ „	5 48	3 21	
01 —1600 „ „	6 —	3 36	
01 —1700 „ „	7 —	4 18	
01 —1800 „ „	8 —	5 —	
v. für jede fernere 100 [] 1 Rbth. oder 30 β Ct. à mehr.			
s Glas, mit und ohne Rah- wird nach obigem Tarif mit Erhöhung verzollt.			
Glaswaaren:			
en von grünem Glase (grüne nteillen)			
1/2 Pot u. darunter 100 St.	1 24	— 37 1/2	
1/2 Pot bis 1 Pot incl. „	1 64	1 2	
1 Pot, imgl. Glas- sse zum Einmachen à 100 Pot Gehalt	1 64	1 2	
en von weissem u. blauem ohne geschliffene Zierra- wie ungeschliffene Glas-			
n.			
en mit Geflecht umgeben, dere Flaschen.			
teillen, Flaschen, Kruken, als Behälter eingehender er Waaren dienen, werden besonders verzollt. Bei lung nach dem Gewicht len in solchen Behältern enden Waaren die für sel- estgesetzte Tara gegeben.			
und weisse Medicingläser, en und Kolben zu chemi- nd und physicalischem Ge-			

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Ct.	Tara.
Glaswaren:			
brauch, Senfgläser aller Art, imgleichen Milchsatten von grünem Glase,			
„ wenn sie für sich, ohne mit anderen Glaswaaren zusammengepackt zu sein, eingehen 100 ℔	1 32	— 40	Retorten u. Kolben. in Kisten 50 Pc. Medicingläs., Senfgl. etc.
„ sonst, wie andere ungeschliffene und ungepresste Glaswaaren.			in Fust. u. Kist. 32 Pc. in Körben. 22 „
„ andere ungeschliffene und ungepresste Glaswaaren aller Art, imgleichen gepresste Trinkgläser. Als ungeschliffene Glaswaaren werden auch Trinkgläser mit abgeschliffenem Boden und Hüttenrande behandelt.	7 28	4 26¾	in Fust. u. Kist. 32 Pc. in Körben 22 „
„ geschliffene u. andere gepresste Glaswaaren aller Art, imgleichen Uhrgläser und Glaskapseln zu Tafeluhren, Vasen etc. 100 ℔			
Glasscherben	frei		
Globen	frei		
Glockenspeise	frei		
Gold in Barren und Bruch, imgleichen gemünztes	frei		
„ verarbeitetes, mit Einschluss dessen, was in Gold gefasst ist 1 Loth	1 —	— 30	
„ Blattgold (Goldschaum), ächtes u. unächtes 100 ℔	6 64	10 20	
Goldzieherarbeit:			
„ unächte Gold- u. Silberspitzen „	25 —	15 30	
„ alle andere ächte und unächte Goldzieherarbeit. 1 ℔	2 64	1 32	
Graphit 100 ℔	— 64	— 20	
Graupen u. Grütze: Perlgraupen, imgleichen Eiergrütze oder Hirse, auch Mannagrütze 100 ℔	1 48	— 45	in Fust. u. Kist. 16 „ Perlgraup., Mannagrütze in Fustagen 12 Pc. in Säcken 2 „ Eiergrütze od. Hirse, in Säcken 3 Pc.

Glasperlen, Glascorallen, Glasknöpfe, wie geschliffene Glaswaaren. — **Glaubersalz**, s. Salze, officinelle. — Glocken von Metall, wie Messingwaaren. — Goldene Medaillen, s. Medaillen. — Goldene Uhren, s. Uhren. — Goldstickereien, wie Goldzieherarbeit. — Grapen von Eisen, s. Eisendito von Metall, wie Messingwaaren. — Grünspan oder Spangrün, s. Spanischgrün. — Grütze, s. Graupen. — Gürtler- oder Gelbgiesserarbeit, s.

zollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.		Rth-Gt.		Tara	
alle andere Sorten Graupen, hen Grütze v. Gerste, Buch-, Hafer	100 ℔	1	4	—	$31\frac{1}{4}$	in Fustagen in Säcken	12 Pc. 2 „
n Schieferstein	„	—	64	—	20		
ller Art	„	4	16	2	29	in Fust. u. Kist. in Emblge. v. L.	16 „ 3 „
gesalzene	„	—	32	—	10	in Fustagen	20 „
n Leinen	„	10	40	6	$24\frac{1}{2}$		
Wolle	„	12	48	7	39		
aumwolle	„	15	—	9	18		
aare	„	5	20	3	$12\frac{1}{4}$	in Emblge v. L.	4 „
haare, rohe, gesottene		frei					
insborsten		frei					
dere Haare		frei					
u. Flaggentuch v. Wolle	„	25	—	15	30		
	1 Tonne	—	$21\frac{1}{2}$	—	$7\frac{1}{2}$	in Fust. u. Kist.	12 „
	100 ℔	1	4	—	$31\frac{1}{4}$	in Emblge. v. K.	3 „
hmacherarbeit:							
chuhe aller Art, sowohl te als bloss zugeschnit-	1 „	1	24	—	$37\frac{1}{2}$		
dere Handschuhmacher- als Jacken, Hosen, Ho- ger, Bettlaken etc.	„	—	64	—	20		
gehechelter	100 ℔	—	48	—	15	in Matten à St.	4 ℔
elter	„	1	48	—	45		
en	„	frei					
neines (Kienharz, Fich-), braunes und gelbes	„	—	24	—	$7\frac{1}{2}$	in Fust. u. Kist. in Matten à St.	16 „ 4 „
se, in Ringeln u. Blät-	1 „	—	40	—	$12\frac{1}{2}$	in Kisten in Emblge. v. L.	16 „ 4 „
v. Messing u. Eisen	100 Paar	4	16	2	29		
englische (Fabrikhe-	1 „	1	64	1	2		
n Flachs	100 ℔	—	48	—	15	in Matten à St.	4 ℔

— Gurken, frische, wie Gartengewächse. dito in Essig einge- Asia. — Gurten von Hanf, wie Seilerarbeit.
ocken, s. Perückenmacherarbeit. — Haarnadeln, s. Nadeln. — von Wolle in Verbindung mit anderen Materialien, nach dem Alles andere Haartuch, von Leinen (Pferdehaaren, wie Leinen), wolle, s. Leinen, Baumwollenwaaren. — Häute, s. Felle. — itze, s. Graupen und Grütze. — Hafer-Mehl, s. Mehl. — Haf- Glasurerz (Alquifoux), s. Erze. — Haken und Oeschen, wie n, s. Nadeln. — Hanföl, s. Oel. — Harfen, s. Instrumente, e. — Guajac-Harze und andere, im Tarif nicht namentlich an-

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth-	Rth.Ct-	Tara.
Heede von Hanf	100 ℔	— 32	— 10	in Matten à St.
Heu	„	frei		
Hirschhorn,				
„ geraspeltes und ungeraspeltes.		2 8	1 14½	in Fust. u. Kist. 16P
Holz:				
1) feine Holzsorten für Tischler und Drechsler:				
„ Mahagoni	100 Cbkf.	2 58	1 30⅛	
„ Ebenholz		frei		
„ Pockholz		frei		
„ Buxbaum		frei		
2) Eichen-, Fichten-, Tannen u. alles andere, nicht speciell tarifirte Zimmer-, Bau- u. Nutzholz	„	2 72	1 34½	
ferner:				
a. wenn es in ganzen, keine andere Waaren enthaltenden Schiffsladungen eingeht, für das im Schiffsraum unterhalb des Verdecks) befindliche Holz von jeder Commerzlast der Trächtigkeit des Schiffes.		2 48	1 27	
b. wenn bei gemischten, den ganzen Schiffsraum bis an das Verdeck ausfüllenden, Ladungen das geladene Holz den grössten Theil der Ladung unterhalb des Verdecks ausmacht und der übrige Theil der Ladung unterm Verdeck in Pech, Theer, Salz, Steinkohlen, Schleifsteinen oder Eisen, und nicht in anderen Waaren besteht, mag gleichfalls die Verzollung des geladenen Holzes nach der Trächtigkeit des Schiffes stattfinden, und zwar in folgender Weise:				
Für die neben dem Holze im Schiffsraum befindlichen Waaren wird das Raumvolumen, welches diese im Schiffe einnehmen, vom				

neführte, wie Gummi. — Halsbinden, s. Cravatten. — Hauben oder B
gets, s. Putzsachen. — Hautbois (Oboen), s. Instrumente, musik. — H

lungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Ct.	Tara.
des ganzen Schiffsraumes			
gen, und nur von dem			
rmittelten Commerzlasten-			
welcher im Schiffe mit Holz			
h bestaut ist, wird der Zoll			
olze erhoben. Nach Maass-			
es Raumes, welchen 1 Com-			
st Holz im Schiffe bestaut			
0 Cubikfuss, muss dem-			
r jede einen gleichen Raum			
iffe bestauende Quantität			
r Waaren 1 Commerzlast			
nGesammtbetrage der Com-			
sten, zu welchen das Schiff			
en ist, in Abgang gebracht			
ie solchergestalt zur Kür-			
Einer Commerzlast erfor-			
e Quantität:			
zu 24 Tonn.			
: zu 24 „			
das lose im Schiffe			
zu 32 „			
kohlen (die lose im			
e liegen) zu 24 „			
ifsteinen zu 100 Cbkf.			
in Stangen zu 60,000 ℔			
isenwaaren zu 40,000 „			
tzt werden. Wenn die hier-			
ir solche, ausser dem Holze			
ne Waaren sich ergebende			
zahl an dem Gesammtbe-			
ler Commerzlasten, zu wel-			
as Schiff gemessen ist, zum			
g gebracht wird: so ergiebt			
rig bleibende Lastenzahl,			
e viele Commerzlasten der			
lit. a. angegebene Zollsatz			
net werden soll.			
asten, sowie Holzladungen			
iffen ohne Verdeck, nicht			
r auch Holzladungen, wel-			
gleich mit anderen als den			
lit. b. genannten Waaren			
en, sind aufzumessen und			
ubikinhalte nach zu ver-			
Dies gilt auch dann, wenn			
in einem nicht voll belade-			

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Holz:			
nen Schiffe eingeht, es sei denn, dass der Clarirende es vorziehen möchte, nach der vollen Trächtigkeit des Schiffes zu verzollen.			
„ Finnisches Holz und Holzgut (Backtröge, Kübel, Bütten, Schaufeln etc.)			
„ wenn es in ganzen Schiffsladungen verzollt wird à Comm.-Last	1 80	1 7	
„ wenn es als besonderer Theil einer Gesammtladung zur Verzollung angegeben wird, oder sonst in einzelnen Parthieen zur Verzollung kommt 100 ℔	— 24	— $7\frac{1}{2}$	
„ Stabholz und Tonnenstäbe:			
„ Stäbe v. $\frac{7}{4}$ Ell. Höhe u. darüber 120 St.	— 40	— $12\frac{1}{7}$	
„ zwischen $\frac{7}{4}$ u. $\frac{4}{4}$ Ell. Höhe „	— 8	— $2\frac{1}{7}$	
„ von $\frac{4}{4}$ Ell. Höhe u. darunter „ (Von Bodenstücken werden 2 auf Einen Stab gerechnet.)	— 4	— $1\frac{1}{4}$	
„ andere Waaren aus Holz:			
„ hölzerne Schachteln aller Art (auch Apothekerschachteln). 100 ℔	1 4	— $31\frac{1}{4}$	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
Holzarten für Apotheken, nicht speciell tarifirte, namentlich auch Sassafrasholz „	1 48	— 45	
Honig „	1 24	— $37\frac{1}{2}$	in Fust. u. Kist. 16 „
Hopfen „	6 —	3 36	in Säcken 4 „
Horn, Hörner: von Rindvieh (auch rohe Hornspitzen	frei		
Hornplatten. „	2 48	1 27	in Fust. u. Kist. 16 „ in Emblge. v. L. 3 „
Hornvieh oder Rindvieh:			
„ Ochsen, Kühe, Stiere und Starken 1 Stk.	4 —	2 24	
„ Kälber. „	— 80	— 25	
Hüte, v. Filz, feine u. grobe 100 St.	80 —	50 —	

ringe, s. Fische. Hirse od. Eiergrütze, s. Grütze. Holz: aptirte Stäbe und Bodenstücke, s. Böttcherarbeit. Andere Waaren aus Holz: Böttcherwaaren, s. B. Drechslerarbeit, s. D. Flaschenfutter, s. F. Tischler- u. Stühlmacherarbeit, s. Tischlerarbeit, Wagenmacher-, Rademacher-, Stellmacherarbeit, s. Rademacherarbeit. Waaren aus Holz in Verbindung mit Leder oder mit Fellen, als Koffer, Blasebälge, wie Tischlerarbeit. — Holzkohlen, s. Kohlen. — Horn, Hörner von Hirschen und Rennthieren, s. Hirsch-

lungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
dannshüte.	„	50 —	31 12	
ıstuch, imgl. lakirte, Seehundsfellen, fer-				
hüte für Seeleute.	„	8 32	5 10	
on Filz (zu Seiden-	„	12 48	7 39	
	100 ℔	12 48	7 39	in Seronen 16 Pc. in Fustagen 20 „
sser und brauner	„	2 8	1 14½	in Kisten 30 „ in Fässern 12 „ in Säcken v. L. 3 „ in einf. Gunnis. 2 „ in dopp. „ 4 „
, mathematische, optische, ische, physikalische, chi- u. dgl. (mit u. ohne Be-	100 ℔	20 80	13 1	
che: Claviere, (als ios, Flügel etc.	1 Stk.	32 —	20 —	
	„	12 —	7 24	
Bratschen, Flöten, er	1 Dtzd.	1 48	— 45	
e musik. Instrumente	1 Stk.	— 64	— 20	
	100 ℔	4 16	2 29	in Kisten 20 „ in Körben 12 „
Kreidesteine u. Gipssteine		frei		
ɔschter u. ungelösch-	100 Tonn.	12 48	7 39	
eberdisteln (Wolldisteln)		frei		
iel-		einzuführen verboten		
, die nur als Kinderspiel- betrachten, werden als Bil- u. buntes Papier verzollt).				

Hühner, s. Vögel. — Hüte, seidene Damen-, s. Putzsachen. dito r, wie Papparbeit, dito von Stroh, Bast und Span, s. Stroh- ieit. — Hutfutterale, wie Papparbeit. — Hutzucker, s. Zucker. — r und Hydrometer, s. Instrumente, physikalische. et, s. Baumwollenwaaren. — Jalapwurzel, s. Wurzel für Apo- Jalousien, wie Galanteriewaaren. — Ingber, eingemachter oder wie Obst, eingemachtes. — Instrumente, mechanische, s. Maschi- hannisbeerensaft, wie Obst, eingemachtes. — Jollen, s. Schiffs- Ipecacuanha, s. Wurzeln für Apotheken. — Juchten, s. Leder Felle und Häute).

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Kartoffeln	frei		
Kermeskörner oder Scharlachkörner	frei		
Kienruss 100 ℔	2 8	1 14½	in Taschen u. Tönnch. unter 50 ℔ br. 75Pc. v. 50 ℔ br. u. darüb. 50„
Kisten und Fustagen, leere, soweit sie alt und nicht Gegenstand des Handels sind	frei		
Kleidungsstücke, nach dem Material (dem Manufact), woraus sie bestehen, oder welches den Haupttheil derselben ausmacht, mit 50Pc. Erhöhung.			
Kiele 100 Tonn.	8 32	5 10	
(Mandelkiele, s. M.)			
Knochen, rohe, namentlich auch Wallfischknochen, (Wallfischbarden, s. Fischbein)	frei		
„ pulverisirte (nicht gebrannte) Knochen (Knochenpulver 100 ℔	— 32	— 10	in Fustagen 16„
„ gebrannte Knochen (Beinschwärze) „	— 80	— 25	in Fustagen 16„
Kohlen, Holz	frei		
„ Stein- (auch Braun-) 100 Tonn.	12 48	7 39	
Korbmacherarbeit:			
„ von ungeschälten Reisern 100 ℔	1 4	— 31¼	
„ von geschälten Reisern, imgl. Körbe von Spänen, „	10 40	6 24½	
„ von gespaltenen Reisern „	60 —	37 24	
Kork.	frei		

Kabelgarn, wie Seilerarbeit. — Kälber, s. Hornvieh. — Kästchen und Etuis, als Näh-, Barbier-, Frisir-Kästchen etc., wie Galanteriewaaren. — Kalkuten, s. Vögel. — Kammacherarbeit, wie Drechslerarbeit. — Kammertuch von Baumwolle, s. Baumwollenwaaren. dito von Leinen, s. Leinen. — Kanonen, s. C. — Karten, geographische, s. Charten. — Kartoffelmehl, s. Mehl. — Kirschen, s. Obst. — Klappholz, wie Stabholz, s. Holz. — Kleesaamen, s. Saamen. — Klempnerarbeit, s. Eisenkram (sub. rubr. Eisen) und Messing- und Gürtlerarbeit (sub. rubr. Messing). — Klingen, Degen- u. Säbel-: ohne Gefäss, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen). dito mit Gefäss, s. Schwerdtfegerarbeit. — Klippfische, s. Fische. — Knöpfe: von Knochen, Elfenbein, Horn, Perlmutter, Bernstein, Cocosschaale, und Holz, s. Drechslerarbeit. dito von Glas, s. Glasschmelz. dito von Zinn, s. Zinngiesserarbeit. dito von Eisen und Stahl, s. Eisen. dito von Messing und Metallcomposition, s. Messing. dito übersponnene und überzogene, s. Bekleidungswaaren. — Knopfnadeln, s. Nadeln. — Knoppern, s. Galläpfel. — Koffer von Leder, wie Sattlerarbeit. dito von Holz und andern Materialien, wie Tischlerarbeit. — Kohl, s. Gartengewächse. — Kohlentheer, Steinkohlentheer, s. Theer. — Kopfweiden, s. Weiden. — Korkpfropfen mit Beschlag, wie Galanteriewaaren. — Krähenaugen, wie Apothekerwaaren. —

zollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Bbth.	Rth. Ct.	Tara.	
ſen 100 ℔	3 12	1 45¾	in Emblge v. L.	4 Pc.
Blumen u. Blätter, auch für Apotheken, soweit ht speciell tarifirt sind ℔	1 48	— 45	in Emblge. v. L.	4 „
ler Krappwurzeln „	— 80	— 25	in Fässern	16 „
en	frei			
gemahlene „	— 64	— 20	in Fustagen	12 „
in Stücken u. gemahlene	frei			
Pfefferkuchen, Honigku-				
Pfeffernüsse etc.) „	5 20	3 12¼		
aller Art, namentlich				
Kalteserkümmel „	1 48	— 15	in Fustagen	16 „
			in Säcken	3 „
Garkupfer u. Kupfer-				
latten, imgleichen altes				
marbeiten (Bruchkupfer)	frei			
nertes, gewalztes, in				
u. Blechen, imgleichen				
draht und Kupfernägel „	5 64	3 26	in Kisten	12 „
e Kupferplatten „	10 40	6 24½		
gut oder Kupferschmie-				
t,				
lirte „	8 32	5 10		
te „	16 64	10 20		
zirte, plettirte u. versil-				
„	33 32	20 40		
tchen (Knallhütchen) u.				
itchen aller Art zu Per-				
sschlössern „	33 32	20 40	in Kisten	30 „
gel „	16 64	10 20	in Fustagen	20 „
e (Lac-Lac)	4 16	2 29	in Serouen	10 „
„	2 48	1 27	in Fust. u. Kist.	16 „
saft „	1 48	— 45	in Kisten	16 „
aus verschiedenen Mate-				
„	16 64	10 20		
mpen (Menagelampen) „	8 32	5 10		
zu Kutschen „	16 64	10 20		
ren: Arbeit aus Cor-				

ar (Krullhaar), s. Haar. — Kraftmehl, s. Amidam. — Kratzen, Wollkratzen. — Kreide, weisse, in Stücken, s. Kalksteine. dito Holz gefasste, wie Bleistifte. dito schwarze, wie Pastellfarben, , Maler-. — Krull- oder Krollhaar, s. Haar. — Krystallglas, — Kühe, s. Hornvieh. — Kürschnerarbeit, s. Rauchwerk. — , s. Farben, Maler-. — Kugeln, eiserne, s. Eisen. — Kupfer- webe von Kupferdraht), wie Kupfergut, unpolirtes. — Kupfer- pperas, wie Vitriol, weisser. Kupferstiche, s. Gemälde. s, s. Fische. — Lämmer, s. Schaafe. — Lahn, s. Goldzieherar- ak Gummi-, wie Gummi. — Lakfarben, s. Farben, Maler-. — La-

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
duan, Saffian, lakirtem u. gepresstem Leder, als Briefstaschen etc.	100 ℔	50 —	31 12	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
Leim	„	3 12	1 45¾	
Leinen: Leinengarn, ungezwirntes, ungebleichtes	„	3 12	1 45¾	in Fust. u. Kist. 12 „
gebleichtes und gefärbtes	„	6 24	3 43½	
„ Zwirn ungebleichter	„	9 36	5 41¼	in Fust. u. Kist. 12 „
„ gebleichter und gefärbter	„	12 48	7 39	
„ Sonstige Manufacte aus Leinen	„	10 40	6 24½	
„ gespartelte (zum Gebrauch für Maler) präparirte Leinwand	„	4 16	2 29	in Fust. u. Kist. 12 „
„ Reepleinwand und andere ganz grobe ungebleichte Leinwand (grobes Pack- u. Sackleinen,) wovon der Werth 8 Rbβ das Pfund od. 8⅓ Rbthlr. das Hundertpfund nicht übersteigt.	„	1 4	— 31¼	in Fust. u. Kist. 12 „
Leinsaat		frei		
Leuchter, Kron-: von verschiedenen Materialien	„	16 64	10 20	
Lichter, von Talg	„	4 16	2 29	in Kisten 14 „
„ von Wachs, Wallrath u. Mark, imgleichen Stearinkerzen	„	12 48	7 39	in Kisten 16 „
Lichtschirme, aus verschiedenen Materialien bestehende	„	16 64	10 20	
Linsen	„	— 24	— 7½	in Emblge v. L. 3 „
Lorbeeren und Lorbeerblätter	100 ℔	— 80	— 25	in Fult. u. Kist. 16 „
Lumpen		frei		in Emblge. v. L. 4 „

kritzenwurzel, Süsswurzel, Süssholz, s. Wurzel für Apotheken. — Lampen aus lakirtem Blech. Bronze, gegossenem Eisen etc., s. das Material. — Lampendochte, s. Dochte. — Lampretten, s. Fische. — Lauten, s. Instrumente, musikalische. — Leder, s. Felle u. Häute. — Lederwaaren: Handschuhmacherarbeit aus Leder, s. H. Sattlerarbeit, s. S. Schuhmacherarbeit, s. S. — Leinen: Waaren aus Leinen in Verbindung mit anderen Materialien: mit Baumwolle, wie Baumwollenwaaren; mit Wolle, wie Wollenwaaren; mit Seide, s. Seidenwaaren. — Leinöl, s. Oel. — Lerchenschwamm, s. Agarik. — Leuchter, Kron-, von Glas, wie Glaswaaren: von vergoldetem Metall, von Bronze etc., wie vergoldete und bronzirte Messingwaaren. — Limonen, s. Orangen. — Limon-Asia, s. Asia. — Linon, von Baumwolle, wie Baumwollenwaaren. dito von Leinen, s. Leinen. — Liqueure, wie Branntwein. — Lithographien, s. Gemälde. — Locken von Haar und von Seide, s. Perrückenmacherarbeit. — Lohe, s. Bork. — Luftpumpen, s. Instrumente, physikalische.

zollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Gt.	Tara.	
	100 ℔	— 80	— 25		
i, Nudeln, Vermicelli		4 16	2 29	in Kisten	30 Pc.
	„	1 4	— 31¼		
	1 Tonne	— 48	— 15		
	„	— 40	— 12½	in Fustagen	12 „
	100 ℔	3 12	1 45¾	in Strohmatten	8 „
ie	„	3 12	1 45¾	in Säcken	4 „
		frei			
s		frei			
ı, als: Dampfmaschinen, naschinen, Kornreinigungs- en, Kratz-, Spinn- u. Scheer- en, Papiermaschinen u. an- rgleichen im Industrie- und resen, sowie in der Land- ıaft, anwendliche Maschinen le zu Maschinen, soweit sie ıamentlich zum Zoll angesetzt					
	100 ℔	2 8	1 14½		
	„	16 64	10 20		
(mit Krullhaaren ge-					
	„	8 32	5 10		
ım Packen	100 St.	— 60	— 18¾		
ne: doppelte Mauer- holländische Klinker u. feuerfeste Mauersteine					
brannte Fliesen	1000 „	2 8	1 14½		
lere	„	1 4	— 31¼		
von Gold- u. Silber, hen von Bronze		frei			
;	100 ℔	1 4	— 31¼		
ım, roher		frei			
Weizen, Gerste, Mais offeln	„	1 48	— 45	in Fustagen	12 „
				in Säcken	3 „
ken, Buchweizen, Ha- bsen und Bohnen	„	— 64	— 20		
	„	1 4	— 31¼	in Fust. u. Kist.	10 „
neues unverarbeitetes, hen altes zum umarbei- ruchmessing)		frei			
gdrath:					

s, s. Muscat. — Mahagoniholz, s. Holz. — Maismehl, s. Mehl. — , s. Gemälde. — Malerfarben, s. Farben, Maler-, — Malerpinsel, ıbinderarbeit. — Mannagrütze, s. Grütze. — Marabuts, s. Federn, . — Marmor, s. Blocksteine. — Marmorarbeit, s. Bildhauerarbeit. — , s. Felle u. Häute. — Marzipan, wie Confect, s. Obst, eingemach- dastix, wie Gummi. — Meerschaumpfeifenköpfe, s. P. — Melasse, s.

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Gr.	Tara.
Messing:			
„ Messingdrath:			
„ schwarzer u. rauher (unpolirter) 100 ℔	2 8	1 14½	in Fust. u. Kist. 12P
„ polirter „	2 48	1 27	in Fust. u. Kist. 12
„ versilberter „	33 32	20 40	
„ Messingblech u. Messingplatten,			
„ unplettirte „	4 48	2 39	in Kisten 12
„ plettirte „	10 40	6 24¼	
„ Messingwaaren und alle Gürtlerarbeit aus Messing, Bronze und anderen Metallcompositionen:			
„ unpolirte, grob abgefeilte oder abgedrechselte, als: Grapen, Glokken und Schellen, Mörser, Zapfenpfannen, Spindelmütter und andere Maschinentheile, Hähne (zum Zapfen), Thürbeschläge u. Angeln (mit Einschluss des daran befindlichen Eisens), grobe Fingerhüte, Nähringe, Gardinenringe, grobe Uhrschlüssel, Rollen (für Meubeln, welche auf Rollen laufen), Kessel und Becken, Nägel mit u. ohne Eisenstifte, imgleichen unpolirte Knöpfe. 100 ℔	8 32	5 10	
„ polirte u. geschliffene, als Blechschlägerarbeit von polirtem Messing, imgl. polirte Knöpfe 100 ℔	16 64	10 20	
„ bronzirte, gefirnisste, plettirte, versilberte und vergoldete, als: Leuchter, Lampen, Gardinenbügel, Tischglocken, Geschirre, Steigbügel, Sporen, Beschläge, Knöpfe zu Schiebladen, Wandschrauben (Haken und Knöpfe), ferner gepresste Waaren, als Gardinenschrauben u. Rosetten, Basreliefs u. Bronzezierrathe zu Meubeln, Pfeifenbeschläge, Degen- und Säbelscheiden, sowie vergoldete, versilberte u. plettirte Knöpfe mit Steinen u. ohne			

Zucker. — Mercur, s. Quecksilber. — Mercurpräparate, wie Apothek
waaren. — Mergel, s. Erde. — Messing-Twist, (Gewebe von Messi
drath), wie Messingwaaren, unpolirte. — Metall, Waaren daraus, sev
sie nicht namentlich tarifirt sind, wie Messingwaaren. Microscope, s.

...llungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Bbth.	Rth.Ct.	Tara.
: , Uhrfutterale mit und ohne :rk, Vasen und Tischauf- von Bronze, Bijouteriewa- :ergoldete, versilberte und te m. Steinen u. ohne Steine, ɪrmbänder, Ohrringe, Fin- ge, Brustnadeln, Uhrketten, ...lüssel etc. 100 ℔	33 32	20 40	
aus weissen Kupfercom- ...nen als Neusilber, Argen- ?ackfong, imgl. aus britti- Metall 100 ℔	33 32	20 40	
onze und andere dem Mes- liche, nicht namentlich ta- etallcompositionen):			
beitetes	frei		
1 Tonne	4 —	2 24	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
ler Art			
100 ℔	6 24	3 43½	in Fust. u. Kist. 16 „
	frei		
ɪ. Querensteine aller Art 100 Cbkf.	25 —	15 30	
er Art	frei		
...e	25 —	15 30	in Kisten 25 „ in Emblge. v. L. 4 „
e 100 ℔	16 64	10 20	in Fust. u. Kist. 12 „ in Emblge. v. L. 3 „
aælen	frei		
	frei		
ln „	33 32	20 40	
eln (Kopf- od. Knopf- u. Haarnadeln sammt . Oeschen „	16 64	10 20	
Nadlerwaaren, als Vo- etc. „	6 24	3 43½	
, als Erd-, Stein- u.			

optische. — Mineralien, s. Naturalien. — Mineralwasser, s. ineralische. — Moos, isländisches, s. Kräuter für Apotheken. — ider. — Mull, wie Baumwollenwaaren. — Multum, s. Wollen- Mundharfen von Messing, in Verbindung mit anderem Metall, ɪgwaaren, polirte. — Muscheln, s. Fische. — Musikalische In- , s. Instrumente, musikalische. Musselin (Muslin), wie Baumwol- — Myrrha, wie Gummi.

n: Pack-, Segel-, Spick- und Schnurnadeln, imgleichen Strick- Eisenkram (sub. rubr. Eisen). — Nägel von Eisen, s. Eisen.

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Gr.	Tara.
Erzarten, Pflanzen und Früchte, Conchylien, Insekten, Vögel u. andere Thiere, ausgestopfte od. in Spiritus für Naturalienkabinette und wissenschaftliche Sammlungen	frei		in Fustagen 12 Pc. in Säcken v. L. 3 „
Nelken (Gewürznägelein) und Nelkenstiele 100 ℔	6 24	3 43½	in einf. Binss. à St. 2℔ in dopp. „ à St. 4℔
Nürnbergerwaaren, als Puppen u. Spielzeug „	8 32	5 10	
Nüsse aller Art, soweit sie nicht speciell tarifirt sind „	— 72	— 22½	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
Oblaten aller Art „	10 40	6 24½	in Emblge. v. L. 3 „
Obst, frisches			
„ Aepfel und Birnen 100 Tonn.	25 —	15 30	
„ Pflaumen, Kirschen, Maulbeeren, Erdbeeren, Johannisbeeren und alles andere nicht genannte Kern-, Stein- und Beerenobst 100 ℔	— 24	— 7½	
„ getrocknetes:			
„ getrocknete Pflaumen, als: Catharinenpflaumen, Prünellen, Zwetschen und andere Pflaumen „	— 75	–23 7/16	Zwetsch. in Fust. 10 „ andere Pflaumen: in K. c. 80–100 ℔ br. 14 „ c. 40–50 ℔ br. 18 „ c. 20–25 ℔ br. 20 „
„ alles andere getrocknete Obst „	1 24	— 37½	in Fust. u. Kist. 16 „ in Emblge v. L. 3 „
„ eingemachtes (in Zucker, Syrup und Spirituosen), auch Confect und Zuckerwerk „	5 20	3 12¼	in Kisten 16 „ in Fl. u. Gläsern, „ verp. in Kisten 50 „ „ ohne d. Verp. 40 „
Oel: wohlriechende Oele, namentlich auch Anisöl 100 ℔ brutto	20 80	13 1	
„ Hanföl	frei		Terpentinöl: in einf. Fust. 20 Pc. in dopp. „ 34 „
„ Leinöl und Rüböl, imgleichen Palmöl 100 ℔	3 12	1 45¾	andere Oele: in Fustagen 18 „
„ Baumöl, „ in Fässern „	3 12	1 45¾	in Fl. u. Gläsern, „ verp. in Kisten 50 „
„ in Gläsern und Flaschen „	8 32	5 10	„ ohne d. Verp. 40 „
„ alle andere Oele „	2 8	1 14	in thön. Kruk. 33 „

dito von Kupfer, s. Kupfer. dito von Messing, s. Messing. dito von Zink, s. Zink. — Nanking, wie Baumwollenwaaren. — Nelkenpfeffer, s. Piment. — Nesseltuch, wie Baumwollenwaaren. — Neunaugen, s. Fische. — Nudeln (Vermicelli), wie Maccaroni.

rzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
:n	100 ℔	— 20	— 6¼	in Fustagen 20 Pc.
uch wenn sie in Gläsern				in Flasch. u. Gläs.,
en	„	3 12	1 45¾	„ verp. in Kist. 50 „
		frei		„ ohne d. Verp. 40 „
aller Art, als Citronen, en, Apfelsinen, Pome- etc.				
	100 St.	— 32	— 10	
knete, imgl. Citronen u.				in Fust. u. Kist. 16 „
anzenschaalen	100 ℔	1 4	— 31¼	in Strohmatten 8 „
				in Emblge v. L. 4 „
ene	„	— 60	— 18¾	in Fustagen 20 „
				in Kisten 16 „
:ker eingemachte	„	5 20	3 12½	in Flasch. u. Gläs., „ verp. in Kist. 50 „ „ ohne d. Verp. 40 „
- u. Limonsaft	1 Oxh. 30 Vrt.	3 —	1 42	
	100 ℔	2 8	1 14⅐	in Fust. u. Kist. 16 „
	„	1 4	— 31⅐	in Fust. u. Kist. 16 „
beschriebenes (Acten)		frei		
b-, Post-, Noten-, Zei-				
apier u. alle Arten von				
m geleimten Papier überh.	„	4 16	2 29	
papier u. ungeleimtes Pa-				in Kisten 16 „
u Spielkarten	„	2 48	1 27	in Emblge. v. L. 3 „
uspapier	„	2 8	1 14⅐	
	„	1 24	— 37½	
Papier aus wollenen Lum-				
, überhaupt alles Macula-				
ier	„	— 64	— 20	
apier (Pressspäne, Rauf-				in Kisten 16 „
für Tuchfabriken)	„	— 72	— 22½	in Emblge. v. L. 3 „
Papier für Zuckerraffi-				
	„	— 48	— 15	
tapeten	„	12 48	7 39	
s farbiges u. buntes Pa-				
ller Art, nebst gepress-				
ersilbertem u. vergolde-				
apier, auch Papierborten,				

t: Beeren für Apotheken, s. Kräuter etc. für Apotheken. Schaa- s. Mandeln und Nüsse. — Obstwein, s. Cider. — Ochsen, s. Horn- Ochsenzungen, s. Fleisch. — Ocker (Ocher), s. Farben, Maler-. — iserne, s. Eisen. dito thönerne, s. Töpferarbeit. — Oel: Sper- s. Wallrath. Vitriolöl, s. Säuren. — Operment, s. Auripigment. — Instrumente, s. Instrumente. — Orangen: Citron- und Limon- Asia.

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Papier:			
imgleichen Bilderbogen u. Blanquette mit Vignetten 100 ℔	6 24	3 43½	
„ Papierschnitzel u. Papierabfall aller Art	frei		
Pappwaaren u. Arbeiten aus Papier u. Papiermaché, mit Ausnahme von Spielzeug „	12 48	7 39	
Pasteten 1 ℔ br.	— 64	— 20	
Pech 1 Tonne (224 ℔ netto)	1 —	— 30	in and. Fust. als ganzen u. halb. Ton. 12 Pc.
„ weisses 100 ℔	— 24	— 7½	
Perlen:			
„ eingefasste werden mit der Einfassung gewogen u. wie diese verzollt.			
Perlmutter: rohe in Schaalen	frei		
Perükenmacherarbeit aller Art, v. Haare, Seide etc. 1 „	2 —	1 12	
Pfeffer: spanischer u. Cajennepfeffer, imgl. langer Pfeffer 100 „	3 32	2 4	in Kisten 12 „ in einf. Gunnis. 2 „
„ anderer Pfeffer, schwarzer u. weisser „	2 8	1 14½	in dopp. „ 4 „ in Säcken v. L. 3 „
Pfeifen, Tabacks-, thönerne, ohne Vergütung für den Bruch 100 ℔ br.	1 48	— 45	
Pfeifenköpfe, mit u. ohne Beschlag:			
„ meerschaum., ächte u. unächte 100 ℔	25 —	15 30	
„ thönerne, porzelanene, hölzerne, steinerne u. alle andere Pfeifenköpfe überhaupt „	12 48	7 39	in Kisten 16 „
Pfeifenschlangen (Material zu Pfeifenröhren) „	25 —	15 30	
Pferde, mit Ausnahme v. Füllen 1 St.	8 —	5 —	
„ Füllen (Säuge-)	frei		
Pfirsichkerne 100 ℔	3 12	1 45¾	in Fust. u. Kist. 16 „ in Säcken v. L. 3 „
Piment „	2 8	1 14½	in einf. Binss. à St. 2 ℔ in dopp. „ à St. 4 ℔

Parchent (Bettparchend, Futterparchend, Kleiderparchend) oder Barchend, wie Baumwollenwaaren. — Pastellfarben, s. Farben, Maler-. — Pelzwerk, s. Rauchwerk. — Pergament, s. Felle und Häute. — Perlen, uneingefasste ächte, wie Edelsteine; unächte von Bernstein, s. Drechslerarbeit, dito von Glas, s. Glasschmelz; alle andere, wie Galanteriewaaren. — Perlenstickerei, wie Goldzieherarbeit. — Perlgraupen, s. Graupen. — Perlmutter: verarbeitete, ohne Verbindung mit anderen Materialien, wie Drechslerarbeit, dito in Verbindung mit anderen Materialien, s. die Rubriken Drechslerarbeit und Galanteriewaaren. — Pfeffer: Nelkenpfeffer, Piment, s. P. — Pfeifenröhre, wie Drechslerarbeit. — Pfeifenthon, Pfeifenerde, s.

erzollungs - Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto - Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	T a r a.
n, Pimpernüsse	100 ℔	8 32	5 10	
	100 ℔ br.	20 80	13 1	
n:				
es, u. weisses u. blaues	100 ℔	10 —	6 12	
arbigen od. goldenen Rän-				
imgl. mit einfarbiger Ma-				
mit und ohne Gold	„	20 —	12 24	
nehrfarbiger Malerei oder				
nen Decorationen od. mit				
rlei Verzierung	„	40 —	25 —	
ntirwaaren:				
oder theilweise v. Seide:				
n Seide u. Floretseide	1 ℔	1 24	— $37\frac{1}{2}$	
n Seide in Verbindung mit				
deren Materialien	„	— 64	— 20	
Seidenbestandtheile (von				
en, Baumwolle, Wolle, Ca-				
garn etc.)	100 ℔	33 32	20 40	
ie Verzollung geschieht				
ne Abzug für das Gewicht				
übersponnen. Holzes etc.)				
teine	100 St.	— 48	— 15	
	100 ℔	3 12	1 $45\frac{3}{4}$	in Fast. u. Kist. 16 Pc.
hen (fertiger Putz), nicht				
ell tarifirte namentlich auch				
rte Hals - u. Taschentücher	1 „	3 32	2 4	
no		frei		
ilber		frei		
cherarbeit:				
e Wagen:				
rräderige Wagen:				
Kutschen u. Landauerwg.	1 St.	40 —	25 —	
Wiener u. Offenbacherwg.	„	32 —	20 —	

— Pfirsiche, s. Obst. — Pflanzen, s. Bäume und Blumenpflanzen. —
aller Art, wie Apothekerwaaren. — Pflaumen, s. Obst. — Pfro-
Kork. — Pimpernüsse, s. Pistacien. — Pinsel, s. Bürstenbinder-
— Pistolen, s. Büchsenschmiedearbeit. — Platin (Platina), unverar-
, wie Silber. dito verarbeitetes, wie Silberarbeit. — Plattblau (Platt-
, wie Lakmus. — Plümagen, s. Federn, Schmuck-. — Pockholz,
. — Pomeranzen, s. Orangen. — Porzelan-Pfeifenköpfe, s. P. —
merde, s. Erde. — Pottasche, s. Asche. — Pottloth wie Bleierz. —
ingtuch, s. Segeltuch. — Prünellen, s. Obst. — Pulver, Schiess-,
esspulver. — Punschextract, wie Rum, s. Branntwein.
ecksilberpräparate, wie Apothekerwaaren. — Quercitron, s. Färbe-
- Quernsteine, s. Mühlensteine.
uschgelb, wie Arsenik. — Raventuch, s. Segeltuch. — Rechen-

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Ct.	Tara.
Rademacherarbeit:			
„ Cabriolette, Phaetone, Droschken und dergl. 1 St.	16 —	10 —	
„ Korbwagen:			
„ mit Calesche „	16 —	10 —	
„ ohne Calesche „	12 —	7 24	
„ Arbeitswagen „	12 —	7 24	
„ zweiräderige Wagen „	12 —	7 24	
„ Theile zu Wagen:			
„ Caleschen „	10 —	6 12	
„ Stühle, lakirte „	4 —	2 24	
„ alle übrige nicht speciell tarifirte Wagenmacherarbeit u. Theile zu Wagen 100 ℔	10 —	6 12	
Räucherpulver, Räucherkerzen, Rauchwachs (Ofenlak) etc. „	25 —	15 30	
Rappsaat 1 Tonne	— 64	— 20	
Rauchwerk:			
„ bereitete u. unbereitete Felle für Kürschnerarbeit:			
„ von Bibern, englischen Caninchen, Hermelinen, Iltissen, Mardern, Nerzen od. Sumpfottern, Vielfrassen u. Zobeln, imgleichen Cchinchilla, Kolinsky- u. Pergawitzkyfelle. 100 ℔	66 64	41 32	
„ von Affen, Bisamratten, Luchsen, Hasen, Wieseln, Ottern, span. Katzen, Tigern, nebst wilden Katzen 100 ℔	16 64	10 20	
„ von Leoparden, Löwen, Wölfen, Bären, Füchsen, Hamstern, Eichhörnchen, Dachsen, Caninchen (gemeinen), Padranduken oder westindischen Mäusen, imgleichen Janotten (Genetten) nebst allen andern im Tarif nicht aufgeführten Fellen f. Kürschnerarbeit, namentlich auch Seehundsfellen. 100 ℔	8 32	5 10	
„ Kürschnerarbeit wird mit einer Zulage von 50 pCt. zum Materialienzoll verzollt.			

u. Schreibtafeln: aus Schiefer, s. Schiefertafeln, dito aus Pergament. Pergament. — Reife, eiserne, s. Eisen, dito hölzerne, s. Tonnenbänd Reiser- oder Reepschlägerarbeit, s. Seilerarbeit. — Reth, s. Dachre Retorten und Kolben, s. Glaswaaren. — Rhabarberwurzel, s. Wurze Apotheken. — Riemerarbeit, s. Sattlerarbeit. — Rinde, Bork oder

zollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
d Sonnenschirme:			
)erzügen von Seide 100 St.	50 —	31 12	
eren Ueberzügen, im- Schirmgestelle ohne			
ige „	25 —	15 30	
Reismehl 100 ℔	1 80	1 7	in Fustagen 12 Pc. in Säcken v. L. 3 „ in dopp. Gunnis. 4 „ in einf. „ 2 „
Schaale (Nelloo, Paddy) „	1 —	— 30	
Linden für Apotheken, inarinde, Cascarillrinde lle andere nicht speciell Rindenarten für Apo-			
„	1 48	— 45	in Fust. u. Kist. 16 „
1 Tonne	— 32	— 10	in Emblge. v. L. 4 „
100 ℔	2 16	— 35	in Fustagen 14 „ in Kisten 24 „ in einf. Binss. à St. 2 ℔ in dopp. „ à St. 4 ℔ in Strohmatten 8 Pc.
u Bäumen u. Büschen u. it speciell tarifirte Saamen- um Acker-, Wiesen- und au	frei		
en für Apotheken, als Ri- men, Wurmsaamen (semen Fenchelsaamen, Cokelkör- loquinten, Coriander, Cu- Cassia fistula u. andere nicht tarifirte Saamenarten für			
en 100 ℔	1 48	— 45	in Fust. u. Kist. 16 „ in Emblge. v. L. 3 „
chwefelsäure (Vitriolöl) „	1 24	— 37½	in Flasch. od. Bout.
e „	1 48	— 45	ohne andere Emb., od. in einf. od. dopp. gro- ben Körben m. Stroh 20 Pc.
säure (Scheidewasser) andere Arten minerali- äuren, sammt Phos- e „	6 —	3 36	in Kist. m. Säge- spänen verpackt 40„ in thönern. Kruk. 30„

ito Caneel und Cassia lignea, s. Caneel. — Rindvieh, s. Horn- tocken-Mehl, s. M. — Röthel, s. Kreide. Rogen, s. Fische. — Bambus- etc. Rohr. — Rosinenwein, wie Wein. — Rosmarin, er für Apotheken. — Rothgiesserarbeit, s. Messing. — Roth- bleistifte. — Rum, s. Branntwein.

, wie das Material, aus dem sie bestehen. — Saffian, s. Felle u. Saftfarben, s. Farben, Maler-. — Salpetersäure, s. Säuren. —

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rthl.	Rth. Ct.	Tar
Safflor (wilder Safran, flos carthami)		frei		
Safran	100 ℔	83 32	52 4	in Kisten
Sago (Graupen und Mehl)	„	2 8	1 14½	in dopp. Gun
Saiten:				in einf. „
„ Darm-, imgl. Darmschnüre	„	41 64	26 2	
„ Metall-,				
„ „ von Stahldraht	„	1 48	— 45	
„ „ von Messing u. Metall sammt besponnenen Saiten (Saiten werden ohne Abzug für das Gewicht des Holzes, worauf sie gewikkelt sind, verzollt).	„	2 48	1 27	
Salep	„	3 12	1 45¾	in Kisten in Flasch. u. verp. in Kist ohne d. Ver
Salmiak	„	3 12	1 45¾	in Kisten
Salpeter, roher und raffinirter	„	— 80	— 25	ohne Unters Emballage
Salz: officinelle Salze als: Glaubersalz, Seidlitzer Salz, Carlsbader Salz, Englisches Laxirsalz, Tartarus vitriolatus etc.	„	— 48	— 15	
„ rohes Steinsalz in Stücken	1000 ℔	1 24	— 37½	
„ alles andere Salz	1 Tonne	1 16	— 35	
Sattler- und Riemerarbeit:				
„ mit vergoldetem, silbernem od. plettirtem Beschlag	100 ℔	25 —	15 30	
„ alle andere Sattler- u. Riemerarbeit mit und ohne Beschlag	„	12 48	7 39	
Schaafe und Lämmer	1 St.	— 24	— 7½	
Schiefertafeln und Griffeln	100 ℔	— 64	— 20	
Schiesspulver	„	4 16	2 29	in Fust. u. K
Schiffe, Schiffsböte, welche nicht zum Inventar eingehender Schiffe gehören		12½ Pc.		
„ Schiffsgeräthschaften, bei Strandungen geborgene, imgl. Schiffswracke zum Schleifen, vom Bruttoauctionsbelauf.		8 Pc.		
Schiffswerg	100 ℔	— 16β	— 5	
Schildkröten (v. den Colonien eingeführte frei)	„	25 —	15 30	

Salzsäure, s. Säuren. — Sammt: von Seide, s. Seidenwaaren, Baumwolle (Sammtmanchester), s. Baumwollenwaaren. — Sande Färbeholz. — Sandsteine, s. Blocksteine. — Sappanholz, s. Färbe Sardellen, s. Fische. — Sassafrasholz, s. Holzarten für Apoth

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Gt.	Tara.
ıdkrötenschaalen	frei		
eifsteine, englische,			
ıs engl. 1 Chald. = 9 à 10 Zoll dän. Maass			
36 St.			
„ „ 10½-11½ „ „ 30 „			
„ „ 15-16 „ „ 27 „			
„ „ 17-18 „ „ 21 „			
„ „ 19-20 „ „ 18 „	— 80	— 25	
„ „ 22-23 „ „ 12 „			
„ „ 26-27 „ „ 9 „			
„ „ 30-31 „ „ 6 „			
„ „ 34-35 „ „ 5 „			
„ „ 40-41 „ „ 3 „			
„ und darüber 1 „			
schwedische und andere 100 St.	1 4	— 31¼	
mack oder Sumach	frei		
malz (Fett und Flaumen) 100 ℔	1 4	— 31¼	1 Ton. 24 ℔, ½ T. 12 ℔.
mergel (Schmirgel)	frei		½ Ton. 18 ℔, ⅛ T. 8 ℔.
minke 1 ℔	— 48	— 15	
riftgiesserarbeit 100 ℔	2 48	1 27	in Kisten 10 Pc.
uhwichse, Stiefelwichse 100 ℔ br.	2 8	1 14½	
usterarbeit aller Art 100 ℔	66 64	41 32	
wämme:			
'asch-, imgl. Feuer- „	33 32	20 40	in Embge. v. L. 4 „
ısbare als: Morcheln, Trüf-			
ln, Champignons, s. diese Ar-			
kel.			
wefel, roher. „	— 24	— 7½	
Stangen, imgleichen Schwe-			
lblumen „	1 4	— 31¼	
weine und Ferkel:			
ıhme 1 St.	— 64	— 20	
panferkel	frei		
werdtfegerarbeit aller Art, mit u.			
ıne Scheide u. ohne Rücksicht			
ıf das Material, woraus sie ver-			
ırtigt. 100 ℔	12 48	7 39	

ıaparillwurzel, s. Wurzeln für Apotheken. — Saucen, wie Soya. — erbrunnenwasser, s. Wasser, mineralische. — Schachteln: hölzerne, s. zwaaren, dito von Pappe, s. Pappwaaren. — Scharlachkörner (Scharbeeren), s. Kermeskörner. — Scharte (Gelbkraut), s. Färbekräuter. — eidewasser (Salpetersäure), s. Säuren. — Schellak, wie Gummi. — iessgewehre, s. Büchsenschmiedearbeit. — Schiffe, cfr. §§. 142—147 Zollverordnung. — Schiffsanker, s. Eisen. — Schiffssegel, s. Segeltuch. — littschuhe, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen). — Schmalte, s. Blaufarbe. — neidewerkzeuge, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen). — Schreibfedern, s. lern. — Schusterspäne, s. Späne. — Schwefelsäure (Vitriolöl), s. Säu-

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Segeltuch:				
„ Segeltuch u. Presenningtuch	100 ℔	5 20	3 12½	in Emblge v.L. 3 Pc.
„ fertige Segel davon	„	5 20	3 12½	in Matten à St. 4 ℔
„ Raventuch	„	8 32	5 10	in Emblge. v.L. 3 Pc.
„ fertige Segel davon	„	8 32	5 10	in Matten à St. 4 ℔
Seide u. Seidenwaaren aller Art	„	30 —	18 36	
„ Waaren aus Seide in Verbindung mit andern Materialien:				
„ mit Wolle oder Baumwolle:				
„ Shawls u. Shawltücher	1 „	1 24	— 37½	
„ Waaren aus Seide in Verbindung mit den genannten oder anderen Stoffen, wie Seidenwaaren.				
Seife, grüne, weiche, Seife	100 ℔	2 8	1 14½	in Fust. u. Kist. 14 Pc.
„ weisse u. farbige, harte, Seife, gemeine	„	2 48	1 27	in Kisten 14 „ in Matten à St. 4 ℔
„ wohlriechende Seife u. alle Seife in Täfelchen, Kugeln etc. sammt Seifenpulver	„	20 80	13 1	in Kisten 14 Pc.
Seiler: oder Reepschlägerarbeit	„	1 64	1 2	
„ altes entzweigehauenes Tauwerk zum Auftrennen.	„	— 16	— 5	
Senf gemahlener,				
„ in Gläsern u. Kruken (zubereiteter und unzubereiteter)	100 ℔ br.	5 20	3 12½	
„ in anderen Gefässen	100 ℔	8 32	5 10	in Fust. u. Kist. 16 „
Senfsaamen	„	— 64	— 20	in Fustagen 16 „ in Emblge v.L. 3 „
Siebmacherarbeit	„	4 16	2 29	
Silber, gemünztes (namentlich auch Spanische Piaster) u. in Barren, imgleichen Bruchsilber zum Umschmelzen.		frei		
„ gepresstes (Silberpressung.) als Material zur weit. Verarbeitung	100 Lth.	4 16	2 29	
„ verarbeitetes	„	8 32	5 10	
Sirup, brauner und weisser	100 ℔	1 48	— 45	in Fust. u. Kist. 12½ „

ren. — Schweine, wilde, s. Wild. — Schweinsborsten, s. Haar. — Schweinshaar, weiches, s. Haar. — Schwerdtfegerarbeit: Klingen ohne Gefäss, s. Eisenkram (sub. rubr. Eisen). — Seide und Seidenwaaren aller Art: Band, s. B.; Posamentirwaaren, s. P.; seidene Haarlocken, s. Perrückenmacherarbeit; seidene Hüte, Manns-, s. Hüte; dito Damen-, s. Putzsachen; Flor, s. Blonden; Wachstaft, s. Wachstuch. — Senf, ungemahlener, s. Senfsaamen. — Sennesblätter, wie Kräuter für Apotheken. — Serpentinstein, wie Blocksteine. — Serpentinsteinerne Waaren, wie Steinhauerarbeit, s. Bildhauerarbeit. — Shawls, s. die Rubriken Seiden-, Wollen- und Baumwollenwaaren. — Shirting, s. Baumwollenwaaren. — Siegellak, s.

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth-Ct.	Tara
Sittgelb	frei		
Soya 100 Pott	8 32	5 10	
Späne, für Buchbinder, Schuster, Schwerdtfeger 100 ℔	— 16	— 5	
Spanischgrün, unraffinirtes „	4 16	2 29	in Fust. u. Kist. 16 Pc.
Spanische Fliegen	frei		
Speck, frischer	frei		gesalz. Speck in Fustag. 28 Pc.
„ gesalzener oder geräucherter „	2 8	1 14½	geräucherter „ 16 „
„ von Wallfischen, Robben.	frei		in Emb. v. L. 3 „
Speckstein	frei		
Spitzen: von Baumwolle 1 „	1 24	— 37½	
„ von Zwirn: geklöppelte „	5 —	3 6	
„ gewebte „	— 64	— 20	
Stahl 100 ℔	— 64	— 20	in Fust. u. Kist. 10 „
Steine: Steine zum Steindruck	frei		
Stroh	frei		
Stroh- und Spanarbeit:			
„ Hüte, Hutköpfe, Hutränder u. Blumen aus Stroh 1 ℔	2 —	1 12	
„ Bast- u. Spanmatten zu Hüten nebst Spangeflechten aller Art 100 ℔	6 24	3 43½	
„ Strohgeflechte, sowie alle andere Stroharbeit, mit und ohne Einwebung von Seide, Linon etc. 1 ℔	1 —	— 30	
Succade 100 ℔	5 20	2 12¼	in Kisten 16 „

Lak. — Silberdraht, s. Goldzieherarbeit. Blattsilber, wie Blattgold, s. Gold. — Silberglätte, s. Glätte. — Singvögel, s. Vögel. — Soda, s. Asche. — Spanarbeit, s. Stroh- und Spanarbeit. — Spargel, s. Gartengewächse. — Sparmacetöl, s. Wallrath. — Spiegel, s. Glaswaaren. — Spielkarten, s. Karten. — Spiessglas, Spiessglanz, s. Antimonium. — Spitzen von Seide, wie Blonden. Gold- und Silberspitzen, s. Goldzieherarbeit. — Spornmacherarbeit, s. Eisenkram (sub rubr. Eisen), u. Messingwaaren (sub. rubr. Messing). — Spriet, wie Branntwein. — Stabholz, s. Holz (Aptirte Stäbe, s. Böttcherarbeit). — Stahlwaaren, s. die Rubrik Eisen. — Stearinkerzen, s. Lichte. — Steigbügel, s. Spornmacherarbeit. — Steine: Edelsteine, s. E. Feldsteine, s. F. Blocksteine, s. B. — Steindruckerarbeit, wie Kupferstiche. — Steinhauerarbeit, s. Bildhauerarbeit. — Steinkohlen, s. Kohlen. — Steinkohlentheer, s. Theer. — Steinzeug, s. Fajence. — Sternanis, s. Anis. — Stockfische, s. Fische. — Storax, wie Gummi. — Strandwaaren, cfr. §. 141 der Zollverordnung (Schiffswrack u. bei Strandungen geborgene Schiffsgeräthschaften, s. Schiffe). — Straussfedern, s. Federn. — Strickwaaren oder Tricotage, s. die Rubriken, Baumwollen-, Leinen-, Seiden- und Wollenwaaren. — Stricknadeln, s. Nadeln. — Stroh- u. Spanarbeit: Spankörbe, s. Korbmacherarbeit. — Grobe Strohhüte für Seeleute, s. Hüte. — Spanschachteln, s. Holzwaaren. — Strümpfe, s. Tricotage. — Stuhlmacherarbeit, wie Tischlerarbeit. — Stummwein, wie Wein. — Süssholz, wie Wurzeln für Apotheken. — Süssholzsaft, wie Lakritzensaft.

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Tabak:			
„ unfabricirter in Blättern u. Rollen, imgl. Tabacksstengel 100 ℔	1 54	— 46⅞	in Fustagen 12 Pc.; in Körben 3 „; in Emblg. v. L. 3 „; in Matten à Stück 4 ℔
„ fabricirter: Rauchtabak aller Art, imgl. Kautabak „	6 —	3 36	in Fust., Kist. u. Körb. 18 Pc.
„ Schnupftabak aller Art, mit Einschluss von Rapé in Stangen und Carotten „	8 32	5 10	in Fl. verp. in Kst. 50 „; „ ohne d. Verp. 40 „; in anderer Emblg. 15 „
„ Cigarren „	33 32	20 40	in einf. Kisten 30 „; wenn mehrere Kist. in einer äusseren Emblg. eingeschlossen 50 Pc.
Talg	2 8	1 14½	in Fässern 10 „
Tamarinden, eingemachte u. uneingemachte „	1 24	— 37½	in Fust. u. Kist. 16 „; in thönern. Kruk. 30 „
Teppiche:			
„ Fuss-,			
„ „ aus gemalter Leinwand „	4 16	2 29	
„ aus Viehhaaren „	2 8	1 14½	
„ aus Schilf, Stroh, Kabelgarn, Werg etc. „	— 48	— 15	
„ andere Teppiche nach den Stoffen, woraus sie gemacht sind.			
Terpentin:			
„ venetianischer „	2 8	1 14½	in Fustagen 17 „
„ anderer „	— 32	— 10	
Teufelsdreck	frei		
Thee aller Art „	10 40	6 24½	ohne Utrsch. d. E. 24 „
Theer 1 Tonne	— 48	— 15	
„ Steinkohlentheer „	— 32	— 10	
Thiere in Menagerien u. zum Vorzeigen (Hausthiere ausgenommen)	frei		
Thran 1 Tonne à 120 Pott	2 24	1 19½	
Tiegel aller Art, namentlich auch von Graphit 100 ℔	— 24	— 7½	in Fust. u. Kist. 12 „
Tischlerarbeit:			
„ von Fichten- u. Tannenholz „	2 48	1 27	
„ von Eichen-, Eschen-, Buchen-, Birken u. anderem auch im Inlande wachsendem Holze „	4 16	2 29	

Tabakspfeifen, s. Pfeifen. — Taft, s. Seidenwaaren. — Talglichte, s. Lichte. — Tangasche, s. Asche. — Tapeten, s. Papier. — Tauwerk, s. Seilerarbeit. — Teppiche, Fuss-, aus Wolle, s. Wollenwaaren. — Thermometer, s. Instrumente, physikalische. — Thon, s. Erde. — Todtenkopf

erzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Gt.	Tara.	
arbeit:					
Mahagoni- u. anderen fei- ausländischen Holzarten, ve u. fournirte, imgl. ver- te Tischlerarbeit	100 ℔	6 64	4 8		
rbeit aller Art (mit Aus- e von Zuckerformen und n, Tiegeln, sammt Was- n. Wärmeleitungsröhren	„	1 4	— 31½	in Fässern in Körben	34 Pc. 22 „
änder: ne, zu Ankern, Tonnen, ten etc.	120 St.	— 6 frei	— 1⅞		
	100 ℔	8 32	5 10	in Kisten in Fl. u. Gläsern, verp. in Kisten ohne d. Verp.	16 „ 50 „ 40 „
en- u. Damenuhren: Gold	1 St.	1 24	— 37½		
ilber u. anderem Metall	100 „	50 —	31 12		
- und Tafeluhren: erne, Nürnberger und warzwälder	100 ℔	8 32	5 10		
allene aller Art, mit und e Gehäuse	„	33 32	20 40		
zu Uhren, als Räder, n, Scheiben etc.	„	50 —	31 12		
häuse (ohne Uhr): Bronze, vergoldetem Me- Marmor, Alabaster und , in Verbindung mit an- Materialien	„	33 32	20 40		
	1 ℔	1 24	— 37½	in Blechdosen	20 „
lauer	100 ℔	— 48	— 15		
r	„	— 32	— 10	in Fust. u. Kist.	16 „
	„	— 12	— 3¾		

en, Maler-, gröbere. — Tombach, wie Messing. — Tonnenbän- erne, s. Eisen. — Tonnenstäbe, s. Holz, Stab-. — Tressen, ieherarbeit. — Tricotage, s. die Rubriken Baumwollen-, Leinen-, und Wollenwaaren. — Tüll, s. Blonden. — Tusch, s. Farben, — Typen, s. Schriftgiesserarbeit.

gehäuse (ohne Uhr) von Holz, wie Tischlerarbeit. — Uhrgläser, aaren. — Ultramarin, s. Farben, Maler-. — Umbra, s. Farben,

nicelli, wie Maccaroni. — Violenwurzel, Veilchenwurzel, s. Wurzel

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
Vögel:			
„ lebende:			
„ Gänse (zahme) 100 St.	16 64	10 20	
„ Enten (zahme) „	8 32	5 10	
„ Kalekuten „	25 —	15 30	
„ Hühner (zahme) „	6 24	3 43½	
„ Rebhühner „	12 48	7 39	
„ alle andere, namentl. auch Singvögel, Papageien, Pfauen etc.	frei		
„ geschlachtete:			
„ gesalzene oder eingemachte 100 ℔	2 8	1 14½	
„ geräucherte „	6 24	3 43½	
Wachholderbeeren	frei		
Wachholderstöcke	frei		
Wachs, gelbes und weisses	frei		
Wachstuch:			
„ Wachstaft „	30 —	18 36	
„ Packwachstuch „	3 12	1 45¾	
„ alles andere Wachstuch, namentlich auch veloutirtes „	16 64	10 20	
Walkererde „	frei		
Wallrath (Spermacet) sammt Spermacetöl	frei		
Wasser:			
„ mineralisches (mit Einschluss des Zolles für die Kruken oder Flaschen 100 Kruken oder Flaschen	1 64	1 2	
„ wohlriechendes 100 ℔ br.	15 —	9 18	
Wasser- u. Wärmeleitungsröhre:			
„ von Thon 100 ℔	— 24	— 7½	
Weiden:			
„ Korbweiden	frei		
„ Bandweiden (Bandholz) 1000 St.	— 32	— 10	
Wein: in Fässern 30 Vierf.	8 —	5 —	
„ in Flaschen (mit Einschluss des Zolles f. die Flaschen) 100 Bout. à ¾ Pott	8 32	5 10	
Weinhefen:			
„ in trockenem Zustande (Drooft)	frei		

für Apotheken. — Violinen, s. Instrumente, musikalische. — Vitr
(Schwefelsäure), s. Säuren. — Vögel, geschlachtete frische: Gänse,
ten, Kalkuten, Hühner, wie lebende derselben Art; alle andere, wie V
Wachslichte, s. Lichte. — Wagenmacherarbeit, s. Rademacherarbei
Weid oder Wau, s. Färbekräuter. — Wallnüsse, s. Nüsse. — Walli
lichte, s. Lichte. — Wallrosszähne, wie Elephantenzähne. — Wedgew
waaren, wie Fajence. — Weihrauch, wie Gummi. — Weinessig, s.
sig. — Weingeist, wie Branntwein. — Weinhefen in flüssigem Zust
wie Wein. — Weisskupferwaaren, s. Messingwaaren. — Weizenmeh

Verzollungs-Gegenstände.	Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
ıstein, gereinigter und ungerei-			
ɡter 100 ℔	1 4	— 31½	in Fustagen 16 Pc.
ıtrauben „	6 24	3 43½	in Kruk. u. and. Em-
ɪen 1 Tonne	— 84	— 15	ballage 65 Pc.
ɪsteine 100 St.	— 48	— 15	
ɪen 1 Tonne	— 32	— 10	
aller Art, namentlich auch			
derwild 100 ℔	4 16	2 29	in Fust. u. Kist. 16 „
lle und Wollenwaaren:			
olle aller Art „	1 4	— 31¼	
ollengarn:			
ungefärbtes „	6 24	3 43½	in Fustagen 16 „
gefärbtes „	8 32	5 10	in Emblg. v. L. 3 „
nstige Manufacte von Wolle			
d von Wolle in Verbindung			
t anderen Materialien:			
Tuch, Halbtuch „	33 32	20 40	
Calmuck, Multum, Flanell,			
Boy, Coating, Düffel „	12 48	7 39	
Tricotage:			
„ mit Baumwolle gemischte Wollentricotage, wie Baumwollenwaaren.			
„ Tricotage von Wolle allein u. von Gemischen aus Wolle u. anderen Materialien (ausser Baumwolle):			
„ solche grobe gewebte Strümpfe u. Handschuhe u. solche grobe gestrickte Waaren überhaupt, wenn deren Werth nicht über 1 Rbth. das Pfund beträgt 100 ℔	12 48	7 39	
andere Wollen- und mit Wolle gemischte Waaren:			
„ die gröbsten Sorten, als: grobe Zeuge von Kämmgarn oder v. Krempelgarn oder v. Gemischen aus diesen beiden Garnsorten oder aus einer derselben mit Baumwolle oder Leinen oder Thierhaaren, nament-			

. — Werg, s. Schiffswerg. — Wettergläser, s. Instrumente, physika-
. — Wollen- und Wollenwaaren: Sonstige Manufacte von Wolle und
e in Verbindung mit anderen Materialien: Band von Wolle und von
e und anderen Materialien, s. Band; Posamentirwaaren von Wolle und
Wolle und anderen Materialien, s. Posamentirwaaren. — Wurmsaa-

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth.Ct.	Tara.	
Wolle und Wollenwaaren etc.					
lich solche grobe Zeuge, wie das s. g. eigengemachte Zeug (Warp, dän. „Hvergarn od. Hverkengarn") auch ganz grobe Bettbühren, Wadmel, ganz grobe Pferdedecken sammt groben wollenen Hemden u. Müzzen für Seeleute, wenn der Werth dieser Waaren nicht über 1 Rbth. das Pfund beträgt	100 ℔	12 48	7 39		
„ mit Seide gemischte Wollenwaaren	„	30 —	18 36		
„ Shawls und Shawlstücher, sowie aus Wolle allein	1 ℔	1 24	— 37½		
„ alle andere Wollenwaaren	100 ℔	25 —	15 30		
Wollkratzen (Handwollkratzen)	„	4 16	2 29	in Kisten	16
Wollkratzenblätter (Maschinenwollkratzen)	„	12 48	7 39	in Kisten	16
Wurzeln: für Apotheken, als: Rhabarberwurzeln, Ipecacuanha (americanische Brechwurzel), Chinawurzel, costi arabici radix, Galgantwurzel, Sassaparillenwurzel, Violenwurzel, Zodoarwurzel u. alle andere nicht speciell tarifirte Wurzeln für Apotheken	100 ℔	1 48	— 45	in Fust. u. Kist. in Emb. v. L.	16 3
Zink, roher, unverarbeiteter, od. in Tafeln		frei			
„ in Platten	„	1 16	— 35	in Kisten	10
„ Nägeln u. Bolzen von Zink	„	2 32	1 22		
Zinn, rohes unverarbeitetes, sowie altes Zinngut (Bruchzinn)		frei			
„ Zinngiesserarbeit, mit Einschluss solcher, welche einen Zusatz von Blei enthält, namentl. auch Zinnknöpfe	„	12 48	7 39		
Zollholz (zu Fischernetzen statt Korks gebräuchlich)		frei			

men, s. Saamenarten für Apotheken. — Wurzeln: Küchenwurzeln Rüben, s. Gartengewächse; Cichorienwurzeln, s. C.

Ziegen, wie Schaafe. — Zifferblätter, wie Theile zu Uhren, s. rén. — Zimmt, s. Caneel. — Zimmtblumen, s. Flores Cassär. — Z spielsachen, wie Nürnbergerwaaren. — Zinnober, s. Farben, Maler- Zittwersaamen, wie Saamenarten für Apotheken. — Zitze oder Z (Chites), wie Baumwollenwaaren. — Zodoarwurzeln, s. Wurzeln für A theken. — Zuckererde, s. Erde. — Zuckerwerk und Zuckerbackwerk,

ollungs - Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
) roher, imgl. Melasse:				roher Zucker:
Croix ausclarirter, oder nach				in Canast. od. Cranjans 12 Pc.
el auf St. Thomas und St.				
ducirter, wenn derselbe in				in Fustagen 17„
:hen Schiffen von diesen In-				in Kisten
geführt wird:				v.c. 1400-1800 ℔ br.
Zucker	100 ℔	1 64	1 2	17„
se	„	— 80	— 25	v.c. 350- 400 ℔ br. 12„
anderen Fällen:				
Zucker	„	2 60	1 30¾	in einf. Gunnis. 2„
se	„	1 48	— 45	in dopp. „ 4„
				in Säcken v. Lein. 3„
				in einf. Binss. à St. 2 ℔
				in dopp. „ à St. 4 ℔
				Melasse:
				in Fustagen 12½ Pc.
r	„	6 64	4 8	in Fust. u. Kist. 12„
rup, s. S.)				
nen u. Zuckerpotten				
)n.	„	— 12	— 3¾	
alle andere Arten	„	— 40	— 12½	in Fust. u. Kist. 16„
en, welche in diesem				
cht genannt sind und				
ter die Rubriken des-				
allen	„	3 12	1 45¾	

, s. Obst, eingemachtes. — Zündhütchen aus Kupfer und Mes- upferhütchen. — Zwetschen, s. Obst. — Zwieback, Schiffszwie- brod. — Zwiebeln, Blumen, s. B. — Zwillich, wie Drillich, s. Zwirn, s. Leinen.

ıde Lumpen erlegen den für Rohzucker bestimmten Zoll, unter Bedingung, dass solche bei der Verzollung zerschlagen und mit :henkohlen bestreut werden.

Generalzollkammer- und Commerz-Collegium ist autorisirt, den ren, jedoch nicht auf längere Zeit als 5 Quartale, Credit auf raffinirte Zuckern zuzugestehen, wenn sie solche im unraffinirten vorzuzeigen im Stande sind.

Creditlagerung.

	Creditlagerung. Minimum der Zuschreib.	der Abschreib.
Alaun, aller Art	300 ℔	200 ℔
Anis	200 »	100 »
» Stern-	50 »	25 »
Baumwollengarn, gefärbtes und ungefärbtes	100 »	10 »
Bettbühren (alle andere leinene etc.)	50 »	25 »
Blaufarbe	100 »	50 »
Blei in Rollen und Platten	200 »	100 »
Bleierz	100 »	100 »
Bleiweiss	200 »	100 »
Bleizucker	200 »	100 »
Branntwein, Genever in Flaschenkellern:		
» » in rothen, mit 15 Flaschen à $1\frac{3}{4}$ Pott	5 Keller	1 Keller
» Rum	20 Viert.	$2\frac{1}{2}$ Viert.
» aller anderer Branntwein, Genever und Rum	20 »	$2\frac{1}{2}$ »
Cacao	200 ℔	100 ℔
Caffeebohnen	250 »	50 »
Caneel	25 »	25 »
Cardamom	10 »	5 »
Cochenille	5 »	1 »
Corinthen	100 »	100 »
Eisen in Stangen und Bändern	300 »	300 »
» Ballasteisen	300 »	300 »
» Eisen und Stahldrath	100 »	50 »
» Nägel und Spiker	200 »	100 »
» Platten aller Art	200 »	100 »
» Schiffsanker	1 St.	1 St.
» sonstige grobe Gusseisenwaaren, als Oefen, Grapen u. s. w.	300 ℔	300 ℔
Essig, Wein- und Cideressig	20 Viert.	$2\frac{1}{2}$ Viert.
Fajence (Steinzeug), weisse und farbige	1000 ℔	200 ℔
Feigen	100 »	100 »
Fische, Anschovis	50 »	50 »
» Heeringe	12 Tonn.	6 Tonn.
» trocken gesalzene	300 ℔	300 ℔
Flachs, gehechelter und ungehechelter	300 »	100 »
Glätte, Blei-, Silber-, Gold-	100 »	100 »
Glaswaaren, Fensterglas aller Art, Kronglas aller Art	200 »	100 »
» Flaschen	1000 St.	1000 St.
» andere Glaswaaren	100 ℔	100 ℔
Graphit	100 »	100 »
Gummi	25 »	25 »
Haar, Krullhaare	100 »	50 »

	Creditlagerung. Minimum der Zuschreib.	der Abschreib.
	100℔	25 »
echelter und ungehechelter	300 »	300 »
	100 »	100 »
ı Flachs und Hanf	300 »	100 »
ı	300 »	100 »
bholz und Tonnenstäbe	1200 St.	1200 St.
	200℔	100℔
	25 »	5 »
	100 »	50 »
	100 »	100 »
	50 »	16 »
tein - und Braunkohlen	25 Tonn.	12 Tonn.
fen	50℔	25℔
l Krappwurzel	100 »	50 »
ller Art	200 »	100 »
ehämmertes, gewalztes etc.*	300 »	100 »
dye (Lac-Lac)*	25 »	25 »
	100 »	50 »
aft	100 »	50 »
einengarn aller Art	50 »	50 »
n aller Art	25 »	25 »
ige Manufacte aus Leinen	50 »	50 »
leinwand*	50 »	50 » [1])
und Lorbeerblätter	25 »	25 »
	50 »	50 »
m Packen	100 St.	100 St.
	100℔	100 »
ath, unpolirter	50 »	25 »
ter	25 »	10 »
ech und Messingplatten, unplettirte	100 »	50 »
lhe	10 »	5 »
se	10 »	5 »
ewürznägelein)	10 »	5 »
., als Cathar. u. andere Pflaumen, Prünel-		
Zwetschen	100 »	100℔
andere getrocknete Obst	50 »	50 »
-, Rüb- und Palmöl	100 »	100 »
nöl in Fässern	100 »	100 »
frische	300 St.	200 St.

enn Talglichte, wozu der Talg nachgewiesenermaassen von einer ige genommen ist, ausgeführt werden, so mag der in den Lichtende Talg mit eben so vielen Pfunden, als erstere wiegen, von ge abgeschrieben und ebenfalls dabei als Minimum der Abschreielbe Gewicht in Lichten, welches für Talg bestimmt ist, angeerden.

	Creditlagerung. Minimum.	
	der Zuschreib.	der Abschreib.
Orangen, getrocknete	50 ℔	50 ℔
„ Citron- und Limonsaft	30 Viert.	15 Viert.
Orleans	100 ℔	50 ℔
Papier	100 »	50 »
Pech	3 Tonn.	1 Tonn.
Pfeffer, Spanischer, Cajenne, langer, schwarzer und weisser	100 ℔	25 ℔
„ anderer Pfeffer	100 »	50 »
Piment	200 »	100 »
Probirsteine	100 St.	100 St.
Rapssaat	12 Tonn.	12 Tonn.
Reis, Reismehl und Reis in der Schaale.	300 ℔	100 ℔
Rosinen	100 »	50 »
Säuren	100 »	100 »
Safran	5 »	5 »
Sago	100 »	50 »
Salmiak	100 »	100 »
Salpeter	100 »	100 »
Salz	25 Tonn.	12 Tonn.
Segeltuch und Presenningtuch	100 ℔	100 ℔ [1]
„ fertige Segel		
„ Raventuch	50 »	50 »
Seide und Seidenwaaren	2 »	1 »
Seife	100 »	100 »
Seiler- und Reepschlägerarbeit	300 »	300 » [2]
Stahl	100 »	100 »
Tabak, unfabricirter	300 »	100 »
„ fabricirter		[3]
Talg	200 »	200 »

1) Das gleiche Abschreibungsquantum gilt für fremdes Segeltuch, welches in fremden Schiffen nach der Fremde als genähte Segel versandt wird, wenn es vor dem Zuschneiden mit einem solchen Merkzeichen von dem Zollwesen versehen ist, dass die Identität nachgewiesen werden kann. — Desgleichen für Segel-, Raven- und Presenningtuch, sowie Leinen, ausgeführt in neuen genähten Säcken.

2) Für 300 ℔ getheertes Tauwerk, verfertigt von fremdem Hanf auf der Creditauflage, mögen bei der Wiederausfuhr nach der Fremde 256 ℔ Hanf nachgeschrieben werden; für ungetheertes Tauwerk wird an Hanf ein dem ausgeführten Tauwerk gleiches Gewicht abgeschrieben.

3) Für Tabaksfabrikate aus Blättern, welche zur Creditauflage eingemeldet sind, mag eine dem Fabrikatsgewicht entsprechende Quantität Tabaksblätter nach dem Verhältniss von 100 ℔ Rauch- oder Schnupftabak = 100 ℔ Tabaksblätter und 100 ℔ Kau- oder Schrottabak = 90 ℔ Blätter von der Auflage abgeschrieben und dabei als Minimum der Abschreibung dasselbe Gewicht im Fabrikat, welches für Blätter bestimmt, angenommen werden. Unter „Tabaksblätter" werden Blätter und Stengel verstanden.

	Creditlagerung. Minimum, der Zuschreib.	der Abschreib.
Terpentin	100 ℔	100 ℔
Thee aller Art	100 »	50 »
Theer	12 Tonn.	6 Tonn.
Vitriol, blauer, weisser, grüner	100 ℔	100 ℔
Wein in Fässern	20 Viert.	2½ Viert.
Weinstein	100 ℔	100 ℔
Wetzsteine	100 St.	100 St.
Zink, in Platten, Nägeln etc.	300 ℔	100 ℔
Zucker, roher	250 »	100 »

Durch das Zeichen * wird auf den Einfuhr-Tarif hingewiesen.
Ueber die Creditlagerung siehe man den Zusatz.

Zusatz.

1) Bei der Subsumtion der im Tarif nicht ausdrücklich genannten Waarenartikel unter die sie mit befassenden Rubriken gilt die Regel, dass Waaren aus nicht benannten Compositionen sich nach ihrem Hauptbestandtheile richten. Waaren von Holz, Metall und dergleichen, welche bei ihrer Verarbeitung mit anderen Materialien verbunden sind, werden solchergestalt, soweit sie nicht zu Galanteriewaaren oder anderen im Tarif genannten Waarengattungen hingezählt werden können, wie gleiche, aus ihrem Hauptbestandtheile allein verfertigte Waaren verzollt.

2) Für diejenigen Artikel des Tarifs, welchen kein Zu- oder Abschreibungsquantum in den desfallsigen Rubriken beigefügt ist, findet keine Creditlagerung statt, und für die übrigen Artikel bezeichnen die beigefügten Quantitäten das Minimum:
   a. Desjenigen, für welches ein Conto gegeben oder eine Zuschreibung im Conto geschehen, und
   b. Desjenigen, für welches eine Abschreibung zugestanden werden kann.

3) Wenn flüssige Waaren zum Betrage des für die Ausfuhr bestimmten Abschreibungsminimi in Bouteillen, welche ohne Inhalt der Auflage zugeschrieben sind, ausgeführt werden, so ist stets auch für die Bouteillen die Abschreibung gestattet, es mag deren Anzahl geringer als das für sie im Tarif bestimmte Abschreibungsminimum sein oder nicht. Ist die Ab- und Zuschreibung wie bei Wein, Branntwein u. Essig nach Vierteln bestimmt, so werden 10 Flaschen à ¾ Pott auf ein Viertel gerechnet.

Verzeichniss

derjenigen Einfuhrartikel, welche in dem Königreich und den Herzogthümern verschieden tarifirt sind und für welche demnach die Erlegung eines Differenzzolles Statt findet.

Verzollungs-Gegenstände.		Einfuhrzollsatz für Dänemark. Rbth.		für die Herzogthümer Rbth.
Band:				
Baumwollenband	100 ℔	25	—	15—
Seidenband				
Floretband	„	50		100 ℔ 30—
alles andere Seidenband	1 ℔	2		
Baumwollenwaaren:				
stempelpflichtige:				
Zitz oder gedruckter Callico, Cattun, Shirting, Stout und Twill	100 ℔	58	32	
Linnings, farbige und gepresste, sammt farbige Cambriks, Sarsinet, Shirting, Stout u. Twill	„	33	32	15—
Shawls und Shawltücher	„	30	Pc.	à ℔ 1 24
alle andere farbige oder bunte Waaren aus Baumwolle, Baumwolle und Seide, Baumwolle und Wolle und Baumwolle u. Leinen	„	30	Pc.	100 ℔ 15—
nicht stempelpflichtige, weisse:				
Musselin, Gardin-Nesseltuch und Jaconet	„	52	8	
Cambriks, Cattun, Schirting, Stout, Ellenwaaren aus Baumwolle und Leinen (Halbleinen), Bomesie und Parchent, sammt allen andern Baumwollenmanufacturwaaren	„	20	80	100 ℔ 15—
Baumwollentricotage, gewebte Strümpfe und Handschuhe	„	100	—	
alle andere	„	78	12	
Baumwollentricotage, gestrickte	„	50	—	
Bettbühren in Verbindung mit farbiger Baumwolle		30	Pc.	
Blonden, Bobinet, Flor und Tüll:				
Tüll von Seide, Baumwolle oder Leinen	„	200	—	30—
Branntwein:				
„ aus Korn und Kartoffeln. 30 Viert. à 8 Gr. u. darunter		24	—	12—
Der Zoll steigt für jeden ¼ Grad über 8 Grad um 72 Rbsl.				

Verzollungs-Gegenstände.		Einfuhrzollsatz für Dänemark. Rbth.		für die Herzogthümer. Rbth.
;				
Dänemark und um 36 Rbfs. in den Herzthümern pr. 30 Viertel.				
'rauben, imgleichen Arak, Genever u. Rum:				
stagen	30 Viertel à 8 Grad u. darunter	24	—	12 —
r Zoll steigt für jeden $\frac{1}{4}$ Grad über 8 Grad 72 Rbfsl.				
Dänemark und um 36 Rbfsl. in den Herzthümern pr. 30 Viertel.				
Bouteillen	100 Bout. à $\frac{3}{4}$ Pott	16	64	8 —
Einschluss des Zolles für die Flaschen.				
:r in Flaschenkellern mit Einschluss des für die Flaschenkeller und Flaschen:				
)then, mit 15 Flaschen à $1\frac{3}{4}$ Pott	1 St.	3	32	1 48
rünen, mit 12 Flaschen à $1\frac{1}{4}$ Pott	„	2	—	— 88
von St. Croix ausclarirter, oder nach Zollauf St. Thomas oder St. Jan producirter, derselbe in inländischen Schiffen von dieseln eingeführt wird (imgleichen Arak von				
en.	30 Viert. à 8 Gr. u. darunter	17	48	2 —
Zoll steigt für jeden $\frac{1}{4}$ Grad über 8 Grad änemark um $52\frac{1}{2}$ Rbfsl. pr. 30 Viertel.				
t und Liqueure aus Trauben u. Korn etc.:				
ustagen	30 Viertel	50	—	12 —
laschen	100 Flaschen à $\frac{3}{4}$ Pott	29	16	8 —
Einschluss des Zolles für die Flaschen.				
n	100 ℔	3	12	2 8
npendochte	„	20	80	15 —
n Leinen	„	16	—	10 40
Volle	„			12 48
aumwolle	„			15 —
on Wolle		30	Pc.	100 ℔ 25 —
Fichten-, Tannen- und alles andere eciell tarifirte Zimmer-; Bau- und : pr.	100 Cbkf.	3	32	2 72
n Schiffsladungen à Commerzlast		3	—	2 48
irn, ungezwirntes, ungebleichtes oder Tischzeug, gebleichtes oder unes,	100 ℔	4	64	3 12
t, sammt abgepassten Garnituren	„	25	—	
Arten Drillich.	„	12	48	
tuch, gebleichtes und ungebleichtes, nd dichtes, bordirtes u. unbordirtes, en Linon u. Gaze von Leinen, borunbordirte	1 ℔	2	—	100 ℔ 10 40

Verzollungs-Gegenstände.		Einfuhrzoll für Dänemark. Rbth.	Einfuhrzoll für die Herzogthümer Rbth.
Leinen:			
„ Leinwand von Flachs und Hanf mit Ausnahme von Segeltuch, Presenningtuch u. Raventuch:			
„ gestreifte, gewürfelte u. gedruckte, sammt Hals- und Taschentücher	100 ℔	16 64	100 ℔ 10 40
„ gebleichte und gefärbte	„	12 48	
„ ungebleichte:			
„ über 20 Drähte	„	8 32	
Posamentirwaaren von Baumwolle, Leinen, Wolle od. Cameelgarn	„	50 —	33 32
Seidenwaaren:			
„ Seide, roh und verarbeitet	1 ℔	— 32	
„ andere Seiden- und Floretwaaren	„	2 48	100 ℔ 30 —
„ Waaren von Seide und Leinen	„	— 60	
Wein:			
„ in Fässern	30 Viert.	20 —	6 —
„ in Flaschen	100 Flaschen à ¾ Pott mit Einschluss des Zolles für die Flaschen.	16 64	8 32
Wollene Waaren:			
stempelpflichtige:			
„ Tuch und Halbtuch	100 ℔	100 —	33 32
„ Calmuck, Multum, Flanell, Boy, Coating u. Düffel	„	50 —	12 48
„ Circassia, Cords und Casimir	„	100 —	25 —
„ Bombasin, Camelot, Chalons, Cubias, Merinos und Thibet, einfarbigt, ungewässert und ohne Muster	„	66 64	25 —
„ Bombasin und Merino, roh und ungefärbt	„	43 72	25 —
„ Shawls und Shawltücher		30 Pc.	à ℔ 1 24
andere stempelpflichtige Waaren von Wolle, von Wolle und Seide und von Wolle und Baumwolle		30 Pc.	100 ℔ 25 —
„ andere nicht stempelpflichtige wollene Waaren (gewebte Strümpfe etc. ausgenommen)		50 —	25 —

Litr. B.

Tarif für den Ausfuhrzoll.

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rbth.	Rth. Ct.	Tara.
rk oder Lohe	100 ℔	— 32	— 10	in Emblg. v. L. 3 Pc.
engut, altes, sammt Rasen- und Wiesenerz	„	— 32	— 10	in Fust. u. Kist. 12 „
lerkiele, ohne Unterschied, ob oh oder präparirt	„	4 16	2 29	in Kisten 45 „
dsteine, cfr. §. 4 d. Zollverordn.		dürfen nur als Ballast v. Schiffen ausgeführt werden.		
lle und Häute:				
Felle, unbereitete u. nicht völlig bereitete:				
„ von Kälbern, Schaafen u. Lämmern,				
„ frische und gesalzene	„	1 —	— 30	in Fustagen 12 „
„ getrocknete	„	2 8	1 14½	
„ von Ziegen	„	3 32	2 4	
„ von Hasen und Caninchen	„	20 —	12 24	
Häute, unbereitete von grossem Hornvieh u. Pferden,				
„ frische und gesalzene	„	2 —	1 12	in Fustagen 12 „
„ getrocknete	„	4 16	2 29	
asscherben	„	— 24	— 7½	in Fust. u. Kist. 16 „
ockengut und altes Kupfer- und Messinggut.	„	4 16	2 29	in Fust. u. Kist. 12 „
ar, Hasen- und Caninchen-		25 —	15 30	in Emblg. v. L. 4 „
Pferde, rohe, ungesottene (Krullhaar, frei)	„	1 4	— 31¼	
lz, Eichen	100 Cbkf.	6 —	3 36	
rnvieh	1 St.	1 64	1 2	
für junges Hornvieh jedoch: für ein Kalb von 80—120 ℔ schwer	„	— 48	— 15	
für ein Kalb über 120 ℔ schwer (Kälber unt. 80 ℔ schwer, frei)	„	1 64	1 2	
ochen (Pulverisirte Knochen, Knochenpulver, frei)	100 ℔	— 10	— 3⅛	
imleder	100 ℔	— 80	— 25	

Verzollungs-Gegenstände.		Einf.-Zoll nach Netto-Gewicht in Rthln.	Rth. Ct.	T a r a.
Lumpen	100 ℔	— 80	— 25	
Pferde (Saugfüllen frei)	1 St.	3 —	1 42	
Schaafe und Lämmer	„	— 8	— $2\frac{1}{2}$	
Schweine (Spanferkel frei)	„	— 16	— 5	
Talg	100 ℔	1 4	— $31\frac{1}{2}$	in Fust. u. Kist. 10 Pc.
Wachs, weisses und gelbes	„	2 8	1 $14\frac{7}{7}$	in Fust. u. Kist. 12 „
Wolle	„	1 54	— $46\frac{7}{8}$	in Emblge. v. L. 5 „
„ Kalkwolle (Gerberwolle)	„	— 72	— $22\frac{1}{2}$	
Zinnguß, altes	„	2 48	1 27	in Fust. u. Kist. 12 „

Zusatz.

1) Alle im Tarif nicht ausdrücklich zu einem Ausfuhrzoll angesetzten Waaren sind beim Ausgange zollfrei, sowie auch alle von der Credit- oder Transitauflage ausgehenden Waaren, welche unter die im Ausfuhrzolltarif genannten Artikel fallen, dem Ausfuhrzoll nicht unterworfen sind, sondern nur die angeordneten Transitabgaben zu erlegen haben. Dahingegen ist der Ausfuhrzoll von allen im Tarif dazu angesetzten Waaren, welche nicht von der Transit- oder Creditauflage ausgehen, mithin auch dann, wenn sie als verzollte fremde Waaren angegeben werden, bei der Ausfuhr zu erlegen.

2) Wie nach der Verordnung für Dänemark vom 1. Mai 1838 alle Waaren ohne Ausfuhrzoll aus dem Königreiche nach den Herzogthümern ausgehen, so gehen auch alle Waaren aus den Herzogthümern ohne Ausfuhrzoll nach Dänemark. In Dänemark können jedoch Lumpen, deren Ausfuhr nach der Fremde daselbst verboten ist, auch nicht nach den Herzogthümern, wo die Ausfuhr gegen Erlegung des im Tarif angesetzten Zolles gestattet bleibt, versandt werden.

Litr. C.

Tarif für den Transit-Zoll.

a) Transitwaaren, welche seewärts von der Ostküste der Herzogthümer ausgehen, oder Waaren, die landwärts nach der Ostküste, und in östlicher Richtung durch die Herzogthümer transitiren, entrichten pr. 100 ℔ Bruttogewicht 32 Rbß. oder 10 ß. vorm. Court.

b) Transitwaaren, die seewärts von der Westküste der Herzogthümer ausgehen, oder Waaren, die landwärts nach der Elbe oder Westküste und in westlicher Richtung durch die Herzogthümer transitiren, entrichten pr. 100 ℔ Bruttogewicht 16 „ „ 5 „

Für Waaren, welche vom Auslande nach vom hiesigen Territorio ganz oder grösstentheils umschlossenen auswärtigen Gebietstheilen eingeführt werden, kann geeigneten Falles, eine der Eingangsabgabe gleiche Durchgangsabgabe erhoben werden.

Befreit von Erlegung des Transitzolles sind:

a) nach der Verordnung vom 27 August 1831, Pech, Federn, ungehechelter Hanf und Flachs, Hanfsaamen, Hanföl, Pferdehaare, Leinsaamen, Hausenblase, Schweinsborsten, Talg, Theer, Tauwerk, Asche aller Art und Wachs:

b) lebende Thiere aller Art, frische Fische, frisches Fleisch, frischer Speck;

c) lebende Bäume und Büsche, Blumen und Blumenpflanzen, frische Gartengewächse, Dachreth, Dünger;

d) Kornwaaren, Malz, Mais, Wicken, Erbsen, Kartoffeln, Heu, Stroh, Torf;

e) Im Herzogthum Lauenburg bereitete Butter und Käse, sofern der Lauenburgische Ursprung nachgewiesen ist;

f) Gold und Silber in Barren und gemünztes, sonstige Münzen;

g) Kunstsachen, als Statüen, Büsten, Basreliefs, Medaillen, Modelle aller Art, Gipsfiguren, Bücher, Charten, Globen, Gemälde, Kupferstiche, Lithographien und Stanographien, Musikalien, Naturalien für wissenschaftliche Sammlungen, Acten, Papierabfall:

h) Wagen aller Art, Rademacher-, Seiler-Arbeit;

i) Steine, Meerschaum, leere Fustagen und Kasten, sofern sie alt und nicht Gegenstände des Handels sind.

34.

Notes des cabinets de St. Petersbourg et de Londres concernant la situation de l'Espagne.

(The Morning-Herald.)

Le comte de Nesselrode au marquis de Clanricarde.

„St-Pétersbourg, 2 janvier 1839.

„Le soussigné a mis sous les yeux de l'Empereur la note par laquelle S. Exc. le marquis de Clanricarde, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. britannique, a cherché à attirer l'attention du cabinet impérial sur les calamités dont l'Espagne est malheureusement devenue le théâtre. L'Empereur a pris un intérêt réel à cette communication; il partage avec le cabinet de S. M. britannique l'affliction que toutes les puissances de l'Europe doivent ressentir au sujet de la situation actuelle de l'Espagne. Il desire aussi vivement que le gouvernement anglais de voir mettre un terme à la guerre de sang qui depuis tant d'années couvre la Péninsule de ruines et de deuil. Mais S. M. ne peut se dissimuler qu'au milieu de cette lutte à mort qui désole l'Espagne, il est impossible de lui faire entendre des paroles de paix, et d'en attendre un résultat efficace, sans que des efforts unis et concertés ne soient faits en commun par toutes les grandes puissances de l'Europe. La Russie ne peut rien attendre d'une démarche isolée qu'elle pourrait faire sans la coopération de l'Autriche et de la Prusse, et ces trois cours ne peuvent se déclarer d'une manière efficace à l'égard de l'Espagne sans s'être préalablement concertées avec l'Angleterre et la France. Telle est l'opinion de l'Empereur sur cette question importante. Si l'on croit devoir s'entendre pour la résoudre, non dans aucune vue d'intérêt exclusif, mais dans un esprit de conciliation, comme une question d'humanité qui réclame justement la sollicitude de toutes les puissances, l'Empereur ne refusera pas de participer à une telle délibération, en quelque lieu que l'on juge convenable d'établir le siége de la discussion. Le soussigné prie S. Exc. le marquis de

Clanricarde de vouloir bien mettre cette communication 1839
sous les yeux de sa cour. Il sera heureux que le gouvernement anglais y voie le desir sincère de l'Empereur de seconder, autant qu'il dépendra de lui, les efforts faits par S. M. B. pour pacifier un pays que toute l'Europe s'afflige de voir depuis si longtems plongé dans les malheurs d'une guerre sans fin et sans espérance. Le soussigné a l'honneur, etc.

„Nesselrode."

Le vicomte Palmerston au marquis de Clanricarde.

„Foreign-Office, 25 janvier 1839.

„Mylord,

„Je vous prie d'informer le comte de Nesselrode que le gouvernement de S. M. B. a appris avec une grande satisfaction que l'Empereur a exprimé lui-même au marquis de Villafranca ses sentimens au sujet du caractère barbare qu'a pris la guerre civile en Espagne, et des cruautés auxquelles se livrent les deux parties contendantes. Le gouvernement anglais ne doute pas que le marquis de Villafranca croira de son devoir de faire connaître à don Carlos l'opinion que l'Empereur lui a exprimée, et il est impossible de supposer que des sentimens si justes et si honorables, sortis de la bouche même de S. M. I., puissent manquer de produire un effet décisif sur la conduite de don Carlos.

„Le gouvernement britannique peut assurer au cabinet de St-Pétersbourg, malgré toutes les assertions contraires qui pourraient lui être transmises, que les massacres barbares de prisonniers qui ont eu lieu dernièrement en Espagne ont été en premier l'oeuvre des carlistes et que ce n'a été que comme système de défense que les généraux de la Reine se sont vus contraints d'adopter des mesures de représailles. Le gouvernement de S. M. britannique est parfaitement convaincu que si Cabrera et les autres chefs carlistes voulaient mettre un terme à leurs cruautés et traiter les prisonniers avec humanité, toute mesure de sévérité de la part des généraux de la Reine envers les prisonniers carlistes cesserait à l'instant même.

„Le gouvernement de S. M. britannique remarque que la communication du comte de Nesselrode contient non seulement une réponse à la demande faite au cabinet impérial par le cabinet anglais, mais encore sug-

1839 gére l'idée d'établir des conférences entre la France, l'Autriche, l'Angleterre et la Russie, dans le but de mettre un terme à la guerre civile qui désole l'Espagne. Le gouvernement anglais n'est pas préparé pour le moment à formuler une opinion décidée sur cette suggestion. Le résultat probable d'une telle mesure dépendrait surtout de la nature des vues qu'y apporteraient les parties qui doivent y prendre part; et je prie V. Exc. d'informer le gouvernement russe que le cabinet britannique est heureux de connaître les idées par lui émises à ce sujet. Il est bon toutefois de faire observer que l'Angleterre et la France ne se trouvent pas à l'égard des affaires d'Espagne dans la même situation que les autres puissances, et qu'il serait impossible aux gouvernemens anglais et français de prendre part à aucunes négociations qui seraient contraires aux engagemens que la Grande-Bretagne et la France ont pris par le traité de la quadruple alliance.

„J'ai l'honneur, etc. Signé PALMERSTON."

35.

Traité entre le Duché de Holstein et la Principauté de Lübeck sur l'adoption d'un système uniforme et commune de Douanes. Signé à Copenhague, le 4 Janvier 1839.

(Publication officielle faite à Copenhague).

Vertrag zwischen dem Herzogthum Holstein und dem Fürstenthum Lübeck über die Annahme eines gleichmässigen und gemeinschaftlichen Systems der Eingangs- Durchgangs- und Ausgangsabgaben.

Copenhagen, den 4ten Januar 1839.

(Der gegenwärtige Vertrag und das angeschlossene Zoll-Cartell sind von Seiner Majestät dem König von Dänemark am 11ten Januar, von Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzog von Oldenburg am 22sten Januar ratifizirt und die Ratificationen am 1sten Februar 1830 in Plön ausgewechselt worden).

Seine Majestät der König von Dänemark, der Wen-

den und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stor- 1839
marn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg;

einerseits

und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg, Erbe zu Norwegen, Herzog von Schleswig, Holstein, der Dithmarschen und Oldenburg, Fürst von Lübeck und Birkenfeld, Herr von Jewer und Knyphausen, etc. etc.

andererseits

haben von dem Wunsche geleitet, ihren Unterthanen die Vortheile eines gegenseitigen freien Handels und Verkehrs zu verschaffen, zur Erreichung dieses Zwecks Unterhandlungen eröffnen lassen und zu denselben bevollmächtigt:

einerseits

Seine Majestät der König von Dänemark, etc. etc. Allerhöchst Ihren Justizrath Francke, Committirten im Generalzollkammer- und Commerz-Collegium;

andererseits

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg, etc. etc.

Höchst Ihren Geheimen-Staatsrath und Kammerherrn, Freiherrn Grote, Präsidenten der Landescollegien des Fürstenthums Lübeck, Ritter des Königlichen Preussischen Johanniterordens,

von welchen Bevollmächtigten, in Gemässheit der ihnen ertheilten Vollmachten und Instructionen, nachstehender Vertrag, unter dem Vorbehalten der Ratification, verabredet und geschlossen worden:

Art. 1. Das Fürstenthum Lübeck vereinigt sich mit dem Herzogthum Holstein zur Annahme eines gleichmässigen und gemeinschaftlichen Systems der Eingangs-Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben auf Grundlage der Bestimmungen in der unterm 1sten Mai v. J. allerhöchst vollzogenen Zollverordnung für die Herzogthümer Schleswig und Holstein.

Art. 2. In Folge dieser Zollvereinigung wird zwischen dem Herzogthum Holstein und dem Fürstenthum Lübeck ein völlig zollfreier Verkehr stattfinden.

Derselbe zollfreie Verkehr, welcher in Bezug auf das Herzogthum Schleswig und das Königreich Dänemark durch die Königliche Zollverordnung nebst Tarifen vom 1sten Mai 1838 für das Herzogthum Holstein

1839 gegeben ist, wird als Folge des Zollvereins für die Bewohner des Fürstenthums Lübeck eintreten.

Art. 3. Für das Gebiet der contrahirenden Länder wird eine gemeinsame Zolllinie errichtet.

Art. 4. Von dem Zollverbande werden Königlicher Seits die Stadt Altona sowie der Flecken Wandsbeck und die im Amte Trittau belegenen Dorfschaften Hohenfelde, Hamfeldé und Kötel ausgeschlossen, sowie auch davon andere einzelne Landestheile, in Berücksichtigung ihrer örtlichen Lage und daraus hervorgehenden besonderen Verhältnisse, im gemeinschaftlichen Einverständnisse ausgenommen werden können.

Solche ausgeschlossene Gebietstheile werden in Beziehung auf das im Verband begriffene Ländergebiet wie Ausland behandelt. Jedoch behält es hinsichtlich der Stadt Altona und des Fleckens Wandsbeck bei dem §. 15 der Zollverordnung vom 1sten Mai 1838 sein Bewenden.

Die Regulirung der Abgaben in den ausgeschlossenen Gebietstheilen und deren Erhebung für einseitige Rechnung bleibt der betreffenden Regierung überlassen und kömmt die Volkszahl derselben, wovon auf Verlangen gegenseitig Kenntniss zu geben ist, bei Berechnung der zu theilenden Intraden nicht in Anschlag.

Art. 5. Den durch die Königliche Zollverordnung vom 1sten Mai 1838 angeordneten Einfuhr - Durchfuhr - und Ausfuhr - Abgaben wird auch das Fürstenthum Lübeck unterworfen werden.

Art. 6. Verbrauchs - oder Fabrications - Abgaben dürfen künftig in keinem der Vereinsgebiete, wiewohl vorbehältlich der im Art. 11 erwähnten besondern Abgaben in einzelnen Städten oder Gemeinden, anders als im Einverständnisse der contrahirenden Regierungen angeordnet werden. Insbesondere wird wegen etwaiger künftiger Belegung der Branntweinbrennerei mit einer Abgabe das Weitere im gemeinschaftlichen Einverständnisse verabredet werden.

Art. 7. Die Erhebung der im Art. 5 bestimmten gemeinschaftlichen Abgaben sowie überhaupt das zur Sicherung derselben erforderliche Verfahren wird auf den Grund der Königlichen Zollverordnung vom 1sten Mai 1838, nebst den bis zum Abschlusse des gegenwärtigen Vertrages bereits mitgetheilten Reglements und Instructionen, welche mit den erforderlichen Modifica-

tionen auch im Fürstenthum Lübeck werden respective 1839
zur Anwendung gebracht und publicirt werden, so wie nach Maassgabe der ferner gemeinschaftlich vereinbarten besonderen Verordnungen, Reglements und Instructionen Statt finden.

Etwaige Abänderungen der solchergestalt vereinbarten Gesetze, Tarife und sonstigen Bestimmungen können nur im gemeinschaftlichen Einverständnisse der contrahirenden Regierungen vorgenommen werden.

Art. 8. Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangsverbote, sowohl in gegenseitiger Beziehung, als in Rücksicht auf das gemeinsame Ausland können in den Vereinsländern nicht anders als im gemeinschaftlichen Einverständniss angeordnet werden.

Art. 9. Die bei der Passage durch den Schleswig-Holsteinischen Kanal nach Maassgabe der desfalsigen besonderen Anordnungen zu erlegenden Abgaben sind von der Gemeinschaft ausgeschlossen. Ein gleiches findet Statt in Ansehung der nach der Königlichen Zollverordnung vom 1sten Mai 1838 (Litr. E. Nro 2, Litr. F., Litr. G. und Litr. H.) zu entrichtenden Schifffahrts-Abgaben als Mess- Last- und Feuergeldern wie auch Schiffsclarirungssporteln.

Art. 10. Die Chaussee- Weg- Pflaster- und Brückengelder, die Messgebühren sowie sonstige derartige Abgaben unterliegen der einseitigen Bestimmung der betreffenden Regierung. Die Einwohner der Vereinsländer sollen aber in Hinsicht dieser Abgaben stets den Inländern gleichgesetzt werden.

Art. 11. Besondere Consumtionsabgaben, welche ein Staat in einzelnen Städten oder Gemeinden für eigene Rechnung angeordnet hat oder anordnen wird oder einzelnen Städten oder Gemeinden bewilligt hat oder bewilligen möchte, unterliegen auch fernerhin der einseitigen Bestimmung des betreffenden Staats. Nur ist stets von dem Grundsatze auszugehen, dass die nach solchen Städten oder Gemeinden aus dem anderen contrahirenden Staate gebrachten Gegenstände in keinem Falle mit einer höheren Abgabe belegt werden dürfen, als die Gegenstände, welche von den Bewohnern der fraglichen Städte oder Gemeinden selbst sowie von den übrigen Landeseinwohnern in diese Städte oder Gemeinden eingeführt werden.

Art. 12. Wegen solcher Befreiungen und Erleich-

1839 terungen hinsichtlich der gemeinschaftlichen Eingangs- und Durchgangs-Abgaben, welche nach der stattgehabten Ausmittelung und Feststellung von einem der Vereinsstaaten auf den Grund von Verträgen schon zugestanden sind, ist verabredet, dass der Ausfall, welcher in Folge dieser Zugeständnisse während der Dauer der Verbindlichkeit solcher Verträge an jenen Abgaben entsteht, gemeinschaftlich getragen werden soll.

Art. 13. Zu Befreiungen von den gemeinschaftlichen Zollabgaben oder Ermässigungen derselben in concreten Fällen, insonderheit nach Maassgabe des §. 33 der Königlichen Zollverordnung, mögen solche von der Landesherrschaft oder der obern Zollbehörde ausgehen, ist keine Zustimmung erforderlich, der erlassene Zollertrag kommt aber zur Theilung und ist deshalb in der Zollrechnung aufzuführen.

Art. 14. Entschädigungen für aufzuhebende oder bereits aufgehobene Zollfreiheiten fallen demjenigen Staate allein zur Last, welcher sie bewilligt hat oder bewilligen wird.

Art. 15. Gesetze und Verordnungen über die gemeinschaftlichen Abgaben verkündigt jede Regierung in ihrem eigenen Namen und deren Gültigkeit erstreckt sich auf das ganze in dem Abgabenverbande befindliche eigene Staatsgebiet. Sonstige Reglements oder Instructionen werden dagegen, insofern selbige nicht von der Staatsregierung selbst publicirt werden, von der obersten Zollbehörde und zwar für das Herzogthum Holstein von dem Königlichen Generalzollkammer- und Commerz-Collegio zu Copenhagen und für das Fürstenthum Lübeck von der betreffenden Grossherzoglichen Oberbehörde zu Eutin, für den Umfang ihres ganzen Verwaltungsbezirks, wenn demselben auch Gebietstheile des anderen Staats beigelegt sein sollten, erlassen.

Art. 16. Auch die Verwaltung wird von jedem Staate innerhalb seines Gebiets, in Gemässheit der desfallsigen gemeinsamen Verabredungen und Bestimmungen angeordnet und geleitet.

Einzelne Gebietstheile, welche ihrer Lage nach im Interesse der Abgabepflichtigen und der Verwaltung am angemessensten unter die Verwaltungsbehörde des anderen Staats zu stellen sein mögten, sollen jedoch dieser in Ansehung der Controle und Erhebung der ge-

neinsamen Abgaben, nach vorgängiger Verständigung 1839
beigelegt werden können.

Art. 17. Das zur Verwaltung, Controle und Erhebung erforderliche Personal stellt jeder Staat sowohl n seinen eigenen als in den seiner Verwaltung beigeegten Gebietstheilen des anderen Staats an und verfügt lessen eidliche Verpflichtung. Der abzustattende, geneinschaftlich zu normirende Diensteid soll aber jedem Zollbeamten die Verbindlichkeit auflegen, das gemeinchaftliche Interesse der contrahirenden Länder gleichnässig zu beachten.

Solche Beamte, welche ein Staat in dem Gebiete les anderen angestellt hat und die in diesem für die Dauer ihrer dortigen Dienstfunctionen ihren Wohnsitz ehmen, sind während dieser Zeit rücksichtlich ihrer Privat- und bürgerlichen Verhältnisse den dasigen Gesetzen und Einrichtungen unterworfen, jedoch wird rücksichtlich ihrer und ihrer Söhne Militairpflichtigkeit nd ihrer und der ihrigen Heimathsrechte in ihren urprünglichen Verhältnissen nichts geändert, sowie sie uch in Bezug auf ihre Dienstobliegenheiten ausschliessich dem Staate, welcher sie angestellt, untergeordnet bleiben.

Art. 18. Alle Administrationskosten werden durch Verabredung der contrahirenden Staaten bestimmt und von dem Bruttoertrage der gemeinschaftlichen Abgaben bestritten werden. Ausgenommen hiervon sind folgende von den einseitigen Staatskassen zu tragende, zu einer Anrechnung nicht geeignete Ausgaben, als:

a) diejenigen, welche durch die Leitung der gemeinschaftlichen Zollangelegenheiten bei der höchsten Zollbehörde jedes Staats und

b) die, welche durch die etwaige, nach den Local-Verhältnissen nicht zu umgehende Erbauung und die bauliche Unterhaltung von Amtslocalen und Packhäusern und zwar innerhalb des eigenen Gebiets, verursacht werden.

Art. 19. Besoldungen, Diäten, Reisekosten und Entschädigungen an die im Dienste befindlichen Zollbeamten, werden durch die Kassen desjenigen Staats, der die Anstellung verfügt hat, ausbezahlt.

Auch die sonstigen Verwaltungs-Ausgaben erfolgen durch die Cassen des Staats, in dessen Verwaltungsbezirke sie verwendet sind. Dagegen werden Unterstützun-

1839 gen und Gratificationen an im Dienste stehende Beamte, sowie Wartegelder, Pensionen und Unterstützungen an nicht mehr fungirende Beamte oder an deren Angehörige, für gemeinschaftliche Rechnung nicht geleistet. Derartige Ausgaben fallen vielmehr demjenigen Staate, welcher die Beamten angestellt hat, ausschliesslich zur Last.

Art. 20. Jeder der contrahirenden Staaten haftet für die Diensttreue der von ihm angestellten Beamten in der Art, dass Ausfälle, welche durch Dienstuntreue eines solchen Beamten entstehen, der gemeinschaftlichen Casse von demjenigen Staate, welcher den Beamten angestellt hat, zu ersetzen sind. Ebenso hat jeder Staat für die gehörige Bewahrung der aufgekommenen Einnahmen und für die Sicherheit der seiner Verwaltung untergebenen Cassen einzustehen und die etwa sich ereignenden Verlüste allein zu tragen.

Art. 21. Den für die gemeinschaftlichen Abgaben angestellten Beamten kann jeder Staat in seinem eigenen, sowohl seiner Verwaltung verbleibenden als auch in den der Verwaltung des anderen Staats überwiesenen Gebietstheilen, die Erhebung und Controle ihm einseitig gebührender Abgaben namentlich directer und sonstiger indirecter Steuern übertragen, jedoch nur insofern daraus kein Nachtheil für den gemeinschaftlichen Dienst entsteht.

Gleichergestalt kann den für die Erhebung einseitiger Einkünfte schon angestellten oder noch anzustellenden Erhebern die Erhebung und Controle der gemeinschaftlichen Abgaben, sofern keine Unzuträglichkeiten damit verbunden sind, mit übertragen werden.

In beiden Fällen sollen die betreffenden Beamten von ihrer Oberbehörde mit Hinweisung auf den geleisteten Diensteid verpflichtet werden, das Interesse jedes Staats in Ansehung solcher besonderen Geschäfte, auf gleiche Weise, wie in Ansehung ihres eigentlichen Dienstes, wahrzunehmen.

Art. 22. Hinsichtlich der Zollstrafen und des Verfahrens in Zollcontraventions- und Strafsachen sollen im Fürstenthum Lübeck im Allgemeinen dieselben Bestimmungen und Vorschriften zur Anwendung kommen, welche für das Herzogthum Holstein in der Königlichen Verordnung vom 1sten Mai 1838 erlassen sind, mit der Maassgabe jedoch:

1) dass die Grossherzogliche Oberzollbehörde zu Eutin

allenthalben an die Stelle des Königlichen General- 1839
zollkammer- und Commerz-Collegii, und die Grossherzogliche Justiz-Canzley zu Eutin an die Stelle des Königlichen holsteinischen Obergerichts treten, und dass von den Erkenntnissen der Grossherzoglichen Justizcanzeley, wenn diese auf eine schwerere Strafe, als auf eine Mulct von 25 Rthlr. Cour. oder als eine Gefängnisstrafe von 2 mal 5 Tagen bei Wasser und Brod oder als eine Gefängnissstrafe von 40 Tagen bei gewöhnlicher Gefangenkost, lauten, das Rechtsmittel der Appellation an das Grossherzogliche Oberappellations-Gericht zu Oldenburg ergriffen werden kann und dass

2) die bei dem gerichtlichen Verfahren eintretenden Gerichtsgebühren der einseitigen Bestimmung der Grossherzoglichen Regierung vorbehalten bleiben, sowie auch

3) in denjenigen Fällen, wo nach der Königlichen Zollverordnung Zuchthausstrafe eintreten kann, im Fürstenthum Lübeck den Umständen nach auf Arbeitshausstrafe oder Zuchthausstrafe erkannt werden und überhaupt, insofern nicht die zu erlassende Zollverordnung speciellere Vorschriften enthält, nach den Bestimmungen des Oldenburgischen Strafgesetzbuches verfahren werden wird.

Art. 23. Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Recht wird von jeder contrahirenden Regierung rücksichtlich der von ihren eigenen Gerichten erkannten Strafen ausgeübt. Die Zollstrafgelder, sowie die confiscirten Gegenstände oder deren Werth sollen, mit Vorbehalt der Antheile der Denuncianten, demjenigen Staate verbleiben, von dessen Behörden über die Vergehen erkannt worden, von diesem aber, soweit als nöthig ist, zur Unterstützung der Zollbeamten und deren Hinterbliebenen verwendet werden. Die eingezogenen defraudirten Abgaben fliessen jedoch in die gemeinschaftliche Casse.

Art. 24. Die contrahirenden Staaten wollen sich auch überhaupt durch solche fernerweitige Maassregeln gegenseitig bereitwillig und kräftig unterstützen, die geeignet sind, ihre gemeinschaftlichen und besonderen Abgaben zu sichern und den Schleichhandel zu unterdrücken.

Ueber dergleichen Maassregeln, als Verfolgung der

1839 Spuren begangener Contraventionen aus dem einen Staat in den anderen, gegenseitige Rechtshülfe der competenten Behörden überhaupt, insbesondere auch durch Sistirung der Contravenienten u. s. w. soll eine besondere Verabredung getroffen werden.

Art. 25. Der Gesammtbetrag der gemeinschaftlichen Einfuhr- Durchfuhr- und Ausfuhr-Abgaben wird, nach Abzug der Kosten für die Verwaltung, unter die contrahirenden Staaten nach dem Verhältnisse der Bevölkerung vertheilt.

Zu dem Ende soll bis auf weitere Verabredung die aus der letzten Volkszählung sich ergebende Bevölkerung zum Grunde gelegt werden.

Art. 26. Die im vorstehenden Artikel gedachte Vertheilung des gemeinschaftlichen Aufkommens, sowie die zu dem Ende erforderliche Abrechnung und Ausgleichung wird nach Ablauf eines jeden Rechnungsjahres vorgenommen. Diese Abrechnung, welche den Zeitraum vom 1sten Januar bis 31sten December jeden Jahres umfasst, wird auf den Grund der von den gemeinschaftlichen Erhebungsämtern abgelegten Rechnungen und der nach diesen von den obersten Zollbehörden angefertigten, gemeinschaftlich geprüften und festgestellten Rechnungsabschlüssen dadurch vorgenommen, dass jedem Staate sein Guthaben ohne Verzug berichtigt werden muss.

Die definitive Ausgleichung soll möglichst beschleunigt, spätestens aber binnen den nächsten 6 Monaten nach Ablauf des Rechnungsjahrs zu Stande gebracht werden.

Art. 27. Jeder der contrahirenden Staaten hat die Befugniss, nach der obersten Zollbehörde des anderen Staats einen Commissarius abzusenden, der von allen Geschäften und Verhandlungen, die sich auf das gemeinschaftliche Zollsystem beziehen, Kenntniss zu nehmen, auch den dessfallsigen Berathungen der obersten Zollbehörde beizuwohnen, und überhaupt diejenigen Angelegenheiten, welche eine Communication zwischen den obersten Zollbehörden erheischen, auf eine dem gemeinschaftlichen Interesse entsprechende Weise möglichst zu fördern hat. Eine gemeinschaftlich festgesetzte Instruction wird das Nähere über die Stellung, Rechte und Pflichten solcher Commissarien bestimmen.

Art. 28. Auch werden nach Maassgabe des Be-

dürfnisses von Zeit zu Zeit Special Bevollmächtigte der 1839
Vereinsländer zusammentreten, um die etwa erforderlichen Einleitungen zu neuen oder zur Ergänzung und Abänderung bestehender Vorschriften und Einrichtungen zu treffen, den Gang der Verwaltung zu prüfen, die bei dieser entstandenen Ungleichheiten zu beseitigen und um etwanige Zweifel zu heben, welche sich bei der definitiven Jahresabrechnung über die gemeinschaftliche Einnahme und Ausgabe herausstellen möchten.

Art. 29. Bei der Erhebung der gemeinschaftlichen Abgaben wird in dem Vereinsgebiete einerlei Münze, Maass und Gewicht zum Grunde gelegt, und soweit erforderlich, das Verhältniss der geltenden Münzen, Maasse und Gewichte durch Reductionstabellen bekannt gemacht werden.

Art. 30. Zur Beförderung und Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs ist verabredet, dass, mit Ausnahme der Hausirer, diejenigen Handel- und Gewerbtreibenden des einen Staats, welche sich zur Ausübung ihres Handels oder Gewerbes in den andern Staat begeben, in dem letzteren zu Gewerbesteuern nicht herangezogen werden sollen, wenn sie selbst oder die, in deren Dienste sie stehen, in demjenigen Staate, worin sie ihren Wohnsitz haben, zum Handel oder Gewerbe befugt sind. Auch sollen sich die Unterthanen der Vereinsländer einer gegenseitigen unbeschränkten, auch auf die Landhandwerker ausgedehnten Jahrmarktsfreiheit unter Beobachtung der Zollverordnung, zu erfreuen haben. Es verbleibt indessen im übrigen bei den in dem Königlichen Patent vom 9ten Mai 1825 und der Grossherzoglichen Regierungsbekanntmachung vom 31sten Mai 1825 erhaltenen Bestimmungen.

Art. 31. Nur im Einverständnisse der contrahirenden Regierungen dürfen Verträge mit anderen Staaten hinsichtlich der gemeinschaftlichen Einfuhr- Durchfuhr- und Ausfuhr-Abgaben abgeschlossen werden.

Handels - und Schifffahrts-Verträge mit anderen Staaten, welche auf den Ertrag der gemeinschaftlichen Abgaben keinen Einfluss haben, können dagegen auch künftig von jedem contrahirenden Staate einseitig eingegangen werden.

§. 32. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum Ablaufe von zehn Jahren bestimmt und soll hiernächst über die Verlängerung desselben weitere

1839 Verabredung eintreten. Im Falle einer Verständigung sämmtlicher Deutschen Bundesstaaten über gemeinsame Maassregeln in Beziehung auf Eingangs- Durchgangs- Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben soll jedoch der Verein von der Zeit an, von welcher die desfallsigen Beschlüsse in Wirksamkeit treten, wieder aufgelöst werden.

Auch werden, wenn die Deutschen Bundesstaaten über freien Handel und Verkehr mit Lebensmitteln gemeinsame Verabredung treffen, demgemäss die erforderlichen Modificationen in dem durch den gegenwärtigen Vertrag angenommenen System eintreten.

Art. 33. Dieser Vertrag soll in zwei gleichlautenden Original-Exemplaren ausgefertigt und unverzüglich zur Ertheilung der Allerhöchsten und Höchsten Ratificationen vorgelegt werden, deren Auswechselung baldmöglichst Statt finden wird.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Copenhagen, den 4ten Januar 1839.

Carl Francke. (L. S.) Wilhelm Freiherr Grote. (L. S.)

Patent,

betreffend den Zollverein mit dem Fürstenthum Lübeck. Kopenhagen, den 20sten Februar 1839.

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden König zu Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, Thun kund hiemit: Wir haben Uns allerhöchst bewogen gefunden, zur Beförderung des Verkehrs und zur Herbeiführung einer einfacheren und zugleich wirksameren Grenzcontrole, mit Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzog von Oldenburg eine Vereinigung wegen Annahme eines gleichmässigen und gemeinschaftlichen Systems der Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben in Unserem Herzogthum Holstein und dem Fürstenthum Lübeck einzugehen und lassen den in dieser Beziehung von den Bevollmächtigten geschlossenen Vertrag, nachdem die darüber ausgestellten Ratificationsur-

kunden gegenseitig ausgewechselt worden sind, hier- 1839
durch zur öffentlichen Kunde gelangen.

Wornach Alle, die es angeht, sich allerunterthänigst zu achten haben.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Kopenhagen, den 20sten Februar 1839.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und beigedruckten Insiegel.

Frederik R.
(L. S.)

Lowzow. Lehmann. Thonning. Bech. C. Warnstedt.

36.

Cartel de Douanes entre le Duché de Holstein et la Principauté de Lübeck. Signé à Copenhague, le 4 Janvier 1839.

(Publication officielle faite à Copenhague).

Seine Majestät der König von Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg;

einerseits

sowie Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg, Erbe zu Norwegen, Herzog von Schleswig, Holstein, der Ditmarschen und Oldenburg, Fürst von Lübeck und Birkenfeld, Herr von Jewer und Knyphausen, etc. etc.

andererseits

haben zur vollständigen Ausführung des unterm heutigen Tage abgeschlossenen Zollvereins und zur Verhütung des Schleichhandels, Unterhandlungen eröffnen lassen und zu diesen bevollmächtigt:

einerseits

Seine Majestät der König von Dänemark, etc. etc. Allerhöchst Ihren Justizrath Francke, Committirten im Generalzollkammer- und Commerz-Collegium

andererseits

Seine Königliche Hoheit, der Grossherzog von Oldenburg, etc. etc.

1839 Höchst Ihren Geheimen-Staatsrath und Kammerherrn, Freiherrn Grote, Präsidenten der Landescollegien des Fürstenthums Lübeck, Ritter des Königlich Preussischen Johanniterordens,

von welchen Bevollmächtigten folgende Uebereinkunft geschlossen ist.

Art. 1. Die contrahirenden Staaten verpflichten sich gegenseitig durch alle ihnen zu Gebote stehende Mittel dahin zu wirken, dass in ihren Landen der ihre gemeinsamen Interessen benachtheiligende Schleichhandel überall verhütet oder unterdrückt werde.

Art. 2. Die Behörden und Angestellten, mithin auch die im Interesse des Zollwesens fungirenden Grenzgensdarmen in den contrahirenden Staaten, sollen jeder in dem Gebiete des Staats, von welchem er angestellt ist, darauf achten, dass diese Absicht erreicht werde, insbesondere aber, dass keine Vereine von Schleichhändlern sich bilden oder Waaren-Niederlagen errichtet werden, welche zum Zwecke haben, verbotene oder zollpflichtige Gegenstände in den anderen Staat einzuschwärzen.

Sie sind auch ohne ausdrückliche Aufforderung verbunden, alle gesetzliche Mittel anzuwenden, welche zur Verhütung, Entdeckung und Bestrafung der gegen den anderen Staat beabsichtigten oder in dessen Gebiete begangenen Verletzungen bestehender Ein- oder Ausfuhrverbote dienen können und den betreffenden Behörden dieses Staats davon die nöthige Mittheilung zu machen.

Art. 3. Vornemlich sollen die mit der Untersuchung und Bestrafung der Zollcontraventionen beauftragten Behörden des einen Staats:

1) den in einer solchen Angelegenheit an sie ergehenden Requisitionen derartiger Behörden des anderen Staats sowohl in Beziehung auf die Sistirung der Contravenienten, dieselben mögen nun Unterthanen eines fremden Staats oder eines der contrahirenden Staaten sein, vor der requirirenden Behörde, als auf die Betreibung und Ablieferung der von denselben in Folge gefällter Erkenntnisse zu erlegenden Gelder oder auch auf die Beschlagnahme und Auslieferung zur Ermittelung des Thatbestandes erforderlicher oder bereits für confiscirt erklärter Contraventions-Gegenstände oder auf die Vollziehung der statt der Geldstrafen

gesetzlich eintretenden körperlichen Strafen, stets auf 1839
das bereitwilligste genügen;

2) die von Zollbeamten des anderen Staats, insonderheit nach Maassgabe der §. 286 der Königlichen Zollverordnung vom 1sten Mai 1838 und des betreffenden § der Grossherzoglichen Zollverordnung für das Fürstenthum Lübeck angebrachten Denunciationen gegen Zollcontravenienten fördersamst zur Untersuchung ziehen.

Alles dies in eben dem Maasse, wie wenn eine Behörde des eigenen Landes die Requisition erlassen, oder ein in diesem angestellter Zollbeamte die Anklage erhoben hätte.

Art. 4. Die Vollziehung der von einem zahlungsunfähigen Contravenienten zu erleidenden körperlichen Strafe soll jedesmal der Behörde desjenigen Landes zustehen, in welchem derselbe als domicilirter Unterthan zu betrachten ist.

Ist der Contravenient indessen der Unterthan eines fremden Staats, so soll er im Fall der Betretung in einem der contrahirenden Staaten an diejenige Behörde, welche die Untersuchung geführt hat, auf vorgängige Requisition sofort ausgeliefert werden.

Die Kosten der Detention des Inhaftirten fallen bei dessen Zahlungsunfähigkeit jederzeit dem Staate zur Last, in dessen Bezirke die Strafe vollzogen werden muss.

Art. 5. Den Zollbeamten und Grenzgensdarmen des einen Staats, letzteren jedoch nur in Verbindung mit ersteren, soll gestattet sein, die Spuren verübter Zollcontraventionen auch in das Gebiet des anderen Staats, ohne Beschränkung auf eine gewisse Strecke, zu verfolgen. Sind dabei verordnungsmässig zulässige Haussuchungen oder Beschlagnahmen und andere gesetzliche Maassregeln zur Constatirung des Thatbestandes erforderlich, so sollen selbige auf den mündlichen oder schriftlichen Antrag der Zollbeamte und unter deren Zuziehung von der nächsten obrigkeitlichen Person vorgenommen werden. Letztere hat sodann über den ganzen Vorgang ein Protocoll aufzunehmen, und eine Abschrift desselben dem Zollbeamten, auf dessen Antrag jene Maassregeln ergriffen sind, mitzutheilen. Auch sollen die Zollbeamte und in Verbindung mit ihnen die Grenzgensdarmen befugt und gehalten sein, auf der That betroffene Contravenienten, die mit den Gegen-

1839 ständen, welche sie bei sich führen, in Gehöften oder Häusern im anderen Staate einen Zufluchtsort suchen, an diesen Ort zu verfolgen, sich jener Gegenstände zu versichern und erst hiernächst der Obrigkeit von dem Vorgange die nöthige Anzeige zu machen. Bei der Ausübung dieser ihrer Dienstpflicht soll ihnen nach vorgängiger Legitimation von dem Ortsvorstande jederzeit der erforderliche Schutz und Beistand gewährt werden.

Art. 6. In den Fällen, wo wegen einer Zollcontravention ein persönliches Anhalten des Contravenienten gesetzlich zulässig ist, soll auch dies von dem, den Contravenienten in den anderen Staat verfolgenden Zollbeamten geschehen können, der Angehaltene jedoch alsdann der nächsten Obrigkeit dieses Staats überliefert werden. Ist indessen die Person des Contravenienten dem verfolgenden Zollbeamten bekannt, und die Beweisführung sowie die Zahlung der in Antrag zu bringenden Strafe gesichert, so darf ein persönliches Anhalten im anderen Staate nicht geschehen.

Art. 7. Nach den in den Artikeln 3 bis 6 inclusive festgestellten Grundsätzen soll von den Behörden und Angestellten ebenfalls verfahren werden, wenn die Uebertretung eines Ein- oder Ausfuhrverbots des anderen Staats zu verfolgen und zu ahnden ist.

Art. 8. Wenn mit der Verletzung der Zollgesetze oder der bestehenden Ein- oder Ausfuhrverbote zugleich andere Verbrechen oder Vergehen zum Beispiel der Fälschung, der Widersetzlichkeit gegen Zoll- und andere Beamte oder deren wörtlicher oder thätlicher Beleidigung concurriren, so dient die zwischen beiden contrahirenden Staaten geschlossene Convention vom 15ten März 1820 oder wo diese nach der Beschaffenheit der That keine Anwendung leidet, der Inhalt der Artikel 3, 4, 6 des gegenwärtigen Cartells, zur Richtschnur,

Art. 9. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird vorläufig für die Zeit des vereinbarten Zollanschlusses festgesetzt.

Art. 10. Dieser Vertrag soll in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt und zur Ertheilung der allerhöchsten und höchsten Ratification unverzüglich

vorgelegt werden, deren Auswechselung baldmöglichst 1839
stattfinden wird.

Zur Urkunde dessen ist derselbe von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Copenhagen, den 4ten Januar 1839.

CARL FRANCKE. (L. S.)

WILHELM Freiherr GROTE. (L. S.)

Patent,

betreffend das Zollcartell mit dem Fürstenthum Lübeck. Kopenhagen, den 20sten Februar 1839.

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden König zu Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, Thun kund hiemit: In Verbindung mit der hinsichtlich des Herzogthums Holstein und des Fürstenthums Lübeck eingegangenen Zollvereinigung, hat der von Uns ernannte Bevollmächtigte mit dem Bevollmächtigten Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Oldenburg den beigefügten Vertrag über die Unterdrückung des Schleichhandels, über die Verfolgung der Spuren begangener Zollcontraventionen und über die desfalls zu leistende Rechtshülfe abgeschlossen.

Nachdem dieser Vertrag von beiden Seiten ratificirt worden, lassen Wir solchen hierdurch zur allgemeinen Kunde bringen und befehlen Allen, die es angeht, sich danach gebührend zu achten und die Bestimmungen desselben zur Ausführung zu bringen.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Kopenhagen, den 20sten Februar 1839.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und beigedruckten Insiegel.

FREDERIK R.
(L. S.)

LOWZOW. LEHMANN. THONNING. BECH. C. WARNSTEDT.

37.

Déclaration de M. de Dunin, Archevêque de Gnesen et Posen vis à vis du Gouvernement prussien, avec les documens y relatifs. En date de Posen, le 5 Janvier 1839.

(Leipziger Allgemeine Zeitung. 1839. 8. Februar. Beilage Nro. 39.)

Die Königl. Regierung zu Berlin hat durch die Staatszeitung unter dem 31. December v. J. in Folge der Allocution Sr. Heiligkeit des Papstes v. 13 September sich veranlasst gefunden, über meine Handlungsweise in Betreff der gemischten Ehen eine ausführliche Erklärung abzugeben. So sehr nun auch in dieser Erklärung, so wie durch das zögernde Verfahren gegen mich die Königl. Regierung eine grosse Milde von ihrem Standpunkte aus zu erkennen geben will, so habe ich doch mit Betrübniss bemerken müssen, wie zu gleicher Zeit in der Mittheilung des Herganges der fraglichen Angelegenheit manche Punkte eine der Wahrheit nicht entsprechende und meinen Charakter verletzende Auseinandersetzung gefunden haben. Natürlich lasse ich hier die Beurtheilung des ganzen beklagenswerthen Ereignisses, wie selbe vom katholischen oder lutherischen Standpunkte ganz verschieden ausfallen muss, dahingestellt, und verweise dieselbe auf ausführliche theologische Discussionen; ich beabsichtige durch gegenwärtige Erklärung nur das Factische jenes Ereignisses zu berühren, respective Klage zu führen. Doch nicht durch neue Erklärungen, sondern durch Mittheilung der betreffenden Actenstücke, die hierin allein Licht verbreiten und den Massstab einer wahren Beurtheilung geben können, unternehme ich meine Rechtfertigung, von der Königl. Regierung dazu herausgefordert, besonders in nachstehenden Punkten, und glaube hierdurch eine meiner hohen kirchlichen Stellung und allen Katholiken schuldige Pflicht zu erfüllen.

1) Die Königl. Regierung glaubt mich als einen Mann characterisiren zu dürfen, „der sich bald bis

zur äussersten Grenze eines sträflichen Trotzes verirrt, bald eine verzagte Wankelmüthigkeit zur Schau trägt." Die nachstehenden Actenstücke sollen es dem Urtheile des verehrlichen Publicums anheimstellen, ob ich von Anfang bis zu Ende nicht die Sache, welche ich als eine Angelegenheit der katholischen Kirche bezeichnete, unverkümmert aufrecht erhalten habe; nur was die Form betrifft, die mir angehört, war ich um des Friedens willen bereit, jegliche Resignation zu üben, Manches zu mildern; dadurch aber hat sich das Königl. Ministerium berechtigt geglaubt, mich einer verzagten Wankelmüthigkeit zu beschuldigen. 1839

2) Es heisst ferner: „in den östlichen Provinzen des preuss. Staats würden gemischte Ehen von katholischen Geistlichen kirchlich eingesegnet, ohne den Verlobten das Versprechen der künftigen Erziehung der Kinder im katholischen Glauben abzufodern. Dies sei für die Erzdiöcese Gnesen-Posen von den verstorbenen Erzbischöfen Gorzeński und Wolicki anerkannt und befolgt, und selbst von mir als ehemaligem Capitularverweser mittelst urkundlicher Versicherung vom 29. Januar 1830 bezeugt worden." Hier nun tritt die beklagenswertheste Seite der ganzen Angelegenheit hervor, insofern dadurch allein die spätern traurigen Folgen durch den verzweifelten Erlass meines Hirtenbriefes herbeigeführt wurden. Die Königl. Regierung umgeht nun, wie früher, Alles, was in Betreff dieser meiner Erklärung von 1830 bemerkt, und eben darauf meine neue Foderung gestützt worden ist, und hebt die aufgestellten weltlichen Gesetze nur noch verstärkter hervor, ohne auf meine Gegengründe einzugehen; sic volo, sic jubeo. „Dadurch hat die Sache den Punkt erreicht, auf dem sie jetzt steht, Autorität gegen Autorität, Gewalt gegen Gewalt." Die Behauptung, dass die gemischten Ehen von allen Geistlichen in meiner Diöcese die kirchliche Einsegnung ohne ein Versprechen erhalten haben, wird ungeachtet der nahe an 1000 nur oberflächlich aus den Kirchenbüchern gesammelten und mehrer an Se. Exc. den Minister von Altenstein hiervon eingesandten Gegenbeweise immer wieder von neuem vorgebracht, da doch die Königl. Regierung selbst in der That diese nicht angenommen zu haben scheint, wie folgendes Aktenstück in Beilage A. beweist, das auf

1839 eine Ministerial-Verfügung vom 3. Mai 1837 ausdrücklich Bezug nimmt.

3) Die Königl. Regierung stellt das Erlassen meines lateinischen Hirtenbriefes und des in polnischer Sprache verfassten Umlaufschreibens als zwei verschiedene Acte dar. Zur Steuer der Wahrheit muss aber bemerkt werden, beide Schreiben, wiewohl an verschiedenen Tagen unterzeichnet, wurden auf einmal erlassen. Die Tendenz jener Auseinanderhaltung leuchtet übrigens von selbst ein, ganz abgesehen von den Consequenzen, die man zur Verdächtigung meines Charakters in frühern Zeitungsberichten daraus gezogen hat. In dem letzteren soll ich „jede der Obrigkeit schuldige Ehrfurcht hintangesetzt haben." Der folgende Passus daraus mag dies rechtfertigen: „Ja überlassen wir uns der Hoffnung, dass durch die barmherzige Schickung Gottes unser Allergnädigster König und Herr in der vorliegenden Sache sich als ein gerechter Vater zeigen und Uns Katholiken die Gewissensruhe wieder zu verschaffen geruhen wird. Gott der Allmächtige schenke sein Gedeihen unserer Sache, und erhalte bei Glück und Gesundheit bis ins späteste Alter unsern gnädigsten Monarchen."

4) Bemerkt der Concipient jener Erklärung: „auch in einem spätern Schreiben an das Domcapitel zu Gnesen vom 16. März d. J. stellt sich der Erzbischof als Märtyrer dar, und gibt dieser Behörde (?) anheim, ob nicht wegen seiner Verfolgung die Musik in den Kirchen und das Läuten der Glocken einzustellen sei." Da der Concipient sich hier das Ansehen geben will, dem Publicum sogar meine eignen Worte anzuführen, so möchte man fast eine absichtliche Verdrehung vermuthen, denn wo liegt in dem treu übersetzten Schreiben (Beilage B.) der so zweideutige Sinn „wegen meiner Verfolgung," da das Ganze offenbar auf den Fall einer Verhaftung berechnet ist.

5) Nachdem so durch die ganze Relation meiner Handlungsweise überall der schlimmste Sinn untergelegt ist, wozu auch die ausgesagte „Vergleichung mit dem von der Hand des polnischen Königs Boleslaus II. getödteten, als Märtyrer verehrten Bischof Stanislaus" gehört, da ich im polnischen Umlaufschreiben sage: „dem Beispiele so vieler Bischöfe und unsers h. Stanislaus folgend" — wird die Strafwürdig-

keit meines Verfahrens mir aus dem allgemeinen Land- 1839
rechte *) sattsam dargethan. Da ich aber ebenfalls eine legitime Gewalt in meiner Würde repräsentire, in welche der Staat, so lange seine Rechte nicht verletzt wurden und ich innerhalb meiner Befugnisse blieb, sich nicht hätte einmischen sollen, so könnte ich den aus dem Landrechte recitirten Gesetzen ebenso viele aus der h. Schrift und dem kanonischen Rechte gegenüber stellen, anhebend von dem Worte Christi und der Apostel: „Gebet dem Kaiser, was des Kaisers, und Gott, was Gottes ist; man muss Gott mehr gehorchen als den Menschen"; mit dem h. Hilarius von Piktavium sagen: „deshalb regiert und wachet ihr (Kaiser), dass Alle der süssen Freiheit geniessen. Die Ruhe der Kirche kann auf keine andere Weise wieder hergestellt werden, als wenn Alle, frei von Knechtschaft, nach ihrer Ueberzeugung leben können. Wenn auch für den wahren Glauben solche Gewalt angewendet würde, so würden Euch die Bischöfe entgegentreten und sprechen, Gott ist der Herr der Welt, er bedarf keines gezwungenen Gehorsams, er verlangt kein gezwungenes Bekenntniss; er will keine Heuchelei, sondern aufrichtige Verehrung." So steht hier also wieder Autorität gegen Autorität, obgleich beide in ihren verschiedenen Sphären ungestört nebeneinander wirken sollten.

6) Es heisst: „Diese am 19. April d. J. dem Erzbischofe durch den Oberpräsidenten gemachte Mittheilung schien den beabsichtigten Eindruck nicht verfehlt zu haben. Er versprach am folgenden Tage mittels Erlasses eines neuen Hirtenbriefes unter Aufhebung seiner Schreiben vom 20. Januar und 27. Februar der Diöcesan-Geistlichkeit eine andere Belehrung über ihr zu beobachtendes Verfahren zu ertheilen." Hier hat es dem Concipienten gefallen, nur von dem günstigen Eindrucke der Anrede des Oberpräsidenten zu sprechen und die Ertheilung einer neuen Instruction hervorzuheben, nicht aber der Hauptsache zu gedenken, nämlich, unter welchen Bedingungen ich einen neuen Hirten-

*) Es darf hier nicht unbemerkt bleiben, dass das preuss. Allg. Landrecht im Grossherzogthum Posen nur ein subsidiarisches Recht ist, worauf ich in einer juridischen Ausführung an Se. Exc. den Justizminister Hrn. Mühler ausdrücklich für meine Angelegenheit hingewiesen habe.

1839 brief erlassen wollte, und dass ich dabei auf meinen frühern Foderungen bestand, diesen eine neue Form und Fassung mit der Genehmigung des Staats zu geben beabsichtigte. Hierüber wird das angedeutete Schreiben des folgenden Tages vom 20. April (Beilage C.) genügende Aufschlüsse geben.

7) Wie geneigt ich war, mit Aufrechthaltung der Sache, an der ich nichts ändern durfte, Alles zu thun, was in meinen Kräften lag und von mir abhing, und wie sehr mich die von Sr. Majestät gemachte Allergnädigste Eröffnung, die mir bei der von der weltlichen Behörde hier und da geübten Praxis keineswegs früher bekannt sein konnte, erfreute, mag man aus dem Erlasse sehen (Beilage D.), welchen ich am folgenden Tage an das Hochwürdigste Domcapitel nach Gnesen sandte, da die Civilbehörde an diesem Orte am Feste des h. Adalbert (23. April) Unruhen befürchtete.

8) Ungeachtet ich so Alles gethan hatte, was von meiner Seite geschehen konnte, so überzeugte ich mich doch durch den Verlauf der Mittheilungen am 22. und 23. April, dass ich mit dem Oberpräsidenten Herrn Flottwell die Sache nicht auf eine offene Weise und auf der von mir bereits am 20. angegebenen Grundlage würde beseitigen können, brach daher am 23. die Verhandlungen ganz mit ihm ab und wählte den Gang einer Immediatvorstellung an Se. Majestät den König in dem unterthänigen Schreiben vom 24. April (Beilage E.)

9) Auch in allen folgenden Unterhandlungen mit dem Chef-Präsidenten Herrn von Frankenberg habe ich in der einmal dargethanen nothwendigen kirchlichen Praxis nicht das Mindeste geändert, und konnte dieses nicht; wie geneigt ich aber war, eine endliche Verständigung herbeizuführen, mag man aus den noch folgenden zwei Immediatvorstellungen (Beilagen F. und G.) entnehmen. Kein billig Denkender, der meine Pflicht und Stellung erwägt, wird mehr von mir erwarten können; dagegen sieht der Concipient der Staatszeitung in meiner Handlungsweise „nur hartnäckigen Trotz."

Nach den nunmehr ziemlich vollständig vorliegengen Verhandlungen dürften wenigstens die Katholiken über mein Verhalten beruhigt, Wohlwollende und Solche, die sich auf meinen Standpunkt stellen wollen und können, ein anderes Urtheil fällen, als in der Erklärung der Staatszeitung über mich ausgesprochen ist.

Ich habe nichts mehr hinzuzufügen und hätte überhaupt 1839
gewünscht, die Königl. Regierung hätte mich durch einfache Darlegung der betreffenden Actenstücke dieser schmerzlichen Pflicht überhoben. Niemals mehr werde ich dem Publicum gegenüber meine Stimme erheben, aber in meiner Würde als Bischof unter Gottes Beistande die verkannten Rechte meiner Kirche unerschütterlich vertreten. Posen, den 5. Januar 1839. Der Erzbischof von Guesen und Posen.

Martinus Dunin.

Beilage A. Erlass an die Landräthe. Se. Excellenz der Herr Minister der geistlichen Angelegenheiten haben mittels Rescripts vom 3. Mai d. J. Nr. 9231 angeordnet, dass auch in den beiden Diöcesen Gnesen und Posen die gemischten Ehen ohne Forderung eines Versprechens und ohne Nachweisung eines Uebereinkommens in Betreff der Erziehung der Kinder im katholischen Glauben von der katholischen Geistlichkeit aufgeboten und kirchlich eingesegnet werden sollen. Indem ich diese Bestimmung den Herren Districtscommissarien und Bürgermeistern mittheile, gebe ich denselben hiermit zugleich auf, für deren Bekanntmachung Sorge zu tragen, auf deren Befolgung streng zu halten, event. etwaige Contraventionen sofort umständlich anher anzuzeigen. Schroda, den 19. Juli 1837. In Vertretung des Landraths. (gez.) v. Bünting, Regierungsassessor. An den Herrn Districts-Commissarius zu Kostrzyn. N. 651. II. pr. m. s. p. r. Den Herren Geistlichen des diesseitigen Districts zur gefälligen Kenntnissnahme und baldigen Zurücksendung zu tradiren. Kostrzyn, den 25 Juli 1837. Krienitz.

B. Schreiben des Erzbischofs an das Hochw. Domcapitel zu Gnesen. Meine geliebten Brüder! In der gegenwärtigen Angelegenheit unserer heil. Kirche hat Gott die Bemühungen Eures Hirten gesegnet und seine Kräfte gestärkt, wie er den Aposteln und ihren Nachfolgern versprochen, indem er mir den nöthigen Starkmuth verlieh, die kirchliche Lehre hinsichtlich der gemischten Ehen öffentlich zu vertreten. Ohnerachtet des ausdrücklichen Verbotes des Monarchen, gestützt auf Gottes allmächtigen Arm, that ich, was jeder um das Wohl seiner Heerde besorgte Hirt thun muss, habe jedoch hierbei nichts mehr als meine strenge Pflicht erfüllt. Ihr habt es, geliebten Brüder, für eine

1839 Eures Hirten würdige That anerkannt und mir durch Euren Delegirten, Se. Hochwürden den Herrn von Przyluski, Eure Zufriedenheit und Eure Theilnahme an der Angelegenheit eröffnet; damit aber begnügtet Ihr Euch nicht; nicht nur habt Ihr mir Eure Herzen, sondern im Nothfalle auch Euer Vermögen geöffnet. Welch' eine Freude für mich, welch' ein Lohn dafür, wo ich nur meiner strengen Verpflichtung nachkam! — Seither Euch schon zugethan, heute noch erfreut und mit Dankbarkeit überfüllt, kann ich es nicht bei der Euch durch Euren verehrungswürdigen Delegaten ertheilten Antwort bewenden lassen; ich wiederhole dieselbe mit eigenhändiger Schrift und verbürge Euch gleichzeitig unverbrüchliche Zuneigung, Liebe und Dankbarkeit. Sollte ich aber nach höherm Rathschlusse Gottes durch Uebermacht eingekerkert oder auf irgend eine Art in meinem Wirken gehemmt werden; überall und fortwährend wird mich diese starke, beglückende Ueberzeugung begleiten, dass Euer ehrwürdiger Senat, der Religion Eurer Väter getreu, das ärgerliche Beispiel des Kölner Capitels nicht nachahmen wird, welches sich erfrechte, unrechtmässig einen Administrator der Diöcese zu wählen und sogar seinen rechtmässigen und in jeder Hinsicht verehrungswürdigen Hirten als Schuldigen, vor dem Oberhaupte der Kirche anzuklagen! Gott wird mit Euch sein, denn Euer Hirt wird auch im Gefängnisse nicht aufhören, für Euch zu beten. Eurer Seits aber unterlasset es nicht, das unblutige Opfer für Euren Euch mit Herz und Seele zugethanen Hirten darzubringen. Möge meine geliebte Heerde sich in Trauer hüllen und die freudige Musik und Glockenklang in den Kirchen verstummen, denn den verwaisten Kindern geziemt es, nach dem Verluste des Vaters nur Thränen zu vergiessen, nicht aber zu frohlocken. Indem ich dieses jedoch Eurem mir bekannten einsichtsvollen Sinn überlasse, ertheile ich Euch, geliebten Brüder, meinen Hirtensegen. Posen, am 16. März 1838. (gez.) v. Dunin.

C. Erklärung des Erzbischofs auf die Anrede des Oberpräsidenten Flottwell nach 24stündiger Frist. Ich habe die von Euer Hochwohlgeboren mir gestern vorgelesenen und in Abschriften mitgetheilten Allerhöchsten Cabinetsordres an Sie und die Herrn Minister von Altenstein, von Rochow und von Werther, Excellenzen, vom 12. dieses Monats

durchgelesen und wohl erwogen. Vor Allem bemerke 1839
ich ganz ergebenst, dass ich meinen Hirtenbrief vom 27. Februar d. J. in der innigen Ueberzeugung erlassen habe, dass meine Pflicht gegen die katholische Religion, deren Wahrung mir anvertraut ist, und mein Verhältniss zu dem sichtbaren Oberhaupte der katholischen Kirche mich dazu unabweislich nöthigten. Ich habe als katholischer Erzbischof im rein kirchlichen Interesse gehandelt, ohne auch nur im Geringsten die bürgerlichen und Staatsverhältnisse meiner katholischen Diöcesanen berühren zu wollen, und bin dafür nur Gott und dem heil. Apostolischen Stuhle verantwortlich. Indessen geruhen Se. Majestät, unser huldvoller Landesvater, zu erklären, dass Allerhöchstdieselben gar nicht gemeint sind, die Gewissensfreiheit Allerhöchstdero katholischer Unterthanen zu beschränken, und dass es keineswegs Allerhöchstdero Wille sei, die katholischen Geistlichen zu zwingen, gemischte Ehen aufzubieten und einzusegnen, wenn die Satzungen der katholischen Kirche dem entgegenstehen. Dadurch ist meine Hauptbeschwerde beseitigt, und ich finde mich bewogen, dafür meinen tiefgefühlten, allerunterthänigsten Dank mit herzlichster Innigkeit darzubringen. Diese huldvolle Erklärung berechtigt mich zu der Hoffnung, dass auch die sonstigen in der Praxis bei der Sache sich ergebenden Bedenken mit gleicher Huld und Gnade werden gehoben werden. Ich wage, dieselben nachstehend ganz ergebenst vorzutragen: 1) soll den katholischen Geistlichen freistehen, dem gemischten Brautpaare bei dem hier üblichen Brautexamen die katholischen in Beziehung auf die gemischten Ehen und deren Folgen bestehenden Grundsätze vorzuhalten und ihnen die Pflichten in Betreff der religiösen Erziehung der Kinder einzuschärfen. Nimmt das Brautpaar Anstand, dieselben zu erfüllen, so findet nach der Allerhöchsten Erklärung die Verweigerung des Aufgebots und der Trauung statt; der katholische Theil wird aber alsdann von seinem Seelsorger als den katholischen Grundsätzen untreu, nicht nur von den Sacramenten, sondern auch von allen kirchlichen Segnungen ausgeschlossen, und überhaupt in religiöser Rücksicht so berücksichtigt, wie sein moralisch religiöser Zustand es erfordert. 2) Damit die Katholiken unumschränkte Ausübung ihres Glaubens erlangen, ist die Aufhebung der Bestimmung erforderlich, wonach

1839 die Taufen und Begräbnisse in den Fällen, wo der Vater evangelisch ist, erst dann in der katholischen Kirche und respective nach katholischem Ritus verrichtet werden dürfen, wenn die Genehmigung des Herrn Oberpräsidenten der Provinz eingeholt ist, um so mehr, als dies in den meisten Fällen wegen der grossen Entfernung von etwa 20 Meilen und darüber den betreffenden Aeltern fast unmöglich wird. 3) Da die Jurisdiction und Amtsthätigkeit der Geistlichen nach katholischen Grundsätzen nur als Ausfluss der bischöflichen Gewalt betrachtet wird und sämmtliche Geistlichen nur im Namen ihres Bischofs fungiren, so kann sich kein Bischof des Aufsichtsrechtes und des gegen die unfolgsamen Geistlichen ihm zustehenden kanonischen Strafrechts entäussern. Weshalb ich auch für mich dieses Recht in Anspruch nehmen muss. (Vergl. Allg. L. R. Th. II. Tit. XI. §. 121 fg.). Dies ist im vorliegenden Falle schon deshalb erfoderlich, weil sich sonst fast in jedem Kirchspiele eine eigne, den Kirchensatzungen zuwiderlaufende Praxis herausstellen und die Einheit der Kirchenzucht und der Lehre gefährdet werden würde, wozu ich als Erzbischof nicht schweigen darf. Werden diese Bedenken beseitigt, wie aus der schon geschehenen Allergnädigsten Erklärung mit Zuversicht zu erwarten steht, so erkläre ich mich bereit, durch einen andern Erlass die nöthige dem Obigen entsprechende Belehrung an die katholische Geistlichkeit meiner Erzdiöcesen ergehen zu lassen. Was die besonders in Euer Hochwohlgeboren Anrede enthaltene Beschuldigung anbetrifft, dass ich durch meinen Hirtenbrief das Volk gegen die gesetzliche Ordnung aufgeregt hätte, so muss ich dieselbe als von mir durchaus intendirt, feierlichst ablehnen. Ich habe keine neue Verordnung erlassen, sondern nur die uralten Satzungen der katholischen Kirche, welche durch die von mir in meinem Hirtenbriefe angezogenen Bullen und Breven den Katholiken zu verschiedenen Zeiten durch die Päpste in Erinnerung gebracht worden sind, erneuert, und hierzu hielt ich mich als Erzbischof nicht nur für berechtigt, sondern auch in meinem Gewissen bei dem immer trauriger sich gestaltenden Zustande der mir anvertrauten Kirche für verpflichtet. Der von mir blos an die Geistlichkeit erlassene Hirtenbrief war übrigens nicht geeignet, Aufregung hervorzubringen. Wohl aber hat das Aufsehen,

womit dieser Hirtenbrief den Geistlichen durch die Ci- 1839
vilbeamten abgenommen worden, die Gemüther allgemein in Unruhe versetzen müssen. Hat mithin gegen meine Absicht irgendwo Aufregung stattgefunden, so ist sie lediglich durch das eingeschlagene Verfahren der Civilbehörden zu meiner höchsten Betrübniss hervorgerufen worden. Ich hege die zuversichtliche Hoffnung, dass Se. Majestät, mein Allergnädigster König, meinen durch Gewissensdrang gethanen Schritt mir nicht ungnädig auszulegen geruhen und sowol mir selbst als auch meinen Geistlichen und Diöcesanen die volle Gewissens- und Religionsfreiheit auch fernerhin Allergnädigst gestatten werden. Schliesslich kann ich nicht umhin, ganz ergebenst zu bemerken, dass die mir gestellte Frist von 24 Stunden bei meinem geschwächten Gesundheitszustande es mir nicht gestattet, meine Erklärung der Wichtigkeit der Sache, meiner Stellung als Erzbischof und Unterthan Sr. Majestät des Königs und meinem Gefühle angemessen abzugeben, weshalb ich Ew. Hochwohlgeboren ganz ergebenst zu bitten mir erlaube, diese Angelegenheit Sr. Majestät dem König in einer solchen Art allerunterthänigst, geneigtest vorzutragen, dass Allerhöchstdieselben diese meine Erklärung in Gnaden aufzunehmen und mir Allerhöchstdero Gewogenheit wieder zuzuwenden geruhen wollen, wobei ich gleichzeitig Ew. Hochwohlgeboren versichere, dass ich in weltlichen Dingen Sr. Majestät meinem Allergnädigsten Könige und Herrn vollkommen ergeben, treu und unterthänig bin. Posen, den 20. April 1838. Der Erzbischof von Gnesen und Posen. (gez.) von Dunin. An den Königl. Oberpräsidenten des Grossherzogthums Posen, Herrn Flottwell, Hochwohlgeboren hier.

D. Erlass des Erzbischofs an das Hochwürdige Domcapitel zu Gnesen. Ich beeile mich, Einem Hochwürdigen Metropolitan-Capitel die in der an den Oberpräsidenten des Grossherzogthums Posen, Herrn Flottwell, von Sr. Majestät, unserm Allergnädigsten Könige und Herrn unterm 12. April c. allerhöchst erlassenen, mir amtlich mitgetheilten Cabinetsordre huldreichst ausgesprochene Willensmeinung Sr. Majestät des Königs bekannt zu machen, wonach Allerhöchstdieselben zu erklären geruhen, „dass jede Be„schränkung der Gewissensfreiheit Ihrer katholischen Un„terthanen in Betreff der sogenannten gemischten Ehen,

1839 „sowie in jeder andern kirchlichen Angelegenheit dem „Allerhöchsten Willen Sr. Königlichen Majestät ganz „entgegen sei, und dass Allerhöchstdieselben keineswegs „gesonnen wären, die durch die Landesgesetze jedem „katholischen Pfarrer gestattete Wahl: eine Ehe, wel„che nach den Landesgesetzen erlaubt ist, um deswillen, „weil die Dispensation der geistlichen Oberen versagt „worden, durch Aufgebot und Trauung zu vollziehen, „oder sich gefallen zu lassen, dass diese von einem an„dern Pfarrer verrichtet werde, in irgend einem Theile des „Reiches zu beschränken." Seine Königl. Majestät haben ferner durch den unterm 12. April c. allerhöchst erlassenen Zuruf an Allerhöchstdero katholische Unterthanen im Grossherzogthume Posen allergnädigst zu eröffnen geruhet, dass Allerhöchst Sein ernstlicher Wille dahin gerichtet ist, die katholischen Unterthanen wie bisher, so auch ferner, dem Besitzergreifungspatente vom 15. Mai 1815 gemäss, bei ihrer Religion zu schützen, und daher nicht zu dulden, dass die durch die Allerhöchsten Landesgesetze gebotene Glaubens- und Gewissensfreiheit in irgend einem Gegenstande der kirchlichen Lehre gestört oder gehemmt werde. Seine Majestät, unser allergnädigster Landesvater, haben in diesem Zurufe die für uns Katholiken ganz beruhigende und höchst trostreiche landesväterliche Versicherung auszusprechen geruht, dass es Allerhöchst Ihr eifrigstes Bestreben ist, die von unsern Vorfahren behauptete und geübte Glaubens- und Gewissensfreiheit auch uns zu erhalten. Durchdrungen von dem innigsten Dankgefühl gegen Seine Majestät, unsern Allergnädigsten König und Herrn, für diese trostreiche und wahrhaft landesväterliche Willensmeinung, kann ich nicht umhin, Ein etc. Metropolitan-Capitel auf das dringendste aufzufodern, den zu dem bevorstehenden St.-Adalbertsfeste sich versammelnden Gläubigen durch die betreffenden Prediger die dringende Mahnung an das Herz zu legen, dass sie in dankbarster Anerkennung der von Sr. Majestät dem Könige in dem gedachten Zuruf ausgesprochenen landesväterlichen Absichten, den Landesgesetzen, sowie den Anordnungen der Obrigkeit treu und gehorsam seien und die tiefste Ehrfurcht vor Sr. Majestät dem Könige auch durch fortgesetzte Eintracht mit ihren, zu einer andern christlichen Religionspartei sich bekennenden Mitbürgern an den Tag zu legen, und als treu ergebene und dank-

bare Unterthanen für das Wohl Seiner Majestät des 1839
Königs und Beschützers unserer heil. Religion, des theuersten Erbes unserer Vorfahren, ihre inbrünstigen Gebete zu Gott, dem Geber alles Guten, emporsenden. Ein etc. Metropolitan-Capitel ersuche ich hiermit, hiernach den betreffenden Festtagsprediger zu instruiren und ihm in meinem Namen zur strengsten Pflicht zu machen, die versammelten Gläubigen am Schlusse der Predigt über die von Sr. Majestät uns stets erhaltene und geschützte Gewissens- und Religionsfreiheit vollständig zu belehren, und denselben die Lehre des Apostels Petrus im ersten Briefe, 2. Capitel, Vers 13. 17, welche also lautet: „Seid also einer jeden menschlichen „Obrigkeit wegen des Herrn unterthänig, sowol dem „Könige, als dem Oberbefehlshaber, als auch den Statthaltern, indem diese zur Rache der Uebelthäter und „zum Lobe der Frommen von ihm gesandt sind. Denn „dieses ist der Wille Gottes, dass ihr durch gute Handlungen der Unwissenheit unvernünftiger Menschen den „Mund stopfet, als Freie, nicht aber, als misbrauchtet „ihr die Freiheit zur Bemäntelung der Bosheit, sondern „als Knechte Gottes. Ehret Alle, liebet die Brüder, „fürchtet Gott und ehret den König," ans Herz zu legen. Ein Hochwürdiges Metropolitan-Capitel ersuche ich noch schiesslich, den Festtagsprediger zu veranlassen, dass er diesen meinen Erlass den versammelten Gläubigen von der Kanzel deutlich und vernehmlich vorträgt, worüber ich mir von Hochdenselben eine glaubhafte Bescheinigung nach dem Feste erbitte. Posen, am 21. April 1838. Der Erzbischof von Gnesen und Posen. (gez.) von Dunin. An Ein Hochwürdiges Metropolitan-Capitel zu Gnesen.

E. Allerdurchlauchtigster, Grossmächtigster König! Allergnädigster König und Herr! Ew. Königl. Majestät Oberpräsident Flottwell hat mir Allerhöchstdero Befehle an ihn und die Minister von Altenstein, von Rochow und v. Werther vom 12. d. M. bekannt gemacht, und in Abschriften mitgetheilt. Mit tiefster Betrübniss habe ich daraus ersehen, dass mein Hirtenbrief vom 27. Februar c., die gemischten Ehen betreffend, Allerhöchstdero Unwillen mir zuwege gebracht hat, und ich bin darüber untröstlich; — ich rühme mich Ew. Königl. Majestät treuester Unterthan zu sein, ich bin Allerhöchstdenselben mit der unbedingtesten Pflichttreue erge-

1839 ben, nicht allein, weil dies meine Schuldigkeit ist, sondern auch, weil mein Herz mit der unbegrenztesten Ehrerbietung und Liebe für meinen huldvollen Landesvater, für den grossmächtigsten Beherrscher so vieler Millionen glücklicher Unterthanen durchdrungen ist. In meinen inbrünstigsten Gebeten flehe ich den Allmächtigen an, er möge über Ew. Königl. Majestät Glück, Heil und Segen strömen lassen, — in meinem ganzen Wirkungskreise strebe ich gleiche Pflichttreue zu bewirken und zu verbreiten. Wie schmerzlich mich bei dieser meiner Gesinnung das Bewusstsein von Ew. Königl. Majestät Ungnade zu Boden drückt, vermag ich nicht auszudrücken; ich finde keine Worte dafür. Geruhen Allerhöchstdieselben meine allerunterthänigste Rechtfertigung Allergnädigst zu vernehmen, und sollte dieselbe nicht so, wie ich es sehnlich wünsche, befriedigen, so sind Ew. Königl. Majestät ja auch mein grossmüthiger Landesvater, dessen huldvolles Herz von Vergebung überströmt. Es wird mir zum Vorwurfe gemacht, dass ich eine neue Verordnung wegen der gemischten Ehen ohne Wissen und Genehmigung der Behörde erlassen habe. Ich wage Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst vorzustellen, dass die Verordnung nicht neu ist: 1) Enthält dieselbe nur die uralte Lehre der katholischen Kirche in Absicht der gemischten Ehen, und in Ew. Königl. Majestät Staaten werden unbedingte Gewissensfreiheit und die katholische Religion mächtig beschützt. 2) Entspricht sie nur der Bulle Benedict's XIV. an die polnischen Bischöfe aus dem Jahre 1748, die hier zu Recht beständig publicirt und bis jetzt nicht widerrufen ist, die mithin noch immer gilt. 3) Widerspricht sie nicht der landrechtlichen Vorschrift Thl. II. Tit. XI. §. 442 fg., wonach die katholischen Geistlichen nicht gezwungen werden sollen, gegen ihr Gewissen und die katholische Lehre Ehen aufzubieten und einzusegnen, und 4) Geruhen Ew. Königl. Majestät in dem Allerhöchsten Befehle an den Oberpräsidenten vom 12. d. M. Allerhöchst huldvoll zu bestimmen, dass ein solcher Zwang nicht stattfinden soll, und in dem Allergnädigsten Zurufe an die katholischen Einwohner des Grossherzogthums Posen Allerhuldreichst zu erklären, dass die Ausübung der katholischen Religion und Lehre nicht gehemmt und eingeschränkt werden soll. Ich habe nun rechtlich Bestehendes und rechtlich Geltendes in

nerung gebracht, ich habe es gethan, weil ich es 1839
meine heiligste Pflicht hielt, die katholische Religion
ihrer ganzen Reinheit zu erhalten. Ew. Königl. Ma-
ät bekannter frommer Sinn wird es einem katholi-
en Bischofe zu gute halten, wenn derselbe, von
tes Eingebung getrieben, that, was er für seine un-
veisliche Gewissenspflicht hielt, wenn er der Gewis-
sfreiheit folgte, die Allerhöchstdero Gesetze dem ge-
gsten Unterthan sichern. Ich werde ferner angeschul-
t, durch meinen Hirtenbrief das Volk aufgeregt zu
ben. Geruhen Ew. Königl. Majestät Allergnädigst zu
geben, wenn ich diese schwere Anschuldigung aller-
erthänigst ablehne: 1) Betrifft mein Hirtenbrief nur
n einzigen Gegenstand der gemischten Ehen. Dieser
ührt den grossen Haufen des Volkes beinahe gar
ht; er ist demselben fast gleichgültig; er ist nicht
ignet, ihn aufzuregen. 2) Ist der Hirtenbrief nur
die katholischen Geistlichen gerichtet, er schreibt
ihnen das Verfahren vor, welches sie bei gemisch-
Ehen zu beobachten haben. Die Empfehlung, dass
bei Gelegenheit die Parochianen mit den Vorschriften
katholischen Kirche über den fraglichen Gegenstand
annt zu machen haben, kann nicht Aufregung be-
ken; Alles konnte und musste in Ruhe geschehen. Und
st der Hirtenbrief in tiefster Ehrerbietung gegen Ew.
igl. Majestät abgefasst, und verpflichtet die katholi-
n Bekenner zu innigsten Gebeten für Allerhöchstdero
. — Freilich findet hier Aufregung statt, dieselbe ist
andern Ursachen zuzuschreiben, die mir ganz fremd

Ich übergehe die persönliche Kränkung, die ich
i zu erleiden hatte; ich ertrug sie mit priesterlicher
bung und klage nicht. Indessen wurde sie den-
bekannt. Mein Hirtenbrief wurde den Geistlichen
Aufsehen weggenommen, es fehlte dabei nicht an
querien, wenn sie auch von der Provinzialbehörde
beabsichtigt sein mochten; es wurden zu der Mass-
ie gegen die Pfarrer unpassende Zeitpunkte, wo
ielsweise die Gemeinde zum Gottesdienste versam-
war, gewählt. Mein Official Brodziszewski in Gne-
ein allgemeiner Liebe und Achtung sich erfreuen-
Geistlicher, wurde Seitens der weltlichen Behörde su-
dirt und unter Arrest gesetzt. Unmöglich konnten sol-
Vorkehrungen, ohne Aufregung zu veranlassen, ab-
n; ich habe sie tief betrauert. Allergnädigster Lan-

1839 desvater! Allerhöchstdero Zuruf an die katholischen Unterthanen des Grossherzogthums Posen und der huldvolle Befehl an den Oberpräsidenten Flottwell vom 12. d. M. haben die Angelegenheit grossmüthig erledigt, und ich wage es allerunterthänigst vorzustellen, meinen Hirtenbrief zu bestätigen; dieser enthält nichts weiter, als was jene von Neuem allergnädigst zusichern. Ich erbiete mich allerunterthänigst, die Geistlichkeit und die katholischen Glaubensgenossen darüber schuldigst zu belehren; ich werde es ihnen aus allen Kräften eindringlich machen: 1) Dass die katholische Religion und Gewissensfreiheit und deren Bekenner unter Ew. Majestät segensreichem Scepter geschützt seien, dass, etwas Anderes anzunehmen, Irrthum und Missverständniss sei. 2) Dass die katholischen Geistlichen befugt und verpflichtet seien, den gemischten Brautpaaren vorzuhalten, was die Satzungen der katholischen Kirche von ihnen fodern. 3) Dass die katholischen Geistlichen befugt und verpflichtet seien, ihnen, für den Fall, dass sie jenen Satzungen nicht freiwillig genügen zu wollen erklären, das Aufgebot und die Trauung, sowie die Spendung anderer Sacramente zu versagen, mit dem Anheimgeben, sich deshalb der landrechtlichen Vorschrift gemäss anderweit vorzusehen, oder die Entscheidung des Bischofs mit Ausschluss der Berufung an weltliche Behörden einzuholen. 4) Dass die Geistlichen sammt ihren Gemeinden die inbrünstigsten Dankgebete für den denselben von Ew. Majestät von Neuem Allerhuldreichst bethätigten Schutz erheben, sie zur unverbrüchlichsten Pflichttreue gegen Allerhöchstdieselben ermahnen, ihnen darin selbst mit schuldigstem Beispiele vorangehen, und diese pflichtmässige Gesinnung bei jeder Gelegenheit wieder und wieder erwecken und rege erhalten, damit das beglückende Band zwischen dem Unterthan und seinem mächtigen Beherrscher nie gestört werde. Ew. Königl. Maj. huldvollem Befehle sehe ich ehrfurchtsvoll entgegen, um diese Belehrung sofort schuldigst zu erlassen. Allergnädigster König! Es bleibt noch dann die Frage übrig: Ob die katholischen Geistlichen zu bestrafen seien, welche gemischte Ehen einsegnen, ohne den Vorschriften genügt zu haben, die ihnen als Priester die katholische Lehre auferlegt? Geruhen Ew. Königl. Majestät Allerhuldreichst zu erwägen, dass, wenn die katholische Lehre anerkannt wird, deren Nichtbeach-

ng unmöglich straflos bleiben kann. Denn was wäre 1839
ne Vorschrift, wenn sie ungeahndet übertreten werde
nnte? Indessen gelobe ich allerunterthänigst, dass
h in solchen Fällen so viel wie möglich milde nach
n kanonischen Vorschriften verfahren werde. Ich
be der Hoffnung, dass ich bei dieser Selbstbeschrän-
ng Allerhöchstdero huldvoller Genehmigung entgegen-
hen darf. Ew. Königl. Majestät endlichem Allerhöch-
n Befehle harre ich ehrerbietigst entgegen! Mein
edergedrücktes Gemüth stützt die Hoffnung, dass Al-
rhöchstdieselben mir Allerhöchstdero Gnade wieder
ossmüthig zuzuwenden geruhen werden. Mit tiefster
hrfurcht ersterbe ich Ew. Königl. Majestät von Du-
in, Erzbischof von Gnesen und Posen. Posen, am
. April 1838.

F. Immediatvorstellung an Se. Majestät
en König. Allerdurchlauchtigster, Grossmächtigster
önig! Allergnädigster König und Herr! Ew. Königl.
ajestät Chefpräsident des Oberlandes- und Oberappel-
tionsgerichts, v. Frankenberg, hat mir heute einen
uszug aus Allerhöchstdero Befehlen an die Minister
Altenstein, v. Rochow und v. Werther vom 2. d. M.
r endlichen Erklärung publicirt. Ich verfehle nicht,
erunterthänigst zu wiederholen, was meine ehrerbie-
ste Vorstellung vom 24. v. M. enthält. Deren Inhalt
aus meiner innigsten Gesinnung geflossen und macht
ine vollkommenste Ueberzeugung aus. Ich bin von
r unverbrüchlichsten Treue gegen Ew. Königl. Maje-
t durchdrungen und habe und werde sie bis zu mei-
m letzten Athemzuge bewähren. Ich erbiete mich
n Neuem, meinen Hirtenbrief vom 27. Februar d. J.
der Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst dargeleg-
Weise zu erläutern, dadurch die Gemüther der Ka-
liken in meinen Erzdiöcesen zu beruhigen und sie
ihrer Pflichttreue gegen Allerhöchstdieselben kräftigst
bestärken. Geruhen Ew. Königl. Majestät Allerhuld-
chst zu erwägen, dass ich zur Erlassung meines frag-
ien Hirtenbriefes mich durch mein Gewissen nothge-
ngen sehen musste. Denn die mir zu Theil gewor-
ien Bescheide gingen dahin: dass die katholischen
istlichen unbedingt verpflichtet seien, gemischte Ehen
zusegnen, die Betheiligten mögen die Erziehung ih-
zu erzeugenden Kinder in der katholischen Religion
sprechen oder nicht. Diess ist den Satzungen der

1839 katholischen Kirche und selbst der landrechtlichen Vorschrift (Th. II. Tit. 11. §. 442 fg.) entgegen, wonach eine solche unbedingte Verpflichtung für die katholischen Geistlichen nicht folgt. Noch mehr, es wurde von den katholischen geistlichen Behörden gefordert, dass sie die päpstliche Clausel in den Ehedispensen, die Erziehung der Kinder aus gemischten Ehen betreffend, als nicht gegeben erachten sollten. Ja, es wurden katholische Geistliche, die gemischte Ehen unbedingt einzusegnen Bedenken trugen, zur Verantwortung durch die administrativen Behörden gezogen. Ich konnte unmöglich hieraus den Schluss ziehen, dass die weltlichen Behörden die katholischen Geistlichen zur unbedingten Einsegnung gemischter Ehen nicht zu zwingen beabsichtigten. Erst Ew. Königl. Majestät huldreichster Zuruf an die katholischen Einwohner des Grossherzogthums Posen und Allerhöchstdero Befehl an den Oberpräsidenten Flottwell vom 12. vorigen Monats bestätigen Allergnädigst, dass bei unbeschränkter Ausübung der katholischen Lehre ein solcher Zwang für die katholischen Geistlichen nicht stattfinden soll. Dadurch sind meine Gewissensscrupel Allerhuldreichst beseitigt und die Unruhe der Katholiken beschwichtigt worden. Habe ich in dieser Art zu folgern geirrt, so geruhen Ew. Königl. Majestät aus Allerhöchstdero Huld und Gnade einem katholischen Erzbischofe zu vergeben, der Gott und der gesammten katholischen Kirche für die Aufrechthaltung deren Lehre in ihrer ganzen Reinheit verantwortlich ist. Indessen will ich eilen, den Fehler allerunterthänigst gut zu machen. Ich werde, wie ich mich in meiner ehrfurchtsvollen Vorstellung vom 24. v. M. schuldigst verpflichtet habe, die katholischen Geistlichen anweisen: den gemischten Brautpaaren die Pflichten, welche die katholische Kirche in Absicht der Erziehung ihrer Kinder auferlegt, vorzuhalten, und nur wenn sie dieselben nicht übernehmen wollen, die Einsegnung der Ehe und die Spendung der Sacramente zu versagen, das fernere Verfahren, nach der angezogenen landrechtlichen Vorschrift, oder den Weg der Beschwerde bei dem Bischof überlassend. Die Geistlichen, welche diese Anweisung etwa nicht beachten sollten, werde ich möglichst milde den kanonischen Rechten gemäss ahnden. Allergnädigster König! Dieser von mir schuldigst zu thuende Schritt folgt aus Allerhöchstdero huldreichem

Zurufe und dem Befehle vom 12. d. M. Ich harre der 1839
huldreichen Genehmigung dazu ehrfurchtsvoll entgegen. Aber etwas Anderes vermag ich nicht. Mein Gewissen und meine innigste Ueberzeugung verbieten es mir. Sollten mir dafür Leiden vorbehalten sein, so will ich sie mit stiller Ergebenheit entgegennehmen. Nur geruhen Ew. Königl. Majestät Allerhuldreichst zu glauben, dass ich Allerhöchstdenselben stets die unverbrüchlichste Treue bewähren werde, dass ich in der innigsten Ueberzeugung, diese Treue durchaus nicht verletzt zu haben, gehandelt habe, und dass mich dazu nur unabweisliche Gewissenspflicht und durchaus keine politische Rücksicht, die mir ganz fremd ist, getrieben hat. Mit tiefster Ehrfurcht ersterbe ich Euer Königl. Majestät (gez.) Dunin, Erzbischof von Gnesen und Posen. Posen, den 5. Mai 1838.

G. Antwort Sr. Majestät des Königs. Hochwürdiger Erzbischof! Ihre Eingabe vom 5. d. M. hat meine Erwartungen von der gegen Sie bewiesenen Nachsicht nicht befriedigt; da jedoch der Präsident v. Frankenberg die Verhandlung mit Ihnen definitiv nicht vollendet hat, so habe ich denselben veranlasst, diesen Abschluss durch eine gerichtliche, Ihre definitive Erklärung enthaltende Verhandlung unverzüglich herbeizuführen. Sie erhalten hierdurch eine erneuerte Gelegenheit, um sich von der irrigen Ansicht zu überzeugen, die Ihr bisheriges Benehmen veranlasst hat, und durch Erfüllung des an Sie gestellten Verlangens dasselbe vergessen zu machen. Ich verbleibe Euer Hochwürden wohlgeneigter (gez.) Friedrich Wilhelm. Berlin, den 22. Mai 1838. An den Erzbischof von Gnesen und Posen.

H. Immediatvorstellung an Se. Majestät den König. Allerdurchlauchtigster, Grossmächtigster König! Allergnädigster König und Herr! Der Chefpräsident des Oberappellationsgerichts, von Frankenberg, hat mir Ew. Königl. Majestät allerhöchsten Befehl vom 22. d. M. behändigt, und meine endliche Erklärung in der Angelegenheit wegen der gemischten Ehen zum Protocoll gefodert. Ich habe sie abgegeben, und beziehe mich darauf allerunterthänigst. Ew. Königl. Majestät Ankündigung in jenem Allerhöchsten Befehle, dass meine Betheurungen und Erklärungen nicht befriedigen, durchdringt mich mit schwerem unerträglichen Schmerze, zumal ich nach meinem Gewissen und in unbegrenzter

1839 Treue gegen den Thron handelnd, nicht befürchten konnte, der Gnade meines huldvollen Monarchen verlustig zu werden. Ich bekenne mit Ehrerbietung, dass ich gegen Ew. Königl. Majestät Verbot in meinen Hirtenbriefen der mir untergebenen Geistlichkeit die Lehre der katholischen Kirche wegen der gemischten Ehen in Erinnerung gebracht habe. Ich musste dies thun, nachdem ich von allen weltlichen Behörden abschlägliche Bescheide erhalten hatte; zu diesem Schritte verpflichtete mich mein eignes Gewissen. Anders handelnd hätte ich mich meines bischöflichen Charakters unwürdig gemacht, wäre der katholischen Kirche abtrünnig geworden. Es blieb mir keine andere Wahl, als entweder Ew. Königl. Majestät Befehlen zu gehorsamen, oder aufzuhören, Bischof und Mitglied der katholischen Kirche zu sein: ich that, was einem katholischen Bischofe zu thun geziemte. Aber auch in diesem Schritte, wenngleich derselbe Ew. Königl. Majestät Allerhöchstem Willen entgegen war, geruhen Allerhöchstdieselben nur die That Ihres treuen Unterthanen zu erblicken; wenn ich meineidig gegen meine Religion werden könnte, wie könnte ich Ew. Königl. Majestät treuer Unterthan sein? Allergnädigster König! Die katholische Religion gebietet ihren Bekennern strengen Gehorsam gegen den Monarchen in weltlichen Dingen. In Angelegenheiten der Religion hat aber Christus, nicht Könige, sondern Apostel und demnächst das Haupt der Kirche in der Person des Papstes eingesetzt, dessen Stimme in Religionssachen zu gehorchen, unabwendbare Pflicht jedes Katholiken ist, weil er sonst Katholik zu sein aufhört. Geruhen daher Ew. Königl. Majestät nicht von mir zu verlangen, dass ich die Lehre der katholischen Kirche, die ich meiner Geistlichkeit in Erinnerung brachte, widerrufe; denn dies hiesse verlangen, dass ich meine Religion ableugne. Geruhen Allerhöchstdieselben nicht zu verlangen, dass ich die Geistlichen, welche die Lehre der katholischen Kirche übertreten, ungeahndet lasse; denn alsdann könnte auch der weltliche Richter diejenigen nicht strafen, welche die Landesgesetze übertreten. Geruhen Allerhöchstdieselben nicht zu verlangen, dass die Pfarrer, nachdem sie gemischte Brautpaare von der Lehre der katholischen Kirche unterrichtet, ihnen nicht die Frage vorlegen, ob sie alle ihre künftigen Kinder in der katholischen Religion erziehen wollen oder nicht;

denn sonst, wären sie ja ausser Stande zu beurtheilen, 1839
ob sie solche Ehen einsegnen dürfen, oder im Falle einer verneinenden Antwort die Trauung verweigern müssen. Huldreichster Landesvater! Meine Treue ist gegen Allerhöchstdero Thron so unerschütterlich als gegen meine heilige Religion. So lange ich dieser treu bleibe, so lange bleibe ich Ew. Königl. Majestät treu. Geruhen Allerhöchstdieselben meine Religion mir unverletzt zu lassen! Die Aufregung der Gemüther in der hiesigen Provinz ist nicht mein Werk. In der Massnahme der weltlichen Behörden liegt der Grund dieser Unruhe. Indessen befehlen Ew. Königl. Majestät, und sogleich erlasse ich an meine Diöcesanen einen neuen Hirtenbrief, dem Erlasse gleich, den ich am 21. April c. an das Domcapitel in Gnesen gerichtet habe. Ich werde dem katholischen Volke Allerhöchstdero verheissenen Schirm und Schutz für seine Religion verkünden, und dasselbe zur Treue und zum Gehorsam gegen den Thron ermuntern. Ich darf mir mit der Erwartung schmeicheln, dass mein diessfälliger Zuruf wirksamer als jedes andere Mittel sein wird. Ew. Königl. Majestät weiteren Befehlen harre ich allerunterthänigst entgegen. Ew. Königl. Majestät Huld und Gnade wage ich zugleich für meinen Official Brodziszweski allerunterthänigst anzurufen. Sein Verfahren ist einzig und allein aus seinem Eifer für die Aufrechthaltung der katholischen Lehre hervorgegangen. Dasselbe entspricht nur dieser Lehre und betrifft nicht im Geringsten weltliche Angelegenheiten. Ueberdies ist der etc. Brodziszewski vom 19. März bis zum 12. April d. J. unter strengem Arreste in seiner Wohnung in Gnesen ohne Urtheil und Spruch gehalten worden. Auch jetzt befindet er sich in meiner Amtswohnung, welche seit dem 23. April c. von Gendarmen und Polizeibeamten cernirt ist. Geruhen Ew. Königl. Majestät (gez.) v. Dunin, Erzbischof von Gnesen und Posen, Posen, den 30. Mai 1838.

38.

Traité conclu entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les grands et petits Osages, au Fort de Gibson à l'ouest d'Arkansas, le 11 *Janvier* 1839.

(Acts and Resolutions passed at the third Session of the 25th Congress of the United States. Washingt. 1839. Append. p. 38.)

Articles of a Treaty made and concluded at Fort Gibson west of Arkansas, between Brig. General M. Arbuckle, Commissioner on the part of the United States, and the Chiefs, headmen and warriors of the great and little Osage Indians, duly authorized by their respective bands.

Art. 1. The great and little Osage Indians make the following cessions to the United States:

1) Of all titles or interest in any reservation heretofore claimed by them, within the limits of any other tribe.

2) Of all claims or interests under the Treaties of 10 November 1808 and 2 June 1825, except so much of the latter as is contained in the 6 Article thereof, and the said Indians bind themselves to remove from the lands of other tribes and to remain within their own boundaries.

Art. 2. In consideration of the cessions and obligations contained in the proceeding article, the United States agree to the following stipulations on their part:

1) To pay to the said great and little Osage Indians, for the term of 20 years, an annuity of 20,000 dollars, to be paid to the Osage nation 12,000 in money, and 8000 in goods, stock, provisions or money as the President may direct.

2) To furnish the Osage nation; for the term of 20 years, two blacksmiths and two assistans, the latter to be taken from the Osage nation, and receive 225 dollars each per year; each smith to be furnished with a dwelling house, shop and tools, and 500 pounds of iron and 60 pounds of steel annually.

3) To furnish the Osage nation with a grist and saw mill, a miller to each for 15 years, and an assistant to each for 11 years, the latter to be taken from the Osage nation and receive each 225 dollars per year; each miller to be furnished with a dwelling house and the necessary tools. 1839

4) To supply the said great and Little Osage Indians within their country with 1000 cows and calves, 2000 breeding hogs, 1000 ploughs, 1000 sets of horse gear 1000 axes and 1000 hoes; to be distributed under the direction of their agent and chiefs as follows, viz: to each family who shall form an agricultural settlement, one cow and calf, two breeding hogs, one plough, one set of horse gear, one axe and one hoe: The stock tools etc. to be in readiness for delivery, as soon as practicable, after the ratification of this Treaty, and the Osages shall have complied with the stipulations herein contained.

5) To fournish the following named chiefs, viz; (Suivent les noms de 10 Chefs), each with a house worth 200 dollars and the following named chiefs, viz; (Suivent les noms de 13 autres chefs) each with a house worth 100 dollars, and to furnish the above named chiefs with 6 good wagons, 16 carts and 28 yoke of oxen, with a yoke and log chain to each yoke of oxen, to be delivered to them in their own country, as soon as practicable after the ratification of this Treaty.

6) To pay all claims against said Osages, for depredations, committed by them against other Indians or citizens of the United States, to an amount not exceeding 30,000 dollars, provided that the said claims shall be previously examined under the direction of the President.

7) To purchase the reservations provided for individuals in the 5th Article of the Treaty of 2 June 1825, at not exceeding 2 dollars per acre, to be paid to the respective reservees, excepting however from this provision the tracts what were purchased in the 4th Article of the Treaty with the Cherokees of 29 December 1835.

8) To reimburse the sum of 3000 dollars deducted from their annuity in 1825, to pay for property taken by them, which they have since returned.

1839 9) To pay to Clermont's band their portion of the annuity for 1829, which was wrongfully withheld from them, by the Agent of the Government, amounting to 3000 dollars.

Art. 3. This Treaty shall be binding on both parties when ratified by the United States Senate.

In testimony whereof the said Brig. General M. Arbuckle, Commissioner as aforesaid and the chiefs, headmen and warriors of the Great and Little Osage

---

39.

Traité de commerce et de navigation entre le Royaume des Pays-Bas et les Etats-unis de l'Amérique septentrionale, conclu à Washington le 19 *Janvier* 1839.

(Texte original hollandais).

Zyne Majesteit de Koning der Nederlanden en de Vereenigde Staten van Amerika, den handel en de sheepvaart wenschende te regelen, welke tusschen de twee landen in derzelver schepen respectivelyk wordt gedreven, hebben daartoe Gevolmagtigden benoemd te weten:

Zyne Majesteit de Koning der Nederlanden heeft benoemd: Jonkheer Evert Marius Adriaan Martini, lid van de ridderschap van de provincie Noord-Braband, ridder der orde van den Nederlandschen leeuw, en Hoogstdeszelfs Zaakgelastigde by de Vereenigde Staten; en de President der Vereenigde Staten: John Forsyth, Secretaris van Staat van gezegde Vereenigde Staten; dewelke na hunne wederzydsche volmagten te hebben uitgewisseld, die in goede en behoorlyke orde bevonden zyn, over de volgende artikelen zyn overeengekomen.

Art. I. Goederen en koopwaren onverschillig welke derzelver herkomst zy, ingevoerd of uitgevoerd wordende, in of uit de havens der Nederlanden in Eu-

nation of Indians, have hereunto set their hands this 1839
11 January 1839.

M. ARBUCKLE, Brev. Brig.
Gen. U. S. A.

Suivent les Signatures de 72 Indiens et de 16 témoins.

Ce Traité a été confirmé par le Sénat des Etats-unis, le 28 Février 1839 et ratifié par le Président VAN BUREN le 2 Mars 1839.

39.

Treaty of commerce and navigation between the United States of America and the King of the Netherlands, concluded at Washington the 19 *January* 1839.

(Acts and Resolutions passed at the 1th Session of the 26th Congress of the United States. Append. p. 106. Washingt. 1840.)

The United States of America and his Majesty the King of the Netherlands, anxious to regulate the commerce and navigation carried on between the two countries in their respective vessels, have, for that purpose, named plenipotentiaries, that is to say:

The President of the United States has appointed John Forsyth, Secretary of State of the said United States, and his Majesty the King of the Netherlands, Jonkheer Evert Marius Adrian Martini, member of the body of nobles of the province of North Brabant, knight of the order of the Netherland Lion, and his Chargé d'Affaires near the United States, who having exchanged their respective full powers, found in good and due form, have agreed to the following articles:

Art. I. Goods and merchandise, whatever their origin may be, imported into or exported from the ports of the United States, from or to the ports of

1839 ropa van of naar de havens der Vereenigde Staten, in Nederlandsche schepen zullen geene hoogere of andere regten betalen, dan zullen worden geheven op gelyke goederen en Koopwaren ingevoerd of uitgevoerd in nationale schepen. En wederkeerig zullen goederen en koopwaren, onverschillig welke derzelver herkomst sy, ingevoerd of uitgevoerd wordende, in of uit de havens der Vereenigde Staten van of naar de havens der Nederlanden in Europa, in de schepen dier Staten geene hoogere of andere regten betalen, dan zullen worden geheven op gelyke goederen en koopwaren ingevoerd of uitgevoerd in nationale schepen. De premien, terruggave van regten of andere begunstigingen van dien aard, in de Staten van eene der contracterende partyen aan den in — of uitvoer met nationale schepen toegekend, zullen insgelyks bewilligd worden, wanneer de regtstreeksche in of uitvoer tusschen de havens der twee landen zal geschieden met schepen van den anderen Stat, met dien verstande, dat zoowel in dit, als in het vorige geval, de goederen werkelyk zullen moeten zyn ingeladen in de havens, van waar die schepen respectwelyk zyn uitgeklaard.

Art. II. Geene der partyen zal op de schepen der andere, het zy dezelve ladingen tusschen de havens der Nederlanden in Europa en die der Vereenigde Staten overbrengen, of wel in ballast aankomen van eenig ander land, eenige regten heffen voor tonnen- havenbaken- berg- of reddingloon (Salvage)- loods- quarantine- of havengelden van welke soort of benaming ook, welke in gelyke gevallen niet zullen worden gelegd op nationale schepen.

Art. III. Verder is tusschen de beide contracteerende partyen overeengekomen, dat de Nederlandsche Consuls en Vice-Consuls in the havens der Vereenigde Staten, en wederkeerig de Consuls en Vice-Consuls dier Staten in de Nederlandsche havens in Europa, voortdurend al zoodanige voorregten, bescherming en bystand zullen genieten, als gebruikelyk zyn, en vereischt worden tot de behoorlyke waarneming hunnen ambtspligten, ook met betrekking tot de deserteurs van de Schepen hunner landen, zoowel oorlogs schepen als koopvaarders.

Art. IV. De contracteerende partyen komen overeen, om als schepen der Nederlanden en der Vereenigte Staten te beschouwen en te behandelen al dezulke,

the Netherlands in Europe, in vessels of the Nether- 1839
lands, shall pay no higher or other duties than shall be levied on the like goods and merchandise so imported or exported in national vessels. And reciprocally, goods and merchandise, whatever their origin may be, imported into, or exported from the ports of the Netherlands in Europe, from or to the ports of the United States, in vessels of the said States, shall pay no higher or other duties, than shall be levied on the like goods and merchandise so imported or exported in national vessels. The bounties, drawbacks, or other favours of this nature, which may be granted in the States of either of the contracting parties, on goods imported or exported in national vessels, shall also and in like manner be granted on goods directly exported or imported in vessels of the other country, to and from the ports of the two countries; it being understood, that in the latter as in the proceding case, the goods shall have been loaded in the ports from which such vessels have been cleared.

Art. II. Neither party shall impose upon the vessels of the other, whether carrying cargoes between the United States and the ports of the Netherlands in Europe, or arriving in ballast from any other country, any duties of tonnage, harbourdues, lighthouses, salvage, pilotage quarantine, or port charges of any kind or denomination which shall not be imposed in like cases on national vessels.

Art. III. It is further agreed between the two contracting parties, that the Consuls and Vice-Consuls of the United States in the ports of the Netherlands in Europe; and reciprocally the Consuls and Vice-Consuls of the Netherlands in the ports of the said States, shall continue to enjoy all privileges, protection and assistance, as may be usual and necessary for the duly exercising of their functions, in respect also of the deserters from the vessels, whether public or private, of their countries.

Art. IV. The contracting parties agree to consider and treat as vessels of the United States and of the Netherlands, all such as, being furnished by the com-

1839 welke, door de bevoegde autoriteit voorzien van een pasport of zeebrief, onder de in der tyd bestaande wetten en verordeningen als nationale schepen zullen worden erkend door het land, tot hetwelk zy respectivelyk behooren.

Art. V. In geval van shipbreuk of zeeschade zal elke party aan de schepen van de andere, het zy dezelve oorlogschepen of koopvaarders zyn, dezelfde hulp en bystand verleenen, welke in gelyke gevallen aan hare eigene schepen zouden worden verstrekt.

Art. VI. Het tegenwoordige traktaat zal van kracht zyn voor den tyd van tien jaren, te beginnen zes weken na de uitwisseling der ratificatien; en verder tot aan het einde van twaalf maanden, na dat eene der contracteerende partyen aan de andere kennis zal gegeven hebben van haar voornemen om hetzelve te doen ophouden; behoudende elk der contracteerende partyen zich het recht voor, om zoodanige kennisgeving aan de andere te doen na het einde van het vernoemde tydperk van tien jaren; en is men hierby onderling overeengekomen, dat ingeval van zoodanige kennisgeving, dit traktaat en al dezelfs bepalingen gezamenlyk, na verloop der gestelde twaalf maanden, zullen ophouden en eindigen.

Art. VII. Het tegenwoordige traktaat zal bekragtigd worden, en de bekragtigingen zullen worden uitgewisseld te Washington, binnen zes maanden na de dagteekening, of zoo mogelyk vroeger.

Ter oorkonde waarvan de wederzydsche gevolmagtigden deze hebben geteekend, en met het zegel hunner wapenen voorzien.

Gedaan in duplikaat, te Washington, negentiensten dag van January, in het jaar onzes Heeren een duizend acht hundred negen en dertig.

ADR. MARTINI (L. S.)
JOHN FORSYTH (L. S.)

(Les ratifications de ce Traité ont été échangées à Washington, le 23 Mai 1839).

petent authority with a passport or sealetter, shall, un- 1839
der the then existing laws and regulations, be recogni-
sed as national vessels by the country to which they
respectively belong.

Art. V. In case of shipwreck or damage at sea, each party shall grant to the vessels, whether public or private, of the other, the same assistance and protection which would be afforded to its own vessels in like cases.

Art. VI. The present treaty shall be in force for the term of ten years, commencing six weeks after the exchange of the ratifications, and further until the end of twelve months after either of the contracting parties shall have given to the other notice of its intention to terminate the same; each of the contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other, after the expiration of the said term of ten years. And it is hereby mutually agreed, that in case of such notice this treaty, and all the provisions thereof, shall, at the end of the said twelve months, altogether cease and determine.

Art. VII. The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Washington, within six months of its date, or sooner, if practicable.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done in duplicate, at the city of Washington, the nineteenth day of January in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty-nine.

(L. S.) John Forsyth.
(L. S.) Adr. Martini.

40.

Traité de commerce entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, la Bade, la Hesse-Electorale, la Hesse-Grand-Ducale, les Etats formant l'union de douanes et de commerce, dite de Thuringe, le Nassau, et la ville libre de Francfort, d'une part, et les Pays-Bas, d'autre part. Signé à Berlin, le 21 Janvier 1839.

(Publication officielle).

Sa Majesté le Roi de Prusse, agissant tant en Son nom qu'en celui des autres Etats, membres de l'association de douanes et de commerce existant en vertu des traités du 22. et 30. Mars et 11. Mai 1833, 12. Mai et 10. Décembre 1835, et 2. Janvier 1836, savoir: les Couronnes de Bavière, de Saxe et de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Electorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse, les Etats formant l'union de douanes et de commerce dite de Thuringe, — nommément le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, et de Saxe-Cobourg-Gotha, et les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt, de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss-Greiz, de Reuss-Schleitz et de Reuss-Lobenstein et Ebersdorf, — le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, d'autre part, également animés du désir d'étendre autant que possible les relations commerciales et l'échange des produits entre les Etats respectifs, sont convenus dans ce but d'entrer en négociations, et ont nommé des Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Sieur *Ernesle Michaëlis*, Son Conseiller intime de Légation, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse de la troisième classe avec le noeud, officier

40.

Handels-Vertrag zwischen Preussen, Baiern, Sachsen, Würtemberg, Baden, Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörigen Staaten, Nassau und Frankfurt einer Seits, und den Niederlanden anderer Seits. Unterzeichnet zu Berlin, den 21 Januar 1839.

(Officielle Bekanntmachung).

Seine Majestät der König von Preussen, sowohl für Sich als im Namen der übrigen Mitglieder des kraft der Verträge vom 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833, 12ten Mai und 10 Dezember 1835 und 2ten Januar 1836 bestehenden Zoll- und Handels-Vereins, nämlich der Kronen Baiern, Sachsen und Würtemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handels-Verein bildenden Staaten, — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, und Sachsen-Koburg und Gotha, und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss-Greiz, Reuss-Schleitz und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf, — des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und Seine Majestät der König der Niederlande andererseits, von gleichem Wunsche beseelt, die Handels-Verbindungen und den Austausch der Erzeugnisse der beiderseitigen Staaten möglichst auszudehnen, sind zu diesem Zwecke übereingekommen, in Unterhandlungen zu treten, und haben zu Bevollmächtigten hiezu ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren Geheimen Legationsrath Ernst Michaelis, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, Offi-

1839 de l'ordre de la légion d'honneur de France, Commandeur de l'ordre de la Couronne de Bavière, Chevalier de l'ordre du mérite de Saxe, Commandeur de l'ordre de la Couronne de Wurtemberg, de l'ordre du lion de Zaehringue de Bade, Commandeur de seconde classe de l'ordre du lion d'or de la Hesse-Electorale et de l'ordre de Louis de la Hesse Grand-Ducale, et Commandeur de l'ordre du Faucon blanc de la Saxe Grand-Ducale;

le Sieur *Charles Ludolphe Windhorn*, Son Conseiller intime supérieur des Finances, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de la seconde classe, de l'ordre de la Couronne de Bavière, et de l'ordre du mérite de Saxe;

et le Sieur *Frédéric Guillaume Westphal*, Son Conseiller intime supérieur de Régence, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de la troisième classe avec le noeud, officier de la légion d'honneur de France;

et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

le Sieur *Frédéric Henri Guillaume de Scherff*, Son Conseiller de Légation et Chargé d'affaires près la ville libre de Francfort, Chevalier de l'ordre du lion Neerlandais, de l'ordre du lion d'or de la Hesse-Electorale, et de l'ordre du Faucon blanc de la Saxe Grand-Ducale;

et le Sieur *Jean Jaques Rochussen*, Directeur de l'entrepôt général et Secrétaire de la Chambre du commerce à Amsterdam, Chevalier de l'ordre du lion Neerlandais;

lesquels, sous la réserve de la ratification, ont arrêté et signé les articles suivans:

Art. 1. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas consent à admettre:

A. à l'importation par les frontières entre les Pays-Bas et la Prusse, tant par terre que sur les rivières sous pavillon d'un des Etats nommés ci-dessus, formant l'association de douanes et de commerce, les objets suivans sans distinction d'origine, savoir:

1) vins en cercles à dix cents des Pays-Bas par baril (Hectolitre);

zier der Französischen Ehrenlegion, Kommandeur des 1839
Civil-Verdienst-Ordens der Königl. Baierischen Krone, Ritter des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des Ordens der Königlich Würtembergischen Krone, Kammandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen, Kommandeur zweiter Klasse des Kurfürstl. Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen und des Grossherzogl. Hessischen Ludwigs-Ordens, und Kommandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Finanzrath Karl Ludolph Windhorn, Ritter des Königl. Preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der Königl. Baierischen Krone, und des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, und

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Regierungsrath Friedrich Wilhelm Westphal, Ritter des Königl. Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, Offizier der Französischen Ehrenlegion; und

Seine Majestät der König der Niederlande:

Allerhöchstihren Legationsrath und Geschäftsträger bei der freien Stadt Frankfurt, Fried. Heinr. Wilh. v. Scherff, Ritter des Königl. Niederländischen Löwen-Ordens, des Kurfürstl. Hessischen Haus-Ordens vom goldnen Löwen, und des Grossherzogl. Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und

den Director des allgemeinen Entrepots und Sekretair der Handelskammer zu Amsterdam, Johann Jakob Rochussen, Ritter des Königl. Niederländischen Löwen-Ordens;

welche, unter dem Vorbehalte der Ratification, die folgenden Artikel festgestellt und unterzeichnet haben:

Art. 1. Seine Majestät der König der Niederlande bewilligen, zuzulassen:

A. bei der Einfuhr über die Niederländisch-Preussische Grenze, sowohl zu Lande, als auch stromwärts unter der Flagge eines der oben benannten, den Zoll- und Handels-Verein bildenden Staaten, die folgenden Gegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs:

1) Wein, in Fässern, zu zehn Centen Niederl. vom Baril (Hectolitre);

1839 vins en bouteilles de cent et seize ou plus au baril à cinq florins par cent bouteilles;

2) grains, nommément froment, seigle, orge, avoine, épeautre et blé sarrazin, à une diminution de dix pour cent sur les droits d'entrée établis en général;

3) pierres dûres non cuites, telles que pierres plates pour tombes et seuils, marbre en bloc, pierres à carreler etc., au taux de trois pour cent de la valeur;

B. à l'importation par les frontières entre les Pays-Bas et la Prusse sur les rivières, sous pavillon d'un des Etats de l'association de douanes et de commerce:

les bois de constructions et de charpente par cargaison complète ou en radeaux, à vingt-cinq cents des Pays-Bas par tonneau. Vingt-cinq quintaux seront censés équivaloir à un tonneau. Seront réputées complètes les cargaisons dont la moitié consistera en bois;

C. à l'importation tant par mer que par les frontières entre les Pays-Bas et la Prusse par terre et sur les rivières, sous contrôle et avec certificats d'origine, les produits de l'industrie des pays de l'association de douanes et de commerce ci-dessous nommés:

1) étoffes, tissus et rubans de soie au taux de deux florins des Pays-Bas par livre des Pays-Bas (kilogramme);

2) bas et bonnetterie, dentelles et tulles au taux de cinq pour cent de la valeur;

3) coutellerie et mercerie (d'après les specifications du tarif Neerlandais actuel) au taux de trois pour cent de la valeur.

On déterminera d'un commun accord les mesures de contrôle et les formalités pour les certificats d'origine ci-dessus mentionnés. Les autorités compétentes seront, en conséquence, munies des instructions nécessaires.

Art. 2. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas continuera à faire jouir, sans équivalens ultérieurs, les produits du sol et de l'industrie des Etats de l'association de douanes et de commerce, à leur importation dans les Colonies Neerlandaises, de tous les avantages et faveurs, qui sont actuellement ou qui seraient par la suite ac-

desgleichen in Flaschen, deren 116 oder mehr auf 1839
ein Baril gehen, zu fünf Gulden für 100 Flaschen;
2) Getreide, namentlich Waizen, Roggen, Gerste, Hafer, Spelz und Buchwaizen mit einer Ermässigung der allgemeinen Eingangs-Abgabe um zehn Prozent;
3) Bruch- und behauene Steine, als: flache Steine zu Grabsteinen und Schwellen, Marmor in Blöcken, Flursteine u. s. w. zu dem Satze von drei Prozent vom Werthe;

B. bei der Einfuhr über die Niederländisch-Preussische Grenze stromwärts, unter der Flagge eines Vereinsstaates:

Nutz- und Bauholz in ungebrochenen Schiffsladungen oder in Flössen, zu fünf und zwanzig Centen Niederl. für die Tonne. Fünf und zwanzig Centner sollen einer Tonne gleichgeachtet, und als ungebrochene Schiffsladungen sollen solche angesehen werden, deren Hälfte in Holz bestehet:

C. bei der Einfuhr sowohl zur See, als auch über die Niederländisch-Preussische Grenze zu Lande und stromwärts, unter Controle und mit Ursprungs-Zeugnissen;

1) Zeuge, Gewebe und Bänder aus Seide zu dem Satze von zwei Gulden Niederl. für das Pfund Niederl. (Kilogramm);
2) Strümpfe und Strumpfwirkerwaaren, Spitzen und Tülle zu dem Satze von fünf Prozent vom Werthe;
3) Messerwaaren und kurze Waaren, (nach den Specificationen des jetzigen Niederländ. Tarifs) zu dem Satze von drei Prozent vom Werthe.

Man wird im gemeinsamem Einverständnisse die Control-Maassregeln und die Förmlichkeiten für die vorerwähnten Ursprungs-Zeugnisse festsetzen; die betreffenden Behörden werden demzufolge mit den erforderlichen Anweisungen versehen werden.

Art. 2. Seine Majestät der König der Niederlande werden fortfahren, ohne anderweite Gegenleistung die Erzeugnisse des Bodens und des Kunstfleisses der Staaten des Zoll- und Handels-Vereins bei ihrer Einfuhr in die Niederländischen Colonien aller derjenigen Vortheile und Begünstigungen geniessen zu lassen, welche

1839 cordés aux produits du sol et de l'industrie de toute autre Nation Européenne, la plus favorisée.

Art. 3. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas consent à ce que les stipulations Lettre B. Nr. 1 et 2 de l'article 7 du traité de navigation entre la Prusse et les Pays-Bas du 3 Juin 1837, en vertu desquelles les marchandises qui sont chargées ou déchargées dans un des ports Neerlandais, jouissent de la part des Pays-Bas respectivement d'une entière franchise ou d'une diminution du droit de navigation déterminé au tarif C. annexé à la convention de Mayence du 31. Mars 1831, soient également appliquées aux marchandises passant en transit direct par les voies ouvertes à la navigation du Rhin par la dite convention pour aller à la mer, et vice versa, sous pavillon Prussien ou d'un des autres Etats riverains qui participent aux avantages accordés à la navigation du Rhin Neerlandais par le dit traité.

Art. 4. Les Gouvernemens des Etats formant l'association de douanes et de commerce consentent à admettre:

A. à l'importation par les frontières entre la Prusse et les Pays-Bas tant par terre que sur les rivières:

les produits Neerlandais ci-dessous nommés:

Beurre,
Fromage,
Boeufs et taureaux,
Vaches,
Génisses,

à la moitié des droits d'entrée établis par le tarif actuellement en vigueur, ou à établir dans la suite dans les Etats de la dite association.

B. à l'importation tant par mer que par terre et sur les rivières:

1) les sucres lumps des Pays-Bas destinés à l'usage des raffineries dans les Etats de l'association de douanes et de commerce, et sous contrôle officiel de cet emploi, à la moitié du droit d'entrée établi pour les

den Erzeugnissen des Bodens und des Kunstfleisses ir- 1839
gend der begünstigtesten europäischen Nation jetzt zugestanden sind, oder in Zukunft zugestanden werden möchten.

Seine Majestät der König der Niederlande bewilligen, dass die Bestimmungen, Lit. B. Nr. 1 und 2, des Art. 7 des Schifffahrts-Vertrages zwischen Preussen und den Niederlanden vom 3ten Juni 1837, kraft welcher die Waaren, welche in einem Niederländischen Hafen eingeladen sind oder ausgeladen werden, auf Niederländischer Seite respective der gänzlichen Freiheit von der in dem Tarif, Anlage C, der Mainzer Convention vom 31sten März 1831 festgesetzten Abgabe, oder einer Verminderung derselben geniessen, gleichmässig auch Anwendung auf diejenigen Waaren erhalten sollen, welche auf den der Rheinschifffahrt durch diese Convention eröffneten Wegen unter der Flagge Preussens oder eines der anderen Uferstaaten, die an den durch den gedachten Vertrag der Schifffahrt auf dem Niederländischen Rhein zugestandenen Vortheilen Theil nehmen, direckt nach der See, oder umgekehrt, transitiren.

Art. 4. Die Regierungen der den Zoll- und Handels-Verein bildenden Staaten bewilligen, zuzulassen:

A. bei der Einfuhr über die Preussisch-Niederländische Grenze, sowohl zu Lande als auch stromwärts, die nachbenannten Niederländischen Erzeugnisse:

Butter,
Käse,
Ochsen und Stiere,
Kühe,
Jungvieh,

zur Hälfte der Eingangs-Abgaben, welche durch den jetzt in Kraft bestehenden Tarif festgesetzt sind, oder künftig in den Staaten des gedachten Vereins festgesetzt werden möchten;

B. bei der Einfuhr sowohl zur See, als auch zu Lande und stromwärts:

1) Niederländischen Lumpenzucker, zum Gebrauche der Siedereien in den Staaten des Zoll- und Handels-Vereins, und unter amtlicher Controle dieser Verwendung, zur Hälfte der für den Lumpenzucker durch

1839 sucres lumps par le tarif actuel des douanes de l'association.

2) Les sucres raffinés des Pays-Bas au taux de dix écus de Prusse par quintal de cinquante kilogrammes.

3) Le riz Neerlandais au taux de deux écus de Prusse par quintal de cinquante kilogrammes.

Les membres de l'association de douanes et de commerce consentent en outre:

ad B. 1. à n'assujettir en aucun cas, dans la suite, les sucres lumps des Pays-Bas à un droit d'entrée qui excéderait de plus de dix pour cent le droit dont seraient frappés les sucres bruts également destinés à l'usage des raffineries dans leurs Etats;

ad B. 2, dans les cas où les droits établis par le tarif actuel sur les sucres bruts destinés à l'usage susdit seraient diminués, à réduire en même tems et proportionellement les droits sur les sucres raffinés des Pays-Bas, de manière que ces droits ne pourront jamais excéder le double de ceux dont seraient passibles les sucres bruts.

La stipulation Lettre A. du présent article sortira son effet immédiatement après la publication du traité, et celle Lettre B. 1. huit semaines après la dite publication, tandis que les stipulations B. 2 et 3. ne seront mises à exécution qu'à dater du 1. Janvier 1840.

Art. 5. Les Etats de l'association de douanes et de commerce n'augmenteront pas les droits d'entrée établis par le tarif actuel sur les articles ci-dessous nommés à leur importation des Pays-Bas, tant par mer que par terre et sur les rivières, savoir: café, tabac brut et fabriqué, épices, thé, harengs, huile de graines et eau de-vie de toute espèce.

Il est entendu toutefois que cette stipulation ne comprendra pas le cas où le quintal de cinquante kilogrammes serait adopté à l'avenir, en remplacement du quintal de Prusse, comme unité de poids dans le tarif de l'association de douanes et de commerce, sans que les chiffres du tarif actuel, relatifs aux articles susmentionnés, subissent de réduction.

den gegenwärtigen Vereinstarif festgesetzten Eingangs- 1839
Abgabe;

2) Niederländischen raffinirten Zucker zu dem Satze von zehn Thalern Preussisch vom Zentner von fünfzig Kilogrammen;

3) Niederländischen Reis zu dem Satze von zwei Thalern Preussisch vom Zentner von fünfzig Kilogrammen.

Ausserdem willigen die Mitglieder des Zollvereins ein:

zu B, 1, den Niederländischen Lumpenzucker in keinem Fall künftig einer Eingangs-Abgabe zu unterwerfen, welche diejenige Abgabe, womit die gleichfalls zum Gebrauche der in Ihren Staaten befindlichen Siedereien bestimmten Rohzucker belegt werden, um mehr als zehn Prozent übersteigen würde;

zu B, 2, in dem Falle, dass die Abgabe, welche durch den gegenwärtigen Tarif auf die zum vorgedachten Gebrauche bestimmten Rohzucker gelegt ist, vermindert würde, gleichzeitig und in demselben Verhältnisse auch die Abgabe von den Niederländischen raffinirten Zuckern in so weit zu ermässigen, dass letztere Abgabe niemals das Doppelte der Abgabe von den Rohzuckern übersteigen wird.

Die Bestimmung, Lit. A, des gegenwärtigen Artikels wird unmittelbar nach der Publikation des Vertrages, und diejenige, Lit. B, 1, acht Wochen nach dieser Publication in Kraft treten, während die Bestimmungen, B 2 und 3, erst mit dem 1sten Januar 1840 in Vollzug gesetzt werden sollen.

Art. 5. Die Staaten des Zoll- und Handels-Vereins werden die durch den gegenwärtigen Tarif festgesetzten Eingangs-Abgaben von nachbenannten Artikeln, Kaffee, Tabak, roh und fabricirt, Gewürze, Thee, Häringe, Saatöl und Branntwein, aller Gattung, für die Einfuhr dieser Artikel aus den Niederlanden, sowohl zur See, als auch zu Lande und stromwärts, nicht erhöhen.

Es wird jedoch verstanden, dass diese Bestimmung den Fall nicht einbegreifen soll, dass künftig etwa der Zentner von fünfzig Kilogrammen, statt des Preussischen Zentners, als Gewichts-Einheit für den Tarif des Zoll- und Handels-Vereins angenommen würde, ohne dass dabei die Abgabensätze des gegenwärtigen Tarifs hinsichtlich der vorbenannten Artikel vermindert würden.

1839 Art. 6. Dans le cas où la remise sur les droits d'entrée des vins importés directement des pays de production, allouée maintenant dans les Etats de l'association de douanes et de commerce en faveur du commerce de vin en gros, serait continuée au de là du premier Janvier 1840, ou que d'autres faveurs de ce genre seraient accordées à ce commerce, il est convenu qu'à partir du dit terme ces faveurs seront également appliquées aux vins importés des Pays-Bas.

Art. 7. En considération de l'utilité de l'etablissement d'un chemin de fer entre la Prusse et les Pays-Bas, on est tombé d'accord que, dans le cas où une société d'actionnaires soliciterait du Gouvernement Prussien une concession pour l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer, en prolongation d'un chemin de fer déjà existant ou à construire sur le territoire Neerlandais, le Gouvernement Prussien, après s'être concerté avec celui des Pays-Bas sur le point de jonction a la frontière, accordera cette concession sous les conditions qui sont actuellement ou qui seraient plus tard adoptées généralement en Prusse pour ces sortes d'entreprises.

Art. 8. Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement:

a) à ne pas adopter chez Elles des prohibitions d'entrée ou de sortie qui frapperaient les importations ou les exportations des Etats de l'autre Partie, tandis que celles de tiers pays d'articles du même genre n'en seraient pas atteintes;

b) à ne pas grever, au profit des Gouvernemens ou de communes, les importations ou exportations réciproques, sans distinction du pays d'où elles viennent, ni de celui pour lequel elles seraient destinées, d'autres ou de plus forts droits, impôts ou charges quelconques, que ceux que leurs tarifs et loix en vigueur détermineront en général;

c) à faire participer réciproquement leurs sujets et produits à toutes les primes, remboursemens de droits et autres avantages de ce genre, qui pourraient être

Art. 6. Sollte die in den Staaten des Zoll- und 1839
Handels-Vereins gegenwärtig zu Gunsten des Grosshandels mit Wein bestehende Rabatt-Bewilligung auf die Eingangs-Abgaben von den unmittelbar aus den Ländern der Erzeugung eingeführten Weinen noch über den 1sten Januar 1840 hinaus fortgesetzt, oder sollten andere Begünstigungen dieser Art jenem Handel zugestanden werden, so ist man für diesen Fall übereingekommen, dass von dem gedachten Zeitpunkte ab, diese Begünstigungen gleichmässig auch auf die aus den Niederlanden eingeführten Weine angewendet werden sollen.

Art. 7. In Rücksicht auf die Nützlichkeit der Anlegung einer Eisenbahn zwischen Preussen und den Niederlanden ist verabredet worden, dass, wenn eine Gesellschaft von Aktionärs bei der Preussischen Regierung eine Concession zur Errichtung und Benutzung einer Eisenbahn nachsuchen sollte, welche zur Verlängerung einer auf Niederländischem Gebiete bereits bestehenden oder anzulegenden Eisenbahn dienen würde, die Preussische Regierung diese Concession, nach erfolgter Verständigung mit dem Niederländischen Gouvernement über den Anschliessungspunkt an der Gränze, unter den Bedingungen ertheilen wird, welche in Preussen für diese Art von Unternehmungen gegenwärtig allgemein bestehen, oder späterhin allgemein angenommen werden möchten.

Art. 8. Die hohen contrahirenden Theile verpflichten sich gegenseitig:

a) keine Ein- oder Ausfuhr-Verbote anzuordnen, welche die Ein- oder Ausfuhren der Staaten des anderen Theils treffen würden, während diejenigen dritten Länder bei Gegenständen derselben Gattung davon unberührt blieben;

b) die gegenseitigen Ein- oder Ausfuhren, ohne Unterschied des Landes, woher sie kommen, oder wohin sie bestimmt sind, weder zu Gunsten der Regierungen, noch der Communen, mit anderen oder höheren Zöllen, Abgaben oder Lasten irgend einer Art zu belegen, als mit denjenigen, welche in Ihren in Kraft stehenden Tarifen und Gesetzen allgemein festgesetzt seyn werden;

c) Ihre Unterthanen und Erzeugnisse gegenseitig an allen Prämien, Zoll-Vergütungen und anderen Vortheilen dieser Art Theil nehmen zu lassen, welche in

1839 accordés généralement dans leurs Etats à de certains articles d'importation ou d'exportation; également sans distinction du pays de provenance ou de destination.

Art. 9. Les Hautes Parties contractantes déclarent envisager les concessions faites de part et d'autre dans le présent Traité, comme ayant été stipulées pour servir dans leur ensemble d'équivalens des avantages acquis par le même Traité, et, en conséquence, n'avoir consenti aux dites concessions qu'en retour de ces avantages, qu'Elles se reservent toutefois d'accorder avec ou sans équivalens à d'autres Etats, ou bien même d'en rendre l'application générale.

Art. 10. Si une des Hautes Parties contractantes accordait par la suite à quelqu'autre Etat des faveurs en matière de commerce ou de douane, autres ou plus grandes que celles convenues par le présent Traité, les mêmes faveurs deviendront communes à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent, si la concession est conditionelle, en quel cas l'équivalent fera l'objet d'une convention spéciale entre les Hautes Parties contractantes.

Art. 11. Le présent Traité sera immédiatement soumis à la ratification de tous les Gouvernemens respectifs, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de huit semaines à compter du jour de la signature ou plus tôt si faire se peut. Il sera publié de suite après l'échange des ratifications et immédiatement mis à exécution, à l'exception des stipulations pour lesquelles on est convenu d'une autre époque dans l'article IV.

Le présent Traité restera en vigueur jusqu'à la fin de l'an Mil huit-cent quarante-un, et si, six mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle Son intention d'en faire cesser l'effet, le Traité restera en vigueur pendant un an au delà de ce terme et ainsi de suite d'année en année.

Ihren Staaten für gewisse Gegenstände der Einfuhr 1839
oder Ausfuhr allgemein, gleichfalls ohne Unterschied des Landes der Herkunft oder der Bestimmung, bewilligt werden könnten.

Art. 9. Die hohen contrahirenden Theile erklären, dass Sie die in gegenwärtigem Vertrage gegenseitig gemachten Zugeständnisse als verabredet betrachten, um in deren ganzem Zusammenhange als Vergeltungen für die durch denselben Vertrag erworbenen Vortheile zu dienen, und dass Sie mithin jene Zugeständnisse nur in Erwiederung dieser Vortheile eingeräumt haben, jedoch Sich vorbehalten, dieselben auch anderen Staaten mit oder ohne Gegenleistungen zu bewilligen, oder auch sogar deren Anwendung allgemein eintreten zu lassen.

Art. 10. Sollte einer der hohen contrahirenden Theile in der Folge irgend einem anderen Staate andere oder grössere Begünstigungen zugestehen, als die durch den gegenwärtigen Vertrag vereinbarten, so sollen dieselben Begünstigungen auch dem anderen Theile zu Gute kommen, welcher derselben, wenn das Zugeständniss ohne Vergeltung gemacht ist, ebenfalls ohne eine solche, wenn dasselbe aber an die Bedingung einer Gegenleistung geknüpft ist, gegen Bewilligung einer Vergeltung geniessen wird, die in diesem Falle den Gegenstand einer besonderen Uebereinkunft zwischen den hohen contrahirenden Theilen ausmachen wird.

Art. 11. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich allen betheiligten Regierungen zur Ratification vorgelegt, und die Ratifications-Urkunden sollen binnen acht Wochen nach dem Tage der Unterzeichnung, oder, wenn es seyn kann, noch früher zu Berlin ausgewechselt werden. Derselbe soll sofort nach Auswechselung der Ratifications-Urkunden publicirt, und unmittelbar darauf in Vollzug gesetzt werden, mit Ausnahme der Bestimmungen, wegen welcher im Artikel 4 ein anderer Zeitpunkt verabredet worden ist.

Der gegenwärtige Vertrag wird bis zum Ende des Jahres Eintausend achthundert und ein und vierzig in Kraft bleiben; und, wenn sechs Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes keiner von beiden hohen contrahirenden Theilen seine Absicht, die Wirkung des Vertrages aufhören zu lassen, mittelst einer officiellen Erklärung kund thun sollte, so wird derselbe noch ein

1838

En foi de quoi les sus-dits Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Berlin le 21. Janvier 1839.

(signé) E. Michaelis. (L. S.) (signé) F. H. G. de Scheiff. (L. S.)

(signé) Ch. L. Wendhorn. (L. S.) (signé) J. J. Rochussen. (L. S.)

(signé) Friedr. Wilh. Westphal. (L. S.)

(Ce traité a été dûment ratifié par toutes les puissances contractantes).

Protocole d'une conférence ayant eu lieu entre les Plénipotentiaires de la Prusse et des Pays-Bas avant la signature du Traité du 21 Janvier 1839, publié par le Handelsblad, feuille hollandaise.

Da die Unterhandlungen in Betreff der Handelsbeziehungen zwischen den Staaten, die, Kraft der Verträge vom 22. und 30. März und vom 11. Mai 1833, vom 12. Mai und 10. Dec. 1835, und vom 2. Jan. 1836 den bestehenden Handels- und Zollverband bilden, auf der einen Seite und den Niederlanden auf der andern Seite zum Schluss eines Handelsvertrages zwischen beiden Parteien geführt haben, so sind die Bevollmächtigten Sr. Maj. des Königs von Preussen und Sr. Maj. des Königs der Niederlande heute zusammengetreten, diesen Vertrag und dessen einzelne Artikel zu unterzeichnen. Bevor man dazu geschritten, ist in dem Protocoll Folgendes bemerkt worden: 1) Die Bevollmächtigten Preussens bemerkten, dass, wenn die Bestimmung Art. 1 B, wodurch die Einfuhr von Bau- und Zimmerholz längs des Rheins in die Niederlande unter der Flagge eines der Staaten des Zollverbandes gegen eine Abgabe von 20 Cent. für die Tonne verbürgt wird, und welcher Artikel diese Hölzer mit Bezug auf die gegenwärtigen Abgaben denen gleichstellt, die zur See aus Norwegen, der Ostsee und Russland eingeführt werden, ihnen genügend erschienen ist, solches in der Vor-

Jahr über diesen Zeitraum hinaus, und sofort von Jahr zu Jahr, verbindlich bleiben. 1839

Zur Urkund dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten denselben unter Beifügung ihrer resp. Siegel unterzeichnet.

Geschehen zu Berlin, den 21sten Januar 1839.

(gez.) E. Michaelis. (L. S.)
(gez.) F. H. W. von Schrapf. (L. S.)
(gez.) K. L. Windhorn. (L. S.)
(gez.) J. J. Rochussen. (L. S.)
(gez.) Friedr. Wilh. Westphal. (L. S.)

---

aussetzung geschehen, dass im Interesse der Niederlande selbst die niederländische Regierung die Abgaben auf die Einfuhr von Holz zur See nicht erhöhen wird. 2) Da in Art. 1 unter Lit. C. einige Herabsetzungen der Abgaben auf verschiedene Industrie-Erzeugnisse des Zoll- und Handelsverbandes bei ihrer Einfuhr nach den Niederlanden festgesetzt worden sind, unter der Bedingung, dass diese Erzeugnisse mit Ursprungscertificaten versehen sind, so hat man sich hinsichtlich der besondern Bestimmungen der Beilage verständigt, und sollen von beiden Seiten den befugten Behörden die nöthigen Verhaltungsbefehle deshalb ertheilt werden. 3) Die Bevollmächtigten Preussens haben das Verlangen bezeugt, genaue Aufklärungen hinsichtlich der Beweise des Ursprunges zu erhalten, welche in den niederländischen Colonien erfodert werden, um den Genuss der Vortheile, die in Art. 2 festgestellt sind, den Erzeugnissen des Bodens und der Industrie der Staaten des Handels- und Zollverbandes zu verbürgen. Da die niederländischen Bevollmächtigten nicht im Stande waren, hinlänglich genaue Aufschlüsse hinsichtlich dieses Gegenstandes zu geben, so nahmen sie es auf sich, ihre Regierung zu ersuchen, binnen der möglichst kurzen Zeit der preussischen Regierung die Erklärung zu geben, hinsichtlich der Art und Weise, wie der Ursprung der Erzeugnisse des Bodens und der Industrie aus den Staaten des Zoll- und Handelsverbandes bei der Einfuhr in die niederländischen Colonien, sei es aus niederländischen oder andern Häfen, bewiesen werden muss. 4) Die niederländischen Bevollmächtigten sind in Bezug auf die

1839 Bestimmungen Art. 4 hinsichtlich der Erleichterungen, die der Einfuhr von niederländischen Zuckern zugestanden werden sollen, auf die im Laufe der Unterhandlungen bereits gemachte Bemerkung zurückgekommen, dass die Tara von acht Pfund für den Centner Brutto preussisches Gewicht, welche jetzt durch den in den Staaten des Zoll- und Handelsverbandes in Kraft stehenden Tarif festgesetzt ist, augenscheinlich unzureichend für die Emballage des Javazuckers, aus Bastmatten (Kanassers Kranjangs) bestehend, erscheint, worin der erwähnte Zucker gewöhnlich eingeführt wird, weil die Beschaffenheit des Zuckers und die lange Zeit, während welcher derselbe unterwegs ist, keine leichtere Emballage zulässt, in dessen Folge die besagten Bevollmächtigten, wie jetzt nochmals geschieht, das Verlangen zu erkennen gegeben haben, dass die Tara dieses Kanassers und Kranjangs nach demselben Maassstabe festgestellt werden möge, als in dem jetzt in Kraft befindlichen Gesetz über die Accise für die Zucker in den Niederlanden geschieht, d. h. auf 10 Procent des Bruttogewichts. — Die preussischen Bevollmächtigten haben in Antwort darauf erklärt, dass, nachdem die ausdrücklich deshalb angestellten Untersuchungen bewiesen haben, dass die ursprünglichen Kanassers und Kranjangs wirklich mehr wiegen als die Emballage (manden) von anderer Beschaffenheit, worin andere Rohzucker versandt werden und für welche der Tarif des Zoll- und Handelsverbands eine Tara von acht Pfund für den Centner zugesteht, sie ermächtigt worden sind, das Versprechen zu geben, dass fortan eine Tara von zehn Pfund für den preussischen Centner für die ursprünglichen javaschen Kanassers und Kranjangs soll bewilligt werden, aber unter dem Vorbehalt, zu der im Allgemeinen für den rohen Zucker in Säcken festgestellten Tara zurückzukehren, im Falle, dass durch spätere Erfahrungen erwiesen würde, dass die besagten Kanassers und Kranjangs eine Veränderung, welcher Art immer, erlitten, wodurch das gegenwärtige Verhältniss zwischen dem Brutto- und Nettogewicht der in dieser Emballage eingeführten Zucker verändert wird. 5) Die preussischen Bevollmächtigten haben im Laufe der Unterhandlungen an die Beschwerden erinnert, welche von Seiten der Kaufleute und Rheinschiffer in den zum Zoll- und Handelsverbande gehörigen Uferstaaten laut gewor-

den sind und welche die Hemmnisse betreffen, denen 1839
der Rheintransithandel in den Häfen von Rotterdam, Dordrecht und Amsterdam begegnet, im Falle Kaufmannsgüter, die den Rhein herabkommen, um zur See ausgeführt zu werden, oder die von der See ankommen, um rheinaufwärts nach Deutschland oder weiter verführt zu werden, nach diesen Häfen bestimmt sind, um daselbst für kurze oder längere Zeit in den Entrepots aufbewahrt zu werden; Beschwerden, welche bereits bei den Unterhandlungen über den zwischen Preussen und den Niederlanden am 3. Jun. 1837 geschlossenen Schifffahrtsvertrag von den preussischen Commissarien bezeichnet worden sind, als begründet auf die Bestimmungen der Convention von Mainz vom 31. März 1831. — Die niederländischen Bevollmächtigten erklären kraft der dazu von ihrer Regierung empfangenen Vollmacht Folgendes: a) dass bis zur Vollendung der Arbeiten, die man in den Häfen von Rotterdam, Dordrecht und Amsterdam beabsichtigt, die niederländische Regierung vor den Packhäusern, die als Niederlagen verwendet werden, oder in deren Nähe Räumlichkeiten (Kaden) von einer Ausdehnung anweisen wird, die im Verhältniss zu den Bedürfnissen des Handels steht, welche Räumlichkeiten als Entrepots betrachtet werden sollen, damit die Kaufgüter, die dem Rheinhandel zugehören, daselbst zeitweilig unter der Aufsicht der Beamten der Ein- und Ausfuhrzölle niedergelegt und von da zum Transit überladen werden können, gegen Erlegung der Abgabe, die in dem der Convention von Mainz vom 31. März 1831 beigefügten Tarif B festgesetzt worden ist, und ohne dass man gehalten sein soll, die Kaufgüter in den oben gemeldeten Packhäusern zu deponiren; b) dass die Erlaubnissscheine zum Deponiren in diesen Localen unentgeltlich verabfolgt werden, und dass die Aufsicht der Beamten der Ein- und Ausfuhrzölle auf Kosten der Verwaltung während dreier Tage, den Tag des Löschens eingerechnet, ausgeübt werden soll; c) dass die dem Rheinhandel zugehörigen Kaufmannsgüter in den Entrepots sortirt und verpackt werden können; d) dass die Anwendung der Formalitäten hinsichtlich der Ein- und Ausfuhrzölle, welche durch die allgemeinen niederländischen Gesetze oder durch örtliche Verordnungen vorgeschrieben sind, als da sind: Declaration, Visitation, Expedition, Wachen, Oeffnen und Zumachen etc., in

1839 den erwähnten Entrepothäfen für die dem Rheinhandel zugehörigen Kaufgüter, welche zur Durchfuhr bestimmt sind, keine Kosten verursachen soll und dass sie nur die in der mainzer Convention festgesetzten Quaimiethe, Krahn- und Wagegebühren zu entrichten haben, insofern man von diesen Einrichtungen Gebrauch macht. 6) Die niederländischen Bevollmächtigten haben endlich die Aufmerksamkeit der preussischen Bevollmächtigten auf den Wunsch der niederländischen Regierung gelenkt, die Eisenbahn, welche jetzt zwischen den Städten Amsterdam, Utrecht und Arnheim im Baue begriffen ist, auf das preussische Grundgebiet verlängert zu sehen, welche Eisenbahn in diesem Fall auf dem niederländischen Grundgebiete längs dem rechten Rheinufer nach der preussischen Grenze fortgesetzt werden soll, in der Absicht, die Beziehungen des Handels und der Nachbarschaft zwischen beiden Staaten zu sichern und zu vermehren und die mehr entfernten Theile des Handels- und Zollverbandes kräftiger an den gegenseitigen Vortheilen Theil nehmen zu lassen, welche der heutige Vertrag zur Folge haben wird. — Die niederländischen Bevollmächtigten gaben in Folge dessen die Hoffnung zu erkennen, dass die preussische Regierung sich nicht auf die Concession zur Anlegung und zum Gebrauche dieser Eisenbahnverbindung, deren bereits im Art. 7. des Vertrages Erwähnung gethan ist, beschränken würde, sondern dass ausserdem dieselbe Regierung die Anlegung dieser Eisenbahn nicht allein durch die Mitwirkung ihrer Ingenieurs und ihrer Landes- und Localbehörden begünstigen, sondern überdies auch, sei es durch Subsidien, sei es durch baare Betheiligung bei diesem Unternehmen, sei es endlich durch Garantie der Rente des erforderlichen Capitals, zur Verwirklichung eines Planes beitragen werde, der aus verschiedenen Gründen durch die Interessen beider Länder geboten wird. — Die preussischen Bevollmächtigten bemerkten in der Antwort darauf: es sei keineswegs zu bezweifeln, dass, wenn die Concession zur Herstellung besagter Eisenbahn einmal gegeben sei, ihre Regierung die Ausführung dieses Werkes durch Mitwirkung der betreffenden Landes- und Localbehörden begünstigen würde, aber dass sie nicht ermächtigt wären, weder eine bestimmte Zusage in dieser Hinsicht zu geben, noch auch eine Geldunterstützung oder irgend eine Bürgschaft zu ver-

sprechen. Die preussischen Bevollmächtigten hielten sich 1839
verpflichtet, bei dieser Gelegenheit die Erwartung auszudrücken, dass, wenn im Verlaufe der Zeit mittels einer Eisenbahn eine Verbindung zwischen dem Gebiete des Zoll- und Handelsverbandes und einem der niederländischen Seehäfen zu Stande kommt, die niederländische Regierung alsdann dem Durchfuhrhandel, welcher längs dieser Bahn statt findet, keine nachtheiligern Bedingungen auferlegen möge, als die sind, welchen jetzt die Kaufmannsgüter unterliegen, die zu Wasser als Transit aus den niederländischen Entrepots nach den Ländern des Zoll- und Handelsverbandes und von diesen Ländern nach den erwähnten Entrepots versendet werden. Die niederländischen Bevollmächtigten, obwohl ohne Vollmacht in Betreff dessen, erklärten ebenfalls, nicht daran zu zweifeln, dass in solchem Fall ihre Regierung die vorgeschlagenen Massregeln, als geeignet, das Interesse der besagten Unternehmung zu befördern, in Erwägung ziehen werde. 7) Endlich bemerkten die preussischen Bevollmächtigten, dass der Vertrag mit den Niederlanden, welchen zu unterzeichnen sie im Begriffe stehen, blos im Namen der Regierungen unterhandelt und beschlossen wurde, die durch den im Eingang erwähnten Vertrag den Zoll- und Handelsvertrag respective gegründet haben oder dazu getreten und also wirkliche Mitglieder desselben geworden sind; aber dass es noch verschiedene andere Staaten gibt, welche, sei es durch ihre ganz oder zum Theil enclavirte Lage, sei es durch gewisse Grenzverhältnisse, grösstentheils schon vor der Stiftung des Verbandes entweder dem Zollsysteme Preussens oder dem eines andern Mitgliedes des Zollverbandes beigetreten sind, und dass diese Staaten oder Theile von Staaten, als solche zu dem Vereine gehörend, aller Vortheile theilhaftig werden müssen, welche dieser Verband durch Handelsverträge erlangt, sowie sie dagegen die gegenseitig eingegangenen Verpflichtungen erfüllen müssen; eine nothwendige Folge davon, dass sie von der Zolllinie des Verbandes umgeben sind und die Gesetzgebung in Sachen der Ein- und Ausfuhrzölle, welche für alle Mitglieder des Verbandes dieselbe ist, daselbst gleichfalls angenommen wurde. — Hierauf ist man zum Verlesen beider Exemplare des Vertrags und der dazu gehörenden besondern Artikel übergegangen, wovon eins für den Zoll- und Handelsverband be-

1839 stimmt, im Besitz der preussischen Regierung bleiben soll, unter der Bedingung, authentische Abschriften davon an die andern Mitglieder des Verbandes zu vertheilen, während das andere der niederländischen Regierung zugesendet werden soll. Da diese Exemplare ganz gleichlautend befunden wurden, so haben die Bevollmächtigten dieselben unterzeichnet und mit ihren respectiven Siegeln bekräftigt. Zur Beschleunigung der Ausfertigung der Ratificationsacte ist man übereingekommen, dass es nicht nothwendig sein wird, darin den Vertrag und seine besondern Artikel in seiner ganzen Ausdehnung aufzunehmen, und dass man sich mit einer derartigen Form der Ratification begnügen soll, dass daraus der Gegenstand hinlänglich erkannt werden kann. Worauf das Protokoll geschlossen, doppelt unterzeichnet und versandt worden ist. Berlin, 21. Jan. 1839. (Gez.) Michaelis. Windhorn. Westphal. (Gez.) v. Scheff. Rochussen.

Appendice au Traité signé à Berlin le 21 *Janvier* 1839 *par les Plénipotentiaires de la Prusse et des Pays-Bas, publié dans le Handelsblad.*

Was die im Artikel 1. des Hauptvertrags erwähnten Ursprungscertificate betrifft, die zur Absendung von Industrie-Erzeugnissen der Staaten des Zollverbandes nach den Niederlanden in jenem Artikel vorgeschrieben sind, so ist man übereingekommen, folgende Bestimmungen deshalb aufzustellen: 1) Diejenigen, welche dergleichen Waaren nach den Niederlanden versenden und die festgesetzte Ermässigung der Einfuhrabgaben geniessen wollen, sind gehalten, auf dem Bureau der Ein- und Ausfuhrzölle und der Steuern in dem Orte, von wo aus die Versendung geschieht, oder in dem zunächst dabei gelegenen, indem man die Gegenstände zugleich zur Untersuchung beibringt, eine schriftliche Erklärung niederzulegen, welche angibt: a) die Sorte und Qualität der Waaren nach den Handelsbenennungen und das im Lande gebräuchliche Gewicht oder Mass; b) die Anzahl und Bezeichnung der Collis; c) die Bestätigung an Eidesstatt, dass die vorhandenen Güter Industrie-Erzeugnisse der Staaten des Zollverbandes sind; d) Angabe des Grenzzollamtes, an welchem die Einfuhr statt

finden soll, und endlich e) den Platz, von wo aus die 1839
Versendung geschieht, sowie den Namen und das Geschäft des Versenders. 2) Das Bureau der Ein- und Ausfuhrzölle und der Steuern untersucht, ob die Verklarung richtig ist. Wenn darüber nichts zu bemerken, so lässt dasselbe die Collis plombiren und bezeugt auf der Verklarung selbst, dass die darin genannten Gegenstände in freiem Verkehre gewesen sind und dass hinsichtlich ihrer Beschaffenheit kein Zweifel bestehe, dass sie Industrie-Erzeugnisse der Staaten des Zollverbandes seien. Dieses Document soll die Collis bis zum Zollamte der Ausfuhr begleiten. 3) Der Frachter dieser Waaren soll das erwähnte Ursprungscertificat diesem Zollamte vorzeigen, welches die bleiernen Siegel nachsehen und erneuern soll, wenn sie beschädigt sind, sobald die Untersuchung, die in diesem Fall eintreten muss, zu keinem Bedenken dagegen Anlass gibt. Ferner soll dasselbe die Ausfuhr der Waaren bescheinigen, welcher Herkunft aus den Staaten des Zollverbandes sie auch sein mögen. Darauf soll das also visirte Certificat in ein Register eingetragen und zuletzt dem Frachter zurückgegeben werden, um ihm zum rechtlichen Beweise zu dienen, die Einfuhr in das Königreich der Niederlande unter den Bedingungen des Vertrags zu erlangen. 4) Die Versendung solcher Industrie-Erzeugnisse der Staaten des Zollverbandes nach den Niederlanden mittels der Post kann gleichfalls nicht anders statt finden, als wenn ein Ursprungscertificat der Waare beigefügt ist. Diese Versendungen können alle von solchen Orten geschehen, wo befugte Aemter der Ein- und Ausfuhrzölle und Steuern sich befinden. Nach geschehener Visitation soll die Waare plombirt und mit der certificirten Bescheinigung, wie dieselbe oben festgesetzt wurde, und die offen dem Colli beigefügt werden muss, nach der Post gesendet werden.

41.

Deux Décisions Austrégales prononcées par la cour suprême d'appel du Grandduché de Bade à Mannheim, constituée en tribunal austrégal, pour la décision definitive des différends concernant des droits de Souveraineté entre la Principauté de Lippe-Detmold et celle de Lippe-Schaumbourg. En date du 25 Janvier 1839.

(Publication officielle faite à Lemgo).

I.

Urtheil.

In Sachen
des fürstlichen Hauses Schaumburg-Lippe, Klägers,
gegen
das fürstliche Haus Lippe-Detmold, Beklagten,
Herausgabe der Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg und des Amtes Lipperode samt Nutzungen betreffend,

wird — nachdem diese Sache auf vorgängige Vereinbarung der streitenden fürstlichen Häuser von hoher deutscher Bundesversammlung durch Beschluss vom 5ten August 1830 an das grossherzoglich badische Oberhofgericht dahier als Austrägalgericht zur rechtlichen Entscheidung verwiesen worden — nunmehr von diesem nach gesetzmässig gepflogener Verhandlung im Namen der hohen Bundesversammlung zu Recht erkannt:

1) die vom fürstlichen Hause Lippe-Detmold vorgeschützte Einrede der Incompetenz des Bundesausträgalgerichts sey als ungegründet zu verwerfen, dagegen sey
2) in der Hauptsache das fürstliche Haus Schaumburg-Lippe mit seinem vierfachen Klagbegehren:
   a. auf Herausgabe der Hälfte der Aemter Blomberg und Schieder nebst Nutzungen von 1789 an,

b) auf Herausgabe des weiteren der Speziallinie 1839
Alverdissen durch den Vergleich von 1722 entzogenen — Theils der Brakeschen Erbschaft samt Früchten und Zinsen

c) auf Ersatz desjenigen, was dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold für den Verzicht auf seine aus dem Vergleich von 1722 erlangten Ansprüche im Stadthager Vergleich von 1748 von Bückeburg bewilligt oder erlassen wurde,

d) auf Zurückgabe des im Stadthager Vergleich von 1748 von Bückeburg an Detmold abgetretenen Amtes Lipperode —

zuweisen; und

3) das fürstliche Haus Schaumburg-Lippe in drei Viertheile, Lippe-Detmold aber in ein Viertheil der Kosten des gerichtlichen Verfahrens zu verfällen.

V. R. W.

Dessen zur Urkunde ist dieses Urtheil nach Verdnung des Grossherzoglich Badischen Oberhofgerichts sgefertigt und mit dem grösseren Gerichts-Insiegel rsehen worden.

So geschehen Mannheim den 20sten Decbr. 1838.

Grossherzoglich Badisches Oberhofgericht.

Frhr. von Stengel. Minet.

(L. S.)

vdt. Hübsch.

Entscheidungsgründe.

In Sachen

s fürstlichen Hauses Schaumburg-Lippe, Klägers,

gegen

s fürstliche Haus Lippe-Detmold, Beklagtes,

Herausgabe der Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg, sowie des Amtes Lipperode samt Nutzungen betreffend.

Der Graf Simon VI., der gemeinschaftliche Stammater der beiden streitenden Häuser, hinterliess bei seiem Ableben im Jahr 1613 vier Söhne, wovon der lteste, Simon VII., der Stammherr des jetzigen fürstchen Hauses Lippe-Detmold, der jüngste, Philipp, welher einen Theil der reichsständischen Grafschaft Schaum-

1839 burg erwarb, aber der Stammherr des jetzigen fürstlichen Hauses Schaumburg-Lippe ist.

Der dritte Sohn, Hermann, starb schon 1620 kinderlos, und der Sohn Otto war der Stifter der im Jahr 1709 ausgestorbenen Brakeschen Linie, um deren Nachlass es sich gegenwärtig noch handelt.

Das fürstliche, damals gräfliche Haus Schaumburg-Lippe war zu dieser Zeit in zwei Linien getheilt: in die Speziallinien Bückeburg und Alverdissen.

Die eine dieser Speziallinien, nemlich Alverdissen, verglich sich im Jahr 1722 wegen des Brakeschen Nachlasses mit Lippe-Detmold. Sie verzichtete nemlich zu Gunsten des letzteren auf alle ihre diesfallsigen Ansprüche, wogegen Lippe-Detmold ihr eine jährliche Rente von 1250 Thalern nebst einigen andern Vortheilen einräumte. Allein die andere Schaumburgsche Speziallinie, Bückeburg, beruhigte sich hierbei nicht, und erwirkte ein Reichshofraths-Erkenntniss vom 26ten August 1734, wodurch ihr die Hälfte des Brakeschen Nachlasses samt Früchten zuerkannt wurde. Zum Vollzug dieses in revisorio bestätigten Erkenntnisses kam im Jahr 1748 zwischen Detmold und Bückeburg der Stadthager Vergleich zu Stand, wornach Detmold vom Brakeschen Nachlass die Aemter Brake und Barendorf behielt, Bückeburg aber die Aemter Blomberg und Schieder bekam.

Da übrigens Detmold in dem Vergleiche von 1722 der Speziallinie Alverdissen eine jährliche Rente von 1250 Thalern nebst einigen anderen Vortheilen zugesichert hatte, so hat ihm Bückeburg hiefür zur Ausgleichung im Stadthager Vergleich von 1748 das Amt Lipperode abgetreten.

Im Jahr 1777 starb die Speziallinie Bückeburg aus und nun begann der Streit wieder zwischen Detmold und der noch übrigen Speziallinie Schaumburg-Lippe-Alverdissen.

Die letztere ergriff Besitz von den Brakeschen Aemtern Blomberg und Schieder, welche im Stadthager Vergleich 1748 Bückeburg zugetheilt waren. Sie wurde aber durch Reichshofraths-Erkenntniss vom 18ten November 1777 zur Herausgabe der Hälfte derselben an Detmold possessorisch verurtheilt, was jedoch erst im Jahre 1789 dahin in Vollzug kam, dass Detmold das jetzige Amt Schieder als die Hälfte der Aemter Schieder und

Blomberg, Schaumburg-Alverdissen, aber das Amt Blom- 1839
berg erhielt; nachdem inzwischen eine Klage Schaumburgs auf Zurückgabe des Amtes Lipperode durch Reichshofraths-Erkenntniss vom 27sten April 1778 zurückgewiesen worden war.

Erst während des Rheinischen Bundes, dem beide fürstliche Häuser beigetreten waren, erneuerten sich die Streitigkeiten wieder; vorerst jedoch hauptsächlich nur in Bezug auf die von Detmold über die ganze Grafschaft Lippe, folglich auch über das vom Brakeschen Nachlass herrührende, bei der possessorischen Auseinandersetzung von 1789 im Besitze von Schaumburg-Lippe gebliebene Amt Blomberg, angesprochene Souverainetät. Später im Jahr 1818 machte auch Schaumburg seine petitorischen Ansprüche auf das in possessorio an Detmold gefallene Amt Schieder und auf das im Stadthager Vergleich von 1748 von Bückeburg an Detmold abgetretene Amt Lipperode bei der Bundesversammlung geltend. Dasselbe verband damit noch weitere aus der Brakeschen Erbschaft herrührende Ansprüche.

Durch Beschluss der Bundesversammlung vom 5ten August 1830 wurde sofort der diesseitige oberste Gerichtshof beauftragt in dieser Sache als Austrägalgericht zu entscheiden, was nun auf die geschlossenen Verhandlungen hin zu geschehen hat. Ueber die bei dieser Verhandlung von Detmold mittelst einer besondern Klage geltend gemachten Souverainetätsansprüche ergeht eine besondere Entscheidung; hier aber handelt es sich nur um die Klage des fürstlichen Hauses Schaumburg-Lippe.

Dasselbe fordert an Lippe-Detmold:

I. die Herausgabe des Amtes Schieder (als der Hälfte der Aemter Blomberg und Schieder) wie dasselbe im Jahr 1789 an Detmold übergeben wurde, samt den seit damals erhobenen Nutzungen;

II. den übrigen der Speziallinie Alverdissen gebührenden, durch den Vergleich von 1722 ihr entzogenen, Theil der Brakeschen Erbschaft samt Früchten und Zinsen;

III. Ersatz desjenigen, was dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold für den Verzicht auf seine aus dem Vergleiche von 1722 erlangten Ansprüche im Stadthager Vergleich von 1748 von Bückeburg bewilligt oder erlassen wurde;

1839 IV. Zurückgabe des im Stadthager Vergleich von 1748 abgetretenen Amtes Lipperode.

Ehe zur Erörterung dieser vier Klagbegehren geschritten wird, ist vorerst noch der

Competenzpunct

zu prüfen.

Der beklagte Theil, das fürstliche Haus Lippe-Detmold, bestreitet die Competenz des Bundesausträgalgerichts zur Entscheidung über die erwähnten Ansprüche, welche Schaumburg-Lippe nicht in seiner Eigenschaft als Souverain von Schaumburg, sondern in seiner Eigenschaft als Lippischer Erbherr geltend mache.

Der Souverainetäts-Streit über die erbherrlichen Paragialgüter der Lippischen nachgeborenen Söhne sey präjudiciell für die Competenz zur Entscheidung über die Erbschafts-Ansprüche dieser Nachgeborenen, indem sie ihre Erbtheile, wenn ihnen dieselben nicht mit Souverainetät gehören, nur vor den Landesgerichten des Souverains zu verfolgen hätten, und hieran der Umstand, dass der klagende Theil wegen seiner Schaumburgischen Besitzungen zugleich ein Souverain sey, nichts zu ändern vermöchte.

Die gegen die formelle Zulässigkeit dieser Einrede der Incompetenz vom klagenden Theile erhobenen Bedenken sind ungegründet:

1) Der Umstand, dass der Bundestagsbeschluss vom 5ten August 1830 die Entscheidung der vorliegenden Streitsache dem diesseitigen Gerichtshofe ohne Vorbehalt überträgt, kann dem Gerichtshofe die Befugniss nicht entziehen, beim Vollzuge dieses Auftrags zugleich auch über die einen Streitpunct bildende Frage zu erkennen, ob und hinsichtlich welcher Ansprüche die Competenz der Bundesversammlung, in deren Namen das Austrägalgericht zu erkennen hat, begründet sey.

Es ist die Sache eines jeden Gerichts, in den vor ihm angebrachten Streitsachen zugleich auch über seine Competenz zu erkennen, und eine Ausnahme hiervon könnte bei einem Bundesausträgalgericht nur dann eintreten, wenn der Competenzpunct schon von der dasselbe committirenden Bundesversammlung selbst entschieden wäre. Dies ist aber hier nicht geschehen, vielmehr ist in dem bei der Bundesversammlung erstatteten Vortrage, der die Einleitung des Austrägalverfahrens und

beziehungsweise den Beschluss vom 5ten August 1830 zur Folge hatte, ausdrücklich gesagt, dass über die Competenz und über die Präjudicialqualität des Souverainetätsstreits 1839

„die hohe Bundesversammlung, die keine richterliche Qualität besitze, sich niemals auszusprechen „vermöchte,"

und dass es dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold werde „überlassen werden müssen, die Einrede des nicht „begründeten forums vor dem nunmehr zu bestellenden Austrägalgerichte geltend zu machen."

Nach diesem dem Beschluss vom 5ten August 1830 zu Grunde liegenden Vortrage ist nun dieser Beschluss selbst auszulegen und es kann darnach nicht angenommen werden, dass durch die Verweisung der Sache an den diesseitigen Gerichtshof die Bundesversammlung über den Competenzpunct schon selbst entschieden, und eben damit dem Austrägalgericht das Erkenntniss hierüber entzogen hat.

2) Eben so unrichtig ist die Behauptung, dass das fürstliche Haus Lippe-Detmold durch Einreichung einer Widerklage (über die Souverainetät von Blomberg) die Competenz des Austrägalgerichts hinsichtlich der Vorklage anerkannt habe, denn Detmold hat jenen Souverainetätsstreit mittelst einer selbstständigen Klage, die nur eventuell auch als Widerklage geltend gemacht wird, angebracht und ausdrücklich als einen Präjudicialpunct für die eben damit bestrittene Competenz hinsichtlich der Schaumburgischen Erbschaftsklage.

3) Endlich ist es unrichtig, dass der diesseitige Gerichtshof durch die völlige Verhandlung der Hauptsache die Einrede der Incompetenz bereits factisch verworfen habe, denn die Verhandlung geschah mit Vorbehalt des Erkenntnisses über alle Streitpuncte, auch über jenen der Competenz.

Hiernach ist noch auf die materielle Prüfung der Einrede einzugehen.

Der Art. XI. der Bundesacte verordnet: „die Bundesglieder machen sich verbindlich, einander unter keinerlei Vorwand zu bekriegen, noch ihre Streitigkeiten mit Gewalt zu verfolgen, sondern sie bei der Bundesversammlung anzubringen. Dieser liegt alsdann ob, die Vermittlung durch einen Ausschuss zu versuchen; falls dieser Versuch fehl-

1839 schlagen sollte, und demnach eine richterliche Entscheidung nothwendig würde, solche durch eine wohlgeordnete Austrägalinstanz zu bewirken, deren Ausspruch sich die streitenden Theile sofort zu unterwerfen haben."

Der Bundesbeschluss vom 16ten Juni 1817 §. 1. erklärt:

„die Bundesversammlung ist diejenige Behörde, bei welcher alle und jede Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich anzubringen sind."

Im Art. XXI. der Wiener Schlussacte von 1820 ist gesagt:

„die Bundesversammlung hat in allen, nach Vorschrift der Bundesacte bei ihr anzubringenden, Streitigkeiten der Bundesglieder die Vermittlung durch einen Ausschuss zu versuchen."

Hieraus geht hervor, dass es auf die Verschiedenheit des Streitgegenstandes nicht ankommt, und dass alle Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich vor die Bundesversammlung, beziehungsweise vor ein Austrägalgericht gehören, ohne dass zwischen Gegenständen des öffentlichen Rechts und Gegenständen des Privatrechts ein Unterschied gemacht wäre.

Auch wenn ein Staat mit dem Andern, beziehungsweise ein Souverain mit dem andern, in einer Privatrechtssache (z. B. hinsichtlich eines Darlehnes, hinsichtlich des Eigenthums an Gütern, oder über Dienstbarkeitsrechte) einen Vertrag eingeht und über die Erfüllung desselben alsdann Streit entsteht, so gehört dieser Streit nicht vor die Landesgerichte des beklagten Souverains; sondern vor ein Bundesausträgalgericht.

Klüber, öffentliches Recht des teutschen Bundes, 2te Auflage §. 148 i. Nr. a.

von Leonhardi, Austrägalverfahren des teutschen Bundes §. 95. Nr. II. 1.

Dagegen soll es bei einem solchen Streite darauf ankommen, ob die Souveraine dabei in ihrer Eigenschaft als Souveraine, als Innhaber der Staatsgewalt und folglich im Interesse der Staatsgesammtheit, oder nur als Privatpersonen erscheinen; ob also in den angeführten Fällen der Souverain nur für sich, für sein Privatinteresse, oder ob er als Staatsoberhaupt contrahirt habe.

Die angeführten Bundesgesetze sprechen nur von 1839
den Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich. In so fern aber ein Fürst nur Privatinteressen verfolgt, die mit dieser seiner öffentlichen Stellung in keiner Verbindung stehen, erscheint er nicht als Bundesglied, daher finden jene Gesetze auf einen solchen Fall keine Anwendung. Ein weiterer Beweis hiefür liegt auch darin, dass der Art. XI. der Bundesacte die richterliche Gewalt des Bundes als Surrogat für das unter unabhängigen Staaten sonst eintretende Bekriegen aufstellt, und dass doch ein Bekriegen völkerrechtlich nur da zu erwarten wäre, wo bei einer Streitigkeit ein unabhängiger Staat dem andern, oder ein Souverain als solcher dem andern gegenübersteht, nicht aber auch, wenn der Streit nur Privatinteressen eines Fürsten betrifft, die mit seiner Stellung als Staatsoberhaupt und mit den Interessen des Staats in gar keiner Verbindung stehen, für die also überall die friedlichen Wege der Erledigung vor den Landesgerichten des beklagten Theils vorgezeichnet sind.

Desshalb fordert auch v. Leonhardi in seinem Austrägalverfahren des teutschen Bundes Seite 95 Nr. 2. um eine Sache vor das Bundesausträgalgericht zu ziehen als Subject des Streits

„Bundesglieder, welche in ihrer bundesmässi-
„gen öffentlichen oder Staatseigenschaft ge-
„gen einander auftreten;"

und eben so fehlt nach Klüber am a. O. §. 148 i. Not. a. und §. 148 n. Nr. 16. die Competenz des Bundes,

„wo Bundesglieder nicht in ihrer Staatseigenschaft,
„nicht in ihrer bundesmässigen politi-
„schen Unabhängigkeit, sondern nur als
„Privatpersonen in Betracht kommen."

Dies vorausgesetzt, so könnte nun im vorliegenden Falle die richterliche Gewalt des Bundes nicht angerufen werden, wenn es sich nur um Eigenthums-Ansprüche des Herrn Fürsten von Schaumburg-Lippe an den, unter der Souverainetät von Lippe-Detmold befindlichen und anerkanntermassen unter derselben verbleibenden Aemter Schieder und Lipperode samt Nutzungen handelte.

Der Fürst von Schaumburg-Lippe wäre, insoweit er solche Ansprüche verfolgte, kein Souverain, sondern blos ein paragirter Prinz und Erbherr des fürstlichen

1839 Hauses Lippe. Er hätte, wie jeder andere nachgeborne Prinz, der nicht selbst zur Regierung kommt, sondern nur eine Appanage oder ein Paragium mit Pratrimonialrechten anzusprechen hat, seine Erbschaftsansprüche lediglich vor den Gerichten des Souverains geltend zu machen, und jedenfalls könnte er gegen seinen Souverain keine Entscheidung des Bundesausträgalgerichts verlangen. Der Umstand, dass er vermöge seiner Schaumburgschen Besitzungen zugleich ein Souverain ist, vermöchte hieran nichts zu ändern, denn in so weit er Erbrechte an Lippischen Besitzungen in Anspruch nimmt, ist er nicht Schaumburgischer Souverain, sondern Prinz und Erbherr von Lippe; er würde also nicht als Bundesglied mit politischer Unabhängigkeit, sondern nur als Unterthan eines andern Souverains, als Lippischer Erbherr auftreten, und in dieser Eigenschaft hätte er lediglich die Lippischen Landesgerichte anzugehen.

Allein abgesehen noch von der Frage, ob die Prämisse, auf welcher diese Folgerungen beruhen, richtig sey, ob nemlich ein Auftreten der streitenden Fürsten in ihrer Staatseigenschaft oder politischen Unabhängigkeit zur Begründung der Bundescompetenz erforderlich werde? — wäre in der vorliegenden Sache, auch bei Bejahung dieser Frage, die Bundescompetenz jedenfalls begründet.

Es ist nemlich nicht richtig, dass der klagende Theil lediglich das bürgerliche oder Patrimonialeigenthum der Aemter Schieder und Lipperode in Anspruch nehme. Es handelt sich vielmehr zugleich um die Frage — mit welchen hoheitlichen Rechten und namentlich, ob mit dem Rechte der Souverainetät diese Aemter an Schaumburg-Lippe übergehen sollen.

In der Triplik bemerkte Schaumburg-Lippe, es verstehe sich von selbst, dass, wenn der Souverainetätsstreit zu seinen Gunsten entschieden wäre, auch die Aemter Schieder und Lipperode mit Souverainetät an Schaumburg übergehen müssen. Dasselbe forderte auch das Amt Schieder schon in der Klage mit denjenigen Rechten, mit welchen dasselbe im Jahr 1789 an Detmold übergeben wurde, oder mit andern Worten: mit denjenigen Rechten, welche den Nachgebornen nach dem Testament Simons des VI. an den ihnen zugetheilten Gütern zukamen, und von diesen Rechten,

mit welchen Bückeburg früher Lipperode besass, behauptet das klagende Haus Schaumburg-Lippe, dass sie das Recht der Landeshoheit ausmachten, folglich durch die Rheinische Bundesacte zum Rechte der Souverainetät wurden. 1839

Demnach fordert Schaumburg-Lippe jene Aemter in der That mit Souverainetät, und es ist über das Recht der Souverainetät, wie bei der Klage des fürstlichen Hauses Lippe-Detmold zu ersehen ist, eben so vollständig verhandelt, als über die Erbherrlichkeitsrechte an sich.

Hieran ändert auch der Umstand nichts, dass Schaumburg-Lippe den Streit, ob die den Nachgebornen an ihren Paragialgütern zukommenden Rechte wirklich die Landeshoheit ausmachten, jetzt also zum Rechte der Souverainetät wurden? — zu einem besonderen Verfahren vorbehalten wollte. Immerhin fordert es die Aemter Schieder und Lipperode mit jenen Rechten, von welchen unter den Partheien der Streit besteht, oder angekündet ist, ob sie jetzt das Recht der Souverainetät begründen.

Es fordert also jene Aemter jedenfalls unter Widerspruch der Detmoldischen Souverainetät über dieselben, und es kann daher, ohne sich selbst zu widersprechen, seinen Anspruch auch nicht vor die Detmoldischen Landesgerichte bringen.

Insofern hiernach der Herr Fürst von Schaumburg-Lippe jene Aemter immerhin mit solchen Rechten in Anspruch nimmt, die er für Souverainetätsrechte hält, so tritt er nicht blos als Privatperson auf, sondern als Staatsoberhaupt, und insofern die angesprochenen Aemter mit dem Fürstenthum Schaumburg-Lippe vereinigt werden sollen, erscheint er zugleich als Innhaber der Schaumburg-Lippischen Staatsgewalt.

Wenn Bundesglieder sich über die Souverainetät von einzelnen Gebietstheilen streiten, so erscheint keines als der Unterthan des andern, sie stehen sich beide in ihrer politischen Unabhängigkeit gegenüber.

Wenn nun aber das fürstliche Haus Lippe-Detmold begehrt, dass der Souverainetätsstreit über jene Aemter als präjudiciell im voraus entschieden und alsdann der Streit über das bürgerliche oder Patrimonial-Eigenthum derselben vor die Landesgerichte desjenigen Theils, der

1839 als Souverain anerkannt wird, verwiesen werde, — so gibt es zu einem solchen Begehren keinen rechtlichen Grund.

Wäre die Souverainetät Lippe-Detmolds schon zur Zeit, da der Eigenthumsstreit erhoben wurde, anerkannt oder entschieden gewesen, so hätte die Klage nur vor den Lippe-Detmoldischen Landesgerichten angebracht werden können; jetzt aber, wo die Souverainetät noch nicht anerkannt, sondern mit bestritten ist, und wo eben dadurch die Bundescompetenz für die Erbschaftsklage begründet ist, kann eine Trennung der auf demselben Klagfundamente beruhenden Eigenthums- und Hoheits-Ansprüche nicht begehrt werden, sondern die (wenn auch nur wegen der einen Beziehung) einmal begründete Competenz dauert fort, bis über die aus demselben Klaggrunde abgeleiteten doppelten Ansprüche entschieden ist.

Der beklagte Theil gründet seine Einrede der Incompetenz auch auf den Art. IX. des Compromisses vom 5ten July 1812 des Inhalts:

„Nach Beendigung des Compromisses über die „Souverainetät soll seine Uebereinkunft wegen „schiedsrichterlicher Entscheidung über etwaige weitere gegenseitige Ansprüche geschlossen werden."

Allein abgesehen davon, dass jenes Compromiss nur „die wegen der Souverainetät über das Amt Blomberg obwaltenden Differenzien"

zum Gegenstand hatte und der Art. IX. also nicht auch auf die Aemter Schieder und Lipperode bezogen werden kann, ist ja darin jedenfalls nur eine Uebereinkunft wegen einer schiedsrichterlichen Entscheidung solcher weiteren Ansprüche vorbehalten, was nun, da eine solche Uebereinkunft nicht statt hatte, ohne Erfolg ist.

Hiernach ist die vorgeschützte Einrede der Incompetenz verwerflich und es ist nun zu Prüfung der

Materialien

zu schreiten und zwar sowohl der

A. vier Klagbegehren mit den einem jeden derselben besonders entgegengesetzten Einreden, als auch der

B. allen vier Klagbegehren gemeinschaftlich entge- 1839
ngestellten Einrede.

Zu A. die vier Klagbegehren.

Ohne Zweifel ist das

erste Klagbegehren,

lches die Herausgabe der Hälfte der Aemter
hieder und Blomberg, beziehungsweise des
ntes Schieder, wie es im Jahr 1789 an Detmold
ergeben wurde, samt Nutzungen betrifft, das Wich-
ste.

Nach dem Tode Simons des VI. erhielt nach dem Jahr 1597 von demselben errichteten Testamente r zweite am Leben gebliebene Sohn Otto ausser n Aemtern Brake und Barndorf auch das Amt Blom-rg.

Der Sohn Hermann erhielt unter Andern Schie-r, und der Sohn Philipp (Stifter der Schaumburgi-ien Linie) unter Andern Lipperode und Alverdissen.

Hermann starb im Jahr 1620, worauf Schieder ch einem Vergleiche von 1621 noch an Otto von ake fiel, so dass die Brakesche Linie bei ihrem Aus erben im Jahr 1709 die Aemter Brake, Barendorf, lomberg und Schieder hinterliess.

Hiervon erhielt, wie schon im Eingang erwähnt urde, nach dem Stadthager Vergleich von 1748 Lippe-etmold die Aemter Brake und Barendorf, die haumburg-Lippische Speziallinie Bückeburg (Alverdis-n hatte 1722 verzichtet) aber die Aemter Blomberg id Schieder.

Schon früher, nachdem nämlich Detmold durch eichshofraths-Erkenntniss vom 26sten August 1734 zur erausgabe der Hälfte des Brakeschen Nachlasses an ückeburg verurtheilt war, erhob Detmold im Namen on Alverdissen, welches ihm seine Rechte schon 1722 dirt und diese Cession am 26sten August 1747 neuer-ch bestätigt hatte, gegen Bückeburg eine Klage auf ie Alverdisser Quart, d. h. auf die Herausgabe der lverdissen gebührenden Hälfte von der Bückeburg zu-kannten Hälfte des Brakeschen Nachlasses.

Durch Reichshofraths-Erkenntniss vom 18ten Sep-mber 1744 wurde Bückeburg zur Herausgabe dieser uart an Alverdissen verurtheilt. Ehe diese Verurthei-

1839 lung aber rechtskräftig wurde, kam der Stadthager Vergleich von 1748 zu Stande, wornach Bückeburg die Aemter Blomberg und Schieder erhielt.

Diese beiden Aemter hat nach dem Aussterben der Speziallinie Bückeburg 1777 die andere Schaumburg-Lippische Speziallinie Alverdissen in Anspruch genommen, und da Detmold im Jahr 1789 in possessorio die eine Hälfte derselben, das jetzige Amt Schieder, erhielt, so fordert nun Alverdissen diese Hälfte (d. i. das Amt Schieder) von Detmold wieder heraus.

Diese Forderung wird nun auf zwei verschiedene Fundamente gebaut:

A. darauf, dass Alverdissen Erbe von Bückeburg sey, und die Aemter Schieder und Blomberg nach dem Stadthager Vergleiche von 1748 Bückeburg zufielen, folglich jetzt in dessen Nachlass gehören;

B. dass die Güter der Schaumburg-Lippischen Linie in einem Specialfideicommiss-Verband stehen, die noch lebende Speziallinie die weggekommenen Güter (das Amt Schieder) also reclamiren dürfe.

Das erstere Fundament begründet eine Erbschaftsklage, und das Letztere eine Revokatorienklage.

ad A. *Erbschaftsklage.*

Nach dem Testamente des gemeinschaftlichen Stammvaters Simons VI. von 1597 §. 20. hat der (nach dem Recht der Erstgeburt) jeweils regierende Herr nur, wenn ein ganzer Mannsstamm ausstirbt, mit den übrigen Brüdern oder deren Mannserben nach Stämmen in das Erbe einzutreten.

Da nun aber mit Bückeburg kein ganzer Stamm, sondern nur eine Speziallinie des Philippischen (Schaumburg Lippischen) Stammes ausgestorben ist, so ist der Fall des §. 20. des Testaments nicht vorhanden, und der Bückeburg'sche Nachlass gebührt lediglich der andern Speziallinie: Alverdissen.

Dadurch und weil sich die Aemter Schieder und Blomberg ganz und nicht blos zur Hälfte nach dem Stadthager Vergleich von 1748 im Bückeburg'schen Nachlass befinden, ist die Erbschaftsklage Alverdissens auf die Hälfte dieser Aemter, beziehungsweise auf das Amt Schieder, an und für sich allerdings begründet; es fragt sich daher nur, ob sie nicht durch entgegen gehaltene Einreden wieder aufgehoben sey;

1) Die Erste dieser Einreden besteht darin: 1839
Bückeburg habe durch den Stadthager Vergleich von 1748 §. 6. die Aemter Schieder und Blomberg nicht frei und unbedingt, sondern nur unter der Last einer Rückfallsklausel erhalten. Dieselben sollen nemlich nach dem Aussterben der Bückeburg'schen Speziallinie an den andern Stadthager Contrahenten Lippe-Detmold zurückfallen. Dieser Rückfall sey nun durch das Aussterben der Bückeburg'schen Speziallinie wirksam geworden, daher habe Alverdissen als Erbe Bückeburgs auf jene vertragsmässig zurückgefallenen Aemter keine Ansprüche.

Im Stadthager Vergleich, wo Lippe-Detmold die gedachten zwei Aemter an Bückeburg überliess, erklärte dasselbe dabei im §. 6. es müsse

„sich alle sonstige ex cessione Alverdissiensi (1722 und 1747) erlangten jura gegen das Gräfliche Haus Schaumburg-Lippe-Alverdissen ausdrücklich reserviren, und in specie sich und ihrem Gräflichen Hause auf den Fall, da der Mannsstamm des jetzt regierenden Gräflich Schaumburg-Lippe-Bückeburgischen älteren Hauses verblühen sollte, den Rückfall der dem Gräflichen regierenden Hause zu Lippe-Detmold vermöge vorerwähnter Cession von Alverdissen abgetretener und übertragener jurium feierlichst vorbehalten; dergestalt dass es insofern bei diesem Cessions-Transact zwischen Lippe-Detmold und Lippe-Alverdissen sein Verbleiben hat, jedoch Ihro Hochgräflichen Gnaden zur Lippe-Schaumburg-Bückeburg, als welche diese Cession nie anerkannt, unnachtheilig."

Insoweit nun Alverdissen nicht seine ursprünglichen eigenen (durch den Vergleich von 1722 aufgehobenen) Ansprüche auf den Brakeschen Nachlass geltend macht, sondern als Erbe Bückeburgs dessen Eigenthum an den fraglichen Aemtern auf den Stadthager Vergleich von 1748 gründet, hat es die Bedingungen dieses Vergleichs auch gegen sich gelten zu lassen:

Es fragt sich daher nur:

ob es wirklich eine Bedingung des Stadthager Vergleichs sey, dass jene beiden Aemter bei dem Aussterben der Bückeburgischen Speziallinie an Det-

1839 mold zurückfallen, wornach sie in der Bückeburgischen Erbmasse gar nicht vorhanden wären, und somit dem klagenden Theil als Erben Bückeburgs nicht zufallen konnten?

Der Kläger widerspricht dies in doppelter Beziehung, denn

a. die erwähnte Rückfallsklausel des Stadthager Vergleichs von 1748 sey keine Vertragsbedingung,

b. und sie beziehe sich überdies nicht auf die eingeklagte Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg.

ad a. Der erste Einwand ist wohl unrichtig; denn wenn Detmold in der Vertragsurkunde über irgend einen Punct einen Vorbehalt machte und Bückeburg als der andere Contrahent dem Vertrage dennoch seine Zustimmung gab, ohne einen Gegenvorbehalt zu machen, und ohne hierdurch den Gegenstand des Vorbehalts vom Vertrag auszuschliessen, so hat eben damit Bückeburg auch dem Detmoldischen Vorbehalt zugestimmt, und dadurch ist dieser Vorbehalt eine Vertragsbedingung geworden.

Es ist dies um so sicherer anzunehmen, als gerade vor dem Abschluss des Stadthager Vergleichs Bückeburg die Alverdissische Cession von 1722, worüber Detmold den erwähnten Vorbehalt machte, als nichtig angefochten hatte, wornach es zu dem Vorbehalte nicht hätte stillschweigen können, wenn es nicht dem Vorbehalte gemäss die Wirksamkeit der Cession von 1722 zwischen Detmold und Alverdissen hätte anerkennen wollen.

Der Umstand, dass am Schlusse des Vorbehalts bemerkt ist, dass derselbe dem Hause Bückeburg, welches die Cession von 1722 nicht anerkannte, unnachtheilig seyn soll, vermag hieran nichts zu ändern. Es liegt darin vielmehr noch eine Bestärkung der Annahme des Vorbehalts, soweit er Bückeburg unnachtheilig sey.

Bückeburg hat sich dadurch zu nichts verpflichtet, aber es nahm es an, dass die Aemter Schieder und Blomberg (vorausgesetzt, dass diese der Gegenstand des Vorbehalts waren) nur mit der Rückfallsklausel, d. i. mit der Bedingung auf Bückeburg übergingen, dass sie im Falle des Aussterbens der Bückeburgschen Speziallinie dem Hause Lippe-Detmold wieder heimfallen.

Dass aber jener Vorbehalt 1839
ad. b. sich wirklich auf die Aemter Schieder und
lomberg beziehe, kann keinem Zweifel unterliegen,
enn man erwägt, dass als Gegenstand desselben die
›n Detmold ex cessione alverdissiensi erlangten Rechte
›zeichnet sind, und dass unter der Alverdissischen Ces-
›n nach den Verhandlungen der Partheien überall nur
r (im Jahr 1747 von neuem bestätigte) Verzicht ver-
anden ist, welchen Alverdissen in dem Vergleiche vom
en December 1722 auf den Brakeschen Nachlass zu
unsten Detmolds geleistet hat.

Dort ist nemlich gesagt, es habe Alverdissen

„in faveur des regierenden Hauses (Detmold) nicht nur auf den Brakeschen An- und Erbfall und desshalb bei dem K. Reichshofrath eingeführte Klage beständigst renunzirt, sondern auch alles Recht, so Sie (Alverdissen) oder die Ihrigen daran quocunque titulo haben können, an Wohlgedachten Herrn Vetter (Grafen von Detmold) und dessen Folgern in der Regierung wohlwissentlich zediret, um sich dessen nach Massgabe sothaner Erstgeburtgerechtigkeit und dero convenience ohne Ihr und der Ihrigen Behinderung ruhig zu gebrauchen.

Damit hat Alverdissen dasjenige, was ihm von der akeschen Erbmasse gebührte, an Detmold abgetreten, d es ist dieses Betreffniss bei der spätern Verhand-ng Alverdisser Quart genannt worden, indem Det-old, nachdem es 1734 zur Herausgabe der Hälfte des akeschen Nachlasses an Bückeburg verurtheilt war, Namen von Alverdissen gegen Bückeburg auf Abtre-ng der Hälfte von dieser Hälfte, d. i. der Alverdisser uart klagte.

Damals waren die Aemter Schieder und Blomberg m Hause Bückeburg vorläufig schon zugetheilt und Stadthager Vergleich von 1748 wurde diese Zuthei-ng bestätigt. Ist nun hierbei in diesem Vergleich von orbehalt der von Alverdissen an Detmold abgetretenen echte, die nach den frühern Vorgängen als Alverdis-r Quart bezeichnet wurden, die Rede, so kann dar-ter nur die Hälfte der Aemter Schieder und Blom-rg verstanden seyn.

1839 Zwar hat Bückeburg im Stadthager Vergleich von 1748 auch sonstige Ansprüche an Detmold aufgegeben, namentlich im Art. 9. auf den Ersatz der von Detmold bezogenen Nutzungen, auf den Fahrniss-Antheil etc. verzichtet, woraus das klagende Haus Schaumburg-Lippe die Behauptung ableitet, dass Bückeburg durch jenen Vergleich in der That nur seinen eigenen Antheil am Brakeschen Nachlass erhalten habe, der Werth der von Alverdissen an Detmold cedirten Alverdisser Quart aber dem Hause Detmold geblieben sey. Allein Bückeburg erhielt wegen der Nutzungen nach Art. 8. ein Aversum von 100000 Reichsthalern, und über den Werth dessen, was Bückeburg bei diesem Vergleich dem Hause Detmold erlassen hat, und ob dieser Werth das erhaltene Aversum übersteige, liegt kein Beweis vor, und eben so wenig ist nachgewiesen, dass die Erlassung desselben aus Rücksicht der Alverdisser Cession erfolgte. Bückeburg erklärte dabei ausdrücklich, dass es jene Cession gar nicht anerkenne, und wenn es Forderungen an das Haus Detmold aufgab, so konnte es dazu ausser dem erhaltenen Aversum auch noch andere Beweggründe haben, etwa um einmal die Sache zur endlichen Erledigung zu bringen, oder um der im Art. 2. erwähnten Detmoldischen Ersatzforderung für Meliorationen los zu werden u. d. g.

Jedenfalls ist von den vier Aemtern, welche den eigentlichen Fond des Brakeschen Nachlasses bilden, im Art. 1. des Vertrags, Bückeburg die Hälfte und nicht nur ¼tel zugeschieden.

Darum und weil das Reichshofraths-Erkenntniss vom 26sten August 1734 zu dessen Vollzug der Stadthager Vergleich zu Stande kam, dem Hause Bückeburg wirklich die Hälfte des Brakeschen Nachlasses zuerkannte, ist auch, in Ermangelung eines Beweises des Gegentheils, anzunehmen, dass die im Stadthager Vergleich dem Hause Bückeburg zugeschiedenen Aemter Schieder und Blomberg die ganze Schaumburg-Lippische Hälfte, folglich auch die Alverdissische Quart umfassen.

Diese Alverdissische Quart (½ der genannten beiden Aemter) soll nun aber nach dem im Art. 6. des Stadthager Vergleichs gemachten Vorbehalte nach dem Aussterben der Bückeburgischen Speziallinie an Detmold zurückfallen.

Darnach ist die auf diesen Rückfall gebaute Ein- 1839
ede, wornach die eingeklagte Hälfte von Schieder und
lomberg nicht auf die Bückeburgischen Erben über-
eht, allerdings gegründet, und es kommt auf die

2) weitere Einrede nicht mehr an:

dass Schaumburg-Lippe auch desswegen nicht klagen könne, weil es nicht blos Erbe von Bückeburg, sondern auch allgemeiner Rechtsfolger von Alverdissen sey, Alverdissen aber durch den Vergleich von 1722 auf alle Ansprüche verzichtet habe, die ihm quocunque titulo am Brakeschen Nachlass zustehen möchten.

Käme es übrigens auf diese Einrede auch noch an,
wäre sie immerhin als ungegründet nicht zu berück-
chtigen; denn, wenn Alverdissen im Vergleich von
722 auf die Brakesche Erbschaft gänzlich verzichtete
nd alle diesfallsigen Rechte die es

„daran quocunque titulo haben könne,"

Detmold abtrat, so sind hierunter doch immer nur
iejenigen Ansprüche begriffen, welche Alverdissen
amals schon quocunque titulo auf jene Erbschaft
achen konnte, nicht aber auch jene, die es damals
och gar nicht hatte, sondern erst später er-
arb, also auch jene nicht, die erst im Jahr 1777
on der ausgestorbenen Bückeburgschen Linie auf Al-
erdissen übergingen.

Zwar hatte Alverdissen schon im Jahr 1722 die
älfte von der Hälfte des Brakeschen Nachlasses als
igenes Recht zu fordern, und darauf hat es 1722
erzichtet; allein dieses sein eigenes Recht ist hier
icht Gegenstand der Klage, sondern nur dasjenige,
as die Speziallinie Bückeburg vom Brakeschen
achlasse ererbte, was also Alverdissen erst im Jahr
777 von Bückeburg ererbt und was dieses vorher durch
en Stadthager Vergleich von 1748 erworben hat.

Bei diesen Umständen kommt es auch auf die der
orliegenden Einrede entgegengestellten Replik:

dass der Verzicht von 1722 nichtig sey, —

nicht mehr an, obschon diese Replik, wenn es darauf ankäme, als verwerflich erschiene.

Der Verzicht von 1722 soll nemlich nichtig seyn,

a. weil der Graf Philipp Ernst von Schaumburg-Lippe-Alverdissen zur Zeit der Vertragsschliessung wegen Blödsinns unter Curatel des Landgrafen Karl

1839 von Hessen gestellt war, und der Curator dabei nicht mitwirkte, auch keine richterliche Bestätigung des Verzichts eingeholt wurde, —

b. weil der Vergleich auf einem Irrthume beruhe und eine enorme Verletzung enthalte; —

c. sodann weil der fragliche Verzicht durch Kaiserliches Rescript vom 17ten Juli 1747 bereits ungültig erklärt sey.

ad a. Abgesehen von der Frage, ob der Curator Landgraf von Hessen den Vergleich von 1722 wirklich in der Fassung, in der er vorliegt, genehmigt habe, — abgesehen davon, ob die nachträgliche Genehmigung von Seiten des Curators hinreichend gewesen oder seine Mitwirkung bei der Schliessung des Vertrags selbst erforderlich gewesen wäre, — und abgesehen davon, ob zur Gültigkeit des Rechtsgeschäfts, da dasselbe eine Entsagung auf Liegenschaften enthielt, eine richterliche Bestätigung erforderlich war, und ob diese durch die beim Reichshofrathe gemachte und von diesem zu den Acten genommene Anzeige ersetzt werde, — so ist der Vergleich jedenfalls durch die Zustimmung des Friedrich Ernst, einzigen Sohnes des contrahirenden Grafen Philipp Ernst, für das von demselben abstammende jetzige Haus Schaumburg-Lippe-Alverdissen bindend geworden.

Wenn auch die Zustimmung, welche Friedrich Ernst noch zur Lebenszeit seines Vaters dem Vertrage ertheilte, dem Vater und dessen Erben das Recht der Anfechtung wegen mangelnder Mitwirkung des Curators oder des Richters nicht entzog, indem Friedrich Ernst dem Vater nichts vergeben und den ungültig abgeschlossenen Vertrag nicht gültig machen konnte, so verhält sich dies doch anders in Bezug auf die Genehmigung, welche er dem Vergleiche erst nach dem Tode des Vaters, insbesondere in der Urkunde vom 26sten August 1747 ertheilte.

Hier war es schon seine eigene Sache, über die er verfügte, und da er rechtsfähig war, so hat die Verfügung selbstständige Wirksamkeit, wenn auch der Vergleich von 1722, durch welchen sie veranlasst, an und für sich nicht gültig war.

Im Einklange mit dieser ausdrücklichen Genehmigung des Vergleichs von Seiten des Sohnes und Rechtsfolgers Friedrich Ernst steht auch die factische Genehmigung desselben, welche nicht blos von Friedrich

rnst, sondern auch von seinen Nachfolgern erfolgte, 1839
dem sie die ihnen im Vergleiche bedungenen jährli-
ıen 1250 Thaler forthin annahmen, und dadurch den
ergleich selbst vollzogen.

Darnach kann der gegenwärtige Herr Kläger, der
ıgleich Abkömmling und Erbe des Grafen Friedrich
rnst ist, den Vergleich von 1722 wegen der Rechts-
ıfähigkeit des Grafen Philipp Ernst, der denselben
›schloss, nicht mehr anfechten.

ad. b. Was den weiteren Anfechtungsgrund betrifft,
ıss der Vergleich auf einem Irrthume beruhe und eine
ıorme Verletzung enthalte, so ist derselbe unerheblich.

Ueber den Vertragsgegenstand war kein Irr-
um vorhanden, derselbe soll vielmehr in den Beweg-
ründen zum Vertrag, nemlich darin liegen, dass da-
i Alverdissen das Daseyn einer Untheilbarkeit und eines
inogeniturrechts unterstellt habe, was irrig gewesen sey.

Bei einem solchen Irrthume gilt aber die Regel,
ss er den Vertrag nicht ungültig mache

Thibaut Pandecten-System §. 146. B. d.

wie auch die Aufhebung eines Vergleichs wegen
ıormer Verletzung gesetzlich gar nicht statt findet.

Lauterbach colleg. pand. L. 18. t. 5. §. 45.

ad c. Auch durch das Kaiserliche Rescript vom
ten Juli 1747 ist die Nichtigkeit des Vergleichs von
22 nicht dargethan.

Es ist darin nemlich gesagt, dass ihre Kaiserliche
ajestät nicht einsehen könnten, wie jener Vergleich
t dem Testamente Simons des VI. und mit verschie-
nen pactis domus vereinbarlich sey, und dass daher
e Impetraten Detmold und Alverdissen, gegen welche
ickeburg ein Gesuch um Kassation eingereicht hatte,
ickeburg innerhalb zwei Monaten klaglos zu stellen,
er ihre Einwendungen vorzutragen hätten.

Dieses Rescript ist also ein mandatum cum clau-
la; das noch keineswegs die Kraft einer Entschei-
ıng hat. Hätte der Impetrant eine solche herbeifüh-
n wollen, so hätte er nach Umlauf der anberaumten
ist, da Detmold und Alverdissen keine Einwendun-
n vortrugen, wieder anrufen, und die Sache, bis
ı definitiver Ausspruch erfolgt wäre, betreiben sollen.
ztzteres geschah aber nicht.

Zwar hat Detmold auf den Grund des Erkennt-
sses vom 18ten September 1744, wodurch Alverdissen

1839 die Hälfte von der auf den Schaumburg-Lippeschen Stamm fallenden Hälfte des Brakeschen Nachlasses gegen Bückeburg zuerkannt wurde, und auf den Grund der unterm 26sten August 1747 neuerlich bestätigten Alverdissischen Cession gegen Bückeburg ein Immissionsgesuch eingereicht, worauf unterm 17ten Juni 1748 die Reichshofraths-Verfügung erfolgte:

„wird pars revisa (Alverdissen) sowohl als die „Gräflich Lippe-Detmoldische Vormundschaft mit „dem vorgeschützten jure cesso auf den super hoc puncto in separato obwaltenden Process, und die hierin unterm 17ten Juli a. p. ergangene Kaiserliche Verordnung hiemit verwiesen."

Allein auch hierin liegt keine definitive Entscheidung über die Vergleichsnichtigkeit, worüber am 17ten Juli 1747 ein mandatum cum clausula ergieng. Es ist im Gegentheil ausdrüchlich gesagt, dass hierüber noch ein Process obwalte, und wenn dabei auf die Kaiserliche Verordnung vom 17ten Juli 1747 verwiesen wird, so ist damit das mandatum cum clausula nur erneuert, aber keineswegs in ein definitives Erkenntniss verwandelt.

3) Eine dritte der vorliegenden Klage entgegengehaltene Einrede ist die der Verjährung.

Dieselbe ist ebenfalls ungegründet: denn erst im Jahr 1789 gelangte Detmold zum wirklichen Besitze der ihm in possessorio zuerkannten Hälfte von Schieder und Blomberg. Von hier an lief also die 30jährige Frist zur petitorischen Rückforderungsklage. Diese Frist war aber noch nicht abgelaufen, als Schaumburg-Lippe im Jahr 1818 seine Klage bei der Bundesversammlung anbrachte.

Der Anspruch Schaumburg-Lippe-Alverdissens auf die durch den Stadthager Vergleich an Bückeburg gekommenen Aemter Schieder und Blomberg entstand zwar schon 1777, als bei dem Aussterben Bückeburgs dessen Rechte auf das klägersche Haus übergiengen. Allein von 1777 bis 1789 war das Letztere im Besitze, es konnte daher für dasselbe die Klagverjährung noch nicht laufen, und sie begann erst im Jahr 1789, wo Detmold in Besitz kam und damit Schaumburg-Lippe Anlass zur petitorischen Klage erhielt. Abgesehen von allen andern klägerscher Seits der Verjährung entgegengehaltenen Gründen ist dieselbe hiernach noch nicht vollendet.

Uebrigens ist, wie unter 1 gezeigt wurde, die

Klage durch die erste (auf die Rückfallsklausel des Stadthager Vergleichs §. 6. gebaute) Einrede schon aufgehoben. 1839

ad B. *Revocatorienklage.*

Ausser der Klage, wodurch Schaumburg-Lippe als Erbe Bückeburgs auf den Grund des Stadthager Vergleichs von 1748 die zweite Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg (das jetzige Amt Schieder) herausfordert, erhebt dasselbe auch noch überhaupt als stammgutsberechtigt den nämlichen Anspruch auf den Grund eines hinsichtlich der Schaumburg-Lippischen Besitzungen bestehenden Spezialfideicommiss-Verbands.

Hatte nämlich Alverdissen am Brakeschen Nachlass $\frac{1}{4}$, oder von der auf den Schaumburg-Lippischen Stamm fallenden Hälfte die Hälfte, also von den Aemtern Schieder und Blomberg $\frac{1}{2}$ anzusprechen, diese Ansprüche aber durch den Vergleich von 1722 aufgegeben, und hat in Folge dessen die Speziallinie Bückeburg im Stadthager Vergleich von 1748 hinsichtlich dieser Alverdissischen Hälfte jener Aemter die Rückfallsklausel zugelassen, wornach die Erben der ausgestorbenen Bückeburgschen Linie als solche darauf keinen Anspruch haben, so kann immerhin jeder Stammberechtigte der Schaumburg-Lippischen Linie diese hiedurch vom Schaumburg-Lippischen Stammvermögen losgetrennten Güter wegen Unveräusserlichkeit derselben wieder zurückfordern. Hierzu wird aber erfordert, dass, wie der klagende Theil behauptet,

sämmtliche Schaumburg-Lippischen Besitzungen unter sich in einem Fideicommiss-Verbande stehen.

Dass sämmtliche Besitzungen des fürstlichen Hauses Lippe in einem gemeinschaftlichen fideicommissarischen Verbande stehen, behauptet Lippe-Detmold selbst.

Dasselbe widerspricht aber die Spezialfideicommiss-Eigenschaft der Schaumburg-Lippischen Besitzungen unter sich.

Die allgemeine Fideicommisseigenschaft der sämmtlichen Lippischen geht auch wirklich aus dem Testamente von 1597 in Verbindung mit dem brüderlichen Vergleiche von 1621 hervor, indem durch das Erstere eine von der gemeinen Erbordnung abweichende Vererbung mit Ausschluss der Töchter vorgeschrieben, durch das Letztere aber noch weiter bestimmt ist, dass nach

1839 dem väterlichen Testamente und den brüderlichen Vergleichen (von 1614—1616) künftig alle und jede

„dispositiones, donationes, alienationes und Vermachungen"

mit Ausnahme jener über die Baarschaft, und mit Ausnahme dessen, was

„aus gemeiner Bewilligung geschehen würde,"

nichtig seyn sollen, welche Bestimmung durch den §. 16. des Schwalenberger Vergleichs von 1667 erneuert wurde.

Dass hiernach Veräusserungen an Andere, als Familien-Mitglieder, unstatthaft seyen, unterliegt keinem Zweifel. Es soll kein Theil zum Nachtheil eines Andern, welcher eventuelle fideicommissarische Rechte hat, Verfügungen treffen, weil dadurch die Dispositionen des väterlichen Testaments und der brüderlichen Vergleiche vereitelt werden, wie dies bei Veräusserungen an Fremde jedesmal der Fall ist.

Ausserdem könnte auch die Veräusserung von Seiten einer Linie an eine Andere möglicherweise zum Nachtheil einer Dritten geschehen, d. h. die dritte Linie in ihrer fideicommissarischen Erbfolge beeinträchtigen, und in diesem Falle unterläge eine solche Veräusserung ebenfalls dem erwähnten Verbote, denn in diesem Falle wäre sie ebenfalls dem väterlichen Testamente und den brüderlichen Vergleichen entgegen.

Dies war namentlich der Fall, als die beiden Söhne Simons des VI. Otto und Herrmann, sich gegenseitig mit Ausschluss ihrer übrigen Brüder zu Erben einsetzen wollten, indem alsdann bei Herrmanns kinderlosem Absterben Otto das Antheilgut desselben allein erhalten hätte, statt dass es nach dem väterlichen Testamente zur Hälfte dem Simon VII. und zur andern Hälfte dem Otto und Philipp mit einander zufallen musste.

Dasselbe hätte sich auch ergeben, wenn Hermann sein Antheilgut dem Otto verkauft oder geschenkt hätte.

Eine andere Frage ist aber: ob eine Veräusserung auch da untersagt sey, wo dieselbe weder an Fremde, noch von Einer Linie an die Andere zum Nachtheil einer Dritten, sondern, wie es 1722 der Fall war, nur unter zwei noch allein existirenden Hauptlinien geschehe, wobei also eine Dritte, im Testamente von 1597 mit fideicommissarischen Rechten begabte, Hauptlinie nicht mehr beeinträchtigt werden kann?

Für die Verneinung dieser Frage spricht: dass im Testamente von 1597, auf welches sich die brüderlichen Vergleiche berufen, das fideicommissarische Recht, die Güter einer ausgestorbenen Linie nach dem aufgestellten Massstabe zu theilen, nur den einzelnen Stämmen ausdrücklich zugesichert ist, dass aber darin über die Erbfolge in einem und demselben Stamme eine gleiche Substitution der einzelnen Speziallinien unter sich nicht enthalten, also die Unveräusserlichkeit einer Besitzung im Verhältniss einer Speziallinie zur Andern nicht eben so, wie im Verhältniss einer Hauptlinie zur Andern ausgesprochen ist. 1839

Darnach könnte man annehmen, dass die Abtretung von Gütern der Schaumburg-Lippischen Linie an die Detmoldische Linie im Jahr 1722, wo keine weitere, mit fideicommissarischen Rechten begabte, Linie mehr vorhanden war, nicht untersagt sey.

Es ist jedoch nicht nöthig, hierauf weiter einzugehen, da (abgesehen von den nachfolgenden Einreden) jedenfalls die im Vergleich von 1722 aufgegebenen oder abgetretenen Ansprüche Alverdissens auf den Brakeschen Nachlass nicht als eine Alverdissische Besitzung zu betrachten sind, auf die sich der etwa bestandene Specialfideicommiss-Verband erstrecken könnte, und deren Veräusserung daher als Veräusserung eines Stammgutstheils anzusehen wäre.

Es ist nämlich zu erwägen, dass es sich im Vergleich von 1722 nur um die Entsagung auf eine bestrittene Erbschaft handelte, durch welche die fraglichen Güter erst in den Besitz von Schaumburg-Lippe hätten kommen sollen, — und dass, wenn ein Spezialfideicommissverband für jede einzelne Lippische Linie, oder ein solcher besonders für die Schaumburg-Lippische Linie errichtet worden wäre, dieser doch nur diejenigen Güter umfassen könnte, die bei Errichtung dieses Spezialfideikommissverbandes der Schaumburg-Lippischen Linie schon angehörten, oder dass, wenn auch künftig anfallende dem Verbande einverleibt werden sollten, die Specialfideikommisseigenschaft sie jedenfalls nur insofern ergreife, als sie der Linie unbestritten zufallen, und die diesfallsigen Ansprüche nicht (vor der Zuscheidung bestimmter Güter) etwa im Wege des Vergleichs aufgegeben werden.

1839 Arg. Feud. II. tit. 43.

Hiernach erscheint die vorliegende Revocatorienklage, ohne Rücksicht, ob sie von Schaumburg-Lippe in der Eigenschaft von Bückeburg oder in jener von Alverdissen angestellt sey, schon an und für sich als unbegründet.

Es stehen hier aber auch noch Einreden entgegen.

1) So weit nämlich Schaumburg-Lippe als fortlebende Speziallinie Alverdissen klagt, steht ihm entgegen, dass der Veräusserungsact des Grafen Philipp Ernst, nämlich der angefochtene Vergleich von 1722, von dem damaligen einzigen Sohne desselben, Friedrich Ernst, genehmiget wurde, die erst später gebornen Abkömmlinge dieses Friedrich Ernst denselben also, wie oben gezeigt wurde, nicht wieder anfechten können.

Es kann nämlich selbst bei anerkannten Fideicommissbesitzungen ein Theil derselben gültig veräussert, oder selbst der ganze Fideicommissverband wieder aufgehoben werden, wenn alle Betheiligten, die zur Zeit einer solchen Veräusserung oder Aufhebung des Fideicommissverbandes am Leben sind, dazu einwilligen.

Dies ist nicht nur gemeinen Rechtens,
(Runde, teutsches Privatrecht §. 697.
Moser, teutsches Staatsrecht, Th. XIII. S. 514—517).

sondern es sind im vorliegenden Falle von der erstmals im brüderlichen Vergleiche von 1621 festgesetzten Unveräusserlichkeit in eben diesem Vergleiche ausdrücklich diejenigen Veräusserungen und Verfügungen ausgenommen, welche

„aus gemeiner Bewilligung geschehen."

Hiernach können jene, welche zu einer Veräusserung einwilligten, und ihre erst später geborenen Abkömmlinge, die also zur Zeit der Veräusserung noch kein Anwartschaftsrecht erworben hatten, die Veräusserung in keinem Falle anfechten.

2) Insoweit nun aber Schaumburg-Lippe als Rechtsfolger Bückeburgs klagt, steht ihm auch hier die oben unter a. 1. erörterte Einrede entgegen, indem auch Bückeburg durch die im Stadthager Vergleiche angenommene Rückfallsklausel die eventuelle Veräusserung der reclamirten Hälfte von Schieder und Blom-

berg (dass nämlich dieselbe beim Aussterben Bückeburgs 1839
auf Detmold zurückgehe) bewilligt hat.

3) Auch stünde der von Schaumburg-Lippe als Rechtsfolger Bückeburgs erhobenen Klage die weitere Einrede entgegen, dass es, da es zugleich die fortlebende Speziallinie Alverdissen ist, aus den auf dasselbe übergegangenen Rechten Bückeburgs immerhin seine eigenen (Alverdissischen) Handlungen nicht anfechten dürfe, und zwar sowohl nach dem Rechtsgrundsatze:

„Cum jura duarum personarum in uno homine concurrunt, idem valet in uno, quod alias in duobus —,"

als auch, weil es für die Cession seiner Rechte (der Alverdisser Quart) im Vergleich von 1722 Gewähr schuldig wäre, nach dem Grundsatze

„quem de evictione tenet actio, eundem agentem repellit exceptio."

L. 1. D. de except. rei vend. et trad. 21. 3.

Bei diesen Umständen kommt es auf die von Lippe-Detmold weiter vorgeschützten Einreden nicht an. Sie sind folgende:

4) Die eine derselben besteht darin, dass, wenn aus den Lippischen Besitzungen von Schaumburg-Lippe ein Spezialfideicommiss dieser Linie gebildet worden wäre, dies als der allgemeinen fideicommissarischen Eigenschaft der Besitzungen des Hauses Lippe widersprechend nicht wirksam seyn könnte.

Wenn nun aber auch das im Original nicht mehr leserliche, aber in einer am 28sten December 1592 vom Bürgermeister und Rath der Stadt Lippe ausgefertigten Urkunde wörtlich aufgenommene, in mehreren späteren Urkunden citirte pactum unionis von 1368 eine Untheilbarkeit der Grafschaft Lippe festsetzt, und wenn hinsichtlich derselben das Erstgeburtsrecht als hergebracht vom Kaiser unterm 12ten Februar 1593 und neuerlich unterm 3ten September 1626 bestätigt wurde, so kann deswegen doch das von allen Söhnen freiwillig vollzogene Testament Simons des VI. von 1597, bei welchem sich auch das durch das pactum unionis privilegirte Land beruhigte, nicht unwirksam seyn.

Die allgemeine fideicommissarische Eigenschaft der Lippischen Besitzungen, so weit sie auch durch dieses Testament begründet ist, steht aber der erwähnten Spe-

1839 cialfideicommissqualität der Lippischen Besitzungen von Schaumburg-Lippe nicht im Wege, denn diese könnte neben jener bestehen, sofern sie nur nicht dahin ausgedehnt würde, dass dadurch beim Aussterben des Schaumburg-Lippischen Mannsstamms der Uebergang der Lippischen Besitzungen auf die übrigen Lippischen Stämme nach Massgabe des Testaments gehindert, oder überhaupt irgend eine Verfügung des Testaments dabei unausführbar würde. Eine solche Ausdehnung ist aber nirgends behauptet, noch wäre sie zur Begründung der vorliegenden Revokatorienklage nöthig.

5) Auch die weitere Einrede wäre ungegründet, wornach die Bestimmungen des väterlichen Testaments von 1597, wenn sie auch für die einzelnen Linien Spezialfideikommisse errichteten, auf die Besitzungen von Schaumburg-Lippe nicht anwendbar wären, weil Philipp, der Stifter der Schaumburg-Lippischen Linie, kraft des Testaments gar nichts erhalten habe, sondern seine Brüder ihm nur freiwillig einen Erbtheil zuschieden.

Vor dem Tode des Testirers, Simons des VI., starb der älteste Sohn desselben Bernhard, und es ward ihm dagegen nach Errichtung des Testaments noch ein Sohn, Philipp, der Stifter der Schaumburg-Lippischen Linie, geboren.

An die Stelle Bernhards tratt nun als Regierungsnachfolger Simon der VII., und jeder der übrigen Söhne rückte an die Stelle seines Vormanns, wornach der erst nach Errichtung des Testaments geborne Philipp dass für den Herrmann bestimmte Antheilgut erhielt.

Was nun Philipp durch diese mit allseitiger Zustimmung geschehene Art des Testaments-Vollzugs erhielt, hat er wohl unter den nämlichen Auflagen und Bestimmungen erhalten, unter welchen sein „Antheilgut" dem Herrmann vermacht war.

Die Bestimmungen des Testaments müssen auf dieses „Antheilgut" in gleicher Weise Anwendung finden, dasselbe mochte nach dem Testamente dem Herrmann oder an dessen Stelle nach einer brüderlichen Vereinbarung dem Philipp zugekommen seyn.

6) Eine weitere Einrede ist die der Verjährung.

Dass die Verjährung von 1777 an nicht eingetreten sey, ist schon oben unter a. 3. gezeigt worden; und es fragt sich hier nur, ob dieselbe nicht vor 1777, wo

der klägersche Theil in den Besitz des Streitgegenstan- 1839
des kam, schon vollendet gewesen sey?

In so fern man die Klage als von der Speziallinie Bückeburg erhoben betrachtet, ist diese Frage ohne Zweifel zu verneinen, da Bückeburg durch die Klage vom 11ten July 1747, wodurch es die Alverdisser Cession von 1722 als unwirksam anfocht, den Lauf der Verjährung unterbrach, von welcher gerichtlichen Unterbrechung an wieder eine neue Verjährungszeit, und zwar eine solche von 40 Jahren lief, welche somit im Jahr 1777, wo der Streit von neuem begann, noch nicht vollendet war.

Wening-Ingenheim, Lehrbuch des gemeinen Civilrechts, Buch I. §. 45. Nr. 3.

Handelt es sich aber um eine Revocatorienklage von Schaumburg-Lippe, soweit es als die frühere Speziallinie Alverdissen fortlebt, so ist die Verjährung vollendet.

Hätte der einzige Sohn des am 27sten November 1723 verstorbenen Philipp Ernst, welcher den Vergleich von 1722 abschloss, Friedrich Ernst, diesem Vergleiche nicht zugestimmt, so hätte er nach des Vaters Tod, da die Alverdissischen Besitzungen auf ihn übergingen, die durch den Vergleich aufgegebene Alverdisser Quart des Brakeschen Nachlasses reklamiren, oder überhaupt den Vergleich oder seine Wirkungen anfechten können.

That es dies 30 Jahre lang nicht, so war das Klagrecht für ihn und eben damit auch für seine erst nach dem Vergleich von 1722 gebornen Mannserben verjährt, denn auch die Revokatorienklage muss, da hinsichtlich ihrer die Gesetze keine Ausnahme festsetzen, mit Ablauf von 30 Jahren erlöschen, und diese Verjährungsfrist kann nicht jedem Nachfolger wieder von neuem beginnen, es sey denn, dass ein solcher schon vor der Veräusserung am Leben war, also ein fideicommissarisches Recht bereits erworben hatte, oder dass er einer andern Linie angehört, welche erst später nach dem Aussterben derjenigen, von welcher die Veräusserung ausging, zur Nachfolge berufen wird, bei welcher also auch das Klagrecht erst später entsteht.

Friedrich Ernst, der einzige zur Zeit des Vergleichsabschlusses im Jahr 1722 vorhanden gewesene Sprössling der Alverdisser Speziallinie, hat nun aber inner-

1839 halb 30 Jahren vom 27sten November 1723 an, wo die Alverdisser Besitzungen auf ihn übergingen, die erwähnte Revokatorienklage nicht erhoben, denn seine Klage vom 28sten Mai 1753 ist noch auf Erfüllung des Vergleichs von 1722 gerichtet, und darin nur eventuell noch mit einer Klage auf Nichtigkeit gedroht, diese aber nicht wirklich angestellt worden.

Der Alverdissischen Speziallinie kann hiernach allerdings die Verjährung ihrer Revokatorienklage entgegengehalten werden.

Insoweit aber die Klage als von der Speziallinie Bückeburg erhoben begründet erachtet würde, wäre diese Einrede ohne Erfolg, da die Verjährung, wie gezeigt, Bückeburg nicht entgegengehalten werden könnte.

Ist hiernach die Klage auf Herausgabe des jetzigen Amtes Schieder als der Hälfte der ehemaligen Aemter Schieder und Blomberg theils wegen Grundlosigkeit an sich, theils wegen entgegenstehender Einreden verwerflich, so fällt eben damit auch die Forderung der Nutzungen, und es fällt die Frage hinweg, mit welchen Rechten Schieder an Schaumburg-Lippe zurückfallen, und welche Rechte Detmold daran behalten soll.

Es fallen damit aber auch das IIte und IIIte Klagbegehren, wornach Detmold an Schaumburg-Lippe auch dasjenige herauszahlen soll, was Alverdissen ausser der mit dem 1sten Klagbegehren reclamirten Hälfte von Schieder und Blomberg noch weiter vom Brakeschen Nachlass anzusprechen, durch den angeblich nichtigen Vergleich von 1722 aber aufgegeben hatte, sowie dasjenige, was Bückeburg dem Fürstlichen Hause Lippe-Detmold im Stadthager Vergleich in Berücksichtigung der angeblich nichtigen Alverdisser Cession erlassen haben soll.

Abgesehen davon, dass, wie oben unter A. 1. ad b. gezeigt wurde, nicht nachgewiesen ist, dass Bückeburg im Stadthager Vergleiche dem Hause Detmold in Berücksichtigung der Alverdisser Cession Nachlässe bewilligte, fehlt es nach der obigen Erörterung (A. 2. a—c.) jedenfalls an der die Grundlage des IIten und IIIten Klagbegehrens bildenden Nichtigkeit des Vergleichs von 1722, und wenn Schaumburg-Lippe die Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg nicht fordern kann, so kann es eben so wenig das

Weitere, was noch zur Alverdisser Quart gehören möchte, 1839
noch auch dasjenige fordern, was ihm Bückeburg im Stadthager Vergleich von 1748 noch neben dem bedungenen Rückfalle der Hälfte von Schieder und Blomberg eingeräumt hat.

Das

vierte Klagbegehren.

geht auf Zurückgabe des von Bückeburg im Stadthager Vergleich an Detmold abgetretenen Amts Lipperode sammt Nutzungen.

Lipperode ist kein Bestandtheil des Brakeschen Nachlasses; es wurde dem jüngsten Sohne Simons des VI., nämlich dem Grafen Philipp, welcher die Schaumburg Lippische Linie stiftete, sogleich bei der Theilung des Nachlasses Simons des VI. zugeschieden.

Von Philipp kam Lipperode auf seinen älteren Sohn, Friedrich Christian, welcher die Bückeburgsche Speziallinie gründete, und von diesem auf Albrecht Wolfgang, welcher im Jahr 1748 mit Detmold den Stadthager Vergleich schloss, und in diesem Vergleich §. 7. das Amt Lipperode an Detmold abtrat, weil Detmold sich verbindlich gemacht hatte, die im Vergleich von 1722 an Alverdissen zu zahlen übernommene Rente von 1250 Reichsthalern auch künftig fortzuentrichten, obschon es im nemlichen Stadthager Vergleich von 1722 die den Hauptstock der Alverdisser Quart bildende Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg mit alleinigem Rückfallsvorbehalt für den Fall des dereinstigen Aussterbens der Speziallinie Bückeburg an Bückeburg abgetreten und damit die Vortheile des Vergleichs von 1722 grösstentheils wieder verloren hatte. Nur für den Fall, dass die Alverdisser Speziallinie aussterbe, behielt sich Bückeburg vor, alsdann gegen Zurücklassung der Rente von 1250 Reichsthalern das Amt Lipperode zurückzuziehen.

Nun ist aber nicht die Alverdisser, sondern die Bückeburger Speziallinie ausgestorben, und da hierdurch Alverdissen zur Nachfolge in die Bückeburgschen Besitzungen gelangte, so reclamirt es jetzt ex pacto et providentia majorum das Amt Lipperode.

Es fragt sich also hier wieder, wie oben bei der hinsichtlich der Hälfte von Schieder und Blomberg erhobenen Revokatorienklage, ob die Lippischen Besitzun-

1839 gen des fürstlichen Hauses Schaumburg in einem Spezialfideikommissverbande stehen?

Abgesehen aber von den oben bei dem Iten Klagbegehren unter B. für die Verneinung dieser Frage angeführten Gründen, — abgesehen namentlich davon, dass die Veräusserung eines Guts von einer Linie an die Andere nicht unbedingt, sondern nur insofern untersagt wurde, als sie die im Testamente von 1597 begründeten fideicommissarischen Rechte [einer dritten Hauptlinie verletzen könnte, dass aber ein solcher Fall hier, wo nur noch die beiden contrahirenden Linien Detmold und Schaumburg-Lippe vorhanden waren, nicht vorliege, — steht der klägerschen Vindication des im Jahr 1748 von Bückeburg an Detmold abgetretenen Amts Lipperode jedenfalls

1) die Einrede entgegen, dass Schaumburg-Lippe den Stadthager Vergleich nicht gleichzeitig in einem Puncte für sich geltend machen, in einem andern aber als ungültig oder unwirksam anfechten kann.

Auf den Grund des Stadthager Vergleichs von 1748 fordert Lippe-Schaumburg als Rechtsfolger Bückeburgs die Hälfte der Aemter Schieder und Blomberg; nun will dasselbe als Alverdissen zu gleicher Zeit die im nämlichen Stadthager Vergleich enthaltene Abtretung Lipperodes als nichtig darstellen.

Jener Vergleich von 1748 kann aber nicht zu gleicher Zeit gültig und nichtig seyn, und eben so kann Schaumburg-Lippe nicht seine doppelte Persönlichkeit (als Rechtsfolger Alverdissen und als Rechtsfolger Bückeburgs) benützen, um in der einen Eigenschaft das anzufechten, was es in der Andern selbst gethan hat.

Wenn nun Schaumburg-Lippe als Bückeburg dem Hause Detmold im Vergleich von 1748 das Amt Lipperode abgetreten hat, so ist es dafür, wenn Lipperode dem Hause Detmold von einem Dritten entwährt wird, Eviction schuldig, daher darf es jetzt, wenn ihm in einer andern Eigenschaft (als Alverdissen) die Entwährung von selbst zustünde, dieselbe nach

L. 1. D. de except. rei vend.

gleichwohl nicht geltend machen.

Thibaut, Pandectensystem §. 187.

Darnach kommt es auf die weitern Einreden des beklagten fürstlichen Hauses Lippe-Detmold nicht an.

Es sind folgende: 1839

2) die Einrede der rechtskräftig entschiedenen Sache, da Schaumburg-Lippe durch Reichshofraths-Erkenntniss vom 27sten April 1778 mit seiner Klage auf Herausgabe des Amtes Lipperode bereits abgewiesen worden sey.

Detmold hat aber nicht (wie ihm nach §. 71b der Obergerichts-Ordnung, ohne ein Beweiserkenntniss abzuwarten, obgelegen hätte) nachgewiesen, dass es sich damals um eine petitorische Klage handelte, und das Erkenntniss von 1778 eine endliche Entscheidung über die Ansprüche selbst sey.

Aus dem Eingange des vorgelegten Erkenntnisses vom 27sten April 1778 ist vielmehr ersichtlich, dass Schaumburg-Lippe damals nur um ein mandatum sine clausula, wodurch Detmold aus dem Besitze von Lipperode gesetzt werden sollte, nachgesucht hatte, und dass darauf ohne alles contradictorische Verfahren nur ein decretum rejectorium dahin erfolgte:

„hat das Gesuch nicht statt."

Darnach blieb der ordentliche Prozess jedenfalls noch vorbehalten, und die Einrede der rechtskräftig entschiedenen Sache kann der vorliegenden Klage nicht entgegengehalten werden.

Eben so wenig ist

3) die Einrede der Verjährung begründet.

Im Jahre 1777 den 10ten September, als die Bückeburg'sche Speziallinie ausstarb und Alverdissen zum Besitze des Bückeburgschen Antheils kam, war für Alverdissen auch actio nata vorhanden, um das dem Stamme entkommene Amt Lipperode zurückzufodern.

Am 10ten September 1807 wäre nun diese Revokatorienklage verjährt gewesen.

Da aber im Jahr 1778 ein Mandatsgesuch übergeben wurde und ein gerichtliches decretum rejectorium erfolgte, so liegt hierin eine Unterbrechung, von welcher an die Verjährungsfrist mit 40 Jahren von neuem zu laufen begann. Nach dieser Berechnung wäre dieselbe am 27sten April 1818 abgelaufen, also auch hier noch früher, als Schaumburg-Lippe unterm 8ten Juni 1818 seine Beschwerdeschrift bei der Bundesversammlung übergab.

Demohngeachtet kann man die Verjährung nicht

1839 als vollendet annehmen, weil es von 1806, wo das teutsche Reich seine Verfassung verlor, bis zur Errichtung der teutschen Bundesacte, — welche wieder ein Bundes-Austrägalverfahren statuirte, kein Gericht mehr gab, bei welchem Schaumburg-Lippe seine Klage hätte anbringen können.

Handelte es sich nicht zugleich um die Landeshoheit, jetzt Souverainetät, sondern nur um das Domanial- oder Privat-Eigenthum des Amtes Lipperode, so hätte Schaumburg-Lippe seine Klage auch in den Jahren 1806—1815 bei den Detmoldischen Landesgerichten anbringen können.

Damit hätte es aber die Detmoldsche Souverainetät anerkannt, und da es diese selbst bestreitet, so war für seine Klage in jener Periode kein Gericht vorhanden, daher ist die Verjährung jene Zeit über stillgestanden und zwar zur Zeit der bei der Bundesversammlung erhobenen Klage noch nicht vollendet.

Thibaut a. a. O. §. 1024.

Endlich wäre

4) auch die aus der Alverdisser Annahme der Rente von 1250 Reichsthalern abgeleitete Einrede zur Entkräftung der Revokatorienklage, so weit solche an sich gegründet wäre, nicht geeignet.

Die Annahme und der langjährige Bezug dieser Rente von Seiten Alverdissens soll eine factische Genehmigung sowohl des Vergleichs von 1722, als auch des Stadthager Vergleichs von 1748 enthalten.

Allein das Erstere ist unerheblich und das Letztere unrichtig.

Nicht im Vergleich von 1722, sondern erst in jenem von 1748 wurde Lipperode an Detmold abgetreten, die Genehmigung des Vergleichs von 1722 ist daher hier ohne Einfluss und eine Genehmigung des Vergleichs von 1748 liegt in der Alverdisser Annahme der Rente von 1250 Reichsthalern deswegen nicht, weil Alverdissen diese Rente längst schon nach dem Vergleich von 1722 anzusprechen hatte, also beim Fortbezug derselben nach dem Jahr 1748 nur sein altes (1722er) Recht geltend machte, und denselben nicht auf den Vergleich von 1748 zu bauen nöthig hatte.

Indessen bedarf es dieser Einreden (2—4) nicht, da die Klage auf Zurückgabe des Amtes Lipperode, wie oben gezeigt wurde, abgesehen von ihrer Begrün-

dung oder Grundlosigkeit an und für sich, jedenfalls 1839
durch die unter Nr. 1. erörterte Einrede entkräftet ist.

Es ist nun noch die allen 4 Klagbegehren entgegengestellte

zu B. gemeinschaftliche Einrede

zu prüfen.

Lippe-Detmold leitet dieselbe aus dem Art. 34. der Rheinbunds-Acte vom 12ten Juli 1806 ab, welcher Acte auch die beiden streitenden Theile mit ihrem Beitritt zum Rheinbunde unterm 18ten April 1807 die Zustimmung ertheilt haben.

Der gedachte Art. 34. sagt:

„Les rois, grand-ducs, ducs et princes confédérés renoncent, chacun d'eux pour soi, ses héritiers et successeurs, à tout droit actuel, qu'il pourrait avoir ou prétendre sur les possessions des autres membres de la confédération telles qu'elles sont et telles qu'elles doivent être en conséquence du présent traité; les droits eventuels de succession demeurant seuls reservés, et pour le cas seulement où viendrait à s'éteindre la maison ou la branche qui possède maintenant, ou doit, en vertu du présent traité, posséder en souveraineté les territoires, domaines et biens sur lesquels les susdits droits peuvent s'étendre."

Detmold erklärt nun, dass die Aemter Schieder und Lipperode im Jahr 1807, als beide Parteien dem Rheinbunde beitraten, zu den Staatsbesitzungen von Detmold gehörten, Schaumburg-Lippe durch seinen Beitritt zur Rheinbundsacte auf alle Rechte verzichtet habe, die es damals auf die Aemter Schieder und Lipperode etwa noch hätte haben mögen.

Damit wäre das I. und IVte Klagbegehren, und mit dem Iten folgeweise auch das IIte und IIIte jedenfalls entkräftet.

Schaumburg-Lippe hält dafür, das die Rheinbunds-Acte mit Auflösung des Rheinbunds ihre Wirksamkeit verlor, also auch der Art. 34. nicht mehr wirke.

Diess ist nun aber weder durch einen spätern Friedens- oder Staats-Vertrag, noch durch einen Beschluss des teutschen Bundes ausgesprochen, daher ohne rechtliche Basis.

1839 Der Rheinische Bund ist allerdings aufgehoben, und damit wohl der grösste Theil der Bestimmung der Rheinbunds-Acte von selbst zerfallen. Daraus folgt aber noch keineswegs, dass auch alle übrigen Verpflichtungen, welche die contrahirenden Fürsten in jener Acte gegen einander übernommen haben, aufhören. Am allerwenigsten konnten ohne eine ausdrückliche Bestimmung Rechte wieder aufwachen, welche durch Verzicht (im Art. 34.) bereits erloschen waren.

Klüber's Abhandlungen und Beobachtungen für Geschichtskunde, Staats- und Rechtswissenschaft p. 44. 89. und 51.

Eben so grundlos ist der weitere Einwand, dass der Art. 34. auf Glieder des nämlichen Stammhauses unter sich nicht anwendbar sey. Er enthält in dieser Beziehung keine Beschränkung und aus der Stelle, welche von den droits éventuels de succession spricht, geht im Gegentheil hervor, dass man dabei gerade hauptsächlich die Rechte unter sich verwandter Häuser oder Linien im Auge hatte.

Im Uebrigen fragt es sich nun,

1) welches der Gegenstand der Rechte sey, von welchen der Art. 34. handle,

2) und unter welcher Voraussetzung auf dieselben verzichtet sey? —

ad. 1. Der Art. 34. bezeichnet die fraglichen Rechte nicht alle einzeln.

Er spricht nur von dem Rechte (droit), welches ein Bundesfürst auf die Besitzungen eines Andern haben könnte.

Will man nun wissen, was unter diesen Besitzungen verstanden, beziehungsweise welcher Gegenstand, auf den sich das aufgegebene Recht bezieht, gemeint sey, so wird man überhaupt darauf zu sehen haben, von welchen Rechten die Rheinbunds-Acte im Allgemeinen handle, was die possessions der Bundesfürsten seyen, insoweit sie Gegenstand des Bundes-Vertrags sind.

Die Acte enthält Bestimmungen über Länder-Abtretungen, Unterwerfung und Länderzutheilung von frühern Reichsständen an Andere, welche Mitglieder des Bundes wurden, sodann die Bestimmung (Art. 4.), dass die Bundesglieder satt der früheren teutschrechtlichen Landeshoheit die volle Souverainetät haben sollen,

sowie was Gegenstand der Souverainetät (Art. 26.) sey, 1839
und was den Mediatisirten bleiben soll (Art. 27).

Die letztern beiden Bestimmungen (Art. 26 und 27) bezeichnen eigentlich die Rechte, um welche es sich in Bezug auf Länderbesitz handelt, und welche der Gegenstand des Friedensschlusses und der Bundesacte waren.

Es gehören hierher

„nach Art. 26. le droit de souveraineté, — und nach Art. 27. les domaines, und les droits seigneuriaux et féodaux non essentiellement inhérens à la souveraineté."

Die Letztern, die im Art. 27. näher spezificirt sind, wurden da, wo frühere Reichsstände Anderen unterworfen wurden, den Unterworfenen vorbehalten.

Wo dagegen ein Mitglied des Bundes einem Andern Güter abtrat, wurde ein gleicher Vorbehalt nicht gemacht, sondern es ging auf den neuen Besitzer ausser der Souverainetät auch das Domanial-Eigenthum mit allen niedern Herrlichkeiten über. Beides ward als der Inbegriff des ganzen Rechts eines Länderbesitzes betrachtet, und nur bei den Mediatisirten wurde aus Rücksichten für diese das Domanial-Eigenthum mit den niedern Herrlichkeiten von der Souverainetät des neuen Besitzers getrennt, während keine gleiche Gründe vorlagen, auch da, wo bei vertragsmässiger Länderabtretung zwei souveraine Bundesglieder einander gegenüber standen, eine solche Abtheilung zu machen und den einen Souverain in dem unter die Souverainetät eines Andern gekommenen Gebiete noch Domainen besitzen und niedere Herrlichkeiten ausüben zu lassen.

In gleichem Sinne ist also auch im Art. 34., wo zwei Souveraine einander gegenüberstehen, unter den possessions eines Bundesglieds nicht nur der Besitz der Hoheit, sondern zugleich auch der Domanialbesitz verstanden, so weit der Letztere dem Souverain nur als solchem und nicht vermöge eines besondern, vom Staatsbesitz unabhängigen, Titels zukommt.

Eben darum sind unter der letztern Voraussetzung im Art. 34. unter den Rechten, auf welche verzichtet wird, alle Rechte eines Souverains auf den Staatsbesitz eines Andern, einschliesslich dessen Domanialbesitzes verstanden.

In gleicher Weise muss aber, insoweit es sich um den Verzicht des Art. 34. handelt, auch der ver-

1839 zichtende Souverain in seiner Staatseigenschaft erscheinen, und wenn derselbe unabhängig von seiner Staatseigenschaft nach Privatrecht Rechte auf die Domainen eines andern Souverains hätte, so wären diese Rechte unter dem Verzicht des Art. 34. nicht begriffen.

Handelt es sich aber um wirkliche Staatsberechtigungen, d. h. um Rechte eines Souverains als solchen auf den Staatsbesitz eines Andern, so kommt es nicht darauf an, ob sich dieselben auf den Inbegriff der gesammten Staatsgewalt samt Domainen, oder nur auf einzelne hoheitliche Befugnisse beziehen.

In beiden Fällen ohne Unterschied ist das gesammte Recht auf den fremden Staatsbesitz der Gegenstand des Verzichts, von welchem der Art. 34. handelt, und in Anwendung auf die vorliegende Streitsache wäre, insofern Schaumburg-Lippe die beiden Aemter Schieder und Lipperode mit den erbherrlichen (nach seiner Behauptung jetzt die Souverainetät begründenden) Hoheitsrechten herausfordert, der ganze, auf Detmolds hoheitlichen und Domanialbesitz der beiden Aemter gerichtete Anspruch der Gegenstand des Verzichts, vorausgesetzt, dass hier ad 2. überhaupt der Fall vorhanden ist, für welchen im Art. 34. der Verzicht ausgesprochen ist.

Der Art. 34. stellt das „droit actuel" den droits eventuels de succession"

entgegen. Auf das Erstere wird verzichtet, auf die Letztere aber nicht.

Ein droit actuel ist nach dieser Gegenüberstellung ein solches, welches der Verzichtende schon wirklich hat, und das ihm nicht erst durch Erbschaft künftig anfällt.

Damit aber ein solches droit actuel als durch Verzicht aufgegeben gelte, musste es zur Zeit der Errichtung oder des Beitritts zur Rheinbundsacte in dem Besitze eines andern Bundesglieds gewesen seyn; das Recht müsste gerichtet seyn sur les possessions d'un autre membre de la confédération.

So wie sie im Jahr 1806 waren, traten die Mitglieder in den Bund, d. h. jeder mit den Ländern, hinsichtlich deren er damals im Besitze der Landeshoheit war, oder die er damals als Staatsgebiet inne hatte. Hierauf bezieht sich der Ausdruck: „posses-

sion, telles qu'elles sont," — wornach der damalige Staatsbesitz, soweit er nicht durch den Bundesvertrag selbst abgeändert wurde, massgebend erklärt war. 1839

Eine Untersuchung, ob ein Contrahent die Hoheit über einen Gebietstheil mit Recht besitze, oder ob sie ihm etwa von einem Andern abgestritten werden könne, war auf der Stelle nicht möglich, man nahm daher jeden nach seinem Besitzstande auf, und damit der öffentliche Friede nicht gefährdet werde, wenn unter souverainen Fürsten die Souverainetät über einzelne Gebietstheile selbst wieder in Streit gezogen würde, so erklärten sie sich gegenseitig auf die Ansprüche, welche Einer auf die Besitzungen des Andern etwa machen könnte, verzichten zu wollen.

Ein Beweis, dass dies der Sinn des Art. 34. sey, liegt auch noch im Nachsatze, wornach selbst die Erbrechte, welche ein Souverain in Bezug auf die Besitzungen des Andern ansprechen möchte, nur in dem Fall noch sollten geltend gemacht werden können, wenn

„das Haus oder die Linie, welche gegenwärtig besitzt etc. etc.,"

ausstirbt, womit ausdrücklich erklärt ist, dass Erbschaften von Ländern mit Landeshoheit, welche, wie im vorliegenden Falle zur Zeit der Rheinbundsacte bereits eröffnet waren, gegen das im Besitz befindliche Haus nicht mehr sollten geltend gemacht werden können.

Darnach wäre die von Detmold auf den Art. 34. der Rheinbundsacte gestützte Einrede des Verzichts gegen die Schaumburg-Lippischen Ansprüche auf die Aemter Schieder und Lipperode jedenfalls gegründet, ausgenommen, insofern man, den Souverainetäts-Streit zu Gunsten Detmolds dahin entscheidend, dass Detmold auch über alle, den Nachgebornen als Erbherrn zugetheilten, Aemter die Souverainetät habe, darnach die Klage Schaumburg-Lippes blos in Bezug auf die, unabhängig vom Staatsbesitz kraft Privaterbrechts angesprochenen, Patrimonialgüter von Schieder und Lipperode gerichtet, betrachtete.

Was schlüsslich die von Detmold aufgestellten eventuellen Gegenforderungen betrifft, so findet ein Erkenntniss darüber nicht statt, da Detmold sie, wie es selbst sagt, ohne ein diesfallsiges Petitum zuzustellen, nur vorläu-

1839 fig angedeutet, nicht aber in einer förmlichen Wiederklage wirklich geltend gemacht hat.

Von den Prozesskosten wurden dem beklagten Theil, weil er mit der Incompetenzeinrede unterlag, $\frac{1}{4}$tel und dem in der Hauptsache unterliegenden klagenden Theil $\frac{3}{4}$tel zugewiesen.

(L. S.) Die Aechtheit der Abschrift der Entscheidungsgründe beurkundet

Mannheim den 25sten Januar 1839.

Grossh. Oberhofgerichts - Secretariat.

coll. Hübsch.

II.

Urtheil.

In Sachen

des fürstlichen Hauses Lippe-Detmold, Widerklägers,

gegen

das fürstliche Haus Schaumburg-Lippe, Widerbeklagtes.

Die Souverainetät über das Amt Blomberg und Ersatzforderung betreffend.

wird — nachdem diese Sache auf vorgängige Vereinbarung der Häuser streitenden fürstlichen von hoher deutscher Bundesversammlung durch Beschluss vom 5ten August 1830 an das Grossherzoglich badische Oberhofgericht als Austrägalgericht zur rechtlichen Entscheidung verwiesen worden — nunmehr von diesem nach gesetzmässig gepflogener Verhandlung im Namen der hohen Bundesversammlung zu Recht erkannt:

1) es sey dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold die Souverainetät über das erbherrliche Amt Blomberg mit allen nach dem Staatsrecht des deutschen Bundes aus der Souverainetät hervorgehenden Rechten zuzuerkennen, und

2) das fürstliche Haus Schaumburg-Lippe schuldig zu erklären, dem fürstlichen Hause Lippe-Detmold die landesherrliche Hälfte der seit den 5ten Oktober 1831 aus dem Amte Blomberg erhobenen Judenschutzgelder, sowie

3) die seit dem 5ten Oktober 1831 im Amte Blomberg erhobene ordinäre Steuer und seit jenem Tage etwa erhobene indirekte Steuer, nach Abzug dessen, was

Schaumburg-Lippe davon an die Detmoldsche Landeskasse ablieferte, oder für, sonst dieser Landeskasse obgelegene, Steuerausgaben verwendete — herauszubezahlen, wogegen 1839

4) das fürstliche Haus Lippe-Detmold mit seiner Ersatzforderung für die vor dem 5ten Oktober 1831 erhobenen Judenschutzgelder, ordinären und indirecten Steuern abgewiesen werde.

5) Von den Kosten des gerichtlichen Verfahrens habe das fürstliche Haus Schaumburg-Lippe drey Viertheil und das fürstliche Haus Lippe-Detmold ein Viertheil zu tragen.

V. R. W.

Dessen zur Urkunde ist dieses Urtheil nach Verordnung des Grossherzoglich badischen Oberhofgerichts ausgefertigt, und mit dem grössern Gerichts-Insiegel versehen worden.

So geschehen Mannheim den 22sten December 1838.

Grossherzoglich Badisches Oberhofgericht.

Freiherr von Stengel. Minet.

(L. S.)

vdt Hübsch.

Entscheidungsgründe.

In Sachen

des Fürstlichen Hauses Lippe-Detmold, Widerklägers

gegen

das Fürstliche Haus Schaumburg-Lippe, Widerbeklagtes,

die Souverainetät über das Amt Blomberg betreffend.

Das Amt Blomberg ist eines jener Aemter, welche beim Vollzug des Testaments Simon des VI. von 1597 dem nachgebornen Sohne Otto, dem Stifter der Brakeschen Linie, zugeschieden wurden.

Nach dem Aussterben der Brakeschen Linie wurde dieses Amt durch den im Jahr 1748 zwischen der Primogeniturlinie Lippe-Detmold und der Schaumburg-Lippischen Speziallinie Bückeburg abgeschlossenen Stadthager-Vergleich nebst dem Amt Schieder der letztgenannten Speziallinie Bückeburg zugetheilt, und als diese Speziallinie im Jahr 1777 ausstarb, erhielt bei der possessorischen Auseinandersetzung von 1789 die noch

1839 übrige andere Schaumburg-Lippische Speziallinie Alverdissen das Amt Blomberg, wogegen das Amt Schieder der Primogeniturlinie Detmold zugeschrieben wurde.

Diese letztere Primogeniturlinie nimmt nun aber auch über das dem fürstlichen Hause Schaumburg-Lippe-Alverdissen im Jahr 1789 zugeschiedene Amt Blomberg die Souverainetät in Anspruch, und fordert zugleich Ersatz alles durch diesfallsige Beeinträchtigung von Seiten Schaumburgs-Lippes veranlassten Schadens.

Nach dem Klagpetitum soll nemlich erkannt werden:

I. dass Lippe-Detmold die Souverainetät über das Amt Blomberg zustehe, mithin: Schaumburg-Lippe schuldig sey, sich aller Eingriffe in dieselbe fortan zu enthalten, Detmold bei Ausübung der Souverainetät über jenes Amt keinerlei Hindernisse in den Weg zu legen, und

II. allen, durch Beeinträchtigung derselben veranlassten Schaden zu ersetzen, demnach: insbesondere die unbefugter Weise erhobenen Steuern zu vergüten, und zwar, was die Grundsteuer oder Contribution anbetrifft, vom Jahr 1737, jedenfalls aber von 1807 angerechnet, ausserdem den durch Vorlegung der betreffenden Rechnungen, Hebe- und Controll-Register zu beglaubigenden Ertrag der seit 1807 noch sonst im Amt Blomberg erhobenen Steuern, so wie endlich auch den vorenthaltenen halben Betrag des von den Juden im Amte Blomberg erhobenen Schutzgeldes, alles mit Zinsen des Verzugs herauszugeben.

Das Amt Blomberg wurde im Stadthager Vergleich von 1748 vom Brakeschen Nachlass nebst dem Amte Schieder der Speziallinie Bückeburg zugeschieden. Nach dem Aussterben dieser Linie fiel es bei der possessorischen Auseinandersetzung vom Jahr 1789 an Schaumburg-Lippe-Alverdissen, sowie das Amt Schieder an Lippe-Detmold.

Obschon hiernach Blomberg seither im Besitze von Schaumburg-Lippe ist, so bezieht sich dies vorläufig unbestritten nur auf die Domanial- und Patrimonial-Rechte, wogegen die Souverainetät von jeher von Detmold angesprochen wird.

In Bezug auf diese Souverainetät wurde am 5ten Juli 1812 zwischen den Parteien ein Intermistikum verabredet, wornach das Recht der Gesetzgebung einweilen ruhen soll, von den übrigen Hoheitsrechten aber

einzelne von Schaumburg, andere von Detmold ausgeübt 1839
werden sollen.

Ehe nun die Detmoldischen Souverainetäts-Ansprüche geprüft werden, ist vorerst noch über den

Competenzpunct.

zu sprechen.

In einer von Schaumburg-Lippe am 8ten Juni 1818 der Bundesversammlung übergebenen Beschwerdeschrift wurde die Entscheidung der Brakeschen-Erbschaftsstreitigkeit durch eine Austrägalinstanz in Antrag gebracht, worauf eine Vermittlungs-Commission niedergesetzt wurde.

Am 8ten September 1819 übergab Detmold dieser Commission eine summarische Beantwortung jener Beschwerdeschrift, und brachte darin den Souverainetätsstreit in Anregung mit dem Bemerken, dass derselbe für die Bundescompetenz in der Erbschaftssache präjudiciell sey.

Im Jahr 1827 den 3ten April übergab Schaumburg-Lippe der Vermittlungs-Commission, deren neue Bestellung es in der Bundestagssitzung vom 8ten März 1827 veranlasst hatte, eine Beleuchtung der Detmoldischen summarischen Beantwortung nebst Vergleichsvorschlägen, worauf die Commission zwischen beiden Theilen Vergleichsverhandlungen einleitete, die sich sowohl über den Brakeschen Erbschaftsstreit, als über den Souverainetätsstreit erstreckten.

Da kein Vergleich zu Stande kam, so beschloss die Bundesversammlung am 27sten Mai 1829 die Ernennung einer Austrägalinstanz.

Im Verlaufe der Verhandlungen übergab Schaumburg-Lippe der Bundesversammlung ferner eine Beschwerde gegen Detmold, weil dasselbe in der Stadtfeldmark Blomberg durch eigenmächtige Aufrichtung von Strafpfählen, Warnungstafeln und eines Chaussée-Geldtarifs sich Hoheitsrechte angemasst, auch wegen einer Jurisdictionsstreitigkeit, in Betreff der Stellung eines Detmoldischen Unterthans vor dem Amte Blomberg und der Pfändung desselben, den Weihnachtstermin 1828 von den aus alten erbschaftlichen Auseinandersetzungen an Schaumburg-Lippe schuldigen Competenz-Geldern innebehalten habe.

Die Bundesversammlung stellte diese Beschwerde der Lippe-Detmoldischen Regierung zur Erklärung zu.

1839 Durch die rheinische Bundesacte ist die ehemalige Landeshoheit in die Souverainetät umgewandelt worden.

Wenn dort von den Besitzungen die Rede ist, mit welchen die contrahirenden Fürsten dem Bunde beitraten, so sind darunter nur diejenigen verstanden, hinsichtlich welcher sie damals Landesherrn (Reichsstände) waren.

Wenn daher ein Landesherr zugleich in dem Gebiete eines andern Landesherrn und unter dessen Landeshoheit Patrimonialrechte besessen und ausgeübt hätte, so wäre nicht der Erstere sondern der Letztere in diesem Gebiete der Souverain geworden.

Detmold behauptet nun, dass dies im Amte Blomberg, so wie in allen an nachgeborne Lippische Söhne gekommenen Gebietstheilen, der Fall gewesen sey.

Die Landeshoheit sey in allen diesen Gebietstheilen nach Erstgeburtsrecht dem Hause Lippe-Detmold als dem regierenden Hause geblieben, wenngleich die Nachgeborenen einzelne Aemter als Paragien mit Domanial- und Patrimonialrechten erhalten haben.

Zur Begründung der vorliegenden Klage sucht Detmold daher nachzuweisen, dass ihm bis zur Errichtung der rheinischen Bundesacte im Amte Blomberg die Landeshoheit zugestanden habe, und zwar

A. sowohl nach den Hausgesetzen und Verträgen im Allgemeinen

B. als auch nach den einzelnen demselben zugewiesenen und von ihm ausgeübten Hoheitsrechten.

Durch die Hausgesetze und Verträge sey nämlich dem Hause Detmold als der Primogeniturlinie die Landeshoheit:

ad A. *im Allgemeinen.*

zugewiesen worden.

Als die Grundlage der Hausgesetze wird.

1) das pactum vel privilegium unionis von 1368 angerufen, welches von Kaiser Karl V. im Jahre 1521 bestätigt wurde.

Nach dieser Unions-Urkunde hat Simon der III. seinen Rittern, Knechten, Städten und andern Einwohnern der Graftschaft die Zusicherung ertheilt, dass sie künftig nur einen Herrn (nach der Wahl der Städte Lippe und Lemgo) haben, also nur in eine Hand hul-

digen sollen, indem seine Herrschaft ewig ungetheilt 1839
bleiben soll.

Die Kaiserliche Urkunde von 1521 bestätigt diesen Vertrag auf Antrag des damaligen Grafen Simon.

In Bezug auf die Urkunde von 1368 ist nun,

a. von Schaumburg-Lippe die Aechtheit bestritten, und das vorgelegte Original ist unleserlich.

Da übrigens in einer mit Siegel versehenen amtlichen Fertigung von Bürgermeister und Rath der Stadt Lippe vom 28sten Dezember 1592 die Urkunde von 1368 wörtlich aufgenommen, und dabei bezeugt ist, dass dieselbe

> ‚in originali forma zu allen Theilen vollkommen unargwöhnig, auch an Siegel und Schriften unmangelhaft befunden"

worden sey, — da ferner das Dasein dieser Urkunde und ihr wesentlicher Inhalt selbst durch die Kaiserliche Bestätigung von 1521 bezeugt, auch in mehreren spätern Urkunden z. B. in dem zwischen der Detmoldischen und Brakeschen-Linie errichteten sogenannten Hamelnschen Rezesse von 1655 ausdrücklich anerkannt, dadurch aber insbesondere durch die Kaiserliche Bestätigungs-Urkunde) dasjenige, was an der Glaubwürdigkeit der Lippischen Stadtraths-Beurkundung noch abgeht, ersetzt ist, so kann die Aechtheit der fraglichen Urkunde von 1368 keinem erheblichen Bedenken unterliegen.

Was aber

b. den Inhalt derselben betrifft, so wendet Schaumburg-Lippe ein, dass sie wohl die Untheilbarkeit der Herrschaft, aber keine Primogenitur festsetze. Allein immerhin hat doch die ausgesprochene Untheilbarkeit die Folge, dass das Amt Blomberg von dem Lippischen Stammlande nicht getrennt sein kann, und da zur Zeit über die Lippische Stammherrschaft nicht gestritten wird, so ist die Bestimmung, wer die untheilbare Herrschaft erhalten soll, hier nicht erheblich.

Wenn aber Schaumburg-Lippe behauptet,

c. das pactum unionis sei nie in Wirksamkeit getreten, sondern durch eine entgegengesetzte Observanz entkräftet, so sind die angeführten Theilungsfälle von 1278 und 1344 dem pactum unionis vorausgegangen, gehören also nicht hierher, was aber die Abfindung des

1839 nachgeborenen Grafen Hermann Simon von 1559 betrifft, so geschah sie ausdrücklich „zum Abschied und Abtritt" desselben, und wenn ihm dabei von den ihm angewiesenen Gütern auch alle

„hohen und niedern Gerichte, Untergerichte, Rechte und Gerechtigkeiten über Hals und über Hand etc."

überlassen sind, so wurden dabei dem Aeltesten mit allen übrigen Gütern die

„Mann- und Lehnschaften mit ihren gebührlichen Folgen, hohen Obrigkeiten, Regalien"

neben dem auch bei Hermann erwähnten Gerechtigkeiten, und überdies auch die „gemeine Landsteuer „als dem ältesten und regierenden Herrn kraft der von den Voreltern aufgerichteten, gegebenen und bestätigten Privilegien übergeben."

Hierin liegt also keine wirkliche Landestheilung in Bezug auf die Herrschaft oder Hoheit, und eine solche beschränkte Abfindung des Nachgeborenen zeugt im Gegentheil für die Anerkennung des im Allgemeinen angenommenen Grundsatzes der Untheilbarkeit.

Was sodann die Versetzung der Stadt Lippe und die Veräusserung von Rheda betrifft, so könnte dadurch eine Observanz in keinem Falle begründet, und noch weniger das pactum unionis entkräftet werden. Die Verpfändung der Stadt Lippe geschah ohnehin nur mit dem Vorbehalt der Wiedereinlösung und eine wirkliche Lostrennung ist gar nicht erfolgt; das von Simon dem III. seiner Tochter zum Brautschatz gegebene Rheda war aber anerkanntermassen kein Bestandtheil der Herrschaft Lippe.

2) Das zweite Fundament für die Landeshoheit des Stammhauses Lippe-Detmold in den Aemtern, welche den Nachgebornen zugetheilt wurden, ist die von Kaiser Rudolph II. im Jahr 1593 und sodann von Kaiser Ferdinand II. im Jahr 1626 bestätigte Primogenitur-Ordnung.

Es ist in den von Schaumburg-Lippe bei der Verhandlung vom 20sten Oktober 1838 als ächt anerkannten Kaiserlichen Urkunden gesagt: Graf Simon zu Lippe habe dem Kaiser vorbringen lassen, vor mehr als 200 Jahren sey seinen Unterthanen das Privilegium gegeben worden, und seit unfürdenklichen Zeiten Gewohnheit gewesen, dass die ganze Grafschaft Lippe

„nach der Prärogativ und Succession der Primo- 1839
genitur alleinig regiert, innegehabt und gebraucht werde,"

der Graf Simon bitte daher um die Kaiserliche Bestätigung dieser Privilegien und Gewohnheiten. Der Kaiser bestätigte daher, dass die ganze Grafschaft ungetheilt jeweils dem Erstgebornen folgen soll.

Schaumburg-Lippe bemerkt hierüber, dass, da die Urkunde, wodurch das Primogeniturrecht constituirt worden sey, und selbst das vom Kaiser erwähnte Bittgesuch Simons nicht vorliege, auch die behauptete alte Gewohnheit nicht erwiesen, vielmehr widerlegt sey, die Kaiserliche Bestätigung keine Wirkung haben könne.

Allein da den Kaiserlichen Urkunden ohne Zweifel volle Glaubwürdigkeit zukommt, so ist wohl auch erwiesene Thatsache, dass der Graf Simon um die Kaiserliche Bestätigung des Primogeniturrechts nachsuchte, und dass diese erfolgte.

Ob dabei die von Simon behauptete Thatsache, dass die Primogenitur durch alte Privilegien begründet und seit unfürdenklichen Zeiten hergebracht sey, erwiesen war, oder nicht, — darauf kommt es nicht an. Simon war, wie die Urkunde von 1593 sagt, mit Ausnahme seiner eigenen Kinder, der Letzte seines Stammes und Namens.

Darum, und weil jedenfalls damals keine entgegengesetzte fideicommissarische Erbordnung bestand, war ihm unbenommen, in seiner Grafschaft das Erstgeburtsrecht beliebig einzuführen, wenn es auch früher nicht schon bestand. Nun ist in seinem Gesuche, welches die Kaiserliche Urkunde von 1593 hervorrief, jedenfalls sein Wille ausgedrückt, dass künftig in seinem Hause lediglich die Primogenitur-Erbfolge in Anwendung komme, und die Kaiserliche Bestätigung enthält dieselbe Verfügung.

Diese Willenserklärung gilt als die Errichtung des Primogeniturrechts, wenn dasselbe nicht vorher schon vorhanden war.

Eine besondere Form ist von den Gesetzen nirgends vorgeschrieben, und wenn das dem Kaiser vorgetragene Gesuch von diesem urkundlich genehmigt wurde, so ist das Genehmigte wirksam, wenn gleich das Gesuch sich etwa auf unerwiesene Thatsachen

1839 stützte. Jedenfalls begründet die Kaiserliche Bestätigung auch die Vermuthung, dass das Gesuch Simons des VI. diejenige Form hatte, welche zu einer die Einführung oder Feststellung des Primogeniturrechts erzielenden Willenserklärung gesetzlich nothwendig war oder seyn mochte.

Es folgt nun

3) das Testament Simons VI. vom Jahr 1597, welches wieder von der Primogenitur-Ordnung von 1593 abweichende Bestimmungen insoweit enthält, als es den nachgebornen Söhnen ebenfalls einzelne Aemter und nicht blos, wie die Primogenitur-Ordnung bestimmt hatte, ein Deputat anwies.

Indessen ist dieses Testament von allen Betheiligten anerkannt und stets vollzogen worden, daher hat es auch in demjenigen volle Kraft, worin es von der Primogenitur-Ordnung abweicht. Andererseits hat die Letztere aber immerhin soviel Wirkung, dass überall, wo das Testament nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt, das Primogeniturrecht massgabend, und dass also das Testament im Zweifel zu Gunsten des Erstgebornen auszulegen ist.

Diess vorausgesetzt, so verordnet nun das Testament, soweit es den vorliegenden Streitpunkt, nämlich die Landeshoheit des Erstgebornen in den, den Nachgeborenen zugetheilten Aemtern betrifft, im §. 4., dass der Erstgeborne (nach dem Testament Bernhard, beim Tode des Testirers aber Simon VII.)

„an Unser statt ... zu Unserm Land und Grafschaft forthin regierender Herr seyn soll."

Sterbe er aber noch minderjährig, so

„soll die Landesverwaltung und Administration von Vormündern .... bis zu seinen mündigen Jahren vertreten werden."

Auch in den §§. 6. 7. 9. 22. 23 und 28. wird der Erstgeborne überall allein als der regierende Herr bezeichnet.

Von den Nachgeborenen in Bezug auf die ihnen angewiesenen Aemter ist dieser Ausdruck nie gebraucht, und eben so wenig ist von ihrer Landesverwaltung die Rede.

Damit steht in Verbindung, dass es im §. 3. heisst: es soll

„in Austheilung Unseres Nachlasses auch Regi-

mentsbestallung unter Unsern Söhnen, wie folgt 1839
gehalten werden etc."

Der Testirer unterschied hiernach zwischen der Vertheilung des Vermögensnachlasses und der Regimentsbestellung. Auf jene bezog sich die Vertheilung unter dem Aeltesten und den Nachgebornen, wogegen in Bezug auf das Regiment, welcher Ausdruck auch im §. 9. wiederholt ist, der Erstgeborne allein eingesetzt wurde, wenn gleich auch den Nachgebornen gewisse Hoheitsrechte eingeräumt wurden.

Auch bei der speziellen Bestimmung der Rechte, welche der regierende Herr und welche die Nachgebornen ausüben sollten, sind wohl die wichtigsten Hoheitsrechte dem Ersteren vorbehalten.

Von diesen einzelnen bestimmt bezeichneten Hoheitsrechten wird übrigens erst unten ad B. die Rede seyn, doch ist hier zu bemerken, dass im §. 7. des Testaments dem Erstgebornen unter andern die

„Landsfolge, und anderes, was dem regierenden Herrn zukommt, als: Huldigung der Städte etc.

zugewiesen ist.

Darnach sind die einzelnen Rechte nicht gerade erschöpfend aufgeführt, das Wort „als" hat in einem solchen Zusammenhange denselben Sinn, wie: namentlich, insbesondere, z. B. etc. Man muss also annehmen, dass dem Erstgebornen durch jene Klausel überhaupt alles zugedacht sey, was wesentlich zur Landeshoheit gehört, denn von allem diesem muss man sagen, dass es der Natur der Sache nach

„dem regierenden Herrn zukomme."

Insoweit also einzelne Hoheitsrechte mit Stillschweigen übergangen sind, muss man annehmen, dass sie eben durch diese allgemeine Klausel des §. 7. als „dem regierenden Herrn zukommend," dem Erstgebornen zugedacht seyen, da dieser im Testamente als der regierende Herr bezeichnet ist.

Der Umstand, dass im §. 7. des Testaments die Untergebenen der erbherrlichen Aemter auch Unterthanen der nachgebornen Söhne genannt werden, ist nicht entscheidend, da dieser Ausdruck wohl auch von den Gerichtspflichtigen der Patrimonialherrn gebraucht wurde.

Ebenso unerheblich in Bezug auf die vorliegende Streitfrage ist es, dass den Nachgebornen im §. 23. die

1839 Hälfte der Schulden zugetheilt wurde, da die Schulden auf den Domainen ruhten und die nachgebornen Söhne mit den ihnen zugetheilten Aemtern auch die Domainen und sonstige Nutzungen derselben erhielten.

Bei diesen Umständen und in Erwägung, dass das Testament von 1597 wegen des schon vorher im Jahr 1593 vom Kaiser bestätigten Primogeniturrechts hinsichtlich der Landeshoheit im Zweifel immer zu Gunsten des Erstgebornen auszulegen ist, kann kein gegründeter Zweifel obwalten, dass darnach dem Erstgebornen (jetzt Lippe-Detmold) auch über die den Nachgebornen zugetheilten Aemter (hier namentlich über das Amt Blomberg) die Landeshoheit zustand.

Dieses Verhältniss wird noch bestätigt

4) durch die brüderlichen Vergleiche über den Vollzug des väterlichen Testaments von 1614, 1616 und 1621.

Es ist darin überall der Erstgeborne als der regierende Herr und als Landesherr, die Nachgebornen aber sind als abgetheilte Herrn und als Erbherrn bezeichnet.

Zwar ist im §. 9. des Vergleichs von 1616 gesagt, „die abgetheilte Herrn seyen dem regierenden Herrn" nicht unterworfen, wornach ihnen die persönliche Reichsunmittelbarkeit zukam, dass sich diese aber nicht auch auf die ihnen zugetheilten Aemter erstreckte, ist sogleich durch den nachfolgenden Satz ausgedrückt mit den Worten: „aber die Landsassen und Städte, so dem regierenden Herrn huldigen, sind für dessen Unterthan allein zu achten."

Es war, wie Pütter (Entwicklung der deutschen Staatsverfassung III. p. 290) bezeugt, üblich, dass die Nachgebornen, welchen besondere Gebiete angewiesen wurden, für ihre Personen und Familien die Reichsunmittelbarkeit hatten, während ihre Gebiete der Landeshoheit des Erstgebornen unterworfen waren.

Dazu kommt, dass die Rechte des Erstgebornen nicht blos

„Superiorität, Hoheit und Regierung (1614)"

sondern auch

„hohe Landesobrigkeit (1616)"

und im Vergleich von 1621 sogar „Landeshoheit" genannt sind, welche Letztere gerade der allgemeine Ausdruck für dasjenige ist, was Lippe-Detmold vor

1806 gehabt zu haben behauptet und was durch die Rheinbundsacte zur Souverainetät geworden ist. 1839

Dass der Graf Philipp, der Stammvater der Schaumburg-Lippischen Linie, bei den Vergleichen von 1614 und 1616 nicht persönlich mitgewirkt, und seine Vormünder, die nach Inhalt des Vergleichs mitwirkten, denselben nicht unterschrieben haben, ist schon deswegen ohne Einfluss, weil in dem von Philipp unterschriebenen Vergleiche von 1621 jene beiden erstern Vergleiche angerufen und als Norm für Veräusserungen und andere Verfügungen aufgestellt sind.

5) Auch in dem zwischen der Detmoldischen und Brakeschen Linie im Jahr 1661 abgeschlossenen Herberhauser-Vergleich ist gesagt, dass dem Erstgebornen als regierenden Herrn im Erbherrlichen Gebiete die superioritas territorialis vorbehalten bleibe. Im Vergleiche von 1722 ist das Primogeniturrecht von Seiten Alverdissens ausdrücklich anerkannt und auch im Stadthager-Vergleiche von 1748, welcher mit der andern Schaumburg-Lippischen Speziallinie Bückeburg abgeschlossen ist, wurde Alverdissen als eine apanagirte Linie, Schaumburg-Lippe überhaupt als Erbherr und der Graf von Lippe-Detmold als regierender Herr bezeichnet.

Aehnliche Anerkenntnisse liegen auch in verschiedenen Verhandlungen zwischen Detmold und Schaumburg-Lippe im Brakeschen Erbschaftsprocess, so wie das nämliche Verhältniss auch durch verschiedene Beschlüsse des Reichshofraths, und selbst durch die zwischen beiden Theilen vereinbarte Huldigungsformel für die Unterthanen in den erbherrlichen Aemtern, und endlich durch das Zeugniss der Landstände bestätigt ist.

Hingegen kann Lippe-Schaumburg den Ehevertrag Simons des VII. von 1623 beziehungsweise die darin enthaltene Bestimmung, dass Land und Leute unter des letztern Söhne (jedoch nur mit Vorbehalt der nach den Hausverträgen dem Aeltesten darüber gebührenden Präeminenz) vertheilt werden sollen, nicht für sich anführen, denn diese Bestimmung ist, abgesehen davon dass sie nicht zum Vollzug kam, für Schaumburg res inter alios acta.

Dasselbe gilt von den Streitigkeiten, welche die Söhne Simons VII. hierwegen unter sich hatten, und namentlich von der dabei durch die Nachgebornen der Detmoldischen Linie im Jahr 1640 gegen das Primoge-

1839 niturrecht abgegebenen Erklärung. Wären aber diese Streitigkeiten im Hause der Detmoldischen Linien, obschon dabei die andern Linien nicht in Conflict kamen, gleichwohl auch auf diese von Einfluss, so mussten diese wohl auch den Schlussact derselben, nämlich den Schwalenberger Vergleich von 1667 gegen sich gelten lassen, welcher die Primogenitur nicht (wie der widerbeklagte Theil behauptet) erst einführt, sondern im §. 1. ausdrücklich sagt, dass es

„bei dem im Hause Lippe vorhandenen pacto unionis und jure primogeniturae bleibe."

Zu diesem im Jahr 1668 von den Landständen genehmigten Vergleiche haben überdiess, wie in der Einredeschrift p. 221 selbst anerkannt ist, Brake, und Schaumburg-Lippe wenn auch nur als Vermittler mitgewirkt.

Uebrigens bedarf es all dessen nicht, und es ist jedenfalls durch die Kaiserliche Primogenitur-Verordnung von 1593 in Verbindung mit dem pactum unionis von 1368, und durch das Testament Simon des VI. in Verbindung mit den zu dessen Vollzug abgeschlossenen brüderlichen Vergleichen ausser Zweifel gesetzt, dass der Primogeniturlinie vor 1806 auch in den erbherrlichen Besitzungen die Landeshoheit im Allgemeinen zustand. Lippe-Detmold sucht diess aber auch noch aus den

ad B. *einzelnen Hoheitsrechten*

nachzuweisen, welche durch die Hausgesetze und Verträge ihm zugewiesen und von ihm stets ausgeübt worden seyen.

Es behauptet darnach von jeher im Besitze derjenigen Rechte über die erbherrlichen Aemter gewesen zu seyn, die zusammen den Inbegriff der Landeshoheit bilden, wogegen Schaumburg-Lippe diesem nicht nur widerspricht, sondern aus einem entgegengesetzten Besitzstande sogar die Einrede der Verjährung und in Verbindung mit dem §. 34. der Rheinbundsacte, die Einrede des Verzichts zu begründen sucht.

Hiernach sind nun die einzelnen Hoheitsrechte, soweit Detmold die ihm geschehene Zuweisung und seine Ausübung derselben

a. zur Bestärkung seiner Widerklage benützt, zu erörtern und alsdann

b. ist noch von den auf einen entgegengesetzten Besitz-

stand gebauten Einreden der Verjährung und des Verzichts zu sprechen. 1839

ad A.

Wäre durch die vorliegenden Urkunden der Erstgeborne nicht überhaupt als der regierende Herr erklärt, und ihm dadurch und durch andere ausdrückliche Bestimmungen nicht im Allgemeinen die Landeshoheit zugedacht, so müsste um die Ansprüche desselben zu prüfen, untersucht werden, ob die einzelnen Hoheitsrechte, die ihm zugewiesen wurden, oder in deren Besitz er sich befand, den Charakter der Landeshoheit an sich tragen, oder die Letztere ausmachen.

Als die wesentlichen und sonst wichtigen Hoheitsrechte werden aufgeführt:

1) Das Recht, die Huldigung zu fordern. Es giebt übrigens auch eine Lehnshuldigung, eine Patrimonial- oder Erb-Huldigung; als Zeichen der Landeshoheit gilt aber nur die davon zu unterscheidende Staatshuldigung.

Klüber, öffentliches Recht des deutschen Bundes §. 207.

Im Testament Simons des VI. ist nun diesfalls verordnet: es bleibe dem Erstgebornen die

„ . . . . . Landesfolge, und anderes was dem regierenden Herrn zukömmt, als Huldigung der Städte, auch das Gaugericht etc."

„Doch mag ein jeder von unsern Söhnen seine Unterthanen, wie auch bei jedem Hause angehöriger Flecken und Dörfer Eingesessene, ihm huldigen lassen, es soll aber die Stadt Blomberg dem regierenden Herrn huldigen, auch ihre privilegia von demselben empfangen."

Hier ist also dem Erstgebornen nur die Huldigung der Städte zugedacht.

Die Behauptung Lippe-Detmolds, dass sich die Landeshuldigung für den Erstgebornen vermöge des Primogeniturrechts von 1593 und weil er im Testament von 1597 als der regierende Herr bezeichnet werde, von selbst verstehe, die Huldigung der Städte aber nur deshalb besonders erwähnt sey, um dadurch die auf dem Lande concurrirende erbherrliche Huldigung in den Städten auszuschliessen, lässt sich durch den §. 7 des Testaments nicht begründen; allein Detmold hat diesen seinen Anspruch durch spätere Acte begründet.

Namentlich gehört hierher:

1839 a. der Hamelnsche Rezess von 1655 §. 1. wo sich der Graf Otto, Stifter der Brakeschen Linie, von welcher das Amt Blomberg herrührt, verbindlich erklärt,

„auf erstes Erfordern des regierenden Herrn seine Unterthanen in den von ihm innehabenden Aemtern das hommagium oder Landhuldigungseid in der bei weiland Herrn Graf Simons Grafen und edlen Herrn zu der Lippe geführten Landesregierung gewöhnlichen Formula anzuhalten.

Dieser Rezess enthält nicht, wie Schaumburg-Lippe behauptet, ein blosses Gutachten, sondern ein unter Leitung Kaiserlicher Commissarien von Bevollmächtigten beider Theile definitiv abgeschlossenes Uebereinkommen. Am Schlusse ist gesagt, es werde den Herrn Prinzipalen überlassen, ob sie die Urkunde

„ingrossiren, und mit ihren gräflichen Insiegeln und Handzeichen befestigen lassen wollen.

Es erfolge nun dieses Letztere oder nicht, so ist und bleibt, einen Weg wie den andern, dieses was obsteht, in seinen völligen Kräften und unverrückten beständiger Verbindlichkeit."

Zur Zeit, als Brake diesen Vergleich schloss, gehörte das Amt Blomberg, um dessen Souvèrainetät es sich gegenwärtig handelt, noch der Brakeschen Linie; die Rechte des Erstgebornen im Amt Blomberg waren also namentlich auch Gegenstand dieses Vergleichs.

Das von Detmold weiter angerufene

b. Austrägal-Urtheil von 1681 spricht nur vom hommagium der Brakeschen Bedienstеten, nicht aber von jenem der Brakeschen Landorte.

Dagegen ist

c. in der zum Vollzug des Erkenntnisses vom 26sten August 1734 über den Brakeschen Nachlass in Sachen Schaumburg-Lippes gegen Lippe-Detmold unterm 18ten Juni 1737 vom Reichshofrath erlassenen Verfügung ausgesprochen, dass der Detmoldischen Primogeniturlinie die Landeshuldigung, so wie alle nach dem Testamente ihr gebührenden Landesherrlichen Vorrechte und Prärogativen verblieben, und es ist

d. bei einer Conferenz beiderseitiger Deputirten am 29sten Juli 1750 die Eidesformel für die Detmoldische Landeshuldigung, so wie jene für die erbherrliche Huldigung verabredet, sofort

e. der doppelte Eid nach diesen Formeln am 22sten 1839
Mai 1753 den erbherrlichen Bediensteten und Unterthanen wirklich abgenommen worden.

Durch den Hamelnschen Vertrag von 1655 wie er durch die angeführten spätern Vorgänge Bestätigung und Vollzug erhalten hat, ist also das Recht der Primogeniturlinie auf die Landeshuldigung in den erbherrlichen Aemtern der Brakeschen Linie jedenfalls begründet, wenn es auch seine Begründung nicht schon im Testamente Simons des VI. selbst hatte.

2) Ein weiteres und zwar wesentliches Hoheitsrecht ist die Vertretung nach aussen.

Dass Detmold die erbherrlichen Aemter beim Reich und Kreis vertrat, ist anerkannt und im §. 7. des Testaments von 1597 begründet. Dass es aber dabei nur mittelst Führung der Virilstimme die Erbherrn vertreten habe, dafür liegt keine Nachweisung vor. Die Erbherrn müssten immerhin doch als Reichsstände anerkannt gewesen seyn, wenn Detmold in ihrem Namen hätte erscheinen sollen, und es wäre überhaupt nicht erklärlich, warum hier nicht, wie in andern Fällen, wo eine Virilstimme unter mehrere vertheilt war, ein Umwechsel in der Stimmführung statt hatte.

Wer wegen eines Landes, sagt Johann Jacob Moser (in seinem deutschen Staatsrecht Th. IX. §. 133).

> „Sitz und Stimme auf Reichstagen verlangt, muss dasselbe jure proprio et pleno territoriali besitzen. Es geht daher nicht an, wenn etwa zwei, sie seyen nun aus einem Hause oder Fremde, sich mit einander vergleichen wollten, dass der Eine das Land besitzen, der Andere aber Sitz und Stimme davon führen sollte."

Detmold, welches für die erbherrlichen Besitzungen Sitz und Stimme führte, musste daher auch der Landesherr derselben seyn.

Nur es war eben durch diese Stimmführung im deutschen Reiche als der Landesherr dieser Besitzungen anerkannt. Nur Detmold galt darnach gegen aussen als der Landesherr, und als der Rheinische Bund geschlossen wurde, konnte eben desswegen auch nur es mit jenen erbherrlichen Besitzungen diesem Bunde als Souverain beitreten.

Einer Erörterung der Fälle, da Detmold die erb-

1839 herrlichen Aemter auch bei Unterhandlungen mit andern Staaten vertreten hat, bedarf es hiernach nicht mehr.

3) Ein weiter wesentliches Hoheitsrecht ist die Gesetzgebung mit Berufung der Landtäge.

Der §. 6. des Testaments von 1597 verordnet:

„der regierende Herr soll Macht haben, Landtage auszuschreiben und zu halten, jedoch dass er sich zuvor mit seinen Gebrüdern dessen beredet, welche ihm auch brüderlich und getreulich beistehen sollen, auch der Landschaft zu Nutz in guter Eintracht das beste rathen und befördern helfen."

Die Macht, die Landtage zu berufen und abzuhalten, stand also nur dem Erstgebornen zu, und die Erbherrn wirkten nur berathend mit. Im Hamelnschen Rezesse von 1655 §. 5. ist sogar gesagt, dass wenn Brake, der damalige Besitzer von Schieder und Blomberg

„vom Landtag zurückbleiben und nicht erscheinen würde, nichts da weniger der Landtag seinen Fortgang gewinne, und die daselbst ausfallende conclusa allenthalben wirklichen Nachdruck haben sollen."

Erwägt man dabei noch, dass mit Zustimmung dieser Landstände Gesetze gegeben werden konnten, welche dann selbst, wenn die Erbherrn auf den Landtagen nicht mitwirkten, für die ganze Grafschaft Lippe, also auch für die erbherrlichen Aemter Kraft erhielten, so ist klar, dass darnach die Gesetzgebung im verfassungsmässigen Wege auch in den erbherrlichen Besitzungen dem Erstgebornen zustand.

Die von Schaumburg-Lippe behaupteten erbherrlichen Protestationen gegen Landtage, zu denen die Erbherrn nicht mitwirkten und gegen die auf solchen Landtagen erlassenen Gesetze sind unerheblich, da nach dem Hamelnschen Rezesse von 1655 ein solches Mitwirken nicht wesentlich war, und wenn behauptet wird, dass seit 1778 wegen solcher Widersprüche die Lippischen Gesetze in den erbherrlichen Aemtern gar nicht mehr publicirt und vollzogen wurden, so konnte dadurch das durch Testament und Vertrag begründete Sachverhältniss wohl nicht aufgehoben werden.

Auch in Bezug auf Verordnungen, zu deren Erlassung die Zustimmung der Landstände nicht erforder-

lich war, sind in dem Hamelnschen Vergleiche von 1655 1839
§. 6. und im Herberhauser Vergleiche von 1661 §. 9. noch besondere Vorschriften ertheilt. Es sollen darnach nämlich Verordnungen des regierenden Landesherrn in Polizeisachen in den erbherrlichen Aemtern in des Landesherrn und in des Erbherrn Namen zugleich publicirt werden, dagegen sollen Kaiserliche mandata und fremder Herrn Patente auf Requisition bei dem regierenden Herrn in dessen Namen allein verkündet und vollzogen werden, und eben so die edictales, citationes oder mandata, welche der regierende Herr etwa gegen verbotene Werbung, herrenloses Gesindel, oder in Bezug auf Lehne, zu erlassen nützlich oder nöthig findet. Also selbst in den zuerst genannten Polizeisachen, wo die Publication in des regierenden und des Erbherrn Namen zugleich geschieht, sind es doch immer nur Verordnungen des regierenden Landesherrn, und es ist nicht gesagt, dass auch zur Erlassung derselben die Zustimmung des Erbherrn erforderlich sey, wenn gleich ihre Verkündigung wegen seines Patrimonial-Verhältnisses zugleich auch in seinem Namen zu geschehen hatte. Auch hierin liegt also wieder eine Anerkennung der Landeshoheit des Erstgebornen.

Was sodann:

4) Die Justizhoheit als ein weiteres Zeichen der Landeshoheit betrifft, so stand sie ebenfalls auf Seiten der Primogeniturlinie, wenngleich die Erbherrn als Patrimonialherrn die niedere Gerichtsbarkeit hatten, und bei Besetzung des Hofgerichts mitwirkten.

Im Testamente von 1597 ist dem Erstgebornen die Abhaltung der Gaugerichte, welche ehemals die höchste Gerichtsbarkeit hatten, eingeräumt, und wenn gleich das Hofgericht nach dem §. 27. des Testaments von den Söhnen nach einem Umwechsel zu präsidiren war, so gebührte doch dem Erstgebornen nach dem Vergleiche von 1614 die ganze Direction desselben, sowie derselbe im Vergleiche von 1616 §. 3. als der perpetuus judex, Richter und Director" erklärt ist, und auch in den erbherrlichen Aemtern die Urtheile nicht allein in des Erbherrn (als Gerichtsherrn) Namen, sondern zugleich auch in des regierenden Herrn Namen gefasst werden mussten.

Dieses Rechtsverhältniss konnte dadurch nicht ver-

1839 ändert werden, dass das Hofgericht sich bei einigen Ausfertigungen Sammthofgerichte nannte, was dasselbe in seinem Zeugniss vom 15ten Oktober 1834 ohnehin als ein blosses Versehen erklärt.

5) In Bezug auf die Kirchenhoheit ist im Testamente von 1597 nichts gesagt, als dass die Söhne nach §. 24. die Unterthanen bei der evangelischen Religion ungehindert lassen und die Religion fortpflanzen, und darüber einträchtlich halten, nach §. 25 an den Stiftungen für Kirchen und Schulen festhalten, sodann nach §. 26. das geistliche Gericht oder Konsistorium halten und handhaben sollen.

Damit sey aber, sagt Detmold, das dem regierenden Hause naturgemäss zustehende Oberaufsichtsrecht nicht aufgehoben, wesshalb bei dem Vollzuge des Testaments Streitigkeiten hierüber entstanden seyen, welche durch die brüderlichen Vergleiche von 1614 und 1616 beigelegt wurden.

Der Vergleich von 1614 wurde vom Grafen Ernst zu Holstein mit Beizug von Abgeordneten der Ritter und Städte unterhandelt. Darin ist nun gesagt, die Nachgebornen seyen darauf bestanden, einen der drei Superintendenten zur Visitation der Pfarreien abzuordnen, welcher ihnen ebenso, wie dem regierenden Herrn Bericht darüber zu erstatten habe, auch die Pfarreien selbst zu besetzen und die Pfarrer neben dem regierenden Herrn zu confirmiren. Jedoch, heisst es weiter,

„weilen dieser Punkt eigentlich an das Consistorium und jus episcopale, so der Superiorität anhängig, gehört, so haben Graf Ernst (der Vermittler) und die Verordneten aus der Ritterschaft und von den Städten dafür gehalten, dass dieses alles bei dem regierenden Herrn laut des Testaments verbleibe."

Ferner sagt der §. 5. des Vergleichs von 1616

„Weil unwiederbringlich wahr dass die geistliche jurisdictio jetziger Zeit ein vornehmes Stück der hohen Landesobrigkeit ist, so kann dieselbe auch dem regierenden Herrn keineswegs entzogen werden, sonderlich weil hievon auch in der brüderlichen Vergleichung ausdrücklich versehen, doch dass die abgetheilten Herrn jus praesentandi behalten, und ohne Vor-

wissen und Beliebung derselben keine reformatio 1839
angestellt werde etc."

Zugleich ist im §. 3. dieses Vergleichs, sowie in
zug auf das Hofgericht, eben so auch in Bezug auf
s geistliche Consistorium gesagt,

„dass der regierende Herr perpetuus judex, Rich-
ter und Direktor bleibe,"

d die abgetheilten Herrn im Umwechsel das Consisto-
ım präsidiren.

Endlich sagt der §. 11. des Herberhauser Vergleichs
n 1661, wie es

„mit dem jure episcopali beschaffen, und dass
dasselbe dem regierenden Landesherrn
privative reservirt und vorbehalten, das-
selbe führen das altväterliche Testament und die
brüderlichen Verträge mit mehreren nach, dabei
und von allen den davon dependirenden Effecten,
in soweit dieselben darin nicht restrin-
girt und limitirt, es dann allerdings ver-
bleibt."

Hiernach ist der Grundsatz, dass dem Erstge-
ɔrnen die Episcopalgewalt zustehe, durch die
erträge festgestellt, und die im Herberhauser Vergle-
e erwähnten Restrictionen und Limitationen, nament-
h auch die Bestimmungen des Vergleichs von 1616,
ss die Erbherrn das Präsentationsrecht haben und
ne ihre Zustimmung keine reformatio statt habe, kann
nen Grundsatz nicht aufheben, und den Schluss auf
e Landeshoheit der Primogeniturlinie nicht erschüttern."

Wenn das Mandat vom 27. März 1775 Detmold
ıtersagte, einseitig durch ein Spezialkonsistorium Kir-
ıen-Verordnungen zu erlassen und den Geistlichen Be-
hle zu ertheilen, und wenn der Reichshofrath unterm
en Juli 1740 den von einem Geistlichen ausgestellten
evers, wodurch er sich einseitig gegen ein Detmoldi-
hes Spezialkonsistorium verpflichtete, nichtig erklärte,
nd wenn die Erbherrn die neue Kirchenordnung von
584 mit genehmigten, so war dies alles eine natür-
che Folge der Beschränkungen, unter welchen die
piskopalgewalt der Primogeniturlinie vertragsmässig zu-
and, kann aber diese in den Verträgen ausdrücklich
nerkannte Episkopalgewalt selbst nicht vernichten.

6) Ein weiteres wesentliches Hoheitsrecht ist die

1839 Militairgewalt, ehedem die Landfolge, jus armandiae et sequelae

Selchow, elem. juris publ. vol. I. §. 455.

Sie gehört zu den, den Charakter der Landeshoheit ausmachenden, Rechten.

Cramer observ. juris unio. tom. II. pars II. p. 118.

Pütter, inst. juris publ. §. 243.

Im Testamente von 1597 §. 7. ist „die Landesfolge" und die „Beschreibung der Ritterschaft und Ritterdienste" dem Erstgebornen als regierenden Herrn vorbehalten.

In Bezug auf die Ritterdienste, welche namentlich im Kriegsdienste bestanden, waltet kein Zweifel ob, und was die Landesfolge, als den Kriegsdienst der Unterthanen überhaupt betrifft, so ist wenigstens in Bezug auf die Haltung von Militair und Erhebung eines Soldatenschatzes im Brakeschen, viel gestritten worden.

Inzwischen ist die Landfolge im Allgemeinen auch im Vergleiche von 1614 und eben so im Vergleiche von 1616 §. 14. als „zu der Superiorität gehörig" dem regierenden Herrn vorbehalten. Auch im Hamelnschen Rezesse von 1655 §. 18. Nr. 2. sind die „Landfolge und Musterung" als

„eigentliche proprietates und Appertinentien des juris superioritatis"

erklärt, mit dem Zusatze, dass sie darnach der Brakeschen Linie „nicht competiren könnten."

Damit steht im Einklange, dass die Primogeniturlinie auch von den erbherrlichen Aemtern das Militair zum Reichscontingent stellte.

Dass Schaumburg-Lippe, wie dasselbe durch den vorgelegten Erlass der Detmoldischen Regierung vom 11ten November 1794 darthut, auf Requisition des regierenden Herrn die Aushebung des erbherrlichen Betreffnisses vom Contingent selbst verfügte, sofort an Detmold ablieferte, ändert an der Sache nichts. Eine Requisition beweist nicht, dass es von der Willkühr des Requirirten abhing, derselben zu entsprechen oder nicht, und die eigene Vornahme der Aushebung auf Requisition der Landesherrlichen Behörde mochte wohl auch dem Innhaber einer untergeordneten Hoheit zustehen.

Der Zustand, wie er nach dem Beitritt zum Rhein-

bunde provisorisch festgestellt wurde, ist nicht massgebend, weil sich beide Theile im Jahr 1807 reversirten, dass daraus kein Präjudiz gezogen werden dürfe. 1839

Durch die angeführten Testaments- und Vertrags-Bestimmungen und durch die (mit der Vertretung beim Reich überhaupt in Verbindung stehende) Stellung des erbherrlichen Betreffnisses zum Detmoldischen Reichscontingent ist die Militairhoheit Detmolds über die erbherrlichen Besitzungen dargethan, und es kommt auf die vielen Streitigkeiten und Verwahrungen in Betreff des Brakeschen Soldatenschatzes und der Haltung einer Anzahl Soldaten in Friedenszeiten zur Bewachung des Schlosses etc. lediglich nicht an.

Was nun noch

7) Das Besteuerungsrecht betrifft, so gebührten die Reichs- und Kreis-Steuern nach dem §. 7 des Testaments dem Erstgebornen, der solche auch an Reich und Kreis zu entrichten hatte.

Ueber andere Steuern ist im Testament nichts verfügt, jedoch scheint, wie Schaumburg-Lippe richtig bemerkt, im §. 31. die Andeutung zu liegen, dass eine etwa nothwendig werdende Landsteuer allen Söhnen und nicht blos dem Erstgebornen gehören sollte, indem dort gesagt ist, es soll ein

> „jeder von unsern Söhnen mit seinem Antheil friedlich und begnügig seyn, auch die Sachen seiner Hofhaltung dermassen anstellen, dass er ohne Beschwerung der Untersassen sein Auskommen haben möge."

Diese Andeutung wird bestätigt durch den Vergleich von 1614, wo gesagt ist:

> „die Contribution oder Collecten betreffend, ist verabredet und allerseits gewilligt worden, wenn mit Vorwissen der Ritter und Landschaft, auch von den Städten eine Landsteuer verwilligt, sollen die Nachgebornen ihren Antheil pro rata davon haben und zur Austilgung der alten Schulden verwenden und geniessen; sonsten aber haben sie sich der Reichs- und Kreissteuer nicht anzumassen, sondern bleibt solches dem regierenden Herrn allein."

Darnach gelangte Brake, als die Landstände später für den Militairdienst in der Friedenszeit einen sogenannten Soldatenschatz bewilligten, zum Bezug eines

1839 Antheils hiervon, worüber übrigens wieder Streit entstand.

Nach dem Aussterben der Brakeschen Linie wurde Bückeburg, welchem durch Reichshofraths-Erkenntniss vom 26sten August 1734 die Hälfte des Brakeschen Nachlasses zuerkannt war, durch weiteres Reichshofraths-Erkenntniss vom 12ten November 1739 §. 5.

„bei dem genügsam bescheinigten Genusse der ordinairen Contribution und des Soldatenschatzes . . . in possessorio summariissimo geschützt . . . jedoch dass es sich circa modum nach den Landes-Verträgen und Herkommen . . . . richte, wogegen das possessorium ordinarium und petitorium dem Grafen von Lippe-Detmold frei bleibt etc."

Diese weitern Rechtsverfolgungsmittel konnten bei den Reichsgerichten nicht mehr zur Erledigung kommen. Indessen hat Detmold der Bückeburgischen-Linie im Stadthager Vergleiche von 1748 §. 5. zugesagt, dass zwar den

„Ständen ihre etwa habende Gerechtsame bevorbleiben, und der von denselben der Contribution und Collecten halber erregte Prozess seinen Lauf behalten, inzwischen aber Schaumburg-Lippe bei dem bisherigen Genusse der sogenannten ordinairen Contribution und des Soldatenschatzes, so wie es dermalen in possessione sich befinde, und per conclusa caesarea vom 12ten November 1739 und vom 28sten Juli 1747 dabei geschützt worden, unhinderlich gelassen werden soll."

Ueberdies verpflichtete sich Detmold in einem Reverse vom 12ten Februar 1748 gegen Bückeburg, dass, wenn die Stände

„in petitorio respectu der ordinairen Contribution jemals etwas obtiniren sollen, alsdann Detmold und seine Successoren die in ihren Aemtern fallenden Raten von den zum Privatbehufe des regierenden Herrn bewilligten extraordinairen Steuern und Contributionen unweigerlich erheben und geniessen lassen wollen."

Dagegen machte sich Schaumburg-Lippe im §. 5. des Stadthager Vergleichs von 1748 verbindlich, seine

„quotam zu den Reichs-Kreis-Fräulein-gräflichen Collegial- und Hofgerichts-Steuern, auch Reichs-

kammer-Zielern, unweigerlich abzutragen, und 1839
zwar, soviel die Kreisgelder betrifft, in Friedenszeiten das gewöhnliche Simplum von 600 Reichsthalern jährlich, worunter die Rata des Amtes Schieder mitbegriffen, in Kriegszeiten aber und wenn das Contingent ausser Land geht das duplum ohne einige Einwendung an Detmold zu entrichten, und falls die Kreisausgaben noch höher steigen sollten, auch dazu praevia communicatione et deliberatione pro rata des Amts Blomberg zu concurriren."

h behufs des Schulmonats jährlich 50 Reichsthaler

l behufs des Wesermonats 50 Reichsthaler

„aus dem erbherrlichen Antheil zu erheben und zu bezahlen, überhaupt auch hiefür zu allen publiken Landes-Angelegenheiten und desfalls auf öffentlichen Landtagen Landesverfassungsmässig bewilligten Steuern die auf seine Aemter kommende Ratam zu erheben und ad usum destinatum abliefern lassen zu wollen."

Durch den Blomberger Rezess vom 7ten März 1751 rdé ausser den im Stadthager Vergleich festgesetzten Reichsthalern einstweilen auf 12 Jahre, ein weir Aversalbeitrag Schaumburg-Lippes zu den öffenten Lasten mit jährlichen 1500 Reichsthalern verabet. Darunter sollten aber alle ordinairen und extrainairen gemeinen Landesbedürfnisse, die extraordien Reichs- und Kreisanlagen und die Fräuleiner allein ausgenommen, begriffen seyn.

Dieses Aversum wurde, in später gemindertem Bee, stets fortentrichtet. Ausserdem wurden die Beie zu den Kreisprästationen von Detmold auch auf erbherrlichen Aemter ausgeschlagen.

Aus allem dem ergiebt sich nun, dass

a. Detmold die Reichs- und Kreis-Steuern auch aus den von ihm beim Reich- und Kreis vertretenen erbherrlichen Aemtern erhoben hat.

b. Dass es ebenso Kriegskosten besonders von denselben erhob,

c. dass dagegen Schaumburg-Lippe die ordinaire Landessteuer und den Soldatenschatz in seinen Aemtern für sich selbst erhob,

l. dass diese Steuer-Erhebung von Detmold genehmigt, aber von den Landständen angefochten, der

1839 darüber geführte Prozess aber von den Reichsgerichten in petitorio nicht mehr entschieden wurde;

e. dass übrigens Schaumburg-Lippe von allen allgemeinen Landeslasten das auf seine Aemter kommende Steuerbetreffniss abzuliefern versprach,

f. und sodann hiefür ein verabredetes jährliches Aversum bezahlte.

Nun war aber, wie Strube in seinen Nebenstunden (IV. p. 164 und 165) unter Berufung auf ein Reichshofraths-Erkenntniss von 1729 ausführt, die Erhebung einer Steuer nicht überall der Beweis der Landeshoheit, und ein solcher Beweis liegt darin vielmehr nur zu Gunsten desjenigen, welcher Reichssteuern erhob, da nur diese Steuern aus wirklicher oberherrlicher Macht hervorgingen, andere Steuern aber auch im Besitz von andern, als vom Landesherrn, seyn konnten, indem sie entweder auf besonderen Vertragsverhältnissen oder auf jeweiligen eigenen landständischen Bewilligungen zu bestimmten nützlichen Zwecken beruhten.

Hiernach kann eine nähere Erörterung der Frage, ob Schaumburg-Lippe zum Bezug der ordinairen Contribution und des Soldatenschatzes berechtigt war, und ob Detmold, seiner Zustimmung im Stadthager Vergleiche ungeachtet, die von den Landständen dagegen erhobene Einsprache im Namen des Landes zu verfolgen befugt wäre? — füglich umgangen werden.

So weit die Steuern für Lasten bewilligt wurden, welche der Erbherr trug, war es ohnehin billig, dass er dieselben auch für sich bezog. So weit es aber von allgemeinen Landesangelegenheiten herrührende Lasten betraf, leistete Schaumburg-Lippe einen Aversalbeitrag, und der Bezug dieses Aversums ist von Seiten Detmolds einem Steuerbezug selbst gleich zu achten.

Nach allem dem ist daher auch das in der Besteuerung liegende Hoheitsrecht auf der Seite Detmolds. Die noch übrigen minder wichtigen Hoheitsrechte — z. B. auf Seite Detmolds: Die Kollation der Lehenschaften, das Münzen, die Salzwerke, die Bewahrung der Original-Urkunden und Siegel, das Recht der Bestätigung städtischer Privilegien etc. oder auf Seiten Schaumburg-Lippes die Ertheilung von Wirthschaftsconcessionen, Antheil am Zoll etc. — können, da sie jedenfalls in der Sache nichts mehr entscheiden, übergangen werden.

Aus der bisherigen Erörterung ergiebt sich nämlich, 1839
dass alle hier aufgeführten Hoheitsrechte (1 — 7) so weit sie wesentlich zur Landeshoheit gehören, durch das Testament von 1597 und die nachgefolgten Verträge allein der Primogeniturlinie zugewiesen waren, dass dagegen die dem Nachgebornen zugewiesenen Berechtigungen weder eine (von dem Erstgebornen unabhängige) wahre Landeshoheit, noch auch ein (durch Gleichheit der Rechte bedingtes) Mitregiment oder Condominat begründen.

Wenn also auch der Erstgeborne nirgends als der regierende Herr oder Landesherr im Gegensatz der abgetheilten oder Erbherrn erklärt, wenn ihm nirgends das Regiment oder die Landesverwaltung im Allgemeinen übertragen, — wenn sein Rechtsverhältniss nirgends in den Verträgen „Superiorität," Regierung „hohe Landesobrigkeit" und selbst „Landeshoheit" genannt wäre, wenn dabei überdies die Primogenitur-Verordnung von 1593 und das pactum unionis von 1368 gar nicht bestünden, so würde Detmold doch schon nach den einzelnen Hoheitsrechten, die ihm zustanden, als der Innhaber der im Jahr 1806 in Souverainetät übergegangenen Landeshoheit zu betrachten seyn.

Darnach können auch

ad. b. die auf einen entgegengesetzten Besitzstand gebauten Einreden der Verjährung und des Verzichts nicht gegründet seyn.

Was insbesondere

1) die Verjährung betrifft, so findet bei Hoheitsrechten gegeüber den Unterthanen nur die, hier überall nicht vorhandene, unfürdenkliche statt

Thibaut, Pandecten-System §. 1048. A. in Verbindung mit §. 1023.

A. Haeberlin, deutsches Staatsrecht Bd. III. S. 191.

Insofern nun aber auch da, wo das Hoheitsrecht nicht gegenüber den Unterthanen, sondern zwischen 2 Berechtigten unter sich bestritten ist, die 30jährige Verjährung eintritt, so kann dies denn doch nur eine erwerbende und keine blos erlöschende Verjährung seyn; und ein Berechtigter kann sich auf die Nichtausübung des Andern mit Erfolg nur in sofern berufen, als er selbst während der Verjährungszeit das Recht ausgeübt hat.

1839 Zur Begründung der vorliegenden Einrede hätte daher Schaumburg-Lippe hinsichtlich der einzelnen Hoheitsrechte darzuthun, nicht blos, dass Detmold innerhalb 30 Jahren vom Eintritt des Rheinbundes rückwärts gerechnet dieselben nicht mehr ausübte, sondern auch dass sie während jener Zeit von Schaumburg-Lippe selbst offen und ununterbrochen ausgeübt wurden.

Dies ist aber nicht hinsichtlich eines einzigen Hoheitsrechtes nachgewiesen.

Was insbesondere die oben ad. A. 2. und 4. erwähnten Hoheitsrechte, der Vertretung beim Reich und Kreis und der Justizhoheit betrifft, so ist hinsichtlich derselben der Besitzstand gar nicht geändert worden, und auch bei den andern Hoheitsrechten, bei welchen da und dort Modificationen eintraten, sind sie nicht von der Art, dass dadurch die Landeshoheit selbst aufgehoben worden wäre.

Namentlich in Bezug auf die seit 1753 nicht mehr vorgenommene Landeshuldigung (A. 1.) ist zu erwägen, dass von damals an erst im Jahr 1782 wieder eine Personalveränderung in der Detmoldischen Regierung statt hatte, dass also die Verjährungszeit erst von 1782 laufen könnte, und bei Errichtung des Rheinbundes noch gar nicht abgelaufen war, dass auch überdies nicht nachgewiesen ist, dass in jener Zeit Schaumburg-Lippe für sich selbst nach der für den regierenden Herrn (im Jahre 1750) bestimmten Formel die Huldigung einnahm.

In Betreff der Lippischen Gesetzgebung (A. 3.) in den erbherrlichen Aemtern konnte, wenn sie auch von 1778 an dort nicht mehr Eingang fand, bis zum Eintritt des Rheinbundes schon wegen Mangel des Zeitablaufs die Verjährung nicht vollendet werden, und überdies wäre durch das Zeugniss des Hofgerichts vom 15ten Oktober 1834 jedenfalls das weitere Erforderniss widerlegt, dass in jener Zeit die Schaumburgischen Gesetze und Verordnungen statt der Lippischen in den erbherrlichen Aemtern zur Anwendung kamen.

In Bezug auf die Kirchenhoheit (A. 5.) wurden zwar Uebergriffe der Primogeniturlinie erbherrlicher Seits durch verschiedene Massregeln zurückgewiesen, dies konnte aber, wie oben gezeigt ist, die Kirchenhoheit selbst nicht aufheben.

Ebenso konnte auch die Militairgewalt (A. 6.)

Detmolds dadurch, dass Brake und nach ihm Schaum- 1839
burg-Lippe eine Anzahl Soldaten hielt und einen Soldatenschatz erhob, nicht verjährt werden, da Detmold durch die eigentliche Landesfolge im Krieg, namentlich durch Stellung der erbherrlichen Mannschaft zum Detmoldischen Reichscontingent immerhin diejenige Gewalt ausübte, welche allein der wesentliche Ausfluss der Landeshoheit war.

Dasselbe gilt von dem Besteuerungsrechte (A. 7.) welches Detmold da, wo es allein ein wesentliches Hoheitsrecht ist, nämlich in Bezug auf Reichs- und Kreislasten, auch dann noch ausübte, als Schaumburg-Lippe längst die ordinaire Land-Steuer für sich bezog, wovon dasselbe indessen überdies einen Aversalbeitrag zu den allgemeinen Lasten der Grafschaft Lippe an Detmold ablieferte.

So wie hiernach die Verjährung, eben so ist

2) auch die Einrede des Verzichts nicht gegründet.

Hätte sich Schaumburg-Lippe zur Zeit des Beitritts zum Rheinbunde, wenn gleich die Detmoldischen Hoheitsrechte noch nicht verjährt gewesen, dennoch schon im anerkannten ruhigen Besitz derselben befunden, so läge im Art. 34. der Rheinbundsacte von Seiten Detmolds ein Verzicht auf die fernere Geltendmachung seiner Rechte.

Es wären dies nämlich, wie der Art. 34. der Rheinbundsacte sich ausdrückt.

„droits actuels sur les possessions"

von Schaumburg-Lippe, und dieses als Besitzer der Landeshoheit in den erbherrlichen Ländern wäre Souverain derselben geworden, wogegen Detmold seine Rechte gegen den Besitzer durch Verzicht verloren hätte.

Da nun aber umgekehrt Detmold zur Zeit des Beitritts zum Rheinbunde im Besitze derjenigen Hoheitsrechte war, welche das Wesen der Landeshoheit ausmachen, so kann gegen dasselbe der Art. 34 der Acte keine Anwendung finden.

Detmold ist durch die Rheinbundsacte Souverain vom Amte Blomberg geworden, daher ist sein 1stes Klagbegehren begründet.

Der erbherrlichen Linie Schaumburg-Lippe bleiben übrigens auch unter der Souverainetät Detmolds ihre vertragsmässigen Patrimonialrechte oder untergeordneten Herrlichkeiten.

1839 Einer Bestimmung derselben bedarf es hier nicht, sie wäre auch unzulässig. Die Gesetzgebung der Souverains verfügt über die Ausübung jener Rechte, und die Bundescompetenz tritt nur dann ein, wenn durch diese Gesetzgebung Rechte verletzt werden, welche der Art. 14. der deutschen Bundesacte und der Art. 63. der Schlussacte gewährleisten.

Das

zweite Klagbegehren Detmolds geht auf Ersatz alles diesem Hause durch Beeinträchtigung seiner Souverainetät veranlassten Schadens, namentlich der unbefugterweise erhobenen Steuern.

Was insbesondere

1) die ordinaire Contribution oder Grundsteuer betrifft, so fordert Detmold den Ersatz derselben von 1737 oder eventuell vom Beitritt zum Rheinbunde von 1807 an.

Für die Periode von 1737—1807 wird die Forderung, da das fürstliche Haus Detmold im Stadthager-Vergleich von 1748 diese Steuer der Schaumburg-Lippe-Bückeburgischen Linie überliess, und nur die Rechte der Landstände vorbehielt, nur im Namen der Landeskasse geltend gemacht.

Das souveraine fürstliche Haus Detmold ist nach dem gegenwärtigen Staatsrecht der deutschen Bundesstaaten, bei welchen nach dem §. 57. der Schlussacte von 1820 die gesammte Staatsgewalt in dem Oberhaupt des Staats vereinigt ist, allerdings ermächtigt, auch die Interessen der Staatsgesammtheit, beziehungsweise die Rechte der früher nur von den Landständen vertretenen Landeskasse zu verfolgen.

Was nun aber die vom Standpunkte der Landstände erhobene Rückforderungsklage betrifft, so ist zu erwägen, dass nirgends behauptet ist, dass Schaumburg-Lippe von den Landständen nicht bewilligte Steuern im Wege der Gewalt erhoben habe. Es handelt sich vielmehr nur darum, ob Schaumburg-Lippe berechtigt war, von den durch Landstände wirklich bewilligten Steuern den auf das Amt Blomberg gefallenen Antheil für sich zu beziehen, und nur einen Theil davon zur Bestreitung der allgemeinen Lasten abzuliefern?

Diese Berechtigung verstand sich nun keineswegs von selbst, denn obwohl auch solche, welche nicht

wirkliche Landesherrn waren, zum Bezug von 1839
Steuern mitunter berechtigt seyn konnten, so war ihnen dazu doch ein besonderer Titel nöthig, und selbst wirkliche Landesherrn waren nicht schon im Allgemeinen befugt, für andere als für vom Reich und Kreis herrührende Lasten ohne Zustimmung der Landstände Steuern auf das Land zu legen, insofern sie nicht auf besonderen Reichsgesetzen, oder besondern Rechtstiteln oder auf Herkommen beruhten.

Selchow elem. juris publ. I. §. 447—453.

Handelte es sich daher gegenwärtig erst um die Frage, ob Schaumburg-Lippe im Steuerbezug petitorisch geschützt werden solle, so hätte dasselbe den hiezu erforderlichen besondern Titel oder das diesfallsige rechtmässige Herkommen nachzuweisen.

Da jedoch die Steuer, um deren Ersatz es sich handelt, bereits bezahlt ist, und die Zahlung ursprünglich, wenn kein wahrer Rechtsgrund dazu vorhanden, und eben so wenig eine freie Bewilligung beabsichtig war, nur auf einem Irrthume beruhen konnte, der hiedurch entstandene Besitzstand aber später in possessorio aufrecht erhalten wurde, so hat jetzt der, das ungebührlich Bezahlte zurückfordernde, klagende Theil zu erweisen, dass die Brakesche oder später die Schaumburg-Lippische Linie durch keinen besondern Rechtstitel und durch kein Herkommen zum Bezug der fraglichen Steuer berechtigt war.

Dieser Beweis ist aber weder mit der Klagschrift, noch später angetreten, wie es nach §. 71. der Obergerichts-Ordnung erforderlich gewesen wäre, ja es sind nicht einmal die thatsächlichen Verhältnisse angegeben, welche die Nichtigkeit des Grundes, aus dem die Steuer ursprünglich erhoben wurde, darstellen, folglich die Nichtschuldigkeit des Bezahlten begründen, daher ist die Rückforderungsklage auch vom Standpunkte der Landstände aus nicht begründet.

Für die Periode vom Beitritt der beiden streitenden Theile zum Rheinbunde an macht Detmold noch einen weitern, vom Standpunkte der Landstände unabhängigen Klaggrund geltend. Es leitet denselben aus den §§. 26. und 34. der Rheinbundsacte ab, da hiernach das Besteuerungsrecht (le droit d'impot) als ein Recht der Souverainetät erklärt sey und Schaumburg-Lippe durch den Art. 34. auf alle dem Souverain ge-

1839 hörigen, Rechte verzichtet habe, selbst wenn ihm einzelne derselben früher auch gebührt hätten.

Daraus folgt jedoch nur, dass Detmold nach seinem Beitritt zum Rheinbunde und nach dadurch erlangter Souverainetät die fragliche ordinaire Contribution aus dem Amte Blomberg (vorbehaltlich der aus den Verträgen von 1748 und 1789 etwa schuldigen Gewährleistung) staatsrechtlich hätte an sich ziehen können.

Es folgt daraus keineswegs, dass von jenem Zeitpuncte an, Schaumburg-Lippe als ipso jure aus dem rechtlichen Besitze gesetzt zu betrachten, oder dass es ipso jure in bösen Glauben versetzt war.

In der Meinung, dass nach der Rheinbundsacte ihm selbst die Souverainetät über Blomberg zukomme; hielt sich dasselbe in gutem Glauben für berechtigt, die fragliche Steuer als eine Nutzung der Souverainetät fortzubeziehen. Dass es dabei in gutem Glauben war, ist um so weniger durch einen Beweis des Gegentheils widerlegt, als Detmold dasselbe stets ungestört im Besitze der Steuer liess, und selbst bei dem Interimistikum vom 5. Juli 1812 in dieser Beziehung keine Aenderung bewirkte, und nicht einmal darthut, eine solche verlangt zu haben.

Wenn aber Schaumburg-Lippe in gutem Glauben sich für den Souverain von Blomberg hielt und darum in gutem Glauben die Steuern als eine der Souverainetät anklebende Nutzung fortbezog, und wie immer verwendete, so ist dasselbe zum Ersatz des bereits Bezogenen nicht verbunden.

(l. 23. in f. D. VII. 4—l. 25. §. 1. XXII. i—l. 48. pr. XLI. 1.)

ausgenommen von der Zeit an, wo es durch Zustellung der Detmoldischen Klage nach einer Fiction der Gesetze in bösen Glauben versetzt wurde.

L. 25. §. 7. D. V. 3.

Die Zustellung der Klage erfolgte am 5ten Oktober 1831, an diesem Tage wurden also von Detmold die fraglichen Steuern von Schaumburg-Lippe gerichtlich herausgefordert, und von diesem Tage an hat das Letztere als Besitzer malae fidei sie zu ersetzen, jedoch nur nach Abzug des an die Detmoldische Landeskasse bezahlten Aversalbeitrags zu öffentlichen Lasten, und dessen, was Schaumburg-Lippe davon etwa für Staats-

sgaben, welche sonst der Detmoldischen Landeskasse 1839
gelegen wären, selbst verwendete.

Dabei bleibt alsdann dem fürstlichen Hause Schaumrg-Lippe überlassen, die Gewährleistungs- oder Entädigungs-Ansprüche, die es wegen Entziehung der euer aus den Verträgen von 1748 und 1789 begründ zu können vermeint, coram competenti zu verfolgen.

Was hier von der seit dem Beitritte zum Rheinnde erhobenen ordinairen Steuer gesagt ist, gilt

2) auch von den seit damals eingeführten und von haumburg-Lippe aus dem Amte Blomberg erhobenen lirecten Abgaben.

Was dagegen

3) das Judenschutzgeld betrifft, so hat darin der itritt zum Rheinbunde keine Aenderung hervorgeacht. Dasselbe war nicht nothwendig mit der Landhoheit verbunden, und die Rheinbundsacte erwähnt ner nicht besonders, auch ist nichts von einem desigen Detmoldischen Landesgesetz gesagt.

Der Grund, aus dem es gefordert wird, ist vielhr der §. 4. des Stadthager Vergleichs von 1748, rnach dasselbe zur Hälfte dem regierenden Herrn d zur Hälfte dem Erbherrn gehören soll.

Dabei blieb es bis zum Aussterben der Bückeburgien Linie im Jahr 1777, worauf Schaumburg-Lippe, e in der Einredeschrift anerkannt wird, die Entrichg des Antheils an Detmold einstellte.

Im Jahr 1789 erfolgte nun die Abtheilung der Aem- Schieder und Blomberg, und Schaumburg-Lippe erlt das Amt Blomberg.

Bis zum Jahr 1789 wurde über die von Schaumrg-Lippe gezogenen Nutzungen im Jahr 1793 eine reinbarung getroffen. Von 1789 an, hatte aber jeder heil die Nutzung von einem der beiden Aemter, und haumburg-Lippe erhob aus dem Amte Blomberg das hutzgeld, ohne die Hälfte davon an Detmold abzufern.

Es behauptet ungeachtet des Stadthager Vergleichs ezu berechtigt zu seyn, weil bei der Theilung von 1789, o es das Amt Blomberg erhielt, jedem Theil das Schutzld unter den unständigen Gefällen zugetheilt wurde.

Allein nur das, was Bückeburg hinterliess, war erGegenstand der Theilung, die beiden Aemter Schieder dBlomberg also nur mit denjenigen Rechten, welche

1839 Bückeburg daran hatte. Zu diesen Rechten gehörte aber nach dem Stadthager Vergleich von 1748 nur die Hälfte der Schutzgelder, die andere Hälfte war ein Gefäll der Primogeniturlinie, welches bei der Theilung des Bückeburgischen Nachlasses kein Theilungsgegenstand war.

Wenn daher bei der Theilung der Aemter im Jahr 1789 jedem Theil ein Amt sammt den dazu gehörigen Schutzgeldern zugetheilt wurde, so war hierunter wohl nur der erbherrliche Antheil der allein Theilungsgegenstand war, verstanden, die landesherrliche Hälfte aber blieb dem fürstlichen Hause Detmold auch im erbherrlichen Amte Blomberg nach dem dadurch nicht abgeänderten Stadthager Vergleiche von 1748 §. 4.

Inzwischen muss angenommen werden, dass Schaumburg-Lippe auch diese Schutzgelder bis zur Zustellung der Klage, den 5ten Oktober 1831 in gutem Glauben bezog. Es ist nämlich nicht behauptet, dass im Jahr 1789 bei der Theilung der Aemter Schieder und Blomberg ein besonderer Vorbehalt des im Stadthager Vergleiche bestimmten landesherrlichen Antheils der Schutzgelder gemacht wurde, daher konnte Schaumburg-Lippe sich zum ausschliesslichen Bezug der Schutzgelder in dem ihm zugetheilten Amte Blomberg um so eher für berechtigt halten, als Detmold auch von damals an seinen Antheil nie forderte.

Auch hinsichtlich dieser Schutzgelder ist daher Schaumburg-Lippe nur erst vom 5ten Oktober 1831 an zum Ersatz verpflichtet.

Da hiernach Detmold mit dem grössten Theile seiner Ersatzforderungen unterliegt, dagegen in der Hauptsache wegen der Souverainetät obsiegt, so hat es nach einem billigen Verhältnisse $\frac{1}{4}$tel, Schaumburg-Lippe aber $\frac{3}{4}$tel der Prozesskosten zu tragen.

(L. S.) Die Aechtheit der Abschrift der Entscheidungsgründe beurkundet

Mannheim den 25sten Januar 1839.

Grossh. Oberhofgerichts-Secretariat.

coll. E. Hünsch.

42.

Différens Traités conclus par la Grande-Bretagne avec plusieurs tribus et le Sultan Mahomed Houssain en Arabie.

(Publiés par ordre du Parlament d'Angleterre).

I.

Treaty between the English and the Hazzabee Tribe.

31 January 1839.

This agreement is between the Hazzabees for peace on the part of Sheik Abdulla Hazzaab, Sheik Hamed bin Abdulla Hazzaab, Sheik Mahomed bin Abdulla Hazzaab, Mukee Hazzabee, and Commander Haines, the English agent, on the part of the Government.

We are now friends and promise peace and friendship, great and lasting friendship, and that our hearts and wishes are one.

Further, that there shall be peace and friendship with Aden, and that if any of our subjects, or the subjects of Britain pass into each other's territory, neither party shall be insulted or injured. We are one. If the subjects of either do wrong, they are to be given over for punishment by their own laws.

II.

Treaty between the English and Mohamed Jaffer bin Syed Hydroosse, Chief of Wahert, and all under him.

2 February 1839.

We agree to lasting peace and friendship.

Aden is open for our free intercourse and friendship, and so is our country to each other; and both parties agree there shall be no oppression or insult.

1839

III.

Treaty between the English and the Abdalees, signed by Sultan Mahomed Houssain's accredited Agent and Son-in-law.

2 February 1839.

From this day and the future, Syed Mahomed Houssain bin West bin Hamed Suffran gives this promise to Commander Haines, gentleman, on his own head, in the presence of God, that there shall be friendship, lasting friendship, and peace, and everything good, between the English and Abdalees. I promise no wrong or insult shall be done, but it shall be peace; and the British Government agree to the same. Sultan Mahomed Houssain and all interior Sultans agree to this, and I am responsible. All those even on the roads to the interior, shall be kept from molesting any one, by me, as they were when Sultan M. Houssain possessed Aden. This is agreed upon between me and Commander Haines, on the part of Government; and I promise to do even more than I have hitherto done, please God. I require respect from Commander Haines in return, and more than before, if possible.

IV.

Treaty between the English and the Sultan Mahomed Houssain and his Children through his accredited Agent.

4 February 1839.

This treaty is formed between Syed Mahomed Houssain and Hassan Cutief, on account of the Sultan of Lahedge, and Commander Haines, the agent of the Government.

On the word and promise of Sultan Mahomed Houssain, I promise that no insult or molestation shall take place on the road, or between the English and my people, and that all shall be peace and quietness; and I agree, that between my people and your people, there shall be no difference or oppression, and that the English agree that all shall be peace, and that all merchants shall be free to trade without oppression.

43.

Rapport fait aux Chambres de la Belgique par le Ministre des affaires étrangères sur l'état des négociations entamées de nouveau à Londres relativement à la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. En date de Bruxelles, le 1 Février 1839.

(Histoire parlementaire du Traité de Paix du 19 Avril 1839 entre la Belgique et la Hollande. T. I. Bruxelles, 1839 p. 2 et suiv.)

Le dernier rapport fait aux chambres, sur nos différends avec la Hollande, est du 4 octobre 1833. M. le général Goblet, ministre des affaires étrangères, a rendu compte alors des motifs qui avaient suspendu les négociations ouvertes à Londres, immédiatement après la conclusion de la convention du 21 mai de cette année.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que, durant ces négociations, plusieurs articles du traité du 15 novembre 1831 furent paraphés avec ou sans modifications, modifications qui, dans aucun cas, n'altérèrent essentiellement la disposition qui en était l'objet. Il en fut ainsi des art. 1, 2, 4 et 6, relatifs au territoire; de l'art. 7, qui consacre l'indépendance et la neutralité de la Belgique; de l'art. 8, qui règle l'écoulement des eaux des Flandres; de l'art. 10 et de l'art. 15, qui déclarent, l'un que l'usage des canaux qui traversent la Hollande et la Belgique continuera d'être libre et commun aux deux pays, et l'autre que le port d'Anvers sera uniquement un port de commerce; de l'art. 16, qui règle la propriété des ouvrages d'utilité publique ou particulière; de l'art. 17, concernant les séquestres; des art. 18, 19, 20, 21, 22 et 23, relatifs à la situation des sujets des deux pays, aux pensions, traitements d'attente et cautionnements; de l'art. 24, qui détermine l'époque de l'évacuation réciproque.

L'art. 3, qui porte que, pour les cessions faites dans le Luxembourg, il sera assigné au roi des Pays-

1839 Bas une indemnité territoriale dans le Limbourg, et l'art. 5, qui réserve à ce souverain de s'entendre avec la diète et les agnats de sa maison sur le point de savoir si cette partie du Limbourg serait incorporée à la Hollande ou à la confédération germanique, avaient été provisoirement écartés. Le cabinet de La Haye, ayant espéré qu'il pourrait réunir à la Hollande la rive droite de la Meuse, ses plénipotentiaires avaient demandé la suppression de ces articles et des expressions de l'art. 2 qui s'y rattachaient.

Les plénipotentiaires belges, de l'aveu du gouvernement, y avaient, de leur côté, consenti, à la condition, qui fut admise par la Hollande, que *le roi grand-duc produirait, avant la signature du traité, le consentement de la diète germanique et des agnats de la maison de Nassau.*

On examina, en outre, les questions soulevées par l'art. 9, touchant la navigation des fleuves et rivières; les art. 11 et 12, touchant les routes et autres communications; les art. 13 et 14, touchant les arrangements financiers. Les prétentions de la Hollande étaient exorbitantes. Elle voulait borner la libre navigation de l'Escaut à l'Escaut occidental, avec un droit de péage de fl. 2, qui serait perçu à Batz ou à Flessingue; elle rejetait la disposition relative à la pêche; elle exigeait un droit de transit pour les routes indiquées à l'art. 11, et déclarait inadmissible l'art. 12; quant à la dette, outre le remboursement de ses avances, réclamation que tous les membres de la conférence jugeaient fondée, elle voulait que la liquidation des fonds du syndicat d'amortissement n'eût lieu que comme *mesure d'ordre.*

Aucune rédaction ne fut formellement arrêtée à la suite du débat qui s'établit sur ces différents points; mais des principes généraux furent posés; des propositions furent éventuellement admises: ainsi, en ce qui concerne l'Escaut, un péage de *un* florin 50 cents, moyennant certaines conditions, parut être consenti par le gouvernement belge.

Vous savez, Messieurs, comment furent suspendues ces négociations, lorsque la conférence apprit que le roi grand-duc n'avait point fait les démarches nécessaires pour se procurer l'assentiment de la diète germanique et des agnats de la maison de Nassau à la

cession éventuelle de la partie du grand-duché de Lu- 1839
xembourg attribuée à la Belgique.

J'arrive maintenant à une tentative du cabinet de La Haye pour reprendre les négociations.

Le roi Guillaume, à la suite de l'ajournement de la conférence, avait fait, enfin, des ouvertures à la diète germanique et aux agnats. Ces ouvertures ne conduisirent point au résultat qu'il avait en vue; le 18 août 1836, la diète prit la décision suivante:

„1° S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, sera informée, par l'intermédiaire de sa légation, que la confédération germanique ne peut donner son assentiment à la cession d'une partie du grand-duché de Luxembourg, sans indemnité territoriale; mais qu'elle est disposée, en ayant égard à la déclaration produite par rapport aux agnats de la maison de Nassau, à donner son consentement à la cession de la partie du grand-duché de Luxembourg mentionnée dans l'art. 2 de l'acte de séparation du 15 octobre 1831, contre une indemnité territoriale, moyennant les portions de territoire désignées dans l'art. 4 dudit acte, *sous la condition que l'obligation soit imposée au gouvernement belge, de ne point établir de fortifications dans la partie du grand-duché de Luxembourg qui lui sera cédée, et qui, dès lors, se sépare des liens fédératifs de l'Allemagne, et, nommément, de ne jamais fortifier la ville d'Arlon*" *).

2° L'Arrangement ultérieur et la fixation de l'indemnité territoriale à allouer à la confédération dans le Limbourg sont réservés, en conformité de la stipulation exprimée dans l'art. 5 de l'acte de séparation, à une négociation spéciale entre la confédération et S. M. le roi des Pays-Bas; et la confédération y partira du principe, que le territoire à réunir à celui de la confédération, entièrement sur le même pied, en remplacement de la partie à céder du grand-duché de Luxembourg, s'il ne peut pas former une compensation équivalente en étendue et en population, devra cependant répondre, autant que possible, aux intérêts de la confédération sous le rapport de la contiguïté de la ligne de défense."

*) Cette clause était une addition onéreuse au traité du 15 novembre 1831.

1839 Par une note du 27 octobre 1830, le plénipotentiaire du roi grand-duc porta cette résolution à la connaissance des plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, en exprimant, au nom de sa cour, le vœu de voir reprendre les négociations ajaurnées depuis le 24 août 1833.

Cette note fut remise à lord Palmerston avec prière de la communiquer à LL. EE. Les plénipotentiaires réunis en conférence.

Bien que cette démarche obtînt l'assentiment de plusieurs puissances, elle resta infructueuse. Lord Palmerston déclara qu'il n'y avait point lieu de convoquer la conférence,

Voici les termes de la réponse de S. S.:

„Le soussigné regrette d'informer M. Dedel qu'il n'est pas en son pouvoir, dans les circonstances actuelles, de leur (*aux plénipotentiaires*) communiquer cette note."

„Les réunions de la conférence ont été suspendues jusqu'à ce que les plénipotentiaires néerlandais soient mis à même de déclarer de deux choses l'une: ou que S. M. néerlandaise a obtenu l'assentiment de la diète et du duc de Nassau à l'arrangement territorial proposé par le gouvernement néerlandais en 1833, et ensuite duquel tout le district du Limbourg serait incorporé à la Hollande, ou que S. M., n'ayant pu obtenir ce consentement, était prête à accéder à l'arrangement territorial contenu dans les 24 articles, et à autoriser ses plénipotentiaires à signer les 7 premiers de ces articles qui ont rapport à l'arrangement territorial.

„La note adressée par M. Dedel aux plénipotentiaires des cinq cours, déclare bien que S. M. néerlandaise n'a pas réussi à obtenir l'assentiment de la diète et du duc de Nassau à l'arrangement territorial proposé par S. M. néerlandaise en 1833; mais la note ne dit pas si, dans le cas que les conférences soient reprises, les plénipotentiaires seraient autorisés et prêts à accéder aux sept premiers des 24 articles, et ainsi à donner l'assentiment de S. M. néerlandaise à l'arrangement territorial des cinq puissances."

Une nouvelle note de M. Dedel n'ent pas plus de succès; et il n'insista pas davantage. Les choses en restèrent là jusqu'au mois de mars 1838.

Ici commence le récit des négociations qui forment 1839
l'objet principal de ce rapport.

A cette époque, le roi des Pays-Bas fit connaître officiellement qu'il adhérait au traité du 15 novembre 1831.

En recevant cette adhésion, les plénipotentiaires parurent être sur le point de poser un acte qui eût exercé sur la négociation l'influence la plus décisive.

Un projet de note destinée à M. Dedel avait été rédigé, par lequel les cinq plénipotentiaires déclaraient qu'ils étaient prêts à signer les 24 articles avec le plénipotentiaire hollandais; mais sous la réserve des art. 9, 11, 12, 13 et 14 et du principe d'une indemnité territoriale dans le Limbourg en faveur de la confédération germanique. C'était admettre que les cinq puissances avaient le droit de signer un traité avec la Hollande, sauf à s'entendre, plus tard, avec la Belgique, et que les modifications à introduire de gré à gré ne tomberaient que sur les cinq articles indiqués.

Ces détails furent portés officieusement à la connaissance du ministre plénipotentiaire de Belgique.

Dès que j'eus avis de la communication de M. Dedel, je m'empressai de faire savoir à M. Van de Weyer que, dans le cas où il serait appelé à prendre immédiatement part aux conférences, il s'y refusât, attendu qu'il n'avait pas cru devoir, en l'absence d'une notification officielle de la démarche du cabinet de La Haye, réclamer des instructions de son gouvernement. M. Van de Weyer recevait, en même temps, l'invitation de ne rien négliger pour éviter la reprise des négociations sous l'influence de la conférence, de continuer ses rapports officieux avec les plénipotentiaires, rapports si utiles en ce qu'ils permettaient d'agir sur les esprits, mais en ayant soin qu'ils ne pussent, en aucun cas, être envisagés comme une sorte d'adhésion à un arbitrage désormais sans motif. Je fis sentir que la ratification pure et simple des 24 artices n'était plus possible et que les plénipotentiaires, réunis en conférence, ne devaient prendre aucun engagement à l'égard du cabinet de La Haye, avant un sérieux examen de la situation diplomatique, si essentiellement modifiée. Notre intérêt était de prévenir tout acte *positif* de la part de la conférence, de nous procurer des délais et de les mettre à profit pour sonder le terrain et préparer

1839 les voies à notre système. Mes instructions furent rédigées dans ce sens. Nos efforts obtinrent un premier succès. L'envoi de la note projetée fut combattu par deux des plénipotentiaires réunis en conférence, qui appuyèrent l'idée de se borner à accuser à M. Dedel la réception de sa communication et d'en référer, sur le fond même de la question, aux cours respectives. Au protocole de cette résolution auraient été annexées toutes les pièces reçues ou envoyées depuis le mois de septembre 1833.

Cette dernière condition, sur laquelle les plénipotentiaires britannique et français insistèrent, excita les vives réclamations des plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse et de Russie, qui semblaient craindre, pour le cabinet de la Haye, les effets de cette publication. Elle amena une scission au sein de la conférence; on arrêta qu'il n'y aurait point de protocole, que le ministre britannique répondrait à M. Dedel par *un simple accusé de réception*, et que les plénipotentiaires dissidents demanderaient à leurs cours de nouvelles instructions. Par là, nos désirs étaient satisfaits. Aucune mention n'était faite, ni de l'acceptation des 24 articles, ni de la négociation de 1833, et l'on avait obtenu du temps. Ceci se passait le 6 avril.

Ainsi donc, voici quelle était la situation des choses: Il importe de la préciser.

Trois des plénipotentiaires se trouvaient sans instructions suffisantes; et, par conséquent, il était impossible que la conférence se réunît; condamnée à une inaction complète, elle n'existait réellement pas. Rappelons ici que M. de Senfft, plénipotentiaire d'Autriche, qui prit, depuis, une part si active aux travaux diplomatiques, n'arriva en Angleterre qu'au mois de juillet; l'ambassadeur de France resta éloigné de son poste du 15 avril au 10 juin. Des entretiens privés et plus ou moins confidentiels, c'était là tout ce qui pouvait avoir lieu. Ce n'est qu'après l'arrivée des instructions aux plénipotentiaires du Nord, que la conférence a pu se reconstituer; et, de fait, ce n'est qu'au mois d'août, lors de la présence à Londres de nos commissaires, MM. Fallon et Du Jardin, qu'a eu lieu cette reconstitution, qui, du reste, n'a jamais été notifiée aux plénipotentiaires belge et néerlandais.

Mais l'on se méprendrait singulièrement, Messieurs,

si l'on supposait que, durant cet intervalle, le gouver- 1839
nement belge demeura inactif.

A vrai dire, des négociations, proprement dites, n'étaient point possibles; nous n'étions saisis d'aucune proposition, et nous n'avions pas à en formuler de notre côté; je vais plus loin, et je dis que, si même l'initiative nous eût été permise, si la conférence eût été assemblée, il aurait été d'une inexcusable légèreté à nous, de proclamer hautement l'ensemble de nos réclamations, alors que nous savions déjà de quelles immenses difficultés nous étions entourés, alors que nous avions tant d'intérêt à agir, au dehors, pour nous procurer quelque point d'appui efficace. Or l'imprudence eût été plus grande encore, au moment où nous ignorions si la dissidence qui s'était manifestée entre les plénipotentiaires, ne serait pas suivie d'actes qui empêcheraient la conférence de commencer ses travaux.

De négociations régulières, il ne pouvait, je le répète, en être question. Mais nous avions la ressource des pourparlers préliminaires; et c'est dans ces entretiens que nos agents à Londres et à Paris s'appliquaient à développer les idées que j'avais exposées dans mes instructions; c'est dans ces entretiens que, tous, nous pûmes nous convaincre des résistances qui attendaient, de toutes parts, nos réclamations territoriales.

Il convient de se rendre compte, Messieurs, des dispositions des différentes cours à cette époque.

Le cabinet de La Haye avait été contraint d'adhérer aux 24 articles par l'attitude qu'avaient prise les états-généraux. Il avait obéi à d'impérieuses nécessités. Les difficultés qui avaient eu lieu à diverses reprises, et récemment encore, dans le Luxembourg, à l'occasion du Grunenwald, avaient, par contre-coup, donné lieu à des démonstrations militaires en Belgique, en France et en Allemagne, état de choses qui avait nui au *statu quo*, qui l'avait, en quelque sorte, frappé de discrédit aux yeux des cabinets britannique et français, comme aux yeux des cabinets de Vienne et de Berlin. Aussi, la résolution du roi Guillaume, lorsqu'il fut constaté qu'elle était sérieuse, fut-elle accueillie avec faveur par toutes ces cours. Celles-ci désirèrent unanimement d'arriver, sans retard, à une solution définitive. Elles voulaient profiter de leur bonne intelligence actuelle, prévoyant que le changement de politique d'un seul cabi-

1839 net pourrait tout remettre en question. L'Orient, d'ailleurs, était là, avec ses complications graves qui pouvaient exiger tout à coup une entière liberté d'action, et rendre, plus que jamais, nécessaire le calme dans l'occident de l'Europe.

Voilà, Messieurs, sous quelles influences s'ouvrirent les pourparlers, et ensuite les négociations, sur la question hollando-belge. C'est là qu'il faut chercher le motif de ces déclarations qui furent faites, dès le principe, par ces différentes cours, sur l'impossibilité de toute modification aux arrangements territoriaux du 15 novembre; c'est là ce qui dicta au cabinet britannique une démarche officielle dont j'aurai bientôt à vous entretenir, démarche qui eut lieu avant les réunions de la conférence, et qui suffirait, à elle seule, pour établir qu'il y avait, même chez les gouvernements les plus favorables à notre cause, un invariable *parti pris*, en ce qui touchait la question territoriale. D'autres cours, à une époque peu éloignée, avaient été beaucoup plus loin, sous ce rapport.

Vous avez vu, Messieurs, que l'acte de la diète germanique du 18 août 1836, dont j'ai eu l'honneur, il y a peu d'instants, de vous donner lecture, renfermait, à notre détriment, une clause relative à des éventualités de fortifications dans la partie belge du Luxembourg, aux termes des 24 articles.

Une tendance du même genre s'était manifestée, dans le courant de la même année, ailleurs qu'à Francfort. L'un des cabinets représentés à la conférence de Londres, avait laissé entrevoir le désir qu'il fût apporté de nouvelles rigueurs à la combinaison territoriale imposée par le traité du 15 novembre.

En face de ces volontés puissantes, en dépit de ces précédents fâcheux, le gouvernement du roi ne se découragea point; il voulut poursuivre jusqu'au bout cette oeuvre de réparation qu'il appelait de tous ses voeux! Une issue lui semblait ouverte: la Hollande, à l'effet d'améliorer son état financier si désastreux, manifesterait peut-être l'intention de s'entendre avec la Belgique pour arriver à un système de compensation; la diète germanique, ainsi placée entre les sollicitations d'une puissance amie et les embarras que pouvait susciter la Belgique, ne mettrait-elle pas fin à son opposition? La possibilité d'un arrangement de gré à gré

avec la Hollande, lasse et épuisée, telle était donc no- 1839
tre chance principale de succès dans la négociation. La persistance de nos efforts pouvait, d'ailleurs, dans une autre hypothèse, nous valoir le bénéfice d'un *terme moyen:* c'est ce qu'eut en vue le gouvernement belge, en produisant et en développant, à diverses reprises, l'idée d'une trève de longue durée, qui aurait consacré le *statu quo* territorial, idée dont la presse s'empara plus tard.

Dès le 20 mars, c'est-à-dire, immédiatement après l'adhésion du roi Guillaume, j'avais écrit à M. Van de Weyer qu'il fallait s'attacher à la conservation du territoire. J'avais écrit dans le même sens à notre envoyé à Paris.

L'un et l'autre reçurent des explications étendues sur les intentions du gouvernement du roi.

Mes instructions générales reposèrent sur les données suivantes:

Les réserves apportées aux ratifications des cours du Nord ont ôté au traité du 15 novembre son caractère d'immutabilité et d'indivisibilité; le texte même du traité et des actes diplomatiques qui en ont expliqué l'origine et le but; et, de plus, les erreurs matérielles commises, viennent, sous ce rapport, en aide aux réserves; la convention du 21 mai 1833, le refus prolongé du roi Guillaume et les conséquences naturelles de ce refus ont créé une situation nouvelle, en maintenant et en fortifiant de plus en plus les liens auxquels les 24 articles portent une si cruelle atteinte; les négociations de 1833 n'ayant pas amené un résultat complet, le paraphe donné à cette époque a perdu sa valeur, et la Belgique conserve la faculté de décliner tout ou partie de ces négociations. D'autres considérations étayaient celles-là: le voeu si manifeste des populations belges en faveur du *satu quo* territorial; l'intérêt bien entendu, quoiqu'à titres divers, de toutes les puissances, y compris la Hollande, pour qui des populations désaffectionnées, hostiles, seraient un grave et perpétuel embarras; les dangers que présenterait, pour la paix et la stabilité générales, un démembrement qui blesserait les sympathies nationales les plus pures, les plus légitimes, et qui, en troublant le présent, compromettrait la sécurité de l'avenir.

Des raisons d'un autre ordre, et plus particulière-

1839 ment applicables à telle situation donnée, furent, en outre exposées avec soin.

En ce qui touchait la validité des précédents, nous ne pouvions, sans manquer de prudence, qu'il me soit permis d'insister sur cette remarque, dépasser une certaine limite. Aller plus loin, déclarer formellement anéantis, de droit et de fait, tous les actes antérieurs, eût été se priver de toute chance favorable de négociation. Dajà, plusieurs fois, il nous fut objecté:

„Si nul engagement ne subsiste, vous rétrogradez au premier jour de votre révolution; tout lien entre les puissances et vous est désormais brisé; vous n'en restez pas moins en présence de la diète germanique appuyée sur les traités de 1815; et, de plus, vous vous retrouvez (abandonnés à toutes les chances de l'avenir) sous le coup des articles constitutifs de 1814, et en face de la conférence, ramenée à cette position d'arbitre que vous lui déniez aujourd'hui!"

En appelant votre attention, Messieurs, sur les inconvénients de toute déclaration intempestive, je suis amené à vous rendre compte de cet acte significatif, auquel j'ai fait allusion, que posa le cabinet britannique, presque au début des pourparlers à Londres.

Immédiatement après les manifestations qui eurent lieu en Belgique, au mois d'avril, le ministre britannique, qui n'avait cessé d'exprimer l'opinion que la négociation de 1833 avait été suspendue et non rompue, et qu'il fallait reprendre cette négociation ou s'en tenir au traité, fit une notification officielle aux autres cours représentées en conférence et à la Belgique, pour déclarer que le cabinet de S. M. B. était résolu à maintenir les arrangements territoriaux des 24 articles.

D'un autre côté, le cabinet français, dès le mois de mars, ne se dissimulait pas que la question des territoires paraissait irrévocablement jugée. La notification du cabinet britannique acheva de le déterminer à ne pas se séparer, sur ce point, des autres cours. Son langage en ce sens devint, de jour en jour, plus prononcé.

Ces obstacles, qui ne pouvaient être écartés de prime-abord, le gouvernement dut s'étudier à les tourner, en cherchant, ailleurs, des ressources pour les aborder de nouveau, plus tard, avec moins de désavantage. Il s'occupa donc activement des questions finan-

cières, questions qui avaient, du reste, par elles-mêmes, 1839
une si haute importance.

Des principes furent posés quant à la nécessité d'une révision du partage des dettes et au non-payement des arrérages. Des demarches furent faites pour établir les erreurs commises en 1831; j'invoquai, pour la rectification de ces erreurs, les déclarations de la conférence elle-même, et notamment le protocole n° 48, protocole que n'a infirmé ni le *memorandum* du 7 octobre, ni la note du 14.

Des arguments furent également puisés dans le protocole n° 45 et dans d'autres documents diplomatiques.

C'était là des jalons établis sur la route qui restait à parcourir. Des travaux considérables, et s'étendant à tous les détails de cette question si compliquée, vinrent compléter les éclaircissements à fournir. Je me plais à reconnaître qu'indépendamment de l'action du gouvernement, la publication d'écrit, qui eurent du retentissement, à l'étranger, exerça une salutaire influence.

Peu favorablement accueillie d'abord, la question de la dette, grâce à des efforts persévérants, gagna du terrain. Ainsi, des deux cabinets qui nous appuyaient le plus fréquemment, l'un paraissait disposé à soutenir la révision de la dette et la libération des arrérages; et l'autre, qui avait commencé par présenter des objections à toute modification dans le chiffre de la rente, s'était, enfin, rapproché de nous, n'admettant toutefois le principe de la révision que dans les termes restrictement interpretés du protocole Nro 48 de la conférence de Londres, interprétation qui semblait exclure toute amélioration sensible dans la répartition de la dette.

Le gouvernement du roi avait donc obtenu quelques avantages partiels dans les pourparlers préliminaires; bien qu'aucune résolution n'eût été et n'eût pu être prise, la conférence ne siégeant pas, ces avantages n'étaient pas sans valeur et pouvaient servir de point, d'appui.

Les faits que je viens de resumer doivent être envisagés comme formant la première période de la négociation, cette période toute en pourparlers, qui a revêtu un caractère plus arrêté, quoique toujours officieux et confidentiel, par suite de l'arrivée à Londres, des instructions qu'avaient réclamées les plénipotentiai-

1839 res d'Autriche, de Prusse et de Russie, à qui elles parvinrent du 10 ou 15 Juillet.

On pouvait craindre que, chacun des plénipotentiaires étant muni des pouvoirs nécessaires, ils ne commençassent leurs déliberations par la déclaration formelle que, reprenant les négociations suspendues en 1833, ils tenaient pour válides les articles paragraphés alors et par conséquent comme décidée la question territoriale. Pour prévenir ce danger, M. Van de Weyer, ensuite de mes instructions, exposa à Lord Palmerston l'ordre que le gouvernement belge désirait de voir adopter dans la négociation qui allait s'ouvrir.

La pensée première de quelques-unes des cours représentées en conférence fut de nous proposer la signature d'un Traité avec la Hollande, comprenant les 24 articles (du Traité du 15 novembre 1831), sauf quelques modifications, traité qui aurait maintenu les cessions territoriales et aurait abandonné à l'examen d'une commission, et au cas d'un désacord complet dans le sein de cette commission, à l'arbitrage de la conférence, la question des arrérages et celle de la liquidation du syndicat d'amortissement.

Ces propositions furent, conformément à notre opinion, déclarées inacceptables par deux membres de la conférence. Persuadé, de plus en plus, que la révision de la liquidation de 1831 s'ouverait seule, si elle pouvait être sauvée, l'intégralité du territoire belge, j'insistais constamment, dans mes instructions, sur la nécessité d'entamer le débat par les questions financières, en même temps que je continuais à faire valoir avec force le caractère odieux et toutes les conséquences dangereuses d'un démembrement. Chacune des considérations précédement indiquées, appuyée d'observations spécialement applicables à des circonstances présentes, telles que l'état des esprits en Belgique et en Allemagne, reçut des développemens plus étendus. Mais la France et la Grande-Bretagne persistèrent à répéter à nos Envoyés que la Belgique ne parviendrait pás à faire modifier en sa faveur les arrangemens territoriaux. Le projet d'une trève, malgré nos efforts, demeura également dépourvu de toute chance de succès. Outre les travaux entrepris par le Département des affaires étrangères et le ministère des finances une commission avait été créé par ce dernier, le 29 Juin 1838, pour exami-

ner tous les points relatifs à la révision de la dette. 1839
Elle avait rédigé un memoire lequel seroit de base aux instructions ministérielles expédiées à Londres et à Paris.

Les principes et les faits exposés dans ce document remarquable devaient donner lieu à des discussions qui pouvaient rendre utile la présence de connaissaires spéciaux, chargés de fournir des éclaircissemens les plus complèts. C'est dans cette vue que M. M. Fallon et Du Jardin se rendirent à Londres. Ils y arrivèrent le 2 août. Ils n'étaient revêtus d'aucun caractère politique; leur mission se bornait à appuyer d'explications nouvelles les assertions énoncées dans le mémoria, à la réduction duquel ils avaient pris part. Ils se mirent sur-le-champ en relation avec les plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretagne, et eurent avec eux de longs entretiens, auxquels prit part M. van de Weyer. Le mémoire de la commission des finances avait été remis à ces plénipotentiaires et communiqué à leurs collegues, qui redigèrent et envoyèrent à Lord Palmerston une réfutation de ce document. Cette refutation était accompagnée de propositions qui avaient pour but d'assurer à la Hollande le payement de fl. 8,400,000, sauf pour la Belgique la diminution éventuelle resultant d'une liquidation du syndicat d'amortissement, liquidation qui aurait lieu après la signature du Traité:

Les propositions firint l'objet de la part du Plénipotenttaire et des commissaires de la Belgique de notes où furent consignées les idées qu'ils avaient, plus d'une fois, exposés aux plénipotentiaires de France et d'Angleterre, et sur le syndicat d'amortissement et sur le non-payement des arrérages.

En présence de nos objections aux propositions des représentans du Nord, Lord Palmerston, d'accord avec le plénipotentiaire de France, revint sur une idée qu'il avait déja mise en avant, à savoir qu'un chiffre transactionnel était le seul moyen pratique d'en finir. Le cabinet français restait toutefois disposé à ne pas abandonner le système de la révision. Le 16 Octobre les plénipotentiaires des cinq cours se réunirent en conférence et malgré les objections du gouvernement belge, ils repoussèrent le système de la révision, persistant dans le projet d'une transaction. Le chiffre de la déduction à faire sur la portion de la dette à mettre

1839 à la charge de la Belgique fut, par eux, porté à fl. 3,000,000.

Ils arrêtèrent, en outre, que des démarches seraient faites auprès des deux parties pour les amener à l'adoption de ce système de transaction.

Ces démarches furent immédiatement faites auprès du cabinet de Bruxelles, à qui l'on communiqua confidentiellement des propositions, en forme d'articles, qui consacraient les arrangements territoriaux du 15 novembre. Ces propositions parvinrent à Bruxelles, le 23 octobre 1838.

Remarquons que ces actes des plénipotentiaires appartenaient encore à un ordre de négociations plutôt officieuses qu'officielles. Dans l'état des choses et des esprits, il eût été très-imprudent, de la part du gouvernement belge, de chercher à donner un autre caractère aux délibérations des plénipotentiaires.

Notre ministre et nos commissaires n'étant nullement autorisés à admettre de semblables bases, durent s'abstenir de les discuter; mais ils cherchèrent à connaître, afin de pouvoir, au besoin, les rectifier, les données qui avaient déterminé la fixation du chiffre de fl. 3,000,000, ils ne purent obtenir des éclaircissements bien précis.

Ainsi, le gouvernement belge se trouvait, cette fois, en présence, non-seulement du principe, mais du chiffre même d'une transaction et du projet de traité qui maintenait les arrangements territoriaux du 15 novembre.

La plupart des plénipotentiaires se montraient fort impatients de recevoir la réponse du cabinet de Bruxelles. Ceux d'Autriche et de Prusse remirent à lord Palmerston, le 27 octobre, un *memorandum* pour déclarer que, dans l'opinion de leurs cours, les puissances, si la Belgique repoussait l'arrangement proposé, devaient mettre un terme au *statu quo* établi par la convention du 12 mai. Quelques jours après, lord Palmerston faisait savoir, à son tour, au gouvernement belge, que, „si la négociation présente échouait par suite d'obstacles suscités par nous, la Grande-Bretagne ne pourrait s'opposer à ce que, ou la confédération germanique ou le roi des Pays-Bas, soit dispensé de respecter plus longtemps le *statu quo* territorial, et ne pourrait accéder à l'occupation prolongée, par les

Belges, de la partie allemande du Luxembourg, et des 1839
équivalents dans le Limbourg."

Cette déclaration, l'Angleterre en donna connaissance au cabinet de Paris. J'en pris occasion pour rétablir, par une suite de déductions tirées des faits, le sens et la portée de la convention du 21 mai, convention dont, à mes yeux, la violation donnerait à la Belgique le droit de profiter des chances favorables, et d'imputer, sur le chiffre de la dette, le montant des frais et des dommages qu'elle pourrait avoir à supporter.

Le cabinet français, près duquel nous insistâmes sur les obligations résultant pour lui de la convention du 21 mai, quelle que fût, d'ailleurs, l'interprétation qu'y attachassent les autres parties contractantes, pensait qu'il serait obligé de s'abstenir, si le *statu quo* cessait d'être maintenu par la Grande-Bretagne, dans le cas où la confédération germanique interviendrait, pourvu, toutefois, que celle-ci ne dépassât pas les limites de la Belgique, aux termes des 24 articles. Le gouvernement belge expédia à Londres les instructions suivantes, sous la date du 10 novembre:

„Le gouvernement du roi, ayant eu égard à l'initiative prise par les plénipotentiaires des grandes puissances fixant le chiffre transactionnel de la dette à fl. 5,400,000, payables à partir du jour de l'échange des ratifications, veut répondre à cet esprit de conciliation, en proposant de déterminer ce chiffre à un taux mieux en rapport avec la vérité des faits et avec la justice qui doit présider au partage de la communauté. Par ces motifs, il propose, de son côté, de fixer le chiffre à fl. 3,200,000, payables à partir de ce même jour. Il est bien entendu que, par suite de la renonciation à la liquidation du syndicat et du caissier de l'Etat, le gouvernement hollandais n'aurait, de ce chef, aucune répétition à exercer en Belgique, le but de la non-liquidation étant de laisser à la Hollande la jouissance de ce dont le syndicat est actuellement en possession. Cette réserve est, en tout, conforme aux explications qui ont été verbalement données aux commissaires belges.

„Le gouvernement du roi s'est occupé exclusivement du chiffre transactionnel, parce qu'il considère toujours, et surtout aujourd'hui qu'on est en voie de rapprochement, qu'il y a nécessité de s'entendre, avant tout, sur la question de la dette et d'ajourner la dis-

1839 cussion de tout autre article. En conséquence, vous aurez, monsieur le ministre, en faisant connaître à lord Palmerston notre proposition transactionnelle, à déclarer, de la manière la plus expresse, que le gouvernement se réserve de répondre aux communications officieuses qui lui ont été faites sur d'autres points, et qu'il n'entend, quant à présent, admettre aucun article des projets que Sa Seigneurie vous a remis."

On le voit, le gouvernement avait soin de disjoindre, si l'on peut s'exprimer ainsi, le principe de la transaction des autres points à régler. Il continuait de faire, à l'égard de ces derniers, les réserves les plus explicites et s'en tenait invariablement à la discussion préalable des questions financières.

Mentionnons ici que M. Dedel avait, le 8 novembre, fait, en vain, une démarche officielle pour obtenir une réponse à l'adhésion de son souverain, adhésion remontant au mois de mars.

Le chiffre proposé par nous fut envisagé à Londres comme un refus de négocier.

La situation était grave; toutefois, un avenir rapproché pouvait l'améliorer. Les traités n'étaient encore qu'à l'état de propositions purement officieuses. Rien n'était donc irrévocable. L'idée d'une transaction était dans le voeu du pays. Les chambres, en l'exprimant formellement, donnaient un appui aux propositions que le gouvernement avait résolu de faire, appui d'autant plus utile, qu'elles fournissaient ainsi une preuve des sentiments de conciliation qui animaient la Belgique, qu'elles faisaient un appel aux vues élevées des puissances et qu'elles signalaient à l'attention de la Hollande les avantages que celleci pouvait retirer d'une semblable combinaison. Cette marche est d'autant mieux justifiée que le cabinet des Tuileries, avant de poser un acte qui l'engageât, a voulu faire connaître à la législature nationale la ligne politique qu'il s'était tracée.

Néanmoins, le vif désir qu'éprouvaient plusieurs des puissances de terminer la grande question qui, depuis si longtemps, les occupait, fit que les faits qui se produisirent, à cette époque, en Belgique, furent défavorablement appréciés.

Je ne m'en appliquai pas moins, dans la correspondance officielle, à reproduire toutes les considérations d'intérêt européen, qui se rattachaient à la con-

servation des territoires que nous possédons. Je revins 1839
sur l'ensemble des raisons que je pouvais puiser dans des antécédents plus ou moins rapprochés de nous, dans l'unanimité de sentiments qui se manifestait en Belgique par l'organe des corps constitués. C'est alors que le gouvernement français, jugeant que le moment était venu de sonder les intentions du cabinet de La Haye, voulut suggérer à ce dernier l'idée d'une transaction sur les territoires. Cette idée ne fut pas accueillie.

De son côté, le gouvernement du roi avait confidentiellement transmis à M. Van de Weyer, le 23 novembre 1838, des instructions ainsi conçues:

„Il paraît résulter de votre correspondance et de celle de Paris, que la conférence ne voudra plus s'occuper de la question de la dette dans l'état actuel des choses. S'il en est réellement ainsi, vous ne ferez aucun usage de la présente: si, au contraire, cette haute assemblée était d'intention de suivre la voie où elle était entrée et d'arriver à un arrangement équitable, le gouvernement ne serait pas éloigné de consentir à un chiffre de fl. 3,800,000, dans lequel seraient compris les avantages commerciaux dont le prix ferait, cependant, l'objet d'un article distinct; mais vous comprendrez, en tout cas, que vous devez user d'une extrême circonspection pour que l'on ne s'empare pas du chiffre de fl. 3,800,000, afin de nous engager à des concessions plus fortes. Ainsi, soit que la Hollande ne veuille pas descendre au-dessous du chiffre de fl. 5,000,000 *), soit que la conférence veuille vider, au préalable, la question territoriale, ce qui serait contraire à toute justice, vous vous abstiendrez de faire mention du contenu de cette dépêche."

Toutes les tentatives furent infructueuses, et ces instructions éventuelles restèrent provisoirement sans application possible. Quatre des plénipotentiaires persistèrent à ne pas vouloir s'occuper de la question financière, voulant trancher, avant tout, la question territoriale, et tous déclarant, comme leurs cours, irrévocables les sept premiers articles du traité du 15 novembre.

Nous avons dit qu'une tentative avait été faite par

*) Il est à remarquer que, dans l'intervalle, le chiffre des propositions faites au gouvernement belge avait été baissé de fl. 400,000.

1839. le cabinet français auprès du gouvernement néerlandais, pour amener ce dernier au système d'une transaction concernant le territoire.

Cette tentative tout amicale avait éveillé à Londres des susceptibilités. En présence des intentions manifestées par la Belgique, on crut y voir, soit des arrière-pensées, soit un dangereux encouragement.

C'est ici que commence la troisième période des négociations.

Les plénipotentiaires d'Autriche de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie rédigèrent, à la fin de novembre, un projet de déclaration tendant à constater officiellement l'immutabilité des arrangements territoriaux de 1831. Cette déclaration devait être signifiée au plénipotentiaire belge. L'ambassadeur de France fut invité à s'associer à cette démarche, à laquelle avait coopéré le ministre britannique; mais il répondit qu'il ne pouvait signer qu'après en avoir référé à sa cour. MM. de Senfft et de Bulow, comme investis des pouvoirs et chargés des intérêts de la diète, remirent, en outre, le 28 du même mois, entre les mains de lord Palmerston une protestation formelle, au nom de la confédération, contre les prétentions de la Belgique *).

Le gouvernement du roi avait essayé, d'une part, de faire comprendre que la démarche dont on faisait un grief à la France, avait en vue un résultat qui satisferait à toutes les prétentions légitimes, en affermissant la paix européenne; et de l'autre, que le droit de poursuivre l'exécution partielle des 24 articles ne saurait être reconnu à la confédération gemanique; permettre l'occupation des territoires contestés, ce serait anéantir la convention du 21 mai, que cette convention devait subsister jusqu'à ce qu'il intervînt un traité con-

*) Dans cette pièce, les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, en énonçant que „les droits de la confédération germanique sur le grand-duché de Luxembourg ont été transférés, quant à la partie du grand-duché destinée à appartenir à la Belgique d'après le 2e des 24 articles, sur la partie de la province de Limbourg qui y a été substituée par l'art. 4; „ajoutent que la diète les *a autorisés, en vertu de son arrêté du* 15 *juin* 1838, *à la déclarer satisfaite de cette translation dont elle avait fait dépendre son consentement aux arrangements territoriaux dans le Luxembourg.* On voit qu'il n'est plus fait mention aujourd'hui de la réserve, relative aux fortifications, qu'avait formellement stipulée l'acte de la diète du 18 août 1836.

venu de gré à gré, et débattu dans toutes ses parties; 1839
qu'elle liait, non-seulement la France et la Grande-Bretagne, mais encore les cours qui l'avaient acceptée pour point de départ des négociations de 1833; que la France n'avait du reste aucune hostilité à craindre, et que son devoir était de ne point accorder son adhésion à la note projetée.

Le gouvernement apprit, sur ces entrefaites, que le cabinet des Tuileries, partageant son opinion sur la portée de la convention du 21 mai et la durée de ses effets, avait refusé de s'associer à la notification proposée.

Mais la situation diplomatique ne tarda pas à changer d'aspect, à notre détriment.

Le 6 décembre 1838, les plénipotentiaires des cinq puissances se réunirent, et le protocole suivant fut rédigé :

(Suit le texte du dit Protocole et de ses Annexes, que nous avons publié dans le Tome précédent de ce Recueil.)

Ce protocole fut signé, *ad referendum*, par l'ambassadeur de France.

Dès que j'eus connaissance de ces projets de notes et de traité, j'invitai M. le comte Le Hon à ne rien négliger pour amener le cabinet français à refuser son adhésion. Mais ce cabinet envisagea les choses d'un autre oeil; il se décida à adhérer, en réclamant un ajournement, qu'il obtint avec difficulté. L'ambassadeur de France s'engagea, vis-à-vis de la conférence, à signer les notes avant le 16 janvier et à s'associer aux actes relatifs à cet *ultimatum*.

Dans cette situation, le gouvernement du roi crut devoir appeler l'attention de son plénipotentiaire sur l'autorisation qu'il lui avait donnée, le 23 novembre, de consentir au chiffre de fl. 3,800,000, moyennant certaines conditions. Il porta ce chiffre à 4,000,000. Je revins, en outre, sur cette idée que la conférence ne pouvait plus exercer un arbitrage forcé, et que le traité devait être négocié de gré à gré. J'engageai notre ministre à continuer ses efforts pour empêcher la notification d'avoir lieu, ajoutant que, s'il ne pouvait y parvenir, il devait, du moins, faire en sorte qu'elle fût envisagée comme le commencement d'une négociation officielle et régulière.

Notre envoyé put se convaincre que la conférence,

1839 en ce qui concernait la dette, n'accueillerait point la proposition de quatre millions; qu'une offre supérieure ne serait même discutée qu'autant que la Belgique renoncerait à toute prétention sur le territoire.

Dans ces circonstances, le gouvernement du roi jugea opportun de faire remettre à la conférence la note dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

„Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, ayant appris que les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie se sont occupés d'une proposition dont l'adoption aurait pour conséquence la notification aux cours de Bruxelles et de La Haye d'un projet de traité qui, présenté à l'acceptation de l'une et de l'autre, serait destiné à mettre fin à leurs différends, croit devoir appeler l'attention la plus sérieuse de ces plénipotentiaires sur le morcellement dont les provinces de Limbourg et de Luxembourg pourraient être menacées, à leur grand préjudice, et à celui de la Belgique.

„Le gouvernement de S. M. le roi des Belges est prêt à faire les plus grands sacrifices pécuniaires pour régler la question territoriale à l'amiable et à la satisfaction commune. Pour justifier cette proposition, il importe de rappeler, en peu de mots, les précédents des longues négociations qui se rapportent à cette question. Le protocole du 26 juin 1831 et l'article 3 du projet en 18 articles proposé à l'acceptation du congrès belge par la lettre des plénipotentiaires, en date du même jour, ne permettaient point à la Belgique de douter un seul instant de la conservation du Luxembourg. Aussi le congrès national fut-il amené à l'acceptation de ces articles, et S. A. R. le prince Léopold, élu roi des Belges, accepta la couronne de Belgique, sous la foi des mêmes assurances.

„L'art. 3. précité réservait à la diète ses droits utiles quant à la forteresse du Luxembourg. Il est évident que, si les plénipotentiaires des cinq cours, en y comprenant ceux d'Autriche et de Prusse, n'eussent eu la conviction que cette proposition était de nature à satisfaire la haute diète, ils n'eussent pas présenté cet article à l'acceptation du congrès belge. La diète pouvait, en effet, d'autant plus facilement accéder à cet arrangement que le Luxembourg fut constamment et exclusivement régi par la loi fondamentale et les autres

lois du royaume des Pays-Bas, ainsi que toutes les 1839
provinces belges avec lesquelles il avait été depuis plusieurs siècles intimement uni.

„Si la Belgique, surprise par une attaque d'autant plus imprévue qu'elle avait accepté le gage de paix que lui avaient offert les cinq puissances représentées en conférence, et qu'elle se reposait sur l'armistice qu'elle croyait ne pouvoir être rompu que de leur consentement; si la Belgique a subi le sort fatal des armes, et si les cinq cours, préoccupées elles-mêmes d'un événement qui venait de mettre en péril la paix de l'Europe, n'ont pas cru pouvoir donner suite au troisième des 18 articles; si, au contraire, par le motif, proclamé par elles, qu'elles ne pouvaient abandonner à de plus longues incertitudes les questions dont la solution immédiate était devenue un besoin pour l'Europe, questions qu'elles se trouvaient forcées de résoudre sous peine d'en voir sortir l'incalculable malheur d'une guerre générale, elles ont cru devoir adopter un projet nouveau en 24 articles, avec cette déclaration que ces articles contiennent les décisions finales et irrévocables des cinq puissances qui, d'un commun accord, sont résolues à amener elles-mêmes l'acceptation pleine et entière desdits articles par la partie adverse, si elle venait à les rejeter (protocole n° 49, *Annexes* B et C); si, en un mot, la conférence a pu, en raison des motifs majeurs qu'elle a exposés dans ces actes, dévier des propositions des 18 articles, il ne paraît point douteux que la Belgique puisse insister aujourd'hui, avec toute justice, pour un arrangement conforme au principe posé dans le troisième de ces articles. Cette prétention se fonde sur la non-acceptation des 24 articles par la cour de La Haye dans le délai utile; sur les réserves mêmes apportées aux ratifications de ces articles; sur les gages de sécurité que la Belgique a donnés à l'Europe au milieu des temps si difficiles qui ont accompagné et suivi sa constitution en Etat indépendant; sur la convention du 21 mai 1833, qui, consacrant dans les termes les plus absolus la cessation complète des hostilités, permet de négocier, avec toute maturité, un arrangement final qui garantirait, d'une manière efficace et stable, la mission dévolue à la Belgique comme Etat neutre, et qui offrirait au gouvernement néerlandais des avantages plus certains que la possession de deux demi-

1839 provinces, éloignées qu'elles seraient désormais des sources de leur prospérité et privées de leurs rapports naturels fortifiés par une longue communauté d'intérêts.

„Le soussigné doit encore faire remarquer à LL. EE. les plénipotentiaires qu'il résulte des adresses votées, au mois de mai et de novembre 1838, par les chambres belges, que ces chambres supposent la nécessité de communications ultérieures de la part du gouvernement, pour être muni de pouvoirs nouveaux conformément à la constitution, à l'effet de signer un traité; attendu que, s'il a été mis, par elles, à même de souscrire, dans les premiers temps, le traité des 24 articles, en vue de l'exécution immédiate annoncée dans les annexes B et C du protocole n.° 49, et sous l'empire des considérations énoncées dans ces actes, il n'en est plus de même aujourd'hui; l'acceptation du gouvernement néerlandais n'ayant pas eu lieu en temps opportun, et sous l'empire des mêmes circonstances qui avaient déterminé l'acceptation de la Belgique, celle-ci n'ayant pas d'ailleurs obtenu les résultats qu'elle attendait d'une paix immédiate et notamment la possibilité du désarmement.

„Il est à observer surtout qu'une séparation telle que celle dont il s'agit, à la suite d'évémments désastreux, quoique toujours douloureuse, est cependant susceptible d'exécution immédiate; mais qu'une semblable mesure acquiert une tout autre gravité, lorsque ces populations ont continué de vivre, pendant un grand nombre d'années, sous les mêmes lois et de jouir des mêmes avantages que le reste du pays et que, par cette longue communauté, de nouveaux liens se sont formés.

„Telles sont les causes de l'opposition générale qui s'est manifestée dans le pays à toute idée de séparation."

„Ces sentiments nationaux si légitimes, si unanimes, doivent être envisagés avec satisfaction par les plénipotentiaires des cinq puissances; ils doivent leur servir de témoignage irrécusable que leurs cours ne se sont point trompées lorsqu'elles ont reconnu la Belgique comme Etat independant et neutre. Aussi, on ne doit pas hésiter à penser qu'ils s'empresseront de donner un appui à cet esprit national.

„Le plénipotentiaire soussigné arrive maintenant à exposer à LL. EE. les sacrifices pécuniaires que la Belgique est disposée à faire pour obtenir le désistement de toute prétention sur les territoires du Limbourg et

du Luxembourg. Mais, pour en faire mieux compren- 1839
dre l'étendue, il commencera par traiter succinctement la question du partage de la dette en prenant pour point de départ les derniers errements de la négociation qui a eu lieu sur cet article, et qui ont pour objet la discussion d'un chiffre transactionnel. Il paraîtrait que LL. EE. les plénipotentiaires des cinq cours seraient disposées à faire peser annuellement et perpétuellement sur ce pays une somme de fl. 5,000,000, et que ce chiffre serait établi d'après les données suivantes:

Loi du	9 février	1818, capital	14,136,836	(*Voir*
—	31 décembre	1819, —	23,083,000	*Ann.*
—	24 décembre	1820, —	7,788,000	B *au*
—	2 août	1822, —	56,902,000	*proto-*
—	27 décembre	1822, —	67,292,000	*cole n°*
—	3 mai	1825, —	12,605,000	48).

„Du chef de ces différentes lois, il serait imposé à la Belgique en rectifiant l'erreur commise en 1831, au préjudice de la Hollande, dans la défalcation de l'amortissement, une rente annuelle de . . . . . fl. 1,690,000

„On y ajouterait l'ancienne dette belge constituée et la part de la dette austro-belge 525,000

„On pourrait prétendre, non sans raison, que ces deux millions deux cent quinze mille florins constituent la seule dette perpétuelle, liquide, que strictement la Belgique eût dû supporter.

„Toutefois, en faisant revivre une dette qui n'existait plus, dont le royaume des Pays-Bas n'a jamais rien porté à ses budgets, on frapperait, en outre, la Belgique à *la décharge* de la Hollande, sous le titre de dette *franco-belge*, d'une annuité de 1,000,000

„Les avantages commerciaux pour la navigation dans les eaux intérieures de la Hollande ont été évalués, en 1831, à fl. 600,000 par an; ils formeraient un tribut perpétuel de 600,000

„Qu'on remarque que ce tribut, la Belgique serait dénuée de tout moyen de s'y soustraire, si la Hollande rendait illusoires

A reporter 3,815,000

1839. Report. . . 3,815,000

les avantages commerciaux qui doivent en être le prix.

„D'un autre côté, pour déférer au désir de la cour de La Haye, et bien que l'on n'ait point constaté si, au lieu d'un passif, cette opération n'offrirait point à la Belgique un boni considérable, on n'admettrait point la liquidation du syndicat d'amortissement et l'on mettrait de ce chef à la charge du gouvernement belge, 1,185,000

fl. 5,000,000

„Il convient de ne point perdre de vue que, dans cette répartition, il n'est tenu aucun compte à la Belgique de ce dont elle aurait pu revendiquer le retour, savoir: du matériel de la marine militaire, des colonies, des sommes énormes supportées dans l'amortissement de la dette *purement hollandaise* pendant quinze années, et enfin de plusieurs autres sommes dont la Hollande profitera désormais seule, bien que la charge ait été commune.

„Le soussigné doit terminer en déclarant que la Belgique ne saurait se soumettre au chiffre de cinq millions de florins, en l'envisageant sous le rapport du droit et isolément; mais il s'empresse d'ajouter qu'en rattachant cette question à celle du territoire, le gouvernement du roi, si l'on reconnaît son état de possession actuelle, n'hésiterait pas à accepter la dette ainsi fixée, et que même, dans ses vues de paix et de conciliation, il ajouterait à la rente de 5,000,000 de florins une somme capitale de 60,000,000 de francs à payer immédiatement."

Cette note fut portée à Londres par M. De Gerlache, commissaire du gouvernement, lequel avait été complétement initié à sa pensée sur le système transactionnel et les moyens de faire admettre ce système par la conférence.

M. le comte De Mérode, ministre d'Etat, fut chargé de se rendre à Paris, pour appuyer notre proposition, conjointement avec M. le comte Le Hon, auprès du gouvernement de S. M. le roi des Français.

La note, qui prit la date du 14 janvier 1839, fut officiellement remise, le 15, à lord Palmerston, qui, depuis le début des négociations, servait d'intermédiaire

entre la conférence et nous, par M. Van de Weyer, 1839
accompagné de M. De Gerlache.

Dans les jours qui précédèrent et ceux qui suivirent immédiatement, nos divers agents, tant à Paris qu'à Londres, appuyèrent de leurs démarches les plus actives le système transactionnel, ne négligeant point de faire ressortir les difficultés que présenterait l'occupation forcée des territoires cédés, et les embarras de toute nature qui arrêteraient la marche des puissances dans cette voie. M. Van de Weyer et M. De Gerlache virent successivement les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne et de Prusse; ils les trouvèrent également inébranlables.

On se rappelle que la signature de l'ambassadeur de France devait être apposée au protocole ouvert, avant le 16 janvier; elle ne le fut réellement que le 22.

Le 23 janvier 1839 notre plénipotentiaire reçut:

1° Une note accompagnant deux *projets de traité:*

Traité entre S. M. le roi des Belges et S. M. le roi des Pays-Bas;

Traité entre les cinq puissances et S. M. le roi des Belges, avec une *annexe;*

2° Une note adressée à M. Dedel.

Cet envoi était accompagné d'une réponse de la conférence à la Note du 14, réponse ainsi conçue:

„Les soussignés plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont pris connaissance de la note que M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges leur a fait l'honneur de leur adresser, le 14 du courant, ainsi que les trois mémoires séparés dont cette pièce est accompagnée. La note du 14 Janvier 1839 propose une somme d'argent à payer à S. M. le roi des Pays-Bas comme équivalent des territoires que la Belgique est tenue de restituer à ce Souverain, en vertu du Traité du 15 Novembre 1831, soit pour être possédés par lui comme Grand-duc de Luxembourg, soit pour être réunis au royaume des Pays-Bas."

„Les soussignés observent à ce sujet que les déterminations annoncées à la conférence de la part de la confédération germanique, dont les droits sont reconnus par les Puissances, s'opposent à la prise en considération de cette proposition. Quant au contenu des trois mémoires joints à la note de M. le plénipotentiaire

1839 de S. M. le roi des Belges, les soussignés doivent se référer à la teneur des propositions pour un arrangement définitif, qu'ils ont adressés à M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, en date de ce jour."

„Les soussignés prient le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges de porter la présente note, contenant leur réponse à la sienne du 14 du courant, à la connaissance de son gouvernement."

„Ils saisissent cette occasion pour avoir l'honneur de renouveler à Son Excellence l'assurance de leur haute considération."

(Signé): Senfft. — Sebastiani. — Palmerston. — Bulow. — Pozzo di Borgo."

Telle est, Messieurs, la dernière communication parvenue au gouvernement du roi.

Bruxelles, le 1er Février 1839.

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Intérieur.

Chevalier de Theux de Meylandt.

44.

Actes et Documens relatifs à la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande. (1 *Février* — 19 *Avril* 1839).

I.

Note adressée au Plénipotentiaire du Roi des Pays-Bas par la conférence de Londres, en date du 1er Février 1839.

Les soussignés plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie ont appris avec regret, qu'au moment où les efforts de leurs cours ont dirigés vers un arrangement définitif entre le royaume des Pays-Bas et celui de la Belgique, et où les propositions que les soussignés ont adressées aux plénipotentiaires des deux gouvernemens, par leur note du 23 Janvier dernier, sont actuellement en délibération, les forces militaires ont pris de part et d'autre une position et une attitude tellement menaçantes que la

noindre imprudence d'un commandant subalterne ou un 1839
imple malentendu, pourraient faire éclater les hostili-
és entre les deux pays.

Les soussignés, interprètes fidèles de la sollicitude
e leurs augustes Souverains pour le maintien de la
aix, remplissent un devoir sacré en invitant de la ma-
ière la plus pressante, tant le gouvernement néerlan-
ais que le gouvernement belge, à prendre sans le
oindre délai les mesures nécessaires pour faire cesser
danger imminent qu'ils viennent de signaler, en re-
rant les troupes respectives de l'extrême frontière, en
s disposant de telle sorte à ne plus donner lieu à
ppréhension d'une rencontre ou au soupçon d'un des-
in hostile.

Ils prient en conséquence M. le plénipotentiaire
S. M. le Roi des Pays-Bas de porter la présente
ote à la connaissance de son gouvernement, et ils ne
outent pas que S. M. n'autorise M. Dedel à leur faire
nnaitre sans délai les ordres qu'elle aura donnés pour
tisfaire à leur demande.

En faisant part à S. Exc. de la note qu'ils adres-
nt en même temps au plénipotentiaire de S. M. le
oi des Belges, ils saisissent cette occasion pour avoir
nonneur de lui renouveler l'assurance de leur haute
nsidération.

Foreign-Office, le 1er Février 1839.

NEFT, H. SEBASTIANI, PALMERSTON, BULOW, POZZO DI BORGO.

a note adressée au gouvernement belge sur le même
jet par la conférence de Londres, était textuellement
mblable à celle adressée au gouvernement hollandais).

II.

*ote du plénipotentiaire de la Hollande adres-
e à la conférence de Londres pour faire
nnaitre que le Roi de Hollande adhérait aux
opositions de la conférence du 23 Janvier
339. En date de Londres, le 4 Février 1839.*

Le Soussigné, plénipotentiaire de S. M. le Roi des
ys-Bas, à reçu et a transmis sans délai à son gou-
rnement la note accompagnée de six pièces, que Leurs
xcellences M. M. les plénipotentiaires des cours d'Au-

1839 triche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, réunis en conférence à Londres, lui ont fait l'honneur de lui adresser, sous la date du 23 Janvier dernier, en réponse à celle du 14 Mars 1838, par laquelle il leur annonça que l'ordre lui avait été envoyé de signer avec LL. EE. les vingt-quatre articles, à la signature desquels les plénipotentiaires du Roi furent invités par leur note du 15 Octobre 1831.

Le Roi ayant pris connaissance des combinaisons que cette communication vient de lui présenter pour arriver à une solution de la question hollando-belge, a vivement déploré d'y rencontrer de nombreuses stipulations auxquelles S. M. était loin de s'attendre, et inconciliables, selon elle, avec ses droits et avec les antécédents de la négociation; mais, fort de sa conscience d'avoir suivi la voie des représentations et de la persévérance, aussi longtemps qu'elle lui était tracée par l'intérêt bien entendu de ses peuples, le roi a dû se convaincre que leur bien-être ne lui permet point de lutter, sans espoir de succès, contre l'empire des circonstances.

En conséquence, le soussigné, d'après les instructions qui lui sont parvenues, a l'honneur de déclarer, par la présente note, qu'il est autorisé à signer le présent traité entre S. M. et les cinq puissances, et le traité avec la Belgique, annexés à la note ci-dessus mentionnée de LL. EE., du 23 janvier, et qu'il est prêt à procéder à la signature de ces actes.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à LL. EE. messieurs les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, l'assurance de sa haute considération.

DEDEL.

III.

Note adressée par la conférence de Londres au Plénipotentiaire Belge, pour lui annoncer l'adhésion du cabinet de la Haye aux propositions du 23 *Janvier* 1839. *En date du* 4 *Février* 1839.

Les soussignés, plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Rus-

sie, ont reçu aujourd'hui une note du plénipotentiaire 1839
de S. M. le roi des Pays-Bas, dans laquelle ce plénipotentiaire déclare, d'après les instructions qui lui sont parvenues: „Qu'il est autorisé à signer le traité entre le roi des Pays-Bas et les cinq puissances, et le traité avec la Belgique, annexés à la note des plénipotentiaires des cinq cours du 23 janvier, et qu'il est prêt à procéder à cette signature."

Les soussignés s'empressent de porter cette déclaration à la connaissance de M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, en se référant à la teneur de la note qu'ils ont eu l'honneur de lui adresser le 23 janvier dernier, avec les projets des traités à conclure.

Ils prient en même temps S. E. M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, de recevoir les nouvelles assurances de leur haute considération.

Senfft. — H. Sebastiani. — Palmerston. — Bulow. — Pozzo di Borgo.

Foreign-Office, le 4 Février 1839.

IV.

Note du Ministre de la Belgique aux Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie à Londres, en date du 4me Février 1839.

Le soussigné, plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges, s'est empressé de porter à la connaissance de son gouvernement les diverses pièces que MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, lui ont fait l'honneur de lui transmettre sous la date du 23 janvier. Il a reçu l'ordre de communiquer à LL. EE. la déclaration suivante:

Le gouvernement de S. M. le roi des Belges se félicite de pouvoir invoquer les principes que la conférence vient de poser dans la note adressée au soussigné, avec les projets de traité.

MM. les plénipotentiaires des cinq puissances annoncent qu'ils ont mûrement pesé les diverses réclamations élevées de la part de la Belgique contre la stricte application des dispositions du traité, du 15 novembre 1831; qu'il a été reconnu qu'une partie de ces réclama-

1839 tions est, en effet, de nature à motiver des changements dans les stipulations dudit traité, et que ces stipulations ont été modifiées sur tous les points où des considérations d'*équité* ont paru justifier un pareil procédé.

D'un autre côté, dans la note destinée à M. le plénipotentiaire des Pays-Bas, et dont le soussigné a reçu copie, LL. EE. ont déclaré qu'un laps de sept années avait produit des changements dans les positions respectives de la Belgique et de la Hollande, changements auxquels la conférence était obligée d'avoir égard.

Si la *stricte application* des dispositions du traité de 1831 a été jugée inadmissible aujourd'hui par MM. les plénipotentiaires des cinq puissances; si les considérations d'*équité* leur ont paru justifier des modifications; si un laps de sept années a produit, à leurs yeux comme aux yeux de la Belgique, un nouvel état de choses dont il faut tenir compte, il est naturel d'étendre le bénéfice de cette appréciation à l'ensemble des stipulations essentielles. Cette conséquence nécessaire ne saurait échapper à la sagacité de LL. EE. Elles comprendront que les intérêts qui se rattachent aux questions financières ne sont pas les seuls qu'il importe de prendre en considération. Les retards apportés à l'exécution des vingt-quatre articles, retards qui ne sont point imputables à la Belgique, et qui, en resserrant les liens établis par une longue communauté de gouvernement, de souvenirs nationaux et de sympathies, ont laissé supposer aux habitants du Limbourg et du Luxembourg que ces liens étaient désormais indissolubles; le voeu des populations, leurs sentiments les plus intimes, leurs besoins moraux les plus impérieux; tous ces faits constituent, sans aucun doute, des intérêts dignes de la plus haute sollicitude et qui imposent au gouvernement de S. M. le roi des Belges, envers ces populations, des devoirs particuliers qu'il lui est impossible de méconnaître.

C'est donc en s'appuyant sur les principes émis par MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, que le gouvernement de S. M. le roi des Belges, toujours animé d'un véritable esprit de conciliation, a résolu de proposer un moyen qui faciliterait la solution que LL. EE. ont en vue, en donnant satisfaction suffisante à des intérêts qui ont fixé leur attention.

Il résulte de la réponse, en date du 23 janvier, 1839
de MM. les plénipotentiaires des cinq puissances à la note que le soussigné a eu l'honneur d'adresser à LL. EE., le 14, que les droits de la confédération germanique s'opposent à ce que l'on prenne en considération la proposition de payer à S. M. le roi des Pays-Bas une somme d'argent à titre de compensation pour certaines parties de territoire.

Comme cette considération paraît avoir été le seul, ou, du moins, le principal obstacle à l'admission de cette proposition, et qu'il est permis, dès lors, de supposer que, dans une autre hypothèse, ce projet aurait paru acceptable, le gouvernement de S. M. le roi des Belges fera observer que les droits de la diète peuvent être mis à l'abri de toute atteinte par une combinaison qui aurait pour résultat de placer en dehors de la neutralité garantie à la Belgique les territoires dont il s'agit, arrangement qui, sous les rapports militaires, séparerait ces territoires du reste du royaume, et qui autoriserait la formation d'un corps spécial et *local* de 2 à 3,000 hommes, destinés à fournir le contingent fédéral, que la diète aurait sous son influence et à ses ordres. S. M. le roi des Belges ne serait, toutefois, liée, sous aucun autre rapport, à la confédération germanique. Cet état mixte conserverait aux habitants les relations civiles qui existent pour eux depuis des siècles, et que les traités même de 1815 n'ont point fait cesser.

Le soussigné a l'honneur de prier LL. EE. les plénipotentiaires des cinq puissances d'agréer l'assurance de sa plus haute considération.

SYLVAIN VAN DE WEYER.

Londres, le 4 février 1839.

V.

Réponse de la conférence de Londres à la note du Plénipotentiaire Belge du 4 Février 1839. *En date du 4 Février* 1839.

Les Soussignés plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont pris connaissance de la note, en date de ce jour, que M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges

1839 leur a fait l'honneur de leur adresser. M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges verra par la note que les soussignés lui adressent aujourd'hui, qu'à la réception de la pièce mentionnée, l'adhésion de S. M. le roi des Pays-Bas, aux propositions qui lui avaient été adressées par la conférence, avait mis les soussignés dans le cas de régarder la négociation comme étant parvenue à la conclusion à l'égard de ce Souverain. Ils ne sauraient en conséquence rentrer aujourd'hui en discussion sur aucune nouvelle proposition; et ils ne peuvent, en aucun cas, considérer comme admissible, d'après les vues de leurs cours, l'arrangement que M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges vient de leur proposer par rapport à la question territoriale. Ils espèrent que le gouvernement belge, convaincu des principes de justice et d'équité sur lesquels reposent les projets de traités qui lui ont été transmis avec la note des soussignés du 23 Janvier du dernier, et de l'urgence d'une prompte conclusion de l'arrangement définitif entre la Belgique et le royaume des Pays-Bas, donnera son consentement aux dites propositions.

Les Soussignés prient M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges de porter la présente note à la connaissance de son gouvernement.

Ils ont l'honneur de lui renouveler en même temps les assurances de leur haute considération.

Senfft. H. Sebastiani. Palmerston. Bulow. Pozzo di Borgo.

Foreign-Office, le 4 Février 1839.

VI.

Lettre adressée au plénipotentiaire des Pays-Bas par la conférence de Londres, en date du 4 Février 1839.

„Foreign-Office, 4 février 1839.

„Les soussignés plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie ont reçu la note que M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas leur a fait l'honneur de leur adresser sous la date de ce jour, et dans laquelle il déclare, après les instructions qui lui sont parvenues, „qu'il est autorisé à signer le traité entre S. M. et les cinq puissances, et le traité avec la Belgique, annexés à la note

des soussignés, du 23 janvier, et qu'il est prêt à pro- 1839
céder à cette signature."

„Les soussignés se félicitent de recevoir cette communication de la part de S. M. le Roi des Pays-Bas, et ils s'empressent de la porter à la connaissance du gouvernement belge par la note ci-jointe en copie, adressée à son plénipotentiaire. Ils prient en même temps S. Exc. M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas de recevoir les nouvelles assurances de leur haute considération.

Sebastiani, H. Sebastiani, Palmerston, Bulow, Pozzo di Borgo.

VII.

Depêche transmise au Chev. G. H. Seymour, Envoyé de la Grande-Bretagne à Bruxelles, par Lord Palmerston. En date de Londres, le 8 Février 1839.

Foreign-Office, 8 février 1839.

Monsieur,

En réponse à votre dépêche n° 23 du 6 courant, par laquelle vous rendez compte de ce qui s'est passé dans les entrevues que vous avez eues avec les ministres belges, le 5 et le 6 de ce mois, je dois vous charger de déclarer au gouvernement belge qu'à présent il est tout à fait impossible de faire aucun changement aux stipulations qui ont été proposées aux deux parties, et que l'une d'elles a déjà acceptées. Le gouvernement belge doit comprendre sa position: il est lié par le traité de 1831, et les cinq puissances ont le droit d'exiger de la Belgique l'accomplissement littéral et complet des engagements que la Belgique a contractés par ce traité. Une négociation a cependant continué pendant les dix derniers mois, dans le but de modifier en faveur de la Belgique quelques-uns des articles de ce traité, et le nouveau projet de traité qui a été proposé par la conférence aux deux parties contient beaucoup de modifications d'une nature très-importante.

Le gouvernement hollandais a déjà consenti à ce projet, quoique avec répugnance; mais aucune concession ultérieure d'aucune sorte ne pourrait maintenant être proposée par la conférence au gouvernement hol-

1839 landais, ou ne serait consentie de la part de ce gouvernement.

Les Belges ont donc à choisir maintenant entre le traité de 1831, auquel ils sont actuellement liés, et le traité modifié qui à été proposé à leur acceptation; et comme le traité modifié est de beaucoup plus avantageux à la Belgique que celui de 1831, le gouvernement de S. M. ne peut douter de la décision du gouvernement de la Belgique.

Par rapport aux points particuliers signalés par le ministre belge, je dois vous charger de faire observer que le droit actuellement proposé sur l'Escaut est beaucoup plus bas que celui stipulé par le traité de 1831, et est en réalité le montant précis du droit qui a été proposé et réclamé par les Belges eux-mêmes dans les négociations de 1833, et que, à cette époque, les marchands d'Anvers déclaraient être satisfaisant pour eux; et, quant à l'opinion du ministre belge, que, si la question territoriale était arrangée par la retraite des Belges des districts qui ne leur appartiennent pas, les cinq puissances ne seraient pas à même d'employer la coërcition pour amener la Belgique à payer la dette à la Hollande, vous l'assurerez que si le gouvernement belge agissait dans une pareille supposition, il se trouverait sérieusement abusé.

Vous communiquerez à M. de Theux copie officielle de cette dépêche.

PALMERSTON.

VIII.

Note du plénipotentiaire des Pays-Bas adressée à la conférence de Londres en date du 11 *Février* 1839.

Londres, le 11 février 1839.

Par la note que MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie ont fait l'honneur d'adresser, le 1er de ce mois, au soussigné plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, LL. EE. ont bien voulu l'engager à transmettre à sa cour l'invitation de leur part à retirer les troupes néerlandaises de l'extrême frontière, et à les disposer de telle sorte à ne plus donner lieu à l'appré-

hension d'une rencontre avec les troupes belges, ou au soupçon d'un dessein hostile. 1839

„En réponse à ladite note, le soussigné est chargé de porter à la connaissance de LL. EE. que, déjà avant la réception de cette note, le gouvernement des Pays-Bas, partageant l'idée qui s'y trouve exprimée, a eu soin de modifier les cantonnements de ses troupes, de manière à prévenir de son côté, autant que possible, toute espèce de collision avec les Belges.

„Le soussigné saisit avec empressement cette nouvelle occasion pour renouveler à LL. EE. MM. les plénipotentiaires de cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, l'assurance de sa haute considération.

S. Dedel.

IX.

Note adressée à la conférence de Londres par le plénipotentiaire de la Belgique, en date du 11 Février 1839.

Londres, le 11 février 1839.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, a reçu de son gouvernement l'ordre de transmettre à LL. EE. MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, des détails précis sur la concentration des troupes belges du côté des frontières septentrionales du royaume, ainsi que l'augmentation successive de leur nombre. LL. EE. verront qu'il est impossible de reconnaître aucun symptôme d'un projet d'agression quelconque dans ces mesures, suite naturelle et indispensable des mouvements de l'armée hollandaise.

En effet, le mouvement opéré par la 3e division de l'armée belge, du 15 au 25 décembre dernier, n'a été qu'un changement de garnison motivé par la nécessité reconnue de renforcer celles de Namur, de Huy et de Liége. Mais ce mouvement concentré sur les rives de la Meuse supérieure ne pourrait être de nature à donner la moindre inquiétude à la Hollande. Par suite de ce déplacement de forces, qui laissait entièrement dégarnies les garnisons des Flandres, on fut obligé de rappeler deux régiments de réserve, qui allèrent

1839 remplacer dans ces provinces les troupes portées sur la Meuse, mais sans qu'il y ait eu pour cela augmentation numérique des garnisons de la Flandre. A la vérité, quelques corps durent en même temps, pour conserver l'ordre de bataille entre les divisions, prendre des cantonnements plus rapprochés de la frontière septentrionale du royaume; mais pour éviter même de donner aucun prétexte à la Hollande de prêter à ce mouvement une apparence quelconque d'hostilité, le nombre de troupes campées à Beverloo ne fut point augmenté, et le gouvernement belge préféra cantonner, en arrière de cette position, les corps que le mouvement de la 2e division sur Namur et Liége avait forcés d'étendre leurs cantonnements plus vers le nord.

Il n'y avait donc, en réalité, jusque-là, aucune augmentation des forces belges vers les frontières de la Hollande, aucun changement dans la position des armées respectives, et rien qui pût faire présumer, de la part de la Belgique, une pensée d'agression.

Les choses en étaient à ce point lorsque, dans les premiers jours de janvier, se répandit le bruit d'un mouvement de l'armée hollandaise vers la frontière septentrionale du Limbourg. Le premier avis en fut donné au gouvernement par le commandant de Venloo, sous la date du 8 janvier. Ce mouvement eut lieu, en effet, surtout le 11, et se continua les 14, 15 et 16 du même mois. Toute l'armée hollandaise, composée de bataillons et de détachements nombreux venus de l'intérieur de la Hollande, se concentra sur la gauche entre Tilbourg et Eindhoven, et borda l'extrême frontière du Limbourg, jusques en avant de Nimègue, de forces imposantes. Depuis ce moment, la ligne hollandaise, de ce côté, n'a cessé de recevoir des renforts, et de prendre une attitude de plus en plus hostile.

En présence de ces faits, et connaissant les bruits généralement répandus du rappel sous les armes des permissionnaires de l'armée hollandaise et de la *schutterij*, rappel qui pouvait doubler en peu de jours la force de cette armée, le gouvernement belge dut prévoir l'éventualité d'une agression et prendre des mesures pour s'y opposer. Car ce mouvement de concentration sur ce point, où aucun mouvement n'avait été fait par les troupes belges, et lorsque aucune augmentation numérique n'avait eu lieu parmi celles-ci, ces

forces portées sur la frontière septentrionale du Lim- 1839
bourg, entièrement dégarnie de soldats belges, et au nord de Venloo, dont la garnison n'avait reçu aucun accroissement, tous ces faits réunis présentaient le caractère d'un agression, et il était du devoir du gouvernement de se mettre en mesure de la repousser.

C'est de ce moment seulement, et du 16 au 20 janvier, que l'armée belge se concentra dans ses positions, porta des forces plus considérables au camp de Beverloo, et augmenta son effectif par le rappel sous les armes d'une partie de ses permissionnaires et de ses corps de réserve. Jusqu'au 15 janvier dernier, les deux armées continuèrent leurs mouvements, et renforcèrent respectivement leurs positions, mais sans que, de notre part, un seul mouvement pour nous porter en avant de nos positions défensives et vers la frontière hollandaise, ait pu donner lieu à l'interpréter sous le sens d'un projet d'agression.

Depuis ce jour, aucun changement n'a été effectué dans les positions de l'armée belge, et il n'y a plus eu aucune augmentation dans l'effectif de ses forces.

L'armée hollandaise concentrée sur notre extrême frontière n'a également rien changé à son attitude hostile. En présence d'un tel état de choses, la Belgique ne peut se dispenser d'attendre dans l'attitude militaire qu'elle a été forcée de prendre que la Hollande ait elle-même, par des dispositions nouvelles, écarté toute probabilité d'une agression de sa part.

Le soussigné a l'honneur, etc.

„Sylvain Van de Weyer."

X.

Note de la conférence de Londres adressée au plénipotentiaire des Pays-Bas, en date du 12 Février 1839.

Foreign-Office, le 12 février 1839.

Les soussignés plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont reçu la note que M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas leur a fait l'honneur de leur adresser en date d'hier, en réponse à l'invitation faite par la conférence au gouvernement néerlandais de prendre les

1839 dispositions nécessaires pour écarter toute chance d'une collision entre ses troupes et les troupes belges. M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Pays-Bas verra par la note ci-jointe, en copie, du plénipotentiaire belge, les explications que le gouvernement de S. M. le roi des Belges donne au sujet des mouvements de ses troupes du côté de la frontière, et d'où il résulte qu'à la suite des dispositions arrêtées par S. M. le Roi des Pays-Bas, on peut compter que des mesures analogues seront prises en Belgique. Dans l'état actuel des choses, les soussignés croiraient manquer aux devoirs que leur impose la sollicitude de leurs cours pour le maintien de la tranquillité générale, s'ils n'invitaient le gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas, de la manière la plus pressante, à faire cesser sans retard les armements extraordinaires qui ont eu lieu dans ses Etats, en renvoyant dans leurs foyers les réserves et les permissionnaires appelés sous les drapeaux, et en remettant l'armée sur le pied où elle a été au 1er octobre dernier.

Les soussignés adressent une pareille invitation au gouvernement belge, par la note ci-jointe en copie; et en engageant les deux parties à exécuter les mesures indiquées avant la fin du mois courant, ils s'attendent à recevoir, sans aucun délai, une réponse satisfaisante du cabinet de la Haye, afin de pouvoir en faire part en temps utile à celui de Bruxelles, dont la déclaration sera également communiquée, sans perte de temps, au gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas.

Les Soussignés saisissent cette occasion pour avoir l'honneur de renouveler à S. E. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas l'assurance de leur haute considération.

SENFFT. H. SEBASTIANI. PALMERSTON. BULOW. POZZO DI BORGO.

(La note adressée au plénipotentiaire de la Belgique par la conférence de Londres, était conforme en tous points à celle adressée au plénipotentiaire des Pays-Bas).

XI. 1839

Note adressée à LL. EE. MM. les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, réunis en conférence à Londres par le plénipotentiaire des Pays-Bas, en date du 25 Février 1839.

„Londres, le 25 Février 1839.

„Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, a eu l'honneur de recevoir la note de LL. EE. MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, du 12 de ce mois, contenant l'invitation au gouvernement du Roi de faire cesser les armements extraordinaires qui ont eu lieu dans ses Etats, en renvoyant dans leurs foyers les permissionnaires appelés sous les drapeaux, et en remettant l'armée sur le pied où elle a été au 1er octobre dernier.

„La cour de La Haye, ayant pris connaissance de cette note, a cru ne pouvoir mieux y répondre que par un simple exposé des faits.

„Il est de notoriété publique que les mesures de précaution adoptées dans les derniers temps par le gouvernement des Pays-Bas, datent seulement du commencement de l'année actuelle et sont posterieures de plusieurs mois aux armements belges. Elles n'en furent dès lors que la conséquence inévitable, quoique tardive, et se bornèrent à la dislocation de quelques bataillons, à laquelle, pour assurer le service dans les places fortes, est venu se joindre plus tard l'appel des permissionnaires de la milice de 1832 et de ceux de la classe de 1833, laquelle avait été envoyée en congé dans les derniers mois de l'année 1838; mais il n'a pas été question de l'appel de la *schuttery* ni de la réserve.

„L'esprit de conciliation qui a dicté les réponses du cabinet néerlandais aux communications de MM. les plénipotentiaires des cinq puissances, du 23 janvier et du 1er février, leur présente un gage nullement équivoque de ses intentions pacifiques; mais il n'a pu se dispenser de remplir le devoir sacré et imprescriptible de tout gouvernement, celui de veiller à la sûreté du territoire, en proportionnant, bien que sur une échelle

1839 réduite, ses moyens de défense à ce qui se passe en Belgique, et à la circonstance que, par la proximité des provinces belges entre elles et par les voies accélérées de communication, le danger d'une agression ne se limite pas à une concentration de troupes belges vers le nord, mais existe du moment que l'armée belge, partout où elle se trouve, est mise sur le pied de guerre. Il résulte de cet état de choses que le gouvernement néerlandais pourrait compromettre la sûreté du pays, en diminuant ses moyens de défense, avant que la Belgique, qui a pris l'initiative d'armements infiniment plus considérables que les siens, ne se soit placée dans une position pacifique.

„Le soussigné craindrait d'abuser des moments précieux de MM. les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, en se permettant des développements ultérieurs sur une matière dont leur discernement saura, au premier abord, apprécier la nature, et il saisit avec empressement cette occasion pour renouveler à LL. EE. l'assurance de sa haute considération.

„S. Dedel."

XII.

Note du Plénipotentiaire de la Belgique adressée à la conférence de Londres, en date du 14 *Avril* 1839.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges près de Sa Majesté Britannique, a l'honneur de soumettre à Leurs Excellences les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, des propositions (annexes A, B, C) concernant les garanties dues aux populations du Limbourg et du Luxembourg, le mode spécial d'acquittement du péage de l'Escaut au moyen d'une rente, et la réduction de la quote-part de la dette. Indépendamment de ces propositions, il a reçu l'ordre d'appeler l'attention de Leurs Excellences sur certains points de l'acte du 23 janvier, points sur le sens desquels le gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges a besoin d'être complétement rassuré, afin que l'exécution du traité à intervenir soit à la fois certaine et facile.

1. L'article 2 porte que la route d'Arlon à Bas- 1839
ogne appartiendra à la Belgique, et le village de Mar-
elange au grand-duché de Luxembourg: dispositions
ontradictoires, car le village de Martelange est à che-
al sur la route, et en majeure partie à sa gauche en
artant d'Arlon. Le soussigné renvoie à la note ci-jointe
annexe D), qui renferme des détails précis sur l'état
es lieux. Il est d'ailleurs physiquement impossible de
étourner la route, qui, en ce point, présente un ca-
actère tout particulier. La stipulation qui attribue à
a Belgique la route d'Arlon à Bastogne est le principe;
a disposition qui conserve Martelange au grand-duché
'est qu'une conséquence: conséquence opposée au prin-
ipe qui sert de point de départ. Il est évident que,
ans l'exécution, c'est le principe qui devra prévaloir
t l'emporter dans l'esprit des commissaires démarcateurs.
outefois, une déclaration à cet égard préviendrait des
ifficultés, en même temps qu'elle rassurerait les com-
issaires démarcateurs sur le sens du dernier paragra-
he de l'article 2, qui les concerne.

2. D'après le *statu quo* existant pour l'Escaut, la
avigation de ce fleuve est exempte de tout droit; mais,
onsidérée comme de tolérance par le gouvernement
éerlandais, de fait presque exclusivement en posses-
ion du régime fluvial, elle semble dépourvue de ga-
anties. L'article 9, destiné à faire cesser ce *statu quo*,
ontient deux genres de stipulations; il établit un péage
u profit de la Hollande, et des garanties en faveur de
a Belgique et de la navigation en général. Les garan-
ies sont inséparablement liées à la perception du péage;
l est impossible que le *statu quo* cesse quant à l'ab-
ence du péage, et subsiste quant au défaut de garan-
ies, les obligations étant dépendantes du droit. La per-
eption de ce droit commencera immédiatement; il faut
ussi que les dispositions garantissantes aient immédia-
ement leur effet, en attendant que le règlement géné-
al en ait déterminé l'exécution définitive. Il est donc
ntendu, par exemple, que, du jour où le droit sera
ayé, la surveillance commune, stipulée par le § 2,
era introduite, que les commissaires nécessaires à cet
ffet seront nommés de part et d'autre, que le pilotage
era facultatif à l'instant même, sauf régularisaton pour
e service définitif.

3. Le § 3 de l'article 9 stipule un droit unique

1839 pour le trajet, par l'Escaut ou le canal de Terneuzen, de la pleine mer *en Belgique*, ou de la Belgique à la pleine mer; ainsi, en considération du trajet par le canal de Terneuzen, les navires devront le droit en entier, bien qu'ils ne se soient servis de l'Escaut que sur une étendue de quatre lieues environ. La Hollande, percevant ainsi le droit dans son intégralité, y trouve le dédommagement de l'entretien du canal que la Belgique, de son côté, entretient de la frontière hollandaise à Gand, sans percevoir de droit, le péage étant unique. La Belgique se plaît à déclarer que c'est dans ce sens qu'elle entend, de sa part et de la part du gouvernement néerlandais, l'exécution de cette disposition. Entendre autrement l'article 9 serait exiger, pour un trajet de quatre lieues, une somme aussi forte que pour un trajet de dix-huit, et placer Gand dans une position très-désavantageuse par rapport à Anvers, en négligeant même les intérêts de Terneuzen, point de la Flandre zélandaise pour lequel le transit vers Gand doit être d'une si grande importance. En mettant Gand et Anvers, relativement au péage, sur la même ligne dans le système de navigation qui rattache ces deux villes à la mer, la conférence n'a fait qu'appliquer la pensée à laquelle est due la voie directe de Gand à la mer.

4. La conférence, en stipulant un droit unique sur la navigation de l'Escaut, a sans doute voulu que, pour calculer ce droit, les conditions de navigation fussent les mêmes pour toutes les nations. Le principe de l'uniformité est donc évident; ce qui peut le paraître moins, c'est la règle d'après laquelle ce droit uniforme sera évalué: c'est sur le deuxième point que les opinions ont besoin d'être fixées. Il doit, en outre, être entendu que l'application du droit est subordonnée aux distinctions admises dans la pratique générale, que notamment les bateaux à vapeur ne sont imposés qu'à raison de la marchandise et non de la capacité totale, et que les bateaux remorqueurs sont exempts de tout droit.

5. La quote-part de la dette assignée à la Belgique comprend une rente de 600,000 florins pour avantages commerciaux, au nombre desquels il faut ranger son admission à la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin. Néanmoins, elle subit, en outre, des péages qui, selon le § 5 de l'article 9, doivent être

modérés et les mêmes pour le commerce des deux pays: 1839
ce qui assure, dans tous les cas, au commerce belge, la condition de la nation la plus favorisée. Par le § 6, il est réservé au règlement général de fixer le montant *permanent et définitif* de ces péages. L'admission de la Belgique à la navigation des eaux intérieures ne pouvant être ajournée qu'après la rédaction de ce règlement, et le principe de péages communs étant posé, il en résulte que la Belgique, mise immédiatement en jouissance, participe à la navigation des eaux intérieures, aux mêmes conditions que les navires néerlandais, en supportant provisoirement les droits que payent ou que payeraient, d'après les tarifs existants, ces derniers, naviguant par ces eaux entre Anvers et le Rhin.

6. La conférence, en prescrivant, dans certains cas exceptionnels, aux navires de se faire accompagner par des gardes de santé, a subordonné l'accomplissement de cette formalité à la condition qu'il n'y aurait ni entrave ni retard. Il faut donc que le service sanitaire soit organisé de manière que cette condition subsiste; il faudra notamment que, dans ces circonstances d'exception, les gardes de santé passent sur le navire qui se signale comme suspect, avec assez de promptitude pour qu'il ne soit pas nécessaire de jeter l'ancre, ni d'exposer le navire à un danger quelconque.

7. Il eût été à désirer que la conférence eût fixé un délai endéans lequel les deux parties eussent eu à convenir du règlement général sur l'Escaut, et qu'elle eût déterminé le recours à prendre en cas de dissentiment. Cette omission, toutefois, est moins importante, la mise en possession de la Belgique, des avantages assurés en sa faveur, étant immédiate, et le gouvernement du Roi des Belges pouvant compter, au besoin, sur la garantie générale d'exécution stipulée par les cinq grandes puissances.

8. La conférence ayant eu pour but d'assurer le droit de naviguer sur l'Escaut, il est évident que ce droit emporte celui de stationner librement, si les vents, les glaces ou d'autres circonstances l'exigent, dans toutes les eaux du fleuve et de ses embouchures. Si la conférence n'a pas exprimé ces conséquences du droit, c'est qu'elles ressortaient et du principe et des règles générales du droit des gens: les nier serait nier le principe même. C'est donc dans cet esprit que devra être

1839 rédigé le règlement général, acte important qui doit servir de complément à l'article 9; c'est aussi dans cet esprit que l'article devra recevoir son application avant la rédaction du règlement.

9. L'article 12, dans les cas où il serait construit en Belgique une nouvelle route ou creusé un canal qui aboutirait à la Meuse vis-à-vis du canton hollandais de Sittard, stipule en faveur de la Belgique le droit, en se conformant à certaines formalités, de faire prolonger cette route ou ce canal jusqu'aux frontières d'Allemagne. Il est incontestable que le mot *route*, surtout opposé au mot *canal*, s'entend de toute communication autre que celle d'un canal, et notamment d'un *chemin de fer*. Si le gouvernement belge regarde une explication sur ce point comme n'étant pas sans utilité, c'est qu'il n'est pas parvenu à rassurer des intérêts privés qui se sont adressés à lui.

10. L'article 25 du traité destiné à être conclu entre Leurs Majestés le Roi des Belges et le Roi des Pays-Bas, en stipulant paix et amitié entre Leurs Majestés, leurs héritiers et successeurs, a fait naître une observation par le rapprochement de cet article avec l'article 26 des traités conclus le 15 novembre 1831, par Sa Majesté le Roi des Belges, avec Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, le Roi des Français, le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies; observation sur laquelle le soussigné croit ne pas devoir insister, le mot *à perpétuité* constituant une véritable rédondance dans le texte même, et la disposition se trouvant d'ailleurs renforcée par l'article 6, portant que chaque partie renonce *à jamais* à toute prétention sur les territoires assignés à l'autre, et par l'article 7 qui déclare la Belgique *perpétuellement* neutre.

Le soussigné, en plaçant sous les yeux de Leurs Excellences cette note et les trois propositions qui la complètent, croit avoir mis la conférence à même d'amener immédiatement la solution définitive de la question hollando-belge. Il prie Leurs Excellences d'agréer les assurances de sa plus haute considération.

Londres, 14 avril 1839.

SYLVAIN VAN DE WEYER.

Annexe A. — *Garanties pour les populations du Limbourg et du Luxembourg.* 1839

Il est entendu que les habitants des parties du Limbourg et du Luxembourg qui retournent sous la domination du Roi Grand-Duc conserveront leurs libertés religieuses, et qu'il leur sera accordé des institutions en rapport, soit avec la loi fondamentale des Pays-Bas, soit avec les statuts fédéraux de l'Allemagne *).

---

*) A l'appui de la proposition concernant les garanties civiles et religieuses dues aux populations du Limbourg et du Luxembourg, le plénipotentiaire belge à mis sous les yeux de la conférence, à la suite de l'annexe A, les divers extraits qui suivent:

Traité de Paix de Nimègue, 10 *Aout* 1678.

Art. IX. Lesdits seigneurs états généraux promettent que toutes choses qui concernent l'exercice de la religion catholique romaine, et la jouissance des biens de ceux qui en font profession, seront rétablies et maintenues, sans aucune exception, dans ladite ville de Maestricht et ses dépendances, en l'état comme elles étaient réglées par la capitulation de l'an 1632, et que ceux qui auront été pourvus de quelques biens ecclésiastiques, canonicats, personnats, prévotez et autres bénéfices, y demeureront établis et en jouiront sans aucune contradiction.

Traité de Ryswick, en 1697.

Art. IV. Seront restitués, surtout à Sa Sacrée Majesté Impériale et à l'Empire et à ses Etats et Membres, par Sa Majesté Très-Chrétienne, tous les lieux et droits occupés tant pendant la guerre par les voies de-fait, que sous le nom d'union et de réunion, qui sont situées hors de l'Alsace, ou contenues dans la liste des réunions qui a été produite par l'ambassade française, de manière que les décrets, arrêts et déclarations qui ont été rendus pour cet objet par les chambres de Metz et de Besançon et par le conseil de Brisach, sont cassés, et que tout sera remis dans l'état où cela était avant lesdites occupations, cessions ou réunions, pour n'être plus troublés ou inquiétés; néanmoins, la religion catholique romaine restera, dans les lieux ainsi restitués, dans l'état où elle est présentement.

Traité de Paris, 10 *Février* 1763.

Traduction de l'anglais.

Art. IV. Sa Majesté Très-Chrétienne renonce à toutes les prétentions qu'elle a formées jusqu'ici ou qu'elle pourrait avoir formées sur la Nouvelle-Ecosse ou l'Acadie, en toutes ses parties, et la garantit tout entière et avec ses dépendances, au Roi de la Grande-Bretagne; de plus, Sa Majesté Très-Chrétienne cède et garantit à Sadite Majesté Britannique, en plein droit, le Canada

1839 *Annexe* B. — *Proposition d'un mode spécial de payement sur l'Escaut.*

Les droits de navigation sur l'Escaut seront acquittés à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas par Sa Majesté

---

avec toutes ses dépendances, aussi bien que l'île du cap Breton, et toutes les autres îles et côtes dans le golfe et fleuve de Saint-Laurent, et en général, tout ce qui dépend desdits pays, terres, îles et côtes; avec la souveraineté, propriété, possession et tous les droits acquis par traité ou autrement, que Sa Majesté Très-Chrétienne et la couronne de France ont eus jusqu'ici sur lesdits pays, terres, îles, places, côtes et leurs habitants, de façon que le Roi Très-Chrétien cède et délaisse le tout audit Roi, à la couronne de la Grande-Bretagne, et cela dans la forme et manière la plus ample, sans restriction et sans la liberté de revenir sur ladite cession et garantie, sous aucun prétexte, ou de troubler la Grande-Bretagne dans les possessions ci-dessus mentionnées. Sa Majesté Britannique, de son côté, convient d'accorder le libre exercice de la religion catholique aux habitants du Canada; elle donnera, en conséquence, les ordres les plus précis et les plus efficaces pour que ses nouveaux sujets catholiques romains puissent professer le culte de leur religion, suivant les rites de l'Eglise romaine, autant que les lois de la Grande-Bretagne le permettent.

Ratification faite à Madrid, le 2 mai 1713, du traité d'Utrecht, du 11 avril, même année.

La partie du haut quartier de Gueldre, dite Gueldre espagnole..., que ledit seigneur, Roi de Prusse, occupe et possède actuellement, lui est cédée à perpétuité... Cette cession ainsi faite avec cette clause expresse que l'état de la religion catholique subsistera dans lesdits lieux cédés, en tout et partout, tel qu'il était avant leur occupation, et sous la domination des rois d'Espagne, sans que ledit seigneur, Roi de Prusse, y puisse rien changer.

Congrès d'Utrecht, 1713.

Art. IX. Des demandes prussiennes.

Comme plusieurs Français de la religion réformée, ayant été obligés de quitter la France, se sont réfugiés sous l'obéissance de Sa Majesté, et sont devenus ses sujets par droit de naturalisation, bourgeoisie et autres, et qu'entre ces réfugiés quelques-uns ont laissé, en France, leurs maris, femmes, enfants, pères, mères et autres proches parents, et que plusieurs y ont acquis depuis des biens par succession, hérédité, ou autrement, sans avoir pu les retirer et en jouir, Sa Majesté, en conséquence de la protection qu'elle doit à ses sujets, demande: 1° qu'il soit permis à ces maris, femmes, enfants, pères, mères ou autres proches parents desdits réfugiés, de sortir librement de France, et de venir rejoindre leurs maris femmes, enfants, pères, mères ou autres proches pa-

le Roi des Belges, à la décharge de tous les pays in- 1839
distinctement, au moyen d'une somme consistant dans une rente fixe et un supplément éventuel et variable.

---

rents établis sous l'obéissance de Sa Majesté; 2° la restitution de tous les biens, meubles et immeubles, appartenant de droit, tant auxdits réfugiés qu'à leurs descendants nés sous l'obéissance de Sa Majesté, ou à leurs héritiers qui y sont; 3° que lesdits réfugiés et leurs descendants nés sujets de Sa Majesté, seront considérés et réputés en toute manière comme de véritables sujets de Sa Majesté, et qu'ainsi ils jouissent, tant en France que dans toute l'étendue de sa domination, de tous droits, priviléges, franchises, immunités, libertés et avantages dont les autres sujets du Roi doivent jouir, sans aucune exception ni réserve. Sa Majesté souhaite de plus qu'il plaise à Sa Majesté Très-Chrétienne d'accorder, en considération de l'amitié qui doit être rétablie par la paix, la liberté de la conscience à ceux de la religion réformée qui resteront en France, comme aussi de faire élargir et remettre en liberté tous ceux qui, à cause de la religion réformée, sont détenus dans les prisons, couvents, galères ou autres lieux.

Traité de Francfort, du 22 *Juillet* 1744, *entre l'Empereur et la Prusse.*

Art. VI. Sa Majesté Prussienne promet et s'engage le plus fortement qu'il est possible, elle, ses héritiers et descendants à l'infini, de maintenir la religion catholique et l'exercice d'icelle dans les pays qui sont cédés, de la même manière qu'elle y est présentement établie, sans pouvoir jamais y faire le moindre changement ni la moindre innovation, sous quelque prétexte, motif ou raison que ce puisse être.

Traité de Fontainebleau, du 8 *Novembre* 1785.

Art. XXI. Il sera libre aux sujets respectifs de se retirer des pays qui viennent d'être cédés réciproquement, et ceux qui y resteront jouiront du libre exercice de leur religion. Les deux puissances pourvoiront respectivement à la compétence et à l'entretien des desservants de leurs églises.

Traité de paix de Kiel, entre le Danemarck et la Suède (1814).

Art. V. Sa Majesté le Roi de Suède s'engage, par conséquent, de la manière la plus formelle, de laisser jouir, pour le futur, les habitants du royaume de Norwége et de ses dépendances, de toutes les lois, libertés, et de tous les droits et priviléges maintenant existants.

Huit articles de Londres (1814).

Art. I. Cette réunion devra être intime et complète, de façon que les deux pays ne forment qu'un seul et même Etat,

1839 Cette somme sera payée par douzièmes, le premier de chaque mois, par anticipation, au consul néerlandais à Anvers, par un agent du gouvernement belge.

---

régi par la constitution déjà établie en Hollande, et qui sera modifiée, d'un commun accord, d'après les nouvelles circonstances.

Art. II. Il ne sera rien innové aux articles de cette constitution qui assurent à tous les cultes une protection et une faveur égales, et garantissent l'admission de tous les citoyens, quelle que soit leur croyance religieuse, aux emplois et offices publics.

Art. III. Les provinces Belgiques seront convenablement représentées à l'assemblée des états généraux, dont les sessions ordinaires se tiendront, en temps de paix, alternativement dans une ville hollandaise et dans une ville de la Belgique.

Art. IV. Tous les habitants des Pays-Bas, se trouvant ainsi constitutionnellement assimilés entre eux, les différentes provinces jouiront également de tous les avantages commerciaux et autres que comporte leur situation respective, sans qu'aucune entrave ou restriction puisse être imposée à l'une au profit de l'autre.

Art. V. Immédiatement après la réunion, les provinces et les villes de la Belgique seront admises au commerce et à la navigation des colonies sur le même pied que les provinces et les villes hollandaises.

Art. VI. Les charges devant être communes, ainsi que les bénéfices des dettes contractées jusqu'à l'époque de la réunion, par les provinces hollandaises d'un côté, et de l'autre, par les provinces Belgiques, seront à charge du trésor général des Pays-Bas.

Art. VII. Conformément aux mêmes principes, les dépenses requises pour l'établissement et la conservation des fortifications sur la frontière du nouvel Etat, seront supportées par le trésor général, comme résultant d'un objet qui intéresse la sûreté et l'indépendance de toutes les provinces et de la nation entière.

Art. VIII. Les frais d'établissement et d'entretien des digues resteront pour le compte des districts qui sont plus directement intéressés à cette partie du service public, sauf l'obligation de l'Etat général à fournir des secours en cas de désastre extraordinaire, le tout ainsi que cela s'est pratiqué jusqu'à présent en Hollande.

Le ministre de Nagell, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, déclara, sous la date du 21 juillet 1814, qu'il était autorisé par le prince souverain des Pays-Bas Unis à accepter la souveraineté des provinces Belgiques sous les conditions contenues dans les huit articles.

Déclaration des puissances sur les affaires de la confédération helvétique, du 20 mars 1815.

Art. IV. Les habitants de l'évêché de Bâle, et ceux de Bienne, réunis aux cantons de Berne et de Bâle, jouiront à tous égards, sans différence de religion (qui sera conservée dans l'état présent), des mêmes droits politiques et civils, dont jouissent et pourront jouir les habitants des anciennes parties desdits cantons

La rente fixe est de 240,000 florins; elle ne pourra 1839
être inférieure à cette somme, et sera due quand même
le tonnage annuel n'aurait point atteint ce chiffre.

En conséquence, ils concourront avec eux aux places de représentants et aux fonctions, suivant les constitutions cantonnales. Il sera conservé à la ville de Bienne, et aux villages ayant formé sa juridiction, les privilèges municipaux compatibles avec la constitution et les règlements généraux du canton de Berne.

Traité entre la Prusse et la Saxe, du 18 *mai* 1815.

(Traduction).

Art. XVI. Les communautés, corporations et établissements religieux et d'instruction publique qui existent dans les provinces et districts cédés par Sa Majesté le Roi de Saxe à la Prusse, ou dans les provinces et districts qui restent à Sa Majesté Saxonne, conserveront, quel que soit le changement que leur destination puisse subir, leurs propriétés, ainsi que les redevances qui leur appartiennent d'après l'acte de leur fondation, ou qui ont été acquises depuis par eux, par un titre valable devant les lois, sous les deux dominations prussienne et saxonne, sans que l'administration et les revenus à percevoir puissent être molestés ni d'une part, ni de l'autre, en se conformant toutefois aux lois et en supportant les charges auxquelles toutes les propriétés ou redevances de la même nature sont sujettes dans le territoire dans lequel elles se trouvent.

Acte pour la constitution fédérative de l'Allemagne, du 8 *juin* 1815.

(Traduction).

Art. XVI. La différence des confessions chrétiennes dans les pays et territoires de la confédération allemande n'en entraînera aucune dans la jouissance des droits civils et politiques. La diète prendra en considération les moyens d'opérer, de la manière la plus uniforme, l'amélioration de l'état civil de ceux qui professent la religion juive en Allemagne, et s'occupera particulièrement des mesures par lesquelles on pourra leur assurer et leur garantir, dans les Etats de la confédération, la permanence des droits civils, à condition qu'ils se soumettent à toutes les obligations des autres citoyens. En attendant, les droits accordés déjà aux membres de cette religion par tel ou tel Etat en particulier leur seront conservés.

Acte du congrès de Vienne, du 9 *juin* 1815.

Art. I. Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales, réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder.

Art. LXXXVIII. Les Génois jouiront de tous les droits et

1839 Si, à l'expiration d'une première période de trois ans, commençant au 1er juillet 1839, le tonnage moyen de ces trois années offrait un chiffre supérieur à la rente fixe susindiquée, le gouvernement belge payerait, pendant la deuxième période de trois ans, c'est-à-dire, à partir du 1er juillet 1842, outre la rente fixe, et toujours par douzièmes, un supplément égal à l'excédant de la première période.

Si, à l'expiration de la deuxième période, on constatait de nouveau un excédant du chiffre moyen du tonnage sur la rente fixe, le gouvernement belge payerait également, pendant la nouvelle période de trois ans, c'est-à-dire à partir du 1er juillet 1845, la rente fixe et un supplément; et ainsi de suite, toujours en ayant égard, pour fixer le supplément, au chiffre moyen de la dernière période de trois ans.

Pour évaluer le tonnage annuel, on supposera les bateaux à vapeur imposés seulement à raison de la marchandise et non de leur capacité totale, et les bateaux remorqueurs totalement exempts: on déduira du nombre total les navires néerlandais.

Si le gouvernement belge négligeait ou refusait d'acquitter directement la rente et éventuellement le supplément, le gouvernement néerlandais aurait le droit de percevoir les péages de chaque navire, conformément au §. 3 de l'art. 9.

Annexe C. — *Proposition pour une réduction de dette.*

NOTE.

Parmi les éléments des calculs auxquels la conférence s'est livrée pour arriver à la fixation, à 5 millions de florins, du chiffre de la dette de la Belgique envers la Hollande, figure encore, ainsi que cela se trouve exposé dans la note du plénipotentiaire belge,

---

priviléges spécifiés dans l'acte intitulé: *Conditions qui doivent servir de bases à la réunion des Etats de Gênes à ceux de Sa Majesté Sarde;* et ledit acte, tel qu'il se trouve annexé à ce traité général, sera considéré comme partie intégrante de celui-ci et aura la même force et valeur que s'il était textuellement inséré dans l'article présent. (Voir cet acte, pages 356, 363 du tome VIII du recueil de Schoell.)

du 4 janvier dernier, une annuité d'un million de flo- 1839
rins pour la dette dite française.

Il a cependant été établi, de la manière la plus patente et la plus authentique, tant dans la correspondance diplomatique que par le mémoire de la commission des finances, et les notes et discussions verbales des commissaires du gouvernement à Londres, que cette dette avait été remboursée par la convention du 25 avril 1818, en majeure partie au moyen de créances belges.

En persistant à grever encore la Belgique de ce chef, les plénipotentiaires des cinq cours lui refuseraient la seule application qui puisse lui être faite du principe de confusion de bénéfices, invoqué par la conférence elle-même, et posé dans l'art. 6 du protocole annexé à l'acte de Vienne, tandis que, dans toutes les circonstances favorables à la Hollande, cette puissance a profité, de la manière la plus large, des avantages de ce même principe.

A l'appui de cette dernière observation, on peut faire remarquer qu'on a refusé à la Belgique tout concours au partage de la marine de guerre et du matériel des arsenaux, et qu'on ne lui a tenu aucun compte de ce qu'elle a payé chaque année, pendant l'existence de la communauté, à la décharge de la Hollande, pour les intérêts de l'énorme dette que celle-ci avait apportée dans cette communauté, et dont il a été amorti une bonne partie aux dépens de la Belgique.

Toutefois, entrant dans les considérations qui ont porté la conférence à terminer le différend hollando-belge par un chiffre transactionnel sur l'ensemble du partage des dettes, et voulant donner aux cinq cours un nouveau témoignage de son désir de paix et de conciliation, le gouvernement belge se borne à demander une nouvelle réduction de fl. 400,000, qui ne porterait plus le chiffre de la dette proprement dite (c'est-à-dire, abstraction faite des 600,000 florins pour prix d'avantages de commerce et de navigation, dont il va être question ci-après) qu'à quatre millions de florins.

Il est un autre fait sur lequel le gouvernement belge attire l'attention spéciale, et invoque l'équité de la conférence; c'est sur la confusion dans le chiffre de la dette, et dans le transfert des rentes et capitaux des

1839 fl. 600,000 dont il vient d'être fait mention pour prix d'avantages commerciaux.

L'étendue de ces avantages n'est point explicitement stipulée dans le traité; mais, en tout cas, rien n'y indique qu'une portion quelconque de la dette ait pour cause ou destination le payement de ce prix.

Il serait donc logique et juste que cette somme fît l'objet d'un article spécial du traité; et le gouvernement belge insiste avec d'autant plus de force sur cette demande, que déjà les plénipotentiaires d'Angleterre et de France, qui en comprenaient la valeur et la justesse, avaient promis aux commissaires belges leurs bons offices à cet égard. Il est entendu, en outre, que le payement de la rente n'aura lieu qu'à partir de l'époque où s'opérera l'échange des ratifications.

Annexe D. — *Note relative à Martelange.*

L'article 2 du traité du 15 novembre est ainsi conçu:

„Dans le grand-duché de Luxembourg, les limites du territoire belge seront telles qu'elles sont décrites ci-dessous:

„A partir de la frontière de France, entre Rodange, qui restera au grand-duché de Luxembourg, et Athus, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon avec sa banlieue, et *la route d'Arlon à Bastogne*, passera entre Messancy, qui sera sur le territoire belge, et Clémency, qui restera au grand-duché de Luxembourg, pour aboutir à Steinfort, lequel endroit restera également au grand-duché. De Steinfort, cette ligne sera prolongée dans la direction d'Eischen, Hecbus, Guirsch, Ober-Pallen, Grende, Nothomb, Parette et Perlé jusqu'à Martelange; Hecbus, Guirsch, Grende, Nothomb et Parette devant appartenir à la Belgique, et Eischen, Ober-Pallen, Perlé et Martelange au grand-duché. De Martelange, ladite ligne descendra le cours de la Sûre dont le Thalweg servira de limite entre les deux Etats jusque vis-à-vis Tintange."

Les stipulations qui précèdent avaient évidemment pour but de laisser à la Belgique la communication entière et *continue* de Bruxelles vers la France, que l'on suit aujourd'hui pour se rendre à Metz, en pas-

sant par Namur, Marche, Bastogne, *Martelange*, Ar- 1839
lon, Messancy, Aubange, Longwy, etc.

Le texte même de l'article le prouve suffisamment. En effet, il est dit qu'il sera tiré une ligne laissant à la Belgique *la route d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon et sa banlieue et la route d'Arlon à Bastogne.*

En partant de cette disposition, qui constitue le principe, le village de Martelange ne saurait faire partie du grand-duché de Luxembourg. Il doit nécessairement rester à la Belgique, parceque la grande route passe à *travers ce village*, et laisse même la plus grande agglomération de maisons à sa gauche avec l'église. Ce qui a pu donner lieu à la contradiction que présente le texte, c'est la position assignée au village de Martelange, sur la plupart des cartes, par rapport à la grande route de Namur à Arlon: suivant ces cartes, ce village se trouve placé entièrement sur la droite et en dehors de la route, ce qui est une erreur de fait, due sans doute à la récente construction de cette route, construction postérieure à la publication de la grande carte de Ferraris, que l'on s'est borné à copier servilement, sans jamais s'enquérir des changements survenus depuis et constituant l'état définitif des lieux.

La communication indiquée sur la carte de Ferraris n'était pas une véritable route: en partant de Luxembourg, la route s'arrêtait un peu au delà d'Arlon; de ce point jusqu'à Bastogne et Marche, il n'existait plus de communication régulièrement ouverte et assurée; les voitures de roulage et les messageries suivaient le terrain naturel jusque près de Marche; mais elles rencontraient dans le trajet des obstacles presque insurmontables, notamment pour descendre dans le vallon de la Sûre à Martelange, et atteindre ensuite le point culminant du versant de gauche de ce vallon. Là, il fallait gravir deux coteaux présentant des inclinaisons de 20 à 25 pour cent, ce qui exigeait parfois l'emploi de 30 à 40 chevaux.

L'administration française, reconnaissant l'impérieuse nécessité de faire disparaître cet obstacle, entreprit l'abaissement des côtes de Martelange. Cet ouvrage, véritable chef-d'oeuvre de l'art, ne fut complétement terminé que de 1808 à 1809. Il exigea une dépense considérable; car la route, taillée presque entièremen

1839 dans le roc, a dû être établie à mi-côte, afin de pouvoir lui donner une pente de 5 centimètres par mètre.

L'intervention du gouvernement français dans l'établissement de la route d'Arlon à Namur par Bastogne se borna à l'abaissement des côtes de Martelange; le surplus de cette communication de Martelange à Arlon, et de Martelange à Marche, fut exécuté sous le gouvernement des Pays-Bas.

Par suite des travaux faits à Martelange, le village de ce nom se trouve placé à cheval sur la grande route, et, si, aux termes de l'art. 2, ce village devait appartenir au grand-duché de Luxembourg, il y aurait solution de continuité pour la route, ce qui serait contraire à la pensée de la conférence et au principe qui lui sert de point de départ; l'on sait d'ailleurs que la Belgique n'a que cette seule communication pour atteindre la frontière de France du côté de Longwy.

Il serait matériellement impossible de détourner la route, qui, en ce point, offre un caractère tout particulier: ce n'est pas dans l'intérêt de Martelange que l'on a fait passer à grands frais la route par ce village; c'est que l'on ne pouvait passer ailleurs.

XIII.

Réponse de la conférence de Londres à la note précédente, en date du 18 *Avril* 1839.

Foreign-Office, 18 avril 1839.

Les soussignés, plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont reçu la note, accompagnée de plusieurs annexes, que M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges leur a fait l'honneur de leur adresser le 14 du courant, et ils se félicitent de reconnaître, par le contenu de cette pièce, que les dispositions qui animent le gouvernement belge sont de nature à promettre la solution immédiate et définitive de la question hollando-belge.

Les soussignés sont dans le cas de répéter, relativement aux objets touchés dans les trois premières annexes de la note de M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, ce qu'ils ont eu l'honneur de lui déclarer dans leur note du 4 février, savoir: qu'au point où en est aujourd'hui la négociation, et depuis

l'adhésion pure et simple donnée par S. M. le Roi des 1839
Pays-Bas aux actes du 23 janvier, ils ne sauraient entrer en discussion sur aucune nouvelle proposition, et que les dispositions desdits actes, ainsi que leur texte, ne sont plus susceptibles d'aucun changement ni ne peuvent recevoir aucune addition.

Les soussignés ne sauraient, en conséquence, admettre la stipulation proposée dans l'annexe A, au sujet des libertés religieuses et politiques réclamées en faveur des habitants des parties du Limbourg et du Luxembourg qui retournent sous la nomination du Roi grand-duc. Ils observent que lesdites libertés qui, par leur nature, sont exclusivement du ressort du régime intérieur des Etats auxquels, sous un point de vue légal, les territoires en question n'ont point cessé d'appartenir, trouvent leur garantie, soit dans la loi fondamentale du royaume des Pays-Bas, auquel une partie desdits territoires est destinée à être réunie, soit dans les dispositions des actes formant la constitution fédérative de l'Allemagne, qui sont applicables au grand-duché de Luxembourg, en sorte que la réclamation de M. le plénipotentiaire belge se trouve effectivement sans objet.

Quant à la proposition, développée dans l'annexe B, d'un mode de payement à effectuer de gouvernement à gouvernement, pour remplacer la perception directe du droit de tonnage sur l'Escaut, les soussignés, sans méconnaître ce que ce mode semblerait présenter d'avantages et de facilités pour les deux parties intéressées, ne sauraient, par les raisons ci-dessus mentionnées, considérer cette question comme susceptible d'être traitée par eux, tandis qu'il dépendra des gouvernements belge et néerlandais de s'entendre de gré à gré à ce sujet, lorsqu'ils le jugeront conforme à leurs intérêts. L'impossibilité où les soussignés se trouvent placés d'admettre un changement dans les dispositions des actes du 23 janvier, s'applique également à la quotité de la rente imposée à la Belgique du chef de la dette commune, aux éléments qui ont servi de base à l'établissement de cette rente, et au terme où elle doit commencer; objets dont traite l'annexe C de la note de M. le plénipotentiaire belge.

Obligés d'écarter tout ce qui renfermerait une stipulation nouvelle, ou une modification des actes du 23 janvier, les soussignés se sont appliqués à l'examen

1839 des points du traité sur lesquels M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges a désiré obtenir des éclaircissements; ils se trouvent à même de lui donner sur ces objets les explications suivantes:

Ad 1. Il semble qu'il y a eu erreur dans la détermination de la frontière sur le point de Martelange; les commissaires démarcateurs tenus, aux termes du traité, à avoir égard aux localités et aux convenances qui pourront en résulter mutuellement, auront à régler cet objet à la satisfaction des deux parties.

Ad 2. Les droits relatifs à la navigation de l'Escaut, accordés aux deux parties, et clairement définis par le traité, tels que la perception du droit unique de tonnage d'une part, et le concours à la surveillance commune, ainsi que le pilotage facultatif de l'autre, doivent trouver leur application aussitôt après l'échange des ratifications du traité; et il n'est réservé au règlement à intervenir, que de déterminer en détail le mode d'exercer ces mêmes droits de la manière la plus convenable dans l'intérêt réciproque.

Ad 3. Le droit de tonnage à percevoir par le gouvernement néerlandais sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, étant un droit de reconnaissance et de transit, le calcul des distances n'a pas dû être pris en considération pour le déterminer. Mais il a été entendu que les bâtiments venant de la Belgique pour se rendre à la haute mer, ou venant de la haute mer pour se rendre en Belgique, et ce dans l'une et l'autre direction, soit par l'Escaut, soit par le canal de Terneuse, ne fussent assujettis qu'à un droit unique. En conséquence, il ne saurait être perçu d'autre droit ni sur la partie hollandaise, ni sur la partie belge, du canal qui communique entre Terneuse et Gand.

Ad. 4. Suivant l'usage généralement établi parmi les nations, les droits proportionnés à une mesure de capacité se perçoivent d'après la mesure du pays où ils sont levés. Or, le droit unique de tonnage, quoique perçu à Anvers, est censé être levé dans les parages néerlandais, et il doit par conséquent être réglé pour les bâtiments de toutes les nations, d'après le tonneau néerlandais ou le „*cubick elle*," égal au mètre cube de France et au tonneau actuel belge, et contenant 35,3170 soeds cubes anglais. Quant aux bateaux à vapeur qui sont généralement soumis à un traitement

exceptionnel, les soussignés sont d'avis que le droit 1839.
à precevoir doit être réglé d'après le principe que le tonnage de ces bâtiments ne sera calculé que relativement à la partie de leur capacité destinée à recevoir un chargement de marchandises; principe qui renferme de plus l'exception des bateaux remorqueurs servant uniquement à la remorque: lesquels semblent d'ailleurs rentrer dans la catégorie des bâtiments qui font le cabotage dans le cours du fleuve.

Ad. 5. Il ressort du sens du paragraphe 5 de l'article 9, que la Belgique jouira, aussitôt après l'échange des ratifications, de la navigation sur les canaux et eaux intermédiaires, aux mêmes conditions que les navires hollandais, et en supportant les mêmes droits suivant les tarifs en vigueur.

Ad 6. Les termes exprès du paragraphe 3, d'après lesquels les navires suspects auront la faculté de continuer leur route sans entrave ni retard, renferment l'obligation de faire passer les gardes de santé sans que les bâtiments soient aucunement arrêtés dans leur cours. Au reste, les instructions à donner aux pilotes, tant néerlandais que belges, pour signaler les vaisseaux suspects, rentrent dans les attributions des commissaires à nommer de part et d'autre pour exercer la surveillance commune d'après le paragraphe 2 de l'art. 9.

Ad 7. Cette remarque trouve sa solution dans les explications données au n^{0} 2.

Ad 8. La libre navigation de l'Escaut renferme, sans aucun doute, la faculté, pour tout navire, de stationner librement dans toutes les eaux de ce fleuve et de ses embouchures, si les vents, les glaces ou d'autres circonstances l'exigent, et il n'est pas à prévoir qu'aucune contestation puisse s'élever sur cet objet, qui pourra, au reste, être plus positivement déterminé par le règlement.

Ad 9. Le terme générique d'une *route* à construire éventuellement par le canton de Sittard s'applique naturellement à la construction d'un chemin de fer comme à toute autre espèce de route.

Ad 10. Les soussignés ne peuvent qu'applaudir à la sage réserve de M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, qui s'abstient d'insister sur les mots *à perpétuité*, omis sans aucune intention dans la rédaction de l'art. 25 du traité entre la Belgique et la Hol-

1839 lande. Cette omission qui n'infirme aucunement la solidité et la durée de l'engagement, et à laquelle suppléeraient au besoin, les expressions des art. 6 et 7, cités dans la note du 14 avril, est, au reste, d'autant moins de conséquence qu'elle est conforme à divers précédents.

Après avoir satisfait, par les explications qui précèdent, au désir de S. M. le Roi des Belges d'être rassuré sur le sens des divers points qu'elles concernent, il ne reste aux soussignés qu'à exprimer la confiance que M. le plénipotentiaire belge va leur déclarer immédiatement qu'il est prêt à procéder à la signature du traité entre les cinq puissances et Sa Majesté le Roi des Belges, et du traité entre Sadite Majesté et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, annexés à la note des soussignés du 23 janvier.

Les soussignés saisissent cette occasion pour avoir l'honneur de renouveler à Son Excellence l'assurance de leur haute considération.

SENFFT, H. SEBASTIANI, PALMERSTON, BULOW, POZZO DI BORGO.

XIV.

Nouvelle Note adressée à la conférence de Londres par le Plénipotentiaire de la Belgique. En date du 19 *Avril* 1839.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges près Sa Majesté Britannique, a reçu la réponse que Leurs Excellences les plénipotentiaires des cinq cours ont bien voulu lui faire à la communication qu'il avait eu l'honneur de leur adresser sous la date du 14.

Le soussigné regrette que la conférence n'ait pas pu se saisir de la proposition relative à l'acquittement du péage sur l'Escaut au moyen d'une rente annuelle; mode de payement dont Leurs Excellences ont néanmoins apprécié les avantages, circonstance qui ne peut manquer d'exercer une favorable influence sur la négociation spéciale et directe à ouvrir à ce sujet entre les deux parties.

Le gouvernement du Roi apprendra sans doute avec peine que la conférence se soit crue dans l'impos-

sibilité d'améliorer la position de la Belgique par une 1839
réduction plus forte de la dette.

Il verra avec satisfaction que, si la conférence n'a pas admis un article additionnel, relatif aux garanties civiles et religieuses dues aux populations du Limbourg, et du Luxembourg, c'est qu'elle regardait comme sans objet une semblable stipulation, les garanties en question résultant d'actes déjà existants.

En ce qui concerne les dix points qui, indépendamment des trois dispositions ci-dessus rappelées, ont été soumis à Leurs Excellences, le gouvernement du Roi, s'étant rencontré avec la conférence, se trouve, par les explications qu'il a reçues, pleinement satisfait et rassuré. La conférence, qui avait apporté tant de soin à la rédaction de l'article 9, relatif à une question qui intéresse le monde commercial, a mis la réalisation de son oeuvre à l'abri de toute contestation et de tout retard.

Il reste un dernier devoir à remplir au soussigné, pour compléter cette communication. Sa Majesté le Roi des Belges a retrouvé avec douleur, dans les projets qui lui ont été soumis, les stipulations territoriales imposées dans des jours de malheur, et demeurées sept années sans exécution; le temps a exercé une bienfaisante influence sur d'autres questions, et celle-ci, digne d'une généreuse sollicitude, est restée irrévocablement résolue. Il a fallu que ce résultat se reproduisît avec son caractère primitif de nécessité, pour que le pays pût se résoudre à un si grand sacrifice; il a fallu que l'empire des circonstances fût de nouveau constaté de la manière la plus évidente.

Sa Majesté devait un dernier effort à des populations qui ont montré tant d'affection et de dévouement; et, si elle renonce à les conserver, c'est moins à cause des dangers qui menaçaient la Belgique entière, qu'en considération des maux qui devaient fondre sur les provinces du Limbourg et du Luxembourg. Jamais Sa Majesté n'a senti plus péniblement toute l'étendue de la tâche qu'elle a acceptée dans l'intérêt de la paix générale, et pour constituer une nationalité devenue une condition nécessaire de la politique européenne; elle trouvera une consolation dans l'idée que cette nationalité et cette paix sont désormais à l'abri de toute atteinte.

1839 Le soussigné a été chargé de donner ces explications, afin que la marche et le caractère de la résolution de son gouvernement ne pussent être méconnus; il déclare, en conséquence, que, vu les éclaircissements renfermés dans la note de la conférence en date du 18, il est autorisé à signer, aux termes de l'acte du 23 janvier, les traités entre Sa Majesté et les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à Leurs Excellences les assurances de sa plus haute considération.

SYLVAIN VAN DE WEYER.

XV.

Communication adressée au Plénipotentiaire de la Hollande par la conférence de Londres, en date du 19 *Avril* 1839.

Foreign-Office, le 19 Avril 1839.

Les soussignés plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont l'honneur de prévenir M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas que, par une note en date de ce jour, M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges leur a déclaré qu'il est autorisé à signer, aux termes de l'acte du 23 janvier, les traités entre Sadite Majesté et les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas. Les soussignés invitent, en conséquence, M. le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas à procéder aujourd'hui avec eux et M. le plénipotentiaire belge à la signature des traités respectifs.

Ils saisissent cette occasion pour renouveler à S. Exc. l'assurance de leur haute considération.

SENFFT, A. SEBASTIANI, PALMERSTON, BULOW, POZZO DI BORGO.

44.

Articles supplémentaires à certains Traités entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Saganaws de la nation indienne des Chippewas, signés et conclus en Michigan le 7 Février 1839.

(Acts and Resolutions passed at the 3d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1839. Append. 42).

Art. 1. Whereas the Saganaw tribe of Chippewas have, by the Treaty of the 14 January 1837, ceded to the United States all their reserves of land in the State of Michigan, on the principle of said reserves being sold at the public land offices for their benefit, and the actuel proceeds being paid to them, as further defined by stipulations contained in the amendments to said Treaty of the 20 December 1837 and of the 23 January 1838. And whereas it is required by a subsequent law of Congress, to erect a light-house on one of said reserves, called Na-bo-bish tract, lying at the mouth of the Saganow river, and to reserve so much of the same, from sale, as may be necessary; it is therefore hereby agreed by the said tribe that for and in consideration of the sum of 8 dollars per acre, one sixteenth of a section of said tract, situated as aforesaid, shall be, and the same is hereby appropriated and set apart, to be located and disposed of in any manner the President may direct. And the same shall be reserved from sale, and all claim to any proceeds therefrom, except the sum herein before stipulated, is fully, completely and forever relinquished by such tribe.

Art. 2. This compact shall be submitted to the President and Senate of the United States, to be approved by them, where upon possession of the land may be immediately taken, and the usufructory right of the Indians thereto shall cease. In testimony whe-

1839 reof, the acting Superintendent pro tem. of Indian Affairs for the State of Michigan, duly authorized for this purpose, and the chiefs of the said tribe, have hereunto set their hands and seals at Lower Saganaw in Michigan, this 7 day of February, in the year 1839.

John Hulbert.

Signatures de Chefs indiens et de 5 témoins.

45.

Convention concernant l'abolition du droit d'aubaine et de détraction entre la Sardaigne et la Hesse-électorale. En date du 13 Février 1839.

(Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen. Jahrg. 1839. Nro V. v. 23. März).

Ausschreiben des Kurhessischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten,

vom 20sten März 1839,

den mit dem Königreiche Sardinien abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrag betreffend.

Nachdem von dem unterzeichneten Ministerium mit dem Königlich Sardinischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten ein Freizügigkeits-Vertrag abgeschlossen worden ist, und die Auswechselung der denselben genehmigenden, von Seiner Hoheit dem Kurprinzen und Mitregenten und von Seiner Majestät dem Könige von Sardinien vollzogenen Urkunden am 13ten vorigen Monats Statt gefunden hat; so wird hierdurch zu öffentlicher Kunde gebracht, dass Abzugsgeld oder Nachsteuer von dem aus dem Kurfürstenthume Hessen in das Königlich Sardinische Gebiet, oder aus diesem Gebiete in die Kurfürstlich Hessischen Staaten übergehenden Vermögen von gedachtem Tage an nicht erhoben werden soll.

Cassel am 20sten März 1839.

Kurfürstliches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Für dasselbe der interimistisch mit demselben beauftragte Finanz-Minister Motz.

46.

Mémoire intitulé: „La vérité sur la question de succession à la couronne d'Espagne", redigé dans le but de prouver la légitimité de la Reine Isabelle II et présenté à la cour de Berlin le 19 Février 1839, par M. Don Francisco de Zea Bermudez (ancien premier Secrétaire d'Etat, président du Conseil des Ministres de S. M. Catholique) et M. Marliani, chargés d'une Mission en Allemagne.

L'avénement de la maison de Bourbon au trône d'Espagne, en 1700, fut signalé par une guerre générale en Europe: il mit Louis XIV à deux doigts de sa perte, et attira sur l'Espagne des maux incalculables. L'extinction masculine, par la mort de Ferdinand VII, a été suivie de nouveaux malheurs pour la Péninsule: depuis cinq années révolues, le sang y coule à torrents dans une guerre civile qui fait frémir l'humanité.

La mort d'un roi soulève le point de droit le plus important qui puisse se présenter dans une monarchie, alors que les lois fondamentales du pays ne règlent pas d'une manière positive, claire, inattaquable, la succession au trône: mais l'Espagne possède, sur ce point, une législation nationale, forte et vénérable par son antiquité, nullement équivoque, en aucun temps enfreinte, en aucune occasion méconnue, et, par le fait, jamais tombée en désuétude. Il n'est pas de monarchie qui ait été régie d'une manière plus uniforme: aucune ne peut invoquer, comme l'Espagne, des droits, des coutumes, et des lois d'une antiquité aussi reculée, puisque celles qui y règlent la succession au trône se perdent dans la nuit des temps; et c'est surtout en matière de légitimité monarchique que l'antiquité du droit est le plus sacré de tous les titres. Comment s'expli-

1839 quer cette étrange et incompréhensible anomalie qui renverse la question au sujet de l'Espagne? Et qui accuser quand nous voyons les cabinets les plus sévères gardiens de la legitimité douter de celle d'Isabelle II au trône de ses pères, alors qu'elle dérive d'un droit fondé sur une coutume immémoriale, consacrée plus tard par les lois fondamentales de la monarchie? Celles-ci, invariablement et religieusement observées pendant huit siècles et jusqu'à nos jours, ne présentent pas une seule exception contraire, tandis que le prétendu droit de don Carlos ne repose que sur l'altération radicalement vicieuse de ces mêmes lois fondamentales, et par conséquent nulle, altération passagère, qui n'a jamais eu d'effet ni une application quelconque, et qui, d'ailleurs, a été rapportée et complètement annulée dans toutes les formes requises, avec toutes les solennités et toutes les conditions voulues par le droit public espagnol.

Qui accuser, répétons-nous, de ce malheur déplorable? La fatalité car la fatalité seule, amenée par une erreur funeste, a pu présider au renversement du principe immuable des monarchies, dans l'opinion de ses plus glorieux et de ses plus fermes soutiens.

Combattre et détruire cette fatale et dangereuse erreur, faire disparaître tous les doutes, en mettant dans tout son jour et son évidence la légitimité des droits d'Isabelle II au trône d'Espagne; telle est la tâche que nous allons entreprendre, tel est le but unique de cet écrit.

Nous ne reculerons devant aucune difficulté, nous n'omettrons aucune preuve, tant nous nous sentons forts dans la défense du bon droit.

Nous remontons au berceau de la monarchie. L'empire des Goths était électif. Le choix des monarques se faisait par des assemblées nationales: les premières déviations, — acheminement aux principes de l'hérédité royale, — furent les choix faits par la nation dans la famille du prince régnant.

La monarchie élective offrait des inconvénients si graves, qu'on y substitua la monarchie héréditaire, en faisant élection d'une famille à qui la couronne fut assurée. En établissant ce principe de stabilité monarchique, le droit d'hérédité fut étendu aux femmes, et dès l'année 739, nous voyons Alonso 1er, surnommé le Catholique, porté au trône en vertu du droit de sa

femme Ermesenda, soeur du roi Favila, et fille de Pé- 1839
lage; puis Silo, simple particulier succédant à Aurelio, monte sur le trône des Asturies, du droit de sa femme Adosenda, soeur du roi Froela.

En 1037, nous voyons l'élévation au trône de Léon, de Doña Sancha, fille de Don Alonso V, et soeur de Bermudo III, par la mort duquel se trouvait éteinte la ligne masculine, et le trône vacant.

Doña Sancha se maria au prince Don Fernando, surnommé le Grand (el magno), héritier du comté de Castille. Ce prince acquit le droit au trône de Léon par ce mariage, et c'est ainsi que s'opéra la première réunion des couronnes de Castille et de Léon *).

Don Alonso VI, au lit de mort, et n'ayant pas d'enfants mâles, fit réunir les Etats à Tolède, et en présence de l'archevêque primat, des prélats et de la noblesse, il fit proclamer reine sa fille, Doña Urraca, veuve du comte Don Ramon, acte de proclamation qui était la conséquence d'un acte antérieur de reconnaissance, par lequel Doña Urraca avait été désignée comme l'héritière du trône, et reconnue par les Etats du royaume, en 1108.

Don Alonso VIII, roi de Castille, n'ayant pas d'enfant mâle, sa fille aînée Doña Berenguela, fut deux fois reconnue par les Etats comme héritière du trône; d'abord dans l'année de sa naissance par les cortès de Burgos de 1171, et la seconde par les cortès de Garrion de 1188. Doña Berenguela abdiqua en faveur de son fils saint Ferdinand, troisième du nom **).

Don Alonso X n'ayant pas de fils, les cortès de Séville de 1255, proclamèrent héritière du trône, sa fille aînée, doña Berenguela. Les infants, frères du roi, assistèrent à ces cortès, et prêtèrent serment le 5 mai. Mais Don Alonso ayant eu l'année suivante un fils, le prince Don Fernando, les cortès le proclamèrent son successeur, et quand une mort prématurée eut en-

*) Les couronnes de Castille et de Léon furent définitivement réunies par suite du mariage du roi Don Alonso IX de Léon, avec la reine de Castille Doña Berenguela, mère de saint Ferdinand.

**) Il est digne de remarque que c'était une princesse qui la première a reçu, comme héritière du trône, le serment de la nation réunie en cortès générales: car Doña Berenguela en est le premier exemple authentique que nous offre l'histoire d'Espagne.

1839 levé ce prince, son frère, Don Sancho, fut proclamé héritier au trône.

Don Enrique III fit reconnaître par les cortès de Tolède, de 1402, héritière au trône sa fille unique l'infante Doña Maria. Cet acte eut lieu le 6 janvier. Don Enrique eut plus tard un fils, l'infant Don Juan. A l'instant il fut déclaré son successeur par les cortès de Valladolid de 1405. Celui-ci régna sous le nom de Don Juan II. Il eut une fille l'infante Doña Catalina, que les cortès de Tolède de 1422 proclamèrent héritère du trône; elle fut exclue elle-même du trône par la naissance de l'infant Don Enrique, son frère, qui régna ensuite quatrième du nom.

Dans ces cortès de 1422, le premier qui prêta serment à l'héritière du trône, fut l'infant son oncle. „Je jure, dit-il, que dans le cas où le roi viendrait à mourir sans laisser de succession masculine, j'aurai dès-lors la princesse pour reine et souveraine des royaumes de Castille et de Léon, et que j'observerai envers elle toutes choses et chacune de celles que tout loyal et bon vassal doit et est obligé de garder envers son roi et seigneur naturel."

Don Enrique IV eut la volonté de faire proclamer héritière du trône une fille du nom de Doña Juana (la Beltraneja) dont la voix publique lui déniait la paternité, attribuée au favori de la reine, Beltran de la Cueva. Les cortès s'y refusèrent, et après des débats trop prolongés pour le repos du pays, il y eut enfin, en 1468, une convention signée à Guisando, par laquelle l'infante Doña Isabel, soeur du roi, fut reconnue comme héritière du trône, et hommage lui fut rendu. Là fut signé le décret de convocation des cortès, pour la proclamation de l'infante. En effet les cortès se réunirent à Ocaña en 1469, et l'infante fut proclamée. Don Enrique IV étant mort, l'infante monta sur le trône avec le roi Ferdinand d'Aragon, son mari, et dès-lors les couronnes de Castille et d'Aragon, furent réunies.

Le premier acte des rois catholiques fut de rassembler les cortès pour faire reconnaître comme leur héritière, l'infante Doña Isabel, leur fille, avec le titre de princesse des Asturies. C'est la première fois qu'apparaît ce titre de l'héritier présomptif de la couronne. Les lettres de convocation des députés pour cet acte prou-

vent d'une manière si formelle le droit des femmes, 1839
que nous croyons devoir les rapporter en extrait.

„Vous savez qu'il est d'usage et coutume dans nos royaumes, que les prélats, chevaliers, gentilshommes et députés de la nation, prêtent serment au fils aîné ou fille du roi et de la reine, comme à l'héritier de la couronne. Pour ce, vous devez envoyer à notre cour les dits députés pour prêter serment, à la princesse Isabel, notre très-chère et très-aimée fille, comme princesse héritière de ce royaume: vous nommerez les députés comme vous avez usage de le faire, afin qu'ils viennent à la cour avec vos pouvoirs en bonne règle et suffisants, qu'ils reconnaissent et prêtent serment à ladite princesse, notre fille, comme héritière de nos royaumes pour y être reine après notre décès, en cas que nous n'ayons pas d'enfant mâle, etc. etc. *).

En effet, l'infante Doña Isabel fut solennellement reconnue comme héritière du trône par les cortès de Madrigal de 1475—76. Plus tard les rois catholiques eurent un fils, l'infant Don Juan. A l'instant, les cortès se réunirent à Tolède, en 1480, et reconnurent l'infant comme héritier du trône. Le prince mourut en 1497; l'infante Doña Isabel, sa soeur, fut de nouveau reconnue héritière de la couronne. Mariée au roi de Portugal Don Manuel, tous deux furent proclamés successeurs du trône, par les cortès de Tolède de 1498. En 1475, les cortès de Madrigal eurent à s'occuper de la loi de succession, parce que quelques intrigants voulaient que la réversibilité du trône fût acquise au roi Ferdinand, prétendant qu'Isabel, quoique descendant en droite ligne, ne pouvait être préférée, en tant que femme, au roi Ferdinand, son mari. Les cortès déclarèrent solennellement que „par les lois de Castille et coutume immémoriale, les femmes avaient capacité pour hériter, et qu'elles avaient toujours succédé à la couronne à défaut d'héritier mâle"; elles rappelèrent tous les faits prouvant l'existence de ce droit, et proclamèrent „que l'infante Doña Isabel était la véritable héritière du trône, et qu'à elle seule appartenait de gouverner l'Etat."

L'infante Doña Isabel étant morte ainsi que son

*) L'original de cette lettre de convocation du 7 février 1475 se trouve à la bibliothèque royale de Madrid, DD. 132, fol. 109.

1839 fils, l'infant Don Miguel, reconnu son héritier par les cortès d'Ocaña, de 1499, la réversibilité de la couronne appela à succéder au trône l'infante Doña Juana, mariée à l'archiduc Philippe d'Autriche, résidant en Flandre. Les rois catholiques écrivirent à leur fille de revenir immédiatement en Espagne, pour y être reconnue héritière du trône, ainsi que son mari, et recevoir le serment en cette qualité. Cette cérémonie eut en effet lieu dans les cortès de Tolède de 1502, et celles de Valladolid de 1506 proclamèrent le prince don Carlos, fils de la reine, héritier présomptif de la couronne et prince des Asturies; et lorsqu'en 1518, les cortès de Valladolid proclamèrent reine Doña Juana la loca (la folle) ainsi que son fils Don Carlos, ce fut avec cette restriction „que, si un jour la reine recouvrait la santé et la raison, le prince son fils se désisterait du gouvernement, et remettrait les rênes de l'Etat à sa mère; que les lettres, cédules royales, et autres actes, tant que vivrait la reine, porteraient d'abord son nom, puis celui de son fils, qui n'aurait d'autre titre que celui de prince d'Espagne."

La maison d'Autriche a régné jusqu'à son extinction par la mort de Charles II, par une succession non interrompue de la ligne masculine de père en fils, sans aucune altération dans la législation qui l'avait appelée au trône.

Telle est la loi successorale qui, sans la moindre lacune, a, pendant huit siècles, régi la couronne d'Espagne, appelant si souvent au trône les femmes, à défaut d'enfant mâle. Nous aurons à nous occuper plus tard de l'origine du débat sanglant qui déchire dans ce moment l'Espagne, et nous anticiperons sur l'ordre chronologique, pour citer un exemple moderne: par son exceptionalité excentrique de notre narration, il mérite d'être placé ici, parce qu'il prouve, d'une manière absolue et sans réplique, à quel point la loi ancienne sur la succession au trône était vivante dans les moeurs des Espagnols.

En 1808, la nation fut appelée à défendre le sol de la patrie contre une agression étrangère, et contre une dynastie nouvelle que la France prétendait lui imposer. Le roi Ferdinand VII, et son frère, l'infant don Carlos, étaient tous deux prisonniers à Valençay, l'un veuf et sans enfants, l'autre n'ayant pas encore

été marié. La nation confondait dans son amour, dans 1839
son dévouement, les deux princes, fils de Charles IV; aucune antipathie, aucune prévention n'existait; là, point d'esprit de parti ni de prédilection; c'était la question à l'état de théorie et de légalité abstraite.

Que fit la nation assemblée en cortès en 1812? Elle proclama le droit des femmes à l'hérédité de la couronne, par les articles 174, 176 et 180 de la constitution, chap 2, tit. 4. Le texte est absolu, et ne présente pas la moindre ambiguité; nous le citons.

Art. 174. „Le royaume d'Espagne est indivisible, et la succession au trône suivra à perpétuité, par ordre de primogéniture et de degrés, entre les descendants légitimes *des deux sexes*, des lignes qui seront indiquées". Art. 176. „Au même degré et dans la même ligne, les enfants mâles seront préférés, et toujours l'aîné au plus jeune; mais les *filles d'une meilleure ligne et à un degré plus proche*, seront préférées aux enfants mâles d'une ligne ou d'un degré plus éloigné." Art. 180. „A la mort de Ferdinand VII de Bourbon, ses descendants légitimes *de l'un et l'autre sexe* lui succéderont; après eux, les frères et les *soeurs* du roi, oncles, tantes, et leurs descendants légitimes *des deux sexes*."

Cette constitution deux fois promulguée, deux fois détruite, a-t-elle jamais donné lieu à une seule réclamation au sujet de l'hérédité de la couronne ainsi établie, et à laquelle les femmes étaient appelées? Non; — ses principes oligarchiques, sa tendance à l'anarchie, l'oppression que subissait le pouvoir royal, donnèrent lieu à ce sentiment naturel de répulsion qui la fit justement proscrire: mais entre tous les griefs qui furent élevés contre la constitution de 1812, jamais celui contre l'hérédité de la couronne dévolue aux femmes n'a été articulé. Jamais il n'y a eu une protestation à ce sujet, pas même de la part de l'infant Don Carlos, à la seconde époque de l'existence de cette constitution, qu'il jura en 1820.

Nous avons démontré jusqu'à l'évidence la plus incontestable que de temps immémorial la loi de succession au trône y a appelé les femmes à défaut d'enfants mâles du roi régnant.

Nous avons dit et démontré que c'est par le droit des femmes, droit transmis par la reine Isabelle à sa

1839 fille la reine Doña Juana, la folle, mariée à l'archiduc Pchilippe d'Autriche, que Charles-Quint monta sur le trône d'Espagne. A l'extinction de la dynastie autrichienne dans la personne du roi Charles II, c'est encore sur les droits d'une femme, l'infante doña Maria Teresa, femme de Louis XIV, que ce monarque fonda ses prétentions pour mettre la couronne d'Espagne sur le front de son petit-fils. Comment, devant ces faits historiques, authentiquement constatés, qui prouvent l'existence séculaire de la loi de succession, ses nombreuses et constantes applications, et enfin l'hérédité acquise par le droit des femmes à la maison d'Autriche, puis à la maison de Bourbon; nous demandons, disons-nous, en présence de ces faits, comment élever un doute sur la légitimité d'Isabelle II à succéder au trône de son auguste père Ferdinand VII?

Nous avons prévu la réponse, — la loi de Philippe V. Eh bien! si nous prouvons que cette loi n'a jamais eu de véritable existence, que jamais elle n'a pu être validée, ni par le droit ni par le fait, et que l'acte qu'on désigne par cette qualification n'est autre chose qu'un acte arbitraire, illégal, radicalement nul, — que nous opposera-t-on?

Nous l'ignorons. Certains de notre bon droit, nous allons démontrer le néant de cet acte, et prenant la question sous toutes ses phases, nous la porterons à la simplicité d'une démonstration mathématique. Rien ne peut intéresser une nation, autant que le changement dans l'ordre de succession au trône. Aussi les lois et les coutumes d'Espagne à cet égard sont positives, et frappent de nullité l'acte de 1713, émané de Philippe V.

La guerre de succession était à son déclin. Les provinces soulevées en faveur de la maison d'Autriche se pacifiaient, et reconnaissaient l'autorité de Philippe. Le traité d'Utrecht vint raffermir ce trône si longuement combattu. Ce fut alors que Philippe V crut pouvoir faire ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'eût eu la témérité d'entreprendre. Sans compter pour rien une pratique constante et les lois établies depuis plus de sept siècles, il dérogea à cette même loi fondamentale de la succession au trône, qu'à son avénement il avait juré d'observer avec fidélité. Sans consulter même les députés du pays légalement convoqués en cortès générales du royaume, Philippe V, *motu proprio*, promul-

gua un auto acordado auquel on a donné abusivement 1839
le nom de loi salique.

Philippe V, ne voulant pas courir les chances d'un refus, s'il réunissait selon les formes établies les cortès générales, pour leur proposer son projet de dérogation, voulut cependant qu'une apparence de légalité vint couvrir sa violente détermination: il entendit le conseil de Castille. La majorité du conseil se refusa à ce changement dans l'ordre de succession au trône. Le président Ronquillo fit une vive opposition: le roi l'exila. Rien ne fut épargné pour obtenir l'adhésion du conseil: mais on ne put lui arracher que l'avis suivant:

„Pour la légalité et la valeur, ainsi que pour l'acceptation générale, il fallait que le royaume convoqué en cortès générales concourût à l'établissement de cette même loi."

Le droit et la gravité de la mesure l'exigeaient impérieusement. On n'en fit rien. Les cortès ne furent pas appelées: les lettres de convocation ne furent pas expédiées: il n'y avait pas d'élection de députés par les municipalités, villes et communes y ayant droit: les prélats du royaume ne furent ni appelés ni consultés: on se contenta d'ordonner que les pouvoirs fussent envoyés à d'anciens députés qui se trouvaient à Madrid, et dont le vote, gagné d'avance, ne pouvait être douteux. Le roi se fit adresser une pétition pour déroger à l'ancienne loi, pétition à laquelle il répondit le 10 mai 1713, dans les termes suivants:

„Je veux et j'ordonne que la succession procède dorénavant suivant la forme exprimée dans la loi nouvelle, et que ladite loi soit considérée comme loi fondamentale de ces royaumes et de toutes leurs dépendances présentes et à venir, *nonobstant la loi de Partidas et toutes les lois, statuts, coutumes, usages, capitulations et autres, et toutes dispositions des rois mes prédécesseurs*, y dérogeant et les annulant en tout ce qui serait contraire à la présente loi, et les laissant pour tout le reste dans leur force et vigueur, parce que *telle est ma volonté*."

Cet acte attentatoire aux lois fondamentales du pays et de la monarchie, si révoltant pour la forme et pour le fond, contient en outre un parjure. A son avénement, Philippe jura de tenir, de conserver e patrimoine royal, d'observer les lois selon les lois de

1839 *Partidas* et autres du royaume, et dans la dérogation ci-dessus, il procède *nonobstant* les lois de Partidas et autres.

Voilà donc sur quoi se fondent les prétentions de Don Carlos ; sur quoi s'élève cette légitimité imaginaire! une violation de la loi fondamentale et un parjure. Et tout cela comme si cette violation n'eût pas été abolie et annulée par les cortès de 1789, que l'on donne comme non avenues. Il faut, nous le disons encore, que Dieu veuille éprouver l'Espagne de toutes les manières, pour être malheureuse au point de voir le bon droit, la sainte légitimité de sa jeune reine méconnue d'une partie des cabinets de l'Europe, et qu'elle trouve des adversaires dans les souverains les plus intéressés au soutien de la légitimité des rois.

Ayant démontré ce que de tout temps a été la loi de succession en Espagne, que l'acte de Philippe V, y dérogeant pour substituer l'auto acordado, décoré du nom de loi salique, est un acte nul, arbitraire, d'usurpation de pouvoir, un acte enfin n'ayant et ne pouvant avoir la valeur et la force légale que les lois reçoivent des formalités et des conditions essentielles requises pour les rendre valables, et pour devenir obligatoires, il ne nous reste plus qu'à parler de la dérogation de l'auto acordado de 1713, par les cortès de 1789.

C'est à tort et par une des erreurs dont il est difficile d'indiquer la source, qu'on a attribué au roi Ferdinand VII ce retour aux anciennes lois, alors qu'il n'a fait que mettre en pratique la pragmatique sanction donnée par Charles IV dans les cortès de 1789.

Voici l'historique de ces cortès et de l'annulation de l'auto acordado de Philippe V.

Les cortès générales du royaume furent convoquées, avec toutes les solennités d'usage, par un décret de Charles IV, du 31 mai 1789, à l'occasion de prêter serment au prince des Asturies, fils aîné du roi, l'infant Don Fernando, acte qui devait se faire le 23 septembre, d'après les termes du décret. Les élections eurent lieu, et le 14 septembre tous les députés des villes ayant droit de nomination furent réunis sous la présidence du comte de Campomanes, gouverneur du conseil de Castille, et prêtèrent serment dans ses mains. Leurs pouvoirs furent reconnus suffisants pour cet acte

et *pour toute autre affaire que le roi leur soumettrait.* Avis en fut donné au roi, pour qu'il voulût bien désigner le jour de l'ouverture des cortès. Le roi signala le 19 du mois, et en effet l'ouverture eut lieu le jour même; le serment au prince des Asturies, comme héritier du trône, fut prêté le 23. L'acte qui en fait foi nomme tous les députés, province par province; l'hommage rendu, le serment prêté, le président, comte de Campomanes, fit lire la proposition et la pétition suivantes par don Pedro Escolano de Arrieta, notaire du royaume, délégué par le roi pour donner acte des déterminations des cortès. 1839

Proposition.

„Chaque fois qu'on a voulu changer ou réformer la méthode établie par nos lois et la coutume immémoriale, et le mode de succession dans l'hérédité de la couronne, il en est résulté des guerres sanglantes et des perturbations qui ont désolé la monarchie, Dieu permettant que, malgré les desseins et les mesures contraires à la succession régulière, celle-ci ait toujours prévalu.

Commençant par le fait le plus récent de notre histoire, tout le monde sait que la succession de ce royaume, à la mort du roi Charles II, revenait au fils et au petit-fils de l'infante Doña Maria Teresa d'Autriche, soeur du roi et femme de Louis XIV, de France, et par conséquent à Philippe V, son petit-fils, le trône de France étant dévolu au dauphin, son père, et au duc de Bourgogne, son frère aîné. Tout le monde sait, répétons-nous, que l'évidence du droit fut attaquée et combattue sous prétexte de renonciation faite par les infantes mariées à des princes français. Il en résulta une guerre de succession au commencement de ce siècle, guerre dont le royaume eut tant à souffrir. Cependant, après plusieurs années de lutte, le droit des infants de meilleure ligne fut reconnu, et Philippe V, qui en était le représentant, fut assuré sur le trône d'Espagne.

Dans la succession de la reine Isabelle-la-Catholique, on parvint, malgré des guerres et des troubles excités par des mécontents, à former cette grande monarchie aujourd'hui existante, unissant les royaumes de Castille et d'Aragon au moyen du mariage de la reine avec le roi Don Fernando d'Aragon.

1839 Le même cas avait eu lieu lors de l'héritage de la reine Doña Berenguela, mère de saint Ferdinand, par son mariage avec Don Alonso de Léon: les couronnes de Castille et de Léon furent à cette époque unies à jamais.

Enfin l'expérience de tant de siècles a fait voir qu'en Espagne il convient avant tout de conserver les lois anciennes et la coutume immémoriale consignée dans la loi 2, tit. 15, partida 2, pour que les filles de meilleure ligne et degré soient héritières de la couronne dans l'ordre fixé par la même loi, sans que jamais les enfants mâles d'une ligne et d'un degré plus éloignés leur fussent préférés.

Quoique, en 1713, il a été question d'altérer cette méthode régulière, par des motifs tenant à des circonstances de cette époque, lesquelles n'existent plus, on ne peut regarder la résolution d'alors comme loi fondamentale, parce qu'elle est contraire à celle qui existait et qui avait été jurée, et parce que le royaume n'avait été ni consulté, ni n'avait eu à s'occuper d'une altération aussi notable dans la succession de la couronne que celle par laquelle se trouvaient exclues les lignes les plus proches masculines et féminines.

Si, dans les temps de paix où nous nous trouvons, on ne portait un remède radical à cette altération, il y aurait à craindre, dans la suite, des guerres et des perturbations semblables à celles qui eurent lieu à l'époque de la succession de Philippe V, malheurs qu'on évitera en ordonnant d'observer nos lois et nos coutumes antiques suivies pendant plus de sept cents ans dans la succession de la couronne.

„Ce désir d'une paix inaltérable pour ses sujets a mû le coeur paternel et bienfaisant du roi à proposer que les cortès s'occupent et déterminent dans le plus grand secret et le plus bref délai possible sur cette matière, et, pour cela, il m'a semblé que la rédaction de la pétition à adresser à Sa Majesté, conformément à ses intentions souveraines, pourrait être la suivante:

Pétition des Cortès de 1789.

„Sire, la loi 2, tit. 15, partida 2, déclare ce qui a été observé de temps immémorial, et ce qu'on doit observer dans la succession du royaume; — l'expérience ayant démontré la grande utilité qui en est résultée,

puisqu'elle a amené la réunion de Castille et de Léon, 1839
et de la couronne d'Aragon par l'ordre de successibilité marqué dans ladite loi, le contraire ayant toujours produit des guerres et de grandes perturbations.

„Par toutes ces considérations, les cortès supplient Votre Majesté que, malgré l'innovation faite par l'auto acordado 5, tit. 7, liv. 5, Votre Majesté ordonne qu'on observe et qu'on garde à perpétuité dans la succession de la monarchie, la coutume immémoriale consignée dans ladite loi 2, tit. 15, partida 2, comme elle a été de tout temps observée et gardée, et comme elle fut jurée par les rois vos prédécesseurs, et que Votre Majesté ordonne qu'elle soit publiée comme loi et pragmatique faite et formée en cortès, afin que cette résolution soit constatée, ainsi que la dérogation dudit auto acordado."

Quand cette proposition et pétition eurent été lues, le marquis de Villa Campo, député de Burgos, prit la parole au nom de l'assemblée.

Ayant commencé par remercier Dieu d'avoir accordé à l'Espagne un roi aussi religieux et doué de sentiments aussi sages et aussi élevés, et ayant ensuite protesté des vifs désirs des cortès de correspondre dignement à la haute confiance de S. M. dans une affaire aussi grave et d'un si grand intérêt, il finit par demander que l'on procédât à son examen et à la votation.

Le gouverneur du conseil de Castille, président des cortès, ordonna alors qu'il fût donné lecture de nouveau et à haute voix de ladite pétition: cette formalité ayant été remplie, et tous les députés ayant pris connaissance de ce document et des raisons sur lesquelles il s'appuyait, la votation eut lieu, et toutes les voix furent unanimes pour élever la pétition à S. M. Prenant ensuite en considération la justice et l'utilité de rétablir, à l'égard de la succession de la couronne, l'ordre régulier consigné dans la loi 2, tit. 15, partida 2 avec abrogation formelle de l'auto acordado de 1713. qui est le 5e, tit. 7, liv. 5, de la *Recopilacion*, ils convinrent du même unanime avis de remercier S. M. pour le rétablissement si nécessaire de la loi de succession à la couronne, et de procéder sur-le-champ à en rendre l'acte solennel, en formulant et signant la demande et la pétition des cortès.

La pétition ayant été mise au net, le président la fit relire encore une fois à haute et intelligible voix par

1839 les notaires des cortès, et tous les députés ayant déclaré qu'ils la trouvaient conforme à ce qui avait été délibéré et voté par eux et qu'ils étaient prêts à la signer, ils la signèrent, en effet, séance tenante le 30 septembre 1789.

Le président leva ensuite la séance, après avoir indiqué les affaires d'administration intérieure dont les cortès auraient à s'occuper dans leurs prochaines réunions.

Dans celle tenue le 3 octobre, les notaires des cortès donnèrent lecture de *verbo ad verbum* de l'acte ou procès-verbal de la séance du 30 septembre, et tous les députés l'approuvèrent et ratifièrent, l'ayant trouvé en tout conforme à ce qui avait été unanimement convenu.

La pétition originale fut élevée à S. M. par l'entremise du premier ministre, comte de Florida Blanca, avec un rapport (*consulta*) de la Junte des *assistentes* des cortès *) conçu en ces termes:

La Junte des *assistentes* des cortès a l'honneur de remettre entre les mains de V. M. la pétition qui lui est adressée par les députés du royaume pour demander l'observance de la loi 2, tit. 15, partida 2, où se trouve établi, d'après l'usage immémorial de l'Espagne, le mode de succession régulier à la couronne, préférant l'aîné au plus jeune, et les enfants mâles aux filles dans les lignes respectives et d'après leur ordre, en dérogeant à ce qui avait été arrêté l'année 1713 dans l'auto acordado 5, tit. 7, liv. 5, contrairement audit usage immémorial, afin que, prenant en considération l'avis unanime des cortès réunis au Buen Refiro, où furent présents aussi le gouverneur du conseil de Castille, comme président de ces mêmes cortès, et tous les *assistentes*, V. M. daigne dicter la résolution qu'il lui plaise de prendre et qu'elle juge la mieux adaptée au bien du royaume. Madrid, le 30 septembre 1789.

La décision du roi ne se fit pas attendre; en voici le texte:

---

*) Cette Junte se composait du comte de Campomanes, gouverneur du conseil de Castille, ex-président des cortès; de Don Rodrigo de la Torre Marin; Don Pedro Perez Valiente; Don Juan Acedo Rico; et Don Santiago Ignacio de Espinosa, tous membres du conseil suprême de Castille.

„J'ai pris la résolution conforme à la demande 1839
ci-jointe, et je recommande qu'il soit gardé provisoirement le plus grand secret, car il convient ainsi à mon service."

Ce fut dans la séance du 30 octobre que lecture fut donnée aux cortès de la résolution royale qui précède et immédiatement après leur fut communiqué le décret royal annexé à leur propre pétition. En voici les termes textuels:

„Ayant eu en considération votre demande et les avis pris à ce sujet, je réponds que j'ordonnerai aux membres de mon conseil d'expédier la Pragmatique-sanction de droit et d'usage en pareil cas."

Ces décrets du roi Charles IV, ainsi communiqués aux cortès dans la forme requise pour exprimer la volonté souveraine et donner l'approbation et la sanction royale à leurs propositions, tous les députés, se conformant aux désirs exprimés par S. M., promirent sur la foi du serment de garder le secret sur cette *disposition et loi constitutionelle* (*providencia y ley constitucional*) jusqu'à la publication de la Pragmatique.

Les cortès furent fermées le 5 novembre par le roi en personne.

Dans les actes de ce grand débat national, il existe un document qui, par son importance, mérite d'être ici textuellement rapporté comme preuve de l'examen consciencieux et solennel qui présida à la révocation de l'auto acordado de 1713. C'est l'adresse et l'avis des prélats présents à la reconnaissance du prince des Asturies par les cortès, acte dont l'original existe aux archives du ministère de la justice à Madrid.

Charles IV dont l'âme pieuse et la conscience timorée voulait dans cette révocation agir avec toute la solennité et la maturité possibles, fit remettre par le comte de Florida Blanca, son premier ministre, à l'assemblée des archevêques et des évêques, afin qu'ils lui donnassent leur avis, la pétition des cortès ayant pour but que l'ancienne loi des Partidas et la coutume immémoriale sur la succession de la couronne, fussent remises en vigueur.

L'adresse et l'avis signés par les quatorze prélats qui formaient l'Assemblée, sont du 7 octobre, et de la teneur suivante:

Sire, l'archevêque de Tolède et les autres prélats

1839 du royaume convoqués par votre ordre pour la prestation de serment à Son Altesse l'Infant Don Fernando, prince des Asturies, ont vu, bien médité, et examiné entre eux la pétition qui a été adressée à Votre Majesté par tous les députés du royaume réunis en cortès, qui a pour objet unique de faire voir que malgré l'innovation faite par l'auto acordado 5, tit. 7, liv. 5, Votre Majesté doit ordonner qu'on observe et qu'on garde à perpétuité dans l'ordre de succession de la couronne, la coutume immémoriale consignée dans la loi 2 tit. 15, partida 2, comme elle a toujours été gardée et observée, et comme elle a été jurée par les rois prédécesseurs de Votre Majesté, la promulguant loi et pragmatique faite et formée en cortès, afin que cette résolution soit constatée, ainsi que la dérogation dudit auto acordado, se fondant sur la grande utilité de l'observation de ladite loi de Partidas et coutume immémoriale, car c'est par l'ordre établi dans ladite loi, que les couronnes de Castille, de Léon et d'Aragon ont été réunies.

Sire, Votre Majesté désirant prendre la résolution la plus juste, a daigné, pour y parvenir, nous faire remettre par son premier ministre, le comte de Florida Blanca, la proposition des cortès, avec l'ordre précis que nous ayons à donner notre avis, mis à continuation de ladite proposition, sur le fait de savoir si Votre Majesté doit et peut accéder à la demande des cortès en conscience et en justice.

Et après la plus sérieuse méditation, comme les plus intéressés au bonheur du royaume, et comme représentants du clergé, nous sommes de l'avis unanime et de la ferme opinion que Votre Majesté peut et doit en conscience et en justice accéder à la demande des cortès. Elle le peut, parce qu'on ne saurait mettre en doute l'autorité souveraine législative de Votre Majesté, surtout quand elle se fonde et s'appuie sur la proposition faite par tous les députés du royaume, présidés par le gouverneur du Conseil de Castille, avec les délégués de Votre Majesté assistant aux cortès. Votre Majesté doit accéder en conscience et en justice, d'abord parce que les motifs que les cortès ont présentés à Votre Majesté, sont puissants et convaincants; car nous devons regarder comme des époques de bonheur, celle où s'opéra la réunion des couronnes de Castille et de Léon sous le règne de la reine Doña Berenguela et son

fils, saint Ferdinand, comme celle de la réunion de 1839
la couronne d'Aragon, par le mariage des rois catholiques, Doña Isabel et Don Fernando; et pour comble de bonheur, nous avons vu cet ordre de choses se compléter dans la personne de Philippe V, qui est monté sur le trône d'Espagne, comme représentant des droits de son aïeule, l'infante Doña Maria Teresa d'Autriche, soeur du roi Charles II, dernier souverain du royaume (de la maison d'Autriche,) malgré les oppositions qu'il y eut contre cet ordre de successibilité, vu les renonciations au bénéfice de cette loi qui avait été faite au moment de son mariage, par l'infante Doña Maria Teresa. A cette époque l'avis des meilleurs théologiens et jurisconsultes fut, que les droits de l'infante et de ses descendants étaient dans toute leur force, sans avoir été le moins du monde altérés par les traités de capitulation et renonciation: car ainsi que l'exprime le roi Don Alonso le Sage, dans la loi de Partida, par nous déjà citée, de son temps il était déjà de coutume immémoriale, que dans l'hérédité de la couronne, le fils du sexe masculin était préféré à la fille; l'aîné au plus jeune, et la fille aînée à la plus jeune, à défaut d'enfants mâles: loi fondée sur la loi divine et naturelle. Le roi s'exprimait ainsi: „Voilà ce qui a été en usage toujours dans tous les pays du monde où le pouvoir souverain est devenu héréditaire, mais surtout en Espagne, pour éviter bien des maux comme par le passé, et on établit que s'il n'y avait pas d'enfants du sexe masculin, la fille aînée hériterait le trône, et que si le fils aîné mourait avant d'hériter, et qu'il laissât des enfants légitimes des deux sexes, les uns et les autres auraient l'héritage, et non autres personnes quelconques."

„Sire, le fondateur d'un nouveau majorat peut sans doute établir l'ordre de successibilité d'une manière irrégulière et par agnation rigoureuse, excluant, à jamais les femmes, parce que les biens avec lesquels il fonde le majorat, sont libres et lui appartiennent; mais celui qui hérite un royaume ou un majorat, où la succession est régulière et non pas d'agnation rigoureuse, n'a pas le droit qu'eut le fondateur, pour en altérer une partie essentielle quelconque: il pourra bien renoncer pour lui personnellement, à la possession du majorat, mais dans aucun cas il ne pourra faire chose préjudiciable aux droits de ses fils et descendants appe-

1839 lés à la succession par la loi, la fondation, et la coutume immémoriale; raison inattaquable par laquelle l'infante Maria Teresa put bien renoncer pour elle au bénéfice de la loi, mais en aucune manière elle ne put altérer les droits de son petit-fils Philippe V, car les droits de successibilité de celui-ci ne commencent pas à son aïeule, mais ils dérivent en droite ligne du chef, de la base et de l'origine de la loi de succession du royaume, qui sont passés de génération en génération, et que les souverains se sont transmis par droit de succession.

„L'auto acordado 5, tit. 7, liv. 5, ne change absolument rien à cet ordre de choses, car quoique nous, prélats du royaume, nous nous soyons bien enquis, et nous soyons bien sûrs qu'il ne fut pas demandé sur cette altération si importante, l'avis de nos prédécesseurs, et que ledit auto acordado fut seulement publié dans les cortès, sans avoir été dûment examiné comme le cas le requérait, malgré tout, nous poserons à Votre Majesté l'évidente démonstration qui suit: ou Philippe V eut le pouvoir, avec les cortès et sans les prélats, d'altérer la coutume immémoriale dans l'ordre de successibilité si solidement fondée dans la susdite loi de Partidas, ou bien il n'avait pas pouvoir à ce faire: s'il eut pouvoir pour détruire tout le droit ancien, et même l'ordre régulier de la nature, avec bien plus de raison Votre Majesté peut, avec les cortès et les prélats, rétablir les choses et l'ordre de successibilité à leur état primitif, naturel, civil et régulier, forme ancienne et coutume immémoriale: et si Philippe V n'eut pas pouvoir à faire ce qu'il a fait, Votre Majesté doit en conscience et en justice accéder à la demande des cortès du royaume. Madrid, 7 octobre 1789. *Signé*: Francisco, Cardinal archevêque de Tolède; Agustin, évêque de Jaen (inquisiteur général); Agustin, archevêque de Saragosse; Juan Manuel, archevêque de Grenade; Antonio, archevêque-évêque de Cordoue; Cayetano, évêque de Léon; Domingo, évêque de Tuy; Victoriano, évêque de Tortose; Gabino, évêque de Barcelone; José, évêque d'Albarracin; Manuel, évêque d'Astorga; Lorenzo, évêque de Segorve; Estevan-Antonio; évêque de Pamplune; Juan-Francisco, évêque de Ségovie."

Tel était le langage des prélats du royaume. Telle

était leur opinion sur l'abrogation de l'auto acordado 1839
de 1713. La solennité de l'avis donné par les archevêques et les évêques éloigne tous les doutes qui pourraient s'élever sur la véritable opportunité de ce retour aux anciennes lois et aux coutumes immémoriales qui réglaient la succession au trône. Nous ferons observer que cette révocation de l'auto acordado de 1713, faite avec toute la légalité et toutes les solennités voulues par les lois du pays, n'était pas une mesure de circonstance, car elle avait lieu précisément à l'occasion que les cortès proclamaient héritier du trône le prince des Asturies, depuis roi Ferdinand VII, et qu'il recevait le serment et l'hommage des députés du royaume réunis en cortès générales, et présidés par l'illustre comte de Campomanes. C'était donc dans la complète absence d'une nécessité impérieuse et instantanée que Charles IV rendait à l'ancienne loi sa force et sa vigueur. Si le roi de son vivant ne crut point devoir rendre public et notoire le rétablissement de cette loi, l'explication se trouve naturellement dans une mesure de prudence en face des agitations et des bouleversements qui, pendant son règne, eurent lieu dans l'état politique de la France, dont les divers gouvernements ne cessèrent de garder une attitude toujours gênante, toujours dominatrice envers l'Espagne.

C'est donc sur la disposition authentique de la loi de 1789, sanctionnée en bonne et due forme par le roi Don Carlos IV, et solennellement promulguée dans les cortès de la même année, que Ferdinand VII, comme roi et comme père, s'appuya autant que sur les anciennes lois et coutumes immémoriales dans sa pragmatique sanction du 29 mars 1830, pour abolir l'auto acordado de 1713, et pour rétablir l'ancienne loi de succession à la couronne, loi qui se rattache aux plus glorieux souvenirs de l'histoire d'Espagne.

Ferdinand ne pouvait voir sans frémir l'avenir du royaume et de sa fille, si de son vivant il n'assurait la succession au trône à sa descendance, en faisant retour aux anciennes lois du royaume, et faisant valoir la pragmatique sanction que la sagesse de son auguste père avait arrêtée dans des circonstances bien différentes. Un si grand exemple, un acte accompli avec toutes les solennités d'usage en pleine paix, et alors que rien ne faisait craindre des ambitions dynastiques au

1839 sein de la famille royale, et que l'hérédité du trône était assurée dans la ligne masculine, tout concourait à faire au roi Ferdinand VII un devoir de cette promulgation.

C'est ici le cas de mettre au néant une assertion fausse et sciemment mensongère, que des brouillons politiques ont inventée à propos du testament de Ferdinand VII; ils ont signalé ce tastament comme le seul titre d'où dérivaient les droits de son auguste fille à la couronne d'Espagne, — supposition admise sans examen par quelques personnes à l'étranger. Nous croyons devoir la détruire ici. L'hérédité au trône étant formellement dévolue et assurée à Isabelle II par les lois constitutives du royaume, ainsi que nous l'avons déjà dit, ces droits ne pouvaient être rendus ni meilleurs ni plus forts par le testament du roi son père. Qu'est-il besoin d'ajouter que Ferdinand VII n'a pas inséré dans son testament un mot sur cette question, laquelle d'ailleurs n'était pas douteuse pour Sa Majesté.

Nul n'ignore que les intrigues d'un parti fanatique ont abreuvé d'amertume l'existence du roi Ferdinand VII. Ce parti s'est toujours prévalu du nom de l'infant don Carlos. Loin de nous de vouloir offenser ce prince par nos paroles, en jetant sur sa conduite un blâme injuste; mais nous avons le droit de dire, que soit faiblesse de caractère, soit aveuglement, soit enfin défaut de réflexion, il est un fait constant: c'est que don Carlos n'a jamais cherché par aucun acte public à démentir ces bruits, alors qu'il devait les repousser comme des calomnies, et flétrir hautement aux yeux du pays et du monde entier les coupables qui profanaient ainsi son nom. L'existence de ces rumeurs, des menées séditieuses, des conspirations permanentes contre le roi, son frère, faisait un devoir à don Carlos de parler; et cependant jamais à cette époque, un désaveu n'est tombé de sa bouche contre les entreprises criminelles des conspirateurs, auxquels son nom était toujours mêlé.

Le roi Ferdinand en 1825 eut à réprimer une rébellion à main armée, tramée dans sa capitale même par les fauteurs d'un fanatisme en délire. En 1827, Ferdinand VII dut encore aller en personne conjurer l'orage plus menaçant et plus violent, que la même faction avait de nouveau soulevé en Catalogne.

Nous savons qu'on allègue contre la pragmatique-

sanction de 1830, un décret de Ferdinand VII qui 1839
l'abolissait: mais les moyens de contrainte morale par lesquels on extorqua ce décret pendant l'agonie du roi en 1832, sont publiques et notoires. Un document qui dénonce au monde entier cette contrainte exercée sur la personne du roi, et que nul ne sera tenté de révoquer en doute, c'est la déclaration solennelle faite par Ferdinand VII, le 31 décembre 1832, dont nous donnons ci-joint la traduction textuelle. La lecture de cet acte fut faite avec toute la pompe et les formalités les plus solennelles, le roi présent, devant un grand nombre de témoins composés de tous les ministres, de grands dignitaires de l'Eglise et de l'Etat, de hauts fonctionnaires publics dans l'ordre judiciaire et administratif du royaume, des membres de la députation permanente de la grandesse, de titres de Castille, et autres notabilités de la capitale, tous individuellement nommés. Dès lors, il ne peut rester aucun doute sur la nullité du décret arraché au monarque agonisant. On remarquera que cette déclaration solennelle eut lieu, l'infant don Carlos se trouvant encore à Madrid, sans qu'il ait protesté contre son contenu. La fille de Ferdinand VII fut ensuite solennellement reconnue comme l'héritière du trône, et en cette qualité reçut le serment, foi et hommage des députés de la nation réunis en cortès, le 22 juin 1833. Tout le corps diplomatique assista à cette cérémonie, moins l'envoyé de Naples, qui protesta au nom de sa cour, et alors, comme en 1830, quand la pragmatique-sanction fut publiée, aucune autre réclamation ne fut faite, pas même par la France. Nous ferons observer ici que cette pragmatique, datée du 29 mars 1830, est antérieure de six mois à la naissance de la fille de Ferdinand VII.

Résumons-nous: ayant cherché à être les plus concis et le plus clair possible dans cette grave question, nous dirons pour terminer: veut-on invoquer les lois anciennes, la coutume immémoriale de la monarchie? la légitimité d'Isabelle II se trouve consacrée par une législation nationale de huit siècles d'observance non interrompue, et par les nombreux exemples de reines qui ont porté la couronne d'Espagne. La seule déviation qui se présente à nous, est l'auto acordado de 1713, dont l'illégalité est manifeste, et qui fut annulé en 1789, sans avoir jamais été suivi d'aucun effet.

1839 Pour nous servir du dilemme posé par les illustres prélats dans leur déclaration du 7 octobre 1789, nous disons encore — Invoque-t-on l'auto acordado de 1713? Veut-on lui accorder force de loi? C'est à vrai dire l'omnipotence souveraine du monarque dérogeant aux lois les plus anciennes et à la coutume immémoriale. Eh bien, nous accordons pour un moment cette énormité. Mais alors, on ne saurait nous refuser la continuité inaltérable de cette omnipotence, sous peine de contradiction et de mauvaise foi manifeste. Les droits de Charles IV en 1789, ceux de Ferdinand VII en 1830, étant les mêmes que ceux de Philippe V en 1713, les effets doivent être les mêmes. Ces deux rois ont pu défaire ce que leur aïeul avait fait, et au même titre, avec cette différence, que Charles IV et son fils Ferdinand VII ont procédé avec la plus rigoureuse légalité et la plus grande solennité, se trouvant d'accord avec la nation assemblée en cortès avec l'esprit et la lettre des lois, et la coutume immémoriale; tandis que Philippe viola le fond et foula aux pieds la forme.

Si par contre on veut entacher d'arbitraire les actes de 1789 et de 1830, et les frapper de nullité, nous y accédons encore par hypothèse. Alors la même accusation d'arbitraire, la même nullité retombent, a plus forte raison, sur l'acte de 1713; et mettant le tout au néant, nous nous trouvons face à face de la loi ancienne, la seule vraie, la seule légitime par une consécration de huit siècles d'existence, la seule qu'il soit permis d'invoquer, et celle-ci appelle au trône des rois catholiques, comme reine et légitime souveraine des Espagnes, Isabelle II, fille de Ferdinand VII.

Dans cette exposition fidèle et authentique de la légitimité de la reine Isabelle II, nous avons laissé parler l'histoire inexorable, et si parfois nous avons invoqué la logique, c'est qu'elle est l'inséparable compagne du bon droit; celui-ci pour se défendre n'a pas besoin de sophismes; la vérité est une.

Homme monarchique, sujet fidèle, esclave consciencieux des principes conservateurs de l'ordre et de la justice, notre voix ne peut être suspecte alors que nous l'élevons en faveur de notre partie, laquelle, dans son immense majorité, a pensé et pense comme nous. Nous

avons eu de rigoureux devoirs à remplir, nous n'y 1839
avons pas failli, car nous savions prévoir. Dépositaire de la confiance du souverain qui nous honora jusqu'à son dernier jour de ses augustes bontés, nous avons été témoin de ses angoisses de père et de roi, dans les derniers instants de son existence; dans ces instants suprêmes où le monarque semblait déjà être devant son Dieu, Ferdinand VII nous recommanda de veiller sur le trône de sa fille, et à la conservation de sa royale autorité. Nous y engageâmes notre foi par devoir, par honneur et par reconnaissance. Souvent nous avons renouvelé avec transport cet engagement solennel. L'Europe sait si nous y avons été fidèle. Nous avons combattu avec vigueur, courage et persévérance, pour garantir l'Espagne des malheurs qui sont survenus. Nous avons fait face avec calme et résignation à tous les dangers, et nous avons accepté avec joie tous les sacrifices pour rester fidèle à nos serments, à nos principes et à nos convictions politiques. Pur dans nos intentions, désirant autant et plus que personne la réforme des abus administratifs par le progrès lent mais assuré du temps et de l'expérience, nous nous sommes dévoué à arrêter le torrent des innovations hâtives qui nous semblaient dangereuses. Nous sentions que le pouvoir ne pouvait être affaibli sans péril, surtout au moment de combattre, car de longue main, nous avions appris à connaître les menées des partisans de don Carlos. Nous avons succombé sur la brèche sans capituler; nos tristes prévisions ne se sont que trop réalisées. Si, dans la position où nous sommes aujourd'hui, nous n'avions consulté que notre besoin de repos et nos convenances personnelles, nous ne l'eussions pas quitté, mais si les malheurs personnels ne sont rien, et ne peuvent rien sur notre âme fidèle, elle se brise au récit des calamités publiques; car toutes nos sympathies et toutes nos facultés appartiendront, jusqu'à notre dernier soupir, à l'auguste fille et légitime héritière de nos rois, et à notre chère patrie.

Une voix confiante a pénétré dans notre paisible retraite; elle a fait un appel à nos sentiments de dévouement et de loyauté; elle nous a appris que l'intérêt de l'Espagne et de sa jeune souveraine voulait que nous vinssions plaider leur cause, qui est aussi la cause de l'humanité si cruellement outragée et souffrante.

1839 Aussitôt nous sommes accouru au poste qui nous a été désigné. Malgré notre âge et nos infirmités, nous avons mieux aimé braver toutes les fatigues et les rigueurs d'un pénible voyage que de ne pas répondre à un appel qui nous a profondément touché, et dont nous nous sentons en même temps fort honoré, car comme bon Espagnol, quoique douloureusement éloigné de nos foyers, nous gardons avec enthousiasme, dans notre coeur, le culte de la royauté légitime, l'amour de la patrie absente.

Berlin, ce 19 février 1839.

Document annexé.

Don Ferdinand VII, par la grâce de Dieu, roi de Castille, de Léon, d'Aragon, etc., etc., etc.

Et en son royal nom, la reine Marie-Christine de Bourbon, revêtue, par décret royal du 6 octobre dernier, des pouvoirs nécessaires pour m'occuper des affaires de l'Etat pendant la maladie de mon auguste époux,

A mes conseillers, présidents, auditeurs, etc., etc., etc.

Sachez: que j'ai adressé à don Francisco del Pino, mon secrétaire d'Etat au département de la justice, l'attestation suivante pour être publiée en cour plénière, afin de la faire imprimer et circuler.

Don Francisco Fernandez del Pino, grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle-la-Catholique, etc., ministre secrétaire d'Etat au département de la justice, etc.

Je certifie et j'atteste: que le ministre des affaires étrangères, président du conseil, m'ayant transmis l'ordre de S. M. la reine pour que j'eusse à me présenter aujourd'hui dans l'appartement du roi, notre seigneur; et ayant été admis en présence de S. M., à midi, j'ai trouvé réunis dans le même endroit le très-révérend cardinal archevêque de Tolède, le président du conseil royal Don Francisco-Xavier Castaños, le premier secrétaire d'Etat des affaires étrangères, président du conseil, Don Francisco de Zea Bermudez, Don José de la Cruz, ministre de la guerre, Don Francisco-Xavier Ulloa, ministre de la marine, Don Victoriano de Encima y Piedra, ministre des finances, le comte d'Ofalia, ministre de l'intérieur, les plus anciens conseillers d'Etat résidant à Madrid, comte de Salazar, duc de l'Infantado, Don José Garcia de la Torre, Don José Aznarez, Don Luis Lopez Ballesteros et le marquis de Zambrano, — La députation permanente de la grandesse, composée du duc de Villa-Hermosa, marquis de Cerralbo, marquis de Miraflores, comte de Cervellon, comte de Parsent, marquis d'Alcañices, marquis d'Ariza. — Le patriarche des Indes. — Le révérend évêque coadjuteur de Madrid. — Le commissaire général de la sainte Croisade. — Don Francisco Marin et Don Tadeo-Ignacio Gil, caméristes les plus anciens de Castille. — Le doyen du conseil suprême des Indes Don Ignacio

Omulriany, Rourera et le camériste Don Francisco Caro et Torquemada. — Don Felipe de Cordova, gouverneur du conseil suprême des finances. — Don Angel Fuertès, doyen du conseil royal des ordres. — Les titres de Castille, comte de San-Roman, marquis de Campoverde, marquis de la Cuadra, comte d'Adanero. — La députation du royaume composée de Don Matias Pareja et Torres, Don Joaquin Gonzalez Nieto, Don Francisco Iñigo de Iñigo, Don José Ferrer, Don Juan-Pablo-Perez Caballero, Don Pedro Vivero y Moreno, Don Santiago Lopez Regañon, Don Esteban Hurtado de Mendoza et Ponce de Léon, députés de la province du Guipuzcoa. — Don Joseph Cariga et Don Simon Ibarra, présidents du tribunal de commerce de Madrid. Et en leur présence S. M. le roi me remit une déclaration écrite de sa royale main, m'ordonnant de la lire, ce que je fis à haute voix de manière à être entendu des assistants. Voici la teneur littérale de cette déclaration: 1839

„Mon âme royale surprise dans les moments d'agonie où me conduisit la maladie grave dont la miséricorde divine m'a miraculeusement sauvé, je signai un décret dérogeant à la pragmatique sanction du 29 mars 1830, décrétée par mon auguste père à la suite de la pétition des cortès de 1789, afin de rétablir la succession régulière à la couronne d'Espagne. Le trouble et l'angoisse d'un pareil état, où par moment la vie paraissait m'échapper, indiqueraient assez l'impossibilité dans laquelle je me suis trouvé de juger un semblable acte, si sa nature même et ses effets ne suffisaient pas pour le prouver. Comme roi, je ne pouvais détruire les lois fondamentales du royaume, dont j'avais publié le rétablissement, comme père, je ne pouvais de ma libre volonté dépouiller ma descendance de droits si augustes et si légitimes. Des hommes déloyaux ou induits en erreur assiégèrent mon chevet, et abusant de l'amour que ma chère épouse et moi nous portons aux Espagnols, augmentèrent son affliction et l'amertume de ma situation en affirmant que le royaume entier repoussait la pragmatique, et en nous montrant la désolation universelle et les torrents de sang dont notre refus de l'annuler serait l'origine. Cette atroce prédiction faite dans des circonstances où la vérité est plus que jamais obligatoire, et surtout pour les personnes qui sont tenues de me la faire connaître, alors que je n'avais ni le temps ni la possibilité de vérifier la vérité de ce que l'on m'annonçait, consterna mon âme abattue, et dissipa ce qui me restait d'intelligence. Ne voulant donc plus penser qu'à la paix et à la conservation de mes sujets, je fis en ce qui me concernait, ce grand sacrifice, à la tranquillité de la nation espagnole, ainsi que je l'ai exprimé dans le décret que l'on m'a présenté.

La perfidie consomma l'horrible trame que la séduction avait commencée, car le jour même on rédigea des attestations de ce qui venait de se passer, et on y inséra le décret, violant ainsi traîtreusement l'injonction expresse que javais faite dans le décret même et de vive voix de ne rien révéler qu'après ma mort.

Mais aujourd'hui persuadé de la fausseté avec laquelle on a calomnié mes Espagnols bien aimés, toujours fidèles à la descendance de leurs rois; convaincu en outre qu'il n'était pas dans mon pouvoir et que je n'avais pas la volonté de déroger à la coutume immémoriale de la succession établie depuis des siècles, sanctionnée

1839 par la loi, réalisée dans la personne des héroïnes illustres qui m'ont précédé sur le trône et dont le maintien a été unanimement demandé par les Etats du royaume, libre moi-même de l'influence et de la contrainte que l'on a exercée sur ma personne dans une funeste circonstance, je DECLARE SOLENNELLEMENT de mon plein vouloir et de mon propre mouvement, que le décret signé au milieu des angoisses de ma maladie m'a été arraché par surprise: que ce fut à la suite des fausses terreurs dont on m'environna; qu'il est *nul*, *sans aucune valeur*, étant contraire aux lois fondamentales de la monarchie, et à mes devoirs de roi et de père, envers mon auguste descendance. Fait en mon palais de Madrid, le 31 décembre 1832."

Après avoir achevé cette lecture, je remis la déclaration entre les mains royales de S. M.; laquelle affirmant qu'elle était bien l'expression de sa pleine et entière volonté, la signa et parapha en présence des témoins susnommés, écrivant au bas *Fernando*. Je demandai ensuite aux personnes présentes si elles avaient une connaissance parfaite de cette déclaration, et toutes m'ayant répondu affirmativement, je mis fin à l'acte qui en faisait foi. S. M. ayant ordonné aux assistants de se retirer, j'ai immédiatement déposé cette déclaration royale dans les archives de la secrétairerie de mon département. Et pour qu'en tout temps elle puisse produire tels effets que de droit, je donne la présente attestation. Fait à Madrid, le même jour 31 décembre 1832.

FRANCISCO FERNANDEZ DEL PINO.

Suit la formule usitée de publication et d'expédition.